

PIERRE NAVILLE

le nouveau léviathan 3.

le salaire socialiste

DEUXIEME VOLUME

SUR L'HISTOIRE MODERNE
DES THEORIES DE LA VALEUR
ET DE LA PLUS-VALUE

éditions anthropos
paris

sociologie et travail

PIERRE NAVILLE

le nouveau léviathan 3.

le salaire socialiste

DEUXIEME VOLUME

SUR L'HISTOIRE MODERNE
DES THEORIES DE LA VALEUR
ET DE LA PLUS-VALUE

1970

éditions anthropos paris

15, rue Racine, PARIS 6^e

TABLE DES MATIÈRES

LE SALAIRE SOCIALISTE

Sur l'histoire moderne des théories de la valeur et de la plus-value.

CHAPITRE I. MARX, ENGELS ET LA THÉORIE DU PROFIT SOCIAL

A) Valeur, marché et inégalité	1
B) La formation du surproduit et de la plus-value	22
C) De Proudhon à H. George : l'intérêt et la rente	37
D) Marx et la question du « temps libre »	43

CHAPITRE II. LES POLÉMIQUES SOCIALISTES AVANT 1917

A) Kautsky et les bases du révisionnisme de Bernstein	47
1. Le programme d'Erfurt	49
2. Les lendemains de la révolution	54
3. Engels dans <i>La question du logement</i> , contre Proudhon	60
4. L'accroissement de la production	63
5. La plus-value	65
6. Les remarques de Bernstein	68
7. Marx explique l'utilité à Adolphe Wagner	76
B) Une discussion avec Gabriel Deville	80
C) Jaurès et la permanence de la valeur	89
D) Collectivisme et valeur : les questions de Maurice Bourguin	95
E) Une remarque de Mondolfo sur les propriétés de la force de travail. . .	102

CHAPITRE III. LA PLUS-VALUE CHEZ LES ÉCONOMISTES BOLCHEVIKS

<i>A) Lénine et les trois variantes du système économique : le capitalisme d'Etat, le communisme de guerre, la N.E.P.</i>	107
1. Le capitalisme d'Etat : une accumulation démonétisée.....	108
2. Principes économiques du communisme de guerre	114
3. N.E.P. et loi de la valeur	122
<i>B) Boukharine théoricien.....</i>	126
1. Forces de production et rapports de production	126
2. Le profit dans l'Etat socialiste	129
3. Le cas du capitalisme d'Etat	134
4. Le produit dans le communisme de transition.....	136
5. Le salaire et l'accumulation.....	139
<i>C) L'école de Boukharine : Lapidus et Ostrovitianov.....</i>	142
<i>D) Preobrajensky et la « nouvelle économique »</i>	163
1. Salaire et plus-value	163
2. L'accumulation socialiste primitive et le revenu salarial	169
3. Le rôle des coopératives	181
4. Impôts et accumulation	185
<i>E) La position de Trotsky</i>	190
<i>F) Zinoviev et Staline en 1925</i>	204
<i>G) Les thèses de « l'opposition ouvrière » et du « centralisme démocratique » : Kollontaï, Sapronov et Smirnov</i>	213
1. L'opposition ouvrière et la gestion économique	213
2. La nature du salaire pour les « centralistes démocratiques »..	216
<i>H) Deux épigones</i>	218

CHAPITRE IV. LES THÉORIES DE L'EXPLOITATION OLIGARCHIQUE ET BUREAUCRATIQUE

<i>A) L. Laurat à diverses époques</i>	231
1. Salaire et privilèges	231
2. Théorie critique de la N.E.P.....	234
3. Secteurs socialiste et privé. Leurs rapports	246
4. Le salaire soviétique en 1967	255
<i>B) Bruno Rizzi et le « collectivisme bureaucratique »</i>	262

CHAPITRE V. LES "ULTRA-GAUCHE" : LE PROFIT DU CAPITALISME D'ETAT

<i>A) Les thèses de G. Munis</i>	281
<i>B) Cliff-Gluckstein</i>	292
<i>C) A. Bordiga et l'achèvement du capitalisme d'Etat.....</i>	300

**CHAPITRE VI. LA CRITIQUE NÉO-MARGINALISTE
DU SALAIRE SOCIALISTE**

<i>A) Les avatars de Schumpeter</i>	313
<i>B) La critique de Von Mises et son interprétation</i>	320
<i>C) Les données de A. Bergson</i>	330
1. Parenté du salaire capitaliste et du salaire socialiste	330
2. Salaire social et services gratuits	341
3. Travail social et appropriation privée	348
4. La répartition des salaires en URSS	355
<i>D) J. Robinson et le néo-keynesianisme</i>	361
<i>E) Remarques de P. Barton</i>	390

CHAPITRE VII. LES NOUVEAUX ÉCONOMISTES SOCIALISTES

<i>A) Un initiateur : A. Graziadei et la théorie de la valeur de Marx</i>	409
<i>B) Oskar Lange et Z. Marecka</i>	415
1. Les lois de l'économie socialiste et la valeur	415
2. La théorie du salaire en Pologne	433
3. Les conceptions initiales de O. Lange	444
<i>C) Kantorovitch et le retour à Pareto</i>	447
<i>D) Quelques compagnons de route : Baran, Sweezy</i>	
<i>La théorie du surplus et de son bon usage</i>	474
1. P. Baran	474
2. P. Sweezy	485
Index	487

CHAPITRE PREMIER

MARX, ENGELS ET LA THEORIE DU PROFIT SOCIAL

Les indications de Marx et d'Engels relatives aux rapports économiques du socialisme ont été très souvent citées et commentées. Puisque l'exégèse est une plaie inévitable, il faut donc les examiner de près, et même de très près. Pour comprendre clairement ce que Marx voulait dire d'une économie socialiste, il faut aller au fond des choses et s'attacher à la logique intégrale de sa pensée.

Bien entendu, Marx et Engels n'ont pas été seuls au XIX^e siècle à envisager la transformation des rapports capitalistes en rapports socialistes. Sans parler des « utopies » ou des conceptions de sectes dogmatiques de tous genres que Marx avait précisément analysées et combattues dans sa jeunesse, des courants profonds, comme celui du proudhonisme, ont laissé des traces importantes, qu'on retrouve un peu partout. Le christianisme social n'a pas non plus fini de fluctuer. Pourtant, la pensée de Marx et d'Engels a une signification toute particulière du fait qu'une série d'Etats, issus de profondes révolutions, s'en revendiquent expressément. Peu importe pour le moment de savoir si cette revendication est justifiée. Le fait que les économistes de l'U.R.S.S., de la Pologne ou de la Chine puissent le principal de leur science dans *Le Capital*, et que ces pays ont bâti d'énormes systèmes économiques qui embrassent un milliard d'hommes suffit à mettre en lumière le caractère fondamental des conceptions marxistes pour notre époque.

A) Valeur, marché et inégalité.

C'est dans le paragraphe 3 de la *Critique du programme de Gotha* que se trouve l'essentiel de ce qui concerne le « partage du produit du travail » (éd. française, Bureau d'Édition,

1933, p. 20). Voyons d'abord ce que dit Marx, dans l'ensemble, du travail, de la valeur et de la répartition ; lisons mot à mot : « Au sein d'un ordre social communiste, fondé sur la propriété commune des moyens de production, les producteurs n'échangent pas leurs produits ; de même, le travail incorporé dans des produits n'apparaît pas davantage ici *comme la valeur de ces produits*, comme une qualité réelle possédée par eux, puisque désormais, au rebours de ce qui se passe dans la société capitaliste, ce n'est plus par la voie d'un détour, mais directement, que les travaux de l'individu deviennent partie intégrante du travail de la communauté. L'expression « produit du travail », condamnable, même aujourd'hui, à cause de son ambiguïté, perd toute signification. »

Comme Marx va le dire ensuite, il s'agit ici de la société communiste telle qu'elle sort directement de la société capitaliste. C'est donc plutôt ce qu'on appelle couramment la société (ou plutôt l'Etat) socialiste, ou une phase préliminaire du communisme.

C'est donc une société de transition, *historique*. Mais en même temps, ces nouveaux rapports sociaux sont considérés, comme ceux du capitalisme dans *Le Capital*, d'une façon théorique, c'est-à-dire non localisés dans tel ou tel pays, dans telles conditions du moment, etc. C'est en quoi l'analyse de Marx ne peut nullement s'appliquer *immédiatement* à l'U.R.S.S. ou à telles ou telles circonstances historiques et locales. Il faut donc en retenir l'essentiel, c'est-à-dire les rapports logiques qui sont à la base d'une telle société.

Marx énonce très clairement que dans ces rapports sociaux communistes *la valeur* comme mesure des échanges et de la répartition du produit social des travaux, aura disparu. Il n'y aura plus de valeur d'échange, et du même coup il n'y aura pas de marché, libre ou planifié. Les produits ne seront pas échangés, mais répartis directement selon les besoins. La valeur capitaliste (des produits et du travail) apparaît sous forme indirecte dans les marchandises échangées, et elle continue donc à impliquer une distinction entre valeur et survaleur ou plus-value. Si cette distinction, comme source d'accumulation du capital, disparaît, la valeur elle-même disparaît, et les quantités de dépense de travail, (c'est-à-dire la source de la valeur) incarnées dans les produits, deviennent comparables directement. Engels écrit la même chose dans *l'Anti-Dühring* : « La société aura encore besoin de savoir combien de travail (plus exactement : de *temps* de

travail) il faut pour produire un objet d'usage quelconque. Elle aura à organiser le plan de production en fonction des instruments de production, au premier rang desquels est la force de travail. Ce seront, en dernière analyse, les effets utiles des divers objets d'usage, comparés d'abord entre eux, et ensuite par rapport aux quantités de travail nécessaire à leur fabrication, qui détermineront le plan de production. On se tirera très simplement d'affaire sans faire intervenir la fameuse « valeur ». » (Trad. Bracke, T. III, pp. 96-97.)

Les produits seront considérés comme objets d'usage, utiles, et non plus comme valeurs d'échange. La force de travail elle-même ne sera plus objet d'échange, marchandise, mais moyen utile, d'usage, une propriété ou capacité de travail redevenue *Eigenschaft*, et non plus *Eigentum*. Cela corrobore ce que dit Marx d'une société où la valeur *comme mesure des échanges et de la répartition du produit social* des travaux aura disparu.

C'est en ce sens que les producteurs n'échangeront pas leurs *produits* ; ce qu'ils échangeront, c'est l'usage de leur effort (qui ne sera donc plus valeur *marchande*) ; ils l'échangeront sous une forme nouvelle, coopérative et distributive.

Arrêtons-nous un moment sur la notion de *produit*, d'autant plus qu'on l'obscurcit aujourd'hui par celle de *service* et de travail « intellectuel ». En parlant de produits, l'économie politique en général vise les produits matériels, les objets matériels meubles ou immeubles. Le produit est toujours un objet ouvré à un degré quelconque. L'ouvraison peut toutefois être très faible, presque insignifiante. Dans sa jeunesse, Marx citait l'exemple du bois mort, qui, du simple fait d'être ramassé à terre, réuni et transporté, est ouvré dans une mesure minime. Pratiquement, dès qu'il y a intervention de la main de l'homme sur la matière, même sous la forme la plus élémentaire, même indirectement (par exemple la canalisation la plus légère qui achemine de l'eau vers un endroit prévu), même naturellement, comme activité immédiate du corps, il y a ouvraison et production. L'industrie a cependant poussé les choses au point où un produit peut comprendre un nombre si grand d'éléments composants qu'on classe les productions selon la forme et la complexité de l'assemblage, en produits finis, semi-finis, éléments, pièces, etc... Ni la multiplicité, ni la nature des procédés scientifiques mis en œuvre ne changent rien à l'affaire.

Le *service*, comme produit, n'est pas non plus différent d'un objet matériel. Marx le savait d'autant mieux qu'à son époque la population travaillante des services était proportionnellement plus nombreuse que celle qui était affectée à la production industrielle, surtout sous la forme des « services domestiques », qui se sont métamorphosés en services collectifs ou sociaux. Ce qu'on appelle service, en effet, *c'est la mise en œuvre de produits matériels à un usage non-matériel*. Plus exactement, c'est la finalité d'usage d'objets quelconques non affectés à la transformation matérielle de l'objet. Pour « rendre un service », quel qu'il soit, il faut mettre en œuvre des moyens matériels, à commencer par le corps humain. Même une personne qui lit une lettre à votre place le fait en utilisant ses yeux et peut-être ses lunettes. Tous les services, privés ou publics, dans l'acception courante, sont donc des produits non matériels de produits matériels. On dirait aujourd'hui qu'ils fournissent de l'information. Celle-ci est la fin utile de procédés matériels. *Le service, c'est l'usage au sens propre du terme*. Cette remarque n'est pas inutile ici, car elle signale, dans les formes les plus récentes de l'activité industrielle (au sens large qui comprend aussi le travail agricole), la convergence du développement des activités de services par rapport aux activités de transformation matérielle et de la crise de la valeur d'échange par rapport à la valeur d'usage.

Il suffit de retenir ici que lorsque Marx parle de produit, il s'agit aussi bien d'un objet matériel que d'un service ou d'une satisfaction, pourvu que ce produit soit une marchandise, c'est-à-dire échangé comme valeur. Lorsque la valeur d'échange disparaîtra, les seules valeurs qui seront échangées seront les *temps d'usage* des capacités de travail. En mesurant l'usage et non plus le produit, la valeur change de sens. Elle passe du domaine des moyens à celui des fins, du domaine privé au domaine collectif, de la forme propriétaire à la forme prestataire.

Marx (et Engels) ne font ici ni l'analyse proprement dite d'un système social encore inexistant, ni une simple hypothèse (et encore moins une prophétie). Néanmoins, ou leur exposé est pure spéculation, ou il correspond au moins à une vérité logique. Bettelheim répond à cela que certes une société où « la valeur » a disparu doit voir aussi disparaître la monnaie, les salaires et les prix, et à plus forte raison, l'intérêt et le profit, etc. En effet, il est clair que si la valeur,

et par conséquent la survaleur ou plus-value ont disparu, tout ce qui en découle a aussi disparu. Et pourtant il est clair aussi, reconnaît Bettelheim, « que ce tableau des conséquences de la socialisation des moyens de production est fort éloigné de l'image que nous donne aujourd'hui l'économie soviétique » (« Lois économiques et valeur d'usage », *Revue Internationale*, 1946 — tout aussi vrai en 1969). Marx s'est-il trompé ? demande Bettelheim. Non, répond-il, mais il a fait une « hypothèse », car il ne pouvait faire que cela, et les « faits », c'est-à-dire l'existence de la société soviétique, lui opposent un démenti. Or, le fait doit l'emporter sur l'hypothèse. Il n'y a donc qu'à se passer de l'hypothèse et à analyser le fait (1).

Cette façon de traiter la question ne permet nullement d'expliquer les rapports économiques, qu'au contraire elle obscurcit. C'est en revenir à l'adage hégélien : « tout ce qui est réel est rationnel ». De fait, les affirmations de Marx ne sont nullement des « hypothèses », dans quelque sens qu'on prenne le mot. C'est plutôt une *induction logique*, qui est quelque chose de tout différent (2). La force du raisonnement de Marx est ici de faire découler l'analyse théorique des rapports sociaux prévisibles de l'analyse qu'il avait faite des rapports sociaux capitalistes en train de se transformer. Entre ces deux analyses, il y a un lien logique que ne peut briser l'antinomie entre hypothèse et fait. La société n'évolue pas à la façon dont se déroule une expérience chimique ou

(1) Je m'arrête un peu ici sur les remarques de Bettelheim, bien que je les aie examinées plus longuement dans le précédent volume de cet ouvrage.

(2) Si Bettelheim avait simplement relu *l'Etat et la Révolution*, il aurait facilement compris cela. Lénine écrit avec sa simplicité coutumière : « Quelles sont les *données* qui permettent de poser la question du développement futur du futur communisme ? C'est que le communisme *procède* du capitalisme, se développe historiquement du capitalisme, il est le résultat de l'action, d'une force sociale *engendrée* par le capitalisme. Chez Marx on ne trouverait pas l'ombre d'une tentative pour inventer des utopies, pour faire de vaines conjectures sur ce que l'on ne peut pas savoir. Marx pose la question du communisme comme un naturaliste poserait, par exemple, celle de l'évolution d'une nouvelle espèce biologique, une fois connues son origine et la ligne précise de son évolution... » On peut contester cette conception évolutionniste du déterminisme, surtout depuis que le probabilisme s'est introduit dans toutes les sciences, mais certainement pas en opposant le fait à l'hypothèse. Les plans soviétiques, même comportant des variantes, ne sont pas des hypothèses, mais des prescriptions motivées, et qui peuvent avoir été mal motivées. Le contrôle de l'expérience ne peut pas non plus être assimilé à un « fait ».

physique de laboratoire. Ecarter le lien logique, l'implication qui unit l'analyse du capitalisme de Marx et les rapports sociaux communistes qui doivent découler de celui-ci (sans que nous sachions sous quelles formes concrètes, par quels détours pratiques, à travers quelles crises, quelles révolutions, quels reculs et quels progrès, etc.) c'est supprimer l'analyse du capitalisme lui-même. On ne peut tirer argument de l'existence concrète de l'U.R.S.S. entre 1917 et 1950 ou 1970, contre une soi-disant « hypothèse » de Marx, *pas plus que l'inverse*. L'U.R.S.S., telle qu'elle est, est en effet une existence réelle, mais cette existence doit être étudiée dans sa connexion logique avec l'évolution et la crise du capitalisme ; les changements sociaux envisagés par Marx nous y aident grandement. Bettelheim ne s'aventure pas à analyser ouvertement le « fait », c'est-à-dire à le critiquer, car ce qu'il appelle le fait, ce n'est pas l'état de choses *réel*, mais les oripeaux idéologiques et les phrases trompeuses et souvent mystificatrices dont les idéologues staliniens le parent.

Marx résume cette transformation logique des rapports sociaux à prévoir en deux points essentiels :

a) *Les producteurs n'échangent plus leurs produits*. Autrement dit, le marché a disparu. Cela ne veut pas dire que les produits ne passent pas de l'un à l'autre. Ils s'échangent, mais sous une autre forme. Ils ne s'échangent plus sur un marché, libre ou organisé, c'est-à-dire dans un domaine où les entreprises capitalistes indépendantes confrontent les produits qu'elles ont fait fabriquer par les producteurs. Les produits ne sont plus des marchandises. Les capitalistes privés ayant disparu par définition, seuls les producteurs restent en présence ; mais comme les moyens de production seront propriété sociale commune — *et non la propriété distincte de l'Etat* (point capital !) — il en résulte qu'ils n'échangent plus leurs produits sur un marché, mais que leurs produits s'échangent sans marché. Cette transformation découle de « l'hypothèse », pour parler comme Bettelheim, de la suppression des capitalistes. Nous avons ici une *transformation de la notion d'échange*, caractéristique du communisme. Dans le capitalisme, tout échange est dominé par le marché ; autrement dit : il s'agit d'échange de marchandises, qui seront précisément échangées plus ou moins autour de leur *valeur d'échange*. Dans les rapports communistes, même frustes, l'échange a lieu, puisqu'il n'y a pas de société sans échanges en général ; il ne s'agit plus alors d'échanges de marchandises, mais

d'échanges du fruit des capacités rendues à elles-mêmes, ou plus exactement, si l'on va à la racine des choses, d'échanges de ces capacités elles-mêmes. En définitive, ce sont toujours des produits qui s'échangent, mais en tant qu'usages, et non plus objectivés comme marchandises.

b) La transformation des échanges, qui n'est pas identique à leur disparition, implique donc *dans cette phase une transformation de la valeur, et non sa « disparition »*. Marx dit expressément que la valeur disparaîtra *comme mesure du travail incorporé dans les produits*. Cela veut-il dire que les produits, les travaux, la force de travail, n'auront plus de valeur du tout ? Nullement. Engels dit aussi qu'on pourra se passer de la notion de valeur, et il faut entendre ici valeur dans le sens acquis sous le capitalisme. La valeur, telle qu'elle se concrétise dans des marchandises devenues indépendantes du producteur, c'est-à-dire telle qu'elle se manifeste dans les rapports capitalistes, disparaîtra ; mais ce n'est pas une disparition magique. En fait, elle se métamorphosera complètement. La valeur sera tout entière valeur utile, d'usage, car c'est là une propriété des choses produites qui déborde les rapports capitalistes et qui reste le fondement de n'importe quels rapports sociaux. On pourra trouver un autre mot si c'est nécessaire, mais ce sera toujours quelque chose comme une valeur, une appréciation, et au départ celle-ci continuera à se mesurer par un quantum de travail, un quantum d'exercice de capacités, de dépense d'énergie, de force de travail déployée.

L'économie soviétique n'a évidemment pas atteint ce stade, et c'est pourquoi les idéologues staliniens, Leontiev par exemple, se sont tant évertués à expliquer pourquoi la valeur subsistait dans l'économie dite socialiste, bien que les conditions théoriques voulussent sa disparition. D'après certains d'entre eux, elle persiste pour des raisons de « commodité », et Bettelheim a raison de dire que ce motif n'en est pas un ; car pourquoi cette commodité est-elle nécessaire ? L'explication de Bettelheim n'est guère plus convainquante, lui pour qui le « fait » soviétique a raison contre « l'hypothèse » fautive de Marx. Lui aussi se demande « pourquoi, contrairement aux prévisions de Marx, la valeur, et toutes les catégories qui en découlent, subsistent, bien que modifiées, dans la société soviétique » (*Ibid.* 1946). D'après lui, c'est parce que subsistent en U.R.S.S. des échanges *de marché*, et *la propriété privée des moyens de consommation*. Je reviendrai plus loin sur cette explication, reprise plus tard par Lange, mais on voit tout de

suite qu'elle pose aussi des questions fondamentales. Pourquoi le marché existe-t-il encore, pourquoi la propriété privée des moyens de consommation a-t-elle encore une signification quasi-capitaliste ? C'est parce que l'organisation de la production au stade actuel, la planification, etc. les rendent nécessaires, dit Bettelheim, bien qu'il sous-entende que cette organisation est déjà le socialisme.

Ce raisonnement est une logique à rebours. L'organisation de la production et des échanges dépend de certains rapports de production, c'est-à-dire aussi de rapports de classes, c'est-à-dire en définitive d'une certaine forme d'appropriation semi-collective du produit et du surproduit. C'est de cette appropriation qu'il faut partir. Il est vrai qu'en U.R.S.S. elle a lieu d'une façon autre que dans le capitalisme privé ; mais elle existe encore d'une façon non-socialiste, parce que nous sommes dans un socialisme *d'Etat*, borné à tous égards, et que ce socialisme n'atteint de loin pas le niveau des rapports théoriques décrits par Marx. Tout au plus en fournit-il certaines *prémisses*. Ces prémisses supposent déjà de sérieuses transformations, mais pas aussi radicales que le disent les idéologues staliniens. Lorsqu'ils affirment, par exemple, que la force de travail a cessé d'être une marchandise, cela veut tout au plus dire qu'elle ne peut plus être marchandée de la même façon qu'elle l'est dans les rapports capitalistes, mais cela ne veut pas dire — Bettelheim le reconnaît — qu'elle ne soit pas *échangée* comme produit. S'il y a marché (même un marché d'Etat, contrôlé, unifié, etc.) il y a aussi sur ce marché, outre les produits de consommation, la capacité de travail, qui ne cesse pas d'être un produit, malgré ses propriétés particulières, ou plutôt à cause d'elles. Mais cet échange, tel qu'il a lieu dans l'économie soviétique, dans le socialisme d'Etat, bien qu'il ne soit plus le marchandage qui a lieu dans l'économie capitaliste (marchandage dont les *formes* sont d'ailleurs aussi très modifiées aujourd'hui par l'intervention de l'Etat, des monopoles, des syndicats, etc.), n'est pourtant pas encore l'échange dont parle Marx, échange qui se passe de toute notion de la valeur. C'est un échange qui demeure sous l'emprise de violentes coercitions dues à l'étatisation, aux rapports extérieurs, à la persistance de mécanismes semi-capitalistes dans l'agriculture, le commerce, etc... quelque chose de très transitoire, plein de contradictions et de conflits, et qui devra regresser, ou progresser vers la forme dont Marx parle,

ce qui ne pourra avoir lieu que sur le champ international. De plus, il ne faut pas perdre de vue qu'existe encore en U.R.S.S. un marché « libre », celui des kolkhozes, sans parler du marché noir.

La preuve que Marx envisageait des rapports sociaux communistes qui, quoique portant encore « les stigmates de l'ancienne société, des flancs de laquelle elle sort », seraient malgré tout encore très supérieurs à ce qui existe en U.R.S.S., dans l'Est européen et en Chine, c'est qu'il envisageait la suppression de la monnaie. Dans ce communisme « primitif » (pour employer une expression qui cette fois aurait un sens réel), dit Marx, « le producteur reçoit individuellement — les défalcatons une fois faites [dont je vais parler, N.] — l'équivalent exact de ce qu'il a donné à la société. Ce qu'il lui a donné, c'est son quantum individuel de travail. Par exemple, la journée sociale de travail représente la somme des heures de travail individuel ; le temps de travail individuel de chaque producteur est la portion qu'il a fournie de la journée sociale de travail, la part qu'il a prise. Il reçoit de la société un bon, constatant qu'il a fourni tant de travail (défalcation faite du travail effectué pour le fonds collectif) et, avec ce bon, il retire des stocks sociaux une quantité d'objets de consommation correspondant à la valeur de son travail. Le même quantum de travail qu'il a fourni à la société sous une forme, il le reçoit d'elle sous une autre forme. »

Ces quanta de travail qui s'échangent — et qui, dans une société communiste, ne devraient pas dépasser de nos jours 4 ou 5 heures de travail — sont des valeurs directes, qui peuvent être mesurées chronologiquement et biologiquement. On voudrait faire croire qu'en U.R.S.S. c'est précisément ce qui se passe, puisqu'il y aurait répartition, c'est-à-dire retour à tous les individus de l'équivalent des quantités qu'ils ont produites, en dehors de ce qui sert à l'accumulation et de ce qui est échangé dans la section I. Pourtant, il n'en est pas ainsi puisque cette répartition ne résulte pas d'équivalences directes, mais a lieu par l'intermédiaire de la monnaie, c'est-à-dire de prix et de salaires. Or, ces prix et ces salaires dépendent de l'existence de la loi de la valeur, bien que la spontanéité ait fait place au plan dans leur fixation. Le plan lui-même est tenu de respecter cette loi, quand cela ne serait que parce qu'une partie importante des échanges ne dépend pas directement du plan (marché kolkhozien, commerce extérieur, primes, etc.) Staline avait eu vaguement le sentiment

de tout cela lorsqu'il rappelait dans sa dernière brochure que le régime kolkhozien introduisait un élément étranger dans l'économie socialiste, et rendait celle-ci tout à fait rudimentaire.

Marx indique ensuite très clairement en quoi les échanges directs dans les rapports communistes ressemblent encore et diffèrent en même temps des échanges capitalistes : « C'est évidemment ici le même principe que celui qui règle l'échange des marchandises pour autant qu'il est un échange de valeurs égales ». Autrement dit, ce qui subsiste dans cette transformation des échanges, c'est le principe de la *proportionnalité*, l'équation fondamentale *Produit = Produit* (que ce soit un objet, un service, ou la capacité de travail). Les produits s'échangeront à égalité de valeur mesurée par le quantum de travail, mais cet échange sera direct et ne donnera plus lieu à marchandage par l'intermédiaire de ceux qui se les sont appropriés, c'est-à-dire des capitalistes. « Le fond et la forme, continue Marx, diffèrent parce que, les conditions étant différentes, nul ne peut rien fournir d'autre que son travail et que, par ailleurs, rien d'autre que les objets de consommation individuelle ne peut entrer dans la propriété de l'individu. Mais *en ce qui concerne le partage de ces objets entre producteurs pris individuellement, le principe directeur est le même que pour l'échange de marchandises équivalentes : une même quantité de travail sous une forme s'échange contre une même quantité de travail sous une autre forme.* »

Encore une fois, dans le socialisme (ou phase inférieure du communisme, comme dit Marx ici), le *principe* de l'échange ne change pas. Il y a échange selon le temps de travail dépensé, par proportions égales. Mais le « fond » et la forme diffèrent, parce que les capitalistes ne sont plus maîtres de ces échanges, qu'ils ne peuvent plus s'approprier les moyens de production et les marchandises et que ces moyens de production appartiennent à la société, à la communauté, et même transitoirement à l'État des travailleurs. Or, on n'en est pas là en U.R.S.S., et l'on ne pourra jamais en être là *dans un seul pays, c'est-à-dire dans un pays « pris à part » des autres, que ceux-ci soient socialistes ou capitalistes.* Nous reviendrons plus loin sur cette question essentielle.

Marx tire aussitôt les conséquences de la transformation qu'il vient d'analyser, conséquences les plus générales puisqu'elles touchent au *droit* et à la *constitution humaine*. Ce point est capital, et il faut le mettre en lumière, ou plutôt

l'y remettre, car Lénine l'avait déjà exposé avec force ; mais les épigones ont tellement ergoté là-dessus pour justifier les grossièretés de Staline, qu'on ne s'y retrouve plus facilement aujourd'hui.

Il résulte, dit Marx, de la transformation socialiste des échanges exposée ci-dessus, qu'elle ne consacre pas encore l'égalité, mais une *forme nouvelle d'inégalité*, directement héritée du droit bourgeois. Quand Bettelheim disait à ce propos que la *caractéristique* du socialisme était dans l'inégalité, il avait ainsi l'air de citer Marx. Mais en réalité il ne faisait qu'approuver les inégalités du régime stalinien sans chercher à comprendre leur signification sociale. Ce que Marx prévoit, c'est qu'aux inégalités du capitalisme, formalisées dans le droit bourgeois, se substitueront des inégalités différentes, moins accusées et qui doivent être peu à peu réduites, mais toujours caractérisées par la persistance de certains principes du droit bourgeois (tout droit étant en général nécessaire pour formaliser le maintien de certaines inégalités, ce qui fait que les citoyens doivent être « égaux devant la loi » justement parce qu'ils sont inégaux dans leurs relations économiques et sociales). Ce qui caractérise donc des rapports sociaux communistes rudimentaires, c'est le passage des inégalités bourgeoises, capitalistes, aux inégalités différentes et moins profondes, *moins organiques*, du socialisme. L'important ici, n'est pas ce qui persiste, mais ce qui change, dans quel sens et à quelle allure. De ce point de vue, on peut dire aujourd'hui qu'en pratique la société soviétique accumule des crises nouvelles parce qu'elle suscite des *inégalités nouvelles*, au lieu de les estomper — situation qui lui fut imposée peu à peu par la rigidité du système socialiste d'Etat.

Comme dit Marx, dans la nouvelle forme d'échange, et « *en dépit de ce progrès*, le *droit égal* reste toujours contenu dans des limites bourgeoises. Le droit du producteur est *proportionnel* au travail qu'il a fourni ; l'égalité consiste ici dans l'emploi du travail comme unité commune ». En somme, il y a égalité apparente, comme dans les rapports capitalistes-bourgeois, parce qu'il y a un *élément commun de mesure à tous les travaux*, et qu'on peut par conséquent toujours écrire leurs équations. Mais ce n'est qu'une apparence, car ce qu'il y a d'égal n'est ici qu'une équation d'éléments abstraits ou une moyenne ; et en fait les *individus concrets* sont *différents, inégaux*, et ne peuvent donc pas participer *également*

aux fruits du travail ; ils n'y participeront que proportionnellement au temps et à l'intensité du travail qu'ils auront fourni, à quoi s'ajoutent les autres conditions de marché, de concurrence, de localisation géographique, etc...

Arrêtons-nous un instant sur le rôle que Marx accorde ici aux inégalités ou différences *naturelles et sociales* des individus. En un sens, ce rôle doit se manifester encore plus nettement dans les rapports socialistes que dans les rapports capitalistes. Dans la société bourgeoise, les inégalités de ce genre (constitution physique, degré d'intelligence acquise, facilités d'adaptation, progéniture, etc.) sont masquées par d'autres inégalités, sociales, plus profondes, plus générales, plus radicales, celles qui découlent de l'antagonisme de classe entre prolétariat salarié et capitalistes. Les différences naturelles sont en quelque sorte dissoutes dans les oppositions de classe ou, pour employer un autre langage, surdéterminées par celles-ci. D'autre part, la propriété individuelle et la concurrence qui sont le sang du capitalisme, les « possibilités » et les compensations psychologiques de toute nature, étouffent ou subliment très souvent dans l'individu le sens des inégalités, surtout dans les périodes de développement économique, ou dans des conjonctures de crise, ou au cours de bouleversements comme les guerres. Mais dans une société socialiste, l'antagonisme fondamental, l'inégalité sociale essentielle, disparaît. Les producteurs n'ont plus de « supérieur », de maître déclaré. L'Etat est, en principe, à la fois leur propre chose et la chose de leur voisin, un tourment collectif plutôt qu'un tourment individuel ; il devient aussi un « apaisement », une raison. On reconnaît ici chez Marx une compréhension claire de l'importance des différences individuelles qui provient dans une large mesure des Saint-Simoniens, (exposée par exemple dans le chapitre sur les aptitudes et l'éducation professionnelle de *l'Exposition de la doctrine*) et aussi de Fourier. Marx, à ce point de vue, n'est pas du tout le disciple de Rousseau ; il se tient plutôt sur la ligne de la polémique de Diderot contre *L'Homme* d'Helvetius, relative aux inégalités naturelles.

Il y a donc une double racine à l'inégalité et aux différences entre individus ; il faut les distinguer malgré leurs interférences. L'une s'accroche aux rapports sociaux généraux (constitution de classes), l'autre est accrochée aux différences naturelles entre les corps vivants et leurs capacités brutes ou éduquées. Il faut bien comprendre la signification de cette dualité chez Marx, car les économistes bourgeois en ont fait

sous le titre « d'hétérogénéité des forces de travail » l'un de leurs principaux chevaux de bataille contre la notion de la valeur-travail, tandis que les économistes soviétiques la passent tout simplement sous silence. Pour ces derniers, la chose est très simple : chacun a les mêmes possibilités d'accéder aux niveaux les plus élevés, les mieux rémunérés et les plus responsables, et chacun participera au produit social et à l'administration sociale selon l'effort qu'il fournira pour développer ces possibilités — philosophie à la Franklin, idéologie ni plus, ni moins, du « bâton de maréchal dans sa poche », comme si les conditions sociales réelles dans l'U.R.S.S. n'apportaient pas des limitations d'un nouveau genre à ces possibilités — à supposer qu'elles puissent exister, même formellement.

Que dit exactement Marx ? « *Un individu l'emporte physiquement et moralement sur un autre, il fournit donc dans le même temps plus de travail ou peut travailler plus de temps ; et le travail, pour servir de mesure, doit avoir sa durée ou son intensité précisées, sinon il cesserait d'être unité. Ce droit égal est un droit inégal pour un travail inégal. Il ne reconnaît aucune distinction de classe, parce que tout homme n'est qu'un travailleur comme un autre ; mais il reconnaît tacitement l'inégalité des dons individuels et, par suite, des capacités productives comme des privilèges naturels. C'est donc, dans sa teneur, un droit fondé sur l'inégalité, comme tout droit.* » (Souligné par moi, N.)

Il y a ici une dialectique serrée et fondamentale. Les individus, les corps humains, sont différents, inégaux, parce qu'ils ne sont pas physiquement et mentalement identiques, quand ce ne serait que par suite des différences d'âge et de sexe. Ni leurs caractéristiques physiques et anthropologiques, ni celles de leur comportement ne sont exactement les mêmes. Elles se différencient d'ailleurs avec le temps. Peu important pour le moment la cause ou l'origine de ces différences et la marge de leurs variations : elles peuvent être organiques, congénitales, héritées ou héréditaires biologiquement ou socialement, ou acquises très tôt ; elles peuvent porter sur le physique plutôt que sur le moral, etc. Elles peuvent être apparues et accentuées à un âge plus ou moins tardif. Elles sont pourtant là, et elles jouent un rôle fondamental dès que l'individu est engagé dans un travail productif (ou non-productif), puisque les capacités d'adaptation et le rendement de chacun varieront pour un même type de travail. Cela reste vrai, même s'il s'agit d'un travail collectif « en équipe », ou en association.

Bref, un individu peut se montrer spontanément *supérieur* à l'autre en puissance, avant même que les relations sociales aient donné à cette supériorité un caractère particulier, économique, politique ou autre. La civilisation chinoise classique, celle de Confucius, tenait une sorte de rigoureuse comptabilité de ces différences et s'accommodait ainsi d'une routine productive à laquelle le capitalisme industriel de l'Occident répugne vigoureusement. Au lieu que chaque travail fût en quelque sorte une propriété qualitative d'un individu singulier dans ses capacités et ses manières, il devint dans le système capitaliste une propriété commune interchangeable, un principe d'égalité au sein de l'inégalité. Marx avait fait gloire aux physiocrates et à Smith de la découverte de ce caractère « universel » du travail, que ni les civilisations à caste (Afrique, Egypte, Inde), ni celle de l'Antiquité gréco-latine n'avaient admis, pas plus que celle de la Chine. C'est ce qui conféra au travail capitaliste, d'abord en Europe, son caractère distinctif. D'un côté, comme dit Marx, « tout homme n'est qu'un travailleur comme un autre », c'est-à-dire qu'il est *équivalent à un autre* en ce que sa capacité de travail n'est plus considérée comme propriété spécifique dans sa forme, que tout homme peut fournir « du travail » indifférencié, et que ce travail peut toujours être mesuré par une unité de temps ou d'intensité, cette mesure constituant son caractère commun, son principe d'équivalence ; mais en même temps il y a *inégalité des dons individuels*, c'est-à-dire des privilèges naturels et des capacités productives, puisqu'un travailleur peut travailler mieux ou plus longtemps qu'un autre, avec moins de fatigue, etc. Et cette inégalité est admise « tacitement », dit Marx. Ce double aspect des capacités de travail de l'individu n'est pleinement compréhensible que si l'on admet la distinction entre travail abstrait et travail concret sur laquelle nous n'avons pas à revenir ici. Et c'est ce double rapport qui permet de dire que le droit, étant une règle identique pour tous, est justement identique parce qu'elle est fondée sur l'inégalité. L'égalité du droit (et par conséquent des droits généraux) est nécessaire justement parce que pour les réalités individuelles c'est l'inégalité qui est la règle. Une égalité absolue, si elle était possible, devrait donc au contraire être consacrée par un droit inégal (1).

(1) Et c'est ce qui se produit parfois à titre correctif devant des « inégalités » trop manifestes, par exemple lorsque les célibataires payent des impôts plus élevés que les gens mariés, ou que les pères de familles nombreuses reçoivent des « allocations fami-

Marx écrit alors — et il ne faut pas perdre de vue qu'il est en train de préciser les conditions transitoires de l'égalité économique dans des rapports socialistes : « Le droit par sa nature ne peut consister que dans l'emploi d'une même unité, mais les individus distincts s'ils n'étaient pas inégaux, ne sont mesurables d'après une unité commune qu'autant qu'on les considère d'un même point de vue, qu'on ne les saisit que sous un aspect *déterminé*, par exemple, dans le cas donné, qu'on ne les considère que comme travailleurs... Autre chose : un ouvrier est marié, l'autre non : l'un a plus d'enfants que l'autre, etc. A égalité de travail et par conséquent à égalité de participation au fonds social de consommation, l'un reçoit donc effectivement plus que l'autre, l'un est plus riche que l'autre, etc. Pour éviter toutes ces difficultés, le droit devrait être, non pas égal, mais inégal. »

Marx ajoute que ce rapport d'inégalité persistant dans les rapports socialistes (et dont la forme est différente de celui que l'appropriation capitaliste de la plus-value impose à la société) est une difficulté inévitable de la première phase de la société communiste, c'est-à-dire de ce que nous appelons le socialisme, phase qui n'est même pas atteinte en U.R.S.S. Ces rapports d'inégalité ne seront dépassés que dans un communisme pleinement développé, dans une société planétaire, *sans Etat*, quand auront « disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail », l'antagonisme entre le travail manuel et intellectuel ; quand le travail, réduit à quelques heures par jour, ne sera plus un moyen de vivre, mais « le premier besoin de l'existence », autrement dit quand ce ne sera plus du travail, mais de l'activité simple ; quand, « avec le développement en tous sens des individus », les formes productives iront s'accroissant et que toutes les sources de la richesse collective « jailliront avec abondance » ; bref, quand la société en viendra à la vieille norme saint-simonienne : de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins.

Inutile d'ajouter que l'U.R.S.S. est encore très loin d'un pareil état social, et que si le droit n'y est plus le droit bourgeois, c'est encore un *droit d'Etat* et par conséquent une règle pour un partage inégal que les forces productives de la société ne sont pas dès à présent capables d'amender.

liales» que ne perçoivent pas les ménages sans enfant ou les célibataires. *L'inégalité* partielle du droit corrige ici les effets d'inégalités réelles qu'accuse le droit égal dans son principe.

J'ai relevé jusqu'ici tout ce que dit Marx sur le partage du produit social dans la mesure où celui-ci retourne directement à la consommation des individus. Mais il faut revenir sur ce qu'il avait brièvement indiqué auparavant au sujet du partage en général, c'est-à-dire de la totalité du produit social, y compris la partie qui retourne à la production, celle qui va aux improductifs, à certains besoins sociaux indirects ou de jouissance, etc... Apparemment, selon les économistes soviétiques, c'est cette division entre le fonds de production et le fonds de consommation sociale qui ressemble le plus en U.R.S.S. à ce que Marx appelle le communisme initial.

Inutile d'insister sur la critique du « droit au produit intégral du travail » opposée par Marx à Stirner, Proudhon, Lassalle, Bakounine, et cela dès 1845. C'est une critique déjà puisée chez les saint-simoniens. C'est une question tellement rabachée qu'il n'y a pas lieu de s'y attarder aujourd'hui ; même le plus confirmé des anarchistes n'ose plus défendre ce « droit au produit intégral » ; même les idéologues populaires de l' « abondance » et de la technologie les plus enthousiastes n'osent le recommander. Aujourd'hui, c'est plutôt dans l'autre sens qu'il faudrait insister, celui du droit à la partie *maxima* (ou *optima*) du produit social, puisqu'il ne peut être question du tout — et c'est en posant ainsi la question que l'on peut faire utilement la critique de l'économie soviétique d'Etat.

Marx note qu'il faut défalquer de la totalité du produit social : A) de quoi remplacer les moyens de production usagés, à savoir un fonds d'amortissement de l'outillage ; B) une fraction supplémentaire pour accroître la production, à savoir un fonds d'accumulation ; C) un fonds de réserve ou d'assurance contre les accidents, perturbations naturelles, etc. soit une sécurité sociale. Ces fractions A, B et C représentent la portion du produit social total qui est une « nécessité économique », c'est-à-dire sans laquelle la reproduction du capital social et la reproduction des capacités de travail humaines, ne peuvent avoir lieu. Laissons pour le moment de côté la question, que nous retrouverons plus tard, de savoir s'il s'agit ici d'un « capital », ou simplement de « fonds » d'accumulation, d'assurances, d'amortissement, etc., selon la terminologie soviétique. (Pour le dire tout de suite, il ne s'agit pas de capital au sens classique, puisqu'il ne s'agit pas du profit, c'est-à-dire de la plus-value telle qu'elle est tirée de l'appropriation privée de la force de travail ; mais

il ne s'agit pas de simple « fonds », terme abstrait qui ne signifie rien et que les capitalistes emploient eux-mêmes pour masquer leur exploitation.)

A ces fractions s'ajoutent les frais improductifs de la gestion sociale : D) frais de l'administration indépendante de la production ; E) satisfaction de besoins sociaux tels que écoles, services de santé (qui d'ailleurs peuvent entrer en partie dans A, B et C, comme fonds destinés à éduquer et entretenir les capacités de travail) ; F) fonds d'entretien des inaptes, malades, assistances diverses. Les fonds D, E et F sont soit improductifs, soit indirectement productifs (E). A noter que Marx ne mentionne nulle part les « frais de jouissance ou de culture » : publications, spectacles, jeux, etc. qui sont à cheval sur les parties consommées individuellement et socialement du produit total, tant que ces moyens de distraction ne sont pas gratuits ; s'ils sont vendus à la consommation comme les autres produits, c'est-à-dire au moins à leur coût de production, ils appartiennent simplement à la sphère de la consommation individuelle.

Que toutes ces fractions A à F, défalquées du produit total, doivent figurer dans une comptabilité socialiste élémentaire, cela va de soi. On voit qu'elles se divisent en deux groupes (distinction qu'utilisent, avec des correctifs, les statisticiens soviétiques) : fonds d'accumulation, c'est-à-dire de production et de reproduction, et fonds de consommation sociale (privée ou collective), dont une bonne partie est ce qu'on appelle du « salaire indirect » ou social qui vient en réalité se confondre partiellement avec le fonds de consommation personnel. La question-clé est alors la suivante : quelle est la *proportionnalité* à observer entre ces différentes fractions d'une part, et entre l'ensemble de ces fractions et le produit social total ? Ensuite : dans quel sens évoluent ces proportions ? Puis : cette proportionnalité découle-t-elle de lois spontanées, ou bien : comment l'obtient-on, comment le « plan » l'exprime-t-elle (ou la cache-t-elle) ? Et enfin : *quels rapports sociaux recouvre cette proportionnalité ?* On le voit, les réflexions de Marx, bien loin d'être des « hypothèses » controuvées par des faits, nous placent au cœur de la critique de l'économie soviétique, et sont seules capables de nous y guider.

Restons-en pour le moment à ce que dit Marx contre les lassaliens. Il tombe sous le sens que si l'on traite Pt (: produit social total), A, B, C, D, E, F, comme des variables

dépendantes, on peut étudier leurs variations en fonction les unes des autres ; une ou plusieurs de ces fractions peuvent être maintenues constantes, ou bien elles peuvent toutes varier simultanément. En fait, elles varient toutes simultanément les unes par rapport aux autres, mais dans l'établissement des plans, des modèles peuvent être étudiés en maintenant constants certains des facteurs (ou en tendant à les rendre constants). Il y aura donc des accroissements et des diminutions *relatives*, et c'est dans leur relation, dans leur proportionnalité, que gît tout le secret du plan de production et de consommation.

Marx n'envisage pas ici dans le détail ce que pourrait être cette proportionnalité, ni comment on pourrait l'établir. C'était précisément la tâche pratique de l'avenir, à laquelle il était vain de s'attacher en 1873, contrairement aux espoirs des utopistes et faiseurs de schémas et grilles immédiatement applicables à des rapports sociaux qui devaient surgir d'une révolution de classe non encore réalisée. Mais c'est justement la tâche de l'analyse d'aujourd'hui, qui a sous les yeux le développement pratique de l'économie soviétique. Marx ne donne à ce sujet qu'une indication tout à fait générale, mais très significative : « L'importance [des défalcatons sur le « produit intégral du travail »], dit-il, se déterminera d'après l'état des moyens et des forces en jeu, *en vertu, partiellement, du calcul des probabilités* ; en tout cas, elles n'ont rien à voir avec l'équité. » Ce n'est pas une préoccupation abstraite de « justice » qui interviendra, puisque ce système présuppose indubitablement une certaine forme d'injustice ; ce sont des calculs sociaux, dépendant des « moyens » et des « forces » en jeu. Il faut entendre par-là l'état du pays, de l'outillage, de la classe ouvrière, des paysans, des intellectuels, etc., bref, des ressources et des moyens de les mettre en œuvre. Ces ressources ne permettront à un moment M que certains rapports et certaines proportions.

Marx cite parmi les méthodes de calcul de ces proportions, ou plutôt de la dynamique de ces proportions, le *calcul des probabilités*. Cette précision est intéressante, car à l'époque l'école mathématique envisageait surtout l'emploi de calculs arithmétiques, de statistiques simples, de fonctions analytiques, ou le calcul différentiel. Le calcul des probabilités (qui n'a rien à voir, évidemment, avec le hasard des bonnes gens) permet l'emploi de la statistique à grande échelle, et il n'est pas besoin de souligner que son emploi s'est en effet géné-

ralisé de plus en plus, mais ce sont les économistes bourgeois, en particulier les marginalistes, qui l'ont utilisé avec le plus de succès. Pendant longtemps, les économistes soviétiques ont été bridés à cet égard. La statistique mathématique a été longtemps considérée en U.R.S.S. comme une « science bourgeoise », un « instrument de classe », précisément parce qu'elle dévoilait les inégalités réelles grâce aux distributions de fréquences, alors que les capitalistes y avaient plus aisément recours, la libre concurrence étant congénitalement propice aux traitements statistiques et probabilistes. Dans l'esprit de Marx, le calcul des probabilités tire son importance de la liaison qu'il implique entre les cas individuels et les ensembles d'une part, et entre le probable et le déterminé d'autre part. Ces deux types de liaisons devraient, en principe, nourrir la méthodologie sociale des rapports non-capitalistes.

Par définition, le calcul des probabilités introduit un élément de rigueur dans des ensembles dispersés, en unissant l'imprécis et le précis, le tout dans un *mouvement prévisible*. Les proportionnalités des facteurs économiques et sociaux ne sont plus alors traitées comme des proportions physiques, géométriques ou algébriques élémentaires, mais d'une façon à la fois pratique et plus abstraite, en passant d'un déterminisme « calqué » sur celui de la mécanique classique à un déterminisme d'une forme supérieure. Le déterminisme probabiliste n'est d'ailleurs pas incompatible avec la construction de schémas ou de modèles globaux, tout au contraire, comme on l'a vu par la suite, et comme Marx lui-même en a fourni une première démonstration.

Marx donne tout de même, au sujet de la proportionnalité des fonds de consommation, deux indications caractéristiques. En ce qui concerne les *frais généraux d'administration, indépendants de la production*, il écrit : « Cette fraction, comparativement à ce qu'elle est dans la société actuelle, se trouve aussitôt réduite et elle décroît à mesure que se développe la société nouvelle. » Il faut entendre par-là que l'administration d'Etat, politique, tous les frais de gestion qui ne sont pas directement liés et nécessaires à l'économie (production et consommation) donc en particulier l'armée, la police, etc. devraient être très fortement *réduits* par rapport à ce qu'ils sont dans la société capitaliste. C'est le « gouvernement à bon marché ». De toute évidence, en U.R.S.S., il n'en est pas ainsi. Nous verrons cela en détail quand nous nous occuperons de la bureaucratie. Mais quelles que soient les racines de cet état de

fait, il est évident que le fonds administratif non-économique de l'économie soviétique, est aussi élevé, sinon plus, que celui des Etats capitalistes, et qu'il va en s'accroissant. Les frais militaires à eux seuls couvrent 25 ou 30 % du budget. D'autre part, la gestion économique elle-même est en croissance constante, malgré les tentatives réitérées de la réduire, et beaucoup plus élevée que la gestion capitaliste, ce qui ressort en partie des indices comparés de productivité.

Quant aux fonds destinés à satisfaire des besoins sociaux comme l'éducation et l'enseignement, les services de santé, etc. Marx déclare : « Cette fraction grandit immédiatement en importance, comparativement à ce qui se passe dans la société actuelle, et cette importance s'accroît à mesure que se développe la société nouvelle. » Sur ce point, l'économie soviétique lui donne raison. En particulier les frais de scolarité atteignent une proportion inconnue dans le budget capitaliste, bien qu'ils soient loin de couvrir tous les besoins de la société, étant donné l'accroissement démographique continu.

Marx met les deux grandeurs en relation. Il envisage évidemment un transfert de l'administration étatique vers les fonds de gestion sociaux tels que l'éducation. Si ces deux grandeurs croissent simultanément, il faut que le revenu national s'accroisse proportionnellement, sinon il s'agit d'une croissance relative aux dépens de la consommation individuelle.

Dans tout ce qui précède, Marx, critiquant le projet de programme de ses amis allemands relatif au « partage », a laissé de côté le mode de la production. Mais il leur rappelle qu'il est à la base de tout, et que par conséquent les proportionalités et leurs formes dans la consommation (productive, sociale ou personnelle) ainsi que celle de l'échange, dépendront d'abord des *formes de la production*. Ce qu'il dit à ce sujet est bref, mais essentiel, et a été aussi exposé plus d'une fois par Engels.

A n'importe quelle époque, dit-il, la répartition (*Vertheilung*, le partage) des objets de consommation n'est que la conséquence de la manière dont sont distribuées les conditions de la production elle-même. En 1846, dans *Misère de la Philosophie*, Marx écrivait déjà : « La forme de l'échange correspond à la forme de production... Aussi voyons-nous dans l'histoire de la société le mode d'échange des produits se régler sur le mode de les produire. » Sorel a fait remarquer que c'était vrai quand on considère les *phénomènes achevés* et qu'on com-

pare ce qu'on peut appeler leur *noyau* (disons plutôt : le fonctionnement organique bien développé d'un système social donné) ; mais que « cela n'est plus vrai quand on considère les devenir et les moyens de passage » (1).

Il est indiscutable que des décalages interviennent. Mais il est difficile de citer des cas où les formes de l'échange décident des formes de la production, sauf pour *maintenir celle-ci* dans la routine, comme frein. L'idée de Marx, comme la restriction de Sorel d'ailleurs, s'appliquent évidemment à des économies en progrès.

Mais ce n'est là qu'une première approximation. Car « la production », c'est-à-dire la quantité et la forme des objets produits, des tâches exécutées, des transports effectués, des services rendus, dépend des *modes de production*, c'est-à-dire de ses formes techniques et des rapports sociaux. En dernière analyse, le mode de production socialiste définira la forme de la distribution dans ce régime. La forme de la distribution et des échanges n'est que la résultante, dans la consommation individuelle et sociale, des rapports et modes de production qui sont à sa base. Bien entendu, il y a ensuite réaction circulaire, influence des formes de la consommation sur celle de la production, et réciproquement. Par exemple, selon que la part de la consommation productive sera plus ou moins grande, le rythme de la production de consommation elle-même variera. Les formes de la consommation individuelle ont aussi leur effet sur la production : selon la proportion de cette consommation consacrée à des objets manufacturés industriels ou à des produits alimentaires, telles ou telles industries en seront affectées différemment. Enfin, la distribution quantitative du fonds de consommation *en fonction du travail*, ou en fonction d'autres critères (hiérarchie, commandement, âge, statut, etc.), introduit une différenciation des revenus qui a ses effets sur la structure de la classe ouvrière et par suite sur le mode de production (qu'il ne faut pas confondre avec un phénomène purement technique).

De ce point de vue, quelle est la différence ? Le mode de production capitaliste, dit Marx, « consiste en ceci que les conditions matérielles de la production (c'est-à-dire la terre, les bâtiments, l'outillage, etc.) sont attribuées aux non-travailleurs sous forme de propriété capitaliste et de propriété foncière, tandis que la masse ne possède que les conditions per-

(1) *Introduction à l'économie moderne*, p. 135.

sonnelles de production — la force de travail. » Dans ces conditions, la répartition des objets de consommation s'ensuit d'elle-même ; à savoir : les travailleurs ne pourront disposer que du salaire, réparti d'une certaine façon, et toujours aussi proche que possible de *la valeur de la force de travail*. Le fonds de consommation du prolétariat ne pourra jamais atteindre, par tête, celui de la classe bourgeoise capitaliste. « Que les conditions matérielles de la production soient la propriété collective des travailleurs eux-mêmes, une répartition des objets de consommation différente de celle d'aujourd'hui s'ensuivra pareillement. » Cette déclaration est sans doute laconique. Mais il est clair que Marx met ainsi en rapport la forme de la répartition socialiste analysée plus haut, avec le nouveau mode de production.

Etant donné une appropriation collective des moyens de production et la suppression de la grande propriété capitaliste, une nouvelle *forme* de la répartition du produit et du surproduit social total doit en découler évidemment. Cette forme affecte non seulement la proportionnalité des grands secteurs de la répartition, mais aussi le mécanisme de cette répartition (par exemple le secteur commercial prend des formes différentes étant donné la disparition du marché libre ; la mécanique de perception des revenus prend aussi une forme différente, étant donné l'accroissement du salaire social). Les fonds de consommation productive sont aussi produits et répartis sous de nouvelles formes (impôts, taxes et profits ; planification des investissements, etc.). Il faut parler ici de forme au sens qu'emploie Marx (*Gestalt*), ce qui ne veut pas dire qu'il s'agisse d'une chose « formelle », sans rapport avec l'activité concrète des individus ; tout au contraire, il s'agit de la *structure* concrète de la production et de la consommation, telle qu'elle affecte les individus, les groupes, les classes, et finalement la société entière, la somme totale de son travail et de son non-travail.

B) *La formation du surproduit et de la plus-value.*

Je souligne maintenant un point important. Marx, établissant ce « schéma » de la répartition et de la production dans des rapports socialistes, ne dit rien ici de la formation du produit et du surproduit social, et par suite d'une forme quelconque de plus-value. Il paraissait considérer que la loi de la valeur n'était plus l'expression du nouveau type d'échanges, et par conséquent non plus celle de la sur-valeur. La valeur se main-

tient seulement comme *mesure* (valeur-étalon de la mesure de tous les travaux) et non plus comme *régulateur*. Elle existe donc toujours, mais sous une autre forme. La survaleur doit donc aussi exister encore, bien qu'aussi sous une autre forme : ce n'est plus une grandeur de spoliation, mais une grandeur consentie par le producteur aux fins d'utilité sociale. Il en est du moins ainsi en théorie quand on considère la sphère de la production. Mais si l'on considère celle de la consommation, et dans celle-ci la partie qui revient au travail et à la consommation improductive, on se demande : quelle est la signification de la partie de la sur-valeur qui, en cas de *disproportionnalité*, est accaparée par ces improductifs ? Est-ce encore un élément de spoliation, d'exploitation, ou simplement de parasitisme ? Et quelle est la différence entre ces formes d'appropriation d'une partie du produit (et du surproduit) social ?

Marx, critiquant les tendances proudhoniennes et lassaliennes au « droit au produit intégral du travail », était surtout préoccupé de montrer comment devait se répartir ce produit intégral. Quant à la formation elle-même de ce produit, c'est-à-dire au travail productif, il n'en dit rien ici, sauf que ce travail sera encore rémunéré inégalement en fonction de l'effet inégal de sa mesure égale, puisque chaque travailleur a des capacités différentes. Dans les polémiques qui se sont livrées ultérieurement dans le mouvement socialiste, après la publication de la lettre de Marx sur le programme de Gotha, cet aspect est la plupart du temps laissé de côté. Quant aux économistes soviétiques, la question a été obscurcie de leur côté, et au fond ils ont refusé de la poser.

Il faut donc revenir d'abord sur **certains** points relatifs au sur-travail, avant de voir comment ils ont été traités dans le mouvement socialiste avant la révolution russe (1).

On ne fait que répéter une vérité cent fois rabachée par Marx en disant que le produit et le surproduit comme valeurs d'usage et d'échange ont une *origine* naturelle et une *forme* sociale déterminées ; que le produit et le surproduit n'existent pas sous la même forme, n'impliquent pas le même mode de production et les mêmes rapports sociaux, dans une économie agraire de subsistance (par exemple nomade), dans le régime de l'esclavage ou du servage, dans la société capitaliste, et

(1) La question a déjà été examinée au chapitre XIII du premier volume de cet ouvrage, p. 438 (« Travail et surtravail »).

finalement dans la société socialiste. Pourtant, cette vérité est si méconnue ou si platement interprétée qu'il faut rappeler la pensée de Marx. Aujourd'hui, les journalistes économiques simplifient la question d'une façon ridicule : ou bien produit et surproduit (donc plus-value) sont des notions vagues, bonnes pour toutes les époques, impropres à l'analyse (et en particulier à celle de l'économie soviétique), ou bien ce sont des catégories qui n'ont de valeur que pour l'économie marchande du capitalisme, et qui se volatilisent dans d'autres types d'économie (par exemple en U.R.S.S.) et n'ont par conséquent pas non plus d'intérêt en général. La pensée de Marx est pourtant parfaitement nette.

Marx a résumé avec la plus grande force son idée dans le passage suivant, qui, peut-on dire, exprime l'essence de son analyse sociale (*le Capital*, L. III, 2^e partie, ch. 37) : « La forme économique spécifique dans laquelle du surtravail non payé est extorqué aux producteurs immédiats détermine le rapport de dépendance entre maîtres et non-maîtres, tel qu'il découle directement de la production même, et à son tour réagit sur elle. C'est d'ailleurs la base sur laquelle repose toute la structure de la communauté économique et des conditions mêmes de la production, et donc en même temps la forme politique spécifique. C'est toujours le rapport direct entre les propriétaires des conditions de production et les producteurs immédiats — rapport dont la forme correspond toujours et de façon naturelle à un stade déterminé — dans le développement des modalités du travail et donc de sa productivité sociale — c'est toujours dans ce rapport que nous trouvons le secret intime, le fondement caché de tout l'édifice social et par conséquent aussi la forme politique revêtue par le rapport de souveraineté et de dépendance, en un mot de toute la forme spécifique de l'Etat. » Marx ajoute que *la même base économique*, « quant aux conditions principales », peut présenter, sous l'influence de diverses conditions empiriques telles que la situation extérieure, les conditions naturelles, la *différence de race*, etc... des manifestations, des expressions infiniment variées.

Pour donner toute leur portée à ses formules, Marx n'en spécifie pas les éléments : c'est une algèbre. Il parle des *producteurs*, des *maîtres* et des *non-maîtres*, des rapports de *souveraineté* et de *dépendance*, et non de capitalistes et de prolétaires, ou de serfs et de seigneurs, de féodalité, de monarchie ou de démocratie parlementaire ; bien entendu, il ne parle pas de formes diverses d'association, ni de « soviets ». C'est la

forme de l'exploitation qui explique la structure et l'évolution de tout « édifice social » où existe un Etat. Analyser les Etats Soviétiques ou socialistes sans conserver cette formule à l'esprit, c'est verser dans l'idéologie, ou mentir. Aucun décret juridique ne peut l'abolir.

On nous réplique : cette formule cesse d'être applicable aux « Etats socialistes », car la propriété privée y a disparu. Je réponds, d'abord que *toute* propriété privée n'y a pas disparu ; ensuite qu'il y a bien d'autres formes de propriété que la propriété privée capitaliste et la propriété sociale (encore que ces deux derniers termes jurent) ; enfin, que la formule de Marx concerne *tout type d'appropriation*. Marx parle des « propriétaires des conditions de production », de « surtravail ». Ces *catégories*, ou éléments algébriques de la formule, trouvent sans conteste leur correspondance en U.R.S.S. et dans d'autres socialismes d'Etat. Préobrajensky, il y a quarante ans, avait déjà réfuté ces mêmes objections faites par Boukharine. On lui répondit par le bâillon. Ce bâillon ferme toujours la bouche des économistes soviétiques.

Au point de vue de la méthode, c'est un axiome que le « secret intime, le fondement caché » de tous les régimes politiques et sociaux jusqu'à présent, réside dans la forme d'appropriation de la plus-value ; cet axiome a des conséquences plus lointaines que la définition de 1847 : l'histoire de l'humanité a été jusqu'à présent l'histoire de la lutte de classes ; et les saint-Simoniens l'avaient d'ailleurs déjà assez clairement affirmé. Car ce qu'il y a derrière la lutte entre les classes, la source des antagonismes sociaux, c'est le mode d'appropriation du surtravail des producteurs immédiats, la plus-value. Marx vise ici essentiellement le passé, c'est-à-dire les régimes qui ont précédé les relations capitalistes (saliariat), et le présent, à savoir ces relations elles-mêmes. Mais ces formules sont assez générales pour pouvoir être étendues à des rapports socialistes même élémentaires, ceux qu'il a sommairement décrits dans ses notes sur le Programme de Gotha. Dans la mesure où subsiste un « droit », d'origine bourgeoise, où la valeur règlera les échanges de travail, où la participation personnelle au travail social total règlera la part de consommation personnelle, où l'Etat persistera, et où par conséquent une opposition — d'un nouveau genre — subsistera entre maîtres et non-maîtres, c'est qu'une nouvelle forme d'appropriation de la plus-value se sera établie. La plus-value existera encore, à la fois dans sa source naturelle et dans une forme sociale transformée, à son tour génératrice de progrès.

Marx indique dans *le Capital*, à plusieurs reprises, ce qu'il y a d'essentiel dans cette transformation, rendue possible par l'expropriation du grand capital privé. Le fait que les formes de production et d'appropriation de la plus-value sont transformées (et qu'on peut donner à celle-ci un autre nom si on le désire, ce qui ne change rien à la chose) signifie nécessairement l'introduction de nouveaux rapports sociaux et de nouvelles formes politiques. Mais ce qu'il y a d'invariant dans la transformation ne peut durer que parce que la plus-value a un fondement naturel ; tant que la nature ne sera pas pleinement rendue à elle-même (ce qui est la *limite*, au sens mathématique, des prévisions de Marx), il est inévitable que des formes nouvelles du travail s'appuient sur des propriétés naturelles qu'elles dénaturent, même si elles sont, dans leurs conditions générales, plus favorables au développement de la société et à l'abolition progressive de l'exploitation des hommes les uns par les autres. Ainsi, écrit Marx, « dans le sens rappelé ci-dessus [à savoir que la source du profit est une loi du monde matériel d'après laquelle il y a des produits en excédent sur la quantité qu'il en faut pour remplacer en nature le capital fixe employé et pour entretenir et perpétuer la race des ouvriers], nous pouvons dire que *la plus-value, etc. repose sur une loi naturelle*, sur la productivité du travail humain dans son échange avec la nature. » (*Histoire des Doctrines Economiques*. T. VII, p. 223, à propos de Ramsay).

Cette loi naturelle se manifeste encore dans les rapports socialistes ; il y aura encore surtravail, mais débarrassé de ses conditions capitalistes. Ainsi, dit Marx (*le Capital*, L. III, 7^e section, ch. 50 sur « l'apparence de la concurrence ») :

« Si l'on ramène le salaire à son fondement général, c'est-à-dire à la portion du propre produit qui entre dans la consommation individuelle de l'ouvrier, si l'on débarrasse cette portion de l'entrave capitaliste et qu'on lui donne l'extension de la consommation permise d'un côté par la force productive de la société (c'est-à-dire la force productive sociale de son propre travail considéré comme travail social) et exigée d'un autre côté par le plein développement de l'individualité ; si l'on ramène en outre le surtravail et le surproduit à la mesure qui est exigée, dans les conditions données de la production de la société, d'une part pour la constitution d'un fonds d'assurance et de réserve, d'autre part pour l'agrandissement continu de la reproduction suivant le degré déterminé par les besoins sociaux ; si l'on comprend enfin dans le travail nécessaire et

dans le surtravail le quantum de travail que les membres capables de travailler doivent faire pour ceux qui ne peuvent pas encore ou ne peuvent plus travailler, c'est-à-dire *si l'on débarrasse le salaire aussi bien que la plus-value, le travail nécessaire aussi bien que le surtravail*, du caractère capitaliste spécifique, ces formes ne subsistent plus, mais seulement les fondements communs à tous les modes sociaux de production (1) ».

Ce que Marx explique déjà ici, c'est ce qu'on trouve dans les notes sur le projet de programme de Gotha. Les rapports socialistes élémentaires (à partir de la suppression de la propriété capitaliste des moyens de production et de consommation collectives) entraînent :

1. *Une modification de la proportionnalité entre travail et surtravail :*

a) le travail nécessaire (salaire personnel) croît relativement ;

b) le surtravail (plus-value socialisée, dont le salaire social, c'est-à-dire l'équivalent d'une partie du travail socialement nécessaire) diminue (« est ramené... à la mesure exigée », etc...).

2. *Une modification du partage du surproduit* (proportionnalité subordonnée), telle que le fonds de consommation sociale soit proportionnellement croissant. On peut schématiser ces relations de la façon suivante :

$$A' C' \text{ (produit social total)} > A C$$

$$\frac{A' B'}{B' C'} > \frac{A B}{B C}$$

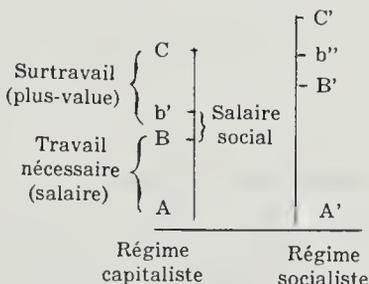
la fraction $B' b'' > B b'$ (retour indirect à la consommation personnelle)

$$\text{Par exemple : } A C = 100, A B = 50, B C = 50$$

$$A' C' = 130 \quad A' B' = 80 \quad B' C' = 50$$

$$\text{On a un rapport } \frac{A' B'}{B' C'} = 1,6$$

$$\text{alors qu'on avait } \frac{A B}{B C} = 1$$



(1) Souligné par moi. N.

Avec l'accroissement du produit social total, le rapport devrait encore s'élever, pour changer enfin de *nature* lorsqu'il se rapprochera de la limite, car il *cessera alors d'être un rapport* : il n'y aurait plus *commune mesure* entre le travail et la consommation (= De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins), ce qui veut dire aussi que les prix et la monnaie auront disparu.

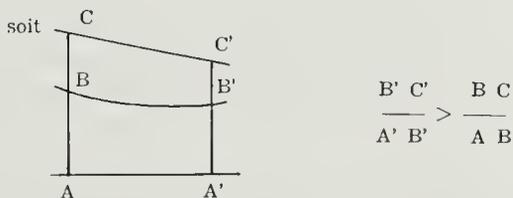
Toute cette phase du développement des rapports socialistes (toujours envisagés ici comme rapports théoriques, en dehors de toute forme et contenu concrets dans un pays donné) présuppose donc bien qu'une distinction entre travail et surtravail reste d'abord nécessaire, bien qu'elle se manifeste et évolue dans un sens favorable à la consommation des masses, et conformément à un progrès vers *l'égalité réelle* (définie, non comme la « portion identique », mais comme l'égle possibilité de satisfaction des besoins variables). Marx le dit expressément dans *le Capital* (L. III, ch. 48, Ed. Costes, T. XIV, p. 113) :

« Le surtravail s'exprime en une plus-value et cette plus-value existe dans un surproduit. *Le surtravail, comme travail en sus de la moyenne des besoins donnés, doit toujours exister.* Dans le mode capitaliste comme dans le système esclavagiste il affecte simplement la forme d'un antagonisme, puisqu'il a pour complément l'oisiveté absolue d'une partie de la société. Une certaine quantité de surtravail est exigée par l'assurance contre les accidents, par l'extension progressive correspondant au développement des besoins et aux progrès de la population, du procès de reproduction, par ce que du point de vue capitaliste on appelle l'accumulation. Un des côtés civilisateurs du capitalisme consiste à faire produire ce surtravail d'une manière et dans des conditions qui sont plus favorables que l'esclavage et le servage au développement des forces productives, des relations sociales et de la constitution d'éléments devant servir à des progrès nouveaux. Il parvient ainsi à un degré de développement où une partie de la société ne peut plus exploiter et monopoliser la force de travail de l'autre, y compris les avantages matériels et intellectuels ; et d'autre part, les moyens matériels sont créés ainsi que le germe d'un état de choses qui, à un degré plus avancé de la société, permettront *d'allier ce surtravail à une réduction plus grande du temps consacré au travail matériel.* » (Souligné par moi, N.)

Avant de citer plus avant, notons deux choses. D'abord Marx affirme que dans ces rapports socialistes naissants, le surtravail ne saurait être supprimé. La justification économique

et historique à cette étape provient justement du « côté civilisateur » qu'a le surtravail, même dans les rapports capitalistes. Le surtravail a été la forme de l'accumulation de produits et de moyens de produire, forme socialement antagonique. Il doit demeurer le moteur de l'accumulation, mais dans une nouvelle forme, non antagonique (quoique non dépourvue de contradictions d'un autre ordre). « On en arrive ainsi », (selon une formule qui signifie en réalité l'expropriation sociale des capitalistes) « à un stade, un degré de développement où une partie de la société ne pourra plus *exploiter et monopoliser la force de travail de l'autre*. » Autrement dit, plus de classe capitaliste, bourgeoise. Ce stade n'est pourtant que le germe d'un degré encore plus avancé de la société, c'est-à-dire de rapports socialistes plus développés, où ce surtravail persistant devra s'allier à une réduction accélérée du temps consacré au travail matériel.

Autrement dit : 1. Le surtravail, donc la plus-value, subsiste. 2. Cette plus-value est socialisée, comme les moyens de production qui la permettent ; elle n'est donc plus le signe d'une exploitation, au sens capitaliste, mais d'une accumulation sociale. 3. Malgré la persistance, voire l'accroissement relatif et momentané du surtravail, *le temps de travail total consacré au travail matériel, productif, doit décroître*, de sorte que le surtravail doit lui aussi se mettre à décroître en valeur absolue :



En effet, poursuit Marx, « le surtravail peut, suivant le développement de la force productive du travail, être considérable, bien que la journée de travail totale soit petite, ou relativement faible bien que la journée de travail totale soit grande. »

Par exemple : A B (temps de travail nécessaire) = 3 ; B C, surtravail = 3 ; journée de travail = 6 ; taux de surtravail (= plus-value) = 100 %. Mais on peut avoir A B = 9, B C = 3 ; A C = 12, soit un taux de plus-value = 33 1/3 seulement. C'est l'exemple que donne Marx.

Mais ce que l'on peut produire, comme valeurs d'usage, les seules qui intéressent en définitive la société socialiste, ne dépend pas de ces grandeurs relatives, mais de la *productivité du travail*, c'est-à-dire du rapport entre ces grandeurs et la capacité de l'outillage productif : « Il dépend de la productivité du travail de savoir combien on peut produire de valeur d'usage dans un temps donné, et partant dans un temps donné de surtravail. La véritable richesse de la société et la possibilité d'un élargissement continu de son procès de reproduction *ne dépendent donc pas de la durée du surtravail, mais de sa productivité et des conditions plus ou moins fécondes dans lesquelles le surtravail s'accomplit.* » Vérité à laquelle se heurtent aujourd'hui aussi bien le capitalisme des monopoles ou d'Etat que le socialisme d'Etat de l'U.R.S.S. ou d'ailleurs.

En somme : 1) le surtravail peut décroître absolument, ou peut croître relativement dans une journée de travail totale raccourcie, 2) le surtravail diminué absolument ou relativement, ou augmenté, peut s'allier avec une productivité très accrue et profitable à l'ensemble de la société. La société socialiste primitive ne peut donc pas plus se désintéresser du rapport entre le travail et le surtravail que le capitalisme, mais elle doit en contrôler la structure et l'évolution. L'ignorer, comme font les économistes soviétiques, c'est dissimuler le fait que l'économie soviétique n'en est pas encore arrivée au stade ici décrit par Marx, qui suppose un dépassement *absolu* des rapports capitalistes notamment au point de vue de la productivité ; c'est par conséquent aussi masquer certaines contradictions sociales nées du retard économique d'un Etat socialiste grandi au sein d'une société capitaliste beaucoup plus évoluée, et dont la productivité brute n'a cessé de croître au cours des trente dernières années.

Marx souligne ensuite que le socialisme, à ce stade, est encore sous l'emprise de la nécessité (= du calcul en valeur de travail standard), bien que le raccourcissement progressif de la journée de travail totale fasse prévoir le moment où la réduction considérable du temps consacré aux tâches matérielles permettra le passage au domaine de la liberté réelle. La liberté reste dans le socialisme élémentaire une nécessité acceptée, comprise, une liberté conditionnée : « Le règne de la liberté ne commence, en réalité, que *là où cesse le travail imposé par le besoin et la nécessité extérieure* ; il se trouve donc, par la nature des choses, *en dehors de la sphère de la production matérielle proprement dite.* Tout comme le sauvage,

l'homme civilisé doit lutter avec la nature pour satisfaire ses besoins, conserver et reproduire sa vie, cette obligation existe dans toutes les formes sociales et tous les modes de production possibles. Plus l'homme civilisé évolue, plus s'élargit cet empire de la nécessité naturelle, comme celui des besoins ; mais en même temps augmentent les forces productives qui satisfont ces besoins. Sur ce plan, la liberté ne peut consister qu'en ceci : l'homme socialisé, les producteurs associés, règlent de façon rationnelle ces échanges organiques avec la nature et le soumettent à leur contrôle commun, au lieu de se laisser dominer par lui comme par une puissance aveugle, l'accomplissent avec le moins d'effort possible et dans les conditions les plus conformes à leur dignité et à leur nature humaine. Mais ce domaine est toujours celui de la nécessité. C'est au-delà de ce domaine que commence l'épanouissement de la puissance humaine qui est son propre but, le véritable règne de la liberté. Mais ce règne ne peut s'épanouir que sur la base du règne de la nécessité. *La réduction de la journée de travail en est la condition fondamentale.* » Pour le dire en passant, cette dialectique n'a rien à voir avec la philosophie, hégélienne ou non.

Dans cette page, souvent citée sans qu'on la comprenne, Marx a vraiment tracé l'épure des conditions essentielles d'une évolution socialiste. Combien on en est loin dans les économies socialistes d'Etat en U.R.S.S ou en Chine, inutile de le souligner ici. Ces économies répondent encore à un « empire de la nécessité » extrêmement sévère, pénétré de sacrifices, d'injustices et de crimes ; et pourtant, même cette misère ne ressemble pas historiquement à l'ancienne. Subjectivement, les travailleurs opprimés de ces régimes ne peuvent que rire des discours flatteurs sur le règne de la liberté bourgeoise. Leur protestation, qui exprime dans la souffrance les limites imposées par la nécessité, proclame en même temps une volonté de profiter de ces conditions pour faire faire des pas nouveaux au socialisme, même au prix de violentes luttes sociales. Et ces luttes elles-mêmes n'ont un sens progressif que si elles ne remettent pas en cause les prémisses d'une société socialiste, à savoir l'abolition de la propriété privée capitaliste productive.

Les rapports socialistes posaient à Marx le problème de la *production de la plus-value* autant que celui de la répartition. Le problème du partage, de la répartition, qu'il avait surtout résolu contre Proudhon, Bray, etc... puis contre Lassalle et le lassallisme de ses propres amis politiques, c'est-à-dire contre les solutions opposées de l'anarchisme et du socialisme

d'Etat, demeurerait à ses yeux indissociable des conditions de la production, de la création, c'est-à-dire de la productivité du travail. C'est pourquoi il ne suffit nullement de dire que dans l'économie soviétique, seule la répartition prête à contestation. Car la forme de la répartition y est liée à celle de la production, du travail productif, et il suffit de savoir qu'en 1969 la durée de la semaine de travail moyenne est toujours en U.R.S.S. d'environ 40 à 48 heures (auxquelles s'ajoutent dans certaines entreprises des heures « supplémentaires ») pour comprendre aussitôt que l'on y est encore dans un régime d'implacable nécessité, et que la faible durée du travail, 4 ou 5 heures par exemple, est du domaine de l'avenir lointain. La durée de la journée de travail est semblable en U.R.S.S. et en Europe Occidentale : voilà un fait qui n'est pas accidentel, et qui n'est que la manifestation d'une continuité pleine de périls ; c'est le cas de dire que la société socialiste est encore infectée des tares les plus graves de la société capitaliste.

Dans le Livre I du *Capital*, Marx avait déjà tracé le cadre général des rapports de production dans une communauté sociale non capitaliste. (Trad. Molitor, I, p. 65). Après avoir dit que dans les rapports entre « Robinson », c'est-à-dire un homme isolé, un individu, et les objectifs qui forment sa richesse, « toutes les déterminations essentielles de la valeur sont déjà contenues », il ajoute : « Représentons-nous enfin, pour changer, une réunion d'hommes libres travaillant avec des moyens de production communs et dépensant, en parfaite connaissance de cause, leurs nombreuses forces individuelles de travail comme une force de travail sociale. Tout ce qui a déterminé le travail de Robinson se répète ici, mais socialement et non plus individuellement. Tous les produits de Robinson étaient ses produits exclusivement personnels et par suite objets d'utilité immédiate pour lui. Le produit total de l'association est un produit social. Une partie de ce produit sert de nouveau comme moyen de production et reste sociale. Mais une autre partie est consommée par les membres de l'association et doit donc être répartie entre eux. Le mode de répartition variera suivant le genre particulier de l'organisme productif social et le degré correspondant de développement historique des producteurs. Si nous supposons que la part de chaque producteur est déterminée par son temps de travail, c'est uniquement pour établir un parallèle avec la production des marchandises. Le temps de travail jouerait donc un double rôle. D'une part, sa distribution planifiée dans la société règle la proportion cor-

recte entre les diverses fonctions de travail et les divers besoins. D'autre part, il sert à mesurer la part individuelle que chaque producteur prend au travail commun et la part qu'il peut avoir du produit commun réservé à la consommation individuelle. Les rapports sociaux des hommes à leurs travaux et au produit de ces travaux restent ici très simples, dans la production aussi bien que dans la distribution. »

Tout ceci est très clair. Marx l'explique encore de la même façon à Kugelmann (le 11 juillet 1869) :

« N'importe quel enfant sait que toute nation périrait, qui cesserait le travail, non pas une année, mais seulement quelques semaines. Chaque enfant sait également que les masses de produits correspondant aux différentes quantités de besoin exigent des masses différentes, et quantitativement déterminées, de la totalité du travail social. Il est *self-evident* que la forme déterminée de la production sociale ne supprime nullement cette *nécessité* de la répartition du travail social en proportions déterminées, mais ne peut que modifier son *mode de manifestation*. Les lois naturelles ne peuvent jamais être abolies en général. Ce qui peut se modifier, dans des situations historiquement différentes, c'est seulement la *forme* sous laquelle ces lois se manifestent. Et la forme sous laquelle cette répartition proportionnelle de travail se manifeste, dans un état social où l'ensemble du travail social s'affirme comme *échange privé* des produits individuels du travail, cette forme c'est précisément la valeur d'échange de ces produits. »

Il y a ici une série d'affirmations essentielles. Bien entendu, elles concernent des rapports très généraux d'une communauté de travail social (socialisme, collectivisme ou communisme, peu importe ici le terme), et non le détail, les formes particulières, l'expression concrète déterminée qu'ils peuvent revêtir selon le niveau historique considéré, le milieu géographique et démographique, les rapports externes, les traditions, les institutions politiques, bref, ce que Marx appelait l'élément « moral » dans le développement de la civilisation. Par conséquent, il ne faut pas s'étonner si l'U.R.S.S., la Pologne, la Yougoslavie, la Chine, etc. présentent des caractéristiques très variées et pleines de contradictions, tout comme l'état réel du monde bourgeois et des Etats capitalistes n'a ressemblé que fort peu dans la pratique au modèle abstrait qu'en a présenté Marx (concurrency parfaite, antagonisme bilatéral, etc.). L'essentiel est que la forme absolue des rapports est celle que présente Marx.

Il y a une phrase à souligner : « *Les lois naturelles ne peuvent jamais être abolies en général.* » Ceci pour les naïfs ou les bureaucrates intéressés qui s'imaginent ou font croire que dans un Etat socialiste d'où la propriété privée des grands moyens de production est éliminée, les hommes associés « échappent » aux lois naturelles. Marx a répété plus d'une fois que la formation d'une plus-value a toujours une source naturelle et pas seulement sociale. Mais c'est la société qui lui impose sa propre forme. Et il ne faut pas confondre « lois naturelles » et « lois économiques ou sociales ». Lorsque les économistes réformateurs de l'U.R.S.S., au cours des années 1960, insistent pour que la planification et les critères de la croissance tiennent compte plus que par le passé des « lois économiques objectives », ce n'est pas seulement dans un souci d'efficacité immédiate, pour serrer de plus près les coûts minima de la production ; c'est aussi parce qu'ils tendent à faire prendre les « lois » ou règles économiques actuelles du socialisme d'Etat pour des lois *naturelles*, ce qu'elles ne sont nullement. Bien au contraire. Qu'il s'agisse de prix ou de salaires, les formes présentes du système de production en U.R.S.S. expriment seulement un état de choses circonstanciel, transitoire, déterminé par les conditions particulières, et non une forme « naturelle » des rapports économiques. Et c'est pour cela qu'on doit en prévoir le bouleversement.

L'état de choses que décrit Marx, « une réunion d'hommes libres travaillant avec des moyens de production communs », c'est un type de société où le temps de travail jouera, comme il le dit, un double rôle : 1. celui d'une mesure permettant de calculer « la proportion correcte entre les diverses fonctions de travail et les divers besoins », ce qui suppose la disparition d'un *marché* du travail libre ; 2. celui d'une mesure de la part qui revient à chaque producteur sur le produit commun réservé à la consommation individuelle — part qui ne devra pas forcément être traduite en salaire (monnaie et prix), mais en bons sur les stocks, sans compter ce qui sera mis à la disposition gratuite, collectivement ou individuellement, de tous.

Engels, pas plus que Marx, ne s'est aventuré à décrire en détail où et comment les rapports socialistes prendraient forme. Lui non plus ne se souciait pas de « faire bouillir la marmite de l'avenir ». Pourtant, lui aussi a tracé à plus d'une reprise les grandes lignes des rapports socialistes qui devaient *nécessairement* découler de la crise des rapports capitalistes.

L'expropriation des expropriateurs, c'est-à-dire du grand capital privé, il en avait fait dès 1844, dans son *Esquisse* encore louée par Marx beaucoup plus tard sur ce point, la base d'un communisme évolué. L'idée du droit personnel au produit intégral du travail lui était aussi étrangère qu'à Marx. L'existence d'un surproduit, d'une survalueur, d'une plus-value d'une forme quelconque, il l'a toujours considérée comme la base de tout progrès social. Une partie du surproduit socialement approprié retourne indirectement au producteur, mais la partie qui lui revient directement ne se mesurera pas à la portion congrue que lui consentent les détenteurs privés des moyens de production ; elle résultera d'une répartition de ce que l'ensemble des producteurs se consentiront l'un à l'autre, ou les uns aux autres — jusqu'au moment où chacun pourra se satisfaire directement selon ses besoins, après avoir apporté sa propre contribution au produit commun.

Voici comment Engels explique dans *l'Anti-Duhring* que c'est l'existence même d'un surproduit et, par suite, d'une survalueur, qui permet toute civilisation : « Tout le développement de la société humaine au-dessus du stade de la sauvagerie animale commence du jour où le travail de la famille a créé plus de produits qu'il n'était nécessaire pour son entretien, du jour où une partie de ce travail peut être consacré à la fabrication, non plus seulement de moyens d'existence, mais de moyens de production et de réserve provenant de cet excédent, telle a été et est encore la base de tout le progrès social, politique et intellectuel. Jusqu'à présent, dans l'histoire, ce fonds a été la propriété d'une classe privilégiée, laquelle a eu, avec cette propriété, la domination politique et la direction intellectuelle. *La révolution sociale imminente fera, pour la première fois, de ce fonds social de production et de réserve, c'est-à-dire de la masse totale des matières premières, des instruments de production et des moyens d'existence, un fonds véritablement social en l'arrachant aux mains de cette classe privilégiée, et en le remettant, comme bien commun, à la société tout entière.* » (Trad. Bracke, II, 91. Souligné par moi.)

En somme : sur l'excédent du produit du travail sur les frais d'entretien du travail, c'est-à-dire sur la plus-value, on prélève un fonds social de production, qui, au lieu d'appartenir à la classe capitaliste, appartiendra, comme « bien commun », à la « société tout entière », c'est-à-dire à l'ensemble des producteurs *et des non-producteurs*, également dépourvus de propriété particulière sur les moyens de production ou de consom-

mation sociales. Engels ne dit rien ici sur la *répartition* de ce fonds, qui n'est, dans la phase élémentaire du socialisme, un bien commun que pour autant qu'il s'agit de sa production, puisque le fonds de consommation individuelle (fonds des salaires) reste réparti selon la loi de la valeur.

Il est très important de remarquer que le problème n'est pas résolu par la simple distinction entre le caractère positivement *social*, commun, de la production et de la propriété des moyens de production, et le caractère partiellement *individuel* de la consommation finale (partiellement, parce qu'une partie de la consommation finale personnelle peut avoir lieu sous forme collective et indirecte, gratuite du point de vue du consommateur individuel, qui y aura d'ailleurs contribué par une fraction de la plus-value produite, des impôts, etc.). La relation entre ces deux caractères s'exprime par un rapport de complémentarité entre le côté social et le côté personnel de la production et de la consommation. Mais cette relation existait déjà en germe dans le système capitaliste, où c'est justement le conflit entre le caractère social du but et des formes générales de la *production* et le caractère individuel de *l'appropriation* qui provoque la crise structurelle des rapports de production capitalistes. Aussi bien ce conflit se transfère-t-il au socialisme primitif. Appropriation et non consommation, car celle-ci restait réglée par la structure de classe des fonds de consommation, structure collective et non personnelle, à sa source. La consommation des salariés individuels dépendait de la masse du fonds des salaires ; la consommation productive et improductive de la classe capitaliste dépendait aussi de son profit global ; ces deux masses, quoiqu'inégalement réparties dans leur somme, dépendaient l'une de l'autre, étant fondées sur un rapport antagonique. Dans les rapports socialistes, cet antagonisme doit disparaître : il n'y a qu'un seul fonds de production et de consommation sociale, toute la valeur du surproduit est concentré entre les mains de la communauté elle-même (= l'Etat, pratiquement), et sa répartition individuelle ne dépend donc plus de la forme individuelle de l'appropriation. Théoriquement, la répartition, la consommation, ne doit dépendre que de la quantité sociale totale des valeurs produites, sans soustraction au profit d'une *classe* privilégiée, c'est-à-dire d'un *groupe* social *monopoleur*.

Néanmoins, la *forme sociale de l'appropriation* joue maintenant, dans le socialisme d'Etat réel, un rôle en partie imprévu. C'est cette forme qui est source de nouveaux conflits, assez

différents — au moins pour certains d'entre eux — des antagonismes sociaux propres au capitalisme. Entre la production et la consommation, l'appropriation joue un rôle spécifique, comme phase presque autonome, et elle est la source d'un vaste *parasitisme* social, sur lequel s'appuient des groupes bureaucratiques et administratifs qui prélèvent une part énorme du « *salaire de surveillance* », une part si grande qu'elle engendre des déséquilibres insupportables. Tout cela est du moins le cas en U.R.S.S., ou en Chine. Le socialisme concret, tel qu'il est développé dans les conditions de l'U.R.S.S., a conféré de par la constitution, un rôle presque autonome à *l'appropriation sociale inégale*, en bridant la démocratie politique et économique, le contrôle, etc. Telle est la base de ce que L. Trotsky a appelé le *bonapartisme soviétique*, qui a donc aussi une racine économique, comme équilibre et domination entre les groupes sociaux hétérogènes des producteurs et des non-producteurs (que les économistes russes continuent d'ailleurs à appeler des *classes* « non-antagonistes »).

Bien loin de n'être qu'une « hypothèse invérifiée », les formulations d'Engels comme de Marx expriment une logique sociale, une évolution historique déterminée, et par suite transitoire. Ce qui se passe dans le socialisme d'Etat vérifie, par ses écarts et ses contradictions mêmes, la force de cette logique. Les rapports socialistes envisagés par Marx et Engels ne peuvent être « faux », comparés à ceux qui se développent dans les Etats socialistes, que si on les prend pour des recettes concrètes ne varietur applicables hic et nunc, ce qu'elles ne sont pas.

C) De Proudhon à H. George : l'intérêt et la rente.

On pourrait prolonger longtemps l'examen des conceptions que Marx et Engels se faisaient des rapports économiques du socialisme, à partir de nombreuses autres polémiques. Je relèverai ici quelques points de la discussion que souleva entre eux la publication en 1851 du livre de Proudhon, *Idée générale de la révolution au XIX^e siècle*. Il s'agit surtout du rôle que Proudhon veut faire jouer à l'intérêt sur les prêts qu'une Banque centrale consentirait aux Associations de producteurs.

Engels écrit le 10 août : « Quant à Proudhon, il semble avoir fait des progrès. Les phrases à travers lesquelles se développent ses absurdités prennent du moins une forme plus supportable... Au bout du compte, M. Proudhon aboutit donc

lui aussi à déclarer que le véritable sens du droit de propriété consiste dans la confiscation déguisée de toute propriété par un Etat plus ou moins déguisé, et que le véritable sens de la suppression de l'Etat n'est que le renforcement de la centralisation de l'Etat. Ou bien, que faut-il entendre par « toutes les communes de la République qui s'entendent pour égaliser entre elles les différences de qualité des terrains ainsi que les accidents de la culture », avec leurs compléments nécessaires et leurs conséquences ? » *Lui aussi* vise-t-il Marx et Engels eux-mêmes ? On pourrait croire qu'il s'agit de Stirner ou des saint-simoniens ; mais en même temps, il semble qu'il s'agit d'eux-mêmes, qui n'envisageaient la suppression de l'Etat qu'à travers la centralisation transitoire des opérations économiques.

Engels continue le lendemain ses critiques sur la base du résumé de Marx et non d'après le livre de Proudhon. « On ne voit pas comment les fabriques passeront des mains des fabricants aux mains des compagnies ouvrières puisque, si l'intérêt et la rente foncière sont supprimés, le profit ne l'est pas (la concurrence est en effet maintenue) ; on ne voit pas non plus ce qu'il adviendra des gros propriétaires fonciers qui font exploiter leurs terres par des salariés... Que Proudhon ait enfin compris la nécessité de la confiscation plus ou moins déguisée, c'est là un réel progrès... Or, il s'agit de savoir si son prétexte de confiscation est praticable. En effet, chez lui comme chez tous ces drôles bornés qui essaient de se faire accroire à eux-mêmes que de telles mesures violentes ne constituent pas une confiscation, c'est précisément ce prétexte qui est le pivot de l'ensemble ».

Comment abaisser le taux de l'intérêt ? Graduellement ? Ce serait un moyen de rembourser les dettes. Engels ajoute quelque chose d'intéressant : « A ce sujet, je me rappelle notre récente discussion où nous envisagions une baisse du taux d'intérêt en établissant, conformément à ton projet, une banque nationale qui jouirait d'un privilège exclusif et aurait le monopole d'émettre du papier et d'exclure de la circulation l'or et l'argent ». Ainsi, Marx envisageait à ce moment la nationalisation du crédit ; la monnaie restait, semble-t-il, gagée sur l'or retiré de la circulation et par conséquent réservé aux transactions extérieures. La banque nationale peut ainsi manœuvrer le crédit, éviter l'inflation, proportionner la monnaie en circulation à la fois au produit social et aux besoins du commerce, en accord avec la création de valeurs d'échange sociales. Ce serait là un monopole d'Etat permettant de réduire d'un coup

l'inflation, la spéculation, les profits commerciaux exagérés, le parasitisme, etc... En pratique, Engels voit la différence suivante : « L'Etat ou toute grande banque d'Etat centralisée ne peut, tant qu'il n'y a pas de succursales organisées jusque dans les moindres trous et tant que les employés n'ont pas une longue pratique commerciale, prêter qu'au grand commerce, autrement ce serait prêter au petit bonheur et sans garantie. Et le petit commerce ne peut pas, à l'exemple du gros commerce, donner ses marchandises en gage. Tout abaissement du taux de l'intérêt pour les avances du gouvernement a donc comme premier résultat l'accroissement des bénéfices des grands commerçants et l'élévation générale de cette classe. »

Donc, il ne suffit pas de cette centralisation du crédit, si l'industrie et le commerce ne sont pas eux aussi nationalisés. Sur la base de la propriété privée, la nationalisation du crédit aboutit à un renforcement de la grande bourgeoisie, qui se sert du crédit centralisé pour étrangler les petits. On institue alors un capitalisme d'Etat, et non le socialisme, même d'Etat. Tant qu'on en reste là, « toute cette insistance des socialistes et de Proudhon tendant à l'abaissement du taux de l'intérêt n'est à mon avis que la transfiguration d'un pieux désir de bourgeois ou de petit bourgeois. Tant que l'intérêt et le profit sont en raison inverse, cette insistance ne peut qu'amener une augmentation du profit. » Proudhon est donc coincé : ou il doit aboutir à une expropriation générale, ou le financement par l'Etat des petits propriétaires aboutit à renforcer la grande bourgeoisie (même dilemme que plus tard chez Lassalle) : « Ou bien la direction et, en fin de compte, l'administration et la réglementation de ces compagnies (coopératives ouvrières) par l'Etat, ce que Proudhon ne veut pourtant pas, ou bien l'organisation du plus fameux battage d'association, du charlatanisme de 1825 et de 1845, reproduit à l'échelle du prolétariat de la canaille et de la petite bourgeoisie. »

Engels conclut positivement par une mesure transitoire : « à un certain moment de l'évolution révolutionnaire on peut, à l'aide d'une banque d'Etat à monopole, arriver à décréter : Art. 1. L'intérêt est supprimé ou ramené à 1/4 pour cent. — Art. 2. Les intérêts continuent à être payés comme par le passé, mais sont considérés comme remboursement. — Art. 3. L'Etat a le droit d'acheter au prix courant tous les immeubles, etc. et de les acquitter à raison de 5 % pendant 20 ans. Il se peut qu'un tel système puisse devenir utilisable un jour comme préparation directe et dernière de la confiscation avérée. »

L'abaissement des taux de l'intérêt n'est donc (dans le cas du monopole d'un gouvernement populaire) qu'une mesure transitoire vers la confiscation (l'expropriation totale des moyens de production) qui rendra inutile l'intérêt comme tel, puisque les fonds de financement sociaux ne seront plus des capitaux. Telle fut l'évolution de l'U.R.S.S., où l'intérêt ne joue plus de rôle comme source de profit privé, bien que le profit en joue toujours un (puisque la loi de la valeur reste en vigueur). L'intérêt en U.R.S.S. (bancaire et commercial) est dirigé comme l'ensemble du crédit. Il s'est remis à jouer un rôle régulateur, et son rapport avec les profits est le même que celui que Engels signalait : inverse. Le taux de l'intérêt, dit Bettelheim (*L'Economie Soviétique*, p. 391), sert « de régulateur et de frein aux demandes de crédit émanant des entreprises productrices ou commerciales. La charge d'intérêt que les entreprises doivent subir du fait de leurs emprunts (qui sont prévues par le plan) vient, en effet, en déduction du profit ; par conséquent des emprunts trop considérables risquent de compromettre la réalisation du profit prévu par le plan. » Pour comprendre comment on en est arrivé là, il faut refaire l'histoire de la bureaucratisation du Plan. Taux d'intérêt sans marché, puisque prévu par les plans (il vient en déduction du profit).

Marx, en répondant à Engels, revient sur l'intérêt et le profit (14 août 1851). Il se livre à des résumés minutieux et des critiques détaillées de Proudhon, parce qu'il cherche lui-même un programme *économique* pour le gouvernement révolutionnaire. Proudhon supprime l'intérêt en le transformant en annuité, c'est-à-dire en acompte annuel sur le capital. Mais à partir de là, la société bourgeoise n'a qu'à se reformer, puisqu'on aidera des petits capitalistes non industriels à se transformer en capitalistes d'industrie et que les grands capitalistes continueront, puisque, en moyenne, la société ne paye au fond — abstraction faite du profit industriel — que des annuités.

Plus tard, en polémique contre Mühlberger, disciple de Proudhon, Engels écrit dans *La Question du Logement* (Paris, 1936, trad. L. Limon, p. 102) : « On doit constater que « l'appropriation effective » de tous les instruments de travail, de toute l'industrie, par la population laborieuse, c'est exactement le contraire du « rachat » proudhonien. Dans la deuxième solution, c'est *chaque ouvrier* qui doit devenir le propriétaire du logement, de la ferme, de l'instrument de travail ; dans la pre-

mière, c'est la « population laborieuse » qui demeure le propriétaire collectif des maisons, des fabriques et des instruments de travail, et leur jouissance, du moins pendant une période de transition, sera laissée aux individus ou à des sociétés, mais certainement pas sans indemnités. Tout comme l'abolition de la propriété foncière n'est pas l'abolition de la rente, mais simplement son transfert à la société, encore que sous une forme modifiée. L'appropriation effective de tous les instruments de travail par la population laborieuse n'exclut donc nullement le maintien du rapport de location. »

En effet, Marx a retrouvé le même genre de questions lorsque Henry George eut un certain succès en proposant que la rente foncière soit payée à l'Etat, ce qui équivaldrait à une sorte de nationalisation du sol (1). Là encore, comme pour la centralisation du crédit, les réformateurs ne voyaient pas qu'ils maintenaient les rapports capitalistes de salariat, qui sont la base de la rente foncière comme du profit industriel.

Marx écrit à Sorge, le 30 juin 1881 : « [George] n'a rien compris à la nature de la *plus-value* et en conséquence il tourne en rond à la mode anglaise... Son dogme fondamental est que *tout irait bien* si la rente était payée à l'Etat. (Tu trouves ce paiement entre autres parmi les mesures transitoires contenues dans le *Manifeste Communiste*.) Cette opinion appartient originairement aux économistes bourgeois ; elle fut prônée d'abord (abstraction faite d'une revendication analogue à la fin du XVIII^e siècle) par les premiers partisans *radicaux* de Ricardo... Je disais à ce sujet en 1847 dans mon ouvrage contre Proudhon : « Nous concevons que des économistes tels que Mill (l'ancien, non son fils John Stuart, qui d'ailleurs le répète avec quelques modifications), Cherbuliez, Hilditch et d'autres, aient demandé que la rente soit attribuée à l'Etat pour servir à l'acquittement des impôts, c'est là la franche expression de la haine que le *capitaliste industriel* voue au *propriétaire foncier*, qui lui paraît une inutilité, une superfétation dans l'ensemble de la production bourgeoise ». Nous-mêmes, comme je l'ai déjà mentionné, avons admis cette appropriation de la rente foncière par l'Etat au nombre des *mesures transitoires* qui, ainsi qu'il est également noté dans

(1) Et, pour le dire en passant, ce programme, né aux Etats-Unis, détenteurs à cette époque d'immenses terres vierges, aurait ressemblé au mécanisme d'appropriation du « mode asiatique de production » que certaines monarchies semi-féodales ont parfois eu la tentation d'établir. J'en ai parlé dans *La Chine future* (1950).

le *Manifeste*, sont et doivent être contradictoires en elles-mêmes. Mais faire de ce *desideratum* des bourgeois anglais *radicaux* la panacée socialiste, proclamer cette procédure solution des antagonismes enfermés dans le mode de production actuel, c'est ce qui n'a été fait d'abord que par Colins, vieillard né en Belgique, ancien officier des hussards de Napoléon... Sa « théorie anti-propriété foncière », en même temps que sa théorie de l'âme, etc... est depuis des années prêchée mensuellement à Paris dans la philosophie de l'avenir... Ils se donnent le nom de « collectivistes rationnels »... Tous ces « socialistes » depuis Colins ont cela de commun qu'ils laissent subsister le *travail salarié*, par conséquent aussi la production capitaliste, voulant faire accroire à eux-mêmes ou au monde que la transformation de la rente en impôt payé à l'Etat, tous les méfaits de la production capitaliste doivent disparaître d'eux-mêmes. Le tout n'est donc qu'une tentative à liseré de socialisme pour *sauver la domination capitaliste* et la rétablir effectivement sur une base *même plus large* que l'actuelle. » Le transfert de la rente (en partie) à l'Etat : c'est ce que font aujourd'hui les agriculteurs de l'U.R.S.S., ceux des kolkhozes comme ceux des sovkhozes.

Le chemin parcouru par la pensée de Marx peut être encore mieux compris si l'on se rappelle comment les saint-simoniens concevaient l'organisation générale de la société industrielle, que pour leur part, ils n'appelaient pas « socialiste ». A bien des égards, l'U.R.S.S. d'aujourd'hui ressemble plutôt à l'épuration des saint-simoniens qu'à celle de Marx. Voici ce qu'on peut lire dans *l'Exposition de la doctrine* (p. 274) :

« Dans le système d'organisation industrielle... l'actif du budget est la totalité des produits annuels de l'industrie ; son passif est la répartition de tous ces produits aux banques secondaires, chacune de celles-ci établissant son propre budget de la même manière. — Dans ce système, ce qu'on pourrait plus particulièrement appeler l'impôt, par rapport à la classe qui produit directement les richesses, c'est-à-dire par rapport à l'industrie, serait la portion de ces produits qui serait consacrée à l'entretien des deux autres grandes classes de la société, c'est-à-dire à subvenir aux besoins *physiques* des hommes qui ont pour mission de développer *l'intelligence* et les *senti-ments* de tous. »

Il faut comprendre que l'administration, dévolue aux présumés plus aptes et compétents, serait appointée par un prélèvement sur le profit social, centralisé dans une banque nationale

unique. Cette banque cumulerait le profit direct total tiré de l'industrie et d'autres ressources telles que l'impôt. C'est elle aussi qui procéderait, par l'intermédiaire de banques locales (ou par industries) aux paiements des salaires et aux investissements. Les deux autres classes de la société, en dehors des industriels (ou producteurs), sont les savants et les artistes. Etant donné le sens que les saint-simoniens donnent à « industriel » et à « savant », il faut entendre que les travailleurs entretiendront la bureaucratie et l'intelligenza. Rakovsky n'avait pas tort de dire que c'est en U.R.S.S. que le saint-simonisme se réalisait !

Le surproduit social, consacré à l'entretien des oisifs, devrait dorénavant servir à la rétribution de la classe que Turgot appelait *disponible*, composée des individus qui devraient être employés aux *besoins généraux* de la société et qui deviendra celles des administrateurs, entendez de la bureaucratie. Pour Turgot, le surproduit dont il s'agit est surtout la rente foncière, l'excédent de produit des bonnes terres sur les mauvaises, c'est-à-dire « la partie des richesses sociales *disponibles* après le paiement de tous les frais de culture. »

D) *Marx et la question du « temps libre ».*

Quelle différence avec la façon dont Marx envisage la question de l'utilisation du surproduit ! Sa finalité voulue, c'est l'accroissement du « temps libre » pour tous les producteurs associés, productifs ou non.

Quel est le rapport de grandeur et de *qualité* entre ces deux durées dans les formes primitives du socialisme ? Aujourd'hui, on peut constater que son appréciation, même dans ses données purement économiques, est tout à fait relative à son temps. Vers 1860, une journée de travail de 8 heures apparaissait comme une durée possible et souhaitable une fois le capitalisme brisé. C'était un gain important par rapport aux 10, 12 ou 15 heures et plus, courantes dans l'industrie à cette époque, y compris pour le travail des enfants et des femmes. Ces chiffres doivent être mis en rapport avec la durée moyenne de la vie de travail et de la vie tout court à cette époque, soit 30 ans et 45-50 ans respectivement.

La journée de 8 heures a été une grande revendication mi-réformiste, mi-socialiste de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle. Finalement, elle a été assurée et s'est généralisée après 1918 dans les pays industriels et *dans les rapports capi-*

talistes. Le capital s'est rattrapé 1. sur l'intensité du travail, lié à la mécanisation et à l'automatisation, 2. sur l'allongement de la vie de travail, 3. sur l'accroissement du volume de la population active salariée. Aujourd'hui, la journée oscille autour de 8-9 heures, avec les heures supplémentaires. La semaine de travail va jusqu'à 48 heures, 50 et 52 heures dans certaines industries. La journée de 7 heures pour cinq ou six jours par semaine, commence à s'établir dans certains cas. Mais 40 heures par semaine ne sont pas un maximum généralisé. En U.R.S.S. les durées sont du même ordre, bien que la vie moyenne soit un peu plus courte qu'en Occident.

En même temps, l'usure par le travail, surtout nerveux, est devenue plus vive. La chasse aux temps morts s'est intensifiée, même en cas d'automatisation, par l'instauration des emplois combinés (polyvalence, postes multiples, etc...). Les effets et la tension demandés se sont accrus, notamment par la longueur et la difficulté des transports, dès que la journée de 8 heures est devenue un minimum physiologique acceptable et que le temps de récupération a dû et devait s'allonger. L'ouvrier productif est maintenant aussi fatigué après 8 heures qu'après 10 ou 11 heures. En même temps, les progrès technologiques et la productivité centuplés des machines, rendent possible une couverture des besoins avec un temps beaucoup plus court. Les effets de ce processus ont d'ailleurs été freinés par l'accroissement énorme de la population mondiale et l'entrée dans le circuit du marché mondial des populations d'Asie, d'Afrique, d'Insulinde, d'Amérique latine. Ce qui devait être du temps libre n'est presque toujours que du temps de récupération. Le temps vraiment « libre » continue à n'être qu'un luxe pour une minorité, surtout chez les intellectuels et les parasites de la consommation culturelle. Tout cela est vrai en U.R.S.S. comme en Europe et aux Etats-Unis.

La revendication d'un temps « libre » a été, pour les bénéficiaires de ce temps libre, la justification du travail imposé aux travailleurs et aux opprimés, dans tous les régimes sociaux fondés sur l'oppression de classe. « Les économistes, on le sait, écrit Marx (*Théories de la Plus-value*, trad. Molitor, VII, p. 122), justifient même le travail forcé des salariés en disant que ce travail crée des loisirs, du temps pour autrui, pour une autre partie de la société, et par conséquent pour la Société même des salariés. » Cette façon de penser était encore celle de Ricardo, et elle anime toutes les sociétés hiérarchiques. Marx écrit à ce sujet, au même endroit : « L'opposition entre

la richesse et la valeur prend plus tard chez Ricardo la forme suivante : le revenu net doit être aussi grand que possible par rapport au revenu brut » — autrement dit, le surplus social, le profit social, doivent être aussi élevés que possible sur le dos des producteurs : « Ce qui, sous cette forme, signifie que les classes de la société dont le temps n'est absorbé que partiellement ou pas du tout par la production matérielle, bien qu'elles en consomment les fruits, doivent être aussi nombreuses que possible par rapport aux classes dont le temps est absorbé tout entier par la production matérielle et dont la consommation ne forme qu'un article des frais de production, une simple condition de leur exploitation. C'est toujours le désir de condamner au travail forcé la majeure partie de la société. C'est le maximum de ce que la production capitaliste puisse donner. »

Donc, même l'accroissement en nombre des classes exploitatrices, jouisseuses ou oisives, entraîne l'accroissement des classes exploitées et celui qui s'en tient à Ricardo ne peut tirer d'autres conclusions. C'est aussi ce qu'on observe aujourd'hui.

Marx a relevé toutes les brochures où les premiers socialistes anglais se sont opposés aux conclusions de Ricardo. Par exemple : « Notre auteur (le *Pamphlétaire*) dit le contraire. Le temps de travail reste toujours, même si la valeur d'échange disparaît, la substance créatrice de la richesse et la mesure des frais qu'exige la production. Mais le temps libre, le temps dont on dispose, soit pour jouir du produit, soit pour se développer librement, voilà la richesse réelle ; et ce temps n'est pas, comme le travail, réglementé par le but extérieur dont la réalisation constitue au choix soit une nécessité naturelle, soit un devoir social. »

Donc, dans des rapports sociaux débarrassés du capitalisme, mais comportant encore la mesure par la valeur du droit à chacun à une proportion donnée du produit social, le temps de travail reste la règle de la production des biens et services. Mais, ce temps devant être très raccourci, c'est la jouissance d'une proportion de ces biens et services qui devient *la vraie richesse*. Ce n'est plus le produit qui est « richesse », en tant que marchandise, c'est la jouissance d'un produit qui n'est plus destiné à un marché, qui devient la vraie richesse de l'homme. L'homme devient « richesse » par sa jouissance plutôt que par son travail, l'exercice de sa capacité productive (c'est ce qui sépare Marx de Proudhon, Fourier, et de tous les apologistes ultérieurs de la « joie au travail »). D'ailleurs ajoute Marx,

« par le fait même que le temps de travail est limité à une mesure normale, que je l'occupe pour moi et non plus pour autrui ; que l'opposition sociale entre maîtres et serviteurs disparaît ; que le travail devient réellement du travail social ; ce travail a un caractère tout autre, beaucoup plus libre, et le temps de travail d'un homme disposant de temps libre est forcément de qualité plus élevée que le temps de travail de la simple bête de somme. »

Ainsi, le travail lui aussi devient *plus acceptable*, bien qu'il ne soit pas la vraie richesse elle-même, si le producteur éprouve réellement que ce travail n'est plus la simple source de la jouissance d'une autre classe, mais la source d'une jouissance générale partagée. On peut mettre en doute cet optimisme, pour de nombreuses raisons. En tout cas, c'est la description d'un état de choses dont l'économie du socialisme d'Etat, national et isolé, est bien loin. Car la consommation proportionnelle crée des inégalités, des disproportions telles que le producteur peut encore à bon droit estimer qu'il travaille *exagérément* pour certaines catégories parasites (par exemple les bureaucrates, les intellectuels, les militaires en temps de paix, etc.). D'où des contradictions nées dans la répartition et la consommation, qui réagissent à leur tour sur les formes de la production. Quant au sens de l'expression « temps libre », l'évolution sociale montre que celui-ci échappe de moins en moins à l'emprise de l'Etat, sous forme de loisirs dirigés, canalisés, standardisés, obligatoires et obsessionnels ; que ce temps libre reste encore longtemps un temps de récupération et de détente, plutôt que de vraie jouissance ; que la liberté reste liée aux *besoins sociaux* et non aux *désirs personnels*, bref, que la route de la liberté est longue.

C'est pure *idéologie* de considérer aujourd'hui l'industrie dite des loisirs comme la source d'une jouissance naturelle. C'est la dorure que s'accorde un régime de fer. Marx, sans vouloir faire à ce sujet non plus « bouillir la marmite de l'avenir », avait tout autre chose en vue. On peut récuser ce que Marx en pensait, mais il est impossible de trouver aujourd'hui dans le monde quelque chose qui y ressemble, sauf peut-être dans la création de l'artiste — pourtant elle-même totalement corrodée par une commercialisation et une rentabilité qui le ravalent le plus souvent au-dessous des jeux les plus naïfs qu'ont connus les anciennes civilisations.

CHAPITRE II

LES POLEMIQUES SOCIALISTES AVANT 1917

A) *Kautsky et les bases du « révisionnisme » de Bernstein.*

La discussion sur les rapports socialistes futurs s'est développée, avant même la mort de Marx (en 1883), comme poursuite de l'ancienne polémique contre Stirner, Proudhon, Bray, etc. Elle s'est continuée contre Lassalle, puis contre Bakounine et les anarchistes de l'Internationale. En principe cette discussion ne contenait et ne contient encore rien d'autre que ce qui s'y trouvait déjà dès 1845-46, dans les écrits de Marx et Engels contre Stirner et Proudhon. Le droit au « produit intégral du travail » continuait à faire son chemin. On l'a même retrouvé, avec la crise générale croissante du capitalisme, chez certains économistes bourgeois, chez les technocrates et théoriciens du régime de « l'abondance », sans un argument de plus et tout aussi stérile, sauf comme consolation. Certains opposants ouvriers en U.R.S.S. ont aussi posé la question sous cet angle, mais depuis trente ans sans trouver la formule acceptable et sans chercher dans l'évolution économique une réponse critique à la question.

Une discussion plus intéressante a pris naissance dans le mouvement socialiste lui-même (d'inspiration marxiste). C'est celle-là qu'il faut examiner, parce qu'elle se relie directement à la pensée de Marx et d'Engels, d'une part, et parce qu'elle a eu et a encore ses prolongements en U.R.S.S., d'autre part. Cette discussion n'est pas, comme une bonne partie de la précédente, purement littéraire ou même jeu de philosophes ou penseurs sociaux souvent mal informés. Elle est liée à l'activité réelle du prolétariat européen entre 1890 et 1914 et à l'évolution de l'U.R.S.S. après octobre 1917. Elle est encore au centre des préoccupations soviétiques et yougoslaves et porte à la fois sur des problèmes théoriques et des problèmes très pratiques. Elle s'est développée de façon précise à partir du moment où le mouvement ouvrier allemand s'est préoccupé de formuler

un programme autonome, après la mort de Lassalle et lors de la crise de la première Internationale. Les lassalliens avaient adopté en 1863 un programme qui dressait la « classe laborieuse allemande » contre tous les autres partis bourgeois et la constituait ainsi comme classe politique, mais se bornait à exiger le suffrage universel, égal et direct, comme moyen de défense des intérêts de cette classe. Dans cette perspective, Lassalle ne s'est évidemment guère soucié d'envisager dans son programme la ligne générale de futurs rapports socialistes. En attendant, il demandait à l'Etat des crédits, comme Louis Blanc, et une protection douanière, dans la tradition de « l'Etat commercial fermé » de Fichte et de von Thunen, le tout pour alimenter des coopératives. En 1869, les partisans de Marx rédigèrent à leur tour un programme, celui du premier « parti ouvrier social-démocrate », branche allemande de l'Association Internationale des Travailleurs. Ce programme propose une série de revendications immédiates, mais, à l'image de l'Adresse de l'Internationale, ne dit rien des rapports sociaux de l'avenir, sauf que le parti poursuit « l'établissement de l'Etat populaire libre ».

En 1875, marxistes et lassalliens (ou plutôt une partie d'entre eux) en vinrent à fusionner et adoptèrent à Gotha le programme où se trouvent les paragraphes si rigoureusement critiqués par Marx et Engels dans leurs notes et lettres. Ce programme consacre une partie importante au « droit au produit intégral du travail » et l'esquisse dans les formules qui s'inspirent partiellement des vues de Marx sur les rapports économiques de la « société socialiste » (expressément désignée comme telle). Le programme du parti ouvrier français (1879-80), dont les considérants sont dus à Marx qui les dicta à Guesde, esquisse une formule d'appropriation des moyens de production par les producteurs en régime socialiste. Enfin, en 1891, le parti ouvrier allemand, devenu parti social-démocrate, élaborà à Erfurt un programme beaucoup plus complet, du vivant d'Engels. Ce programme fut commenté par Kautsky dans plusieurs ouvrages et fut reconnu comme document théorique essentiel dans la II^e Internationale, jusqu'à 1914. Il servit de base au premier programme du parti social-démocrate ouvrier russe, élaboré sous la direction de Plékhanov, et que l'aile bolchevik du parti défendit sans réserve. Lénine s'appuyait entièrement sur ses principes. Après la Révolution d'Octobre, le parti bolchevik refondit son programme, mais dans la même ligne. Les livres de commentaires de Kautsky ont fait autorité

dans tout le mouvement socialiste, et Lénine s'y référa souvent. En définitive, il faut examiner comment le programme d'Erfurt pose la question, comment Kautsky l'exposa dans ses commentaires, et comment il le défendit à partir de 1898-1900 contre Bernstein et les révisionnistes.

1. *Le programme d'Erfurt*

Comme le programme du Parti Ouvrier Français, celui de la social-démocratie allemande abandonne le « droit au produit intégral » ou toute autre formule semblable d'inspiration proudhonienne ou lassallienne. Il met l'accent sur la transformation du régime de la propriété privée et sur l'établissement d'une propriété sociale, mais sans entrer dans la question du mode de production et de répartition, qui avait fait l'objet de la polémique avec Marx sur le programme de Gotha (dont Engels avait publié le texte, avec bien des difficultés, contre l'avis des dirigeants du parti allemand, en 1891).

« La propriété privée des moyens de production, qui servait autrefois à assurer au producteur la propriété de son produit, sert aujourd'hui à exproprier les paysans, les artisans et les petits commerçants, et à mettre les non-travailleurs — capitalistes, grands propriétaires — en possession du produit des travailleurs. Il n'y a que la transformation de la propriété privée capitaliste des moyens de production — sol, mines, matières premières, outils, machines, moyens de transport, — en propriété sociale, et la transformation de la production de marchandises en production socialiste, en production effectuée pour et par la société, qui puisse faire que la grande exploitation et la productivité constamment croissante du travail social deviennent, pour les classes jusqu'ici exploitées, de sources de misère et d'oppression qu'elles sont aujourd'hui, des sources du plus grand bien-être et d'un perfectionnement harmonique et universel. »

Dans l'essence, on retrouve là les idées de Marx, bien qu'exprimées très superficiellement, et en quelque sorte pour la « masse ». On a donc : 1. la propriété sociale des grands moyens de production, 2. l'abolition du marché privé des marchandises, 3. une productivité accrue de l'économie sociale. Cela suppose évidemment un surproduit croissant, mais socialisé et une répartition selon un plan et non plus au gré du marché concurrentiel. Quant aux formes de cette répartition, le programme n'en dit rien, et dans le commentaire du programme

Kautsky insiste sur le fait que n'étant pas des faiseurs d'utopie, luttant pour transformer la société présente, les socialistes n'ont pas à prédire exactement comment s'opérera cette transformation. Il y insiste même lourdement de sorte qu'on présente déjà chez lui une crainte devant les solutions pratiques, qu'il manifestera en effet, brutalement, devant la révolution socialiste en Russie. Néanmoins, Kautsky donne dans le *Programme socialiste* (l'édition française est de 1909 ; le texte original est de 1892), des explications à examiner (Chapitre IV, Par. 3, « La production socialiste »).

Kautsky établit d'abord que la production doit avoir lieu non pour le *marché*, mais pour la satisfaction des besoins sociaux, ceux des producteurs associés. La production n'a donc plus pour fin des valeurs d'échange, des marchandises, mais des objets et des services d'intérêt social correspondant, en nature et en proportion, à des besoins réels et justifiés dans la société considérée. L'ensemble de l'appareil productif national sera « *une seule grande coopérative* » de toutes les exploitations qui, pour un état déterminé de la production, sont nécessaires pour que soient satisfaits les besoins essentiels d'une société. Cette transformation est préparée par la concentration de l'industrie, des transports, du commerce et du capital qui coiffe le tout. Kautsky écrit, conformément aux vues de Marx et d'Engels, que seul « l'Etat moderne » est une organisation sociale de complexité et d'envergure suffisantes pour qu'elle puisse devenir le cadre où se développera la « communauté coopérative socialiste ». Il ajoute d'ailleurs, et cette remarque est intéressante, qu'étant donnée l'extension internationale de la production et du commerce, à partir de chaque pays, « on peut se demander si le cadre de l'Etat suffira à embrasser la communauté socialiste » (p. 115) ; remarque qui prend tout son sens depuis que s'est élaborée la théorie du « socialisme dans un seul pays ».

Les faits ont prouvé, comme Lénine et Trotsky l'ont toujours clairement exprimé après Marx, que le *développement* des rapports socialistes, et l'établissement de rapports socialistes *pleinement développés* n'étaient concevables que dans des rapports internationaux étroits, et finalement à l'échelle planétaire, sauf résidus n'ayant pas plus de poids économique que le nomadisme, par exemple, n'en avait pour la société capitaliste. Kautsky envisage cependant — et cette remarque est encore plus importante peut-être aujourd'hui que la précédente — que le processus *concret* du développement des rapports

socialistes passe par le progrès de plusieurs communautés socialistes, au début distinctes. Marx n'a jamais envisagé la question sous cet angle, mais il est évident qu'en concevant les premières phases de la société communiste sous l'angle de l'Etat, il la concevait du même coup sous l'angle d'une pluralité possible d'*Etats*, de nations, de communautés socialistes, et par suite de rapports entre eux, puisque cette pluralité ne peut pas être contradictoire avec *l'unité* organique internationale profonde des producteurs, des travailleurs. Cette question fait maintenant l'objet des dissensions qui s'observent dans le « camp socialiste », c'est-à-dire entre les différents Etats qui s'estiment tous sur la voie du socialisme, et même du communisme.

D'après Kautsky, il faudra que chacun de ces Etats socialistes puisse produire tout le nécessaire, dans une sorte d'autarcie, tandis qu'ils échangeront le *superflu* : « Au début il subsistera donc une espèce d'échange de marchandises entre les différentes communautés. Mais leur indépendance économique ne s'en trouve pas menacée si elles produisent elles-mêmes tout le *nécessaire* et n'ont recours à l'échange que pour le *superflu*, si elles agissent à peu près comme une famille paysanne aux débuts de la production marchande ». Et il ajoute en note : « Nous sommes fermement convaincus que les diverses nations socialistes finiront par se fondre en une communauté unique, que toute l'humanité ne formera plus qu'une société. Cependant, nous n'avons à nous préoccuper ici que des origines et non du cours ultérieur que suivra l'évolution des forces sociales socialistes » (p. 118). Cette prudence montre que Kautsky, comme beaucoup d'autres, n'avait pas clairement assimilé la méthodologie *formelle* de Marx, qui ne s'applique pas aux conditions concrètes de l'évolution, mais présente des schémas opératoires dans des situations dont l'apparence peut être bien différente et comporter nombre de contradictions.

Il faut comprendre ici que la production de valeurs dans les rapports socialistes restera, en partie, celle de valeurs marchandes, d'échange, et pas seulement des valeurs d'usage. Mais en tant que marchandises échangées entre Etats socialistes, ces valeurs ne devraient pas avoir le caractère de marchandises capitalistes, c'est-à-dire d'une réalisation sur le marché mondial de la plus-value capitalisée nationalement. Autrement dit, ce marché pas plus que ce qui subsistera comme marché intérieur, ne sera réglé par la concurrence, ni ne devrait mener à des conflits de caractère impérialiste (au moins ayant des

causes économiques). Toutefois, l'idée d'échange du *superflu* est loin d'être claire. Si la consommation et la production sont ajustées par le plan, l'abolition de la concurrence des capitaux, etc... il n'y a à proprement parler aucun *superflu*. Il y a tout au plus une partie du fonds social de consommation qui peut être « exporté », échangé, toujours à valeurs égales, s'il permet de se procurer — à valeurs égales — des produits ou des matières premières *utiles* à la communauté, mais qui lui manquent. Mais si ces valeurs égales doivent être aussi génératrices d'un profit pour l'échangeur international, il faut que celui-ci demeure un exploiteur ; il sera celui d'un prolétariat étranger, au lieu du sien propre.

Si toutefois cet échange a lieu entre deux communautés socialistes, quelle différence y a-t-il avec l'échange qui se fait à l'intérieur de chacune de ces communautés ? Et quelle est la part mutuelle des plus-values socialisées, du profit social, qui peut être consacrée à cet échange ? C'est une évaluation qui supposera la coordination de plans nationaux, mais dont la réponse qui y sera faite dépend en fin de compte de la formation du surproduit social et de sa grandeur, et des conditions égalitaires de l'échange. Par définition, l'échange entre communautés socialistes ne peut pas donner lieu à un super-profit colonial, c'est-à-dire à une plus-value différentielle ; mais doit respecter le principe de l'égalité en valeur des produits. C'est-à-dire qu'en théorie, les échanges socialistes internationaux ne peuvent être qu'un cas particulier des échanges en général. Dans la pratique, l'expérience de l'U.R.S.S. et de l'Europe de l'Est prouve que les choses se passent autrement. C'est ce que l'on examinera plus tard. Ce qu'il faut incriminer ici, c'est la *double fonction* du monopole du commerce extérieur, dans le cas d'échange avec une économie capitaliste et dans celui d'échanges inter-socialistes. Dans le second cas, le monopole étatique en question peut donner lieu aux tendances au profit différentiel de la part de l'Etat le plus favorisé, surtout de celui qui possède les moyens de pression de tous ordres les plus étendus.

Le critère de l'autarcie est aussi fort dangereux et peu compatible avec les idées de Marx. Kautsky raisonne comme si « l'extension » (mais par quels moyens ?) des aires socialistes élémentaires devait se faire jusqu'à ce qu'on aboutisse à des économies qui se suffisent. C'est entre ces aires que les échanges intersocialistes auraient ensuite lieu. Mais où est la limite ? Prise en bloc, la suffisance ne peut être que pla-

nétaire, totale, car il y aura toujours un produit, un sol, un climat, une mer, un désert ou un pôle qui paraîtra « nécessaire » à une économie en expansion, dans des rapports socialistes comme dans les autres. L'autarcie se heurtera à la division internationale du travail comme dans des rapports capitalistes. D'où les conflits, qui peuvent aller à des guerres. La tendance à l'autarcie, favorisée par la nature et la géographie dans certains cas (U.R.S.S., Chine ou Inde, par exemple) reste cependant une condition dangereuse pour la future unité socialiste internationale, et pour la participation unifiée des producteurs au fonds de consommation mondial.

Le commentaire de Kautsky n'en dit pas plus sur ces sujets que le paragraphe du programme d'Erfurt que nous avons cité. Tout le détail de l'analyse de la répartition du produit social esquissé par Marx dans ses remarques sur le programme de Gotha est ici laissé de côté. Kautsky insiste longuement sur l'inutilité et l'impossibilité de tracer un plan de « société future ». Il admet que chaque socialiste peut faire ce genre de réflexion pour soi, et indique que « dans les œuvres de Marx et d'Engels on rencontre quantité de résultats d'études semblables ». Que chez les socialistes, les idées les plus diverses se soient fait jour à ce sujet, etc... tout cela est évidemment destiné à dissimuler l'importance des indications de Marx, et à les réduire à des « idées personnelles », presque des jeux de l'esprit. A la décharge de Kautsky, on peut dire qu'il était inutile de donner dans ces controverses, soulevées surtout du côté des économistes bourgeois pour embarrasser les socialistes (les sarcasmes contre « les systèmes socialistes » sont innombrables, et même les études plus sérieuses). Néanmoins, l'évolution de la discussion ouverte par Bernstein devait bientôt obliger Kautsky lui-même à donner plus de précisions dans son livre *La révolution sociale*, surtout dans la seconde partie, intitulée *Les Lendemain de la révolution* (1). Et finalement, le développement de l'économie soviétique a remis en pleine lumière précisément les questions que Marx avait soulevées et qui paraissaient presque oiseuses à Kautsky.

(1) Le livre a été élaboré en 1902. Il faut aussi aller voir sa brochure postérieure, louée et traduite par Lénine, et qui s'intitule *Le Chemin du pouvoir* (1908). Kautsky y fait une place importante, bien rare chez les marxistes de la II^e Internationale, à la révolution des peuples Asiatiques et Africains comme conséquence de l'impérialisme qui, selon son expression, « n'exporte plus seulement des produits, mais aussi des moyens de production », en créant outre-mer un prolétariat d'un type nouveau dans ces régions.

2. *Les lendemains de la révolution d'après Kautsky.*

Voyons donc cette brochure de Kautsky. Nous verrons ensuite comment les problèmes posés sont issus de la controverse avec Bernstein, mais on peut les examiner d'abord directement, car personne n'y a ajouté grand-chose jusqu'à 1917. Comme il s'agissait une fois de plus de conférences de propagande, et que Kautsky se refusait à anticiper sur l'avenir dans le détail et la théorie proprement dite, on n'y trouve que des schémas, des grandes lignes. Aujourd'hui, il est facile d'y voir les traces et relents d'un opportunisme indéniable. Il s'y trouve tous les prodromes d'un ralliement de fait au bernsteinisme, que Rosa Luxembourg avait si clairement décelé bien avant Lénine. Mais à l'époque, on pouvait s'y laisser prendre, et avec le recul historique actuel, on peut aussi en juger un peu autrement qu'en 1918. En particulier, l'évolution de l'U.R.S.S., de la Chine, de la Yougoslavie depuis 1950, la crise de l'impérialisme, etc... permettent de reposer certaines questions utilement à la lumière des discussions de 1895.

Kautsky, dans la ligne des congrès d'Eisenach, d'Erfurt, et en les suivant en somme à *la lettre*, prévoit la prise de possession des moyens de production par les producteurs associés (dans l'Etat) sous forme de coopérative, à l'échelon national et communal. Certaines usines seraient cédées (rachat ou non, la question importe peu ici) « aux ouvriers mêmes qui y travaillent et pourraient être exploitées collectivement ». D'autres passeraient à des coopératives de consommation ; d'autres directement aux communes ou à l'Etat. Les monopoles, privés ou d'Etat, seraient les plus faciles à nationaliser immédiatement (en particulier les transports, les mines, la sidérurgie, l'électricité, etc...). C'est là le capital industriel. Ensuite, il faudra recourir à l'expropriation et à l'appropriation collective du capital-argent et du capital foncier. Ainsi : appropriation collective : 1. du capital financier (banques, fonds publics et privés, au moins jusqu'à un certain taux) ; 2. du capital industriel, et 3. du capital foncier. Pour ce dernier, il faut distinguer le *sol* et les *exploitations agricoles*. Les grandes exploitations seront socialisées, les petites restant entre les mains des producteurs immédiats. Quant au sol, c'est-à-dire à la source de la rente foncière (comme fermage, loyer ou intérêt hypothécaire) il sera lui aussi socialisé, c'est-à-dire que la propriété en sera remise à l'Etat, aux communes et aux associations

coopératives. En somme, tout ce qui fonctionne comme capital doit devenir propriété collective, sociale, par conséquent aussi la rente et le profit que les grands capitalistes en tiraient.

Mais le capital, accumulé ou liquide, n'est tel que parce qu'il met en branle le travail, et qu'il procure des profits, c'est-à-dire d'abord un surplus, de la plus-value. Comment la transformation de la propriété sur les moyens de production influera-t-elle sur la formation et la répartition de la plus-value ?

Kautsky esquisse la question comme on l'a vue précédemment, sans avoir les motifs qu'auront les bolcheviks en 1918 (savoir, une guerre civile et la reconstitution d'une économie effondrée et minée). Il passe à des questions qui ne touchent qu'indirectement au problème, en partie parce qu'il se refusait toujours à revenir sur les critiques adressées par Marx au programme de Gotha, dont la franchise brutale et rigoureuse est loin de ses circonlocutions. Il demande : comment « intéresser l'ouvrier au travail », comment le retenir à l'usine ? Si ce n'est plus la force, la faim, la menace de chômage, comme dans les rapports capitalistes, qui obligent le salarié à revenir toujours à la porte de l'entrepreneur, qu'est-ce que ce sera ? Nous savons fort bien aujourd'hui que ces « stimulants » ne cesseront pas de jouer, bien que sous une autre forme, même sans marché concurrentiel du travail. Kautsky n'envisage que quatre stimulants ou motifs, et en somme ce sont ceux qui se sont retrouvés en U.R.S.S. et qui peuvent fort bien aller, sous une forme extrême, jusqu'à la menace de la faim et le pouvoir de police.

Ces quatre stimulants sont : 1. l'habitude, 2. la discipline prolétarienne, 3. l'attrait du travail, 4. la différenciation des salaires et avantages divers. Il n'est pas difficile de montrer que ces stimulants, dans les conditions sociales de transition, peuvent se ramener à ceux qui jouent dans les rapports capitalistes, quoique sous de nouvelles formes. En tout cas, c'est ce qui s'est passé dans les socialismes d'Etat que nous connaissons. Nous aurons à examiner ce que signifie leur cristallisation, leur caractère durable, et si cette forme du travail, comme nécessité, n'est pas liée à une série de nouvelles contradictions (surtout dans la distribution du surproduit). Pour le moment, notons que les objections bourgeoises, faites dès 1845, contre le « fonds communiste », déjà stigmatisé par Stirner, ne peuvent rien contre l'évolution historique. Ces contraintes ne peuvent être dépassées d'un seul coup, comme dans le pays de Cocagne. Le tout sera de savoir quelle direction elles pren-

ment. Notons un autre point. Kautsky ne dit pas si la journée de travail sera sensiblement réduite (par exemple à 5 ou 6 heures) dès qu'interviendra l'expropriation. Il raisonne implicitement comme si la *masse* de la plus-value devait rester constante ou en accroissement, et comme si l'élévation de la productivité devait, sur cette base, permettre un accroissement considérable du fonds de consommation.

1. *L'habitude* : Kautsky la considère à la fois dans le sens d'une routine, d'une force conservatrice, d'un préservatif contre l'ennui, et dans celui de la perpétuation de saines conditions d'activité du corps. Il reconnaît que c'est un stimulant assez faible. Inutile d'y insister. En tout cas, l'habitude est une forme d'auto-contrainte personnelle et collective qui se détériore aussi vite qu'elle s'acquiert. Elle se fonde sur la passivité et la routine. L'industriel capitaliste lui-même, dans ses caractères modernes de mobilité, cherche à la briser.

2. *La discipline prolétarienne* : dans un puissant mouvement de révolution, il est évident que cette discipline volontaire, même limitée à une minorité, joue un rôle essentiel, l'exemple de l'U.R.S.S. l'a montré, et celui de la Chine ou de Cuba le montrent aujourd'hui. Dans cette discipline, il faut faire entrer l'émulation, la propagande, la conscience politique, etc., mais aussi l'obligation du travail, qui implique le droit. Une sorte quelconque de contrainte est ici nécessaire. Elle est souvent cruelle en U.R.S.S. ou en Chine, comme ailleurs. L'exemple, le bon exemple, prend l'allure d'un : tu dois ! Tout dépend des conditions politiques, de l'organisation, des coutumes, des mœurs dans lesquelles s'exerce cette discipline. La démocratie ouvrière doit laisser une certaine pluralité de méthodes s'instaurer, dans le cadre du « contrôle ouvrier » ; l'essentiel est ici que la masse des producteurs doit être laissée à même d'organiser ses propres formes internes de contrainte collective. A noter qu'une étude des comportements de contrainte collective — qui n'a jamais été faite avec franchise — serait d'une importance primordiale pour la compréhension des balbutiements premiers des rapports socialistes, à condition qu'on n'en dissimule pas le ressort coercitif. Il serait déjà assez utile d'esquisser un classement des formes qu'ils peuvent prendre, et qui va de l'assentiment passif, de la coopération par exigence supérieure, ou du désir d'entraide par réciprocité, à l'acceptation des limites d'expression du moi et à la frustration en passant par la satisfaction égalitaire.

3. *L'attrait* : le stimulant est bien faible. Faire du « travail » un « plaisir », dans les conditions de la technologie moderne, est presque toujours une mystification. Bien des choses peuvent être améliorées dans la périphérie du travail (pause, hygiène, sécurité, distraction, etc.) ; mais tant qu'il y a travail, il y a effort, et cela plaira rarement de façon directe. Il y faut des médiations. Ici aussi la grande question est celle de la durée de la journée ou de la semaine totales de travail : 5 heures ou 10 heures, cela change beaucoup de choses.

4. Reste le stimulant capital, dans lequel se résument tous les autres : le *salaire*. Kautsky s'en explique un peu plus longuement. La société socialiste du début connaîtra un salariat, c'est-à-dire que l'emploi de toute capacité de travail y sera rémunéré, en fonction de son exercice mesuré, et que l'économie restera monétaire. Il ne s'agit pas de « salaire » en bons de travail (mesurés en temps), dont parle Marx dans ses notes, mais de salaires en argent. Le salaire en argent restera donc la mesure de la satisfaction des besoins définie par la solvabilité. Même l'extension des salaires en nature, ou sociaux, les avantages « gratuits », c'est-à-dire payés par l'impôt versé à l'Etat, proviennent du fruit du travail, donc seront une forme de salariat plus ou moins collectif. Le fonds de consommation privée distribué socialement sera assimilé au fonds de consommation du salaire direct. Tous deux rémunèrent d'abord le travail nécessaire, et pour une petite fraction supplémentaire proviendront de la plus-value ouvrière qui reviendra indirectement aux ouvriers sous forme de services publics.

Kautsky estime pourtant que même dans ce cas l'argent ne sera plus la mesure des valeurs. « Rien n'est plus erroné, dit-il, que de croire qu'il incombe à un régime socialiste de faire exécuter rigoureusement la loi des valeurs, de veiller à ce qu'il y ait égalité entre les valeurs échangées... La loi des valeurs est plutôt une loi propre à la société productrice de marchandise » (p. 156). Ici, Kautsky suit apparemment ce que Marx pressentait, et son raisonnement est théoriquement inattaquable, bien que l'évolution concrète présente les choses un peu autrement. La société socialiste n'est pas tenue de faire exécuter rigoureusement la loi des valeurs. Sans doute, elle n'y est pas tenue. Mais, le fait est que dans le cadre du socialisme dans un seul pays, elle s'y tient ; et elle s'y tient parce qu'elle ne peut pas faire autrement tant que la productivité générale de la société totale (secteurs socialistes et non socialistes) ne permet pas de s'en passer, pour des raisons différentes :

la société socialiste, tant qu'elle n'aura pas *largement dépassé* les taux de productivité capitaliste ; et la société capitaliste, parce qu'elle est précisément fondée sur la loi des valeurs.

Kautsky pouvait croire qu'un régime socialiste ne serait pas obligé de « faire exécuter rigoureusement la loi des valeurs », autrement dit qu'il pourrait apporter des correctifs au jeu de cette loi. L'expérience a montré qu'il ne peut être question de « faire exécuter » cette loi comme on manie un marteau. Une loi économique n'est pas un mètre-étalon déposé dans un institut, ou un article du code pénal, qu'on utilise ou non à volonté. C'est l'énoncé de rapports constants entre phénomènes objectifs. Ce que la volonté individuelle ou collective peut faire, c'est d'en modifier certains effets, dans certaines limites, en attendant que de nouveaux phénomènes, objectifs si c'est possible, la rendent caduque. D'ici là, la loi de la valeur peut être corrigée dans certains effets partiels, mais sans que l'équilibre global fondé sur celle-ci soit supprimé. C'est le cas lorsque le jeu des prix du marché, ou les coûts de production, sont altérés par des subventions d'Etat ou de monopoles, ou lorsque les institutions nationales ou internationales procèdent à des redistributions de revenus dans de vastes groupes sociaux. Ces altérations sont d'ailleurs le fait du capitalisme de monopole ou d'Etat presque tout autant que du socialisme étatique. De toute façon il y a homologie entre le « niveau social moyen » qui fixe la grandeur des valeurs produites et consommées dans le capitalisme, et le rapport entre le volume de la production et le fonds des salaires dans la société socialiste.

Kautsky rappelle dans quelles conditions joue la loi de la valeur dans le régime capitaliste. La valeur de la *marchandise*, du produit mis sur le marché et produit pour lui n'est pas fixée par un temps absolu, le temps qu'il a fallu réellement pour produire tel ou tel objet, mais par le temps « socialement nécessaire », moyen, qui est en réalité le temps le plus court possible, optimum. Celui qui produit avec un temps trop long, c'est-à-dire en fin de compte avec un coût en temps-travail trop élevé, s'élimine du marché. Ce principe de la rentabilité du travail fixe l'égalité des échanges de valeurs dans la société capitaliste. Ce temps socialement nécessaire ne dépend pas seulement des capacités techniques et sociales, de l'ensemble des besoins sociaux de la production et de la consommation dans un état de civilisation donné. Il y a des rapports étroits, une certaine proportionnalité entre les exigences en travail des différentes branches de l'ensemble de l'industrie hautement

différenciée et ramifiée de notre époque. C'est pour cela que, même en l'absence de *plan* directeur de l'économie, une certaine proportionnalité s'établit entre les valeurs des différentes branches de production (même si nous laissons de côté la question du profit) ; mais cette proportionnalité s'établit à travers la concurrence, la lutte pour des taux de profits supérieurs à la moyenne, et finalement des crises de surproduction relatives, partielles ou générales, le tout sous la direction d'une classe d'entrepreneurs que l'Etat soutient de plus en plus quand il n'en arrive pas à se substituer à lui.

Dans une société socialiste, la valeur devrait jouer un autre rôle. Elle ne sert plus la *régulation*, mais la *mesure*. Pour régler, elle mesure aussi, mais maintenant elle mesure d'abord, et au lieu de régler le rythme de la production et des échanges, c'est elle qui est réglée par le niveau général de la production et des échanges contrôlés. Autrement dit, la valeur de travail pourra être mobile, et mesurée par les quanta disponibles de la somme du travail social, c'est-à-dire du surproduit social redistribué à la masse. Cette transformation n'est, bien entendu, possible que parce qu'il ne s'agit pas de restituer à chaque *individu* le « produit intégral » de son propre travail, mais de redistribuer à *la masse*, à l'ensemble des producteurs, le surproduit total, défalcation faite des besoins en réserve, accumulation et frais d'improductivité, et au prorata du travail fourni par chacun. Dans ces conditions, l'argent ne serait plus lui-même une valeur, équivalent général de toutes les autres ; il ne sera que le signe du droit proportionnel de chacun à la masse du produit et du surproduit, et sa valeur serait significative d'un pouvoir d'achat réel déterminé. Il y aurait encore de l'argent, mais sa fonction aurait changé comme celle de la valeur elle-même. « Lorsque la propriété des moyens de production sera collective, dit Kautsky, la production sera aussi réglée collectivement. Il ne sera plus nécessaire de la régler par l'échange de valeur égales. En même temps, l'argent ne sera plus la mesure des valeurs. La monnaie métallique pourra être remplacée par toute autre monnaie. Les produits pourront être maintenus à des prix indépendants de leur valeur. Mais le temps employé à les produire sera toujours d'une importance capitale dans leur évaluation... » (p. 160).

En somme, au lieu d'être *le prix de la force de travail considérée comme marchandise*, oscillant autour de sa valeur en fonction de l'offre et de la demande, de sa qualité, des résistances sociales antagonistes, etc... il deviendra la quote-

part qui revient au travailleur, au prorata de la durée et de la qualité de son travail, sur l'ensemble du produit social. En somme, le niveau des salaires dépendra de la grandeur de la somme des produits qu'on pourra répartir (au lieu d'être ramené toujours au plus près des frais d'entretien, quelle que soit la somme des produits et surproduits). Les salaires seront inégalement répartis, mais leur distribution sera liée directement au niveau général de la production, c'est-à-dire en définitive à la productivité. L'offre et la demande pourront encore jouer un rôle limité dans la distribution de la main-d'œuvre entre les différentes branches, mais ne sera plus l'instrument du réglage permanent au niveau minimum des valeurs d'échange. Dans ces conditions, il ne peut jamais y avoir de « surproduction ». Tout dépendra donc de l'accroissement de la production ou plutôt de la *productivité* (terme que Kautsky n'emploie pas) ; et c'est là que gisent les difficultés.

La suppression de la consommation capitaliste oisive ne suffira pas à permettre par elle-même une forte hausse des salaires ; on l'a bien vu en U.R.S.S. Les « défalcatons » nécessitées par la consommation sociale et par l'administration absorberont sans tarder autant, sinon plus que la consommation capitaliste. Quant aux fonds nécessaires à l'accumulation élargie socialiste, ils devront dépasser ceux que la classe capitaliste consacrait à la production, et par conséquent cela suppose autant de défalqué encore sur la consommation des producteurs. La grande question est donc celle du niveau immédiat de la *productivité*, du niveau technique et de l'approvisionnement en matières premières. Kautsky, raisonnant sur le cas de l'Allemagne, est assez prudent parce que l'Allemagne n'est pas si riche (surtout au point de vue des sources énergétiques modernes de son temps — chutes d'eau, pétrole, — et de l'agriculture). L'expérience de l'U.R.S.S., de la Chine, maintenant, montrent justement que le retard technique est l'obstacle fondamental à une croissance très sérieuse de la consommation, même une fois que la bourgeoisie propriétaire est éliminée (sans compter les effets de la croissance démographique, les « lois de population » commençant à changer de sens quand le plein emploi est assuré par le système économique).

3. *Engels dans la question du Logement, contre Proudhon.*

Engels, tout comme Marx, n'avait pas manqué de lier la possibilité de distribuer une proportion croissante du surproduit, c'est-à-dire d'accroître la consommation, à la producti-

tivité croissante et à la haute efficacité technique préparée par le capitalisme. Il y insiste chaque fois qu'il polémique contre les recettes artisanales et égalitaires de Proudhon. Dans *La question du logement*, en 1872, il y revient de la façon suivante : « Le petit bourgeois Proudhon désire un monde où chacun finisse un produit isolé, autonome, qui soit directement consommable et échangeable sur le marché. Et pour que chacun récupère toute la valeur de son travail dans un autre produit, l'exigence de la « justice éternelle » serait alors pleinement satisfaite... » Mais, ajoute-t-il, le monde est déjà détruit par la marche de l'industrie moderne : « Le travail social lui est substitué grâce aux machines et aux forces de la nature domptée... » Le produit fini est l'œuvre d'une coopération très ramifiée dans le temps et dans l'espace. C'est grâce à cette révolution industrielle, technique et sociale que « la force productive du travail humain a atteint un tel niveau que la possibilité est donnée — pour la première fois depuis que les hommes existent — de produire suffisamment, avec une division rationnelle du travail entre tous, non seulement pour assurer une large consommation à tous les membres de la société et constituer un fonds de réserve productif considérable, mais aussi pour que chacun ait encore assez de loisir ».

Ceci était écrit en 1872. En 1969, la productivité a atteint un tel degré, comparé à celui-là, que le produit social est devenu une quantité encore plus grande. Pourtant, cette extension s'est trouvée freinée par un processus en feed-back, par suite : 1. d'un développement démographique gigantesque, qui absorbe une fraction considérable du produit et du surproduit ; 2. de la puissance grandissante des monopoles et de l'Etat ; 3. de l'inégalité croissante entre les productivités par nations ou régions (d'où colonisation sous des formes multiples à grande échelle). Je reviendrai sur ces points plus loin. L'important, comme le dit Engels, c'est qu'avec la *productivité* « nous touchons au point essentiel » (p. 26, éd. franç. de 1936) pour des rapports socialistes : « dès que la force productive du travail humain a atteint ce niveau, disparaît tout prétexte pour le maintien d'une classe dominante ». En somme l'industrie moderne a créé des produits où personne ne reconnaît plus ses petits. On ne peut dire qu'un produit a été créé par celui-ci ou celui-là. Il y a dépersonnalisation à peu près complète du produit, et aujourd'hui sous une forme telle que vraiment les produits sont devenus des entités collectives, quasi-abstraites, au point que certains produits essentiels, notamment énergé-

tiques, comme le gaz ou l'électricité, existent à peine de manière sensible ; et telle que les objets reproduits avec une vélocité inouïe peuvent aussi s'user et être remplacés avec une telle rapidité qu'au lieu de détenir un objet durable, le consommateur n'a plus entre les mains que le modèle de l'année *x*. Les produits industriels tendent à rejoindre sur ce point les produits alimentaires, de sorte que toutes les denrées deviennent « périssables ». Ce qui subsiste de plus durable, ce sont les machines, mais elles sont si complexes que leurs éléments proviennent de presque tout l'ensemble des branches industrielles. C'est sur ces faits que sont bâties toutes les rhapsodies technocratiques : M. Dupont s'éveille dans un drap de coton qui lui vient du Kasakstan, tissé à Manchester, et boit un café du Brésil, en pensant à sa voiture de Détroit, etc... Comme dit Engels, « l'industrie moderne dissimule précisément la part de chacun dans le produit total ». Il est difficile aujourd'hui de préciser ce qu'est un produit « fini ».

Le produit est un stade à peine découpé dans un flux quasi-continu, de sorte que le produit fini lui-même se prolonge dans les « pièces interchangeables » ou « de rechange », puis dans les déchets et le rebut, souvent utilisables à leur tour. Dans l'ensemble, le produit semi-fini représente une proportion croissante de la production, si bien que la division entre moyens de production et moyens de consommation, toujours nécessaire, se voit altérée par une série d'états d'intermédiaires qui créent de nombreuses difficultés stratégiques dans l'établissement des bilans du revenu national ou par branches.

Le rôle que la haute productivité doit tenir dans le jeu de la loi de la valeur, Kautsky est bien loin d'en comprendre tout le sens. Il y voit surtout une abondance de biens consommables, comme le font tous les publics aujourd'hui, en U.R.S.S. comme aux Etats-Unis. Mais la haute productivité entraîne des effets plus complexes, et qui affectent toute la structure de l'industrie, de la consommation, et des rapports sociaux qui y sont liés. Quelle que soit la formule de mesure, la productivité est un rapport entre le produit et les moyens de la production : qu'on évalue le produit en quantité d'unités, en volume, en valeur, en utilité, en durabilité ou autrement ; et qu'on estime le producteur en nombres, en salaires, ou en temps d'opération, il reste que ce rapport est la clé de tout le développement. Ce n'est pas l'effet global, la quantité de produits disponibles, qui est l'essentiel (ce qui faciliterait beaucoup la solution des problèmes de répartition), c'est le fait que cette masse disponible

de biens et de services dépend d'une certaine quantité de travail et d'une certaine quantité de moyens de production (machines et outillage automatiques, de plus en plus) : la première quantité doit être décroissante devant la seconde. La lutte pour l'établissement de ce rapport a pour enjeu un autre rapport, racine du précédent : celui du travail nécessaire et du sur-travail. Kautsky ne va pas jusque là. Les planificateurs soviétiques ne peuvent l'ignorer ; ils se débattent avec lui.

4. *L'accroissement de la production.*

L'accroissement massif de la production et de la productivité, *au-delà du niveau atteint par les bastions capitalistes*, est donc l'une des conditions nécessaires de la création d'un surplus consommable qui puisse faire perdre peu à peu à la valeur son rôle de régulation à la fois dans les échanges et dans la mesure de la proportionnalité des répartitions selon le travail. Et c'est bien en effet à ce problème-là que se heurte de plus en plus l'économie soviétique.

Les monopoles, dit Kautsky, n'augmentent la production que parce qu'ils cherchent les profits les plus élevés, en fermant les entreprises déficitaires, concentrant les entreprises, abaissant les prix de revient unitaires, et restreignant la production là où les profits deviennent insuffisants ou aléatoires. L'industrie socialiste, au contraire, « enverra aux exploitations en activité les ouvriers devenus superflus là où l'exploitation a cessé » (que cela soit une tâche difficile, l'exemple de l'U.R.S.S. et de la Chine le montre ; la contrainte y demeure nécessaire). En tout cas, le plein emploi suppose une mobilité accrue des ouvriers, surtout dans une industrie en pleine expansion. D'autre part, l'organisation de la production peut permettre le plein emploi de l'outillage par des équipes se relayant. Kautsky donne vers 1900 des chiffres qui pèchent évidemment par optimisme, comme on peut le voir maintenant. « Si aujourd'hui, écrit-il, leur journée de travail est de 10 à 11 heures, on pourrait la réduire à 8 heures à peu près pour chaque équipe. A partir de ce moment, on travaillerait donc journalièrement 6 heures de plus, l'utilisation des machines augmenterait en proportion, quoique chaque ouvrier travaille deux heures de moins qu'auparavant. » Aujourd'hui, certaines entreprises font les 3×8 , c'est-à-dire que si l'outillage travaille 24 heures sur 24, les ouvriers n'en travaillent pas moins 8 heures par jour, c'est-à-dire autant qu'il y a cinquante ans.

D'une façon générale, estime Kautsky, « la production totale pourra être le double de ce qu'elle est aujourd'hui — en faisant complètement abstraction de toute confiscation des capitaux — en même temps que la journée de travail sera réduite de moitié ». En fait, depuis 1900 la production a décuplé, centuplé parfois, et a atteint des domaines inconnus à l'époque (pétrole, chimie, électronique, énergie nucléaire, etc.), mais les salaires directs réels n'ont pas suivi la même courbe ascensionnelle, ni en U.R.S.S., ni aux Etats-Unis, et la journée de travail atteint toujours 8-10 heures en moyenne. Si la valeur réelle des salaires en U.R.S.S. a augmenté depuis cinquante ans, c'est proportionnellement beaucoup moins que la productivité, tandis qu'en Europe, ils ont eu plutôt tendance à stagner en valeur réelle.

Kautsky parle aussi de la diminution des *frais de direction* et *d'administration*, du nombre des *intermédiaires*, etc... Inutile d'entrer ici dans ces questions. L'expérience apprend que les frais ont augmenté justement de ce côté, et c'est en examinant pratiquement ce qui se passe en U.R.S.S. que nous pourrions le mieux observer ce que signifie cette pléthore bureaucratique, talon d'Achille du socialisme d'Etat, et peut-être du socialisme tout court. En tout cas, Kautsky, comme tous les socialistes marxistes, y voit surtout un parasitisme à réduire. En résumé, les deux méthodes essentielles pour élever la productivité ouvrière sont : la suppression des occupations parasitaires et la concentration de l'exploitation dans les établissements techniquement les mieux outillés. La production serait portée à un tel niveau qu'on pourra élever beaucoup celui des salaires réels, c'est-à-dire la valeur du travail nécessaire par rapport au surtravail, en réduisant fortement la journée de travail. « Chaque hausse des salaires, chaque réduction de la journée de travail, donnera un nouvel attrait au travail et attirera vers la production des ouvriers qui jusqu'alors s'occupaient en parasites, étaient domestiques, détaillants, etc. Plus les salaires seront élevés, plus il y aura d'ouvriers, par conséquent moins il y aura d'oisifs dans la société et plus on produira et plus les salaires seront élevés » (p. 176).

Kautsky examine ensuite la question du *plan* dans la production et l'accumulation élargie. Il fait remarquer qu'il existe même sur le marché capitaliste une certaine répartition des productions qui n'est pas fortuite ; bien que l'entrepreneur privé, la société anonyme ou le monopole produisent pour le profit et non pour satisfaire le besoin, ils sont tout de même

obligés de trouver le profit dans la satisfaction de grands besoins de base. Il y a d'abord la production de moyens de production, qui, à certains stades, n'a guère lieu que « sur commande », c'est-à-dire, selon un plan plus ou moins révisible ou extensible ; sur ce marché les monopoles font régner un certain ordre qui empêche toute anarchie des prix. Quant aux moyens de consommation, surtout l'alimentation, le vêtement, l'habitation, les ustensiles de la vie courante, de ménage, les moyens de transports, etc., leur production a lieu dans des proportions relativement stables à court ou moyen terme. Les marchés sont donc ainsi déjà quelque peu organisés et réglementés à l'avance, et le plan socialiste n'a qu'à partir de là. Inutile d'insister ici sur les difficultés immenses que présentent ces problèmes, malgré la facilité des solutions théoriques. La vie sociale n'est pas l'algèbre.

5. *La plus-value.*

Reste une question décisive. Kautsky ne parle pas dans tout le livre de plus-value, ni de surproduit, ni de surtravail. Il raisonne comme si la masse du produit était socialement créée et répartie comme un tout, et comme si l'on n'avait plus à considérer dans le produit total ce qui correspond au travail nécessaire et ce qui correspond au surtravail. Nous savons que Marx laisse en somme la question pendante dans ses notes sur le programme de Gotha. Pourtant, la transformation partielle du produit en fonds de subsistance d'improductifs, de parasites, voire d'oisifs, et même la transformation d'une autre partie de ce fonds en services sociaux, en frais d'administration, en dépenses militaires, etc. devait poser à Kautsky la question suivante : le « surplus social » est-il une plus-value, et dans quelle mesure l'est-il ? Cette plus-value équivaut-elle à une exploitation ? Et s'il y a encore exploitation, de quel genre est-elle, comment évolue-t-elle ? Et s'il ne s'agit plus d'une plus-value, en quoi consiste la transformation ? Kautsky, comme presque tous les socialistes avant 1917, élude le problème, pour deux raisons : l'une, c'est que les critiques bourgeois, n'admettant pas l'existence de la plus-value dans leur propre système, n'envisagent pas non plus sa perpétuation dans un système différent. Il n'y avait donc rien à dire contre eux à ce sujet. L'autre, c'est qu'il paraissait difficile de parler aux ouvriers de la plus-value, même dans un sens nouveau, alors qu'on ne cessait de leur répéter que cette plus-value, prélevée sur leur sueur, était le péché par excellence de la société capi-

taliste. Ce sont là deux raisons qui font qu'en somme la question ne se reposa que lorsque l'évolution de l'économie soviétique la mit pratiquement à l'ordre du jour.

Les critiques bourgeois, des centaines et des centaines d'économistes ou de publicistes ont répété depuis un siècle et demi que la mécanique de la création de la plus-value était une invention de Marx, et non un fait réel ; que le produit est le fruit de la coopération de nombreux « facteurs », dont le capital, et que par conséquent le « profit » provient de la combinaison de nombreux facteurs également productifs, et qu'il doit rémunérer ces différents facteurs (le salaire est alors cette rémunération pour le facteur « travail »). A ces contes bourgeois toujours enseignés dans les universités, les « modernes » ont ajouté d'immenses subtilités statistiques, qui n'ont rien changé au raisonnement. Au fond, ils n'ont fait que reculer en théorie depuis que Petty, Stewart et les physiocrates ont étudié le produit net. L'école des utilités, des marginalistes, soit sous la forme autrichienne, ou sous la forme de Pareto, soit enfin Keynes, n'ont rien changé d'essentiel à ces fadaïses, que Marx avait très bien connues dans leur essence (comme on le voit par exemple, dans ses notes contre Ad. Wagner, et dans les réponses d'Engels à Böhm-Bawerk, Sombart, etc.). L'étude des monopoles, des marchés fermés, des crises, du plein emploi, etc. sont toutes bâties sur la thèse des « facteurs de la production » et la négation de la théorie de la plus-value. C'est pourquoi ces critiques ne se sont jamais intéressés au problème de la plus-value dans les rapports socialistes. Tout au plus se sont-ils montrés intrigués par les capacités de l'accumulation en U.R.S.S. Tout leur effort a consisté à démontrer : que des rapports socialistes sont, en général, illogiques et contre nature. Même quand un Schumpeter, devenu sceptique sur le tard, constate, d'après l'exemple russe, que le « socialisme » peut fort bien fonctionner (il entend par là l'économie sans propriété privée dans le cadre de l'Etat), il laisse de côté le problème du surproduit, qui n'en est pas un pour lui. C'est pourquoi la question ne pouvait se poser que chez les socialistes, soit avant la révolution, soit après parmi les bolcheviks et les économistes soviétiques. C'est pour la même raison que les critiques bourgeois sont incapables d'apporter la moindre analyse sérieuse (ni aucune critique) de l'économie soviétique, se bornant soit à l'accabler de hautes spéculations morales,

soit à lui prédire un avenir capitaliste libéral, soit à la considérer comme un capitalisme de monopoles aberrant. Dans tous les cas, au dire de ces critiques, l'analyse marxiste n'aurait rien à y voir.

Quant aux socialistes avant 1917, et surtout autour de 1900, leur opportunisme, en général, les a empêchés d'aller au fond de la question. Ces notes de Marx sur le programme de Gotha étaient entre eux sujet brûlant. Leur franchise incitait le propagandiste à la prudence, de sorte qu'on voit Kautsky s'en inspirer sans risquer une interprétation originale. Marx y dit que la valeur, telle qu'elle joue comme régulateur du marché capitaliste, disparaîtra, et Kautsky le répète. Il répète aussi qu'elle conservera un rôle de mesure. Mais comment s'opérera cette mesure, et à quoi sert-elle, voilà ce qu'il n'examine pas. Marx disait franchement qu'elle servira à mesurer d'une part la proportion du produit social qui ne retournera pas à la masse des producteurs (les « défalcatons »), et d'autre part à régler la quote-part des producteurs individuels dans la partie de la valeur qui leur revient (salaire). Transférée dans le mécanisme de l'économie soviétique, cette indication générale devient : quel est le principe de la rentabilité soviétique, quels sont les taux de profit à atteindre et observer, et par quels moyens ? Quelles sont les normes de différenciation des salaires qui correspondent à ces normes de rentabilité, aux exigences de l'accumulation, etc. ? En somme, le problème du surproduit a été considéré de plus en plus sous deux angles : celui de la productivité et celui de la répartition. Que le surproduit, la plus-value, soit ou non le fruit d'une « exploitation », la participation à son partage est la source de différence d'appréciation du travail (valeur) qui implique des inégalités. Dans quelles mesures ces inégalités peuvent-elles prendre la forme d'une exploitation ? Encore ne s'agit-il ici que des rapports théoriques d'une « économie ». Si l'on considère directement le cas de l'U.R.S.S., il faut y ajouter les conditions de l'Etat autonome en relation d'un côté avec des économies capitalistes et de l'autre avec des économies socialistes d'Etat homologues. En 1900, il ne s'agissait pas de problèmes pratiques. Pourtant, c'est à partir de données pratiques que Kautsky et Bernstein ont essayé d'y répondre.

6. *Les remarques de Bernstein.*

Bernstein s'est tout de même demandé quel sens avait au juste la théorie de la valeur (1). La discussion qu'il a ouverte à ce sujet dès 1899 se poursuit jusqu'à nos jours, et on en retrouve certains éléments dans la polémique ouverte par Léontiev et les économistes staliniens en 1943 et plus encore dans les thèses des économistes « révisionnistes » de l'U.R.S.S. depuis 1960, comme Kantorovitch, sans parler de certains « révisionnistes » keynesiens comme J. Robinson. La valeur-travail, et la plus-value, sont-elles des faits concrets, des hypothèses logiques, des abstractions, des approximations ? Des grandeurs sociales ou particulières, etc ? Ont-elles une signification historique, ou naturelle, permanente ? Ne revenons pas ici à la discussion de tous ces points, dans une grande mesure scolastique. Bernstein, quant à lui, affirme que le *Gebrauchswert*, valeur d'usage, doit être « défalqué » du *Tauschwert*, valeur d'échange. C'est déjà étrange. Ensuite, cette valeur d'usage devra être générale, et non particulière, c'est-à-dire qu'on doit prendre en considération la somme des valeurs, et non chaque composante de la donnée ; ensuite, il faudra en défalquer ou ajouter, socialement, ce qui est en plus ou en moins, par rapport aux prix de marché, qui sont la valeur marchande « réelle ». On ne sait plus trop bien, selon Bernstein, où est alors la valeur, et si sa mesure par le temps de travail a un sens. Cette incertitude, il la formule finalement de la façon suivante : « Il est évident que dès le moment où la valeur-travail n'est plus qu'une formule idéologique ou une hypothèse scientifique, la plus-value devient, à plus forte raison, une simple formule, une formule basée sur une hypothèse. »

Peut-être peut-on trouver à l'existence de la plus-value une justification historique, demande-t-il ensuite ? Mais l'article (posthume) où Engels fait une démonstration historique très poussée de la façon dont la loi de la valeur capitaliste s'est établie (1) ne suffit pas à Bernstein. On ne peut comprendre le *passage* des formes où la valeur-travail apparaît brute, chez l'esclave et partiellement chez le serf, à celles qui deviennent une expression indirecte du travail divisé en deux fractions

(1) L'édition française de son livre principal a été publiée sous le titre : *Socialisme théorique et social-démocratie pratique*, en 1900. Il faut se référer au chapitre III, a. Il faut aussi examiner son ouvrage consacré à Lassalle (*Ferdinand Lassalle*).

(1) Cf. F. Engels, *Pour comprendre le Capital*, Paris, 1936, p. 76.

(travail nécessaire et surtravail) qui ne peuvent être saisies directement ni l'une ni l'autre. En somme, d'après Bernstein, on ne voit pas comment passer d'un fait à une abstraction. Smith, pense-t-il, fait très consciemment de la valeur-travail une « abstraction », une hypothèse explicative, une « formule pour révéler la division du produit du travail c'est-à-dire le fait du surtravail ». En somme, la plus-value, c'est-à-dire la forme monétaire du surtravail, est bien un fait, car il est indiscutable qu'une partie improductive de la population vit du travail des producteurs, et dans ce cas il faut bien qu'une partie du produit ne soit pas réappropriée par le producteur ; mais le concept tiré de ce fait, n'est pas justifié...

Pourtant, Bernstein ne conteste pas la validité du concept de capital, bien que la réalité du capital soit bien plus difficile à saisir que celle du travail et du produit. Il se demande alors si ce concept de valeur-travail se rapporte au *mode* de production, ou s'il se rapporte en même temps à la proportion de *l'ensemble* de la production par rapport à sa consommation effective. En d'autres termes : peut-on dire qu'il y a détermination de la valeur du produit et du surproduit parce que le producteur individuel *y* a passé un temps *x*, ou bien parce que le producteur ne s'approprie que la quote-part du produit social total qui sert à sa consommation à lui ? C'est la deuxième branche de l'alternative qui serait vraie : la plus-value n'est pas une réalité individuelle, mais sociale. Mais pourquoi les deux explications seraient-elles contradictoires ? Bernstein ne le dit pas. Il ne les oppose que parce qu'il oppose l'individu à la société et que dans l'esprit de Proudhon il persiste à voir dans le producteur une unité isolée, alors que Marx avait longuement montré comment le produit d'un *seul* ouvrier était devenu, grâce au progrès de l'industrie, à la division du travail, au marché mondial, etc., la spécification d'un travail collectif, universel.

Dans la situation de l'industrie moderne, c'est plutôt le produit individuel qui est une abstraction, tandis que le processus social de la production est le fait tangible, réel, généralisé seulement en tant que totalité. Mais, pour Bernstein, la production sociale reste une « idée générale », et bien qu'il admette que la production sociale suppose en effet un surplus par rapport à la consommation des producteurs, il ne voit pas comment ce rapport, créateur de plus-value, pourrait être réversible sur les individus. « A ce point de vue, dit-il, c'est-à-dire *en prenant la production dans son ensemble*, la valeur de chaque espèce de denrée particulière est déterminée par le

temps de travail indispensable à la confection, dans des conditions normales, d'une quantité telle de cette denrée que le marché, c'est-à-dire l'ensemble des acheteurs, peut de tout temps consommer. Or, pour les denrées ici en question, il n'existe pas en réalité de mesure pour la consommation moyenne ; et la valeur comprise comme ci-dessus n'est donc plus qu'un fait de nature purement idéologique, construit sur les abstractions. » En somme, si on le comprend bien, c'est la consommation possible, mise en rapport avec la production totale, qui seule peut donner un fondement à la décomposition de la valeur en deux éléments : le travail nécessaire et la plus-value.

Bernstein confond donc le problème de la réalisation de la plus-value sur le marché dans son processus de répartition, avec celui de sa formation, de sa création. Il ne comprend pas que dans les rapports capitalistes fondés sur la location de la force de travail, elle-même marchandise, l'existence du produit social suppose déjà un surproduit, puisque chaque fois que l'entrepreneur paye un salaire à l'ouvrier, il crée *ipso facto* une plus-value, étant donné que nécessairement le salaire n'équivaut pas au prix que le patron vendra le produit sur le marché (moment de la réalisation dans la consommation). Bernstein ne se doutait pas que son erreur, combattue tout de suite par R. Luxembourg, allait pourtant soulever le problème de la « réalisation » de la plus-value, et que R. Luxembourg elle-même allait se poser un faux problème en distinguant la création de la plus-value dans la production sociale et sa « réalisation » dans la consommation générale. Pour le moment, Bernstein ne tire de son analyse qu'une seule conclusion, à savoir qu'il y a des gens qui vivent du travail des autres...

Il poursuit alors en disant que puisqu'on ne peut pas fixer la consommation moyenne (des individus), du moment qu'on veut ignorer leur « utilité », on ne peut pas non plus fixer ce qui est plus-value dans leur travail. Et dans ce cas, on peut tout aussi bien analyser la valeur des marchandises en ignorant la dépense de force de travail qui y est incluse, et en n'en retenant que leur utilité — ce que font Jevons et Böhm-Bawerk. Il conclut alors du simple fait qu'il y a des « improductifs » : « Le surtravail des [producteurs réels] est une réalité *empirique*, démontrable par *l'expérience*, et qui n'a pas besoin de preuves déductives. Que la théorie de la valeur marxienne soit exacte ou non, cela est sans importance aucune pour la démonstration du travail-surplus. Elle n'est pas sous ce rapport, une thèse de démonstration, mais un simple moyen d'ana-

lyse et de mise en évidence. » Bernstein n'est pas exigeant. Mais alors, pourquoi avait-il besoin de Marx ? La constatation « empirique » d'un surplus du travail social, Aristote l'avait déjà faite. Smith et les physiocrates l'analysent et la discutent longuement. Bernstein ne va pas plus loin qu'eux, et il est notable qu'il ne s'attache qu'à la *mesure* de la valeur-travail, et non au processus de sa création. Il ne fait aucune allusion à l'achat et à la vente (au contrat de location) des capacités de travail, caractéristique du salariat, et qui est la clé de ce processus comme *créateur* de la valeur. Il ne veut voir que le surplus social — fait indiscutable et indiscuté — et les possibilités de *répartition* qu'il offre. Il se représente une masse de surproduits, et cherche la transformation dans la distribution : la circulation commerciale, par exemple, en absorbe une notable proportion.

D'autre part, il finit par considérer la consommation ouvrière (salaire) comme une partie de la plus-value qui retourne aux ouvriers, grâce à la différenciation des salaires (1). Il se plaint (p. 73) que « la création de la plus-value relève exclusivement pour [Marx], de la sphère de la production, où la crée l'ouvrier salarié industriel », et insiste sur le fait que « la théorie de la valeur-travail induit en erreur, par ce fait qu'elle réapparaît toujours comme la mesure de l'exploitation de l'ouvrier par le capitaliste, conclusion où mène, entre autres, la qualification de la quote-part de la plus-value comme quote-part d'exploitation, etc. ». Il ne cite comme fait à l'appui de sa critique, que ceci : les ouvriers les plus « exploités » (c'est-à-dire, pour lui, dont les salaires sont les plus bas), se trouvent souvent dans les branches d'industrie où la plus-value et les profits sont les plus bas ; tandis que l'on trouve souvent des salaires très élevés là où le profit est le plus haut.

Bernstein ne comprend donc pas la différence qu'il y a entre la misère et l'exploitation, selon la définition scientifique qu'on peut en donner dans le capitalisme. Il lui aurait suffi de se référer aux rapports établis par Marx entre taux de la plus-value, taux du profit et composition organique du capital.

(1) Il y a ici une question intéressante, mais qui doit être traitée dans un autre cadre. L'expérience de l'économie de l'U.R.S.S., sans parler de celle des pays capitalistes, révèle le fait que la différenciation ou éventail des salaires ne résulte pas seulement de la qualité et de la quantité relative de ceux-ci, mais aussi d'un processus de frustration mutuelle au cours duquel les salariés sont en compétition comme les capitalistes le sont entre eux pour le partage de la plus-value.

Mais il n'a guère dépassé à cet égard le niveau des recherches statistiques les plus superficielles, en montrant ainsi, comme le lui ont répliqué Luxembourg et Kautsky, qu'il n'avait rien compris au *Capital*, ce qui aurait au moins dû le dissuader de le critiquer.

Ses remarques se sont retrouvées chez Graziadei (1) et chez toute une pléiade de « conciliateurs » toujours enclins à remplacer la mécanique réelle de l'exploitation des capacités de travail par une sorte de « synthèse » d'une réalité que l'on peut « améliorer » en jouant sur les formes de la consommation (distribution), pour obtenir une sorte d'effacement progressif de l'exploitation telle qu'elle résulte des formes capitalistes de production et d'appropriation de la plus-value. Telle est la forme fondamentale du « révisionnisme » et du « réformisme » classiques.

Il est assez curieux de constater que le bernsteinisme a trouvé sous ce rapport un regain d'actualité chez les économistes staliniens et post-staliniens, qui s'efforcent aussi d'envisager les conditions de la répartition d'un surproduit social en dehors des conditions de sa création. Les nouveaux rapports de propriété sociale donnent une apparence de justification à cette façon de voir. Mais nous savons que c'est encore une apparence. Dans les conditions de l'U.R.S.S. non plus, il n'est pas possible d'envisager les formes de répartition de la plus-value en dehors de formes de sa création, qui résultent aussi d'un rapport entre créateurs et appropriateurs de la plus-value. Ces créateurs et appropriateurs peuvent très bien être *en un même corps social et économique du point de vue de la propriété* ; ce corps n'en est pas moins divisé et subdivisé en catégories sociales dont le critère d'autonomie ne réside pas seulement dans le genre et la grandeur du revenu, mais aussi dans le rapport de travail immédiat. Ce rapport n'a pas pour base un contrat individuel bilatéral de louage de la capacité de travail, de sorte que le rapport entre la plus-value créée à l'échelle sociale et à l'échelle individuelle n'est plus le même. Les *individus* ne peuvent s'approprier le produit du travail en employant des salariés. Mais la société le peut, et dans la mesure où « la société » ne représente pas les producteurs seuls, mais aussi des catégories improductives économiquement non justifiées, et où se maintient une rareté du produit face à la demande solvable, il est inévitable qu'un échange inégal se maintienne

(1) Voir page 409

entre le produit et la dépense de travail et la rémunération de son usage. Ce n'est plus une classe qui fait violence à une autre sous les apparences du contrat, c'est la société qui se fait violence à elle-même dans certaines de ses catégories. D'où le rôle capital de la bureaucratie comme Etat.

Kautsky fait remarquer que Bernstein est fort obscur sur la valeur (1). Bernstein n'arrive pas à concilier, malgré son éclectisme, valeur d'usage et valeur d'échange. Comme dit Kautsky après Marx, que l'industrie capitaliste, aujourd'hui comme hier, produise pour la vente, le marché, c'est un fait. Que cette vente ne soit possible que parce qu'elle correspond à certains usages ou utilités, imaginaires ou non, suscitées ou non, c'est encore un fait. Mais que la valeur sur le marché de ces utilités, c'est-à-dire leur prix, ne soit pas due à l'utilité elle-même, c'est encore un fait ; car il faut qu'il y ait quelque chose de commun et d'objectivement comparable dans une transaction, et ce ne peut être que ce qui a permis de *créer des objets utiles*, à savoir la dépense de travail, et non l'utilité elle-même. Logiquement, le travail est antérieur à l'usage, de même que le besoin est antérieur au travail. L'objection qui atteint ici Bernstein atteint aujourd'hui toutes les écoles qui le répètent inlassablement, et qui échouent, malgré le raffinement des calculs marginalistes, devant les relations entre choix rationnels (détermination d'allocations optima) et détermination des utilités subjectives et objectives (car il y en a aussi).

Ayant déterminé des constantes, Marx étudie les variables et détermine ainsi le jeu de la loi de la valeur. Lorsqu'il étudiera les fluctuations réelles des prix de marché, il pourra faire intervenir bien des facteurs d'utilité, politiques, culturels, démographiques ou sociaux. Mais la théorie des prix n'aura toujours de sens qu'en fonction de la loi fondamentale de la valeur, qui se ramène en définitive à des rapports entre groupes sociaux. Bernstein, quant à lui, amalgame éclectiquement tout cela dans ce qu'il appelle simplement « valeur économique ». Qu'est-ce que cette valeur inconsistante, demande Kautsky ? C'est une formule de l'amalgame superficiel entre l'école de l'utilité finale et celle de Marx ; ce genre de confusion, je le note en passant, se retrouve dans les spéculations de nombreux économistes soviétiques, parce qu'ils ne peuvent se décider à étudier les transformations de la *création* de la

(1) *Le marxisme et son critique Bernstein*, éd. française, 1900, p. 71.

plus-value (production) dans le socialisme d'Etat, et qu'ils se bornent à parler du rôle de mesure de la valeur-travail dans la *répartition*, comme si dans les conditions de l'U.R.S.S., la répartition de surproduit pouvait être indépendante des formes de sa production. Tout comme Bernstein, en somme, ils concilient sans rigueur la théorie de Marx, bonne comme mesure et instrument comptable, et celle de l'utilité, comme fondement de la consommation, en laissant échapper le lien réel entre les deux.

Un des arguments de Bernstein contre la validité pratique de la loi de la valeur-travail, c'est ce qu'on appelle aujourd'hui « l'hétérogénéité des forces de travail », sempiternellement invoquée par les critiques du marxisme et qu'on retrouve dans les innombrables manuels universitaires. Voici l'antienne : comment comparer deux temps égaux de travaux de *qualité* différente ? On le sait, Marx résoud cette question en estimant que le travail complexe, ou qualifié, est un multiple du travail simple : on peut toujours ramener un travail qualifié à un multiple (ou une grandeur) de travail simple. Comment s'opère ce calcul, socialement et de façon pratique ? Kautsky estime que Marx ne s'est pas expliqué assez clairement sur ce point (« malheureusement il n'est pas revenu sur ces lois pour en expliquer le développement ; il les connaissait déjà, sinon il n'en aurait pas parlé. La théorie de Marx est donc incomplète sur ce point »). Le sagace Kautsky n'avait donc pas compris mieux que Bernstein l'évolution du travail et de la technologie vers le travail « indifférencié ». Aujourd'hui, le processus de réduction est devenu très clair pour tout le monde, y compris les industriels et les capitalistes. L'industrie a détruit de plus en plus le travail qualifié, le métier complet, le caractère *sui generis* des connaissances techniques qualifiées, surtout chez l'ouvrier ; la division des opérations, le développement de l'automatisme et des complexes mécaniques en chaîne dans l'appareil productif ont rendu visible et *mesurable* cette réduction du travail complexe à des travaux simples. D'ailleurs, elle s'opère par changement des données du problème plus encore que par éclaircissement des anciennes. Les arguments repris à Bernstein par tous les sociologues et les économistes ont été réduits en poussière par le mouvement objectif de l'industrie. Il est vrai qu'ils ont été remplacés par d'autres.

Le noyau de l'erreur de Bernstein, c'est d'avoir considéré la valeur-travail comme une simple abstraction générique, une « idée générale », en somme un terme commode pour affirmer

que l'essentiel dans l'objet *produit* pour le marché, c'est d'avoir été *produit* : opérations qui l'ont fabriqué, capacité et énergie que l'ouvrier y a appliquée et dépensée ; en même temps, il croit que ce terme est impropre à une analyse scientifique et quantitative du marché, dont seule l'utilité comparée grâce aux prix peut donner la clé. Or, la conception de Marx est à la fois plus générale et plus particulière. La valeur-travail n'est pas une idée quelconque, c'est une catégorie *objectivement fondée*, mais élevée au rang d'une abstraction scientifique. Elle a un sens général parce qu'on la retrouve dans *toutes les sociétés*, et non seulement dans les sociétés capitalistes ; même dans la société socialiste primitive d'aujourd'hui. Travail et surtravail ont un fondement naturel, comme Marx l'a affirmé à maintes reprises. D'autre part, la valeur-travail a un caractère particulier, concret, dans sa forme et son expression individuelles, dans l'appréciation subjective et personnelle qu'en ont les producteurs comme *effort*, et comme *effet produit* (l'objet fabriqué, le service rendu). Ces deux caractères prennent une forme propre aux rapports capitalistes, dont l'essence est la transformation de la capacité de travail elle-même en une marchandise, c'est-à-dire dans le salariat. C'est dans les formes propres de cet échange qu'a lieu la production capitaliste de la plus-value.

Il faut partir de cette forme propre si l'on veut ensuite comprendre sa métamorphose dans des rapports socialistes. Cette métamorphose conserve un caractère de continuité dans la *permanence de l'argent*. Ainsi que répondait déjà Luxembour : « Bernstein oublie complètement que l'abstraction de Marx n'est pas une invention, mais une découverte, qu'elle n'existe pas dans la tête de Marx, mais dans l'économie marchande, qu'elle n'a pas une existence imaginaire, mais une existence sociale réelle, si réelle qu'elle peut être coupée et martelée, pesée et monnayée. Le travail abstrait, humain, découvert par Marx n'est sous ses formes développées, rien d'autre que l'argent » (1). Rosa Luxembour définissait aussi très justement la conséquence la plus générale de la confusion établie par Bernstein dans la théorie de la valeur en disant que « la social-démocratie veut établir *le mode de répartition socialiste* au moyen de *la suppression du mode de production capitaliste* (c'est-à-dire en établissant un *mode de production socialiste*), tandis que la méthode bernsteinienne consiste, tout

(1) *Réforme ou révolution*, Paris, 1932, p. 56.

au contraire, à combattre le *mode de répartition capitaliste* dans l'espoir d'arriver à établir progressivement, par ce moyen, *le mode de production socialiste* » (1). Voilà ce qu'on peut ré péter aujourd'hui à l'usage des « révisionnistes » impénitents.

7. Marx explique l'utilité à Adolphe Wagner.

Il est fort curieux de voir des générations de subtils professeurs, à la suite de Bernstein, Jevons ou Böhm-Bawerk, reprocher à Marx d'avoir négligé la valeur d'usage, l'utilité. Ils ont évidemment lu d'un œil distrait tout ce que Marx a cru bon d'écrire à ce sujet. La doctrine de l'utilité n'était pas une nouveauté, tant s'en faut, vers 1860. Sans compter ce qu'en ont dit les Anciens, notamment Aristote et Xénophon que l'on connaissait fort bien, c'est Galiani et Condillac qui l'avaient défendu contre les physiocrates et Smith. Diderot n'avait trop su qu'en penser. Dès 1845, Engels et Marx l'ont discuté en décortiquant la doctrine générale de l'utilitarisme benthamien (2). Elle existait aussi, ne l'oublions pas, chez Hegel dans les *Principes de la philosophie du Droit*, où ce maître combine sur ce point Ricardo, Galiani et Bentham. Un des derniers écrits de Marx est consacré au *Traité* d'Adolphe Wagner qui reprenait la même rhapsodie. Marx s'y irrite de l'incompréhension de Wagner à ce sujet et précise une fois de plus ses idées (3).

Marx répond d'abord à Wagner, qui alléguait le capital comme facteur de la production de valeur et de plus-value, que lui aussi fait jouer un rôle au capital ; mais ce rôle ne peut se manifester que parce qu'il dérive du *mode de production capitaliste*. Il n'entre pas comme élément dans une simple addition de facteurs. Le *capital* n'est pas un « être », c'est une fonction qui met en branle : 1) les moyens de production qu'il possède ; 2) la force ouvrière qu'il loue ou achète. C'est ainsi qu'il peut « légitimement » s'approprier la plus-value. C'est dans cette mesure qu'il est un « facteur » de la production, et non dans le sens des économistes bourgeois. « Je montre tout au long que [le capitaliste] ne se borne pas à « soustraire » ou à « voler », mais qu'il extorque la production de la plus-value, et donc qu'il

(1) *Ib.*, p. 65.

(2) Dans *L'idéologie allemande*, qu'ils n'ont pas publiée. Voir le 1^o volume du *Nouveau Leviathan*.

(3) Ce texte est publié dans l'annexe du *Capital*, Paris, 1950, vol. III, p. 241.

commence par aider à créer ce qui sera à soustraire ; je montre aussi d'une façon détaillée que même dans l'échange de marchandises, on n'échange que des équivalents, que le capitaliste, dès qu'il paierait à l'ouvrier la valeur réelle de son travail, serait absolument dans son droit — c'est-à-dire le droit correspondant à ce mode de production — en gagnant *la plus-value*. Mais tout cela fait du « gain du capital » non pas *l'élément* « *constitutif* » de la valeur, mais prouve seulement que dans la valeur non « constituée » par le travail du capitaliste il y a une part qu'il peut s'octroyer « selon le droit », c'est-à-dire sans enfreindre le droit correspondant à l'échange de marchandise ».

La confusion relative au « facteur » de la production, déjà signalée chez Bernstein, vient donc de loin, et chez Wagner comme chez Bernstein, elle s'accompagne logiquement d'un rejet de la valeur-travail, c'est-à-dire de la distinction entre valeur d'échange et valeur d'usage, seule la première fondant la production et la distribution *capitalistes*. Wagner s'était rallié, sous l'influence de Rodbertus (que copient tous les « socialistes »-utilitaristes d'aujourd'hui), tout comme Bernstein, et comme le fera encore Cornelissen, à la valeur d'usage comme seule « valeur réelle ». Il accuse Marx de l'avoir écartée « de la science ». Et Marx explique une fois de plus qu'il ne part pas d'une « notion », mais d'un processus concret : la forme sociale la plus simple sous laquelle se présente dans la société actuelle le produit du travail, à savoir la *marchandise* : « c'est elle que j'analyse, et je le fais d'abord sous *la forme sous laquelle elle apparaît*. Or, je trouve ici qu'elle est d'une part sous sa forme naturelle un *objet d'usage*, alias une valeur d'usage, d'autre part le *soutien* (support) *de la valeur d'échange*, et sous ce point de vue « valeur d'échange » elle-même. Une analyse plus poussée de cette dernière me montre que la valeur d'échange n'est qu'une « forme phénoménale », une représentation caractérisée de la *valeur* contenue dans la marchandise. Je ne divise donc pas la valeur en valeur d'usage et valeur d'échange, comme termes opposés, dans lesquels l'abstrait, la « valeur » se scinderait, mais je dis que la *forme sociale concrète* de produit du travail, la « marchandise », est d'une part valeur d'usage, et d'autre part « valeur », non valeur d'échange, car cette dernière n'est qu'une *forme* phénoménale, et non le propre *contenu* de la marchandise ».

Cette dernière phrase, qui résume d'ailleurs ce qui se trouve développé dans *le Capital*, doit être bien comprise. La

valeur, ce n'est pas $A + B$, valeur utile + valeur d'échange. Ce serait là une expression arithmétique dépourvue de sens. Il ne s'agit pas de deux grandeurs qu'on peut additionner, comme deux ronds de saucisse ; la valeur est la substance de la *marchandise*, de l'objet mis sur le marché, c'est-à-dire d'une « forme sociale concrète » du produit. L'industriel ne met pas sur le marché, ni l'Etat ne vend comme services, des objets d'usage quelconque, mais des objets qui doivent être vendus et achetés, des marchandises. Cette forme *apparaît* au consommateur comme objet d'usage utile, car il ne l'achète que pour s'en servir ou en jouir ; mais elle *est* pour le capital et l'ouvrier *valeur* tout court, c'est-à-dire valeur de travail, travail « coagulé ». C'est cette valeur tout court qui devient *valeur d'échange* quand l'objet est mis sur le marché. Tant que ceci n'est pas compris (ou réfuté, et mille économistes patentés s'y sont déjà cassé les dents), impossible de comprendre la transformation de l'économie capitaliste en rapports socialistes de production, et l'altération des rapports de classe qui l'accompagne.

Dans ces conditions, la signification de l'utilité apparaît clairement à sa place, et avec toute son importance. Wagner, dit Marx, n'a pas vu que « dans le développement de la *forme-valeur de la marchandise*, et en dernière instance de sa forme-argent, donc de l'*argent*, la *valeur* d'une marchandise s'exprime dans la valeur d'usage, c'est-à-dire dans la forme naturelle de l'autre marchandise » ; il n'a pas vu non plus que la plus-value elle-même se déduit *d'une valeur d'usage* « spécifique » de la *force de travail*, appartenant exclusivement à celle-ci, etc., etc... ; et que par conséquent chez moi la valeur d'usage joue un rôle tout autrement important que dans l'ancienne économie, mais qu'elle n'est jamais, *nota bene*, prise en considération que là où une telle considération ressort de l'analyse d'une formation économique donnée, et non pas d'une rationacination sur les termes ou les notions « valeur d'usage » et « valeur ».

La distinction entre valeur d'usage et valeur en général, loin de faire disparaître ou de rendre inopérante *l'utilité*, permet de lui assigner le rôle qui est le sien, pour le présent et *plus encore pour l'avenir*. Bernstein n'avait évidemment pas compris grand-chose à ce rapport, et il cherchait assez sottement à concilier les deux « actions ». Il s'agissait de *réalités*, de valeurs objectives, et c'est l'étude des rapports, de la dialectique mesurable de ces valeurs, qui permet d'élaborer des

« lois ». Si l'on tient absolument à désigner ces valeurs comme « notions », il faut toutefois prendre garde à ne pas confondre *valeur* et une *théorie de la valeur*. Les platitudes de Bernstein à ce sujet ont été reprises par toute une série de critiques par-socialistes, Croce, Graziadei, Sorel, et même dans son fond par Pareto. Bien des prétendus marxistes de l'économie stalinienne n'ont guère fait que les paraphraser à leur manière en écartant tout simplement la valeur d'usage de leurs raisonnements, et c'est l'une des raisons de leur confusion touchant la persistance de la valeur dans l'économie soviétique, comme *réalité* et pas seulement comme notion ; comme fondement de la *production*, et pas seulement comme mesure, ou comme « unité de compte » selon l'expression de Bettelheim.

En général, quiconque veut effacer les rapports de classe dans la production de valeur commence par renoncer à tout rapport logique entre valeur, utilité, et échange. Marx, au contraire, souligne ce rapport, et fait remarquer (ce qui ressortait déjà bien assez du *Capital* pour ceux qui savent lire) que le caractère d'usage, d'utilité, joue un rôle tout spécial dans la force de travail par rapport aux autres marchandises. Il écrit que « la plus-value elle-même se déduit d'une valeur d'usage « spécifique » de la force de travail ». Point fondamental ! La *capacité de travail* de l'ouvrier crée de la plus-value, à la fois parce qu'elle est engagée dans un rapport échangiste (qui n'est pas uniquement celui du capitalisme) et parce que son *usage* (et non seulement son échange), c'est-à-dire sa propriété de créer, de fabriquer, suppose qu'elle crée plus de valeur qu'elle n'en absorbe. Il y a un fondement naturel à la production de la valeur et de la plus-value, mais il ne devient structure avec ses propriétés que dans un régime échangiste. Ce caractère spécifique de la capacité ou force de travail n'a bien entendu pas disparu dans la société et l'économie soviétiques, et il ne disparaît pas dans les rapports socialistes élémentaires envisagés par Marx. Au contraire, il peut s'y épanouir avec beaucoup plus de liberté et de clarté, de sorte que l'ouvrier y sera beaucoup plus soucieux de la pression sur son effort, et, ce qui revient au même, que l'Etat et sa bureaucratie feront des efforts multipliés pour nier au maximum son importance. C'est pourquoi les économistes de la bureaucratie prétendent qu'avec la disparition du marché capitaliste disparaît aussi la valeur marchande, et du même coup le rapport d'usage qui se manifestait dans l'échange, la « valeur sociale », comme mesure et règle de la répartition, au prorata du temps de travail, subsistant seule.

B) *Une discussion avec Gabriel Deville.*

Gabriel Deville est un des rares socialistes à s'être posé avec sérieux le problème de la signification du salaire dans les rapports socialistes (1). Deville avait débuté comme « marxiste », propagandiste du Parti Ouvrier Français, du vivant de Marx. Il évolua plus tard vers une attitude beaucoup plus « réformiste ». Néanmoins, répudiant la « violence », il ne chercha pas à réviser les enseignements économiques de Marx. Son abrégé du *Capital*, entrepris, dit-il « sur l'obligeante invitation et sur les bienveillants encouragements de Karl Marx », reste un bon exemple de ce genre assez difficile. L'aperçu sur le socialisme scientifique qui accompagne cet abrégé est simple et clair, dans la ligne de ce qu'ont écrit de meilleur Plekhanov, Labriola et Lafargue (2). Déjà, dans cet aperçu, Deville esquisse les principes de la centralisation de la production sociale dans un régime collectiviste ou communiste, qu'il oppose à la « communalisation » ; celle-ci ne ferait que reporter à un échelon collectif la propriété privée et la concurrence, de sorte « qu'il y aurait inégalité entre travailleurs fournissant une même somme de travail ». Soit dit en passant, ce n'est pas cette inégalité qui serait caractéristique d'un communalisme à la Proudhon, mais plutôt le fait qu'elle interviendrait par le canal de contrats de travail, et par suite d'une accumulation particulière de plus-value. Il note bien ensuite que le socialisme scientifique ne peut « préciser expérimentalement que le mode d'appropriation vers lequel marchent les forces productives ». C'est le mode d'appropriation (corrélativement au mode de pro-

(1) Voir son article de la *Jeunesse socialiste*, août 1895, réimprimé dans *Principes socialistes*, 1896.

(2) On trouve dans les lettres d'Engels à Lafargue des indications précises sur les conditions dans lesquelles a été rédigé ce premier résumé du *Capital*, et sur les corrections qu'Engels y a apportées. (Voir : F. Engels, Paul et Laura Lafargue, *Correspondance*, Paris, 1956-59). Des traductions en anglais et en allemand furent faites sous la surveillance d'Engels. Celui-ci écrit à Kautsky, en 1884 : « En ce qui concerne les questions purement théoriques, le résumé de Deville est le meilleur qui ait paru jusqu'ici. Il a tout bien compris ; toutefois il s'est servi d'expressions assez approximatives que j'ai éliminées dans le manuscrit. La partie descriptive au contraire est rédigée de façon beaucoup trop sommaire, si bien que par endroits elle est totalement incompréhensible pour les gens qui ne connaissent pas l'original... Un nouvel exposé populaire et bref (moitié moins long que celui de Deville) de la théorie de la plus-value est très nécessaire, et l'ouvrage de Deville, en tant que travail théorique, est beaucoup meilleur que les autres. » (K. Marx et F. Engels. *Briefe an A. Bebel, W. Liebknecht, K. Kautsky und andere*, t. I, Moscou, 1933.)

duction) qui régit le mode de répartition des produits. « Il est évident qu'une fois les moyens de production socialisés, c'est-à-dire ayant revêtu comme appropriation la forme communiste qu'ils ont déjà comme action, une distribution communiste suivra. Seulement, elle ne s'opérera pas d'après le vieux cliché si cher aux dévots de l'anarchisme et du possibilisme : chacun donnant selon ses forces, recevra suivant ses besoins » — ce qui nous ramène à l'essentiel des notes de Marx sur le programme de Gotha.

Dans sa conférence de 1895 sur le salaire et la rémunération future, Deville aborde en détail (et il est presque le seul à le faire aussi franchement à l'époque — tout réformiste qu'il fut devenu) la question de la transformation du rôle de la force de travail dans un régime socialiste. La désignation de la rémunération du travail comme salaire présuppose le surtravail, dit-il. On ne devrait donc pas parler de salaire dans des rapports socialistes, car il s'agira d'une « rémunération ne comportant plus surtravail, par suite de la suppression du caractère de capital imprimé à cette heure sur la plupart des moyens de production ». A quoi on lui objecta que le surtravail ne pourrait pas disparaître puisqu'un fonds de réserve est nécessaire, et que celui-ci provient forcément d'un surtravail, c'est-à-dire du travail exécuté en sus du travail « nécessaire ». Deville pense que cette contradiction peut être levée.

Il rappelle d'abord que la formation de la plus-value a un caractère exclusivement historique et non naturel ; c'est ce que diront plus tard Hilferding, puis les économistes staliniens, négligeant *l'origine* naturelle de ce phénomène spécifique. Le surtravail n'est pas la formule théorique d'un *rapport social* qui a toujours existé et existera toujours. En effet, ce n'est pas la nature qui produit des possesseurs de capital d'un côté, et des simples possesseurs de leur force de travail de l'autre ; c'est la société elle-même. « Un tel rapport n'a aucun fondement naturel, et ce n'est pas non plus un rapport social commun à toutes les périodes de l'histoire », selon les termes de Marx. Mais soulignons ici le terme de *rapport*, dont Deville n'aperçoit sans doute pas toute l'importance. Ce qui a une forme historique déterminée, c'est avant tout le *rapport* entre des éléments qui, eux, peuvent avoir une réalité plus durable et plus fondamentale. Si l'on veut, les éléments du rapport ne varient pas tous, dans la succession des structures, de la même façon, ni à la même allure. En ce sens, « l'historicité » d'un phénomène comme la formation de la plus-value n'a rien d'absolu, surtout

si l'on envisage l'avenir et pas seulement le passé. Elle résulte d'une combinaison de plusieurs facteurs dont la diachronie n'est pas du même type, et dont certains confinent à des valeurs naturelles. C'est ainsi que le surtravail a pu exister dans des rapports sociaux aussi divers que l'esclavage, le servage et le salariat, mais sous des formes différentes. Et cela parce qu'un des éléments, au moins, de ce rapport est beaucoup moins élastique ou variable que les autres : à savoir *la capacité de travail* des individus, c'est-à-dire un élément biologique qui comporte des aspects acquis, éduqués, et d'autres assez naturels. La force ou capacité de travail brute (pour autant qu'elle soit déterminable comme telle), a un caractère beaucoup plus naturel, malgré les formes et variations qu'elle présente au cours des processus de travail, que l'appareil de production lui-même, et beaucoup plus encore que le rapport social entre le capitaliste, l'appareil de production et l'ouvrier. Il y a donc bien un élément assez naturel dans la force de travail, et Marx comme Engels ont souvent souligné que c'est ce caractère qui donnait sa spécificité à la force de travail, même engagée dans une fonction de marchandise.

La capacité ou force de travail, éduquée *ou non*, a une propriété que n'ont pas les autres marchandises (à la fois comme marchandise et comme simple *objet*, comme valeur utile), à savoir, de créer plus de valeur qu'elle n'en reçoit. La création de plus-value a donc un « fondement naturel », mais elle n'apparaît de nos jours que dans des *rapports* historiques, sous une forme particulière, qui résulte de l'échange capitaliste de marchandises. Au milieu du *xx^e* siècle, ce rapport est lui-même devenu de plus en plus caché et confus par suite des formes nouvelles d'appropriation de la plus value dues au capitalisme de monopoles et à la généralisation du salariat jusque dans les classes moyennes, chez les techniciens et les intellectuels. De là, on devrait conclure que les *rapports* socialistes introduisent plutôt une forme nouvelle d'appropriation et de répartition de la plus-value (déjà esquissée d'ailleurs dans le capitalisme d'Etat), mais ne la fait pas *disparaître*.

Deville, lui, raisonne comme feront les économistes stalinien ; il n'y a plus de plus-value, puisqu'il n'y a plus de force de travail-marchandise ; mais ce que Deville déduit théoriquement et comme une tautologie, est en tout cas injustifiable dans la pratique de l'U.R.S.S. Naturellement, Deville admet qu'il faudra un fonds de réserve qui ne peut venir que du surtravail. Mais, dit-il, « la persistance d'un fonds de réserve

n'implique pas plus la persistance de la forme actuelle de réalisation de ce fonds, que la persistance de la manière de produire ». Prise au pied de la lettre, cette phrase veut dire que la plus-value prendra de nouvelles formes, comme la production elle-même. Elle disparaît donc, si l'on veut, mais uniquement comme forme d'une appropriation par le capitalisme privé ; et elle réapparaît sous une autre forme. Ce n'est donc pas une disparition absolue, mais une métamorphose. Déjà dans le capitalisme de monopoles et dans l'économie « d'Etat » capitaliste, la réalisation et la répartition de la plus-value subissent de sérieuses transformations par rapport au capitalisme libéral, concurrentiel, encore que la centralisation par les monopoles et l'Etat soit en partie battue en brèche par l'auto-financement, les réinvestissements qui permettent aux sociétés anonymes de disputer quelquefois victorieusement aux Banques l'appropriation des masses les plus grandes possibles de plus-value.

Le surtravail ne serait plus du surtravail capitaliste. Mais Deville tient à ce que cette transformation soit une disparition complète : « Si la reproduction et l'accumulation ont ainsi, aujourd'hui, comme la production, le surtravail à leur base, pas plus que celle-ci elles ne conserveront cette base lorsque le caractère de capital de la plupart des moyens de production aura disparu, et, avec lui, la distinction qu'il implique entre travail nécessaire et surtravail ». Pour tirer cette conclusion, Deville s'appuie sur une affirmation de Marx (*le Capital*, I, p. 228) : « Le régime capitaliste supprimé, le surtravail disparaîtrait, et la journée toute entière pourrait être réduite au travail nécessaire. Cependant, il ne faut pas oublier qu'une partie du surtravail actuel, celle qui est consacrée à la formation d'un fonds de réserve et d'accumulation, compterait alors comme travail nécessaire, et que la grandeur actuelle du travail nécessaire est limitée seulement par les frais d'entretien d'une classe de salariés destinée à produire la richesse de ses maîtres ».

Deville note que cette traduction de Roy, revue par Marx, est moins précise que le texte allemand, qui dit : « la disparition du mode de production capitaliste permet de restreindre la journée de travail au travail nécessaire. Néanmoins, ce dernier, dans les circonstances restant à ceci près égales, augmenterait de durée. D'un côté, parce les conditions de vie du travailleur seraient meilleures et les exigences de la vie plus grandes. D'un autre côté, une partie du surtravail actuel compterait comme travail nécessaire, savoir le travail nécessité

par la réalisation d'un fonds social de réserve et d'accumulation ». On peut tracer le schéma suivant :

Journée de travail

Mode de production capitaliste $\overline{A \quad B \quad C}$
 Mode de production socialiste $\overline{A' \quad B' \quad B''}$

où, comme nous l'avons vu, AB est le travail nécessaire et BC le surtravail, tel que $AC > B'B''$.

La transformation, c'est que BC (= plus-value appropriée par le capitaliste) disparaît comme tel et ne se retrouve comme $B'B''$ qu'en tant que portion du travail nécessaire affectée à la collectivité. Il y a à la fois changement qualitatif, diminution de AC (journée totale de travail), et diminution de BC en $B'B''$. Le secret de cette transformation, c'est la diminution de la journée de travail. Par exemple : $AC = 10$ h, $A'B'' = 7$ h, $BC = 4$ h, $BC = 3$ h. En devenant fraction du travail nécessaire, le surtravail diminue. Le rapport AB/BC est antagonique sur une base de classe (capitalistes et prolétaires), mais il recèle encore des contradictions sur la base de la réappropriation de la répartition du surtravail, c'est-à-dire maintenant d'une partie du travail nécessaire.

Car on peut avoir :

ou $\overline{A \quad B' \quad B''}$
 ou $\overline{A' \quad B' \quad B''}$
 ou $\overline{A' \quad B' \quad B''}$

C'est-à-dire des variations très importantes dans les rapports internes du travail total socialement nécessaire. Ce simple schéma permet d'éclairer, à la fois, les rapports théoriques envisagés par Marx, et ce qui se passe concrètement en U.R.S.S.

Car on peut avoir aussi :

$\overline{A \quad B \quad C}$
 et en U.R.S.S.
 $\overline{A \quad B' \quad B''}$

Soit un travail socialement nécessaire $AB'' > AC$, c'est-à-dire une journée de travail plus longue, et $B'B'' > BC$, c'est-à-dire, le surtravail social plus grand que la plus-value capitaliste. Dans ce cas, on a bien transformation de la plus-value en surtravail socialement nécessaire, mais accroissement de ce surtravail par rapport au travail nécessaire simple (salaire). L'étude concrète de la fonction de la valeur en U.R.S.S. ne peut avoir lieu sans tenir compte de ces rapports variables, dus aux catégories économiques et politiques concrètes.

Deville reconnaît que dans le Livre III du *Capital*, Marx a apparemment écrit autre chose ; quelque chose qui heurte l'idée d'une *disparition totale* du surtravail, mais non celle de sa *métamorphose*. « Le surtravail, lit-on, ou travail au-delà de la mesure des besoins déterminés, sera toujours maintenu. En régime capitaliste tout aussi bien que dans le système esclavagiste, le surtravail est à la vérité l'expression d'un antagonisme et supplée à l'oisiveté d'une partie de la société. Mais la prévoyance contre les incertitudes du travail et l'extension progressive de la production (nécessitée par les progrès de la population et la multiplication des besoins) réclament une certaine quantité de surtravail ». Marx ne joue pas ici au moraliste, comme celui de *La Cigale et la Fourmi*. Il énonce une vérité économique et sociale, à savoir qu'un surplus non consommé immédiatement à court terme, est indispensable au progrès de la société, y compris les anticipations nécessitées par l'accroissement de la population. Deville veut voir dans ce texte une contradiction avec celui qu'il a cité précédemment, alors qu'il n'y en a pas ; d'après lui, il s'agit seulement d'une esquisse mal formulée comme il s'en trouve beaucoup dans le troisième Livre du *Capital* préparé par Engels. Pourtant, il n'y a ici aucune contradiction ; Marx se borne à indiquer, d'ailleurs en passant, que le surplus ou surtravail est toujours quelque chose de nécessaire dans une société ayant atteint un certain niveau de productivité ; mais il ne dit rien ici de la métamorphose des formes de création, d'appropriation et de répartition de ce surplus.

Deville s'en tient à la « disparition » du surtravail, et pour une raison qui est peut-être un retour à certaines conceptions proudhoniennes. Il se résume en effet ainsi : « En période socialiste, il n'y aura [donc] plus de surtravail, le temps de travail de chacun sera limité au travail nécessaire ; dans ces conditions, la rémunération de chacun ne comportant plus la moindre quantité de travail gratuit, ne sera plus ce qui s'appelle salaire ». Passer de là à la « répartition intégrale du produit du travail », il n'y a qu'un pas.

Admettons qu'on appelle l'ensemble du travail fourni, du temps de travail dépensé par le travailleur productif (de valeur) : travail nécessaire. On voit aussitôt, étant donné la création inévitable d'un surplus, qu'il ne peut s'agir que d'un travail nécessaire à l'échelle sociale, et non *individuellement*. « Le travail de *chacun* », dit Deville ; cela présuppose que *chacun* retrouvera, comme rétribution de son travail nécessaire

(puisqu'il n'y aurait plus que celui-là), directement ou indirectement, la valeur de ce qu'il y a mis — y compris la survaleur virtuelle. On aurait ainsi une répartition à la Proudhon. En fait, ce n'est qu'à l'échelle sociale, c'est-à-dire pour l'ensemble des éléments productifs, et même des éléments improductifs mais utiles, de la société, qu'on peut parler de l'ensemble du travail social comme travail nécessaire (au sens de Marx) ; c'est vrai par hypothèse puisqu'on suppose que les exploités oisifs, parasites, etc. sont éliminés de la société d'une manière ou d'une autre. C'est dans ce cas absolu, théorique, que la totalité du travail social et du travail nécessaire est réappropriée par les travailleurs. Mais même dans ce cas, ce n'est pas la totalité du produit du travail nécessaire qui revient aux producteurs individuellement ; car les « défalcatons », la part de ce travail nécessaire qui va aux besoins improductifs, surtout à long terme, ne reviendra pas aux producteurs, présents ou anciens, comme les vieux.

De plus, dans la réalité concrète des phases initiales du socialisme, il se produira des contradictions et des frictions dans le partage de la « valeur sociale », en admettant cette expression, puisque sa répartition sera encore inégale pour des travaux inégaux (mesurés également par la valeur). Les parasites ne manqueront d'ailleurs pas non plus, pas plus que les privilégiés. C'est le cas en U.R.S.S., avec les frais de bureaucratie, d'intelligentzia, d'armement, la différenciation des salaires, le travail semi-forcé, etc. sans compter que la durée journalière du travail y est la même que dans la société capitaliste. D'ailleurs, dans le capitalisme lui aussi, c'est déjà à l'échelle sociale que la plus-value s'ajoute au travail nécessaire. Le travail nécessaire n'est tel que comme *moyenne* et *ensemble* de la production sociale ; et c'est maintenant de plus en plus le cas, la masse de la plus-value étant centralisée par les monopoles, le secteur public, et même directement l'Etat. Graziadei et Hilferding n'ont voulu voir que ce caractère collectif, de classe, de l'appropriation de la plus-value (comme Renner, Laurat et beaucoup d'autres), tandis que Deville ne voit que son côté individuel. Les deux aspects sont indissociables, appartiennent à la même polarité.

Il est assez curieux que Deville ait dit à l'avance ce que répètent les propagandistes staliniens : il n'y a pas de plus-value en U.R.S.S. parce qu'il n'y a plus d'individus, et de classe d'individus, pour se l'approprier ! Par suite, le salaire n'est pas non plus un salaire. Deville ajoute qu'il n'y aura pas *la moindre*

quantité de travail gratuit, c'est-à-dire que la totalité du travail sera rémunérée. Au fond, c'est soutenir aussi le point de vue de Proudhon, si cela veut dire que le producteur se réappropriera la totalité de la valeur qu'il a produite, individuellement et socialement. En introduisant le terme « gratuit », Deville réintroduit ainsi en fait les rapports mercantiles où tombe la force de travail. Non-gratuit veut dire rémunéré ; autrement dit, dans ce cas, *exactement compensé dans l'échange*. Compensé par quoi ? Par la valeur exacte des biens produits ? Nous savons que c'est impossible puisqu'une partie sert à l'usage des improductifs, aux réserves, aux anticipations, c'est-à-dire à des rémunérations futures, quelquefois à très long terme (par exemple : reboisement). Du moment qu'il y a réglage et mesure par la valeur (= travail incorporé) de la répartition des produits, une partie de ceux-ci correspond à du travail « gratuit ». Mais cette « gratuité » n'a pas la même *forme* que dans l'échange capitaliste. Tant que la loi de la valeur règne, il y a survaleur (travail gratuit) ; mais cette survaleur est appropriée et redistribuée tout autrement que dans les rapports capitalistes. Et seul ce nouveau mode permet d'entrevoir comment la loi de la valeur pourrait un jour disparaître.

Que dit d'ailleurs Deville, ensuite ? « N'est-il pas en effet de toute évidence, *de même que* l'intérêt du capital individuel ou collectif oblige celui-ci à consacrer une partie de la plus-value produite par le surtravail au remplacement de la plus-value des moyens de production usés, à la rétribution de frais d'administration, à la constitution d'un fonds de réserve et d'assurance, à l'accroissement de la production, *de même* ces dépenses s'imposeront à chaque travailleur devenu copropriétaire du fonds social, actionnaire de la grande société ? A ceux qui ont les profits du travail, à assumer la charge de la reproduction de ces profits. *Ce qui est à l'heure présente le cas des capitalistes concernera, dès lors, demain, l'ensemble des travailleurs.* »

Deville raisonne par *analogie* (« de même que »), mais c'est qu'il ne peut pas faire autrement. A noter qu'il définit le surplus capitaliste d'après sa fonction productive (le capital actif opposé au capital sans emploi, amortissements, gestion, assurances, thésaurisation). Ces fonctions, il faut bien qu'une société même non antagonique les remplisse. Et comment le faire si n'existe pas un surplus non rémunéré de travail productif ? Et comment ne pas voir que les conditions de la répartition qui y sont liées, tant qu'existe une rémunération, un

échange lié à la loi de la valeur, amènent des disproportions génératrices de parasitisme, c'est-à-dire d'exploitation indirecte, non capitaliste, des uns par les autres ? Deville, en somme, raisonne comme s'il y avait à la fois répartition du produit intégral du travail (« tous les bénéfices de travail », dit-il) et formation d'une réserve non distribuée indispensable. (Et je laisse de côté le problème des formes *politiques* de cette gestion : qui et comment décidera-t-on de la grandeur de ces réserves, de leur affectation, etc. ?)

Deville, qui envisage évidemment une société « future », ajoute : « n'est-il pas évident aussi... que chacun profitera non seulement de ce qui tombera dans la consommation individuelle, mais encore de tout ce qui sera d'un usage commun ?... Donc, chacun aura à travailler pour obtenir et ce qui ne pourra être utile à chaque individu que consommé individuellement par lui, et ce qui, *tout en servant indirectement à tous*, n'en sera pas moins utile à chacun, comme ce sera le cas des divers services publics d'hygiène, d'instruction, d'entretien des incapables de travail, etc. » Il suffit de relever ici cette affirmation : *tout en servant indirectement à tous*, — qui est une présomption et nullement une déduction nécessaire. Les Prix Staline de 100.000 roubles sont-ils *nécessaires à tous* ? D'autre part, économiquement, l'entretien des incapables de travail n'est pas *nécessaire*. Il se justifie par diverses considérations sociologiques, de mœurs et de civilisation, par des probabilités, etc., mais il correspond précisément à du travail « gratuit », et d'ailleurs, il existe déjà dans une certaine mesure dans les Etats capitalistes. Et encore une fois, qui jugera et comment jugera-t-on de la *nécessité* des répartitions du surplus non-productives (puisque nous sommes toujours dans une situation où la valeur est la mesure des rapports ?).

Deville estime que « sous une forme ou sous une autre, *la totalité du travail individuel aura son équivalent en avantages* », qu'il n'y aura « pas de fraction de ce travail pouvant être qualifié de surtravail, le caractère essentiel du surtravail étant de ne provoquer aucune compensation à celui qui le fournit... ». Naturellement, nous ne pouvons faire intervenir ici la compensation ou satisfaction morale, sans quoi il faudrait aussi lui accorder une fonction équivalente dans le capitalisme, où elle s'appelle bienfaisance, secours, services sociaux, etc... Et *quid*, de la plus ou moins grande quantité de ces « avantages » qui reviendront indirectement à chacun ? Et *quid* des frais de pur luxe, de culture — le gaspillage pur et simple, très inégalement répartis ?

Deville estime que si la formule : « droit au produit intégral du travail » est défectueuse, c'est parce qu'elle introduit la confusion : « le mot intégral autorise l'hésitation ». « En fait conclut-il, les socialistes français qui font usage de cette formule n'ont que le tort de donner une forme mauvaise à une idée juste. Ils pensent, avec nous, que pour chacun, en société socialiste, toute fraction de travail dans le domaine de la production sociale aura son dédommagement, que, dans ce domaine, il n'y aura pas, comme en société capitaliste, de travail gratuit, que la rémunération future, sous son double aspect d'avantages individuels et collectifs, sera pour chacun l'équivalent de son travail. »

En somme, Deville confond une première étape du socialisme, où règne encore la loi de la valeur sous une nouvelle forme, avec le communisme pleinement développé, où l'abondance est telle qu'on ne peut plus parler de *rémunération* (échange, compensation), mais où chacun aura selon ses besoins, et travaillera selon ses possibilités, si toutefois cela pourra encore s'appeler du travail lorsqu'il s'agira de 3 ou 4 heures par jour.

Si l'on compare Deville et Bernstein, on voit que leurs incertitudes tiennent pour tous deux au rôle qu'ils font jouer à *la valeur* dans les rapports socialistes. C'est indiscutablement Kautsky qui s'est tenu le plus près, à la fois des conceptions de Marx, et de ce qui se passe en U.R.S.S. (bien qu'il l'ait condamné). Bernstein ne se préoccupe guère de ce qui viendrait « après », puisqu'il voyait tout dans l'évolution présente ; Deville envisage « après », mais en somme, il n'aborde pas *les formes de contradictions nouvelles* qu'engendre (ou que reflète) la permanence de la loi de la valeur, car, si on l'en croit, celle-ci aura tout à fait disparu. En tout cas ses hésitations, assez loyalement exprimées, sont assez significatives de difficultés anciennes dans le mouvement socialiste, mais que les réalités du socialisme d'Etat en U.R.S.S. et ailleurs ont rendu beaucoup plus graves que les pionniers ne pouvaient s'y attendre.

C) Jaurès et la permanence de la valeur.

Jaurès est orateur, quelquefois abusif, mais toujours intelligent et bien souvent beau. Le « jauressisme » n'est que le côté le moins acceptable de Jaurès. Ses analyses économiques sont souvent diffuses, mais presque toujours perspicaces. Beau-

coup moins pédant que Bernstein, il lui est très supérieur. Il n'a pas toujours parlé du socialisme en termes lyriques. Il en a aussi fort bien compris le contenu, au sens large et restreint, tout comme il a su parler de la Révolution Française dans le détail et dans son ensemble. Jaurès s'était convaincu de la supériorité de Marx lentement, mais avec profondeur. C'est pourquoi, il faut relever avec soin ce que Jaurès a écrit sur la valeur.

Jaurès avait le sens des transformations, du mouvement, des métamorphoses. Les schémas, même dynamiques, passent d'ordinaire à côté de la vie, surtout de la vie sociale, et même économique, par définition. Jaurès n'en use guère. Il faudrait dire qu'il a le sens du devenir à la française, alors que Hegel, et même Marx, l'ont à l'allemande. C'est ce sens subtil du changement qui le guide lorsqu'il parle du mouvement économique, et de l'élément créateur de ce mouvement : la valeur. On trouve dans un de ses derniers écrits d'envergure, *l'Armée Nouvelle*, un tableau de la permanence et des changements des formes de la valeur, qui, débarrassée d'épithètes pompeuses et qui vont trop loin, est en substance plein de justesse. Sorel, qui ne tarit jamais en sarcasmes jaloux sur Jaurès, n'a rien écrit d'aussi sensé.

« Je crois, écrit Jaurès (1) que la théorie de la valeur de Marx résiste à toutes les critiques quand on l'entend dans son vrai sens, c'est-à-dire comme une dialectique profonde de la valeur, non comme une théorie superficielle des prix. Mais même si on la juge arbitraire ou fausse, ou abstraite, et si on constitue la valeur même par le coût de production, là encore toute l'action capitaliste semble combinée pour cacher aux capitalistes eux-mêmes l'exploitation qu'ils exercent. Dans les frais de production rentrent, en effet, des éléments de nature très différente, mais qui semblent contracter une valeur du même ordre parce qu'ils concourent à déterminer, à constituer la valeur du produit. Les salaires et l'amortissement du capital d'un côté, le profit du capital de l'autre, quelle distance entre ces éléments ! Quel abîme ! Tant que l'homme ne sera pas parvenu, si jamais il doit y parvenir, à ce degré de toute puissance paresseuse, où des mécanismes presque divins, pareils aux automates pensants que forgeait

(1) *L'armée nouvelle*, Rouff, 1913, p. 476. Il est curieux que Jaurès ait inséré ce développement dans un livre, d'ailleurs magnifique, consacré au commentaire d'un projet de loi militaire.

Vulcain, aux foyers de l'Olympe, feront toutes ces besognes, se réparant et s'entretenant eux-mêmes, où l'action humaine ne sera plus qu'un libre jeu où la facilité infinie de la production absorbera l'échange et la valeur, tant qu'il y aura des valeurs, le travail appliqué à la production absorbera l'échange et la valeur, tant qu'il y aura des valeurs, le travail appliqué à la production des objets sera, sous toutes les formes sociales imaginables, un élément essentiel de la valeur, si même il n'en constitue pas le tout. Et dans le travail, je comprends bien entendu, l'amortissement du capital, qui peut se définir par la somme de travail nécessaire à reconstituer les mécanismes de production, usés par le temps et par leur service même.

« Voilà donc dans l'ordre de la valeur un élément permanent, éternel. Au contraire, le profit du capital suppose un système social particulier et qui peut n'être que transitoire. Que demain, par une révolution ouvrière, la propriété des moyens de production soit transférée des individus à la nation, la communauté sociale organisant la production déterminera les rapports de valeurs des différents produits par la quantité de travail nécessaire à les produire, l'élément du profit sera éliminé de la valeur ; car, ou la communauté sociale répartirait également ce profit sur tous ses associés, et elle ne ferait que se restituer à elle-même le profit perçu sur elle-même, ou elle l'attribuerait aux groupements qui mettront en œuvre, sous le contrôle central de la nation, telle catégorie de la production, mais comme la proportion de capital au travail serait variable suivant les industries et les groupements, c'est une sorte de capitalisme corporatif qu'elle instituerait ainsi, c'est-à-dire le plus injustifiable et le plus absurde des privilèges. L'élément profit du capital s'évanouira donc de la valeur quand sera réalisé un ordre social que les plus hauts penseurs ont annoncé et prévu...

« Ainsi, dans les frais de production, qui, selon la doctrine des économistes et la loi la plus apparente des échanges capitalistes, constituent la valeur, entrent aujourd'hui associés, juxtaposés, coopérants à un effet commun, des éléments qui représentent la force impérissable et sainte du travail et des éléments qui représentent le privilège exorbitant et précaire de la propriété oligarchique et monopolisée ; comment les capitalistes, comment les bourgeois n'auraient-ils pas le sentiment que l'un est aussi légitime que l'autre ? Puisque, en vertu de tout le mécanisme social qui fonctionne à leur bé-

néfice, mais qui les domine, la valeur des produits jetés en masse sur le marché est nécessairement automatiquement déterminée, non seulement par le coût du capital, c'est-à-dire par la rémunération minima nécessaire à l'attirer et à la fixer dans l'entreprise, puisque c'est toute la loi sociale qui organise ainsi le marché, pourquoi auraient-ils quelques scrupules à percevoir le profit qui a créé de la valeur ? Ils ne font, semble-t-il, que reprendre dans les choses, la valeur qu'ils leur ont donnée. Ce n'est pas la valeur, fille du travail, qui crée le profit par le prélèvement qu'elle doit subir. C'est le profit qui est générateur de la valeur. Ainsi, le monde de la production apparaît renversé dans le miroir capitaliste ; et comment la bourgeoisie pourrait-elle redresser l'image qui la flatte, quand rien ne l'avertit qu'en effet ce n'est qu'une image ? »

La conception de Jaurès est la suivante :

1. Ce n'est pas tout de suite qu'on parviendra à « ce degré de toute puissance paresseuse, etc... » où toute appréciation de valeur par la dépense de capacité de travail se sera évanouie ; magnifique formule, digne de ce que Marx et Engels n'ont jamais cessé de répéter, et qu'on peut taxer d'utopie, de rêve d'un au-delà du communisme, mais qui demeure, quoi qu'on en ait, une créance qu'ont les hommes sur la nature.

2. Plus proche est la possibilité d'une réappropriation sociale de la production et de la répartition de la valeur.

3. Cette forme sociale de la production de valeur existe déjà à l'insu des capitalistes, qui s'illusionnent au sujet de la productivité du capital privé. En restituant à la valeur son rôle de régulateur de la production et de la consommation sociales, on ne fera donc qu'écarter une illusion que les capitalistes ont d'eux-mêmes.

Dans ces conditions, le travail producteur de biens, d'objets, restera dans toutes les formes sociales possibles, y compris le socialisme, un élément essentiel de la valeur. C'est un élément « permanent », « éternel » — disons durable et naturel. Jaurès fait entrer dans cet élément (le travail), « l'amortissement du capital », c'est-à-dire les réserves produites par le travail comme les valeurs immédiatement consommées, nécessitées par la régénération (et l'élargissement) des moyens de production. Dans la société socialiste, la permanence de la valeur signifie donc la permanence de la quantité de travail producteur comme mesure sociale de la consommation. C'est donc un système où

un surplus est aussi nécessaire que dans le capitalisme (puisqu'il faut prévoir au moins des réserves), mais ce surplus n'est plus du profit capitaliste. Au lieu qu'il y ait accumulation de profit capitaliste privé et redistribution de capital productif en fonction de la concurrence des capitaux, ce qui entraîne une production anarchique et une valeur de marché des produits, à savoir des *prix*, et permet le prélèvement des profits commerciaux, on aura des rapports de valeur entre les différents produits mesurés directement par la quantité de travail nécessaire à les produire. La valeur ne créera plus de profit (car il n'y aura plus de marché du travail), mais sera répartie en proportion du travail fourni et du surplus socialement indispensables à l'usage et à la reproduction sociale.

Le profit capitaliste sera éliminé comme tel, parce que :

1. Ou bien il serait réparti également sur les associés et alors ce serait « le droit au produit intégral du travail réalisé », et dans ce cas ce ne serait plus un profit mais un partage des bénéfices entre coopérateurs également intéressés.

2. Ou bien ce profit serait réparti au prorata des capitaux engagés dans les diverses entreprises nationalisées, ou contrôlées par la société ; et comme ces capitaux seraient inégaux, les profits le seraient aussi, de sorte que l'on retomberait dans la concurrence d'une sorte de « capitalisme corporatif », malgré la tendance à l'égalisation du taux de profit.

Il faudrait donc que l'usage du surplus n'ait plus aucun rapport avec les capitaux engagés (c'est-à-dire que les *quanta* particuliers de surplus soient sans rapport déterminé à l'avance avec les *quanta* particuliers de capitaux investis) pour qu'on assiste à une vraie disparition du profit. Les formules de Jaurès, insuffisamment nettes, ne permettent pas de serrer la question de plus près, mais il est assez clair qu'il a cherché à s'inspirer ici de Marx pour répondre à la fois à Deville et aux propagandistes qui prônaient avec la disparition du profit capitaliste, celle de la loi de la valeur en général, ainsi qu'à ceux qui voyaient dans le maintien de cette loi, même jouant un nouveau rôle, la permanence d'une forme capitaliste de production et d'appropriation.

Jaurès avait observé et décrit à plusieurs reprises dans de bons articles la progression des sociétés anonymes et des trusts, c'est-à-dire le mouvement complémentaire de la dépersonnalisation de la fonction d'entrepreneur et de capitaliste, et celui de la concentration des capitaux, avec prédominance du

capital bancaire sur le capital industriel (1). Il répondait ainsi aux économistes qui cornaient aux oreilles la prétendue démocratisation du capital, la multiplication des petits porteurs d'actions, etc..., phénomènes que l'on persiste à monter en épingle sous le nom de « capitalisme populaire », « intéressement », ou « collaboration capital-travail ». Mais il voyait aussi qu'au cours de ce processus, actuellement à son comble, se dessinait une forme de concentration et de répartition de la plus-value, qui garantissait aux monopoles la plus grande partie du profit et n'en laissait que des miettes (quand ils en laissent) aux petits industriels isolés, petits commerçants, etc..., créant ainsi une situation favorable au transfert de tout le profit social à la société elle-même, en abolissant le régime de la propriété privée et de la concurrence.

La valeur, comme base de l'existence d'un surplus et de sa répartition conforme aux besoins sociaux et aux dépenses particulières de capacité de travail, continuerait donc à se manifester, mais profiterait à tous d'après un plan, et non à travers des antagonismes et des rapports d'exploitation de classe. Reste à savoir si le socialisme d'Etat n'a pourtant pas vu se créer certaines formes internes de profit différentiel basé sur l'importance des capitaux engagés. C'est le cas en Yougoslavie, où après les réformes de 1950-52 le surplus est créé à partir des entreprises, et où le taux de profit est réglé par une péréquation des prix sur le marché contrôlé par l'Etat. En U.R.S.S. des processus semblables se sont révélés avec la N.E.P. Ils ont persisté dans l'exigence d'une rentabilité par branches d'entreprises, d'une accumulation dans l'entreprise industrielle et dans le budget d'Etat en fonction du profit réalisé, et plus encore dans les kolkhozes, qui disposent d'un marché libre où se manifeste une concurrence entre kolkhozes riches et pauvres, dont la rente varie considérablement. Que l'autorité de l'Etat impose une péréquation entre ces inégalités ne change rien au fait que la loi de la valeur continue ainsi à se manifester sans que l'on voie encore sa validité s'affaiblir, bien au contraire.

La vision économique de Jaurès unit en elle une claire perception des conditions d'une disparition de la valeur comme régulateur de l'équilibre économique et règle de l'exploitation de classe, et le sentiment moins bien formulé d'une permanence

(1) Par exemple dans une série d'articles de *La Petite République*. Voir *Œuvres de J. Jaurès*, Tomes V et VI, *Etudes Socialistes*, Paris 1933.

de l'un de ses principes, qui est la mesure par le travail. Ce qui nous garantit l'intérêt de son exposé, c'est à la fois un rappel clairvoyant aux axiomes de la sociologie de Marx et la confrontation qu'on en peut faire aujourd'hui avec les réalités du socialisme d'Etat.

D) *Collectivisme et valeur : les questions de Maurice Bourguin.*

En général, les exposés critiques des économistes bourgeois ou académiques portant sur les principes socialistes sont si faibles qu'il n'y aurait pas grand-chose à en dire s'ils ne se répétaient pas de façon si continue. En particulier, leur façon de citer et comprendre Marx est rarement sérieuse (1). Voilà plus d'un siècle que cela dure, et cela n'est pas tellement long. Il en résulte que le capitalisme classique aura totalement disparu de la planète tandis que ces messieurs en seront encore à discuter pour savoir si l'analyse du développement capitaliste par Marx est correcte. Pourtant, vers 1900, un certain nombre d'économistes, de sociologues et même de juristes, ont commencé à comprendre quelque peu de quoi il s'agissait en s'intéressant aux débats qui se déroulaient dans le mouvement socialiste et syndicaliste, d'où quelques ouvrages assez perspicaces où sont posés de vrais problèmes. La prolifération d'écoles bâtarde, opportunistes, de provenance socialiste ou bourgeoise acharnées à combiner les vertus du « libéralisme » et de « l'organisation », toujours en vogue d'ailleurs, ont aussi entraîné certains critiques à y voir un peu plus clair. Un coup d'œil sur quelques études superficielles et mal informées, comme le livre de Marc Aucuy, *Les systèmes socialistes d'échanges* (1908) montrent assez clairement ces faiblesses (2). Mais on trouve mieux dans un ouvrage comme celui de Maurice Bourguin, *Les Systèmes socialistes et l'évolution économique* (1904), qui fut assez discuté à l'époque.

Bourguin consacre le livre I au « collectivisme pur et son régime de la valeur », et le Livre II aux « formes socialistes qui conservent la valeur régie par l'offre et la demande », c'est-à-dire au socialisme communiste, et au socialisme qui maintient

(1) Depuis les années 1950, ces exposés se sont parfois améliorés. Témoin l'ouvrage de J. Marchal, *Deux essais sur le marxisme*, 1955.

(2) Je ne m'arrête pas ici aux théories d'Aucuy, au reste plutôt descriptives. J'y reviendrai dans la troisième partie de cet ouvrage, *Théorie générale des échanges*.

partiellement un marché (celui dont O. Lange refera de nos jours la théorie, venant après beaucoup d'autres, notamment les Fabiens, G. Renard, etc.) Bourguin est l'un des très rares auteurs à avoir étudié le socialisme à travers la catégorie de la valeur-travail. La plupart des critiques bourgeois se divisent en effet en :

1) Ceux qui se débarrassent de Marx, du socialisme ouvrier en général, en jetant tout simplement par-dessus bord toute conception objective de la valeur, et même toute conception de la valeur, considérée comme superflue en économie (le système des prix et l'utilité marginale suffisant à tout).

2) Ceux qui tentent de remplacer cette conception par une autre, d'origine utilitariste (en particulier Pareto, Walras, les autrichiens). Bourguin, quant à lui, admet que la valeur (le *fait* de la valeur et non sa « notion » !) joue un rôle central pour le socialisme, et par conséquent pour l'évolution du capitalisme. Voyons d'abord ce qu'il dit de l'école marxiste (Livre II, Ch. IX).

D'un côté, le socialisme marxiste repousse la socialisation par « corporatisation » des capitaux ou industrie : ce serait abolir le capitalisme et la propriété privée individuelle des moyens de production pour reporter la concurrence, la propriété, l'inégalité des profits, etc... au niveau des communes ou corporations (ce processus s'est d'ailleurs développé à travers la croissance des sociétés anonymes des firmes, et même des coopératives) ; de l'autre, il repousse l'étatisation progressive des moyens de production et de crédit dans le cadre de l'Etat bourgeois, les industries ainsi nationalisées, sous une forme ou sous une autre, restant forcément sous la dépendance du capitalisme privé, supposant le salariat capitaliste, etc...

A noter que ces deux tendances, repoussées par les marxistes comme solutions radicales, existent cependant, qu'elles se font jour dans la crise générale et la forme monopoliste du capitalisme, dans l'extension du « secteur public », et qu'on en trouve aussi des éléments dans les sociétés de transition socialistes (régime de la N.E.P.), voire dans l'économie « achevée » du stalinisme étatique. Dans le fascisme, le corporatisme des années 1930-40, dans le *New Deal*, etc... on peut glaner bon nombre de ces traits de pseudo-socialisation qui ont fait tourner la tête à quantité de socialistes, bien que la théorie et la critique en aient été déjà entièrement faites entre 1890

et 1900 (1). Les marxistes, quant à eux, ne jouent pas d'un dogme, mais tiennent compte du mouvement réel de l'économie ; ils doivent aussi étudier, et non écarter dédaigneusement des « déviations » qui ne font pas partie d'un schéma préconçu. Nous n'avons pas de schémas rigides. Le tout est de savoir ce que signifient exactement ces déviations ou ces formes mélangées, fruits simultanés du progrès, de la crise et de la décadence.

Le socialisme scientifique a esquissé un modèle théorique des rapports économiques. Les critiques bourgeois traduisent : le socialisme doit s'instaurer « d'un seul coup » (par révolution violente ou autrement). L'évolution historique répond que bien des formes combinées, bâtardes, des reculs et des ajustements sont inévitables. En somme, l'économie réelle, pour parler comme Clausewitz, avec ses frictions, s'écarte de l'économie « absolue », des rapports théoriques. N'empêche que l'une et l'autre *existent* et qu'on ne peut interpréter l'une que par l'autre et vice-versa. Supposons une socialisation intégrale réalisée (c'est-à-dire l'instauration d'une propriété sociale des grands moyens de production et d'échange, y compris les capitaux). Que deviennent alors l'échange et la répartition ? « Le régime, dit Bourguin, pourrait être aussi bien un socialisme d'Etat intégral, dans lequel les prix, variables suivent l'offre et la demande, fourniraient des indications sur les besoins des consommateurs, qu'un collectivisme pur, dans lequel l'Etat réglerait la production d'après les statistiques, et taxerait les travaux et les produits en unités de travail. Les socialistes marxistes, attachés à la socialisation intégrale des moyens de production et à l'établissement d'un mode socialiste de production et d'échanges, sont-ils restés indifférents au régime de la valeur qui doit être l'arme de ce mode d'échange ? Je ne le pense pas... [Ils] n'entrevoyaient pas, pour l'avenir, un autre collectivisme que celui dans lequel travaux et produits seraient taxés (1) suivant le temps de travail social. »

Bourguin rappelle ici la polémique contre Proudhon, Bray et Rodbertus, et s'appuie sur la critique du programme de Gotha, qui ne fait que préciser ce qui se trouve dans *le Capital*.

(1) Les thèses de Marcel Déat dans *Perspectives Socialistes* (1930) mériteraient qu'on les rappelle à tous ceux qui les reprennent aujourd'hui sous d'autres couleurs. Il en va de même pour bon nombre d'économistes nationaux-socialistes comme F. Fried ou Samhaber.

(1) *Taxé* n'est évidemment pas le mot qui convient.

Il cite ce passage du *Capital* que j'ai déjà rappelé : « Représentons-nous une réunion d'hommes libres travaillant avec des moyens de production communs, et dépensant d'après un plan concerté leurs nombreuses forces individuelles comme une seule et même force de travail social... Le produit total des travailleurs unis est un produit social. Une partie sert de nouveau comme moyen de production et reste sociale ; mais l'autre partie est consommée, et par conséquent doit se répartir entre tous. Le mode de répartition variera suivant l'organisme producteur de la société et le degré de développement historique des travailleurs. Supposons, pour mettre cet état de choses en parallèle avec la production marchande, que la part accordée à chaque travailleur soit en raison de son temps de travail. Le temps de travail jouerait ainsi un double rôle. D'un côté sa distribution dans la société règle le rapport exact des diverses fonctions aux divers besoins, de l'autre il mesure la part individuelle de chaque producteur dans le travail commun, et en même temps la portion qui lui revient dans la partie du produit commun réservé à la consommation. »

Dans ce cas, c'est-à-dire évidemment celui d'une société immédiatement issue de rapports capitalistes, et encore limitée dans sa productivité, la valeur existe toujours (mesurée par le temps de travail), mais au lieu de n'être jamais équivalente aux prix, les prix des produits de consommation peuvent s'y ajuster exactement puisqu'ils représentent exactement la part de consommation individuelle sur le produit social, fixée par le temps de travail effectué, tandis que la somme et la structure du produit social est déterminée par le plan. La valeur joue alors un rôle direct et non plus indirect, car la concurrence des capitaux n'existe plus, ni le marché libre du produit (y compris de la force de travail). Le besoin social est la somme des besoins solvables individuels (plus les besoins sociaux distribués), et il est évident que si la monnaie existe encore au même titre d'équivalent général de la valeur, elle n'est plus qu'un moyen de paiement des échanges qui pourrait tout aussi bien être en papier : la monnaie est le signe immédiat d'une certaine quantité de travail.

Ce que Marx a décrit là, c'est la logique d'un système d'où ont disparu la propriété privée des moyens de production et le marché concurrentiel, remplacés par un plan de production et de consommation. C'est une société pure où n'existent que des producteurs associés, comme sa conception abstraite des rapports capitalistes ne retenait que l'entrepreneur privé et le

prolétaire salarié, mais à un niveau de développement culturel et de productivité donnés. La comparaison de l'économie soviétique avec ces rapports théoriques est donc parfaitement légitime, et l'on voit que cette économie est loin des rapports ici envisagés, entre autre parce que la monnaie joue encore un rôle qui l'apparente à celui qu'elle a dans le capitalisme, et que la valeur y est toujours la règle de la production. Mais en 1900, les critiques cherchaient surtout à comprendre comment les partis ouvriers se débrouillaient dans la pratique avec les perspectives théoriques, et Bourguin estime que Kautsky abandonne en fait l'hypothèse de Marx, et préconise, de façon hésitante, une socialisation progressive dans le cadre du capitalisme qui n'est pas si loin des idées de Bernstein. (Les critiques bourgeois voient souvent mieux que nous ces rapprochements, parce qu'ils ne sont pas intéressés aux polémiques intérieures du socialisme, que nous grossissons par besoin de décisions tranchées dans l'action.)

Bourguin remarque bien que si la monnaie joue encore un rôle, comme certificat de temps de travail, du seul fait de son existence nécessaire elle a tendance à redevenir monnaie réelle, susceptible d'être thésaurisée, prêtée, et de fournir des intérêts, c'est-à-dire de servir à détourner une partie du surproduit social de sa fonction de rémunération, à jouer le rôle de « capital sans fonction », pour jouer plus tard celui de capital investi (c'est dans une certaine mesure une tendance latente dans l'économie soviétique) (1). Engels avait reproché à Dühring de se servir de pièces d'or comme contre-marque du travail fourni dans ses communes à la Proudhon, car le métal rare risque toujours — même dans ces rapports socialistes rudimentaires, dont Lénine a dit aussi qu'il n'était pas encore temps d'y bâtir les urinoirs en or — de ressusciter comme capital de prêt, usuraire, et par suite comme capital tout court et moyen de domination. C'est d'ailleurs à cette occasion qu'Engels a affirmé le plus nettement que dans une société purement socialiste, et hautement développée, de producteurs associés, la monnaie disparaîtra comme telle, parce que la *fonction valeur toute entière* aura disparu :

(1) Sur tous ces points, on trouve des réponses très pertinentes à Maurice Bourguin sous la plume de Georges Dazet, marxiste et guesdiste très convaincu et fort spirituel, dans son livre *Lois collectivistes pour l'An 19..* (Paris, Cornély, 1907, 322 p.). Dazet avait été condisciple d'Isidore Ducasse (Lautréamont), et son ami. Il mourut juge de paix à Tarbes vers 1920. Plusieurs invocations des *Chants de Maldoror* s'adressaient à G. Dazet dans la première édition de ce poème.

le travail (l'opération), Marx l'a répété assez souvent, n'a *aucune valeur* en soi : c'est la dépense de force de travail et toutes les produits-marchandises qui en ont. Avec la disparition du marché, disparaît la valeur, et c'est l'utilité (la valeur d'usage, qualité utile) qui vient au premier plan. Dans une telle société, il ne sert à rien, il est vrai, de disposer de monnaie ; il suffit de s'approprier les objets par des moyens connus et publics, et ce qui reste à élaborer, c'est une théorie des besoins, des désirs et des satisfactions, ce qui n'est pas peu de chose. En U.R.S.S., il en va encore tout autrement, puisque le consommateur ne peut jouir et posséder des produits que s'il possède de l'argent, argent très inégalement réparti et gagné durement, qui de plus peut porter intérêt, le tout dans les bornes fixées par un Etat despotique, celui du socialisme de fer.

Dans des rapports socialistes absolus, comme le dit Engels (1) : « la quantité de travail social contenue dans un produit n'a pas besoin d'être préalablement établie par un détour ; l'expérience quotidienne indique combien il en faut en moyenne. [La société] ne saurait avoir la pensée d'exprimer les quantités de travail déposées dans les produits et qu'elle connaît d'une manière directe et absolue, en fonction d'une mesure seulement relative, flottante, inadéquate, naguère indispensable comme pis-aller, en fonction d'un autre produit, quand elle possède la mesure naturelle, adéquate et absolue, le temps... Donc, dans l'hypothèse que nous venons de faire, la société n'assignera pas de valeurs aux produits ; elle n'exprimera pas le fait tout simple que la production de 100 m² d'étoffe a exigé je suppose 1 000 heures de travail de la même manière sotte et équivoque qu'on le fait aujourd'hui : elle ne dira pas que ces 100 m² *valent* 1 000 h de travail ». Ce qu'on dira dans cette société, c'est : 100 m² ont nécessité 1 000 heures de travail (et cette équation sera constamment révisée). Tous les rapports sociaux où subsiste la valeur d'échange recèlent en germe les rapports capitalistes — et c'est justement pourquoi l'économie soviétique elle-même hésite à libéraliser les échanges, la « société de transition » au socialisme dans un seul pays, qu'elle interprète, étant loin de l'image de la société socialiste absolue ; elle ressemble plutôt à une vaste commune à la Dühring ou à la Proudhon, où la communalisation limitée et réglée par la « valeur constituée » connaît toujours un risque

(1) Dans *Le bouleversement de la science* par M. Eugène Dühring, traduction Laskine, p. 397.

de retour au capitalisme. On peut en dire autant pour la Yougoslavie et même la Chine, et la chose est devenue d'autant plus vraie qu'existe maintenant une *pluralité de socialismes d'Etat isolés*.

Bourguin notait en 1904 qu'à l'inverse, dans la société capitaliste, une imprégnation progressive ne permettrait jamais de passer à l'abolition de la valeur prévue par Marx et Engels. Ce dépérissement suppose d'autres ruptures. Kautsky aussi maintenait l'argent et lui assignait un rôle ambigu, n'ayant pas osé parler carrément de la société socialiste absolue, ni d'une « société de transition » où certains rapports capitalistes subsisteraient inévitablement. Bourguin estime que Kautsky paraît se méprendre à ce sujet : « A cet égard il n'y a pas de moyen terme : si l'on n'adopte pas le système de la valeur taxée par l'autorité publique en unités de travail social — et il y a de bonnes raisons pour que les socialistes contemporains renoncent à cette illusion — il faut de toute nécessité conserver à l'argent sa fonction de mesure de la valeur à titre de marchandises servant de terme commun pour tous les rapports d'échange. Dans ce régime de socialisme partiel, rien n'est changé au mode de la valeur ; l'argent reste indispensable, la monnaie de base ne peut être que métallique, et la mesure des valeurs ne peut être donnée que par un certain poids d'or ou d'argent. » Mais Bourguin commet ici la même confusion que Kautsky, parce qu'il admet que « la valeur » (c'est-à-dire la valeur d'échange, il ne peut pas y en avoir d'autre en termes marxistes) subsiste dans des rapports socialistes absolus. Dans ce cas, évidemment, la monnaie subsiste, comme étalon des échanges, équivalent de la valeur des marchandises, avec ses fluctuations, donc aussi avec une base-or, quand ce ne serait qu'en vue des transactions internationales.

Contrairement à ce qu'il affirme, les produits ne pourraient être mesurés directement en unités de temps de travail social (ce qu'il appelle : « taxé par l'autorité publique en unités de travail ») que si la *valeur* disparaît, sinon, il s'agit d'une mesure coercitive sans fondement économique organique, comme tous les pays capitalistes en connaissent en temps de guerre, de crise ou même de paix. Mesure directe et valeur s'excluent puisque la valeur est justement la mesure et l'appréciation indirectes. Si la monnaie subsiste comme telle, c'est justement parce que la valeur subsiste aussi. L'économie soviétique a pratiquement montré qu'il y avait dans le processus historique un « moyen terme », et comme tous les moyens termes, c'est

justement lui qui appelle les mesures politiques et répressives les plus brutales. Car si la valeur et la monnaie y subsistent, le grand capital privé y est aboli. La planification y est impérative, mais la comptabilité marchande subsiste. C'est pourquoi l'Etat et la bureaucratie sont là pour opposer des obstacles politiques à une reconstitution des rapports capitalistes, en préservant ainsi, aux dépens de la démocratie des producteurs, certains *fondements* (et rien de plus) du socialisme, à savoir la propriété étatique des grands moyens de production.

E) *Une remarque de Mondolfo sur les propriétés de la force de travail.*

Reprenant une série de critiques adressées à Marx par des socialistes opportunistes et libéraux italiens (Labriola, Croce, Loria, Leone, etc...) Mondolfo a rappelé que le caractère de l'appropriation de la force de travail et par suite de l'échange auquel elle donne lieu entre le capitaliste et le salarié, est déterminé jusqu'à un certain point par le trait spécifique de cette force, qui est de pouvoir se reproduire naturellement après s'être usée, et de produire, pendant cette usure ou dépense, plus de valeur que n'en a coûté sa propre reproduction. Ce double caractère est une *propriété (Eigenschaft)* au sens d'une propriété physique qui sert d'origine à une propriété sociale. C'est justement à cause de cette propriété (au double sens) que les détenteurs de la force de travail en disputent si farouchement le prix et l'usage.

Ici se trouve le point de contact entre le sentiment de la propriété personnelle et celui de l'aliénation. Le producteur ne ressent aucune frustration particulière du fait que *l'objet* produit, et qui lui a toujours été extérieur, entrera dans le circuit des marchandises, mais du fait que dans cet objet se trouve incorporé une partie de sa capacité de travail, c'est-à-dire de sa personne, qui s'est détachée de lui, et dont il estime la compensation inadéquate. Il a ainsi le sentiment constant de disposer et de ne plus disposer à la fois de lui-même. C'est justement la transformation des formes de *l'échange de cet usage* qui caractérise les rapports socialistes, puisque personne ne peut à titre individuel ou collectif se porter acheteur de cette force ou capacité sur le marché.

Mondolfo écrit (1) que « lorsqu'on dit que la plus-value est du travail non payé, l'affirmation n'a de sens qu'à la con-

(1) *Le matérialisme historique d'après F. Engels*, 1917, p. 420.

dition de refuser à la force de travail le caractère de marchandise ». Il veut dire par là, non que cette force ne soit pas une marchandise, mais qu'étant donné son caractère spécifique, elle ne devrait ou pourrait ne pas l'être. Mais pour que disparaisse à la fois son caractère de marchandise capitaliste et celui d'objet d'échange socialiste, il faudrait que la loi de la valeur ne joue plus du tout, ni comme régulation, ni même comme simple mesure des échanges. Ce qui par hypothèse, n'est possible que dans des rapports sociaux communistes où le travail lui-même n'existera plus comme tel. Mondolfo, quant à lui, estime que peuvent subsister à la fois des échanges (même socialistes, impliquant la mesure par la valeur), et une réappropriation par le producteur de sa force de travail considérée comme une propriété personnelle, un « droit naturel » — ce qui nous ramène dans une certaine mesure au point de vue de Proudhon.

« La force de travail, dit-il encore, est la propriété de l'homme, en tant que personne, sujet de droit ; à l'encontre de la réduction de la personne en valeur d'échange, en marchandise, le prolétariat affirme le droit de l'homme sur sa personne et sur sa libre activité. De ce droit de propriété de chacun sur son propre travail, découle, dans un *Verein freier Menschen* le droit à la répartition des produits, proportionnellement à l'activité dépensée. En substituant la considération de la répartition des produits, on substitue aussi le concept de la force de travail, comme propriété de la personne, à celui de la force de travail comme marchandise, ou valeur d'échange. Le travail apparaît comme fondement d'un droit, mais perd le caractère de marchandise, précisément parce que dans la répartition il y a, non équivalence, mais seulement proportionnalité entre le travail effectué et la quote-part de jouissance assigné. » Mondolfo estime que c'est ce qu'Engels a voulu dire dans l'*Anti-Dühring* quand il a souligné (3^e partie, Ch. IV) que le concept de valeur dans une société communiste ne pourrait subsister qu'à titre d'appréciation de l'effet utile et du travail fourni.

A y regarder de près, Mondolfo paraît toutefois interpréter ici Engels avec la lunette de Proudhon. Si l'on observe ce qui s'est produit en U.R.S.S., on constate que la capacité de travail, si elle a cessé d'être une marchandise capitaliste, d'être achetée et vendue librement par les propriétaires privés des moyens de production sur un marché où l'offre est toujours supérieure à la demande, continue pourtant à être un objet

d'échange. Dans de nouveaux rapports, cet échange prend un autre caractère : c'est un échange entre coopérateurs inégaux, dans un mode de production collectif où la masse des produits et des services est loin de pouvoir satisfaire les besoins normaux de la société, où la productivité n'atteint pas le niveau capitaliste développé, où existe une rareté relative du bien produit, où existe en même temps le plein emploi, et où une classe d'administrateurs politiques s'adjuge par la force un droit d'arbitrage. Tout cela découle du fait que cet échange se produit encore selon la loi de la valeur.

Il y a donc échange de dépenses inégales de travail, d'où proportionnalité dans la consommation. C'est justement cette inégalité persistante, quoiqu'ayant une forme différente de celle qui prévaut sur un *marché capitaliste*, qui exige le maintien d'un étalon de mesure (la valeur). La valeur reste la mesure égale d'échange inégaux, et par conséquent d'un *droit* qui emprunte encore beaucoup au droit bourgeois. L'inégalité qui subsiste dans la répartition, dans la participation proportionnelle au produit social, provient encore d'une inégalité dans la dépense de force de travail (1) ; et cette proportionnalité est mesurée, c'est-à-dire rapportée à un *critère d'égalité*, par l'identité de valeur : 1 heure de travail = 1 heure de travail. La force de travail reste donc encore une valeur d'échange, mais c'est l'échange coopératif, et non celui du marché capitaliste. En tout cas, elle ne devient pas l'expression d'un *droit*. L'idée d'un droit part toujours d'une scission entre la volonté et son objet, et non d'une affirmation « naturelle », d'une expression libre. Lorsque l'homme sera vraiment libre, il n'y aura plus de *droit*, ni de droit du *travail*, c'est-à-dire de règle juridique et de loi d'Etat.

On comprend que dans la revendication confuse et affective du travailleur dépourvu de moyens de travail autre que sa personne, il y ait surtout le désir de protéger cette personne, le seul bien apparemment inaliénable, et de se la « réapproprier », d'en faire ce qu'il veut, etc. Il est indiscutable que dans un premier stade, l'échange coopératif devrait permettre d'en protéger l'usage mieux que sous le capitalisme. Mais la condition essentielle — Marx n'a cessé de le souligner — c'est le *raccourcissement* de la journée de travail (raccourcissement

(1) Cette inégalité est accentuée par l'inégalité d'accès, à différents âges, aux moyens d'éducation et de formation technique, scientifique et professionnelle.

relatif par rapport aux conditions capitalistes de travail ; en 1890, 8 heures pouvaient paraître un raccourcissement considérable, aujourd'hui, il faudrait parler de 4 ou 5 heures, car dans l'industrie moderne on use le travailleur fort bien en 8 heures, et en 9 ou 10 heures on l'exténue).

Dire que la force de travail est la propriété de l'homme *en tant que personne sujet de droit*, c'est revenir à une conception du droit qui en tout cas n'a rien de marxiste. Ce qui est une propriété physique de l'être humain (mâle et femelle), une qualité de son organisme, c'est d'être capable d'activité ordonnée ; d'un comportement coordonné qui a ses caractéristiques propres ; bref, d'échanges d'un type particulier avec d'autres éléments de la nature et avec ses semblables. Voilà tout ce qu'il a comme propriété naturelle. Cette propriété *ne devient capacité de travail* que dans certaines conditions sociales, même tout à fait rudimentaires : il faut pour cela qu'on puisse parler de travail proprement dit, de production organisée, c'est-à-dire d'une certaine application de ces propriétés à un processus technique et social de fabrication et d'échange. *La capacité de travail* n'est donc pas une propriété au même sens que la couleur des yeux ou la taille. Et c'est justement par suite de sa fonction sociale qu'elle est en outre l'objet d'un *droit*. Si l'on veut cependant parler de « réappropriation des fruits de la force de travail » et de la restitution à celle-ci d'une fonction de « propriété » (*Eigenschaft*), il faut entendre que cette force de travail cessera alors d'être conçue comme telle ; ce sera de l'activité naturelle et éduquée libérée de la contrainte.

Il faudrait éclairer le problème que pose le *droit* de chacun sur sa propre personne, dont le libéralisme a prétendu que chacun devait disposer, en distinguant nettement plusieurs acceptions à ce terme. C'est d'abord le *droit comme juridiction de l'Etat*. Etendue au travail, cette juridiction (qui consacre les rapports de travail du système économique dominant) règle de très nombreuses questions en protégeant ou garantissant à la fois le fonctionnement général du système, et les libertés et les contraintes de l'employeur et de l'employé résultant d'un rapport de forces, de coutumes, etc... En ce sens, le droit de libre disposition de la personne dans le travail est limité et circonscrit. Il n'est pas le fondement d'une réappropriation collective. Il ne répond donc pas à une fin socialiste.

En un second sens, il existe un droit implicite en matière de travail, qu'on pourrait appeler coutumier, ou local, qui dérive de coutumes, traditions, mœurs, d'attitudes souvent routinières,

mais vivaces, qui jouent un grand rôle dans la vie prolétarienne, et continuent à se manifester sourdement sous le droit étatique. Ce droit coutumier reste très efficace en U.R.S.S. Ce que Mondolfo (comme Sorel, Proudhon, Le Play, et beaucoup d'autres) vise ici, c'est justement ce droit coutumier prolétarien, lié à une certaine sensibilité aux exigences personnelles. A certains égards, ce sont ces coutumes qui amortissent les rigidités de la loi, permettent en fait au système de fonctionner, et tournent à leur façon les brutalités bureaucratiques. Une sorte de réappropriation par le sujet de ce qu'il exécute s'y réalise. Mais il s'agit là de façons d'être qui ne peuvent régler fondamentalement des rapports socialistes ou communistes réels.

Une autre façon de considérer la conjonction d'un droit de la personne et les modes de travail consiste à y voir la manifestation d'une idéologie, morale, politique ou religieuse. Les doctrines religieuses ou le dogmatisme politique d'Etat envisagent le droit de cette façon, et peut-être Mondolfo penche-t-il vers cette interprétation. Néanmoins, nous continuerons à n'y voir qu'une hypocrisie du système, une consolation parfois, une tromperie le plus souvent, en nous rappelant que si des rapports socialistes réels doivent être un jour fondés sur la terre, il n'y a aucune chance pour qu'ils proviennent du ciel des idéologies.

CHAPITRE III

LA PLUS-VALUE CHEZ LES ECONOMISTES BOLCHEVIKS

A) *Lénine et les trois variantes du système économique : le capitalisme d'Etat, le communisme de guerre, la N.E.P.*

La révolution d'octobre 1917 en Russie est la première révolution sociale qui ait été conduite par des hommes dont quelques-uns n'étaient pas seulement des chefs politiques, des militants socialistes, mais aussi des économistes et même des théoriciens de l'économie politique. Très jeunes pour la plupart, ils apportaient avec leurs capacités d'organiseurs et d'agitateurs une conscience doctrinale du marxisme élaborée au feu de polémiques menées durant les vingt années précédentes, en Russie et au dehors.

Cette particularité tient à la fois à la qualité des hommes et à la forme de l'action socialiste. Celle-ci, en effet, déborde en tout sens l'activité politique des représentants de la bourgeoisie, surtout parlementaire. Le délégué, responsable, « cadre » ou dirigeant socialiste, doit être aussi, à sa mesure, un homme qui n'exprime pas de façon plus ou moins aveugle ou étroite des intérêts économiques particuliers, mais prend en charge une politique économique et des objectifs économiques d'ensemble déterminés. Les meilleurs apporteront, en groupe ou par leur personne, une contribution à l'avancement de la science économique, désormais indissociable de la gestion de la société. Certains des premiers dirigeants bolcheviks étaient de ces hommes-là.

C'est pour cela qu'on trouve constamment chez les meilleurs chefs bolcheviks à la fois capacité d'organiser une action stratégiquement, et recours aux données théoriques de la science économique. A sa manière, Marx avait été le prototype de cette combinaison. Ni Lénine, ni Trotsky, ni Rosa Luxembourg, ni Boukharine et Preobrajensky, n'ont été des théoriciens au sens académique (pas plus que Kautsky, Hilferding ou Plekha-

nov, d'ailleurs). On trouve donc chez eux une unité, ou un mélange, et parfois une confusion toute naturelle, entre les préoccupations théoriques et les exigences tactiques ou stratégiques de la lutte pour un ordre socialiste. C'est cela qu'on appelle assez vulgairement « l'unité de la pensée et de l'action ». Mais rares sont ceux qui peuvent l'assurer sans faille.

1. *Le « capitalisme d'Etat » : une accumulation centrale démocratisée.*

Lénine a fait œuvre de théoricien dans l'application, l'expérience politique. C'est à ce nœud qu'il faut le juger. C'est dans cet enchevêtrement qu'on aperçoit la vérité des axiomes et la force des circonstances.

Avant et juste après Octobre, il formule une nette caractéristique des possibilités concrètes, dans les conditions données, offertes aux rapports socialistes. Le génie de Lénine, c'est ici de lier un sens aigu des nécessités tactiques et stratégiques, de se mettre au point de vue du prolétariat en lutte dans les conditions pratiques du moment en Russie, sans perdre de vue ni la perspective historique, ni l'argumentation théorique de Marx. Dans son action et sa pensée, « l'instauration du communisme » devient quelque chose d'éminemment concret, et de largement historique. Les deux pôles sont : les conditions politiques de la prise du pouvoir et de la liquidation de la guerre d'une part, et de l'autre, les expériences d'un progrès économique et social vers le socialisme à l'échelle européenne. La situation brute à l'automne 1917, c'est la désorganisation complète de la production, le désarroi des masses ; et juste après Octobre, c'est la même situation, plus une nouvelle guerre civile et étrangère, et la nécessité de réorganiser l'économie au sein d'une demi-famine.

Au cours de l'été 1917, Lénine rédige son livre sur *l'Etat et la Révolution*. Il y aborde franchement et de près, les exposés de Marx et d'Engels sur les phases de la construction du socialisme. Voyons-les d'abord. Son fil directeur, ce sont les notes de Marx sur le programme de Gotha.

Voici pour la première phase de la société communiste (appelée ordinairement socialiste) : les moyens de production appartiennent à la *société* tout entière (Lénine ne dit pas « à l'Etat », il rapporte les termes de Marx) ; chaque membre de la société, accomplissant une certaine part du travail socialement nécessaire, reçoit de la société un certificat constatant la

quantité de travail qu'il a fourni. Avec ce certificat, il reçoit dans les magasins publics d'objets de consommation une quantité correspondante de produits. Par conséquent, défalcation faite de la quantité de travail versée au fonds social, chaque ouvrier reçoit de la société autant qu'il lui a donné. Ce n'est donc pas un « partage égal ». Lénine souligne clairement la cause initiale de cette situation : « Tout doit consister dans l'application d'une règle *unique* à des gens *différents*, à des gens qui, en fait, ne sont ni identiques, ni égaux. » « Les individus ne sont pas égaux : l'un est plus fort, l'autre plus faible ; l'un est marié, l'autre non ; l'un a plus d'enfants, etc... » Lénine souligne donc ici que ce n'est pas exclusivement la forme sociale du travail qui provoque l'inégalité dans la participation au travail et aux fruits du travail, mais aussi certains facteurs naturels, d'ailleurs amplifiés par des circonstances sociales. C'est justement pour déborder ces inégalités naturelles que *l'abondance* est nécessaire, qui permettra de distribuer *inégalement* sans que personne soit privé de ce qui sera son besoin. De cette phase où persistera une forme réglée d'inégalité, aura tout de même disparu « l'exploitation de l'homme par l'homme » fondée sur la propriété privée des moyens de production. Une *première* forme « d'injustice » disparaîtra ; mais il en reste beaucoup d'autres. Le droit bourgeois subsiste donc « en qualité de régulateur (facteur déterminant) de la répartition des produits et de la répartition du travail entre les membres de la société (c'est-à-dire comme *valeur*) ». L'obligation du travail est égale pour tous.

Lénine expose ensuite les différences entre ce régime et celui du communiste intégral, où l'État aura *disparu*, en suivant exactement les expressions de Marx. Ce n'est pas une « promesse », mais une prévision pour une époque lointaine : « il n'est venu à l'esprit d'aucun socialiste de « promettre » l'avènement de la phase supérieure du communisme; quant à la *prévision* de son avènement par les grands socialistes, elle suppose une productivité du travail différente de celle d'aujourd'hui, et la *disparition* de l'homme moyen *d'aujourd'hui*... » La tâche concrète du lieu et du moment, c'est donc l'organisation de la société de transition, et Lénine songe évidemment à la Russie, pays arriéré : « Jusqu'à l'avènement de la phase « supérieure » du communisme, les socialistes réclament de la société *et de l'État* qu'ils exercent le contrôle le plus rigoureux sur la mesure de travail et la mesure de consommation ; mais ce contrôle doit *commencer* par l'expropriation des capitalistes,

par le contrôle des ouvriers sur les capitalistes, et il doit être exercé non par l'Etat des fonctionnaires, mais par l'Etat des *ouvriers armés*. »

Lénine ne revient pas ici sur le problème du partage du surplus. Mais l'allusion *aux ouvriers armés* répond à la question. Ces mots sont ici symboliques de *l'Etat de la classe ouvrière*, ou dictature du prolétariat. Non de la bureaucratie et des fonctionnaires d'Etat, même issus de la classe ouvrière ! Mais d'un Etat exprimant les masses productrices dans leurs soviets et Conseils d'entreprise. Dans tout ce livre d'ailleurs, Lénine s'acharne à expliquer en détail ce que doit être une démocratie des masses, ouvrière, par opposition à l'Etat bourgeois, non pas une démocratie en paroles, dans la Constitution, mais dans les faits de tous les jours, de la vie réelle, garantie par l'armement des ouvriers. Et démocratie, c'est d'abord *compétition, choix public* motivé, impliquant la libre discussion, l'information totale et détachée sur tous les aspects de la vie sociale, l'abolition complète des secrets sociaux — en somme, tout ce qui a justement disparu si durablement de la vie soviétique. C'est cette démocratie qui garantira que le partage du surplus bénéficiera aussi également que possible à tous (c'est-à-dire dans le cadre d'une inégalité de revenus proportionnée au travail fourni), bref, que la plus-value sociale ne pourra pas être monopolisée par une groupe, une caste, une administration ou une classe, qui en jouerait pour opprimer la masse directement productrice.

On a beaucoup ergoté au sujet de ce socialisme inférieur qui ressemble apparemment plus à un capitalisme d'Etat qu'à un socialisme, même étatique. Lénine a souvent écrit là-dessus, et il est indiscutable qu'il a cent fois soutenu, avant et après Octobre, que le capitalisme d'Etat était la meilleure introduction au socialisme. Il y voyait avant tout la centralisation, l'organisation, la planification des investissements, de la production, du rendement et de la circulation. Le capitalisme d'Etat, monopoleur, c'était à ses yeux une forme de transition immédiate aux tâches socialistes, même en Russie où les monopoles *nationaux* étaient beaucoup moins développés qu'aux U.S.A. ou en Allemagne. Il a souvent repris ce raisonnement contre les fédéralistes, les partisans de la communalisation des entreprises, l'autonomie des usines ou unités de production. La forme centralisée de la production, le monopole, lui paraissent le moule par excellence de la production et de l'accumulation socialistes. Gérés par les producteurs, les monopoles con-

fiés à la collectivité, à l'Etat, doivent devenir des formes de gestion socialiste élémentaire de l'économie.

Dans sa brochure sur *La catastrophe imminente et les moyens de l'empêcher*, rédigée en septembre 1917, à la veille de la révolution, il s'exprime sans ambage là-dessus. Il a repris ce texte plus tard, dans les discussions sur le « communisme de guerre » en 1918, puis au moment de la discussion sur les syndicats et sur la N.E.P., en 1921 (*L'impôt en nature*). Il écrit carrément : « le capitalisme monopoleur d'Etat signifie inévitablement, infailliblement, dans un Etat démocratique révolutionnaire véritable, la marche vers le socialisme ! Car, si une grande entreprise capitaliste devient monopole, c'est qu'elle dessert le peuple entier. Si elle est devenue monopole d'Etat, c'est que l'Etat (c'est-à-dire l'organisation armée de la population et, en premier lieu, des ouvriers et des paysans, en régime démocratique révolutionnaire) dirige toute l'entreprise. Dans l'intérêt de qui ? Ou bien dans l'intérêt des grands propriétaires fonciers et des capitalistes ; et nous avons alors un Etat non pas démocratique révolutionnaire, mais bureaucratique réactionnaire, une république impérialiste ; ou bien dans l'intérêt de la démocratie révolutionnaire ; et alors *c'est une étape vers le socialisme*. Car le socialisme n'est autre chose que l'étape immédiatement consécutive au monopole capitaliste d'Etat *mis au service du peuple entier*, et qui, pour autant, a cessé d'être un monopole capitaliste. Ici, pas de milieu. Le cours objectif du développement est tel qu'on *ne saurait* avancer, après les monopoles (dont la guerre a décuplé le nombre, le rôle et l'importance), sans marcher au socialisme (1). »

(1) Les intentions de Lénine étaient très pratiques. Un jeune militant bolchevik avait publié des articles sur les mesures économiques de l'Allemagne en guerre, qui l'intéressèrent beaucoup ; on les éditait plus tard en volume (J. Larine. *Le capitalisme d'Etat du temps de guerre en Allemagne*, Moscou, 1928). Lénine, dès le jour de la révolution, invita Larine à examiner l'application de ces mesures dans les conditions de la révolution soviétiste. Larine estimait que l'économie de guerre allemande était « une nouvelle phase d'organisation de la production capitaliste », et que « l'expérience allemande a de la valeur, car elle nous permet de prévoir d'une manière générale comment les choses évolueront. » Dans la préface, il dit que les entreprises économiques de guerre allemandes « nous ont servi d'exemple à bien des égards quand furent jetés, en 1917-1919, les premiers fondements du régime soviétique... Cela est vrai surtout pour la manière dont nous avons organisé l'industrie nationalisée et procédé pour récupérer les excédents de blé, réparti les impositions en nature, organisé l'écoulement des marchandises sur des bases collectives, fixé l'importance des rations d'après la catégorie sociale des consommateurs, d'une façon générale pour toute la politique alimentaire du régime soviétique dans les premières années de son existence. » (Voir S.N. Prokopovicz, *Histoire économique de l'U.R.S.S.*, 1952, pp. 334-338).

Tout cela est fort clair pour qui comprend la dialectique, et Lénine l'a répété cent fois. La forme monopoliste et étatique du *capitalisme*, passée entre les mains de la masse *productrice* peut et doit devenir du socialisme. Cela suppose le contrôle par la masse, le contrôle et la participation ouvrière à la base de l'appareil productif et à tous les échelons, jusqu'au sommet de l'organisation économique. En ce sens, les formes monopolistes du capitalisme se métamorphosent : la structure technique est la même, ou encore plus poussée, puisque *toute concurrence disparaît*, même entre monopoles et trusts ; mais les rapports sociaux qui en dépendent changent : le produit et le surproduit cessent d'être réalisés sur un marché ; il n'y a plus de propriétaires privés en présence, il n'y a plus de marchandises capitalistes.

Ces idées, il faut le répéter, Lénine les a reprises après Octobre, notamment dans sa brochure *La tâche essentielle de nos jours. Sur l'Infantilisme de gauche et la mentalité petite-bourgeoise* (mai 1918). Il y répète — après Octobre — que « le capitalisme d'Etat serait un pas en avant par rapport à la situation actuelle de notre république soviétique ». Et il motive à nouveau la nécessité du passage au « capitalisme d'Etat » par les dangers que font courir à l'Etat ouvrier l'économie petite-bourgeoise, décentralisée, du paysan moyen et aisé, du spéculateur, du petit commerçant. Il demande avec insistance la centralisation, le recensement, le contrôle de toutes les forces productives, que rien n'échappe, que tout puisse être apprécié, contrôlé, orienté, dirigé. Il écrit — en 1918 — qu'il n'y aurait pas un seul communiste pour nier que « l'expression : République socialiste soviétique signifie que le pouvoir des soviets entend réaliser la transition au socialisme et *non point qu'il reconnaisse le régime économique actuel pour un régime socialiste* ». Ainsi, les rapports économiques du moment ne sont même pas ceux du socialisme élémentaire ; c'est une combinaison où le pouvoir prolétarien peut seul assurer la prédominance *politique* du socialisme. Quant au régime économique, c'est une combinaison de cinq éléments : 1. Economie paysanne patriarcale, c'est-à-dire naturelle dans une large mesure. 2. Petite production marchande (paysans vendant leur blé, entre autres). 3. Capitalisme privé. 4. Capitalisme d'Etat. 5. Socialisme. Ces diverses formes économiques et sociales s'entremêlent. Et quelles sont celles qui prédominent ? Ce sont les petits producteurs de marchandises, de tendance capitaliste. Et contre qui luttent-ils avant tout ? *A la fois contre le capi-*

talisme d'Etat et le socialisme. Voilà pourquoi il faut renforcer en même temps le capitalisme d'Etat et le socialisme contre la marée montante du petit producteur de marchandises, surtout à la campagne. Le surplus, la plus-value du travail et la rente foncière seront ainsi arrachés au capitalisme privé, petit et moyen, et centralisés peu à peu dans l'industrie d'Etat, en permettant une redistribution socialiste.

A distance, on voit que cette conception, qui a permis, avec de profondes crises, une transformation radicale de la *structure* économique du pays, convenait aussi bien à la politique du « communisme de guerre » qu'à celle de la N.E.P. Le repliement sur la N.E.P., en 1921, signifie la nécessité de temporiser avec « le petit producteur privé de marchandises », à lui concéder des possibilités de développement, à rétablir un marché libre pour ses produits, donc une accumulation de rente et de profit capitalistes ; en somme un échec de l'emprise immédiate et directe du « capitalisme d'Etat », sans parler du secteur proprement socialiste qui n'était qu'un embryon. Mais le problème que posait la N.E.P. — coexistence momentanée, et contrôlée, économiquement, politiquement et socialement par l'Etat, par le pouvoir ouvrier, entre les éléments du capitalisme, petit et moyen, et ceux du socialisme et du capitalisme d'Etat — ce problème était à long terme et dans son essence le même que celui de la *transition* directe vers le socialisme par le capitalisme d'Etat préconisé par Lénine en 1918 ; et c'est bien pourquoi Lénine, développant dans *L'impôt en Nature*, en 1921, les principes de la N.E.P., y reproduit de nombreuses pages de sa brochure de 1918 ; c'est pourquoi la N.E.P. n'était qu'une « manœuvre » par rapport au communisme de guerre, car le terrain fut surtout cédé dans le secteur agraire et commercial, et non dans celui de l'industrie lourde et de transformation, des transports, de l'énergie, où la centralisation avait fait d'énormes progrès entre 1918 et 1921 — mais des progrès qui, vu le blocus, la guerre civile, l'intervention étrangère, la pression paysanne, le manque de cadres, etc... avait conduit au chaos et à une désaccumulation menaçante. Pour le dire en passant, c'est aussi à cause de cette hétérogénéité des forces sociales et économiques à maîtriser que s'est développée une énorme bureaucratie, qui finit par se considérer comme gestionnaire prédestinée de l'économie toute entière.

On peut conclure aussi de là que la « phase de la N.E.P. » n'est pas du tout, contrairement à ce qu'affirment les auteurs staliniens (et surtout à partir de 1945) une phase *nécessaire*

partout dans les formes qu'elle a connues en Russie, aux Etats-Unis, en Angleterre, en Europe occidentale, des formes de passage immédiat au socialisme d'Etat sont possibles directement. Les monopoles ont encore fait de gigantesques progrès depuis 1945 ; ils dominent la situation même au Japon, comme en Europe, dans des pays où ils ont commencé à détruire définitivement le pouvoir de la petite propriété paysanne. Quant aux trusts internationaux, ils coiffent le tout, comme tous ceux qui se sont unifiés dans l'Europe occidentale depuis 1950.

La combinaison à laquelle ont eu recours la Russie, la Chine, l'Est européen, les Balkans et tout le tiers Monde, n'est nullement obligatoire dans ces pays. D'ores et déjà, la masse de la plus-value, du surplus social, est monopolisée, canalisée et redistribuée par de gigantesques unités capitalistes et étatiques, de telle sorte que le passage à la forme socialiste de redistribution du revenu national doit en être facilité, et que l'action fondamentale, essentielle des producteurs associés, consistera dans la *péréquation des temps de travail*, dans leur raccourcissement général possible avec une haute productivité et dans le partage social démocratiquement planifié et contrôlé du surplus social.

2. Principes économiques du communisme de guerre.

Ainsi, le « communisme » s'instaure à cette époque comme réponse directe à la désorganisation totale de l'appareil économique, au chômage massif, à la guerre civile et étrangère. C'est une structure de crise, imposée par des circonstances graves, d'où dépend la survie de la révolution. Elle n'avait cependant été rendue possible que par les nationalisations, le contrôle ouvrier et la dictature ; mais ses formes n'avaient pas été prévues et ne pouvaient pas l'être. Il n'est pas question d'analyser la situation économique de cette période pour en tirer une synthèse organique. L'observation donnerait des résultats étranges : car c'est un communisme de famine, de misère, de guerre, où l'Etat ouvrier lutte pour survivre, à tout prix, en prenant toutes les mesures exceptionnelles nécessaires. La production est presque arrêtée dans de grands secteurs. Dans d'autres elle ne fonctionne que pour l'armée. Les formes du travail combinent la contrainte et la liberté. De grandes régions à la campagne sont absolument laissées à elles-mêmes, vivent en économie quasi-naturelle. Le pays épuise ses ressources de toutes sortes.

En même temps, on voit se créer des structures de « capitalisme d'Etat » dont parlait Lénine (transports, industrie lourde, arsenaux). Dans ces conditions, l'analyse du système économique ne donne que des indications exceptionnelles, qu'on ne peut généraliser. Et pourtant, les bolcheviks se sont prononcés à plusieurs reprises au cours de cette période sur le sens économique fondamental des nouveaux rapports. A propos du ravitaillement, de l'organisation du travail, des objectifs de production, de la monnaie en circulation, les chefs bolcheviks dessinent déjà les rapports sociaux futurs, vus comme germe, au milieu de conditions défavorables. Les écrits de cette période conservent une grande importance, malgré leur caractère souvent occasionnel et improvisé, car ils marquent une direction dont on dut s'écarter avec la N.E.P. et dont la bureaucratisation ultérieure et la collectivisation intégrale réalisée à partir de 1930 ont perdu jusqu'au souvenir.

Le fond du problème est tranché dans *l'A B C du Communisme*, rédigé par Boukharine et Préobrajensky pour servir de commentaire au nouveau programme du parti communiste. Ils écrivent à propos des nationalisations dans l'Etat prolétarien (1) : « Du coup, les bases mêmes de l'exploitation sont détruites. L'Etat prolétarien, organisation du prolétariat, ne saurait exploiter la classe ouvrière : on ne peut pas s'exploiter soi-même. Sous la domination du capitalisme d'Etat, la bourgeoisie ne perd rien à ce que certaines entreprises privées cessent d'exister isolément, puisqu'en s'associant elles exploitent *ensemble* le public aussi bien qu'auparavant. De même, par la nationalisation prolétarienne, les travailleurs ne perdent rien du fait qu'ils ne sont pas possesseurs individuels de leurs usines, car les usines appartiennent à la classe ouvrière qui s'appelle l'Etat soviétique. »

L'identification de la classe ouvrière (si minoritaire dans la Russie d'alors) à l'Etat soviétique est insoutenable en théorie. Mais la phrase à souligner ici, c'est : *on ne peut pas s'exploiter soi-même*, qui est vite devenue le leit-motiv justifiant l'harmonie sociale fictive en U.R.S.S. depuis cinquante ans. Pourtant, cette phrase ne vaut pas mieux que toutes les maximes abstraites et formelles, en particulier celles de la révolution française (le pouvoir politique appartenant au peuple, celui-ci ne peut s'opprimer lui-même, etc.).

(1) N. Boukharine et E. Préobrajensky, *A B C du Communisme*, Paris, 1923, p. 259.

Toutes les classes *économiquement* dominantes (et par conséquent aussi, dans l'ensemble, politiquement) ne peuvent s'exploiter elles-mêmes ; que veut dire ici « s'exploiter » ? Cela signifie, faire sortir de son propre sein le surplus social qui permet l'accroissement des biens (sociaux ou privés). Par définition, la classe dominante (sur une autre classe) vit de la classe dominée, du produit du travail de celle-ci. Les maîtres-citoyens de l'Antiquité, les chefferies de tribus africaines, les castes militaires et administratives de l'Asie, et de l'Afrique, les seigneurs féodaux, enfin la bourgeoisie capitaliste, ont vécu du produit du travail des esclaves, des serfs, des prolétaires, d'une façon générale des dominés, des dépendants. De ce point de vue axiomatique, les classes maîtresses de la société ne s'exploitent pas alors elles-mêmes en tant que classes ; elles peuvent se spolier ou s'exploiter comme groupements rivaux (tribus, groupes hiérarchisés au sein de l'Etat), de sorte que le chef dans l'un risquait de devenir esclave dans l'autre, mais en tant que classe dominante dans sa propre communauté sociale (cité ou Etat national en dernier lieu) elle ne s'exploitait pas elle-même. Sous ce rapport, l'impossibilité d'une auto-exploitation de la classe dominante est vraie pour toutes les classes dominantes. Autrement le concept de classe dominante serait contradictoire avec lui-même.

Pourtant, cette possibilité reste *relative*. Elle n'a un caractère absolu que pour autant qu'il s'agit de la classe dominante toute entière et de la source essentielle des profits dont elle vit. Elle est relative si l'on considère les classes réelles, où règnent toujours certaines formes de concurrence et où le *partage du produit social*, quand ce produit est suffisant pour constituer un surplus croissant, crée des différences marquées, qui se traduisent par des différences de forme et de quantité dans l'appropriation, la spoliation, l'exploitation. Dans le système capitaliste, la chose a été bien éclaircie : la lutte pour le partage de la plus-value et du profit fait que certaines parties des classes bourgeoises se considèrent comme exploitées par d'autres : par exemple les commerçants, qui se trouvent rançonnés par les industriels ; les paysans, qui se trouvent exploités par les industries ; les industriels, rançonnés par les financiers, etc. Et inversement, les financiers qui se trouvent spoliés par les autres financiers, les petits commerçants par les grands, et les petits exploitants agricoles qui se trouvent exploités par tout le monde, y compris les fonctionnaires. Tout cela, c'est la concurrence, dérivé du mercantilisme capitaliste,

exprimé dans la lutte autour du budget et de la fiscalité. Il n'est pas difficile de faire le même tableau pour les formes antérieures, par exemple les concurrences entre clergé, seigneurs, bourgeoisie des villes à charte, etc... pour le partage des profits de la terre, du commerce, etc. Dans tous ces cas, les classes exploiteuses paraissent s'exploiter elles-mêmes dans une certaine mesure. Mais il ne s'agit pas d'une exploitation directe, seulement d'une spoliation mutuelle des fruits de l'exploitation des classes travailleuses. Ce n'est donc qu'une exploitation relative.

Il faut donc distinguer deux degrés, deux formes d'exploitation, qui sont tout à fait différentes : 1) la forme fondamentale est l'appropriation collective par les classes dominantes du surplus (et quelquefois du nécessaire) de la production sociale des dominés, des sans-terre et sans-outils, des travailleurs en général ; 2) la forme secondaire, dérivée, qui n'est pas à proprement parler une exploitation, mais une spoliation mutuelle, qui va jusqu'à la guerre, le vol pur et simple, et qui ne joue pas le même rôle, puisqu'elle ne met pas en cause l'équilibre fondamental de la société, bien que les conflits qu'elle engendre puissent aller jusqu'à l'anéantissement d'un groupe dominant par un autre, à la disparition de certains groupes sociaux.

Il ne s'agit donc pas de deux formes ou niveaux analogues d'exploitation, mais d'une forme générale d'exploitation d'où dérive une forme subordonnée de spoliation mutuelle à l'intérieur des classes dominantes. Bien entendu, dans cette vaste mêlée, il existe toutes sortes de situations ambiguës, à la limite de l'esprit de clientèle, du parasitisme, de l'escroquerie même, des rivalités de prestige et de fonction, qui sont l'ordure de la concurrence à l'intérieur d'une même classe ou d'un même groupe social. Mais tout cela fleurit parce que cette concurrence interne plonge ses racines dans l'exploitation du travail d'une classe par une autre.

Maintenant, considérons le cas où la bourgeoisie capitaliste a été éliminée comme classe sociale économiquement et politiquement dominante. C'est la classe ouvrière, organisée de façon plus ou moins variée (parlements, soviets, parti, syndicats, armée, cela importe peu ici) qui détient le pouvoir et les leviers essentiels de la production. Dans le cas théorique où cette élimination est radicale, il ne peut s'agir de la domination économique d'une classe par une autre, car la domination ouvrière *fait disparaître* la bourgeoisie et sa fonction éco-

nomique. Qu'y aurait-il à exploiter ? La bourgeoisie capitaliste développée étant par définition une classe *exploiteuse*, c'est-à-dire une classe dont *l'existence* provient de l'exploitation du travail, cette existence lui est retirée sous les deux formes : comme exploiteuse et comme classe pure et simple. D'elle il ne reste plus que les résidus humains, les individus, les familles. Ils peuvent disparaître ou se remettre au travail comme salariés et dans ce cas ils appartiennent économiquement à la classe ouvrière qui assume le pouvoir (même s'ils sont politiquement tenus en laisse). Ce n'est donc pas un simple *renversement de situation*. La bourgeoisie est éliminée *absolument*, puisque son existence ne peut plus reposer sur l'exploitation des salariés, et que c'était cette exploitation qui engendrait son existence. La masse des producteurs, seule et collectivement détentrice à la fois du *pouvoir* économique et politique, n'exploite plus d'autre classe. C'est en ce sens qu'elle n'est plus exploiteuse et qu'elle n'est pas non plus exploitée par une autre classe.

Formellement, les producteurs dominants et la bourgeoisie dominante se trouvent dans la même situation : ni l'une, ni l'autre ne peuvent s'exploiter elles-mêmes. Mais il en est ainsi pour des raisons *tout à fait différentes*. Le contenu de la domination, surtout au point de vue économique, n'est pas le même. Dans le cas de la bourgeoisie, celle-ci ne peut s'exploiter elle-même parce qu'elle vit de l'exploitation des producteurs salariés. Dans le cas des producteurs, ils ne peuvent exploiter qu'eux-mêmes parce qu'il n'y a plus de classe antagoniste à exploiter et que tout le profit provient d'eux-mêmes et subsiste parmi eux. Il en est ainsi pour la source fondamentale de l'exploitation.

Mais il y a une autre analyse formelle : c'est que subsiste aussi une *exploitation dérivée*, qui est liée aux formes du partage de la plus-value et du profit. Pour le capitalisme, ce partage est concurrentiel et fondé sur le marché libre, même si celui-ci est dominé par les monopoles. Pour la classe ouvrière organisée en pouvoir dominant, ce partage, cette répartition, est planifiée, et non régie par la concurrence, mais elle n'en comporte pas moins des contradictions, des rivalités, des conflits, des inégalités : c'est là que se trouve la source des spoliations bureaucratiques ; et celle-ci n'est en général possible que parce qu'il y a dans la classe des travailleurs salariés qui la supporte un principe d'exploitation mutuelle manifesté par le jeu nouveau de la loi de la valeur.

Dans l'histoire de l'U.R.S.S., on ne trouve jamais cette situation clairement définie parce que le communisme de 1918 à 1921 a été obligé de se plier aux exigences de la guerre civile et étrangère, de la désagrégation de l'économie et du recul de la production ; et plus tard parce que l'instauration de la N.E.P. de 1921 à 1930 a réintroduit des rapports semi-capitalistes dans l'économie en assurant à nouveau une base au développement (contrôlé) de l'exploitation capitaliste. Même après la collectivisation intégrale, le système agraire a laissé subsister le marché kolkhozien, c'est-à-dire une formation non socialiste de profit. En fin de compte, la formule selon laquelle « la classe ouvrière ne peut s'exploiter elle-même » est un sophisme destiné à voiler les phénomènes de spoliation inévitables dans une société en transition et qui, s'ils ne sont pas éclaircis pour ce qu'ils sont, éternisent des rapports d'inégalité qui peuvent fort bien, à la longue, reconstituer des rapports d'exploitation entre classes d'un nouveau genre. Il n'y a rien d'impossible à cela.

Même dans les rapports capitalistes, certaines classes secondaires, ou groupes sociaux sont définis par l'origine et la forme de leurs revenus, c'est-à-dire par la forme du partage de la plus-value capitaliste et du profit social entre elles. Dans des rapports socialistes, les rapports capitalistes fondamentaux sont supprimés, mais les autres subsistent, et des couches ou classes sociales se dessinent sur le terrain du partage de la plus-value. Comme ce partage est planifié et contrôlé, les frontières entre les groupes sociaux prennent un caractère artificiel et aléatoire, plus mécanique, comme dans une armée on rétribue, on nourrit, on loge et on habille les hommes différemment selon leur grade, les unités, l'arme à laquelle ils appartiennent et la région où ils stationnent, bien que toutes les dépenses soient tirées d'une même source, l'impôt.

La théorie générale, programmatique, du communisme de guerre, en affirmant que « la classe ouvrière ne peut pas s'exploiter elle-même » dès qu'elle est au pouvoir, transformait en axiome fallacieux deux vérités concrètes tout autres : à savoir que la classe ouvrière ne peut s'exploiter dans ce cas comme elle l'était par la classe capitaliste, et que le communisme de guerre en 1918 ne pouvait être celui que doit produire une société industrielle très évoluée.

Lénine, qui ne se payait pas de mots, a exprimé plusieurs fois cette situation avec la plus grande netteté. « Le travail

communiste, dit-il en avril 1920 (1), au sens le plus strict et le plus étroit du mot, est le travail exécuté gratuitement au bénéfice de la société, le travail exécuté non comme un devoir défini, non pour obtenir un droit à certains produits, non selon des taux préalablement établis et fixés légalement, mais le travail volontaire, quels que soient les taux, le travail exécuté sans attente d'une rétribution, sans condition de rétribution, le travail exécuté par suite d'une habitude de travailler pour le bien commun, et par suite d'une réalisation consciente (devenue une habitude) de la nécessité de travailler pour le bien commun — le travail comme exigence d'un corps sain. » Autrement dit — et Lénine réaffirme ici ce que Kautsky lui avait enseigné — la dépense de capacité de travail n'a plus aucune valeur, elle n'a que de l'utilité. Elle n'est pas rémunérée par un salaire au sens propre. Il ajoute qu'on est très loin de « l'application générale, vraiment massive, de cette forme de travail », mais qu'on en voit des prodromes dans quelques initiatives comme les *soubotniks* (dimanches communistes), les armées de travail, les services de travail ; et qu'une transformation aussi profonde durera « des années et des décennies ».

Dans ce communisme de guerre, les deux pôles de la rétribution socialiste sont le travail volontaire (un faible germe de dévouement social, de contribution consciente), et le travail payé en rations, le *païok*, relativement égales. Tous deux impliquent une rupture dans l'échange classique de valeurs : la société (misérable), donne ce qu'elle peut ; les hommes (misérables) donnent aussi ce qu'ils peuvent. Entre ces deux pôles, l'économie du salaire monétaire, devenue inflation sans mesure, s'effondre. Ce que dit Lénine demeure compatible avec la situation de fait et avec la théorie. Il n'affirme pas, comme le fait *l'A B C du Communisme*, que dans ces conditions « la classe ouvrière ne peut pas s'exploiter elle-même ». Et sa réserve à cet égard, il l'a fortement motivée lors de la discussion sur les tâches des syndicats, dans la seconde moitié de 1920, alors que les nouveaux principes de la N.E.P. allaient se décider, mais n'étaient pas encore établis (1).

Le fait est, dit-il, que la classe ouvrière assume le pouvoir (par les soviets et le parti communiste). Elle est l'Etat. Mais c'est un « Etat ouvrier avec des déviations bureaucratiques ».

(1) *De la destruction de l'ancien système social à la création du nouveau.*

(1) Voyez les discours du 30 décembre 1920 et du 25 janvier 1921. — C'est à Cuba que les idées de Lénine ont ressuscité.

L'Etat de la classe ouvrière ne peut peut-être pas opprimer et exploiter les ouvriers, par définition ; mais en pratique les travailleurs salariés ou rétribués d'une façon quelconque doivent être protégés contre *leur propre Etat*. Cela, selon les termes de Lénine, « c'est la réalité de la transition ». L'Etat, en pratique, a pris cette forme (ouvrière). « Cela veut-il dire que les syndicats n'ont rien à protéger, que l'on peut les dispenser de protéger les intérêts matériels et spirituels du prolétariat entièrement organisé ? Non. C'est là un argument complètement erroné en théorie. Il nous place dans le domaine des abstractions, ou d'un idéal que nous réaliserons en quinze ou vingt ans, et je ne suis pas sûr que nous y arriverons même dans ce délai... Notre Etat actuel est tel que le prolétariat complètement organisé doit se protéger lui-même, et nous devons utiliser ces organisations ouvrières afin de protéger des ouvriers contre leur propre Etat et pour que les ouvriers puissent défendre notre Etat. Ces deux formes de protection sont réalisées par les moyens d'un entrelacement particulier de nos mesures étatiques et de notre accord, de notre coopération avec nos syndicats. »

Lénine profite d'ailleurs de cette occasion pour affirmer que l'Etat de la dictature du prolétariat est loin d'être purement ouvrier : « Notre Etat n'est pas réellement un Etat des ouvriers, mais un Etat des ouvriers et des paysans... Et puisque le camarade Boukharine derrière moi s'exclame : « Quelle sorte d'Etat ? Un Etat ouvrier et paysan ? » je ne m'arrêterai pas à lui répondre. Ceux qui en ont envie, qu'ils lui rappellent le Congrès des soviets qui vient juste de se terminer, ils y trouveront la réponse. »

Cette diatribe (dirigée contre les positions de Trotsky et de Boukharine) est pleine de sens et reste un modèle de dialectique. Lénine juge de sang-froid le régime du communisme de guerre : une résistance sociale-militaire dispersée contre des assauts intérieurs et extérieurs, « qui impose une attaque frontale » — c'est son expression — contre les forces de la bourgeoisie, y compris le régime du travail que celle-ci imposait. Mais ces formules abruptes de transition ne peuvent être traitées dans l'abstrait, du point de vue des principes du communisme évolué, fruit d'une très haute productivité de l'appareil industriel. L'Etat de la dictature prolétarienne, où la paysannerie demeure la population la plus importante, est encore un appareil de coercition, bureaucratique, qui discipline une économie de misère où la guerre civile a entraîné une

désaccumulation rapide. Cet Etat peut agir en faveur des travailleurs de l'industrie et des campagnes — et il le fait délibérément, au détriment de la démocratie formelle — il peut commencer à concentrer la vie économique, surtout les investissements et l'industrie de moyens de production (élaborant en filigrane ce « capitalisme d'Etat » dont Lénine parlait auparavant). Mais il s'agit d'un Etat, d'un corps politique et administratif, et non de la classe ouvrière elle-même ; cet Etat, cette bureaucratie, doivent être tenus en laisse, contrôlés, par les organisations syndicales et comités d'entreprises, voués au contrôle ouvrier. Les ouvriers salariés, les paysans pauvres aussi, doivent être *protégés* contre l'Etat, leur propre Etat. Cette double situation de l'Etat est celle de tout le système économique nouveau. Et c'est justement elle qui interdit de proclamer comme un axiome : « la classe ouvrière au pouvoir ne peut s'exploiter elle-même ». Lénine ne prévoyait certainement pas que sa mise en garde prendrait une force véritablement révolutionnaire un demi-siècle après la révolution d'Octobre. C'est pourtant ce qui se produit aujourd'hui, alors que « l'exploitation des travailleurs par eux-mêmes », sous l'égide d'une bureaucratie toute puissante, est devenue le régime durable, sinon stable, qui caractérise les socialismes d'Etat.

3. *La Nouvelle Politique Economique et la loi de la valeur.*

Trotsky est dans l'Oural pendant l'hiver 1919-20, où il dirige le travail économique et s'efforce d'organiser les « armées du travail ». Lénine lui proposa à ce moment de prendre la direction des transports, complètement désorganisés. « De l'Oural, dit Trotsky dans *Ma vie* (2^e éd., p. 469) je revins avec une provision considérable d'observations économiques qui, toutes, pouvaient se résumer dans une seule conclusion générale : il fallait renoncer au communisme de guerre. Par la pratique, j'avais vu clairement que les méthodes du communisme de guerre, qui nous avaient été imposées par toutes les circonstances de la guerre civile, s'étaient épuisées d'elles-mêmes et que, pour relever l'économie, il était indispensable de réintroduire à tout pris l'élément de l'intérêt individuel, c'est-à-dire de rétablir à tel ou tel degré le marché intérieur. » Il proposa au Comité Central de substituer à la répartition forcée du ravitaillement un impôt sur les céréales et la faculté des échanges commerciaux. En février 1920, il déclare au

Comité Central : « La politique actuelle de réquisition égalisatrice d'après les normes d'approvisionnement, de responsabilité mutuelle à la livraison et de répartition égalisatrice des produits de l'industrie mène à une réduction de l'agriculture, à une pulvérisation du prolétariat industriel et menace de briser définitivement la vie économique du pays. » La militarisation de la production avait mené au déclin de celle-ci, et ce déclin faisait surtout sentir ses effets dans le domaine de la répartition et de la circulation. En fait, le mode communiste de prélèvement et de répartition obligatoire entraînait la diminution des surfaces emblavées, la création d'un marché noir et remplaçait la distribution par la réquisition. L'industrie s'asphyxiait, ainsi que les villes et les centres ouvriers en général.

La base de l'économie russe reste l'agriculture, et le déclin de la production agricole signifie la famine et la ruine du pays. (Le tout dans les conditions du blocus et de la guerre civile.) En fait, il y a rupture complète entre l'économie agraire et l'économie industrielle. Dans ces conditions, le redressement de la production réside avant tout dans le rétablissement des *échanges* sur une base capitaliste inévitable, c'est-à-dire d'un marché libre. Le marché devait par voie de conséquence être étendu aux artisans, à la petite production industrielle, au commerce urbain. Bref, la voie s'ouvrirait à un début d'accumulation capitaliste, concurremment à une accumulation socialiste, la seconde devant dans cette phase s'appuyer sur la première ; c'était la seule façon de rétablir la possibilité d'un surplus croissant et de modifier ensuite les conditions de la répartition. Trotsky proposait pratiquement : 1) de remplacer le prélèvement fait sur les excédents par une certaine défalcation en pourcentage (quelque chose comme un impôt progressif sur le revenu prélevé en nature — et en calculant ainsi que la culture la plus étendue ou la mieux menée présente quand même un avantage ; 2) de rétablir une plus exacte correspondance entre les produits industriels fournis aux paysans et la quantité de céréales versée par eux, non seulement par cantons et bourgs, mais même par ménages. Ces propositions furent rejetées par le IX^e Congrès, mais reprises un an plus tard.

Le chaos qui régnait à cette époque dans l'économie, le défaut de recensement, d'enregistrement, de contrôle chiffré, les nécessités de la dépense militaire, les variations dans les

étendues contrôlées par le pouvoir des soviets, tout cela rend les données sur le communisme de guerre assez vagues. Pourtant, certains chiffres sont assez parlants.

L'expropriation des grands domaines agricoles avait fait diminuer la production destinée au marché et à l'exportation. Les cultures industrielles (lin, soja, coton) avaient baissé de 40 % en fin 1920. Les cultures paysannes indépendantes passèrent de 55 % à 96 % ; 30.000 propriétaires fonciers furent expropriés. Mais les paysans propriétaires étaient isolés par la destruction des transports. L'industrie n'avait rien à leur donner. Ils vivaient sur eux-mêmes, cédant de mauvais gré aux réquisitions et vendant autour d'eux, à des prix de marché noir, le peu de surplus ou de réserves disponibles. Les armées fluant et refluant leur arrachaient bien au-delà des excédents. La paysannerie se nivelle, mais par en bas. Le 14 mai 1918, un décret avait remplacé l'échange par les réquisitions : « Le peu d'objets manufacturés que l'on pouvait donner aux campagnes, on le donna aux pauvres, afin qu'ils aidassent le prolétariat (des villes) à confisquer le blé des riches », écrit Victor-Serge (1). La lutte de classe s'intensifie à la campagne, mais la masse des paysans pauvres et moyens soutient le pouvoir des soviets contre le retour des grands propriétaires. Les surfaces emblavées avaient diminué en 1920, par rapport à 1913, de 12,5 % ; les rendements à l'hectare de 30 %.

Dans l'industrie, on assistait à une pure et simple désaccumulation. La défense armée absorbait les ressources principales, en produits et en transports. La « ration sociale » remplaça de plus en plus le salaire et l'effondrement du rouble conduisit à préconiser la substitution d'opérations comptables aux compensations monétaires. Les rapports de salariat propres aux rapports capitalistes commençaient à disparaître, mais dans la ruine. L'expérience, malgré des circonstances misérables, mettait à l'ordre du jour pour la première fois un système de vie économique en rupture avec le système classique de l'exploitation capitaliste. Il y a pour nous dans cette expérience plus de leçons pour l'avenir que la Commune de Paris n'en contenait pour les bolcheviks.

(1) *L'An I de la Révolution russe*, Paris 1930, Ch. XI, « Le communisme de guerre ». Voir aussi E.H. Carr, *The Bolshevick revolution, 1917-1923*, vol. 2, 1952, ch. 17 : « War communism » où une abondante documentation soviétique est mise à profit. Et Lénine, *Selected Works*, vol. VIII, *The period of War Communism*, Moscou, 1937.

Lorsque le tournant de la N.E.P. fut décidé, on vit bien que les rapports de travail établis par le communisme de guerre pouvaient pourtant être fortement amendés et même détruits sans pour autant mettre en cause le pouvoir dans l'Etat. Preuve que cet Etat n'était pas la classe ouvrière libérée « elle-même », mais un appareil tantôt à son service, tantôt incapable de la servir, ou même hostile à elle. C'est pourquoi Lénine établit fermement au cours des années 1921 et 1922 les droits qu'elle devait s'assurer en tout état de cause. A son habitude, en pleine tourmente, il ne « théorise » pas. Il réclame des décisions pratiques, réalisables. C'est dans la longue thèse sur le « rôle et les tâches des syndicats dans les conditions de la Nouvelle Politique Economique » (1922) que se marque le mieux la situation nouvelle qui devait être faite à la classe ouvrière salariée dans la période de la reconstruction. Un Code du Travail fut élaboré en conséquence. En octobre 1922, V. Schmit déclara que le système de la ration sociale « aboutissait à un véritable non-sens économique : le salaire était transformé en assurance sociale qui ne laissait pas le moindre stimulant matériel pour un rendement normal ».

Dès août 1921, le Conseil des Commissaires du Peuple avait publié une longue instruction, faisant suite à la décision prise en mars d'instaurer une « Nouvelle Politique Economique », qui déclare que « dans les conditions actuelles de la rémunération du travail, les producteurs ne s'intéressent pas et ne peuvent pas s'intéresser au résultat de leur labeur et à l'amélioration des méthodes de production ». Avec la N.E.P. « toutes les formes du ravitaillement ouvrier, sauf en ce qui concerne les vêtements spéciaux, sont comprises dans le salaire... Le ravitaillement est distribué aux ouvriers travaillant isolément comme aux ouvriers travaillant en groupes (en équipe, à la tâche, etc.) conformément aux chiffres de production qu'ils ont obtenus ». Comme le déclare peu après le Conseil Supérieur de l'Economie Nationale, la N.E.P. « fit passer de l'approvisionnement de l'économie nationale en main-d'œuvre par le service obligatoire du travail au libre contrat de travail », ce qui entraîna « une modification profonde de la politique des salaires ; le principe égalitaire fut abandonné et la rémunération correspondit désormais au travail effectué ». Toutes ces dispositions et appréciations expriment clairement le point de vue de Lénine. Il ne pouvait s'agir pour lui dans ces circonstances d'un débat théorique, mais de démarches pratiques ; le côté théorique de la question n'en était pas pour autant oublié ; il était préservé.

Le tournant de la N.E.P. est en essence une restauration partielle du marché libre et de l'économie monétaire à un moment où la destruction du marché et de la monnaie avait épuisé ses vertus momentanées (avant tout sa capacité de détruire le pouvoir du capitalisme bourgeois). En restaurant le marché de consommation, il fallait rétablir le marché du travail, ramener les répartitions en nature et en services (« gratuits ») à des rétributions en salaires monétaires et par suite rétablir une hiérarchie des salaires selon le rendement, mesuré d'une façon ou d'une autre. Ces restaurations s'opéraient toutefois dans le cadre d'une nationalisation de la grande industrie, de diverses garanties étatiques aux salariés, du monopole du commerce extérieur, etc. et du maintien du pouvoir socialiste. De cette combinaison résultent deux tendances dans une large mesure antagonistes : l'une porte à l'accroissement du prélèvement de l'Etat sur la plus-value socialisée et centralisée (lié au principe de planification) ; l'autre est la renaissance de différenciations de classe (principe du marché et régulation par la valeur).

Ce sont ces deux tendances que la bureaucratie d'Etat s'efforcera plus tard, après liquidation de la crise de la N.E.P., de maîtriser dans une « collectivisation intégrale » qui devint le cadre d'une exploitation mutuelle inévitable. En 1922, Lénine ne prévit ces conséquences que sous un aspect limité, quoique essentiel : en constatant que les syndicats et les soviets devraient conserver, contre *leur* propre Etat, un droit de critique, de remontrance et d'opposition qui découlait aussi bien des circonstances du communisme de guerre que de celles de la N.E.P. Une société salariale et qui devait s'étendre à toute la population travaillante, en absorbant les travailleurs agricoles dans ce nouveau statut, ne pouvait qu'être une société d'exploitation, sous une forme qu'il faut bien appeler progressive.

B) *Boukharine théoricien.*

1. *Forces de production et rapports de production.*

Dans sa *Théorie du matérialisme historique*, Boukharine écrit ceci : « Par rapports de production, j'entends la coordination des hommes (considérés comme « machines vivantes ») par le travail dans l'espace et dans le temps. Le système de ces rapports est aussi peu « psychique » qu'un système planétaire

avec son soleil. La détermination de sa place à chaque point chronologique, voilà ce qui constitue un système. » On a reproché à Boukharine, pour des formulations de ce genre, un manque de « dialectique ». Il aurait dû dire que les rapports de production, comme système déterminé, comportent à la fois des oppositions et des coordinations.

Je n'ai pas l'intention de rouvrir ici une discussion au sujet de la dialectique et de ses formes. Je me contenterai de souligner, au point de vue méthodologique, deux règles qui sont bonnes à suivre, laissant aux historiens et aux pédants le rappel des formules *ne varietur* de Hegel et de Marx. La première : un système social ou physique, ne peut être constitué par *une seule* opposition ou contradiction, qui en constituerait le principe. Par suite, on ne peut considérer *la* contradiction comme une caractéristique fondamentale d'un système. On m'objectera que le système capitaliste, dans son analyse formelle, est justement constitué par une contradiction radicale, celle qui oppose les travailleurs salariés aux propriétaires capitalistes. A quoi je répons, comme il a déjà fallu le faire tant de fois, 1. que cette contradiction (dont la nature logique reste à déterminer avec précision, ce qui n'a jamais été fait, carence qui enténèbre toutes les discussions relatives aux contradictions dans le socialisme d'Etat) en implique une série d'autres qui la déterminent elle-même et qui sont déterminées par elle. 2. Que ces contradictions ne peuvent se manifester que parce qu'elles sont elles-mêmes en contradiction avec le principe de coordination qui constitue le système. La coordination entre groupes humains et nature non-humaine, et entre groupes humains, apparaît comme la forme où se manifestent des oppositions. Il y a donc une relation entre ces oppositions et l'équilibre que celles-ci supposent. La coordination apparaît comme un mode de relation indispensable, à la fois à l'existence du système et aux contradictions dans le système. (Je laisse de côté la question de savoir si le terme « contradiction » est celui qui convient, ou si c'est celui d'incompatibilité, une véritable logique scientifique de la contradiction n'ayant encore jamais été élaborée) (1).

En admettant la définition de Boukharine, on voit que les rapports de production constituent le système social dans lequel les groupes humains coordonnent (opposition comprise) leur activité entre eux, *par le travail productif*. Le travail pro-

(1) Comme on le verra dans la dernière partie de cet ouvrage.

ductif est donc à la racine de tout système social, et c'est ce qui nous importe ici. Boukharine a raison, de ce point de vue, d'écarter toutes les définitions qui font reposer le système social sur une seule relation entre superstructures et infrastructures, ou tout simplement sur un système d'opinion et de culture. Les délices culturels les plus enivrants, et plus souvent abrutissants, ne changent rien à cette expérience essentielle. Il suit encore de là que les rapports de production sont eux-mêmes déterminés par les relations entre trois masses de *forces de production* : celles que fournit directement la nature extérieure aux organismes humains, celles que les groupes d'hommes accumulent comme outillage, ou moyens de production, et comme formes de production ; celles que représente l'énergie et la capacité d'agir des organismes humains, c'est-à-dire les forces de travail vivantes.

Le passage de la combinaison des forces de production aux rapports de production s'opère sur la ligne générale suivante : « Le processus d'échange des matières entre la société et la nature est un processus de reproduction sociale. La société y perd son énergie humaine de travail et y reçoit en échange une quantité déterminée d'énergie naturelle qu'elle assimile (les « objets naturels » ainsi que s'exprimait Marx). Il est évident que c'est le bilan de cette opération qui a une importance décisive pour l'évolution de la société. Ce qu'elle reçoit dépasse-t-il ce qu'elle a perdu ? Et s'il le dépasse, de combien ? »

Ce processus commence à nous intéresser au premier chef dès que la question est de saisir quel type de système social permet d'assurer dans un équilibre perturbé l'appropriation de ce bilan positif des échanges et sa répartition. Ici intervient un deuxième mode d'échange : celui qui s'opère entre complexes de groupes humains. On passe des forces de production aux rapports de production ; il faut donc considérer un rapport de forces. Les deux temps de l'analyse ne se laissent plus facilement disjoindre, *et de moins en moins à notre époque*. En effet, le système social (capitaliste et socialiste) est de moins en moins séparable de sa relation avec les systèmes naturels d'où il surgit. Le progrès des sciences de l'exploitation des forces naturelles, lié au développement des sciences physiques, chimiques, biologiques et mathématiques, conduit de plus en plus les sociétés d'industrie à exploiter des domaines autrefois inaccessibles et inconnus. L'homme productif pénètre la matière sous des formes bien plus complexes, profondes et

étendues que par le passé. Il ne se borne plus à écorcher la croûte terrestre, à recueillir à sa surface le vent et l'eau, à imiter dans ses outils les mécanismes naturels les plus simples et les plus directement accessibles, à puiser ses matières premières au ras du sol ; il a maintenant libéré des énergies enfouies à des kilomètres de la surface du sol (pétrole, gaz), il a décuplé les fécondations biologiques (engrais chimiques, sélections génétiques), créé des matières premières (plastiques), attaqué le fond des mers, capté les électrons et fait éclater les noyaux atomiques. Toutes ces entreprises ont élargi simultanément le champ naturel exploitable et l'industrie qui l'exploite, faisant passer toute la nature végétale, minérale et animale sous la coupe de la nature physico-chimique de l'industrie. Autrement dit, la croissance des forces de production altère beaucoup plus directement que naguère les rapports de production grâce auxquelles celles-ci sont mises en œuvre. On peut ajouter que l'expansion démographique, vertigineuse dans toutes les parties du monde depuis un siècle, a transformé cette relation nouvelle dans le domaine des dimensions et mouvements de population.

Cela ne signifie pas que les rapports de production perdent leur primauté dans l'analyse sociale. Bien au contraire. Cela signifie pourtant que le système social, considéré comme rapports de production, dépend plus que jamais du rapport des groupes sociaux à la nature. Boukharine a le mérite d'avoir mis l'accent sur cette dépendance, et d'y avoir cherché le secret des formes socialistes d'économie. Les technocrates de toutes écoles, au contraire, esquaivaient le problème en promettant un âge d'or industriel qui n'entame en rien les rapports de production capitalistes présents. En fait, c'est l'évolution vers le capitalisme d'Etat et vers le socialisme d'Etat qui représente aujourd'hui cette relation nouvelle entre forces et rapports de production.

2. *Le profit dans l'Etat socialiste.*

Boukharine aborde une première fois la question du profit dans l'Etat socialiste lors de sa polémique contre l'école marginaliste autrichienne et Böhm-Bawerk (1). Pour celui-ci, le

(1) En 1914. *L'économie politique du rentier. La théorie de la valeur et du profit de l'école autrichienne* parut à Moscou en 1919. Cf. l'édition française, Paris, Etudes et Documentation Internationales, 1967. Récemment, J. Bénard a repris l'essentiel des critiques de Boukharine dans *La conception marxiste du Capital*, 1952.

capital n'est que l'ensemble des « produits intermédiaires » créés par les longs détours, les processus au cours desquels s'effectue la production : « le capital n'est autre chose que l'ensemble des produits intermédiaires qui se forment aux différentes étapes du long détour ». Cette définition permet d'affirmer que *toute production* est capital, quel que soit le mode d'appropriation des produits et des producteurs. La distinction de systèmes tels que communisme primitif, capitaliste, socialisme, ne touche qu'à la forme ; leur nature est identique : c'est celle d'un capital constitué par les produits intermédiaires, ceux grâce auxquels les hommes font agir des forces naturelles et des machines pour obtenir un résultat. Quant au profit, c'est en fin de compte, quel que soit le régime, une différence entre la valeur des différents produits intermédiaires. Ainsi, capital, profit et valeur de marché sont des catégories éternelles et formelles inhérentes à tout développement productif.

Boukharine examine alors ce que seraient le capital et ce profit dans un Etat socialiste (en suivant Böhm-Bawerk qui soulève la question dans le chapitre de son livre intitulé « Les intérêts dans l'Etat socialiste »). Supposons, dit-il, « bien qu'une telle supposition n'ait aucun sens, que le profit existe aussi dans « l'Etat socialiste » ; en ce cas le « profit » tomberait aux mains de toute la société, tandis que dans l'économie moderne il revient à une seule *classe*. C'est là une différence plus qu'essentielle ». Pourtant, il y aurait alors selon Böhm-Bawerk une « exploitation socialiste », que celui-ci explique de la façon suivante : si l'on paye journallement à deux ouvriers la même somme x , alors que le produit de l'un est immédiatement consommé à cette valeur et que le produit de l'autre sera consommé beaucoup plus tard plusieurs fois la valeur x , l'un est exploité plus que l'autre. L'accroissement de valeur représente une plus-value « que la société empoche en la retirant par conséquent aux ouvriers qui l'ont produite, de sorte que ce sont les autres qui jouissent du fruit de leur travail. A travers la répartition, [les intérêts] échoient à une catégorie de gens tout autres que ceux grâce au travail et au produit de qui il fut gagné..., d'autres gens, tout comme aujourd'hui, *non pas en fonction du travail, mais en fonction de la propriété ou de la copropriété.* » (Souligné par moi. N.) (1).

(1) L'exemple précis est le suivant : Admettons qu'il y ait deux branches de production : la boulangerie et la sylviculture. La journée de travail du boulanger donne comme produit le pain dont la valeur serait de 2 florins. La journée du sylviculteur consiste à plan-

Boukharine objecte à cela que même en régime socialiste, le sol ne produit pas de valeur (marchande). Que la dépense de travail soit affectée à telle ou telle catégorie de biens (de production ou de consommation, d'usage proche ou lointain), cela n'a pas d'importance, parce que les allocations de travail se font selon un plan et que tous les genres de travail sont considérés comme des parties d'un travail social commun. En outre, que les produits soient utilisables à plus ou moins longue échéance n'empêche pas qu'ils soient consommés de façon ininterrompue et simultanée. Seule la quantité de travail fourni, c'est-à-dire le temps de travail actif, intervient pour déterminer la part qui revient à chacun.

La réponse est parfaitement juste si l'on considère les conditions théoriques de la mesure et de la rétribution du travail dans des rapports socialistes achevés. Mais la question que soulève l'analyse erronée de Böhm-Bawerk doit cependant être examinée au moins à la lumière de l'expérience soviétique, qui n'est pas celle de tels rapports. Le travail est une grandeur sociale dans ces rapports. Mais il l'est aussi dans le système capitaliste. Dans les deux cas, cette grandeur sociale n'est pas un tout indifférencié. C'est une masse additive et différenciée. Elle doit être considérée comme grandeur sociale ou globale d'un point de vue formel. Mais en pratique, c'est un agrégat. C'est pour cela que si la répartition des rémunérations du travail (qu'on les appelle salaire ou non) est inégale, et mesurée par le temps et la qualité fournis, c'est qu'il s'agit encore de rapports caractéristiques d'une société de transition d'où la propriété capitaliste des moyens de production est bannie au profit de l'Etat. L'explication de Böhm-Bawerk est complètement fautive parce qu'il imagine que la plus-value (ou profit) provient de la durée et de la série des opérations qui procureront à terme le produit en lui conférant une valeur accrue. Mais il soulève, malgré son erreur, un problème réel en remarquant que même au cas où existe une *co-propriété* (dans un Etat socialiste) l'inégalité des rétributions subsistera pour des raisons analogues à celles qui font exister celle-ci dans le système capitaliste : parce que la valeur continuera à régler

ter 100 jeunes chênes qui se transforment, sans intervention extérieure, en grands chênes au bout de 100 ans, ce qui donnerait au produit du travail du forestier une valeur de 1 000 florins. C'est cette différence entre les deux temps de production qui fonde le profit. Si l'on payait le forestier seulement 2 florins par jour, tout comme le boulanger, on l'exploiterait tout autant que font les capitalistes.

les échanges. C'est en ce sens qu'on peut dire, au moins pour cette société de transition, qu'il y existe une sorte « d'exploitation mutuelle », comme il y en avait déjà une à l'intérieur des grandes classes antagonistes de la société capitaliste.

Boukharine ne résoud pas ce problème parce qu'il considère une situation (envisagée par Marx) qui ne prévoit pas les conditions concrètes de l'échange dans un socialisme d'Etat. Böhm-Bawerk se trompe sur l'analogie *formelle* de toutes les formes d'exploitation passées, existantes ou à venir, assimilées à celles du capitalisme. Et les bases utilitaristes et marginalistes de sa théorie l'empêchaient d'apercevoir où serait un jour le vrai problème. Mais ce jour est venu, et le problème doit trouver sa solution.

Boukharine insiste sur le fait que tous les travaux sont solidaires, ou plutôt interdépendants (donc formant une masse sociale unique). Mais ceci est vrai aussi du capitalisme, et c'est ce que les travailleurs associés en reçoivent comme héritage. Mais dans le socialisme d'Etat primitif comme dans le capitalisme, cette grandeur globale, qui n'est pas simple addition mais intégration, ne peut exister que parce qu'elle dissocie les individus (et le travail) concret du temps de travail abstrait. Les individus (et groupes d'individus) concrets continuant à dépenser leurs capacités de travail personnelles. L'ensemble de leurs travaux peut être considéré comme une masse de travail abstrait, mais comme la rétribution de celui-ci en équivalents monétaires du travail est inégale et réglée par la valeur d'échange, il s'ensuit que même en l'absence de propriétaires privés il se produit une exploitation mutuelle qui ne peut disparaître qu'avec l'évanouissement de toute forme de marché. Il subsiste dans le socialisme d'Etat un complexe contradictoire entre la forme sociale du travail, l'appropriation étatique et privée des produits, et la forme sociale et privée des rémunérations ; ces contradictions s'expriment par des inégalités dont aucun capitaliste privé n'est responsable, mais qui n'en existent pas moins comme manifestation d'une exploitation.

Ceci revient à se demander quelle différence il y a entre une *inégalité* dans la répartition des revenus salariaux et un *profit différentiel* (une exploitation) de l'un sur l'autre des détenteurs de ce profit, ou de ce « surplus », si l'on veut changer de terme. La différence tient au mode d'appropriation (c'est-à-dire aussi de propriété). Mais ce qui subsiste de commun, c'est que la source de l'inégalité provient du mode de formation du profit : celui qui reçoit une rémunération supé-

rière à ce que reçoit un autre, cette différence étant liée à des temps et qualités de travail différents, se voit attribuer en partage une part supérieure du profit social. Qu'il s'agisse en principe d'un profit social et non d'un profit privé, modifie le mode d'appropriation et de répartition, mais non le fait qu'il s'agit d'un profit dont l'inégalité de répartition, selon la loi de la valeur, implique une variété nouvelle « d'exploitation mutuelle » — vérité déjà en germe dans le système capitaliste d'Etat le plus moderne.

Boukharine se demande ensuite : « Supposons qu'au cours d'un circuit de production donné la société socialiste perçoive un certain surplus de « valeur » (en l'espèce, peu importe pourquoi et en fonction de *quelle* « théorie de la valeur » s'effectue l'estimation du produit). Böhm-Bawerk convient que cette « plus-value » « sert à augmenter la quote-part générale des salaires de la population ouvrière ». Il n'y a donc aucune raison de donner au surplus ainsi obtenu le sens d'un profit. A quoi Böhm-Bawerk fait l'objection suivante : « Le profit ne cesse pas d'être du profit du fait qu'on le met en rapport avec les fins qu'il doit servir ; qui donc oserait affirmer que le capitaliste et son profit cessent d'être capitaliste et profit si un entrepreneur quelconque..., ayant amassé des millions, utilise ceux-ci à des fins d'utilité publique ? »

Une fois de plus, l'argument de Böhm-Bawerk est sans valeur et ne permet pas de répondre à la question. Mais la question subsiste. Boukharine répond à juste titre que les fins philanthropiques éventuelles de capitalistes isolés n'entament pas le statut fondamental de la classe capitaliste. En effet, les dons de la Fondation Ford, par exemple, ne changent rien au caractère capitaliste de la société Ford qui accumule un profit en fabriquant des automobiles. Il ajoute que si les capitalistes, comme classe d'exploitation, affectaient la totalité de leur profit à des fins d'utilité publique, ils cesseraient — ce qui est pratiquement impossible sans une révolution — d'être une classe capitaliste : « la catégorie profit disparaîtrait et la structure économique de la société prendrait un aspect différent de celui que présente la société capitaliste. Du point de vue de l'entrepreneur privé la monopolisation des moyens de production perdrait même toute raison d'être et les capitalistes cesseraient d'exister en tant que tels. Ce qui nous ramène une nouvelle fois au caractère de classe du capitalisme et à sa catégorie — le profit. »

Soit. Mais en opposant à Böhm-Bawerk des rapports sociaux où n'existerait qu'un surplus social et non un profit d'exploitation, Boukharine passait à côté de la question qui devait se poser à l'économie de l'U.R.S.S. et des autres pays de même structure. En pratique, la classe capitaliste a cédé le pas à l'Etat et non à la société elle-même. La question est alors de savoir si l'Etat national (avec ses correctifs locaux), en s'appropriant la plus-value produite au cours d'un échange travail salaire qui se perpétue, ne régularise pas au nom de la collectivité nationale une exploitation d'un nouveau genre. Il ne suffit pas que la classe capitaliste disparaisse pour que disparaisse toute exploitation. Il faut encore que s'évanouisse l'Etat, qui manifeste la permanence du jeu de la loi de la valeur ; car la répartition du surplus social en fraction accumulée et réinvestie, en fraction salaire et en fraction redistribuée par l'Etat — quelle que soit la proportion entre ces trois fractions — exprime le fait qu'une autorité administrative est encore nécessaire pour arbitrer des inégalités d'exploitation. Ce qui est complètement faux dans la théorie de Böhm-Bawerk, c'est son hypostase du profit de forme capitaliste en modèle formel de toute production de surplus. Mais la question qu'il pose oblige à répondre : la société de l'U.R.S.S. ne correspond ni à la déduction formelle de Böhm-Bawerk, ni à la réponse abstraite de Boukharine.

3. *Le cas du capitalisme d'Etat.*

Boukharine indique en répondant à Böhm-Bawerk que si la plus-value dans l'Etat socialiste « sert à augmenter la quote-part générale des salaires de la population ouvrière », il n'y a plus de raison de donner à cette plus-value sociale le sens d'un profit d'exploitation. Mais cette indication va trop loin. Car si l'Etat peut s'efforcer, tout autrement que les capitalistes, d'accroître le capital variable en abaissant le rapport $\frac{v}{pl}$, il a tendance en même temps à élever ce rapport pour accélérer l'accumulation. En pareil cas il se trouve dans la situation de l'Etat d'un « capitalisme d'Etat » dont Boukharine a donné une analyse intéressante dans un livre rédigé lui aussi avant la révolution d'Octobre (1), qui corrobore certaines ana-

(1) *L'économie mondiale et l'impérialisme*. Traduction française, 1928.

lyse du *Finanzkapital* de Hilferding (1). A Böhm-Bawerk il objecte que si un « capital unifié », l'Etat, utilise par priorité le profit à l'accroissement des salaires, c'est qu'il sera devenu un « socialisme d'Etat » ; dans ce cas le surplus qu'il aurait à répartir ne serait plus un profit capitaliste. Notons d'ailleurs que dans ce raisonnement la répartition d'un profit suppose toujours que c'est un *salaire* , élément d'un échange de valeur, qui a été attribué au travailleur. Justement, Kautsky avait défendu une théorie analogue, mais de façon plus pratique. D'après lui, en luttant pour une augmentation des salaires réels (directement ou par diminution de la durée du travail) la classe ouvrière salariée pouvait mettre les rapports capitalistes en échec et y substituer progressivement le socialisme.

Il est vrai que toute valeur y peut se décomposer en deux parties, $v + pl$, et le rapport de ces deux parties dépend du rapport des forces sociales (et des institutions et lois). Les salaires, v , peuvent s'accroître au détriment de pl . Mais peut-on conclure qu'à la limite, v s'étendra au point de réduire le revenu des capitalistes lui aussi à un simple salaire, transformant ceux-ci en simples employés, voire en pensionnés sociaux ? Pour que cette possibilité, escomptée par Kautsky, se réalise, il faudrait qu'à la classe capitaliste dont les membres deviendraient de simples salariés, se substitue un Etat-capitaliste, centralisant le profit social. Il est vrai que c'est justement pendant la guerre de 1914-1918 que l'Etat bourgeois a été amené à intervenir de plus en plus activement dans le domaine économique, accentuant les tendances à la concentration oligopolistique du capital. Mais cette tendance au « capitalisme d'Etat » n'en vient jamais — et semble-t-il ne le peut pas — à annuler totalement le rôle du capital privé. Les monopoles nationaux eux-mêmes ne suppriment pas la concurrence internationale (même lorsqu'ils sont dominés par quelques trusts internationaux). Le capitalisme d'Etat, dont le mouvement de constitution étend le salariat à toute la population travaillante, ne peut être que le prélude à un « socialisme d'Etat », à défaut de socialisme tout court, dans lequel le marché du travail, do-

(1) Je parlerai ailleurs des idées de Hilferding. Dans *Das Finanzkapital*, il étudie les formations monopolistiques qui unissent le capital bancaire et le capital industriel en restreignant le fonctionnement « libre » du marché. Il estime que « la production capitaliste d'ensemble pourrait bien être consciemment réglée par une autorité unique... Ce serait encore une société antagoniste, mais il s'agirait d'antagonismes de distribution. La production serait consciemment réglée. »

miné par le pouvoir d'Etat, demeure l'arène d'une lutte pour la modification du rapport v/pl et pour la répartition de v . Il ne suffit donc pas, contrairement aux espoirs de Kautsky, d'accroître peu à peu v devant pl pour aboutir au socialisme. Aurait-on réussi cela qu'on n'aurait fait que *diminuer le taux d'exploitation* du salarié, sans supprimer celle-ci. Mais Boukharine, à cette époque, ne poussait pas son analyse jusque-là.

4. *Le produit dans le communisme de transition.*

Après la révolution d'Octobre, Boukharine traite à nouveau des catégories économiques du socialisme dans un court livre sur *L'Economique de la période de transition* (1^{re} partie, *Théorie générale du processus de transformation*) qui traite plus savamment que *l'A B C du communisme* d'un problème nouveau : les catégories économiques fondamentales analysées par Marx comme caractéristiques du capitalisme de marché sont-elles utilisables pour l'économie de la période de transition, qui est à ce moment celle du communisme de guerre ? La réponse est : non. Ni la marchandise, ni la valeur d'échange, ni le salaire, ni le prix ne peuvent servir à élaborer un équilibre économique dans une économie rationnellement organisée. Ce qu'il faut y substituer, ce sont des mesures dans les deux sens du mot : méthodes d'évaluation quantitative et qualitative des besoins, moyens et buts ; et obligations décidées consciemment par des organismes qualifiés du pouvoir ouvrier.

Je n'examinerai ici que quelques points soulevés par l'ouvrage, dont on pourra traiter ailleurs d'autres aspects.

Boukharine écrivait : « Dans la mesure où disparaît l'irrationalité du processus de production, c'est-à-dire dans la mesure où à la place de la spontanéité se dresse un régulateur social conscient, la marchandise se transforme en produit et perd son caractère marchand. » Lénine avait écrit en marge : « Inexact : elle se change en « produit », mais comme tel différemment. *Etwa* : en produit entrant dans la consommation sociale autrement que par le marché (1). »

Cette annotation n'est pas tout à fait claire. L'indication de Lénine (antérieure à la N.E.P.) semble vouloir dire : la marchandise prend bien le caractère d'un « produit », et elle entre

(1) Lénine avait fait dans son exemplaire un certain nombre d'annotations qui ont été publiées plus tard. Comme toujours, il s'agit de réflexions de bon sens.

dans la consommation sociale sans passer par un marché (échanges et commerce privés) ; néanmoins elle a encore un prix. La marchandise capitaliste était aussi un produit, qui entraînait lui aussi dans la consommation sociale, avec un prix, mais par la voie du marché libre. Le bien ou le service dans les rapports socialistes sont aussi des produits qui entrent dans la consommation sociale, mais ils y entrent « différemment », non par le marché libre, mais par une répartition contrôlée, qui suppose tout de même un prix.

Boukharine, quant à lui, est conséquent car il ajoute : « dans le système de la dictature du prolétariat, les ouvriers reçoivent leur part du produit social et non pas un salaire ». Autrement dit, la capacité de travail n'est pas non plus une marchandise ; il n'y a plus de marché du travail. Et cette fois Lénine écrit en marge : « Exact. Très bien dit et sans ambiguïté ». Pourtant, cette conception du salaire que Lénine estime exacte, est la conclusion logique de la simple métamorphose de toutes les marchandises en « produits », qu'il trouve « inexacte ». En effet, dans des rapports socialistes achevés, il n'y a que des « produits » : or, parmi ces produits se trouve le plus fondamental de tous, qui est la force de travail. Si toutes les marchandises disparaissent, la force de travail disparaît aussi comme marchandise, et par conséquent la valeur disparaît en général, non comme mesure, mais comme régulation des échanges. Comme produit, la force de travail entre elle aussi dans le produit social, mais elle n'est plus l'objet d'un marchandage. Autrement dit, il y a dissociation entre la capacité de travail dépensée et les moyens de consommation disponibles. En effet, cela est sans ambiguïté, et c'est cette théorie qui a été répétée inlassablement par les auteurs staliniens depuis près de quarante ans, bien qu'au contraire l'économie soviétique ait restauré depuis 1921 le salaire dans sa fonction échangiste. Cependant, sous cette forme générale, ce n'est encore que la reproduction d'une affirmation théorique classique des socialistes, bien qu'elle soit sans rapport avec les conditions réelles de la vie russe. Toutefois, ces conditions obligent à regarder de plus près la théorie classique.

Pour que la force de travail soit un « produit », et non une marchandise, il ne suffit pas d'affirmer que ce produit — ou plutôt son équivalent : le salaire — est une part du produit social. Les ouvriers reçoivent *leur* part, écrit Boukharine. Bien sûr ! Dans les rapports capitalistes aussi les ou-

vriers reçoivent *leur* part du produit social. Réduit à cette définition générale, le salaire n'est correctement décrit ni dans le capitalisme, ni dans le socialisme, et encore moins dans le socialisme d'Etat de l'U.R.S.S.

La fonction du salaire, en effet, ne dépend pas du fait que celui-ci est une partie du produit social qui revient au producteur : cette vérité est générale pour n'importe quel système économique où la force de travail est *rétribuée*, c'est-à-dire où son emploi est mis en équation avec son équivalent, un pouvoir d'achat. Mesuré en monnaie, en nature, ou en services, le salaire est un rapport entre le produit social et une partie de ce produit. Il est à la fois ce rapport et cette partie : autrement dit, il est une partie du produit social mise en rapport avec les autres parties, dont la principale est le produit net, le profit à répartir. Ceci ne préjuge en rien de la grandeur relative du salaire, c'est-à-dire de la mesure du rapport en question, de la part des salaires dans le revenu national, ni des grandeurs relatives des différentes catégories de salaires (groupes de salaires) entre eux.

« Leur » part, celle des salariés (et pas seulement des ouvriers), est donc déterminée. Et comment l'est-elle ? Non en fonction des besoins, ce qui serait le cas dans des rapports socialistes, et romprait la proportionnalité déterminée entre *dépense* de force de travail et salaire — mais selon la proportion hiérarchisée de dépense de travail mesurée à partir d'un minimum flexible. Ainsi, le salaire résulte encore d'un *échange*, et non d'un *partage*. Il détermine le besoin solvable, et non la satisfaction du besoin (à moins que l'on assimile par définition besoin et besoin solvable : dans ce cas, le besoin satisfait n'est que la portion congrue). Comme effet d'un échange, le salaire est donc l'équivalent d'une marchandise, avec cette différence que cette marchandise ne circule pas sur un marché analogue au marché capitaliste. Ainsi, les deux affirmations de Boukharine sont exactes, ou elles sont toutes deux inexactes. Or, elles sont à la fois l'un et l'autre selon qu'il s'agit d'une affirmation théorique, d'une déduction pure, ou qu'il s'agit de l'expression d'un régime existant. Lénine, tout aussi bien que Boukharine, devait en convenir dès l'instauration de la N.E.P. En rétablissant le régime des contrats collectifs, on admettait du même coup que le salaire pouvait faire l'objet d'un marchandage, au moins en principe. Pourtant, ce marchandage a en effet lieu dans le cadre d'une appropriation collective-étatique de la force de travail.

5. *Le salaire et l'accumulation.*

Boukharine devait revenir sur ces questions fondamentales un peu plus tard, dans une discussion des thèses de Rosa Luxembourg sur l'accumulation du capital (1). C'est à propos de la théorie des crises et du marché qu'il précise les fonctions de l'échange dans trois types d'économie : le capitalisme d'Etat (« où la classe capitaliste est unie en un trust unique et où, par conséquent, nous avons une économie organisée, mais en même temps antagoniste au point de vue des classes ») ; la société capitaliste classique ; et la société socialiste.

Quant au capitalisme d'Etat, Boukharine admet qu'il n'y aura pas de crise, car la demande de chaque branche envers chaque autre, ainsi que la demande de consommation de la part des capitalistes et des ouvriers sont données d'avance : « il n'y a pas d'anarchie de la production, mais un plan rationnel du point de vue du capital. » Comment cet équilibre est-il atteint en dépit d'un antagonisme de classes persistant ? En cas de mécompte (disproportions) dans les moyens de production, la quantité excédente est stockée, et la rectification correspondante est effectuée au cours de la période de production suivante. En cas de mécompte dans les moyens de consommation des ouvriers, on leur « fourre » ce supplément au moyen d'une distribution, ou bien on anéantit la portion correspondante. En cas de mécompte dans la production des moyens de luxe, l'issue est également claire. « Par conséquent on ne peut avoir ici de crise de surproduction... Le stimulant de la production et du plan de production, c'est la consommation des capitalistes ; par conséquent il n'y a pas ici de développement particulièrement rapide de la production, vu le petit nombre de capitalistes. »

En somme, les « mécomptes » sont dus à de mauvais calculs, et l'équilibre général découle de la maîtrise des flux économiques par un plan rationnel. Ce que Boukharine ne dit pas ici, c'est que ce capitalisme collectif idéal ne peut fonctionner sans crises majeures, ou organiques, que parce qu'il a supprimé la concurrence (même monopolistique) tout en respectant la loi de la valeur *et sa manifestation première* : l'échange temps de travail/salaire. Dans ce cas, ce capitalisme collectif (dans son aspect formel qui exclut son rapport avec

(1) *L'impérialisme et l'accumulation du capital*. Moscou, 1925.

un autre capitalisme collectif-national) ressemble étrangement au socialisme d'Etat, à cette différence près que le stimulant en est la consommation capitaliste et non l'accumulation sociale. Le capitalisme « organisé » de nos jours montre toutefois que la consommation des salariés (*v*) y devient aussi un stimulant, et que le nouveau conflit qui s'instaure oppose deux types de consommation : celle que les capitalistes oligopolistes imposent aux salariés ; et celle que les salariés voudraient voir développer sous forme sociale (services « gratuits »). Mais ces deux tendances ont un même résultat, lié aux progrès techniques et scientifiques : accroître considérablement la production et la productivité. La classe capitaliste unifiée, restreinte en nombre, se voit alors relayée pour une large partie par l'administration, payée par voie budgétaire directe ou indirecte (c'est l'appareil bureaucratique).

Dans le type pur de la société socialiste, il ne peut y avoir de crise, et la part des moyens de production croîtra plus rapidement que dans les rapports capitalistes « puisque l'on introduira des machines même dans les conditions où elle n'a pas d'importance sous le régime capitaliste ». Boukharine estime que l'erreur de R. Luxembourg est ici d'avoir affirmé que dans le capitalisme d'Etat (considéré comme type « idéal », formel, de la structure sociale), il doit y avoir crises de sous-consommation des masses par impossibilité d'y réaliser la plus-value privée ou collective. Et la même conclusion découle des conditions de la proportionnalité dans une société socialiste organisée.

En effet, écrit R. Luxembourg (1), dans une société socialiste, organisée, où la division du travail social aurait pris la place de l'échange, « il y aurait également une division du travail en production de moyens de production et production de moyens de consommation. » En admettant que $\frac{2}{3}$ du travail social soient consommés à la section I et $\frac{1}{3}$ à la section II, soit 1 000 et 500 unités de travail, à quoi s'ajoutent 3 000 unités provenant de la période antérieure de production (année) : « cette quantité de travail ne suffit cependant pas pour la société, car l'entretien de tous les membres non-travailleurs (dans le sens matériel, productif) de la société — enfants, vieillards, malades, fonctionnaires, artistes et savants — exige un supplément considérable de travail », sans compter le fonds d'assurance. Comme il n'y a pas (suppose-t-on) produc-

(1) *L'accumulation du Capital*, I, Paris, 1935, p. 137.

tion de marchandises, ni d'échanges, mais seulement division du travail social, les produits de la section I sont attribués dans la quantité nécessaire aux travailleurs et non-travailleurs, dans les deux sections, ainsi qu'au fonds d'assurance, non parce qu'il y a échange d'équivalents, « mais parce que l'organisation sociale dirige méthodiquement tout le processus, parce que les besoins existants doivent être couverts, parce que la production ne connaît précisément pas d'autre but que la satisfaction des besoins sociaux. »

Malgré cette différence, les rapports de grandeur (proportionnalité) conservent toute leur signification. Le produit de la section I = $Ic + IIa$. Le produit de la section II = $I(v + pl) + II(v + pl)$. « Ce qui signifie que la société doit fabriquer annuellement autant de moyens de consommation qu'il en faut pour couvrir les besoins de tous ses membres... Les rapports du schéma apparaissent tout aussi naturels et nécessaires dans une économie organisée que dans une économie capitaliste fondée sur l'échange des marchandises et l'anarchie. » Ainsi, le schéma a une validité sociale objective en cas de reproduction *simple* ; et aussi en cas — réel — de reproduction élargie. En effet, « un élargissement de la production n'est possible dans toute société, même dans la société socialiste, que : 1) si la société dispose d'une quantité croissante de force de travail, 2) si l'entretien immédiat de la société dans chaque période de travail ne prend pas tout son temps de travail, de telle sorte qu'une partie de ce temps puisse être consacrée au souci pour l'avenir et ses exigences croissantes, 3) si d'année en année une quantité suffisamment croissante de moyens de production est fabriquée, sans laquelle un élargissement croissant de la production est impossible. »

En laissant de côté la question de savoir quelle est la mécanique objective de l'accumulation, c'est-à-dire de la reproduction élargie, par l'intermédiaire de la réalisation de la plus-value (la transformation en argent), on voit que ce qu'il importe de constater dans cette discussion, ce sont deux affirmations concordantes chez Boukharine et Rosa Luxembourg : A. Un capitalisme totalement organisé (trust unique) peut fonctionner sans crises de surproduction ; B. Ce capitalisme nationalisé peut être considéré de deux manières, en ce qui concerne les rapports de production : a) ou bien c'est un modèle quasi-identique au modèle socialiste d'Etat actuel ; b) ou bien ce modèle comporte une opposition de classe qui

subsiste. Dans le cas *a*) il faut admettre qu'il n'y a plus échange de capacité de travail, ni de valeur-travail comme régulateur de tous les échanges ; dans le cas *b*), l'échange de produits subsiste, mais les forces de travail sont contraintes et non échangées, par une bureaucratie capitaliste d'Etat (1).

Ce que montre cette discussion, c'est l'impossibilité de concevoir, à l'époque, un système où l'ensemble ou une partie du produit reste marchand, tandis que la capacité de travail ne l'est pas. C'est pourtant ce que certains théoriciens « socialistes » d'aujourd'hui affirment possible, et même réalisé.

C) *L'école de Boukharine : Lapidus et Ostrovitianov.*

Avant de faire carrière pendant les quinquennats staliens, I. Lapidus et K. Ostrovitianov avaient rédigé sous l'inspiration de Boukharine un *Précis d'économie politique* qui contient une série de chapitres consacrés à l'économie soviétique. Il s'agit de l'économie de la N.E.P., bien que le livre ait encore été répandu après la liquidation de celle-ci (1). Le chapitre IV est intitulé : « La plus-value en U.R.S.S. ». Les auteurs parlent de la structure de l'économie soviétique telle que Lénine l'avait définie en 1918 et confirmée en 1921 dans sa brochure sur *L'Impôt en nature*. Lénine énumère les éléments de cette structure comme suit :

1. Economie paysanne patriarcale, c'est-à-dire naturelle dans une large mesure.
2. Petite production de marchandises (à cette catégorie appartiennent la plupart des paysans qui vendent du blé).
3. Capitalisme privé.
4. Capitalisme d'Etat.
5. Socialisme.

(1) C'est ce que soutient avec quelque vraisemblance L. Laurat (*L'accumulation du Capital d'après R. Luxembourg*, 1930, p. 188). A force d'abstraire, dit-il, Boukharine « nous présente une société à laquelle il ne reste plus de capitaliste que le nom... L'échange étant supprimé, les produits cessent d'être des marchandises. Un beau « capitalisme » que celui où la production de marchandises a disparu ! De ce fait, la force de travail, elle aussi, cesse d'être une marchandise... Le capitalisme d'Etat, l'exploiteur (des ouvriers), leur assigne tout simplement leurs moyens de subsistance, et Boukharine le souligne en disant qu'au cas où un calcul défectueux aurait abouti à la production d'un surplus de moyens de consommation pour les salariés, ce surplus serait « distribué » entre eux... C'est une société féodale et esclavagiste, où le mobile de la production est la consommation des exploités. »

(1) La traduction française a été éditée en 1929.

Cette structure est aujourd'hui complètement bouleversée. Mais il faut partir de là pour comprendre la métamorphose de la production de la plus-value dans l'économie soviétique, à travers la N.E.P. et la collectivisation intégrale. Naturellement, Lénine ne concevait pas cette économie comme une *mosaïque* de différents éléments. Ces éléments ne constituent pas un catalogue, une série de facteurs dissociés. Il y a circulation entre eux, intégration dans un ensemble, rapports mutuels, et la modification de cette situation ne pouvait consister à faire simplement disparaître certains éléments en conservant les autres, sans se préoccuper de leur liaison, mais à y parvenir en transformant la structure de l'ensemble, dans sa dynamique. Lénine précise « le caractère transitoire de cette économie ». Les éléments de capitalisme et de socialisme y sont entremêlés ; ils impliquent « divers rapports sociaux » ; « la Russie est si grande et si bigarrée que ces divers types économiques et sociaux s'y mêlent ». Mais Lapidus et Ostrovitianov voient surtout dans ce mélange une *collection* ; non une intégration, mais une addition. Les économistes staliniens procèdent toujours par *compartimentage*, d'où l'inconsistance de leurs explications théoriques, qui n'empêchent pas pour autant la réalité économique de se développer comme un tout.

C'est ainsi que Lapidus et Ostrovitianov envisagent la formation de la plus-value *séparément* dans 1. l'industrie étatisée, 2. les autres formes économiques (capitalistes ou semi-capitalistes). Il n'existe pas à cette époque de plan d'ensemble embrassant la production industrielle fondamentale, la production agraire, la circulation commerciale, le fonds des salaires et l'accumulation. La production dans son ensemble crée à la fois un profit socialisé et un profit capitaliste, et l'accumulation prolifère inévitablement dans les deux sens à la fois ; d'où la tendance automatique à la concurrence entre les deux secteurs. Néanmoins, le tout est contrôlé par l'Etat socialiste ; et les deux secteurs sont hétérogènes : la production capitaliste est avant tout agraire et artisanale, tandis que l'industrie lourde et les transports sont nationalisés. Il en résulte que la réalisation du surproduit à l'échelle sociale est un processus *unifié, mais contradictoire* : à sa base se trouve donc une lutte de classes pour le partage du surproduit, mais contrôlée et canalisée dans une certaine mesure. C'est le sens profond de la N.E.P., comme

Lénine l'a toujours clairement exprimé. Dans son essence, la même chose s'est produite en Pologne, Roumanie, Bulgarie, Hongrie depuis 1945, et plus tard en Chine.

Lapidus et Ostrovitianov fragmentent cette réalité. Comment se pose la question *dans l'industrie d'Etat* ? La plus-value capitaliste suppose 1. l'existence de la valeur en général, c'est-à-dire l'échange de marchandises, 2. la concentration entre les mains de capitalistes privés des moyens de production, 3. le travail salarié. Comment ces facteurs se transforment-ils dans l'industrie socialisée, d'Etat ?

1. La loi de la valeur, comme règle de l'échange de marchandises : c'est un « fantôme ». « Il est vrai qu'il est absurde de parler de plus-value lorsque le commerce fait défaut, lorsqu'il n'y a pas de valeur en général ; mais d'autre part, tout commerce ne suppose pas forcément des rapports capitalistes et l'existence de la plus-value. Bornons-nous à mentionner la simple production de marchandises... Nous y voyons des rapports commerciaux régis par la loi de la valeur, mais nous n'y voyons pas de plus-value. Tout cela peut être appliqué sans restriction à l'industrie étatisée de l'U.R.S.S. L'existence de rapports commerciaux dans l'industrie étatisée de l'U.R.S.S. et tout ce qui en découle — circulation monétaire, système bancaire, etc. ne démontre pas le caractère capitaliste de cette industrie. » (p. 86). Cette argumentation est étrange. Puisqu'il peut y avoir des sociétés échangistes simples sans production de plus-value... il n'y a pas de plus-value. L'industrie d'Etat supposera donc : des échanges simples, régis par la loi de la valeur, exactement comme dans le régime de production de marchandises simples ; pas d'accumulation capitaliste à partir de la plus-value ; donc pas de plus-value socialisée.

Cette analogie entre le régime de production marchande simple et l'industrie d'Etat socialiste ne tient pas debout. D'abord, le profit ne se forme pas, quelle que soit la forme du marché, dans la sphère de la circulation, des rapports commerciaux, il est créé dans les rapports de production, à partir de la plus-value. Le profit de l'industrie soviétique ne se forme pas dans la circulation commerciale, la répartition ; et le profit capitaliste classique non plus. Pour dire qu'il n'y a pas de plus-value à partir des rapports commerciaux, il n'est pas besoin d'aller chercher le petit producteur de marchandise, non-capitaliste, qui satisfait le marché local, sans parvenir à accumuler et élargir ses capitaux ni employer une

main-d'œuvre salariée croissante. Ce ne sont pas les rapports commerciaux, la circulation, quelle que soit leur forme, qui peuvent expliquer, même partiellement, la formation de la plus-value et du profit. Au contraire, c'est l'existence de la plus-value et la façon dont elle est créée, engendrée, dans la sphère de la production, qui seules peuvent expliquer les formes prises par la circulation, le commerce et la distribution.

L'industrie d'Etat, prise comme un tout, connaît des échanges sous plusieurs formes (dans le régime de la N.E.P.) : a) salaires forces de travail, échange fondamental au cours duquel se forme le surproduit dont le taux est en théorie réglé par un plan et transféré en majorité à l'Etat (budget) au lieu d'être accumulé par des entreprises privées ; b) échange de marchandises à l'intérieur du système, d'entreprises à entreprises (marché de production) ; échanges équilibrés par les plans, et qui peuvent ne donner lieu qu'à une réalisation comptable ; c) échanges sur le marché de consommation libre ou contrôlé, avant tout le marché agraire, mais aussi avec des industries et artisanats privés ; d) échanges internationaux.

On voit du premier coup d'œil que les échanges d'une industrie d'Etat liée à une économie capitaliste ou semi-capitaliste ne ressemblent en rien à ceux d'une économie marchande élémentaire ; au contraire, ils combinent des formes extrêmement évoluées de la circulation (rapports « commerciaux » planifiés inter-entreprises) avec des formes beaucoup plus classiques (rapports avec le marché paysan privé). Or, il y a formation d'un profit dans l'industrie, et aussi à la campagne, donc formation d'un surproduit et d'une plus-value. La caractéristique de la N.E.P., c'est que l'accumulation du profit formé dans l'industrie était relativement faible (dans son ensemble, car certaines entreprises particulières ne parvenaient même pas à couvrir les coûts de production) par rapport au profit globalement fourni dans les campagnes par les petits et moyens producteurs ; d'où la crise ultérieure de la N.E.P. et sa liquidation.

L'évolution de cette situation dépendait en U.R.S.S. du rapport initial entre les formes économiques énumérées par Lénine. Si l'industrie *capitaliste* héritée du tzarisme avait été plus importante par rapport à la production marchande agraire (comme cela fut le cas en Tchécoslovaquie, par exemple, après 1950), il est certain que la formation d'un surproduit social aurait pris momentanément d'autres formes ; elle se

serait faite plutôt dans l'échange *a*). Car il ne faut pas oublier que les échanges ne couvrent pas seulement, ni dans les rapports capitalistes ni dans les rapports socialistes d'Etat, la circulation commerciale de consommation, mais aussi le marché de production, et finalement les rapports de production dans la mesure où le *salariat* y domine. A la base des profits commerciaux comme du profit en général, il y a la plus-value produite au cours d'un échange spécial qui est celui capacité de travail-salaire/produit. La valeur se crée à partir d'un échange quelconque qui implique une équivalence, mais dès que cet échange peut créer une valeur accumulable, une survaleur, c'est qu'il a lui-même été rendu possible par la généralisation d'une autre sorte d'échange, celui d'une fraction du capital contre le salaire. Cet échange-là ne s'opère pas dans l'industrie socialiste d'Etat de la même façon que dans l'entreprise capitaliste, de sorte que la plus-value qui en résulte n'est pas non plus traitée de la même façon, en un mot qu'elle ne donne plus lieu à exploitation capitaliste. Mais il s'opère quand même.

2. Evidemment, il n'y a plus de classe capitaliste qui possède l'industrie étatisée, par définition. Il n'y a donc pas de classe prête à s'appropriier, comme telle, les profits de cette industrie. Mais cette remarque tautologique ne répond pas aux faits qu'exposait Lénine. Car cette industrie étatisée n'est pas « autarchique », ni suspendue en l'air. Elle baigne dans un milieu différent, ses rapports sont étroits avec le capitalisme privé à la campagne et à la ville, *c'est-à-dire avec des capitalistes*. Comme il existe une circulation entre l'usine et la campagne et que l'industrie d'Etat doit fournir le marché paysan privé, il est clair qu'une partie du surproduit peut être accaparée par le propriétaire paysan, et inversement. C'est cette lutte pour l'accaparement du surproduit qui est l'essentiel de la N.E.P.

Il y a donc une fraction du surproduit industriel d'Etat qui peut être accaparée par une classe capitaliste. Le fait que l'Etat contrôle l'ensemble des échanges ne change rien à la chose. En U.R.S.S., vers 1926-1927, le koulak s'était mis à rançonner l'Etat (et son industrie) par le canal du marché (c'est-à-dire des prix). C'est donc indirectement que l'industrie d'Etat, en cas de double secteur, peut nourrir une classe capitaliste, tout comme, lorsque le double secteur sera liquidé au profit de la propriété collective, elle pourra nourrir une autre faction « gestionnaire », celle de l'appareil administratif, économique et politique.

3. Cependant, Lapidus et Ostrovitianov admettent qu'à défaut de capitalistes, il existe encore dans l'industrie d'Etat des salariés. Les travailleurs industriels perçoivent en effet *un salaire en échange d'un certain quantum de travail* (et, pour le remarquer en passant, cet échange subsiste dans l'économie intégralement étatisée). Mais est-ce un « salaire » ? Ces économistes pensent que non, et ils reprennent pour l'affirmer l'argument développé dans le cas théorique de rapports socialistes ou communistes purs : il ne s'agit pas d'un salaire, mais d'une part proportionnelle dans le produit social. Notons que cette position a été défendue par les économistes officiels, à la fois pendant le communisme de guerre, pendant la N.E.P. et pendant la collectivisation intégrale (en U.R.S.S.). « Chacun sait, disent-ils, que nos ouvriers sont embauchés, signent des contrats, reçoivent un salaire, etc... comme en régime capitaliste. » Pourtant, il y a une différence. Nous savons aussi, ajoutent-ils, « *que les mêmes formes extérieures dissimulent souvent des rapports sociaux profondément différents.* » Voilà qui est parfaitement vrai. Mais la réciproque est aussi vraie : *des formes extérieures très dissemblables dissimulent souvent des rapports sociaux analogues.* Autrement dit, il y a au cours de l'évolution économique, variations concordantes et réciproques des rapports sociaux et des formes économiques, dans une certaine marge de dissimilitude.

Ce n'est pas par hasard si l'on emploie la notion de salaire en U.R.S.S., bien que les modalités du salariat se soient sérieusement modifiées. « La notion de salariat implique la transformation de la force de travail en marchandise. La marchandise suppose l'échange entre deux possesseurs de marchandises, c'est-à-dire en l'occurrence entre le capitaliste possesseur des moyens de production et l'ouvrier possesseur de la marchandise force de travail ». Mais il va de soi que ces deux propriétés ne sont pas du même type : le détenteur de force de travail ne peut attendre ; d'autre part sa « marchandise » a une qualité spéciale *qui ne tient pas seulement aux rapports sociaux* : elle est capable de produire naturellement plus qu'elle ne coûte. C'est ce type d'échange entre biens de qualités très hétérogènes qui s'accompagne du salariat. Cette forme de salariat n'existe d'ailleurs presque jamais à l'état pur et se trouve combinée avec des formes de salaire « social », d'avantages en nature, de « droits » à échéance, etc. Mais ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que cet échange

apparemment égal, et égal au point de vue du droit contractuel, est, en tant qu'il exprime un rapport de production, un échange inégal.

C'est cette forme d'inégalité dans l'échange qui crée le salariat classique. D'après Lapidus et Ostrovitianov, cela n'existe plus dans l'industrie d'Etat. « Dans notre industrie étatisée, la classe ouvrière organisée en Etat est le possesseur des moyens de production et d'existence... Nos directeurs rouges ne sont... que des fonctionnaires, des commis de la classe ouvrière. A qui vend-il sa force de travail ? *Au fond, il la vend à la classe ouvrière, dont il est lui-même une parcelle et qui est propriétaire de toutes les entreprises étatisées.* » (p. 87). Et une fois de plus, le *Précis* compare l'entreprise étatisée à l'entreprise artisanale de la production marchande simple ; l'artisan travaille une partie du temps pour produire directement ce qu'il consomme, et une autre partie pour améliorer et développer son propre métier, qui peut être considérée comme une plus-value qui lui revient à lui-même. Il en serait de même dans l'entreprise d'Etat, mais à plus grande échelle, à l'échelle collective. Mais ce schéma reste théorique ; l'artisanat *en principe* n'utilise pas de *salariés* : son produit est pourtant *échangé* contre le produit des autres artisans ou des *producteurs capitalistes*, car il ne peut produire lui-même tout ce qu'il doit consommer. Il faut donc qu'il y ait un *surproduit commercialisable*, sinon accumulable au sens capitaliste.

En fait, jamais une société purement artisanale n'a existé. L'artisanat rural ou urbain a lui-même exploité l'économie naturelle et a toujours donné naissance à l'entreprise capitaliste, parallèlement au développement de l'économie monétaire. Dans le capitalisme évolué, de nos jours, l'artisanat est en rapport avec un milieu capitaliste, et ceci dans le monde entier, même dans les économies néo-coloniales, même dans les régions les moins développées. Le produit de l'artisan (urbain ou campagnard), s'il ne fournit qu'un faible équivalent de plus-value à l'artisanat lui-même, en fournit une part souvent plus importante à l'économie capitaliste ou socialiste dont il dépend. Ainsi en U.R.S.S., dans le cas du petit producteur agraire, qui, comme le disait Lénine, représentait sous la N.E.P. « la plupart des paysans qui vendent du blé », c'est-à-dire l'alimentation fondamentale du pays entier. On ne peut donc comparer le cas théorique de l'artisanat « pur » à celui de l'entreprise industrielle d'Etat « pure ». Ni l'une ni l'autre n'existent. Si l'on veut rechercher une abstraction,

c'est celle des *rappports* entre industrie d'Etat et petite production marchande qu'il faut élaborer, et l'on verra que ceux-ci donnent lieu à une circulation du surproduit comme plus-value. L'industrie d'Etat n'est pas *isolée*, ne se développe pas en vase clos : elle est liée à la fois à l'ensemble du marché intérieur et au marché mondial, bien que par des voies nouvelles (comme le monopole du commerce extérieur) ; le travail ne peut donc s'y analyser comme dans la cellule artisanale, dans l'entreprise familiale théorique, où la partie du produit commercialisé ne donne pas lieu à une plus-value capitaliste, bien que le produit ait une valeur (d'échange).

Ce qui tend à justifier cette analogie boîteuse entre artisanat et industrie d'Etat, c'est l'affirmation que l'ouvrier de l'entreprise *socialiste* d'Etat ne *vend* pas sa force de travail à l'entrepreneur, puisqu'en théorie, l'entrepreneur, c'est lui-même. Cette affirmation, Lapidus et Ostrovitianov la répètent sous la forme suivante : « Dans l'industrie soviétique étatisée du prolétariat, les ouvriers sont collectivement possesseurs des moyens de production et d'existence ; et pas plus que l'artisan ils ne peuvent s'exploiter eux-mêmes, ils ne peuvent se vendre à eux-mêmes leur force de travail collective. Si donc nous employons à l'égard de notre industrie étatisée des termes capitalistes tels que le terme « salariat », ils ne caractérisent que la forme extérieure des phénomènes, forme derrière laquelle se dissimulent déjà de nouveaux rapports sociaux socialistes. Rien ne change du fait que la partie de la production sociale qui entre dans la consommation personnelle de l'ouvrier soviétique dépend dans une large mesure de la valeur des moyens de consommation, laquelle se détermine sur la base habituelle des relations commerciales, c'est-à-dire de la même façon que la valeur de la force-travail en régime capitaliste. »

En effet, la valeur des moyens de consommation, dans le régime du double secteur (N.E.P.), dépend d'une production en partie capitaliste, non-socialisée, surtout la production agraire, l'alimentation. La même chose s'est produite en Chine, malgré l'existence d'un plan « d'Etat ». Cette valeur s'exprime en prix, lesquels ne sont pas fixés arbitrairement par l'Etat, mais par le marché libre (ou noir), qui fonctionne à côté des livraisons imposées (système qui fonctionne aussi, sous une autre forme, avec les kolkhozes). Mais précisément, cette valeur de la consommation ouvrière, le salaire, n'est qu'une partie du produit total. Il y a une autre partie, le surproduit ou plus-value, qui est la base de l'accumulation dans l'industrie

et de la consommation des non-producteurs. Dans quelle mesure cette partie-là du produit appartient-elle « à la classe ouvrière elle-même » ? En vertu de quoi est-elle appropriée par des non-producteurs, si elle ne leur est pas vendue ?

Au fond, déclarer que la classe ouvrière, les producteurs de valeur dans toutes les branches de la production (étatisée, socialisée), reçoivent l'équivalent de la totalité de leur produit, directement ou indirectement, parce qu'ils ne vendent leur force de travail à personne et que c'est un fonds commun, c'est retomber dans le « droit au produit intégral du travail » de Proudhon. C'est ce qu'exprime la formule : on ne peut se vendre à soi-même sa force de travail. Même si on ne la vend pas, en tout cas on l'échange. Avec qui ? Avec les autres producteurs et non-producteurs. C'est en raison même de cet échange que subsiste un surproduit. Mais dans le cas de la N.E.P., nous n'avons même pas besoin de recourir à cette analyse, car l'ensemble de l'économie suppose un secteur *capitaliste*, donc appropriateur de plus-value sous une forme ou sous une autre, et dans ce cas, il y a circulation d'une plus-value entre les deux secteurs, qui se la disputent.

D'autre part, l'assimilation entre la classe ouvrière globale et l'ouvrier individuel, loin d'éclairer la question, l'embrouille. La classe ouvrière proprement dite n'est pas un corps définitivement constitué, aux limites précises et immuables, surtout dans une économie de transition. Quantitativement, elle est passée en U.R.S.S. de 4 ou 5 millions à 40 millions vers 1965. Sa structure s'est profondément modifiée avec la croissance de l'industrie. Sa mobilité, malgré les obstacles institutionnels tels que le livret de travail, les passeports intérieurs, etc., est extrême. Le turnover *réel* est certainement supérieur en U.R.S.S. à ce qu'il est dans les pays capitalistes industriels. Parler de la classe ouvrière comme un tout, une entité de droit, propriétaire comme telle, c'est aussi une erreur puisque la constitution a toujours parlé de propriété *sociale* et *d'Etat* : or, la société et l'Etat comprennent bien d'autres éléments que la classe *ouvrière* salariée, que les ouvriers productifs de l'industrie. La classe ouvrière n'est pas seulement une addition d'individus ; mais elle est cependant composée d'ouvriers individuels ; elle n'est pas « l'ouvrier collectif ». Si donc on peut dire que « l'ouvrier collectif » ne se vend pas à lui-même sa force de travail, par contre, on peut dire que les *ouvriers individuels* qui composent « la classe ouvrière » *se louent ou se prêtent mutuellement leur travail*. S'il n'y a pas vente de

travail à un appropriateur de travail, il y a pourtant vente (ou plutôt location) de travail entre appropriateurs mutuels. L'échange salaire/produit n'est plus bilatéral ; il est multilatéral. Ce n'est pas à l'artisan que ressemble « l'ouvrier collectivisé », c'est à la *coopérative* capitaliste, et plus encore à un *ensemble de coopératives*. Dans ce rapport de coopération, les producteurs échangent leurs forces de travail contre une partie des produits qui varie proportionnellement à la masse du travail fourni et à sa productivité. Or, encore une fois, cet *échange reste inégal*, non seulement dans l'économie mixte, mais même dans des rapports socialistes de la phase inférieure. Il y a distribution *inégaie du produit et du surproduit*, parce qu'il y a échange inégal des forces de travail qui les ont produits. C'est cette inégalité, surtout lorsqu'elle se cristallise et qu'elle s'accroît, qui devient la source d'une spoliation des uns vis-à-vis des autres, d'avantages différentiels, dont la mécanique est assez différente de celle de l'exploitation capitaliste, et qui d'ailleurs renferme en son sein la ressource de sa propre correction (mais aussi sous l'effet de la lutte).

Quant au surproduit lui-même, qui peut être considérable dans des coopératives d'Etat (industrie et agriculture socialisées), il est tout autre chose que le pauvre bénéfice de l'artisan familial. Peut-il être baptisé plus-value ? Si l'on conserve le terme de salaire, avec un sens modifié, on peut bien employer celui de plus-value, en en modifiant aussi le sens. Ce n'est pas le terme qui importe, c'est la chose économique et les rapports sociaux concomitants. Le salaire change de *forme sociale* ; la plus-value aussi. Mais ce qu'ils représentent à l'origine subsiste.

Lapidus et Ostrovitianov en conviennent à moitié. Ils comparent *l'appropriation* de la plus-value par le capitaliste à la *répartition* du surproduit socialisé. Cette comparaison est déjà vicieuse ; nous y reviendrons. Le raisonnement est alors le suivant : le capitaliste emploie la plus-value à sa propre consommation et à celle de non-producteurs qui le servent, et à l'élargissement de sa propre production. « A quoi sert, par contre, le travail supplémentaire de l'ouvrier de notre entreprise soviétique étatisée ? Il sert à améliorer la condition des ouvriers... Une très grande part du produit supplémentaire est consacrée au développement de l'industrie socialiste étatisée. Mais c'est encore la classe ouvrière qui en bénéficiera. Le produit supplémentaire ainsi placé lui sera restitué

avec le temps. Une partie de ce produit est enfin absorbée par les besoins de l'Etat prolétarien : entretien des administrations, défense, etc... ».

Les auteurs déduisent de là que les rapports de production dans l'industrie d'Etat n'ont que la « forme extérieure » commune avec les rapports capitalistes : « nous ne pouvons parler, en ce qui concerne notre industrie étatisée, ni d'exploitation, ni de plus-value. » Pourtant, le travail supplémentaire et le produit supplémentaire existent (c'est donc plutôt la structure interne qui est semblable, et la « forme extérieure » différente). Comment l'appeler ? On a proposé dit le *Précis, produit supplémentaire, plus-value socialiste*, ou *plus-value* tout court. Nous disons plus volontiers *plus-value socialisée*. Aucun terme ne correspond bien aux rapports réels, dit-on, « aussi faut-il, en usant de l'un ou de l'autre de ces termes inadéquats (1), avoir toujours à l'esprit ce qu'ils ont de conventionnel et d'inapproprié aux relations sociales établies dans notre industrie d'Etat ».

En demandant : à quoi servent la *plus-value* et le produit supplémentaire, les deux professeurs écartent la vraie question. Ils ramènent au domaine de la distribution ce qui doit d'abord être examiné dans celui de la production (en se bornant en apparence à reproduire les remarques de Marx sur le Programme de Gotha). Avant de savoir à quoi sert quelque chose, il faut savoir comment cette chose a été produite. La question qu'il faut d'abord résoudre est celle du *mode de production du produit supplémentaire* dans le socialisme d'Etat. Ici, nous sommes dans le régime mixte de la N.E.P., et rien que pour cette raison il n'est pas possible de traiter de la répartition du produit supplémentaire dans l'industrie d'Etat *isolée* de l'entreprise capitaliste. Lapidus et Ostrovitianov traitent du socialisme « dans une seule industrie », comme Staline parlait du « socialisme dans un seul pays ». La distribution (la circulation) entre les deux secteurs et à l'intérieur de chacun d'eux, oblige à poser d'abord les conditions de la production du produit social, puis de sa division en consommation salariée et produit supplémentaire (*plus-value*).

(1) Inadéquats parce que « produit supplémentaire » suppose des relations naturelles, alors que l'échange existe ; « plus-value » suppose l'exploitation capitaliste ; « plus-value socialiste » renferme une contradiction, car le socialisme ne connaîtra ni valeur, ni *a fortiori* plus-value.

Avant de demander à *quoi sert* la plus-value, il faut savoir comment et par qui elle est créée. Le surproduit social n'est pas une « réserve » apparue n'importe comment, que l'on peut répartir de plusieurs façons plus ou moins arbitraires. Le mode de répartition et de consommation dépendent, dans les rapports socialistes comme dans les autres, du mode de production (du produit et du surproduit). Les premiers économistes bourgeois comprenaient fort bien ce que les économistes soviétiques ont oublié. Petty posait le problème très clairement. Si la consommation sociale est 100 et si le revenu des terres et emplois est 60, demandait-il, d'où vient la différence ? Du travail, répondait-il. Et Marx a assez montré que dans ce premier raisonnement à l'échelle sociale résidait non seulement la règle de la valeur-travail, mais aussi le secret de la plus-value. Quesnay et la plupart des physiocrates ont posé le problème du *revenu net* sous le même angle. Les économistes bourgeois ultérieurs ont concentré leurs analyses sur la distribution du revenu net (ou plus-value), en y recherchant les conditions de l'équilibre, mais en écartant la mécanique de production du surproduit, c'est-à-dire en même temps les vraies conditions de l'équilibre (et du déséquilibre).

Les économistes soviétiques procèdent de la même façon dans leurs écrits, bien que l'économie soviétique elle-même procède autrement. Ils constatent l'existence d'un revenu net, d'un excédent accumulable de la production ; et comme celle-ci n'est plus entre les mains de capitalistes privés, il s'ensuit que ce revenu est « à la disposition de la société », dans des proportions variables ; ils se refusent à appeler ce revenu net plus-value, et cela pour une seule raison : parce que plus-value = exploitation capitaliste ; la seconde ayant disparu, la première n'existe pas. Mais la relation est différente : la plus-value existe, mais comme elle est étatisée, il s'agit de savoir quelles transformations en découlent dans la forme relative de « l'exploitation ». Il faut restituer au mot exploitation son sens économique (ou le remplacer par un autre) : exploiter veut dire *faire fructifier*. Comment *les hommes font-ils fructifier inégalement et mutuellement leur travail* ? Voilà le problème que pose le socialisme d'Etat.

Lapidus et Ostrovitianov nous disent que « la notion d'exploitation ne peut aucunement être séparée de la notion de plus-value, la plus-value n'étant autre chose que la forme spécifiquement capitaliste de l'exploitation ». La plus-value « est une catégorie historique propre au seul capitalisme ».

Pourquoi ce qui est vrai de la plus-value ne le serait-il pas des salaires ? Si la plus-value a disparu, le salaire, qui est l'équivalent du travail nécessaire, doit aussi avoir disparu. S'il est maintenu, mais transformé, la plus-value doit aussi se maintenir, mais transformée. Il y a aussi « exploitation », mais transformée. Ce n'est plus une exploitation capitaliste, c'est l'exploitation relative de certaines catégories productives par d'autres catégories productives et non-productives. On peut se passer du terme d'exploitation ; mais il faudra trouver un autre mot pour la chose. La « catégorie historique » est devenue un moyen commode d'esquiver les difficultés.

Là encore, les économistes staliniens ne procèdent pas dialectiquement. Ils voient l'histoire économique comme une *succession* de périodes bien tranchées, avec des « catégories » correspondantes. Ni Marx, ni Engels, ni Lénine, ni Trotsky ne raisonnaient aussi mécaniquement et métaphysiquement. Les périodes se chevauchent de diverses façons, diffusent les unes dans les autres et ne progressent pas linéairement comme un projectile. Les « catégories » ou notions élaborées plus ou moins nettement par les savants, se chevauchent encore plus que l'évolution des faits réels, parce que leur degré d'abstraction leur permet d'embrasser des phénomènes étalés sur des durées plus vastes. Il en est ainsi de la plus-value. Si l'on définit par avance celle-ci comme la forme d'extraction d'un surproduit chez le salarié, telle qu'elle s'est manifestée dans l'industrie européenne entre 1800 et 1930, par exemple, il est évident qu'on s'interdit du même coup de comprendre ses transformations avant et après cette période. Ce n'est même plus de l'histoire, c'est de la chronologie.

Qu'est-ce alors que la plus-value dans les « autres formes » de l'économie mixte ? Ces autres formes sont capitalistes dans leur essence économique. Ce sont : les entreprises capitalistes d'Etat, le capitalisme privé à la campagne, les concessions au capitalisme étranger. On a retrouvé ces catégories dans les autres socialismes d'Etat (Chine, Pologne, Hongrie, Yougoslavie, etc.). Dans l'ensemble, toute cette économie est contrôlée par l'Etat, politiquement et économiquement. Il est indiscutable que ces entreprises capitalistes produisent de la plus-value classique, bien que les entrepreneurs privés soient contrôlés au point de vue de l'emploi salarié, des prix de vente, et en général des conditions de production et de marché, et surtout des conditions de l'accumulation. La plus-value créée par les salariés de l'agriculture devient une

masse, dont la transformation en profit et la consommation productive (taux de plus-value, taux de profit, taux d'accumulation) sont bridées et limitées. De même pour le capital commercial. C'est donc une plus-value « croupion », dont la fonction capitaliste est déjà altérée, parce que ces entreprises capitalistes sont liées désormais à une économie socialiste et à un Etat dominé par la bureaucratie travailliste.

La plus-value capitaliste créée dans l'économie mixte ne peut donc pas non plus être envisagée indépendamment de la plus-value directement socialisée, dont la formation et la répartition sont encore plus éloignées des formules capitalistes classiques. Le koulak enrichi, le petit entrepreneur textile ou en meubles, le commerçant en demi-gros, etc... qui ont ressuscité sous la N.E.P., ne pouvaient pas réinvestir leur profit à leur gré ; l'Etat se chargeait de transférer une partie aussi élevée que possible de ce profit au secteur du profit socialisé (directement par le canal des impôts et taxes diverses et indirectement par le jeu des prix). Il leur était impossible d'élargir leurs entreprises au point de créer des entreprises concurrentes de l'industrie d'Etat. Au contraire, par le mécanisme des impôts, une partie de la plus-value capitaliste servait à combler le déficit d'entreprises d'Etat déficitaires et à en créer de nouvelles. La paysannerie capitaliste et artisanale fut ainsi « exploitée » au profit de l'industrie socialiste. L'économie capitaliste agraire convalescente après le communisme de guerre devait ainsi entrer en conflit de plus en plus violent avec le secteur socialiste ; ce conflit, développé de 1923 à 1927, fut résolu par la « collectivisation intégrale » de la campagne, dans des conditions d'urgence et de cruauté inouïes.

Lapidus et Ostrovitianov n'admettent pas que la plus-value produite dans le secteur capitaliste de l'économie mixte, soit à proprement parler de la plus-value, c'est-à-dire le fruit d'une « exploitation », sans quoi il aurait fallu admettre qu'une très grande partie, sinon la majorité des producteurs en U.R.S.S. étaient encore « exploités » en U.R.S.S. en 1928-29. Selon eux, le *transfert* d'une partie de la plus-value capitaliste à l'Etat (socialiste) suffit à lui retirer le caractère d'exploitation. C'est donc encore pour eux la sphère de la *circulation* qui donne son caractère social essentiel à un phénomène apparu sous une autre forme dans le domaine de la production.

En effet, d'après eux : la plus-value formée dans l'exploitation capitaliste (contrôlée par l'Etat) 1. *Retourne en partie aux producteurs* par le canal du budget social, 2. Sert à la

consommation personnelle des capitalistes, 3. N'est consacrée que pour une très petite part à l'élargissement très limité de la production capitaliste elle-même. C'est seulement cette très petite part, d'ailleurs en voie d'extinction dès 1929-30, qui aurait pu être caractérisée comme « exploitation » capitaliste. De plus, ces capitalistes privés ne sont qu'à demi propriétaires des moyens de production : dès 1917, le sol était approprié par l'Etat ; l'outillage des petits entrepreneurs (employant de la main-d'œuvre salariée), leur était souvent concédé et loué ; ils étaient liés à l'appareil bancaire d'Etat par des prêts, etc... On pourrait dire, en somme, qu'ils n'extraient de la plus-value aux producteurs que *par procuration*, comme « concessionnaires » temporaires de l'Etat socialiste, puisque la plus-value, créée dans des rapports capitalistes ne pouvait être utilisée que dans des rapports semi-socialistes. « Le prolétariat au pouvoir récupère, dit le *Précis*, grâce au capitalisme d'Etat, une partie de la plus-value capitaliste et la verse à l'Etat prolétarien. Cette opération s'effectue par le moyen des impôts, des loyers, du paiement des concessions, etc. On comprend que la partie de plus-value créée par les ouvriers des entreprises ressortissant au capitalisme d'Etat, qui fait retour à l'Etat, c'est-à-dire à la classe ouvrière, cesse en réalité d'être de la plus-value et a le même caractère que le produit supplémentaire du travail des ouvriers des entreprises étatisées ».

Il s'agit ici des entreprises capitalistes d'Etat proprement dites, (c'est-à-dire concédées) ; elles se distinguent des entreprises privées, mais pas nettement. Le *Précis* admet « qu'on peut dire la même chose, bien qu'à un moindre degré, du capitalisme privé ». Car son développement est limité par diverses dispositions légales, et l'Etat y recouvre par la pression fiscale, par le ravitaillement en matières premières et en instruments de travail, et par le commerce d'Etat, c'est-à-dire les prix, une partie de la plus-value. « Mais, de façon générale, nous sommes ici en présence de relations de production typiquement capitalistes et la plus grande partie du produit supplémentaire devient une plus-value authentique » — ce qui au reste crevait les yeux en U.R.S.S. dès 1927, à l'époque où le koulak s'engraissait considérablement jusqu'à menacer les positions essentielles de la classe ouvrière. Ceci nous amène à examiner ce que dit le *Précis* de la valeur, du profit et du prix de production dans l'U.R.S.S. de la N.E.P. (ch. VIII, « Du régulateur de l'économie soviétique »).

La discussion sur la loi de la valeur, réouverte par l'article de Léontiev en 1940, n'a pas renouvelé les arguments présentés par Lapidus et Ostrovitianov dans le *Précis* de 1926. Evidemment, aucune personne de bon sens ne pouvait imaginer que la valeur (d'échange) avait cessé d'être la grande régulatrice de l'économie soviétique ; cela était vrai, non seulement sous la N.E.P., mais même dans le communisme de guerre, et devait le rester dans la collectivisation intégrale. La raison *finale* de la permanence de la loi de la valeur résidait non seulement dans le caractère national de l'économie soviétique, mais dans le caractère primitif des relations sociales socialistes, et en particulier dans le grand retard de la production industrielle. Mais il est évident que son rôle régulateur se modifie considérablement par suite de la suppression de la propriété privée sur les capitaux actifs et les moyens de production. Ce qui doit être examiné, c'est cette modification. Il ne suffit pas de répéter, comme tous les économistes staliniens, que la loi de la valeur « subsiste », mais qu'au lieu de produire ses effets « spontanément », dans un marché concurrentiel, ou pseudo-concurrentiel, elles les produit selon la volonté des planificateurs, « consciemment ».

Cette simplification peut suffire à la propagande, mais non à l'analyse scientifique. Sous cette forme schématique, on pourrait l'appliquer aussi bien au communisme de guerre, à la N.E.P., à la collectivisation intégrale et aux rapports entre économies d'Etat socialistes, mais alors elle n'expliquerait plus rien dans le détail. Si elle rend compte de la *rupture* entre les rapports capitalistes, elle n'apprend rien sur la *continuité* entre ces rapports et les rapports socialistes primitifs que nous connaissons. Il suffit de dire que dans le capitalisme de monopoles et le capitalisme d'Etat, la fonction valeur (d'échange) subit de telles modifications que son jeu théorique sur un marché libre pur ne se distingue plus aisément ; d'autre part, le socialisme isolé reste fondé sur la valeur-travail, et le marché s'y prolonge sous des formes nouvelles, de sorte que les rapports sociaux héritent de nombreux traits des rapports capital/travail. La valeur ne règle pas seulement les échanges entre produits, mais aussi et surtout entre producteurs et appropriateurs, et même simplement entre producteurs coopératifs. Que sa formation et ses effets soient transformés n'empêche que sa fonction subsiste.

Dans une société communiste (sans Etat, et mondiale), la satisfaction des besoins supposera évidemment aussi une certaine proportionnalité entre les diverses branches de pro-

duction et entre les forces de travail qui s'y seront appliquées. Mais, disent Lapidus et Ostrovitianov, cet « équilibre » ne se fera pas « sous la forme de la valeur », elle « n'aura pas lieu spontanément par l'entremise des choses échangées sur le marché par des producteurs (1) indépendants de marchandises ; elle sera le fait de la volonté consciente de la société entière. » Les dépenses de travail « apparaîtront sous une forme directe et pure » (p. 147). Cependant, dans l'économie mixte, il y a seulement *transition* vers ce système. Le marché libre joue encore un grand rôle (agriculture, artisanat, circulation commerciale). Dans ces conditions, « la loi de la valeur n'est pas encore tombée en désuétude, elle continue à jouer en U.R.S.S., mais sous une autre forme qu'en régime capitaliste, car elle subit un *processus de dépérissement* qui doit la transformer en une loi de dépense de travail de la société socialiste. » Dix ans plus tard, la plupart des économistes russes affirmaient que ce processus était achevé par la collectivisation intégrale et les plans quinquennaux, de sorte que la valeur (d'échange) avait disparu... Elle ne subsistait plus que comme valeur comptable, comme simple grandeur de comparaison, et ne réglait rien ; ce n'était qu'un instrument de mesure (des quanta de travail, des salaires et des prix). Léontiev et les économistes officiels réagirent contre cette tendance. Une nouvelle école réaffirme que la valeur d'échange jouait toujours un rôle fonctionnel, mais que ce rôle était contrôlé.

Pour expliquer comment la valeur dépérit, le *Précis* insiste sur la transformation du *marché* sur lequel se rencontrent les diverses formes économiques reconstituées en U.R.S.S. dans le cadre de la N.E.P. En effet, il faut bien constater que ces différentes formes agissent les unes sur les autres. Si le secteur socialisé l'emporte peu à peu, si les éléments du marché libre se restreignent progressivement, alors le rôle de la valeur d'échange formée automatiquement diminuera d'autant. Mais cette analyse laisse de côté *la valeur de la force de travail* et ne touche qu'au produit (et d'ailleurs le marché libre de la main-d'œuvre se contracte aussi peu à peu au profit de l'embauche étatique). Dans la réalité soviétique, dit le *Précis*, l'économie mercantile, l'économie capitaliste et les entreprises socialistes sont liées les unes aux autres par une infinité de liens (ajoutons les liens avec le marché mondial). Le main-

(1) Il faudrait mieux dire des entrepreneurs.

tien du rôle de la valeur ne dépend que de ces rapports extérieurs : « Il va de soi que s'il n'y avait en U.R.S.S. que l'économie étatisée, la question de sa régulation par la valeur ne se poserait pas ». Pourtant, quinze ans plus tard Ostrovitianov sera obligé de convenir, comme Léontiev et tous les économistes staliniens, que la valeur a encore un rôle régulateur dans la collectivisation intégrale, dans la planification totale, dans le soi-disant « socialisme intégralement réalisé ».

Dans la N.E.P., l'économie étatisée et l'économie privée communiquent *par le marché*, et c'est ce fait qui maintient à la régulation par la valeur un certain rôle. L'évolution économique après la N.E.P. montre pourtant qu'un marché subsiste aussi lorsque l'économie privée a disparu, notamment le marché kolkhozien libre. D'autre part, la proportionnalité des branches de la production et des produits suppose aussi une certaine forme de « marché intérieur », d'échanges harmonisés, et ces échanges sont impossibles sans références à la valeur. Ni les prix, ni les salaires, ni les normes techniques de production et de productivité ne sont fixés arbitrairement par le plan (et de plus ils dépendent de la demande effective, qui dépend elle-même de la production et de la situation démographique). La valeur n'est pas réduite à un rôle purement comptable, à moins que l'on raisonne comme l'économie bourgeoise qui ne nie pas non plus l'existence de la valeur, mais la réduit à une comptabilité des prix.

Ce qu'il y a derrière l'existence de la valeur, ce n'est pas seulement l'échange de produits sur un marché libre, contrôlé ou planifié — marché rendu nécessaire à la fois par la limitation des moyens et des forces de production *et de consommation*, et par les exigences de la proportionnalité, de l'équilibre ; il y a aussi et surtout l'échange de force de travail contre un salaire, la répartition d'une partie variable du produit social entre les producteurs. C'est cet échange-là qui est constitutif de la valeur. Si le travail tout entier (produit et surproduit) n'était producteur *que* de valeur d'usage, d'utilité, il n'y aurait en effet plus de valeur d'échange du tout ; on aurait affaire à des rapports communistes épanouis dans la proportionnalité des besoins aux capacités, sans référence à un marché quelconque. L'économie soviétique de la N.E.P. ne ressemblait pas du tout à ce communisme. Le « socialisme intégral » de Staline n'y ressemble pas non plus. Et celui de Khrouchtchev et Kossyguine pas plus. Le *Précis* reconnaît que des éléments de « spontanéité » jouent encore. « On ne doit

pas se représenter, dit-il, trop simplement la lutte que l'Etat soviétique soutient contre les forces spontanées de l'économie. La direction consciente, selon un plan, n'est pas dans notre économie un principe limitant et éliminant mécaniquement dans la sphère de son action les lois de la régulation spontanée. La spontanéité ne disparaît pas dès l'application du plan, et *vice-versa*. Les rapports entre l'économie concertée sur un plan et le jeu spontané des forces économiques sont beaucoup plus complexes. L'Etat soviétique exerce son influence concertée sur le jeu spontané des rapports économiques du marché *en mettant à profit les lois mêmes du marché* et en les contraignant à ses intentions. » (p. 153).

Supposons, dit-il, que le plan prescrive d'élargir la production du lin ; comme la production agraire est libre (dans certaines conditions, sous la N.E.P.), il faudra élever son prix de vente pour y intéresser le producteur. Elever consciemment le prix du lin « n'équivaudra pas à l'annulation de la loi de la valeur et ne signifiera qu'une utilisation rationnelle de cette loi par l'Etat... Comptant avec la loi de la valeur et l'utilisant, l'Etat en dirige l'action de manière à affirmer et développer les éléments socialistes de l'économie ». Tout ceci est exact. Mais alors l'antithèse entre *loi spontanée* et *régulation consciente* est fautive, métaphysique. On raisonne comme si la valeur était un objet, une chose, par exemple une plante, que l'on peut laisser pousser sauvagement, toute seule, ou que l'on peut ensemençer volontairement et faire croître en utilisant des connaissances horticoles. Mais la valeur n'est pas un tel objet ; c'est un *rapport* et un rapport social humain avant d'être un rapport entre produits. D'ailleurs, l'attitude vis-à-vis d'un objet vivant lui-même, comme la plante, ne peut pas être traitée par oppositions métaphysiques, schématiquement. La plante sauvage ne pousse pas non plus au hasard : elle provient de graines germées dans certaines conditions ; bien qu'elles ne soient pas contrôlées par l'homme dans *leurs variations* ; d'autre part, la plante cultivée par l'agriculteur ne croît pas artificiellement : il y faut aussi des forces « spontanées », sur lesquelles l'agent humain n'a que des prises indirectes. Dans ses rapports avec la nature vivante (y compris lui-même et son semblable), l'homme contrôle en général les variations des phénomènes, plutôt que leur création.

Or, les lois économiques sont en définitive des lois de la nature « vivante », car leurs fins et les moyens essentiels en sont humains. Même si l'on assimile les « lois du marché »

à un système physique classique, il est absurde d'opposer complètement son fonctionnement « spontané » et sa « régulation consciente ». Soit un cours d'eau : on peut le laisser s'écouler « spontanément » ; on peut aussi maîtriser son cours de diverses façons (en creusant son lit, en endiguant ses rives, en détournant ou barrant son courant, etc.). Dans les deux cas, le cours d'eau lui-même se transforme, sans pour autant changer de nature. De même régler le marché, dans les conditions données, ne l'abolit pas pour autant. C'est d'ailleurs ce que reconnaît le *Précis*, au moins pour la N.E.P. Mais il faut aller plus loin. En fin de compte, le *marché* est un rapport social, humain. De la capture, du troc, du don, des prestations mutuelles à caractère pseudo-économique (comme le potlatch, la mise en esclavage, etc.) jusqu'aux échanges de marchandises simples, puis au commerce capitaliste, il y a un élément commun, qui est l'échange, c'est-à-dire le marché. De l'échange de femmes entre clans à l'échange d'actions en Bourse, les différences sont profondes. Ce sont pourtant toujours des échanges. Des échanges entre producteurs capitalistes aux échanges entre branches socialisées de la production, il y a aussi des différences énormes, mais ce sont des échanges. D'où vient cet élément permanent ? Du travail.

L'échange qui mesure tous les autres, c'est celui du travail contre un équivalent qui peut lui-même être mesuré en travail. Dans les rapports capitalistes, cet échange s'exprime comme échange de produits, de marchandises, appropriées de façon privée. Dans les rapports socialistes, cet échange a lieu sur la base d'une appropriation publique, ou contrôlée par l'Etat qui s'identifie à la société. La mesure du travail par sa valeur d'échange en reste la règle sous une forme modifiée. Mais cette mesure a encore lieu par l'intermédiaire des *produits* échangés, ou répartis. Comme le dit le *Précis* (p. 155) : « la régulation concertée sur un plan *s'effectuant dans une large mesure par l'entremise des choses*, il est encore trop tôt pour parler du dépérissement complet de la valeur. Mais du moment que nous commençons à mettre à profit la loi de la valeur dans la régulation consciente de l'économie, la nature même de cette loi est atteinte... » Au fond, la différence essentielle entre les rapports capitalistes et socialistes, c'est une question de « conscience » seulement en ce sens que le rôle de la valeur que l'économie bourgeoise *nie* est *reconnu* par l'économie socialiste. Mais il est réel dans les deux cas. Et s'il est reconnu, c'est parce qu'ainsi il devient plus profitable.

Lapidus et Ostrovitianov s'efforcent ensuite de montrer que, malgré l'existence de la valeur, et puisque d'après eux il n'y a plus de différence entre produit et surproduit, ni plus-value, il n'y a pas non plus de profit. Le prix de revient (frais de production) n'est plus lié à la valeur. Le prix de production (prix de revient plus profit moyen) n'existe plus comme tel, puisqu'il n'y a plus de profit en général. Toute cette déduction tourne à la mystification. Le profit est devenu un mot « conventionnel » (p. 152). Pourtant, même si l'on se passe du mot profit et qu'on le baptise « différence entre le coût de production et le prix de vente », la réalité reste, à savoir un surplus comptabilisé, c'est-à-dire une partie de la valeur qui devient survaleur. Bien entendu, cette partie n'est pas accumulée, égalisée et répartie dans l'industrie étatisée comme dans l'industrie capitaliste (bien que les monopoles capitalistes en donnent un avant-goût). Néanmoins, la formation a lieu selon certains processus nécessaires. Il y a formation d'un revenu net.

Le *Précis* vacille complètement sur cette question et se borne à dire : « Bien que les frais de production aient une grosse importance dans la détermination des prix des marchandises, l'économie soviétique étant dans son ensemble intéressée à recevoir des bénéfices, c'est-à-dire à vendre ses marchandises à des prix supérieurs au prix de revient, la question du profit moyen s'y pose tout autrement qu'en régime capitaliste. » Notons que la querelle sur le profit moyen avait peu d'intérêt dans son ensemble entre 1921 et 1925-26, car l'industrie travaillait à perte, était en pleine période de reconstruction et d'implantation d'entreprises nouvelles, et que ce n'était pas dans son profit qu'elle pouvait à *cette époque* trouver les fonds suffisants pour son élargissement. La centralisation des revenus dans le budget suffit d'ailleurs à modifier le sens même de « profit moyen ». Ce qui intéresse l'Etat, c'est *la masse* et sa redistribution. Bien entendu, on peut aussi *calculer* un profit moyen, en faisant arithmétiquement une moyenne pondérée des revenus des différentes unités économiques. Mais cette fois, il s'agira d'une *moyenne comptable* et non d'un processus de péréquation effectif ayant un rôle économique fonctionnel.

D) *Préobrajensky et la « nouvelle économique ».*1. *Salaires et plus-value.*

Préobrajensky a dit avec franchise ce qu'on devait penser, vers 1925, de la nature du salaire et de la plus-value dans l'économie soviétique de la N.E.P. (1). La catégorie de la plus-value, au sens de Marx, implique celle de valeur d'échange, donc de rapports économiques où le produit du travail soit une marchandise. La capacité de travail doit être elle aussi une marchandise, vendue ou louée sur un marché libre. En définitive, les rapports de production impliquent dans ce cas qu'il existe une classe de travailleurs sans propriété et d'employeurs propriétaires des moyens de production. L'exploitation des uns par les autres résulte de ces rapports. Bien entendu, le prix des produits doit être supérieur au prix de la main-d'œuvre, de façon qu'il y ait un surproduit. Le surproduit prend la forme de plus-value dans les rapports marchands capitalistes.

Que se passe-t-il en U.R.S.S. ou plutôt dans l'économie socialiste marchande à cet égard ? On observerait un « processus d'atrophie des éléments de la catégorie de la plus-value au fur et à mesure du développement des forces productives dans les formes socialistes ». Le passage — ou la tendance au passage — de la marchandise au produit, et par suite de la plus-value au surproduit, sera caractéristique de ce « processus d'atrophie ». Mais ce processus reste contradictoire. Dans une société socialiste, l'élévation de la composition organique de la structure économique est aussi nécessaire que dans les rapports capitalistes. Autrement dit, l'importance spécifique de la production de moyens de production s'accroît relativement, et cet accroissement réduit d'autant le caractère marchand de la production, bien que le développement du secteur privé (agriculture, commerce) accentue la création de valeur et de plus-value. Mais il s'agit là de tendances.

Dans le secteur étatique dominant, il ne peut, en principe, y avoir exploitation d'une classe par l'autre. « La classe ouvrière ne peut s'exploiter elle-même », répète Préobrajensky (p. 258). Les inégalités de fonction (direction et exécution), de qualification, de forme d'apprentissage, de niveaux de salaires,

(1) *La Nouvelle Economique*, Paris, 1966, ch. III, pp. 252-267 : « La plus-value, le surproduit, le salaire ». Voir également *De la N.E.P. au Socialisme*, Paris, 1966.

sont un héritage qui peut être effacé peu à peu, car rien, *en principe* ne s'oppose à cette disparition. Les inégalités de fait « ne résultent nullement du monopole d'une petite fraction du prolétariat sur les instruments de production ». Pourtant, si le phénomène de l'exploitation ne peut se produire dans le secteur socialiste étatique, il existe dans le secteur privé, et influe sur celui-ci. On l'y trouve sous forme de surpaiement de spécialistes, de profit commercial, intérêts d'emprunts couverts par la paysannerie, etc. Ce dernier point ne prête pas à discussion.

Ce qui est essentiel, c'est de savoir si la capacité de travail continue à faire l'objet d'un marché, si elle est louée, s'il y a offre et demande. Bref, « chez nous, dans l'ensemble de l'économie, la vente de la force de travail en tant que marchandises existe-t-elle ? Dans l'ensemble, il convient de répondre affirmativement à cette question. Par contre, en ce qui concerne l'économie d'Etat, nous avons, comme dans toute une série d'autres rapports de production, un rapport de type transitoire, et il convient de répondre à la fois par oui et par non à la question posée. »

Admettons qu'en ce qui concerne l'ensemble de l'économie, la réponse aille de soi. Mais dans le secteur d'Etat, la particularité réside « dans le procès de liquidation de la force de travail en tant que marchandise », qui a commencé et progresse avec le développement des forces productives. « Le niveau du fonds des salaires tout entier est réglé par la loi de l'accumulation socialiste primitive, et seuls les niveaux de la hiérarchie des taux de salaires sont encore déterminés dans une large mesure, sinon principalement, par l'offre et la demande de travail qualifié et non qualifié ». On a constaté, depuis le début de la N.E.P., des différenciations de salaire par branches en fonction des investissements et plans de production dans les différents secteurs. L'augmentation du fonds des salaires « progressera de moins en moins sous l'influence du marché du travail et de plus en plus en fonction du développement des forces productives de l'économie d'Etat. » Mais ce mécanisme, qu'on voit aussi jouer aujourd'hui dans le capitalisme de plein emploi et de programmation, n'est encore nullement, souligne Préobrajensky, « un système de distribution intrinsèquement propre aux rapports socialistes de production. » « Ce n'en est que le tout début », une condition préalable, qui met sur le chemin de *la rupture du fonds des salaires tout entier d'avec l'action de la loi de la valeur.*

C'est pourquoi l'auteur convient que la classification à l'intérieur du fonds général des salaires reste encore (1926) « presque entièrement bourgeoise, de même que la forme même du salaire reste capitaliste ». Ajoutons qu'aujourd'hui elles le sont restées. Ce n'est pas le passage du salaire aux pièces au salaire au rendement qui y contredit — au contraire.

Dans ces conditions, savoir si le fonds excédentaire doit être appelé *plus-value* ou *surproduit* reste ouvert. Préobrajensky préfère le terme de *surproduit* « dans la mesure où il s'agit de caractériser non seulement ce qui existe, mais aussi les tendances de développement ». C'était faire, au mieux, un pari sur l'avenir. Aujourd'hui, nous savons que ce pari n'est pas gagné.

Préobrajensky avait esquissé les mêmes idées dès 1922, dans *De la N.E.P. au socialisme*. Il y prévoit un mode de dépérissement du salariat, au fur et à mesure que le secteur privé s'amenuise au profit de l'économie étatique et coopérative (de production et de consommation).

« En ce qui concerne les acheteurs-ouvriers, écrit-il, les coopératives étaient obligées (1) selon un accord avec l'Etat, si l'ouvrier en exprimait le désir, de lui fournir des marchandises à la place et pour la totalité de son salaire, conformément à son livret de travail. Les coopératives disposaient pour cela de crédits suffisants fournis par les organes de l'Etat. L'ouvrier ne percevait donc en monnaie, à la fin du mois, que la somme correspondant à la valeur de ce qu'il n'avait pas mis sous forme de marchandises à la boutique de la coopérative, d'après son livret de travail. Mais dans la majorité des cas l'ouvrier en prenait plus qu'il n'en devait recevoir dans le mois pour son salaire, du fait que la boutique de la coopérative lui accordait un crédit. Pratiquement, si l'ouvrier prenait dans le mois pour 60 roubles-or de marchandises, et si son salaire était de 70 roubles, le service de comptabilité ne lui payait en monnaie que la différence, soit 10 roubles. En maints endroits, et surtout là où les ouvriers laissaient généralement tout leur salaire ou presque dans les coopératives, on commença même à appliquer le système dans lequel, après entente entre la direction de l'usine et la coopérative, cette dernière effectuait le décompte défitif en monnaie ».

(1) Il s'agit d'une « anticipation rétrospective », et non de ce qui est réellement arrivé.

La réduction des fonctions du signe monétaire comme étalon des échanges (y compris l'échange travail/salaire) va évidemment de pair avec la réduction de la fonction de la monnaie comme signe de la valeur, et par suite des fonctions du marché : il faut bien que tous les marchés se métamorphosent en même temps, sinon au même rythme, pour que la marchandise-travail perde la signification qu'elle a dans les rapports capitalistes ; c'est aussi la condition pour que le salaire, qui est l'un des termes de l'échange qui fonde tous les autres, perde sa caractéristique de compensation d'une dépense ou exercice de capacités au profit d'un employeur étranger au salarié.

« Du moment, écrit Préobrajensky, où la plus grande part de la production du pays provenait de la partie socialisée de l'économie, dirigée par les organes de planification, où ce n'était plus le marché qui dirigeait l'économie étatique, mais où inversement c'était l'Etat qui avait commencé à diriger le marché, réduit désormais au rôle de correctif à l'économie planifiée, où en particulier ce n'était plus le marché qui déterminait les prix selon l'équilibre spontané entre l'offre et la demande, mais où les prix étaient déterminés *pour le marché* ; à partir de cette époque le rôle de la monnaie comme moyen de mesure de valeur commença peu à peu à dépérir. La société n'était plus obligée de prendre une voie détournée pour déterminer la base de la valeur, soit la quantité de travail socialement indispensable dépensée, en moyenne, pour tel ou tel produit de série. On pouvait déterminer cette grandeur directement par des calculs dans un service central de comptabilité et de statistique pour la partie dominante de l'économie, pour l'exprimer *ensuite* en monnaie... Pour l'essentiel, [la monnaie] se transforme peu à peu soit en certificat pour une certaine part de revenu national, c'est-à-dire en l'occurrence de coupons, soit en certificats de perception d'une certaine quantité de matières premières et de moyens de production, c'est-à-dire en quittances ou bons d'autorisation propres à l'économie planifiée. La monnaie ne conserve son ancien rôle que sur le marché libre de la partie non socialisée de l'économie, qui elle-même ne joue plus un rôle autonome dans l'économie du pays. » (1).

(1) Je répète que ce texte de Préobrajensky est un pronostic de la façon dont « auraient dû » se passer les choses.

A cela il faut ajouter que le *montant* du salaire (même évalué a posteriori en monnaie), devrait connaître un changement de composition qualitative : une partie croissante sera constituée par un « salaire social », c'est-à-dire des services gratuits (par rapport au revenu personnel), et par des primes collectives, le salaire individuel n'étant plus qu'une base ou minimum du fonds de salaire, affecté à chacun en fonction de son travail mesuré par le temps.

« Au fur et à mesure de l'accroissement de la productivité du travail dans toute l'industrie, la rémunération sous forme de prime tient *la plus grande place* dans le total des salaires. L'importance de la rémunération aux pièces dans la masse générale des salaires diminue. »

Tout ce qu'on vient de lire permet de mesurer la différence entre les normes prévisibles d'une évolution du salariat vers les rapports socialistes et la réalité d'aujourd'hui en U.R.S.S. (comme dans les autres socialismes d'Etat). Pourtant, cette différence n'est pas méthodologiquement pertinente. Il faudrait comparer une évolution de fait à une situation de fait antérieure, ou une théorie abstraite à une autre. Etant donné le point de vue auquel s'est ici placé Préobrajensky, considérons plutôt la théorie abstraite ou générale.

De ce point de vue, son analyse est indiscutablement valide, pour autant qu'elle reflète l'état de choses issu des rapports capitalistes et de ses transformations (contrôle ouvrier, nationalisations, puis communisme de guerre et N.E.P.). En 1925, Préobrajensky ne pouvait fournir un modèle différent de celui qu'il a présenté dans *La Nouvelle Economique*. Mais aujourd'hui, on constate que ce modèle, vulgarisé par les Bastiat staliniens (et devenu un mythe trompeur) ne répond plus aux rapports qui se sont instaurés dans une économie où la part de l'économie privée de production est très réduite, et où l'agriculture kolkhozienne entre à son tour dans le cycle des rapports du salariat d'Etat.

Sans toucher ici la question de savoir si le socialisme d'Etat (ou plutôt une multiplicité de socialismes d'Etat) peut donner lieu à une théorie organique de l'économie, on peut observer que la *forme* des rapports de travail décrite par Préobrajensky n'est pas exactement compatible avec la *forme* de ces rapports dans l'état actuel de l'économie. Cette constatation est assez importante, car ce que Préobrajensky décrit, c'est justement la forme que doivent inévitablement prendre

des rapports sociaux et économiques débarrassés de la propriété du grand capitalisme privé sur l'appareil de production — situation qui se trouvait réalisée pour le secteur socialiste pendant la N.E.P., et pour la quasi-totalité de la vie économique aujourd'hui. C'est justement parce que Préobrajensky a analysé la *forme générale* des rapports sociaux et notamment la signification prise par la loi de la valeur sous cette forme, que ses conclusions doivent être examinées de très près. Le mérite lui revient d'avoir posé le problème dans toute son étendue, à une époque où déjà les chefs communistes préféraient l'éviter et où les premiers planificateurs et statisticiens pratiques s'en souciaient fort peu. Seul Boukharine esquissait sur ce point quelques idées, d'ailleurs schématiquement dérivées de celle qu'expose Préobrajensky.

Les deux axiomes sont ici :

I. Tout système économique progressif comporte un surproduit.

II. La classe ouvrière ne peut pas s'exploiter elle-même.

D'après ces deux axiomes, le surproduit ne peut être dans le socialisme d'Etat le fruit d'une exploitation. Mais il est clair que les relations réelles ne sont pas déductibles de tels axiomes. On devrait plutôt admettre que la *tendance* qui découle d'une direction de l'économie vers cette *fin*, peut conduire à cette fin. On dira dans ce cas que les deux axiomes appartiennent à une formalisation possible d'un état de choses recherché et considéré comme probable.

Pour le moment, Préobrajensky constate que la loi de la valeur continue à régler 1. les relations dans le secteur privé (même contrôlé) ; 2. les relations entre le secteur privé (intérieur et extérieur) et le secteur socialiste d'Etat ; 3. les relations dans le secteur socialiste d'Etat pour autant que la monnaie demeure l'équivalent comptable des échanges, même dans la section I (production de moyens de production).

Dans ces conditions, les valeurs produites, dont l'équivalent en prix résulte des modalités de l'échange, donnent lieu à une *survaleur* ou plus-value, comme on voudra. Le salaire, expression lui aussi d'un échange, doit donc son existence lui aussi à la production d'une survaleur, ou profit. Mais l'Etat, dans le cadre d'un processus planifié de la production, de la circulation et de la répartition, peut agir directement sur les valeurs et les prix, en modifiant leur jeu spontané. En maîtrisant, dans une mesure variable, le processus de création

de valeur, l'administration économique de l'Etat, dirigée par le parti communiste, corrige les effets du jeu spontané de la régulation par la valeur. En somme, les prix et les salaires sont orientés, et c'est pourquoi Préobrajensky affirme que l'on doit répondre à la fois par oui et non à la question de savoir si la location de capacités de travail fait encore de celles-ci des marchandises.

Dans la suite, les économistes staliniens ont répété sur tous les tons qu'avec la collectivisation intégrale de l'agriculture et l'étatisation de l'industrie et du commerce (c'est-à-dire une généralisation de nouveaux rapports de propriété), le salaire ne pouvait plus être considéré comme le fruit d'un échange de valeurs. La classe ouvrière, c'est-à-dire la totalité de la population active salariée, ne pouvant par définition (ou plutôt par pétition de principe) s'exploiter elle-même, le salaire ne serait plus qu'une part consentie sur le produit net national aux travailleurs, proportionnellement à la qualité et au temps de leur emploi. La transformation du salaire en part du revenu est ainsi décrétée institutionnellement, et confirmée par l'interdiction de débattre des taux et volumes de salaires dans les contrats collectifs, et bien entendu d'organiser des grèves ou mouvements revendicatifs visant à modifier la politique des salaires.

Cette violence faite au cours des choses ne modifie pas essentiellement les rapports réels auxquels elle s'applique. Elle ne fait tout au plus que les révéler.

2. *L'accumulation socialiste primitive et le revenu salarial.*

Les conceptions de Préobrajensky découlaient des prémisses posés par la N.E.P., mais leurs conséquences étaient plus lointaines. Lénine ne s'était pas beaucoup étendu sur les mécanismes des transferts de valeurs entre le secteur socialiste et le nouveau secteur capitaliste autorisé, dont les formes exactes et le détail ne pouvaient être prévus. Il fit porter l'essentiel de sa manœuvre sur la politique à suivre, sur la retraite à opérer et ses limites. Les leaders communistes insistaient avant tout sur le rétablissement de la *capacité productive* de l'industrie et de l'agriculture, et sur les limites à imposer à la *capacité d'accumulation* du secteur privé rétabli dans les droits capitalistes.

Pendant la première période de la N.E.P. (1921 à 1923) il s'agit surtout d'accroître la production agraire en nourrissant mieux les villes, de restaurer l'appareil industriel et les

transports existants, et de poser les bases d'un élargissement de l'industrie de base (notamment productrice d'énergie : charbon, pétrole et électricité). Dans cette période de restauration, le problème des prix restait secondaire. L'économie sortait à peine des rations et du troc généralisés. Néanmoins, le rétablissement partiel du marché, l'implantation d'une comptabilité monétaire classique allaient bientôt permettre de mesurer les premiers effets de la N.E.P. : ce fut la crise des « ciseaux », qui culmina à la fin de 1923. Avec les progrès de la production et de la circulation commerciale, et la réforme monétaire qui instaura le nouveau cours du tchervonetz, les prix imposés des produits industriels vendus approximativement à leur valeur par les entreprises travaillant avec des prix de revient énormes et souvent à perte, s'élevèrent rapidement, sans parler de la prolifération d'un énorme marché noir ; de leur côté, les prix des produits agricoles taxés en nature par l'Etat, baissèrent et donnèrent aussi lieu au développement d'un vaste marché clandestin du grain et de la viande. Les échanges entre la ville et la campagne se développèrent dans une large mesure par le canal du circuit privé et clandestin. Le peu d'objets industriels disponibles et leurs prix élevés, n'incitèrent pas les paysans à livrer du blé supplémentaire sur le marché. L'autoconsommation se développa. Les branches du ciseau des prix s'écartèrent dangereusement. Une réaction vigoureuse de l'Etat dès le début de 1924 renversa cette tendance, sans pour autant modifier un courant d'accumulation au profit des campagnes ; de son côté, l'industrie socialisée prit assez rapidement un nouveau développement. Il en résulta vers 1926-27 un conflit inévitable entre les deux formes d'accumulation.

C'est dans cette atmosphère que Préobrajensky formula dès 1924 sa conception de l'accumulation socialiste primitive. Voici comment M. Dobb, un historien d'obédience stalinienne, formule le problème auquel répondait Préobrajensky (1) : « La question économique fondamentale du socialisme dans la situation de la Russie concernait les ressources et méthodes de ce qu'il appelait « accumulation socialiste primitive »... La croissance de l'industrie d'Etat dépendait de l'accumulation de capital entre les mains de l'Etat, et, en dehors d'emprunts extérieurs, les deux seules sources d'accumulation pos-

(1) Dans *Soviet economic development since 1917*, p. 184. L'auteur est aujourd'hui repent.

sibles étaient le surplus de production de l'industrie elle-même, dû à sa productivité propre (c'est-à-dire la différence entre la valeur de sa production et ce qu'elle payait en salaires et traitements) et ce qui pouvait provenir de « l'exploitation » d'une économie privée à petite échelle en extrayant de celle-ci une plus grande somme de valeurs qu'on ne lui en donnait en échange, en produits industriels. Moins le pays est développé industriellement, plus l'industrie a besoin de capital accumulé pour se renforcer, et, en même temps, plus il faudra s'appuyer sur la seconde source en l'absence de la première ».

Tout ceci paraît aller de soi, dans les conditions du double secteur, et d'un pays arriéré, comme aujourd'hui en Chine, ou en Algérie. D'une part c'est la plus-value qui reste en général la source de la reproduction simple et élargie ; d'autre part, la production et la répartition de cette plus-value prennent des formes différentes selon les deux secteurs ; ces formes sont mêlées de façons complexes et variées. C'est un problème de vases communicants, mais où l'équilibre devient un conflit, car aucun des appropriateurs de surproduit n'est disposé à céder naturellement de son profit à l'autre. Une contrainte doit donc s'exercer d'un secteur sur l'autre, dans ce cas du secteur privé (essentiellement agricole) vers celui que gère l'Etat. Des échanges développés entre économies nationales pourraient modifier beaucoup les formes, les exigences et les rythmes de cette pression, par une participation accrue au marché mondial (ou à une partie de ce marché, comme c'est en partie le cas entre les adhérents au Comecon). Mais la nécessité de limiter la croissance du secteur privé (dominant dans la production agraire) n'en subsisterait pas moins.

« C'est cette seconde source, qui, dans les conditions du moment, était aux yeux [de Préobrajensky] la source principale, qu'il baptisa accumulation socialiste primitive. Il définit celle-ci comme « l'accumulation entre les mains de l'Etat de moyens matériels obtenus principalement d'après des sources résidant hors du système économique de l'Etat... Dans un pays agraire arriéré, cette accumulation est destinée à jouer un grand rôle. L'accumulation primitive prédomine nettement pendant cette période de transition ; et il faut donc appeler toute cette étape une période d'accumulation socialiste primitive ou préparatoire ». Ces sphères extérieures de l'économie, il les appelle « colonies » et la base économique nécessaire de la période de transition était en rapport « d'exploit-

tation » entre la « métropole » de l'industrie d'Etat et son entourage de « colonies », la première tirant la « plus-value » de la seconde, ce qui lui permet de développer la base de l'industrie, la productivité, et la possibilité de vivre sur son propre surplus, jusqu'à ce que finalement la petite économie privée soit éliminée, et « engloutie » dans l'économie socialiste, tout comme la montée du capitalisme avait éliminé les paysans et le petit artisan et les avait transformés en prolétaires. » (Jamais Préobrajensky n'a appelé « colonies » les sphères non socialisées de l'économie, mais Dobb n'en n'est pas à cela près.)

« La méthode de cette accumulation est double. D'abord, les régions « coloniales » doivent être soumises à l'impôt direct. Mais celui-ci a des limites très précises ; on peut y échapper, il peut être facilement tourné et peut causer des complications politiques. Ensuite, et c'est le plus important, il y a le fonctionnement du marché entre l'industrie d'Etat et les « colonies ». Grâce à la position monopoliste de l'industrie d'Etat, sur le marché, et grâce aux mesures de « protectionnisme socialiste » adoptées par l'Etat dans le but exprès de favoriser l'industrie socialiste, le taux d'échange entre l'économie d'Etat et les « colonies » peut être fixé en faveur de la première. »

Comme cela peut se faire en « altérant et partiellement en annulant la loi de la valeur-travail », c'est-à-dire en obligeant le produit d'une unité de travail ou d'apport de l'économie d'Etat à s'échanger avec le produit de plusieurs unités de travail des « colonies », cela implique une « exploitation » de celles-ci par celle-là, et la création d'une « plus-value » au bénéfice de l'accumulation socialiste. Autrement dit, la « loi de l'accumulation socialiste » implique pour la Russie de la N.E.P. une politique monopoliste des prix de la part de l'industrie d'Etat, et le socialisme se développerait d'après la position monopoliste de l'industrie d'Etat ; les mesures de protectionnisme d'Etat réussiraient à modifier le taux des échanges entre la ville et le village en faveur de celle-ci. (Préobrajensky écrit exactement : « j'évite délibérément de parler « d'augmenter les prix », étant donné que la taxation est non seulement possible avec les prix en baisse, mais elle s'opérera chez nous justement avec des prix en baisse, ou par périodes inchangées ; ce qui est possible parce qu'avec la diminution des prix de revient des produits,

la réduction des prix n'intervient pas sur le montant total de cette réduction des prix, mais sur une somme moindre, le reste allant au fonds de l'accumulation socialiste et d'augmentation des salaires. »)

La seule limite à cette politique était la nécessité pour l'industrie d'Etat, étant donné son retard, de se servir du capital privé au cours de cette période, et la nécessité de ne pas tuer la poule aux œufs d'or tant qu'elle était nécessaire à l'accumulation socialiste. « Le monopole capitaliste, écrit Prébrazjensky, conduit à la création de prix de monopole pour les produits de l'industrie sur le marché intérieur ; il acquiert un profit supplémentaire par suite de l'exploitation des petits producteurs et prépare ainsi le terrain à la politique des prix de la période de l'accumulation socialiste primitive. Mais la concentration de l'ensemble des grandes industries du pays entre les mains d'un seul trust, c'est-à-dire de l'Etat ouvrier, accroît dans une énorme mesure la possibilité de mener cette politique des prix sur une autre base monopoliste, politique qui signifie une autre forme de taxation de la production privée ».

La discussion ne porta pas sur l'explication théorique de ce mécanisme, mais sur son orientation et sur l'opportunité de certaines mesures qui y étaient liées. Personne ne pouvait contester qu'à cette époque l'accumulation à l'échelle nationale ne rendit nécessaire l'accroissement d'un surproduit socialisé et centralisé, et par conséquent d'une intégration toujours plus intime de la loi de la valeur au système économique.

En fait, le problème essentiel est le suivant : si l'industrie d'Etat, et par conséquent le travail des ouvriers qui y sont engagés, est encore d'un faible rendement, si l'outillage mécanique est encore déficient, si les productions de l'économie agraire absorbées par l'Etat (impôt en nature) ne permettent pas la formation de surplus direct au profit de l'Etat (car les rations restent encore faibles), si le circuit commercial privé absorbe une grande partie du profit social, il faut suppléer aux dimensions de la plus-value prélevée *directement* sur l'industrie et sur la partie contrôlée de l'économie agraire, par une pression sur les autres sources de surproduit, sur les valeurs échappant à la direction de l'Etat — en l'absence d'un plan général et d'une collectivisation intégrale de l'ensemble des forces de production — c'est-à-dire sur les valeurs formées dans le secteur capitaliste ou extra-capitaliste (petite production marchande et artisanale).

Ce transfert était rendu possible par le monopole étatique des prix industriels (à condition que l'industrie ait quelque chose à offrir sur le marché paysan), sans parler de taxations de diverses sortes. De toute façon, il ne pouvait s'agir que d'une politique de transition, jusqu'à ce que l'industrie socialisée et le nombre croissant d'ouvriers au travail fussent à même de produire et de transférer à l'Etat une plus-value suffisante pour permettre un accroissement rapide des investissements productifs.

Boukharine et ses élèves présentaient la conception de Préobrajensky comme l'antithèse de l'intégration « progressive » de l'économie agraire privée au socialisme par voie de la coopération. Une seule forme d'accumulation était possible : « l'accumulation socialiste » (et non l'accumulation socialiste « primitive »). La paysannerie, surtout le paysan « moyen », devait contribuer progressivement, peu à peu et sans heurts, par le canal de la coopération, à cette accumulation. Il ne pouvait s'agir de « pressurer » l'économie agraire privée de façon administrative, par un forçage « colonial ». Cette façon de voir négligeait la faiblesse des bases industrielles vers 1925-26, malgré sa restauration évidente, et le renforcement continu du secteur paysan privé, plus pressé d'arrondir ses biens privés que de former spontanément des coopératives (tant que l'industrie n'était pas capable de l'y intéresser par la fourniture à des conditions avantageuses d'outillages, d'engrais, de transports, de bâtiments, etc.) Boukharine et son école voyaient comme une *addition*, une somme d'accumulation entre deux secteurs, proportionnellement supérieure pour le secteur socialisé, ce qui devait devenir une concurrence, une lutte, à proprement parler une *lutte de classes*. Cette lutte devait mener, et mena à une crise qui éclata en 1928 et aboutit à la liquidation brutale de la N.E.P. par Staline — dépassant cette fois de beaucoup le programme de Préobrajensky, tout en reconnaissant implicitement la justesse de ses principes.

Quelles sont, d'après les élèves de Boukharine, les sources possibles de l'accumulation socialiste ? Référons-nous de nouveau au *Précis*, de Lapidus et Ostrovitianov.

1. Le profit de l'industrie étatisée. Mais, « si nous comparons le profit aux tâches grandioses de l'édification socialiste, il apparaît très insuffisant ». De fait, il est vraisemblable que jusque vers 1926-27, l'industrie socialisée dans

son ensemble ne fournit pas un profit *accumulable* permettant de vastes investissements productifs. Les profits dépassent à peine — et pas toujours — le coût de production.

2. Le commerce extérieur nationalisé, le commerce intérieur, le système bancaire. Cette source est très faible, car ces secteurs ne créent aucune valeur, même en régime socialiste, et pour transférer des valeurs du secteur privé au secteur socialiste (à l'Etat) ils doivent eux-mêmes en céder de celles qui sont fournies par l'industrie socialiste. Par exemple, pour vendre du pétrole (à bas prix) ou du lin (à tout prix), ou de l'or, à l'étranger, et y acheter de l'outillage, il faut transférer des valeurs au capitalisme mondial ; pour obtenir un intérêt des prêts aux paysans privés, les banques de l'Etat doivent d'abord leur avancer un crédit, dérivé des ressources socialisées, etc.

3. L'agriculture : l'accumulation des campagnes va dans trois directions : une partie est réinvestie sur place en améliorations techniques (et thésaurisée, ajoutons-le) ; une autre est versée à l'Etat comme impôt « et consacrée en premier lieu aux besoins de l'industrialisation » ; une troisième partie doit être prêtée à l'Etat, grâce aux caisses d'épargne, emprunts, et coopérations de crédit. Mais quels sont les rapports de grandeur de ces différentes parties ? C'est ce que les économistes soviétiques de ces années-là n'ont jamais su établir, ou en tout cas n'ont jamais voulu établir publiquement.

4. « Ressources qui s'accumulent dans le secteur capitaliste » (industriel et commercial). Ces ressources peuvent être drainées par une « politique fiscale appropriée ».

Après avoir simplement énuméré ces sources, le *Précis* ne fait aucun effort pour essayer de déterminer leur rapport de grandeur, et surtout leurs relations réciproques. Pourtant, ces sources ne sont nullement distinctes, et elles dépendent fondamentalement de la politique des prix. Malgré la modestie des formules, l'absence de développement, on voit en tout cas que les auteurs conviennent implicitement que *pendant cette période de reconstruction*, l'agriculture reste la principale source d'accumulation élargie, par prélèvement soit sur un produit, soit sur les personnes, qui représentent 90 % de la population. Mais ils pensent que ce transfert de valeur se fera spontanément, tranquillement, en faisant appel « aux intérêts du petit propriétaire pour le conduire insensiblement, sans qu'il s'en aperçoive lui-même, au communisme », ainsi que le dit textuellement Boukharine, cité par le *Précis* (p. 436).

Il faut engager la petite agriculture « peu à peu, prudemment, par la coopération, dans la voie du socialisme », comme dit aussi le *Précis* (p. 444). Vœu aimable ! Mais « peu à peu », de 1921 à 1927, la propriété agraire privée se renforça au point de commencer à disputer à l'Etat sa part de surproduit ; elle ne l'engagea nullement de façon spontanée dans les voies de la coopération de production, du kolkhoze ; l'aveuglement sur les « sources de l'accumulation », en dépit des avertissements de Préobrajensky, de Trotsky et de l'opposition de gauche du parti communiste, bloquait « peu à peu » les perspectives « grandioses » de reproduction socialiste élargie dans l'industrie.

C'est ce qui détermina finalement le coup de barre de Staline qui posa en 1928 les fondements de la puissance bureaucratique en procédant à une *expropriation de masse* de la paysannerie, et cette fois par des moyens vraiment « coloniaux ». Les principes de *classe* dont on s'était de plus en plus écarté pendant la N.E.P. furent réappliqués, mais avec une énergie bureaucratique qui eut des effets désastreux d'un autre ordre, pour liquider cette N.E.P. On ne s'embarrassa plus de théorie sur l'accumulation socialiste primitive ou sur l'intégration « progressive » du koulak au socialisme : d'un seul coup, la production paysanne fut collectivisée et son surproduit mis en bloc à la disposition du secteur socialisé ; ainsi devint possible une planification intégrale et un vaste développement industriel ; mais du même coup aussi la production agraire connut une « désaccumulation relative », notamment dans l'élevage, dont les effets se faisaient encore sentir en 1954 comme le révéla Khrouchtchev cette année-là, et qui pèsent toujours sur l'économie en 1969. Le profit social, la plus-value, furent socialisés dans leur ensemble : rente, profit industriel, intérêt, tout fut concentré entre les mains de l'Etat ou de son industrie, à un taux croissant. Pas plus en U.R.S.S. qu'ailleurs, le progrès économique ne s'était opéré sans violence. C'est ce que symbolisait la permanence et le renforcement du pouvoir de l'Etat.

Revenons sur ce que dit Préobrajensky au sujet des rapports entre l'agriculture privée, marchande, parcellaire, et le secteur socialiste et l'Etat. « Nous appelons *accumulation socialiste*, dit-il, l'addition aux moyens de production en activité du produit supplémentaire qui se crée dans l'économie socialiste et sert à la reproduction élargie, au lieu de faire l'objet d'une répartition complémentaire parmi les agents de la production socialiste et de l'Etat socialiste. Nous appelons,

au contraire, *accumulation socialiste primitive*, l'accumulation aux mains de l'Etat de richesses matérielles provenant principalement de sources situées en dehors de l'ensemble de l'économie étatisée ».

Quelle est la différence essentielle entre ces deux sources ? « C'est, premièrement, que l'accumulation socialiste n'a pas seulement lieu au compte du produit supplémentaire de la petite production, mais aussi au compte de la plus-value des formes capitalistes de l'économie. C'est deuxièmement, que l'économie étatisée du prolétariat naît historiquement au détriment du capitalisme des monopoles et dispose par conséquent, de moyens de régir l'économie entière, et de méthodes économiques de répartition du revenu national qui n'étaient pas accessibles au capitalisme au début de son développement ». L'accumulation socialiste primitive se distingue donc de l'accumulation capitaliste primitive du fait qu'elle s'approprie partiellement non seulement la plus-value, tirée du secteur de la petite production marchande (agraire et artisanale), qui n'est capitaliste que dans son principe, mais aussi la plus-value formée dans le secteur capitaliste proprement dit (les entreprises industrielles ou agraires privées employant de la main-d'œuvre salariée). De plus, cette appropriation n'est socialiste que parce qu'elle vient rejoindre le surproduit formé dans l'industrie socialisée elle-même. Il est clair que ce mouvement pouvait seul faire triompher la N.E.P. au profit de l'Etat socialiste, et c'est évidemment lui qui se développe actuellement en Chine, tout comme en Pologne, Hongrie, Roumanie, etc., et pas seulement, comme on le prétend, dans les pays sous-développés du « Tiers-Monde ».

Quant à l'analogie avec le « brigandage colonial » du capitalisme, Préobrajensky s'exprime de la façon suivante : « Quant au brigandage colonial, l'Etat socialiste appliquant une politique d'égalité des nationalités, et d'adhésion volontaire des nationalités à des groupements nationaux, repousse en principe toutes les méthodes de violence du capital dans ce domaine. Cette source de l'accumulation primitive lui est, dès le début, et à jamais, fermée. Il en est tout autrement de l'exploitation au profit du socialisme de toutes les formes économiques antérieures au socialisme. Les formes économiques pré-socialistes doivent inévitablement être imposées dans la période de l'accumulation primitive du socialisme, et cette

imposition doit inévitablement acquérir une énorme importance, nettement décisive, dans des pays arriérés tels que l'Union des Soviets ».

Qu'on appelle cette pression une « exploitation », une imposition, ou un prélèvement, il est clair que par définition c'est une violence, une coercition, que l'évolution a rendue inévitable dans les conditions du moment. Quant aux formes et à la marge de cette violence, c'est une autre question. Il est clair qu'à partir de 1928, la collectivisation intégrale des campagnes a comporté des formes de brigandage, de répression physique ; des populations entières ont été « expropriées » par la force et déportées ; des violences analogues ont eu lieu dans les pays baltes et en Europe orientale, comme plus tard en Chine. Mais il faut remarquer que ces violences n'ont pas été rendues nécessaires par la politique esquissée par Préobrajensky *dans le cadre de la N.E.P.* ; elles ont plutôt découlé de la crise de la N.E.P. et de sa résolution bureaucratique brutale lors de la crise de la N.E.P. Si les mesures préconisées par Préobrajensky, Trotsky et autres avaient été appliquées fermement et patiemment dès 1924, et encore dans le cadre de la N.E.P., il est probable que l'emploi de la pression aurait été limité. Dans une certaine mesure, c'est ce qui s'est produit en Pologne, et peut-être en Chine, où l'économie du double secteur n'a pas été plus ou moins abandonnée à elle-même dès le début, mais a été contrôlée par un *plan* d'ensemble qui manquait à la Russie de la N.E.P.

« Le système socialiste et celui de la production privée de marchandises, inclus dans un seul système économique national, dit Préobrajensky, ne peuvent coexister dans un équilibre complet. L'équilibre ne peut pas être durable, entre eux, parce que l'un doit dévorer l'autre. Des dégradations ou des développements sont possibles, mais il est impossible de rester sur place ».

C'est cette *lutte* que formule la loi de l'accumulation socialiste dans la période de transition :

« Plus un pays passant à l'organisation socialiste de la production est économiquement arriéré, petit bourgeois, paysan, moindre est l'héritage que le prolétariat reçoit au moment de la révolution sociale en qualité de fonds de l'accumulation socialiste, plus l'accumulation socialiste devra reposer sur l'exploitation des formes pré-socialistes de l'économie, et moindre sera l'importance de l'accumulation sur sa propre base

de production, moins en d'autres termes, elle se nourrira du produit supplémentaire du travailleur de l'industrie socialiste. Au contraire, plus un pays dans lequel la révolution sociale l'emporte est économiquement et industriellement avancé, plus l'héritage matériel que le prolétariat y reçoit de la bourgeoisie, après la nationalisation, sous la forme d'une industrie hautement développée et d'une agriculture capitaliste organisée, est considérable, moindre est l'importance des formes pré-capitalistes de la production, et plus le prolétariat devra chercher à diminuer la non-équivalence de l'échange des produits de l'industrie contre les produits des colonies, c'est-à-dire l'exploitation de ces dernières ; — et plus le centre de gravité de l'accumulation socialiste se reportera sur la base socialiste de la production, en d'autres termes sur le produit supplémentaire de l'industrie et de l'agriculture socialistes ».

Il suit de là que la grandeur respective et relative des secteurs de l'économie mixte joue un rôle considérable, et ces quantités finissent par altérer la qualité de *l'ensemble*, lequel ensemble est ici un *Etat*, une « économie nationale », indépendante d'autres économies malgré ses liens avec le marché mondial. Si l'on n'avait affaire qu'à une reproduction simple, les rapports entre les différents secteurs ne se modifieraient pas. Il y aurait reproduction à l'intérieur de chacun d'eux selon leur mécanique respective, et « circulation statique » si l'on peut dire, entre les deux. Le mouvement général donnerait pour chaque cycle une reproduction de chaque secteur, privé, coopératif, contrôlé, socialiste, etc., avec de légères variations. C'est seulement dans ce cas qu'il n'y aurait pas de « lutte ». Mais ce ne peut être qu'un cas théorique. La reproduction élargie est la loi du développement socialiste réel comme du développement capitaliste. Ce double développement ne peut être qu'une rivalité, une lutte. Mais cette lutte se déroule sous des formes bien différentes selon que le secteur industriel est plus ou moins avancé et mûr pour une socialisation immédiate ou très rapide. Lénine a souvent répété, dès 1918 comme en 1921, que la forme *immédiatement préparatoire* aux rapports socialistes était le capitalisme d'Etat, le capitalisme le plus hautement concentré à l'échelle nationale dans l'industrie, le crédit, et les transports. Si l'agriculture elle aussi est au même niveau, tant mieux, la socialisation totale n'en sera que plus facile. Mais en règle générale, la production agricole n'est pas organisée, même dans le capi-

talisme le plus hautement évolué (par exemple aux U.S.A.) de façon aussi concentrée que dans le crédit et la production industrielle. Quand la petite production agricole domine l'ensemble de l'économie, il est évident que le secteur socialisable se trouve inférieur et qu'il aura besoin de toute la puissance de l'Etat pour pallier à sa déficience originelle. C'était le cas en U.R.S.S. ; c'est le cas en Chine. Etant donné la persistance transitoire du double secteur, il est inévitable qu'une accumulation élargie rapide *au profit de l'Etat* (et non seulement de l'industrie socialisée) suppose un transfert de valeurs, un prélèvement, de l'économie pré-capitaliste et capitaliste vers le secteur socialiste et le budget de l'Etat ; transfert qui suppose une pression concertée et un plan aussi rigoureux que possible.

Il faut bien noter ici qu'en dynamique, la grandeur ou l'importance de chaque secteur doivent être aussi mesurées à divers points de vue (en population active, en quantité pondérable de produits, en nature des produits, en services, en prix, en profits, en travail nécessaire, etc...) qui peuvent ne pas tous concorder. Par exemple, si l'agriculture privée produit une masse de fibres au-delà de son auto-consommation, mais s'il n'y a pas d'usines textiles (ou pas assez) dans le secteur socialisé, pour fabriquer des tissus, les valeurs créées ne seront ni transférées ni utilisées. La grandeur relative du secteur agricole privé (en matière de produits textiles) sera privée d'efficacité, d'objectivité. Un secteur particulier comme les transports socialisés, par contre, jouera un rôle considérable, étant donné son rôle indispensable et sa position de monopole.

Les secteurs rivaux, quels que soient leurs poids relatifs, doivent être « équilibrés » de quelque façon, par le marché ou par le plan, ou par les deux ; mais il s'agira d'un équilibre qui produit aussi une tension croissante, au fur et à mesure que chacun des secteurs accumule plus rapidement (s'il y parvient réellement). En définitive, l'accroissement de grandeur qui décide, ne peut être que celui de la plus générale, c'est-à-dire de la *valeur*. Le poids de chaque secteur doit être apprécié en fonction des valeurs produites ; et valeur comprend sur-valeur, plus-value ; le poids final qui l'emporte, c'est celui de la plus-value produite. Le mécanisme de la croissance rivale du double secteur est donc celui d'une lutte pour l'accaparement maximum de la plus-value à l'échelle sociale. Il est clair qu'un pays hautement industrialisé est mieux

armé qu'un autre pour cette lutte et que le triomphe du secteur socialisé doit y être très rapide. Dans le cas contraire, la lutte est dure et lente, et le socialisme peut connaître des revers : c'est ce qui s'est produit en 1921. En définitive, le passage de la N.E.P. à la collectivisation intégrale, en 1929-30, a été le passage de l'accumulation socialiste primitive à l'accumulation socialiste tout court, où le centre de gravité de la production de plus-value se trouve définitivement reporté du côté de l'économie d'Etat socialisée. Cette lutte est en cours, à une échelle énorme, en Chine.

Les théoriciens comme Lapidus et Ostrovitianov, suivant les idées développées par Boukharine à l'époque, ne voyaient dans ce processus qu'une tendance dangereuse à la « surindustrialisation », reproche qui fut inlassablement lancé à l'opposition par Staline et Boukharine, jusqu'au moment où Staline renversa complètement la vapeur. Les théoriciens, toujours serviles, ne manquèrent pas d'emboîter le pas, et de prôner alors une nouveauté qu'ils soufflèrent à Staline : désormais, le double secteur étant liquidé, et l'Etat s'appropriant la totalité du surproduit social, la reproduction élargie devait s'opérer selon les schémas du 2^e Livre du *Capital* ! Cette bourde ne valait pas mieux que la précédente.

3. *Le rôle des coopératives.*

Dans le *Précis*, Lapidus et Ostrovitianov disent que Préobrajensky « ne conçoit les rapports entre l'économie étatisée et l'économie mercantile privée (c'est-à-dire la paysannerie) que sous forme d'une lutte, dans laquelle l'une doit dévorer l'autre... Il n'y a donc pas de place dans sa théorie pour la coopération conçue comme la voie du développement de la petite agriculture vers le socialisme ».

D'après eux, c'est la coopération qui doit transformer progressivement l'agriculture privée en agriculture socialiste. Bien entendu, si l'on prend cette phrase pour un slogan, elle peut passer ; mais il faut comprendre exactement ce que représente la coopération, question à laquelle Marx a consacré une série d'éclaircissements assez profonds et que l'économie soviétique a vérifiés de mille façons (y compris par la négative).

Préobrajensky dit ceci des économies privées marchandes susceptibles d'être formées en « coopératives » : « Tout un système de relations directes entre la petite production et l'économie étatisée est inévitable. La nature de ces relations

sera déterminée par les facteurs suivants. La petite production se divise en trois parties. Une partie restera pendant longtemps petite production ; une autre s'organisera dans la coopération du type capitaliste, la troisième, érudant ce processus s'organisera dans une coopération nouvelle constituant un type particulier de transition de la petite production au socialisme, non par le capitalisme, mais par une simple absorption de la petite production par l'économie étatisée. Cette forme nouvelle de coopération, sous la dictature du prolétariat, cette forme dont les communes paysannes et les équipes de travailleurs — les *sovkhoz* — sont l'un des éléments composants, doit encore se développer. Nous ne pouvons pas donner d'analyse théorique de ce qui n'existe pas encore, de ce qui est à naître ».

C'est de la troisième forme de coopérative que se rapprocheront les futurs *kolkhozes* ; mais ils ne se développeront sérieusement qu'après la liquidation de la N.E.P. et justement comme forme de cette liquidation. La coopération est ambiguë par sa nature économique. D'abord, il faut distinguer les coopératives de production et de consommation. Les premières créent des valeurs et des profits qui sont répartis entre leurs propres membres (déduction faite des taxes qui vont à l'Etat). En ce sens, elles ont un caractère socialiste ; mais la plus-value redistribuée n'est pas socialisée ; elle retourne aux producteurs privés ; en ce sens elles sont capitalistes. La coopération simple, *par elle-même*, ne permet pas de sortir du cycle capitaliste, quoiqu'il s'agisse d'un capitalisme limité et à tendance égalitaire. Elles peuvent être, surtout pour des économies arriérées, une école des rapports socialistes, mais rien de plus. Quant aux coopératives de consommation, (stockage, vente et distribution) elles retiennent une partie du profit commercial ; bien entendu, ce profit est lui-même dérivé du profit de production, et n'ajoute une plus-value supplémentaire qu'au même titre que la coopération purement capitaliste ; ce profit supplémentaire est d'ailleurs limité au maximum par les règles mêmes de la coopération (1).

(1) Dès 1921, Lénine disait : « La liberté et les droits accordés aux coopératives dans les conditions actuelles de la Russie signifient la liberté et les droits pour le capitalisme... Mais le capitalisme « coopératif », en tant qu'il est distinct du capitalisme commercial privé, est sous le pouvoir soviétique, une espèce de capitalisme d'Etat, et comme tel, nous est utile et favorable pour le moment — évidemment jusqu'à un certain degré ». (*Sochiennya*, XXVI, 336).

La coopération de consommation retenait une partie du profit commercial entre les mains de la population laborieuse et empêchait son accaparement par le capitalisme privé. D'autre part, il limitait l'efficacité du circuit commercial d'Etat. En fait, la coopération de consommation ne peut prendre tout son sens comme *école* de rapports socialistes, que si elle s'appuie sur une large coopération dans le domaine de la production. Or, ce domaine ne s'élargit pas spontanément à la campagne, surtout si l'industrie d'Etat n'est pas capable de lui fournir l'outillage nécessaire (tracteurs, matériel agricole, silos, moyens de transports, engrais, etc.). C'est une illusion de croire que la masse paysanne, dans les pays où elle représente, sous forme de petite production marchande, l'immense majorité de l'économie agraire et de la population totale, puisse s'engager spontanément dans la voie coopérative puis dans la voie socialiste. C'est ce que l'on a observé pendant la N.E.P. aussi, en dépit des arguments livresques de Lapidus, Ostrovitianov, et autres. De 1923 à 1927, la part de la coopération dans la *production* agricole n'est passée que de 0,7 à 0,8 %, tandis que celle du système privé croissait de 88,2 à 89,3 %. Dans la production industrielle, sa part diminua de 5 à 4,8 %. C'est seulement dans le secteur commercial (chiffre d'affaires) que l'on voit sa part augmenter de 28,2 à 44,5 %. Mais cette part n'est pas homogène. En elle se confrontent plusieurs formes du profit commercial. Une partie de ce profit provient des coopérateurs, distribuant des produits de l'industrie d'Etat : elle reste donc aux ouvriers qui ont créé ces profits, et s'accroît de la partie du profit prélevé sur les paysans individuels qui adhèrent aux coopératives. Une autre partie retourne aux paysans producteurs moyens, ou même capitalistes, qui en font partie, et est donc soustraite à la plus value-socialisée. L'expérience a donc prouvé une fois de plus que la coopération est l'arène d'une *lutte* qui subit des variations constantes, et où la forme fondamentale de l'économie et de l'Etat joue un rôle capital. Mais par elle-même, elle ne permet pas un passage graduel au socialisme. C'est précisément pourquoi fut rendue nécessaire dès 1929 l'organisation *forcée* des paysans en coopératives de production (kolkhozes), étroitement contrôlées par le plan, mais qui restent jusqu'à ce jour des éléments économiques semi-socialistes, où le marché joue un rôle important. C'est cette limitation des capacités socialistes de la coopérative qui rendit nécessaire d'autres moyens de pression sur la production paysanne privée (impôts en nature, taxes, fixation des

prix industriels en fonction du profit agraire, mesure qui vont de pair avec l'aide fournie (à intérêt) aux paysans.

Il est indiscutable que cette forme d'accumulation réalisée à partir de la petite production marchande diffère de l'accumulation socialiste réalisée dans les entreprises socialisées. Il existe une circulation de valeurs entre les deux, mais en tant que sources, elles sont distinctes.

« L'accumulation primitive, dit Prébrazjensky, n'est que le processus historique qui détache la production des moyens de production. Elle est primitive, parce qu'elle constitue la préhistoire du capital et de mode de production du capital ». Le socialisme, par contre, naît, ou plutôt s'épanouit, sur la base du capitalisme de monopole, financier et industriel. Le *Précis* déduit de là qu'il « ne suppose nullement l'expropriation du petit producteur, auquel il permet au contraire, d'éviter l'expropriation qui l'attend tôt ou tard en régime capitaliste » (p. 446). Cette façon métaphysique de considérer la *différence* ne tient pas compte de la contradiction. Si l'Etat socialiste, maître des grands moyens du crédit, de l'industrie, et des transports, « protège » pendant un temps le petit producteur (encore faudrait-il entendre par-là l'artisan, celui qui travaille lui-même avec sa famille et un petit nombre de salariés, 1 à 5 par exemple — car beaucoup de « petits » producteurs, bénéficiant de statuts artisanaux, exploitent dans les pays capitalistes de 10 à 15, 20 salariés ou plus et sont en réalité de petits capitalistes), c'est surtout en raison du retard général de l'économie, surtout agraire, le passage au plan *socialiste* étant impossible immédiatement sur cette base. C'est ce qu'on a vu en U.R.S.S., et qu'on revoit en Chine.

L'industrie socialiste n'est pas capable de fournir encore les ressources nécessaires à la reproduction élargie rapide. Il faut donc socialiser le profit privé par des moyens indirects. Il faut s'emparer des valeurs là où elles se créent d'abord spontanément, sans parler du caractère *utile* de ces valeurs, comme alimentation, de la population industrielle, commerciale ou administrative. Mais ce soutien doit aboutir à une transformation. Le petit producteur privé *disparaîtra* ; mais cette disparition n'a pas le même caractère que *l'expropriation* capitaliste, qui d'ailleurs ne fait pas à proprement parler disparaître l'artisan comme classe, mais le maintient dans un état de misère et d'insécurité perpétuelle. Le petit producteur disparaîtra de plusieurs façons :

1. en devenant *lui-même* un membre des nouvelles coopératives de production ;

2. en passant au secteur industriel socialisé (c'est la masse paysanne qui a fourni la majeure partie de la classe salariée soviétique, passée de 4-5 millions à environ 50 millions en 1965, le reste étant fourni par l'accroissement direct de la population déjà salariée) ;

3. en étant exproprié, déporté, versé dans le réservoir général ;

4. en préparant le passage de ses enfants dans une autre classe. De toute façon, il sera remplacé. Le petit producteur, comme forme économique, disparaîtra, et pour une certaine part les individus eux-mêmes disparaîtront aussi dans cette tourmente. Si donc l'Etat « soutient » transitoirement le petit producteur, ce n'est pas pour lui assurer longue vie. Toute la démagogie capitaliste à ce sujet ne change rien à ce fait. Reste qu'il y a bien des manières de le faire disparaître, et que la moins violente est évidemment la plus souhaitable. Les expropriateurs capitalistes n'ont rien à nous apprendre là-dessus. Le *Précis* ne répond donc pas à la question lorsqu'il oppose à Préobrajensky la défense et l'assimilation progressive du petit producteur ; même si c'est une assimilation, c'est finalement une disparition. L'accumulation socialiste primitive elle aussi « détache les petits producteurs de leurs moyens de production », mais au lieu de le faire au profit de l'économie capitaliste, elle le fait au profit de l'économie socialiste, c'est-à-dire d'une économie qui, dans son ensemble, est détachée de la propriété personnelle des moyens de production ; l'ouvrier socialisé n'est qu'un fragment de travail social, et c'est *socialement*, collectivement, et non personnellement, qu'il est détenteur des moyens de production.

4. *Impôts et accumulation.*

Un coup d'œil sur l'évolution des recettes budgétaires de l'Etat pendant la N.E.P. montre que c'est sous forme d'impôt indirect, c'est-à-dire d'un prélèvement sur la consommation, autant que sur les profits des entreprises, que s'est opéré le transfert croissant de valeur à l'Etat. La structure des impôts mêle d'ailleurs les ressources de l'accumulation socialiste primitive à celles de l'accumulation socialiste proprement dite.

Voici comment ont évolué ces ressources (qui ne représentent pas la totalité des ressources de l'Etat) entre 1923 et 1930, date à laquelle le système des impôts a été refondu (presque entièrement centralisé dans l'impôt sur le chiffre d'affaires, c'est-à-dire dans l'accumulation socialiste) :

IMPOTS PRINCIPAUX PERÇUS PENDANT LA N.E.P.
(en millions de roubles) (1)

<i>Impôts sur les entreprises industrielles et commerciales</i>	1927-28	1923-24	1925-26	1929-30
Impôts sur les prix de certains produits	241	842	1 491	2 643
Impôts professionnels	113	229	373	1 941
industrie socialisée		135	288	1 797
industrie privée		94	85	144
Impôts sur le revenu	65	151	231	615
économie socialisée	8	65	78	421
population	57	86	153	193
Prélèvements sur les profits	49	172	382	1 005
industrie	40	99	265	847
commerce		22	27	37
institutions de crédit	7	47	86	116
Douanes et autres redevances	135	308	489	445
Impôts directs (2)	1926-27			
ouvriers et employés	13.5			
artisans	18.0			
rentes	105.0			

(D'après F.D. HOLZMAN, *Soviet taxation*, 1955.)

Evidemment, ce transfert de valeurs suppose que la valeur elle-même continue à exister dans sa structure classique (temps de travail socialement nécessaire), sans quoi il n'y aurait rien à transférer. Si la valeur a disparu, il n'y a plus que des échanges d'utilités, qualitativement tout différents. Mais les

(1) Tsunkhu : *Sozialisticheskoié chroitel'stvo S.S.S.R.*, Moscou, 1935, pp. 644-45. Il faut ajouter à ces impôts : les ressources du système des transports et moyens de communication ; le revenu des propriétés d'Etat (fermes et forêts) ; emprunts (souscrits surtout dans les entreprises d'Etat).

(2) D'après I. Reingold. « The New Economic Policy, 1921-28 », in *Soviet policy in Public Finance*, Stanford, 1931, p. 174.

équivalences de valeur, et les dénivellations de valeurs, au lieu de s'établir par l'intermédiaire du marché « libre » ou d'un marché monopoliste privé, s'établissent selon le plan établi par le monopole social. Le jeu « spontané » de la valeur, inséparable de certaines formes de concurrence fondées sur la propriété privée des grands moyens de production, est corrigé, canalisé ; si l'on veut, « faussé » ; en tout cas, appliqué selon des normes pré-établies (et dont l'application pratique comporte d'ailleurs dans le détail des désordres peut-être plus grands que n'en suscitent les mécanismes capitalistes, le gaspillage est plus étendu, l'économie des forces est moins respectée).

L'accumulation qui en résulte est donc calculée. Les schémas du II^e Livre du *Capital*, fondés sur le jeu spontané de la valeur, ne s'y appliquent donc pas. Quand Staline découvrit que l'économie planifiée (après la liquidation de la N.E.P.) se développait « selon les schémas de Marx », il proférait une bourde énorme. Ni dans la N.E.P., ni après, l'accumulation ne se développait selon les formes capitalistes. L'accumulation socialiste continua d'ailleurs après 1930 à combiner des formes primitives avec des formes développées, et dans le cadre de la collectivisation kolkhozienne des processus analogues à ceux de la N.E.P. continuèrent à se développer, tout comme le capitalisme bancaire et industriel des monopoles privés ou de l'Etat continuent à s'appuyer sur des formes primitives et coloniales d'exploitation du travail. La différence, c'est que ces relations sont planifiées, et que la loi de la valeur y est « utilisée » ; au profit de qui, c'est ce qui reste à déterminer. Les économistes russes se refusent à parler clairement à ce sujet, car, en tant que Bastiat soviétiques, ils prônent « l'harmonie » de l'accumulation planifiée. Ils prennent l'harmonie comptable pour l'harmonie sociale. Trotsky avait parfaitement raison de répondre à Staline en mettant l'accent sur le rôle directeur du plan d'Etat (sous réserve de la structure sociale réelle de ce plan).

« La supposition fondamentale des formules abstraites du II^e livre du *Capital*, écrivait-il en 1930, dans *Staline théoricien*, réside dans l'équivalence idéale de l'échange : l'économie planifiée de la période de transition, tout en étant fondée sur la loi de la valeur, la viole pourtant à chaque pas, et établit les rapports entre les différentes branches économiques, et entre l'industrie et l'agriculture, en premier lieu, sur la base de l'échange inégal. Le budget d'Etat joue un

rôle de levier pour l'accumulation forcée et la répartition planée. Ce rôle devrait augmenter au fur et à mesure du progrès économique ultérieur. Le financement à crédit règle les relations entre l'accumulation coercitive du budget et la fluctuation du marché, tant que ces dernières agissent. On ne peut en aucun cas se servir des formules du 2^e livre de Marx, ni pour le financement budgétaire, ni pour le financement à crédit plané ou semi-plané qui assurent en U.R.S.S. l'élargissement de la reproduction : toute la force des formules de Marx consiste dans le fait qu'elles ne veulent rien entendre du budget, des plans, des tarifs douaniers et de toutes les autres formes de contrainte régulière de l'Etat ; elles tirent leur conclusion nécessaire du jeu des forces aveugles du marché, disciplinées par la loi de la valeur. Si on « libère » le marché soviétique intérieur, et si l'on supprime le monopole de commerce extérieur, l'échange entre la ville et la campagne deviendra beaucoup plus égal, l'accumulation au village (l'accumulation capitaliste du fermier, du « koulak ») suivra son cours, et on verra aussitôt que les formules de Marx s'appliquent aussi à l'agriculture. »

La « planification intégrale », la collectivisation agraire et la disparition de la production privée à partir de 1930, c'est-à-dire l'époque des cinq premiers quinquennats qui ont abouti à une transformation complète de la structure industrielle de l'économie soviétique, ont-elles fait disparaître les problèmes posés par l'économie de double secteur, de la N.E.P. ? Evidemment les rapports pratiques établis lors de la N.E.P. russe de 1921 à 1929 se sont modifiés avec le progrès de l'industrie d'Etat, etc. Mais les rapports théoriques qu'ils impliquaient ne se sont pas évanouis pour autant. Ils se reproduisent sous une autre forme, à une autre échelle, mêlés de nouveaux éléments, et c'est pourquoi l'étude de l'économie de transition, du double secteur, n'a pas qu'une valeur historique. Au contraire, elle reprend beaucoup de force dans l'époque qui a suivi la seconde guerre mondiale, et pour longtemps. En effet, la théorie du socialisme intégral « dans un seul pays » ne pouvait mener qu'à l'impasse, et ceci parce que le pays pouvait être isolé « théoriquement », mais non dans les relations sociales réelles. Autrement dit, les problèmes du double secteur sont :

1. Transformés qualitativement dans l'économie nationale de l'U.R.S.S., où ils sont « absorbés » par le plan, sans disparaître pour autant, même s'ils n'y existent plus qu'à l'état latent, comme potentialités, entretenant un certain état d'élasticité,

surtout dans le secteur agraire ; d'autre part, ils se posent pratiquement et réellement dans le commerce extérieur, c'est-à-dire : a) dans la liaison avec d'autres économies socialistes ou semi-socialistes ; b) dans la liaison avec le marché mondial capitaliste (ou des économies capitalistes particulières).

2. Ils se posent encore avec force en Chine, au Vietnam, et dans l'Est Européen (Pologne, Tchécoslovaquie, Allemagne, Hongrie, Roumanie) bien qu'un plan d'ensemble plus rigoureux que celui de la période de 1921-29 en U.R.S.S. coiffe l'ensemble de l'économie dans chacun des pays. D'autre part ces pays sont liés selon des règles variables entre eux, et avec l'économie soviétique. Ils ont eux aussi des rapports directs avec le marché mondial capitaliste.

3. Les problèmes du double secteur se posent entre l'ensemble des économies socialistes et l'ensemble du marché mondial capitaliste (par exemple : dans le rapport commercial entre la zone rouble et les zones dollar, sterling et franc, en fait avec la zone dollar) ; l'accord commercial U.R.S.S.-Yougoslavie de septembre 1955 est basé sur le dollar.

Toutes ces liaisons interfèrent de façon très complexe. Mais il est indiscutable qu'elles supposent la confrontation sur un marché mondial *unique* des deux types d'économie, socialiste et capitaliste, avec de multiples combinaisons privées et étatiques entre elles. C'est d'ailleurs cette confrontation qui explique la politique de « coexistence » — plus ou moins pacifique — où la guerre froide se dégrade en concurrence économique, commerciale. Il va de soi qu'à travers ces liaisons et la circulation des valeurs qu'elles impliquent, la loi fondamentale de la valeur joue de nouveau un rôle renforcé. La loi classique de la valeur n'est pas seulement une « survivance » du capitalisme en U.R.S.S. Elle est le principe actif, la seule mesure réelle des échanges internationaux, et sa fonction en U.R.S.S. ne peut qu'en être renforcée. Le rôle de la valeur dans la période de la N.E.P. en U.R.S.S. est donc pleine d'enseignements pour la période présente de développement du « double secteur » à l'échelle mondiale.

On voit donc que la fonction de la valeur dans des rapports socialistes, ne peut pas être envisagée dans un Etat « isolé », même si l'économie de cet Etat, l'U.R.S.S., est entièrement collectivisée et planifiée. La permanence de la valeur comme mesure de l'économie est le signe le plus sûr que les rapports socialistes « dans un seul pays pris à part », selon

la formule que Staline avait imposée, ne peuvent pas être *pleinement* développés dans un seul pays. Dans cette question cruciale, Trotsky n'a cessé d'avoir raison. Aujourd'hui les vrais problèmes du socialisme sont devenus ouvertement *internationaux*. Ils se sont historiquement frayés une voie différente de celle qui était possible en 1920, en 1923, en 1930, en 1936, en 1945. Mais le cours sinueux des luttes politiques et militaires, et de l'évolution économique, n'empêche pas la direction générale du développement de rester fixée dans le même sens. Aujourd'hui, sous des formes particulières, se posent au premier plan la question des rapports entre *plusieurs* économies socialistes, et celle des rapports entre ces économies (une à une et dans leur ensemble) avec l'économie capitaliste.

Autrement dit, la théorie « du socialisme dans un seul pays » a vécu, et c'est la théorie du socialisme international qui vient au premier plan. Elle y vient sous des formes particulières que personne ne pouvait prévoir exactement, mais sous une forme générale, dans un esprit qui est exactement celui de Trotsky n'a cessé de mettre en avant. L'important, dans la nouvelle période actuelle de transition, c'est que les problèmes du socialisme international (restreints ici aux problèmes économiques fondamentaux), loin de se poser dans un système unifié mondialement, se posent de façon *pluraliste*, comme rapports entre économies parvenues à des stades différents, impliquant des *inégalités de développement* aussi entre Etats socialistes, et par conséquent greffant, sur l'arène mondiale, des contradictions nouvelles sur les contradictions classiques du capitalisme. Ils se posent donc à travers la résurrection de situations déjà connues sous la N.E.P. et non comme le parachèvement final d'un « socialisme intégral » à l'échelle nationale. Cette situation n'est pas non plus éternelle. Néanmoins, elle est durable, même en l'absence d'un nouveau conflit mondial.

E) *La position de Trotsky.*

Trotsky a peu abordé, dans ses écrits, les questions purement économiques. Il considérait la politique comme un concentré d'économie et de sociologie, et c'est à la politique qu'il s'est consacré avant tout. Pourtant, à plusieurs reprises il a défini le régime de production qui était celui de l'U.R.S.S., avec sa clarté et ses exigences analytiques coutumières.

Au 4^e Congrès de l'Internationale Communiste (1922), Trotsky décrivait de la façon suivante les rapports de production dans le communisme de guerre (exactement à la façon de Lénine) :

« Les vivres étaient répartis presque indépendamment de la productivité du travail. Il ne pouvait en être autrement ; pour établir une correspondance entre le travail et le salaire, il faut avoir un appareil de directive économique beaucoup plus parfait et de grandes ressources alimentaires. Or, pendant les premières années du régime soviétique, il s'agissait avant tout d'assurer à la population urbaine la possibilité de ne pas mourir de faim. On y arrivait au moyen des systèmes de la ration égale. La réquisition des excédents de la production paysanne et la répartition des rations étaient, au fond, des mesures propres à une forteresse assiégée et non des mesures économiques socialistes... »

On peut dire que dans ce cas, le « salaire » avait disparu, non seulement parce que la ration, en nature et monétaire, n'était plus le prix du travail, n'était plus calculée en fonction d'une productivité plus ou moins élevée, du temps, de l'effort fourni, etc., mais aussi parce que la ration était distribuée sur la base de critères politiques et sociaux imposés par la lutte (guerre de classes et guerre civile) : avantages aux soldats, aux ouvriers de l'industrie d'armement, etc., restrictions pour certaines catégories de l'ancienne bourgeoisie et des paysans riches, etc. Cette absence de correspondance entre le travail et le salaire se traduisait en même temps par la disparition de la monnaie et de son rôle comme équivalent général. C'est au cours de cette période (et non depuis la collectivisation intégrale) que l'on pouvait parler d'une disparition du salariat ; mais cette disparition, imposée par les circonstances de la lutte, n'était pas acquise grâce à un haut développement de la productivité et à l'abondance des biens de consommation dans une économie planifiée ; au contraire elle intervenait au sein de la misère, comme une mesure de défense extrême.

Dans ces conditions, tout calcul économique était rendu impossible en général ; sans comptabilité exacte de l'échange fondamental de la société de transition (comme du capitalisme) à savoir l'échange d'une quantité de dépense de travail contre un salaire équivalent à une proportion déterminée du fonds de consommation social, il est impossible d'établir une comptabilité et un calcul des rapports internes de la production elle-

même, ni de l'accumulation. D'ailleurs, sous le communisme de guerre le processus de « désaccumulation » caractérisait au moins l'industrie de consommation. Les bâtiments et l'outillage se détérioraient ; les machines s'usaient sans être réparées.

« En quoi, dit Trotsky, consistait donc l'essence du communisme de guerre par rapport à l'industrie ? Toute économie ne peut exister et se développer que s'il existe une certaine proportion entre ses diverses parties. Il y a des rapports quantitatifs et qualitatifs déterminés entre les différentes branches de l'industrie. Une certaine proportion est nécessaire entre les branches qui produisent des objets de consommation et celles qui créent des moyens de production. Il faut également une certaine proportion à l'intérieur de chacune de ces branches... Comment y arrive-t-on ? En régime capitaliste, on y arrive par le marché, au moyen de la libre concurrence, du mécanisme de l'offre et de la demande, des variations de prix, de l'alternance des périodes d'activité et des périodes de dépression. Nous qualifions cette méthode d'anarchique, et nous avons raison... Mais cette méthode capitaliste anarchique, dans les limites de son action historique, établit pourtant une proportionnalité relative entre les différentes branches de l'économie, une corrélation nécessaire grâce à laquelle seulement la société bourgeoise peut vivre sans étouffer, sans disparaître complètement. »

Après avoir indiqué que ce système était complètement ruiné et ébranlé en Russie par la guerre impérialiste, la révolution et la guerre civile, Trotsky ajoute : « voilà quel fut notre héritage. Par quels moyens avons-nous pu déboucher dans la voie du développement économique ? En régime socialiste, l'économie sera dirigée selon des méthodes centralisées, et par suite, la proportionnalité nécessaire des différentes branches sera obtenue au moyen d'un plan rigoureusement équilibré, plan qui comportera certes une grande autonomie des parties constitutives, mais qui sera appliqué sous un contrôle national et ensuite mondial. Une telle mainmise sur l'économie toute entière, un tel enregistrement socialiste parfait ne peut être réalisé *a priori*, spéculativement, par des méthodes bureaucratiques ; il ne peut surgir que de l'adaptation progressive du calcul économique courant, pratique, aux ressources et aux possibilités matérielles existantes, ainsi qu'aux besoins de la société socialiste. Mais il faut longtemps pour y arriver. Par

quoi aurions-nous pu et aurions nous dû commencer en 1917-18 ? L'appareil capitaliste : marché, banques, bourse, était détruit. La guerre civile battait son plein.

« Il ne pouvait être question d'entrer en accord économique avec la bourgeoisie ou même seulement avec une partie de la bourgeoisie, c'est-à-dire de conférer à cette dernière certains droits économiques. L'appareil bourgeois de gestion économique était défait non seulement à l'échelle nationale, mais dans chaque entreprise. Par suite, un problème vital se posait à nous : il nous fallait construire, ne fut-ce qu'un appareil provisoire, rudimentaire, pour retirer de l'industrie chaotique qui nous avait été léguée les produits les plus indispensables pour l'armée du front et de l'arrière, et pour la classe ouvrière. Au fond, ce n'était pas là une tâche économique au sens large du mot, mais une tâche militaire industrielle. » L'armée est précisément le groupe social où n'existe pas le salaire au sens moderne et capitaliste : le soldat touche une solde minime et reçoit en nature le logement, l'habillement, l'alimentation ; l'officier, pour sa part, et par référence à d'autres catégories sociales (fonctionnaire en général) avec une échelle propre, reçoit un traitement et certains services gratuits. Toute la vie industrielle soviétique, militarisée, appliqua le même principe : le salaire cessa d'y être compensation d'une quantité déterminée de travail, fixée par la valeur des biens nécessaires à la production de ce travail déterminé.

« Le communisme de guerre créa un succédané bureaucratique d'unification économique, dit Trotsky. Il est de toute évidence qu'un tel mode bureaucratique de gestion nivelait entièrement les particularités de chaque entreprise et supprimait la possibilité même de contrôler sa productivité et ses avantages, même si les données statistiques de l'appareil central eussent été plus ou moins exactes, ce qui, en réalité, n'était pas. »

C'est donc par l'intermédiaire du marché qu'avec la N.E.P., en 1922, le calcul économique va redevenir possible, comme calcul de la valeur relative, des prix. Les salaires proportionnels seront de nouveau calculés en fonction du travail fourni, sur la base de minima déterminés socialement (valeur de renouvellement d'une force de travail « éduquée », où entrent pour une large part les garanties et la satisfaction des besoins culturels de la nouvelle société). Le marché contrôlé est l'essence de la N.E.P. ; par conséquent aussi le *marché du travail*, et par suite la politique contractuelle d'embauchage.

Mais ce marché lui aussi est contrôlé, l'Etat intervenant par la législation pour protéger les ouvriers contre le marché (ce qui se produit aussi dans le capitalisme comme effet d'un autre rapport de forces), tout en laissant (en principe) les ouvriers se défendre directement aussi lorsque c'est nécessaire contre l'Etat lui-même. Lénine a assez insisté sur la nécessité de cette fonction syndicale dans la discussion de 1921.

Ce qui a été mal analysé, c'est la phase suivante. Lorsque Staline et la bureaucratie décidèrent en 1928 la liquidation brutale de la N.E.P. et la collectivisation intégrale des paysans, le *marché* ne fut pas complètement liquidé, même pour l'industrie, ni vis-à-vis de l'extérieur. C'est pourquoi le salaire resta tributaire d'une forme nouvelle de marché d'Etat dominé par le plan. Il n'y eut pas de retour, dans le cadre d'une productivité plus élevée, à la non-concordance des salaires, des prix et du travail, caractéristique du communisme de guerre ; ce qui aurait supposé la disparition de la loi de la valeur. C'est pourquoi, le *calcul économique* est resté caractéristique du plan. C'est pourtant à partir de ce moment que les Bastiat soviétiques prétendirent que le salariat avait disparu.

En fait, c'est par une pression formidable sur les salaires de la nouvelle classe ouvrière, vigoureusement croissante à partir de 1930, que les profits accumulés permirent des investissements croissants, d'ailleurs accompagnés d'un gaspillage incroyable. C'est à cette époque que le salariat d'Etat prit corps.

Trotsky traita à cette époque de la nature du système économique stalino-soviétiste au cours d'une polémique contre les partisans de Korsch et de Urbhans. En 1933, il précise ses vues de la façon suivante (1). Urbhans décrivait l'économie de l'U.R.S.S. comme « capitalisme d'Etat ». Mais « Le capitalisme monopolisateur, commente Trotsky, a dépassé depuis longtemps les cadres mêmes de la propriété privée des moyens de production et les limites de l'Etat national. Cependant, la classe ouvrière, paralysée par ses propres organisations, n'a pas su libérer à temps des chaînes capitalistes les forces productives de la société. De là une époque, qui traîne en longueur, de convulsions économiques et politiques. Les forces productives se heurtent aux cloisons de la propriété privée et des frontières nationales. Les Etats bourgeois sont

(1) Dans la brochure *La quatrième Internationale et l'U.R.S.S.*, Paris, Ligue Communiste, octobre 1933.

contraints de réprimer la révolte de leurs propres forces productives à l'aide du poing policier. C'est cela la soi-disant « économie planifiée ». On peut la nommer par convention capitalisme d'Etat dans la mesure où l'Etat tente de dompter et de discipliner l'anarchie capitaliste. Rappelons cependant que primitivement les marxistes, sous le terme capitalisme d'Etat, comprenaient uniquement les entreprises économiques appartenant à l'Etat. Quand les réformistes rêvèrent de vaincre le capitalisme à l'aide de la monopolisation et de l'étatisation d'un nombre toujours plus grand d'entreprises de transports et de l'industrie, les marxistes répliquèrent : ce n'est pas le socialisme, mais le capitalisme d'Etat. Cependant, par la suite, cette mention reçut un sens élargi et vint s'appliquer à toutes les formes d'immixtion de l'Etat dans l'économie ; les Français emploient le mot « étatisme » en ce sens. »

Quant au caractère soi-disant progressif des entreprises appartenant à l'Etat capitaliste, Trotsky écrit : « Si, à l'époque de l'ascension capitaliste, à laquelle la guerre mit fin, on pouvait considérer les différentes formes d'étatisation — avec certaines prémisses politiques — comme un phénomène progressif, c'est-à-dire penser que le capitalisme d'Etat menait la société en avant en facilitant le futur travail économique de la dictature prolétarienne, il faut considérer « l'économie planifiée » actuelle comme un stade absolument réactionnaire ; le capitalisme d'Etat aspire à arracher l'économie à la division internationale du travail, à adapter les forces de production au lit de Procuste de l'Etat national, à réduire artificiellement l'économie dans certaines branches et à créer artificiellement d'autres branches à l'aide d'immenses faux-frais. La politique économique de l'Etat actuel, en commençant par les douanes du type de celles de l'ancienne Chine et en finissant par les épisodes d'interdiction de machines dans « l'économie planifiée » de Hitler, parvient à une régularisation instable au prix de l'abaissement de l'économie nationale, de l'introduction du chaos dans les relations mondiales et d'un désarroi complet du système monétaire, dont on aura bien besoin pour la planification socialiste. Le capitalisme d'Etat actuel ne prépare pas et ne facilite pas le futur travail de l'Etat socialiste, et crée au contraire de colossales difficultés supplémentaires à ce travail. »

Trotsky se réfère ici aux formes d'étatisation qui ont prévalu après la grande crise économique qui débuta en 1929-1930, et conduisirent aux tentatives d'autarchie et au mal-

thusianisme dans la production (1). A ne pas confondre avec la situation créée de nos jours par un capitalisme qu'on peut appeler *capitalisme artificiel*, dont l'analyse sera faite ailleurs (au tome IV de cet ouvrage).

La question pour le moment est de savoir si une définition quelconque du capitalisme d'Etat pouvait être appliquée (en 1933) à l'économie de l'U.R.S.S. Trotsky ne le pense pas. Lénine, remarque-t-il d'abord, appliquait le terme de « capitalisme d'Etat » non à l'économie soviétique dans son ensemble, mais seulement à une partie déterminée de celle-ci : les concessions étrangères, les Sociétés mixtes industrielles et « en partie, la coopération paysanne dans une grande mesure *Koulak*, contrôlée par l'Etat. » Il s'agit alors de forces capitalistes contrôlées par l'Etat prolétarien : « dans la mesure où l'Etat prolétarien tolérait le capital privé et lui permettait, dans certaines limites, d'exploiter les ouvriers, il couvrait d'une de ses ailes des rapports bourgeois. » Lénine se représentait le développement ultérieur de l'économie soviétique « sous la forme d'une concurrence des entreprises étatiques-capitalistes et celles purement étatiques », et d'ailleurs il emploie pour les entreprises d'Etat le terme « de type socialiste » et non « socialistes » : « cette distinction précise signifiait sous la plume de Lénine que les trusts recevront le droit de se qualifier socialistes, non pas pour le type, c'est-à-dire pour les tendances, mais pour tout leur contenu, quand ils auront révolutionné l'économie agraire, quand ils auront anéanti la contradiction entre la ville et le village, quand ils auront appris à satisfaire complètement toutes les exigences humaines, autrement dit seulement quand ils formeront, sur la base de l'industrie nationalisée et de l'agriculture collectivisée, une véritable société socialiste. »

Or, ces conditions n'étaient pas réunies en 1933, et ne le sont pas encore en 1969. Ce qui domine, après liquidation de l'économie de double secteur, c'est un socialisme d'Etat monopolisé par une bureaucratie aux fonctions nouvelles.

Trotsky, en 1933, souligne que la bureaucratie « n'a pas sa place indépendante dans le processus de production et de répartition... Indissolublement liée à la classe économique-

(1) Il est évident que cette analyse, partagée à l'époque par tout le mouvement communiste, est une erreur, explicable par les conditions de la crise de 1930. D'une façon générale, on a sous-estimé (et Marx tout le premier) le rôle de l'Etat dans la croissance du capitalisme dit libéral.

ment dominante, [elle] est nourrie par les racines sociales de celle-ci, se maintient et tombe avec elle ». Nous reverrons plus loin, à propos de Laurat et de Rizzi, ce qu'il faut penser aujourd'hui de cette affirmation. Mais voici déjà l'argumentation de Trotsky :

1°) Trotsky estime que les fonctions de la bureaucratie « se rapportent, dans leur essence, à la *technique* politique de la domination de classe », sous tous les régimes. Et c'est aussi sous tous les régimes qu'elle « absorbe une assez grande partie de la plus-value ». Ainsi, en U.R.S.S., la bureaucratie staliniste « engloutit, dissipe et dilapide une partie importante du bien national. Sa direction revient extrêmement cher au prolétariat. Elle occupe une situation extraordinairement privilégiée dans la société soviétique, non seulement du point de vue des droits politiques et administratifs, mais aussi à celui des énormes avantages matériels. Cependant, les appartements les plus vastes, les beafsteaks les plus saignants et même les Rolls Royce ne font pas encore de la bureaucratie une classe dominante « indépendante ». On peut dire, par exemple, que l'inégalité, non seulement entre bureaucratie et prolétariat, mais aussi à l'intérieur de la bureaucratie et à l'intérieur du prolétariat, « reste encore au stade actuel une arme bourgeoise de progrès socialiste : le salaire différencié, les primes, etc... sont des stimulants de l'émulation ».

2°) Les *privilèges* de la bureaucratie, qui résultent d'un vol, n'équivalent pas à une « *exploitation de classe* au sens scientifique du terme, mais à un *parasitisme* social, fût-ce à une très grande échelle. Le clergé du Moyen Age était une classe, ou un « état » social, dans la mesure où sa domination s'appuyait sur un système déterminé de propriété foncière et de servage. L'Église actuelle n'est pas une classe exploiteuse, mais une corporation parasite. Il serait absurde de parler en fait du clergé américain comme d'une classe dominante particulière ; pourtant, il est indubitable que les prêtres de différentes couleurs engloutissent aux Etats-Unis une grande part de la plus-value. Par leurs traits de parasitisme, la bureaucratie comme le clergé s'apparente au lumpen-prolétariat, qui ne représente pas non plus, comme on sait, une « classe » indépendante. »

3°) En outre, il y a corrélation entre la croissance économique et l'affermissement de la bureaucratie, au moins dans une première phase ; si l'on invoque les entraves que la bureaucratie apporte au développement — et contre lesquelles la

bureaucratie elle-même essaye de réagir depuis la mort de Staline, comme le serpent se mord la queue — on ne fera que fermer dialectiquement la contradiction dans laquelle s'enferme toute bureaucratie : « En consommant une partie toujours plus forte du revenu national et en portant atteinte aux proportions fondamentales de l'économie, nous répliquerait-on, la bureaucratie *entrave* la croissance économique et culturelle du pays. C'est absolument vrai : un développement ultérieur sans obstacle de bureaucratisme devrait inévitablement mener à un arrêt de la croissance économique et culturelle, à une crise sociale terrible, et à un recul de toute la société. Mais cela signifierait non seulement l'effondrement de la dictature du prolétariat, mais aussi la fin de la domination bureaucratique. Pour remplacer l'Etat ouvrier viendraient des rapports non pas « social-bureaucratiques », mais capitalistes. »

Dans ces conditions une restauration politique « changerait, purifierait et dompterait la bureaucratie par le contrôle des masses, transformerait toute la pratique administrative, introduirait une série de réformes capitales dans la direction de l'économie, mais en aucun cas n'aurait à accomplir *un bouleversement dans les rapports de propriété, c'est-à-dire une nouvelle révolution sociale.* »

En 1936, dans *La Révolution trahie*, Trotsky développe plus en détail le mécanisme de la formation des revenus salariaux par l'intermédiaire du plan bureaucratique.

« Si nous traduisions, pour mieux nous exprimer, les rapports socialistes en termes de bourse, les citoyens pourraient être les actionnaires d'une entreprise possédant les richesses du pays. Le caractère collectif de la propriété suppose une répartition égalitaire des « actions » et, partant, un droit à des dividendes égaux pour tous les « actionnaires ». Les citoyens, cependant, participent à l'entreprise nationale et comme actionnaires et comme producteurs. Dans la phase inférieure du communisme, que nous avons appelée socialisme, la rémunération du travail se fait selon les normes bourgeoises, c'est-à-dire selon la qualification du travail, son intensité, etc.

« Le revenu théorique d'un citoyen se forme donc de deux parties, $a + b$, le dividende plus le salaire. Plus la technique est développée, plus l'organisation économique est perfectionnée et plus grande sera l'importance du facteur a par rapport à b , et moindre sera l'influence exercée sur la condition

matérielle par les différences individuelles du travail. Le fait que les différences de salaires sont en U.R.S.S. non moindres, mais plus considérables que dans les pays capitalistes, nous impose la conclusion que les actions sont inégalement réparties et que les revenus des citoyens comportent en même temps qu'un salaire inégal des parts inégales de dividendes. Tandis que le manœuvre ne reçoit que b , le salaire minimum que, toutes autres conditions égales, il recevrait aussi dans une entreprise capitaliste, le stakhanoviste et le fonctionnaire reçoivent $2a + b$, ou $3a + b$, et ainsi de suite, b pouvant d'ailleurs devenir aussi $2b$ ou $3b$, etc. La *différence des revenus, est, en d'autres termes, déterminée non par la seule différence du rendement individuel, mais par l'appropriation masquée du travail d'autrui*. La minorité privilégiée des actionnaires vit au compte de la majorité bernée.

« Si l'on admet que le manœuvre soviétique reçoit davantage qu'il ne recevrait, le niveau technique et culturel demeurant le même, en régime capitaliste, c'est-à-dire qu'il est tout de même un petit actionnaire, son salaire doit être considéré comme $a + b$. Les salaires des catégories mieux payées seront en ce cas exprimés par la formule $3a + 2b$; $10a + 15b$, etc. Ce qui signifie que le manœuvre ayant une action, le stakhanovien en a trois, et le spécialiste 10 ; et qu'en outre leurs salaires, au sens propre du mot, sont dans la proportion de 1 à 2 et à 15. Les hymnes à la propriété socialiste sacrée paraissent dans ces conditions bien plus convaincants pour le directeur d'usine ou le stakhanoviste que pour l'ouvrier ordinaire ou le paysan du kolkhoze...

« L'ouvrier n'est pas dans notre pays un esclave salarié, un vendeur de travail-marchandise. C'est un libre travailleur » (*Pravda*). A l'heure présente, cette formule éloquente n'est qu'inadmissible fanfaronnade. Le passage des usines à l'Etat n'a changé que la situation juridique de l'ouvrier ; en fait, il vit dans le besoin, tout en travaillant un certain nombre d'heures pour un salaire donné. Les espérances que l'ouvrier fondait auparavant sur le parti et les syndicats, il les a refoulées depuis la Révolution sur l'Etat qu'il a créé ! Mais le travail utile de cet Etat s'est trouvé limité par l'insuffisance de la technique et de la culture. Pour améliorer l'une et l'autre, le nouvel Etat a eu recours aux vieilles méthodes : à l'usure des muscles et des nerfs des travailleurs. Tout un corps d'aiguillonnes s'est formé. La gestion de l'industrie est devenue extrêmement bureaucratique. Les ouvriers ont perdu toute

influence sur la direction des usines. Travaillant aux pièces, vivant dans une gêne profonde, privé de la liberté de se déplacer, subissant à l'usine même un terrible régime policier, l'ouvrier pourrait malaisément se sentir un « travailleur libre »... »

Il en va de même à la campagne. « La théorie officielle érige la propriété du kolkhoze en propriété socialiste. La *Pravda* écrit que les kolkhozes « sont déjà en réalité comparables à des entreprises d'Etat du type socialiste ». Elle ajoute aussitôt que la « garantie du développement socialiste de l'agriculture réside dans la direction du kolkhoze par le parti bolchevik. » C'est nous renvoyer de l'économie à la politique... La vérité est que l'économie du kolkhoze est à mi-chemin entre l'agriculture parcellaire individuelle et l'économie étatique. Et que les tendances petites bourgeoises au sein du kolkhoze sont on ne peut mieux complétées par la rapide croissance de l'avoir individuel des paysans. » C'est ce que Staline a dû reconnaître en 1953 dans sa dernière brochure.

L'analogie présentée par Trotsky entre « actions » capitalistes et salaire social est très pertinente mais la mécanique de l'opposition appropriation-répartition peut être présentée un peu autrement, même en se servant des catégories admises par les économistes officiels et non d'analogies.

Le salarié, en effet, reçoit en échange de sa force de travail : 1. un salaire monétaire individuel, proportionnel à sa qualification et à son rendement, 2. un « salaire social », c'est-à-dire des avantages en argent ou en nature, tels qu'assurances maladies, chômage, retraites, vacances et divers services publics plus ou moins gratuits, 3. un « salaire négatif », équivalant à un accroissement du pouvoir d'achat du salaire réel lorsqu'il y a des baisses de prix.

De cet ensemble, qui représente sa capacité de consommation sur un marché, il faut naturellement retrancher les cotisations, emprunts forcés, contributions, impôts et collectes de toute nature. Subsiste un revenu « net », mais ces trois formes du revenu salarial n'ont pas la même source. Quoiqu'en disent les officiels, le salaire individuel 1 résulte d'un contrat implicite, d'un échange, donc d'un marché ; ce marché n'est ni plus ni moins libre que dans le capitalisme monopoliste, mais il n'est pas fixé (dans ses grandes proportions) par suite d'un débat contradictoire dans l'entreprise ou le secteur industriel. Néanmoins il est déterminé par le plan *comme s'il y avait un*

marché, sur la base de sa *valeur* minima (1) : ce « marché » fonctionne dans les commissions de planification, qui remplacent par un calcul ce qui dans le capitalisme se produit par suite de luttes et de négociations directes. Ce calcul (en valeur) est le *substitut d'un marché direct*, et s'accompagne d'ailleurs aussi de conflits et de luttes.

Les règles (contraintes, conditions nécessaires) de ce nouveau marché diffèrent sérieusement des règles qui fixent le salaire dans les rapports capitalistes, mais surtout en tant que règles, formellement. Les rapports sociaux et économiques objectifs qui donnent à ces règles leur forme conservent pourtant des traits communs. S'il y a encore « droit bourgeois » en U.R.S.S., c'est justement parce qu'il subsiste certains rapports sociaux hérités du capitalisme (valeur).

Le salaire individuel n'est pas fixé par le plan. Ce qui est fixé, c'est le *fonds des salaires* aux différents échelons de qualification. Les fonds de salaires par entreprises ne peuvent être que les parties du fonds national. Ce dernier est la somme des fonds d'entreprises. Le fonds étant finalement fixé par entreprise, sa structure interne peut beaucoup varier sous l'effet de divers facteurs : 1. le premier est le rendement individuel ; 2. le second est la structure de qualification de l'entreprise, liée à sa forme technique ; 3. le troisième est la conjoncture, conjoncture en fonction du plan (pourcentage de réussite selon le moment du mois ou de l'année) qui impose des fluctuations dans l'emploi. Ces trois facteurs entraînent de fortes variations dans les salaires individuels payés, sans même tenir compte ici de la valeur du salaire réel, c'est-à-dire du pouvoir d'achat.

Ainsi, le salaire de base résulte d'un contrat spécial, passé sur la base des taux fixés par le plan, selon les catégories de qualification, et globalement comme fonds des salaires de l'entreprise. Ce qui est nouveau ici, c'est que le fonds de l'entreprise n'est pas en relation directe avec la rentabilité de celle-ci, comme cela est inévitable dans l'industrie privée. La direction économique tend d'ailleurs vers la recherche d'une rentabilité à l'échelon de l'entreprise, mais il peut se trouver qu'une entreprise soit déficitaire, au point de vue du plan.

(1) Et même au-dessous puisque le travailleur qui ne réalise pas les « normes » reçoit un salaire inférieur à la moyenne. En fait, pas plus que dans le capitalisme, il n'existe de salaire minimum absolu.

des profits, en fin d'année, le fonds des salaires ayant été dépensé comme prévu ; l'entreprise ne ferme pas pour autant, mais le directeur peut payer ce déficit de sa place, ou de sa liberté (nous ne parlons pas d'entreprises rentables à très long terme, où l'investissement en salaires a la forme d'une avance, mais d'entreprises installées et qui devaient produire immédiatement un profit).

Il faut remarquer que le plan lui-même, à l'échelon des branches industrielles, et même à celui des Républiques et de la Fédération, fixe les fonds des salaires, après un calcul qui a aussi certains aspects de *marché*. En principe, les syndicats « négocient » les contrats collectifs, fixant les niveaux de salaires avec les institutions du plan. Le fait que la bureaucratie syndicale négocie ces contrats annuels à son propre avantage et sans guère consulter les ouvriers dans l'entreprise, n'empêche pas qu'en théorie, la confrontation entre les syndicats et les organismes du plan représente la forme d'un marché, donc d'un type d'échange. En pratique, on peut dire que les syndicats acceptent purement et simplement ce que le plan leur soumet. Mais du fait que les choses se passent ainsi (ce qui n'est pas toujours vrai d'ailleurs car les syndicats « protègent » parfois « leurs » industries et ouvriers, et se font ainsi une sorte de concurrence lors des décisions avec les organes du plan) il ne résulte pas que les salaires doivent être simplement fixés par le plan. Il peut en être autrement : les institutions elles-mêmes permettraient donc un débat plus démocratique, plus près de l'entreprise, sur les niveaux de salaires ; c'est là une des chances de la future démocratie ouvrière, avec le renforcement d'une conscience de classe dans le nouveau prolétariat industriel soviétique.

La loi considère expressément la fixation des salaires par contrats collectifs, dans le cadre du plan comme une « négociation ». N. Baran (cité par Bettelheim, *L'Economie soviétique*, p. 168) écrit : « Quand le plan des salaires de chaque industrie a été fixé pour l'année, les syndicats *entreprennent des négociations* avec les directions des industries pour la conclusion des contrats collectifs. » Que cette négociation ait lieu sous forme bureaucratique, entre bureaucrates, que les ouvriers n'y participent pas, que les calculs du plan y jouent un rôle déterminant, etc..., tout cela ne change rien au fait que l'essence de la fixation du niveau des salaires résulte d'un marchandage, d'un échange. C'est ce qui nous intéresse ici. Ce marchandage n'a lieu, même sous la forme sublimée et

oppressive d'un calcul et d'accommodements entre bureaucrates, que parce que le salaire reste essentiellement un échange entre détenteurs de forces de travail et détenteurs de l'appareil de production (même si le travailleur est apparemment codétenteur dans cet appareil). C'est ce qui se passe aussi dans les rapports capitalistes, où les marchandages entre chefs syndicaux, patrons et Etat sont souvent des compromis entre bureaucrates où les ouvriers n'interviennent pas, sont roulés, bien que souvent les ouvriers puissent être apparemment codétenteurs de l'appareil de production (prime sur les bénéfices, semi-coopération, ou indirectement : régies, nationalisations, secteur public, etc...).

Tout ce dont nous venons de parler, c'est le salaire b de Trotsky. La partie a , c'est-à-dire les « dividendes » comme « actionnaires » de la société, de la collectivité nationale, c'est le salaire social, et l'élévation du salaire réel obtenu par baisse des prix (quand cela se produit). Le salaire social, ristourné par l'Etat, ne peut provenir que du profit social, et reversé soit comme services divers soit comme abaissement du prix des fournitures. Ce profit, comme plus-value, provient des valeurs créées par les producteurs. Comme il n'y a plus d'impôts qui puissent être prélevés sur des profits capitalistes privés, tout ce que le budget engrange comme plus-value provient soit d'impôts sur les salaires, soit des taxes sur le chiffre d'affaires et les profits de l'entreprise, c'est-à-dire toujours du travailleur. Dire que les assurances sociales, par exemple, sont payées par les entreprises, et non par les ouvriers, c'est une simple mystification, puisque les entreprises ne peuvent payer à l'Etat que ce qu'elles auront prélevé sur les ouvriers comme profit (puisque par définition il n'y a pas de profit capitaliste, privé). Mais, ensuite, une partie de ce profit socialisé est reversé à l'ensemble de la population (et non pas seulement à ceux qui l'ont produit), et ceci en proportion très inégale selon les couches de la population.

En tant qu' « actionnaire » qui peut toucher un dividende sur le produit social, le producteur ne perçoit qu'un dividende très inégal et très variable. Il est certain que c'est cette partielà du salaire dont se nourrissent surtout la bureaucratie, l'aristocratie ouvrière, et toutes les couches plus ou moins parasitaires. C'est pourquoi on a en effet pour le manœuvre $a + b$, et facilement pour le gros administrateur $a + 5b$ ou $10b$, ou $2, 3a + 10$ ou $100b$. La mécanique de fixation du salaire de base, comme résultat de l'échange social : force de travail/

moyens de subsistance, reproduit dans les grandes lignes celui du capitalisme ; mais le mécanisme de répartition du salaire social, comme participation au profit social, contient des éléments socialistes, qui sont défigurés par l'appropriation bureaucratique, mais modifient complètement les formes de la distribution capitaliste du profit. La relation entre ces deux formes de rétribution exprime l'exploitation mutuelle qui se produit dans le socialisme d'Etat mercantile. A cet égard, l'U.R.S.S. de 1968 n'est guère différente en principe de celle de 1936.

F) *Staline et Zinoviev en 1925.*

Jusqu'en 1925 environ, Staline ne se mêle pas d'économie ; il laisse à de plus forts que lui ce domaine. Pourtant, Lénine mort, il s'empresse de décréter que l'on peut bâtir le socialisme « dans un seul pays ». Voilà qui l'engage loin, peut-être sans qu'il s'en doute. Toute la théorie économique y passera.

En 1924 et 1925, les discussions s'animent, au fur et à mesure du développement de la N.E.P., au sujet de la nature des rapports sociaux économiques dans l'U.R.S.S. Quelle est la nature de l'industrie d'Etat, qu'est-ce qui unit les différentes formes économiques énumérées par Lénine en 1921 ? Staline, à ce moment, protège Boukharine, qui prône le socialisme « à pas de tortue » — son flanc droit. Il morigène Zinoviev, son flanc gauche, et a engagé une lutte sans merci contre Trotsky et l'opposition.

C'est lors de la XIV^e Conférence du Parti Communiste Russe (1925) qu'éclate une discussion révélatrice sur la nature du « capitalisme d'Etat » et de l'industrie socialiste (1). Que dit Staline ?

Les entreprises d'Etat sont-elles capitalistes ? « Non, parce que chez elles il n'y a pas deux classes représentées, mais une seule, la classe ouvrière, qui dispose des moyens de production et n'est pas exploitée, puisque *l'excédent recueilli par l'entreprise sur les salaires* sert au développement de l'industrie, c'est-à-dire à l'amélioration de la situation matérielle de toute la classe ouvrière. » Cela paraît très clair à l'auteur, et bien qu'on soit en pleine N.E.P., c'est-à-dire dans une combinaison

(1) Tous les débats ont été publiés dans *La Russie vers le socialisme*. La discussion dans le parti communiste de l'U.R.S.S.. Paris, L'Humanité, 1926, 414 p.

de production et de marché capitaliste et de production socialiste, avec bien d'autres formes encore, comme les concessions au capital étranger, les coopérateurs, etc., il donne exactement la même définition que l'on donnait pendant le communisme de guerre, à savoir : « le prolétariat ne peut pas s'exploiter lui-même » ; puisqu'il travaille dans des usines socialistes d'un Etat socialiste, le surproduit (la plus-value) ou excédent, bref, le revenu net, est consacré à « la société », c'est-à-dire aux ouvriers eux-mêmes : directement ou indirectement, la totalité du surproduit revient donc aux producteurs, d'autant plus que celle-ci n'a pas besoin, lorsqu'il s'agit des rapports socialistes, d'être « réalisée » sur le marché.

En parlant d'un *excédent recueilli sur les salaires*, il ne parle pas des fonds d'amortissement, du coût des matières premières, de l'élargissement du capital fixe, de l'outillage, etc. de sorte qu'on ne sait pas exactement ce qui est en excédent sur les salaires. Mais il n'y a pas de doute que cet excédent, quel qu'il soit et quelle que soit son affectation ultérieure, provient d'une valeur créée en plus de celle de son propre salaire par le salarié, c'est-à-dire de la plus-value.

Ce que Staline ne comprend pas, c'est que même si son raisonnement est juste, à savoir que la totalité de la plus-value revient aux producteurs *dans l'industrie socialiste*, il y a un rapport entre cette industrie et le reste de la production capitaliste du pays et le capitalisme extérieur (commerce et concessions), tel que la totalité de la plus-value produite dans le secteur socialiste ne peut rester stockée et isolée dans ce secteur. Il y a une circulation entre les deux secteurs, que ni Staline ni Boukharine ne voulaient admettre à l'époque et dont Preobrajensky fera la pierre angulaire de ses thèses. Staline insistait en 1925 sur cette « autonomie » de la production du profit dans le circuit socialiste, qui était, dans le cadre de la N.E.P., la formule même qu'il allait appliquer dans celui de la collectivisation intégrale après 1930. « Il y a deux types de production, dit-il : le type capitaliste ou capitaliste d'Etat, dans lequel se trouvent deux classes, où la production se fait au profit des capitalistes, et un autre type dans lequel il n'y a pas d'exploitation, dans lequel les moyens de production appartiennent à la classe ouvrière et où l'entreprise ne travaille pas au profit d'une classe d'exploiteurs, mais consacre son excédent au développement de l'industrie dans l'intérêt de toute la classe ouvrière. »

Ces formules grossières ont l'apparence de l'évidence. Mais ce sont des simplifications à l'usage de propagandistes, et déjà des mystifications. Staline parle de deux types comme s'il s'agissait de deux objets différents, un verre d'eau et un verre de vin posés sur la table, sans rapports ni relations et tout à fait distincts. Alors que la masse salariée est une et que la masse paysanne petit propriétaire est une, que l'État, c'est-à-dire la dictature politique ouvrière, coiffe l'ensemble des rapports sociaux, capitalistes, socialistes et intermédiaires, qui s'instaurent dans le pays, Staline parle de deux types d'économie aussi étrangers l'un à l'autre que s'il s'agissait de la terre et de la lune. Tout se passe comme si vivaient côte-à-côte le communisme (ou le socialisme) pleinement réalisé, et le capitalisme, comme si la N.E.P. avait consisté à rajouter au socialisme un petit bout de capitalisme. En fait, il s'agit de quelque chose de bien différent : d'une *circulation*, d'une *liaison intime* entre les deux « types » d'économie, dont l'aboutissement ne pouvait être qu'une lutte de classes, une lutte pour le partage de la plus-value : le prolétariat et l'État devaient chercher à tirer autant que possible des paysans (rente foncière), et les paysans et improductifs de la ville devaient chercher à tirer le plus possible du surproduit ouvrier. C'est le système du marché, des prix, des investissements, du budget et des impôts qui canalisait cette lutte de classe, laquelle mena même à la crise très grave de 1928, où Staline put voir la collision de ces deux « types ».

Staline raisonne de façon schématique et non dialectique. Son argumentation est de type bureaucratique, idéaliste, formel. Il pose d'abord les classes, puis les institutions, puis les rapports économiques. Il n'y a pas *deux* classes dans l'industrie socialisée, *donc* cette industrie renferme des rapports où le surprofit reste aux producteurs ; il y a deux classes en présence (capitalistes et salariés), *donc* les entreprises où existent ces deux classes prélèvent un excédent qui va aux capitalistes. C'est à l'inverse qu'il faut raisonner, surtout qu'il ne s'agit pas ici d'une analyse théorique, mais de rapports concrets à une époque bien déterminée. Ce sont les rapports économiques qui engendrent les rapports de classe : c'est justement ce qui s'est produit sous la N.E.P., où la liberté de production, rendue aux petits et moyens producteurs à la ville et à la campagne a engendré le nepman, le koulak, le petit capitaliste foncier, industriel et commerçant, c'est-à-dire a modifié les rapports de classes. Et le moment est venu où cette partie du surproduit

socialisé, détourné par le marché paysan et commercial privé, c'est-à-dire par le secteur capitaliste, a nécessité le revirement de la collectivisation.

Zinoviev, lors de la même conférence de 1925, disait : « on prétend que le capitalisme d'Etat ne consiste soi-disant que dans l'existence de concessions (au capital étranger), la cession à bail des exploitations. Cette affirmation... signifie une idéalisation de la N.E.P., une idéalisation du capitalisme. On oublie un « détail » tel que le commerce libre, la forme de répartition et de consommation existant chez nous, l'inévitable croissance du capitalisme venant de l'économie paysanne industrielle. Naturellement, le capitalisme d'Etat n'est pas séparé du socialisme par une muraille de Chine. » La « coexistence » des secteurs socialiste et capitaliste n'est pas celle de pièces d'une mosaïque, il y a implication mutuelle, une circulation de l'un à l'autre et tentative de chacun des secteurs d'attirer dans son propre circuit la plus grande partie possible du surproduit social. Pendant la période d'économie mixte de la N.E.P., surtout dans un pays arriéré, il peut même arriver que le capitalisme d'Etat, contrôlé par l'Etat, soit *relativement* et *momentanément* plus important que le secteur socialiste, car il *prépare* le socialisme mieux que le petit capitalisme individuel (paysans, artisans).

Lénine disait en novembre 1922 : « J'avais alors voulu expliquer (en 1919, avant la N.E.P.) le rapport de ces éléments (les cinq formes de production économique existant dans l'U.R.S.S.) les uns envers les autres et *examiner s'il ne convenait pas de mettre plus haut que le socialisme un élément non-socialiste*, à savoir le capitalisme d'Etat. Je le répète, il paraît extrêmement étrange qu'un élément non-socialiste, dans une République qui est proclamée socialiste, paraisse plus appréciée que le socialisme. Cependant, la chose est compréhensible si l'on se rappelle que nous ne considérons pas alors le régime économique de la Russie comme quelque chose d'homogène, mais que nous étions entièrement convaincus qu'en Russie nous avons parallèlement à l'économie socialiste, une économie paysanne patriarcale, c'est-à-dire la forme la plus primitive de l'économie rurale. » Lénine considérait alors que le capitalisme d'Etat, représenté par des entreprises industrielles et agricole indépendantes, par les concessions et par le secteur commercial, accélérerait et unifierait, non seulement le volume de la production et la productivité, mais aussi la formation d'un capital accumulé, d'une centralisation de la plus-value, que *l'Etat* socialiste devait se charger de transférer

pour la majeure partie dans son propre circuit, tant que le secteur directement socialiste n'avait pas pris définitivement la prépondérance. Il y a là un rapport générateur de rivalité, donc de lutte de classe, inévitable, qui devait mener à une crise (1927-30), jusqu'à ce que la « collectivisation intégrale » abolit les fondements du capitalisme, dans l'essentiel, sur le terrain national.

Le rôle du *capital commercial* a été assez confusément traité à cette époque. Dans cette même polémique, Zinoviev avait dit : « chez nous règne le libre commerce, et tant qu'il y a chez nous libre commerce, il y a aussi capitalisme. » Et Boukharine lui répond que c'est une vulgarisation révoltante, sans pour autant éclaircir beaucoup la question lorsqu'il dit : « La formule de Lénine : libre commerce est capitalisme, signifie que le libre commerce constitue un régime d'où surgit constamment le capitalisme, mais elle ne signifie pas qu'il faut identifier le libre commerce avec le capitalisme dans le sens vulgaire du mot (?). Par exemple, si une de nos entreprises d'Etat de caractère strictement socialiste achète des machines à une autre entreprise étatique de caractère strictement socialiste, cette opération d'achat a une forme de circulation de marchandises. Ce n'est pas une forme socialiste de la distribution. Mais est-ce le capitalisme ? Non. » Alors, qu'est-ce que c'est ? C'est une forme mixte *en évolution*, qui génère continuellement dans deux sens (et même plus) : d'un côté il y a raffermissement des entreprises d'Etat socialistes avec l'accroissement de la circulation *entre elles*, qui est une forme de circulation de *marchandises*, même si cette circulation a lieu sur un marché d'Etat et non privé ; et de l'autre il y a croissance de l'élément capitaliste, car cette circulation est liée à celle du marché privé, parce que les entreprises d'Etat ne « marchandent » pas seulement entre elles, mais aussi avec le secteur privé (par exemple les usines textiles doivent s'approvisionner à la campagne et à l'étranger). Ces deux tendances sont en conflit perpétuel et doivent aboutir à une crise, où il faut que l'une finisse par l'emporter.

Plus tard, après avoir stérilisé par la terreur toute pensée économique en U.R.S.S., Staline s'est amusé (on ne peut pas dire autrement) à déconcerter ses thuriféraires par une petite brochure, assez pitoyable d'ailleurs, où il fait mine de modeste : il leur apprend que tout n'est pas « socialisme » en U.R.S.S., même en 1952 (1).

(1) Voir *Les problèmes économiques du Socialisme*, 1952.

Staline note par-ci, par-là, que la loi économique fondamentale des rapports capitalistes, c'est la recherche du profit, qui découle de la production de la plus-value (elle-même conséquence de certaines formes de l'échange de la marchandise force de travail). Mais que deviennent ces rapports dans le socialisme d'Etat ? Le despote n'en dit rien de clair ; il se gare. Il s'étend sur les « lois économiques du socialisme », mélange des traits du bon sens, des rappels à l'ordre, des citations du maître, des grossièretés, quelques analyses pénibles, confuses, hypocrites. Que résulte-t-il de tout cela ? Que nous ignorons tout à fait sa pensée, si il en avait une, sur l'origine et la fonction du surproduit dans l'économie socialiste. En 1930 déjà, il prétendait que la rente foncière avait disparu en U.R.S.S. En 1952, il soutient en somme qu'il n'y a pas en général de plus-value, bien qu'il n'aborde pas la question de front. La *production marchande* selon lui, a pris en U.R.S.S. un ton différent de ce qu'elle était dans le système capitaliste ; bien. Mais il en tire ceci, d'une audace digne de Bastiat : « Je pense qu'il faut renoncer à certaines autres notions empruntées au *Capital* (autres que celles de la production marchande), où Marx se livrait à l'analyse du capitalisme — et artificiellement accolées à nos rapports socialistes. Je veux parler entre autres de notions telles que le travail « nécessaire » et le « surtravail », le produit « nécessaire » et le « surproduit », le temps « nécessaire » et le « temps extra ». Marx a analysé le capitalisme afin d'établir l'origine de l'exploitation de la classe ouvrière, la plus-value, et de fournir à la classe ouvrière privée des moyens de production une arme spirituelle (!) pour renverser le capitalisme. On comprend que Marx se sert ici de notions (catégories) qui répondent parfaitement aux rapports capitalistes. Mais il serait plus qu'étrange de se servir actuellement de ces notions, alors que la classe ouvrière, loin d'être privée du pouvoir et des moyens de production, détient au contraire le pouvoir et possède les moyens de production. Les propos (?!) sur la force de travail comme marchandise et sur le « salariat » des ouvriers sonnent d'une façon assez absurde sous notre régime : comme si la classe ouvrière, possédant les moyens de production, se salariait elle-même et se vendait à elle-même sa force de travail. Il n'est pas moins étrange de parler aujourd'hui de travail « nécessaire » et de « surtravail » : comme si, dans nos conditions, le travail des ouvriers donné à la société en vue d'élargir la production, de développer l'instruction, la santé publique, d'organiser la dé-

fense nationale, etc. n'était pas aussi nécessaire à la classe ouvrière, aujourd'hui au pouvoir, que le travail dépensé pour subvenir aux besoins personnels de l'ouvrier et de sa famille. »

Et notre iconoclaste ajoute que Marx, dans la *Critique du Programme de Gotha*, « reconnaît (!) que le travail consacré à la société pour élargir la production, pour l'instruction, la santé publique, les frais d'administration, la constitution de réserves, etc., est aussi nécessaire que le travail dépensé pour subvenir aux besoins de consommation de la classe ouvrière ».

Ainsi, la plus-value a tout simplement disparu, avec tout ce qui s'ensuit... Mais Staline n'en est pas à une contradiction près. Plus loin il écrit textuellement que « des thèses fondamentales de la théorie de la reproduction de Marx, comme celle de la division de la production sociale en production des moyens de production et en production des moyens de consommation ; celle de etc. [...] ; celle du produit net considéré comme source unique de l'accumulation ; celle de la formation et du rôle des fonds sociaux, etc. [...] — toutes ces thèses fondamentales de la théorie de la reproduction de Marx ne sont pas valables seulement pour la formation capitaliste, et aucune société socialiste ne peut s'abstenir de les appliquer pour planifier l'économie nationale ». Marx, ajoute-t-il, « estimait sa théorie de la reproduction également valable pour la production socialiste ».

Passons sur « l'application » des schémas de la reproduction. Jamais Marx n'aurait eu l'idée d'employer pareille expression, tout à fait contraire à sa pensée. Marx n'a pas élaboré une théorie qu'il a « appliqué » au capitalisme, et qu'on peut maintenant « appliquer » au socialisme. Cela, c'est la manière de voir des planificateurs-technocrates. Trotsky a déjà dit là-dessus tout ce qu'il fallait dire au moment où Staline, en 1930, découvrait que le socialisme se développait... selon les schémas de la reproduction capitaliste élargie de Marx ! Marx a montré comment le système du capitalisme *produisait* des relations d'échanges et comment les rapports socialistes doivent produire des relations d'échanges modifiées. Sur quoi portent ces modifications, voilà justement ce qu'il faut savoir. En tout cas, elles proviennent en partie des modifications introduites dans la production et l'appropriation de la plus-value qui sont au centre du système. Or, sur ce point, Staline présente deux théories : d'un côté il ne veut plus que l'on parle de plus-value en U.R.S.S., il faut jeter aux ordures les notions vieilles de Marx, etc... ; et de l'autre, il affirme que

la conception « du produit net considéré comme source unique de l'accumulation » est toujours valable dans les rapports socialistes. Or, qu'est-ce que le *produit net*, ce vieux terme de l'économie classique prémarxiste, pudiquement réintroduit ici ? C'est tout simplement la fraction de la plus-value qui constitue le profit. Ainsi, d'un côté, pour parler comme Proudhon, la notion de plus-value n'a plus de sens en Russie, et de l'autre cette même notion, camouflée en produit net, peut seule expliquer l'accumulation à l'échelle sociale comme à l'échelle du capitalisme privé !

Quel côté faut-il donc prendre au sérieux ? Comment se tirer de cette opposition qui tient plus de la démente précoce théorique que de la sottise ? Evidemment, il ne faut pas s'attendre à voir ce mystère éclairci chez les économistes soviétiques, obligés de se démener dans l'impasse où on les voit fourvoyés à coups de trique, niant d'un côté l'existence d'une plus-value et d'un surproduit, et de l'autre contraints d'admettre que l'accumulation n'est possible qu'à partir de la réalisation d'un produit net, ce qui est l'évidence. Quel manque de sincérité dans l'analyse ! Les économistes bureaucrates s'en tirent comme tous les groupes sociaux qui travestissent les relations sociales dont ils sont les bénéficiaires, tout en prétendant interpréter les besoins et les exigences avouées de la société tout entière.

Notons sans attendre qu'après avoir nié tout sens à la catégorie de la plus-value en U.R.S.S. (mais non à celle de la *valeur* !) Staline se réfère à Marx à propos de la permanence d'un produit net comme fondement de l'accumulation. Mais il néglige de dire ici que Marx associe cette permanence à une autre exigence : à savoir que le travail social tout entier pourrait être réduit à quelque 3 ou 4 heures de travail ; et Staline fait lui-même ailleurs cette remarque que le socialisme est impossible avec des journées de 8-10 heures et plus, et qu'il faudra d'abord que la productivité sociale ait atteint un niveau tel que le travail humain puisse être réduit à quelque 4 ou 5 heures journalières, c'est-à-dire que la masse du *travail nécessaire comme du surtravail* soit diminué dans des proportions considérables ; c'est justement là une des transformations essentielles que les rapports socialistes *devraient* permettre d'introduire dans la production de la plus-value et en général dans les échanges de travail humain.

Quand Staline parle de l'impossibilité d'acheter et de vendre la force de travail en U.R.S.S., puisqu'il n'y a personne

pour l'acheter, puisque « la classe ouvrière » (il y a donc une classe ouvrière, tout de même) ne peut « se salarier elle-même et se vendre à elle-même sa force de travail », il confond ici le contrat achat/vente entre l'ouvrier et l'entrepreneur privé, et les *échanges de travail entre coopérateurs, qui sont deux formes d'inégalités différentes dans un même phénomène* (sans compter qu'en U.R.S.S. — sans parler de la Pologne, de la Chine, etc. c'est-à-dire dans les pays où existe encore un grand secteur capitaliste — il subsiste des formes différentes de propriété d'Etat nationale, de coopération privée, etc...). La définition de notre nouveau paysan du Danube est tout à fait ambiguë : elle définit tout simplement l'artisan, le petit paysan, en général le petit entrepreneur privé incapable d'exploiter de la force de travail en nombre, l'exploitation familiale, qui ne peuvent « se salarier eux-mêmes ». C'est le statut dit indépendant qui est désigné ici, et nullement un rapport socialiste. Dans la coopération, même dans une société socialiste, les producteurs associés peuvent parfaitement se salarier eux-mêmes, c'est-à-dire s'acheter eux-mêmes plus ou moins inégalement leur force de travail, c'est-à-dire passer un contrat mutuel. Comment passer de là à la forme de coopération pleinement socialiste, c'est-à-dire à des échanges fondés sur la satisfaction mutuelle de besoins inégaux par des efforts égaux *ou inégaux*? C'est justement ce que Lénine avait examiné dans son article sur la coopération, que Staline a accommodé à des sauces bien bizarres ; c'est d'ailleurs un problème que Marx connaissait fort bien. Staline ne fait ici que reprendre à son compte les illusions mutuellistes de Proudhon et de bien d'autres, que Marx a passé sa vie à railler et à démonter en détail. Seulement, dans l'économie nationale de l'U.R.S.S., ce mutuellisme où l'on « ne peut pas se salarier soi-même » n'est qu'une poudre aux yeux. Le seul mérite de cette explication, c'est de permettre de montrer sur un exemple réel que l'Etat socialiste ne peut indéfiniment fonctionner comme une mutuelle, car tous les éléments d'inégalité qui existent en son sein se heurtent à des contradictions matérielles et non plus à des arguments théoriques. Avant d'étudier les conditions dans lesquelles apparaissent des véritables échanges socialistes (qui sont encore dans la marmite de l'avenir que Marx refusait de faire bouillir), il faut donc faire la clarté dans l'analyse des rapports de la société d'Etat socialiste. Car nous en sommes là : l'U.R.S.S. n'est même pas cette mutuelle dont parlent les apologistes ; c'est un étatisme corporatif.

G) *Les thèses de « l'opposition ouvrière » et du « centralisme démocratique »* : Kollontaï, Sapronov et Smirnov.

A la fin du communisme de guerre, une fermentation pousse les ouvriers à revendiquer un rôle nouveau dans la vie économique et sociale. Leur avant-garde refuse les intermédiaires : parti, administrations locales, spécialistes et techniciens bourgeois, sans parler de l'armée et de la police. En 1920-21, c'est une revendication qui retentit dans toute l'Europe industrielle. En Allemagne, en France, en Angleterre, en Italie (vaincus et vainqueurs de la guerre impérialiste), le *contrôle ouvrier* est à l'ordre du jour. Le syndicalisme de gestion et de contrôle affirme, contre les maîtres capitalistes de l'économie, le droit et la volonté d'auto-détermination de la classe prolétarienne créatrice. En U.R.S.S., ce débat soulève une question centrale : quel est le contenu du communisme ou du socialisme proclamés par les soviets et le parti communiste ? Les réponses apportent peu de chose à la théorie économique. Mais c'est à travers elle que la théorie économique prend conscience de la question-clé. Les orientations stratégiques, et même tactiques, supposent une idée des rapports économiques fondamentaux, qui touche à la crise du salariat.

1. *Les revendications de « l'Opposition ouvrière ».*
L'opposition ouvrière et la gestion économique.

On les trouve dans la brochure où A. Kollontaï résume une série d'écrits et d'appels (1). Que dénoncent-ils ? L'influence de ce qu'on appelle aujourd'hui les « technocrates », des cadres dirigeants et intellectuels du parti communiste, des paysans bourgeois ; le refus de confier aux syndicats et aux ouvriers la gestion des entreprises ; la pérennité d'un salariat hérité du capitalisme. Dans ces conditions, pourquoi qualifier le régime soviétique de socialiste ?

« Face aux paysans possédants des campagnes et aux bourgeois des villes, notre parti est contraint, dans sa politique étatique, à tenir compte de l'influence exercée par les représentants de la bourgeoisie riche, qui apparaissent déjà sous le costume des spécialistes, techniciens, ingénieurs et ex-administrateurs financiers et industriels qui sont liés au système de production capitaliste en vertu de leur expérience passée...

(1) Cette brochure, *L'opposition ouvrière*, a été publiée à Moscou en 1921, et traduite dès 1922 en Angleterre et en Allemagne.

« La production, son organisation, sont l'essence du communisme. Exclure les travailleurs de l'organisation de l'industrie, c'est-à-dire priver leurs organisations industrielles de l'occasion de développer leur capacité dans la création de nouvelles formes de production, à travers les syndicats, nier cette expression de l'organisation de classe du prolétariat, tandis que l'on fait pleine confiance à la « compétence » des spécialistes instruits et rétablis pour diriger la production selon un système de production tout différent — cela signifie s'évader de la voie de la pensée marxiste scientifique.

« Si l'on considère la crise récente de notre industrie, qui découle encore du système de production capitaliste (rétribution monétaire du travail, payes différentes selon le travail exécuté), les dirigeants de notre parti cherchent, dans un accès de confiance dans la capacité créatrice de la collectivité ouvrière, le salut hors du chaos industriel. Mais où ? Dans les mains des héritiers des vieux hommes d'affaires et techniciens de la bourgeoisie capitaliste, dont les capacités créatrices dans le domaine industriel sont soumises à la routine, aux habitudes et méthodes du système économique et productif capitaliste. Ce sont eux seuls qui introduisent le concept ridicule et naïf qu'il soit possible de faire avancer le communisme avec des méthodes bureaucratiques...

[Mais ils sont] « absolument incapables de développer des tendances justes dans l'industrie, des nouvelles formes d'organisation du travail, de nouveaux stimulants pour accroître la production, de nouveaux débouchés pour la production et la distribution. Tous ces techniciens, hommes pratiques, experts affairistes, qui apparaissent seulement maintenant à la surface de la vie soviétique, exercent leur influence sur la vie économique, font de gros efforts pour se lier aux dirigeants de notre parti à travers les institutions soviétiques. »

Kollontaï souligne les mauvaises conditions de vie et de travail des ouvriers, l'inégalité de traitement entre groupes privilégiés et base ouvrière. « Le travailleur de base voit comment vivent les fonctionnaires soviétiques et comment il vit lui-même, lui sur qui s'appuie la dictature du prolétariat... Rechercher, trouver, créer des formes économiques nouvelles et plus perfectionnées, trouver de nouveaux stimulants à la productivité du travail, tout cela ne peut être fait que par des collectifs ouvriers, étroitement liés aux nouvelles formes de production ; eux seuls peuvent tirer de l'expérience quotidienne des conclusions sûres, apparemment de simple importance

pratique, mais d'énorme valeur théorique, pour diriger une force de travail nouvelle dans un Etat ouvrier nouveau, où la misère, la pauvreté, le chômage et la concurrence sur le marché du travail ont cessé d'être les stimulants du travail. Trouver un stimulant au travail, telle est la grande tâche de la classe ouvrière qui se trouve au seuil du communisme. Personne, cependant, en dehors de la classe ouvrière elle-même, comme collectivité de classe, n'est capable de résoudre ce grand problème. »

Ces voix ne posent pas un problème économique. Elles soulignent que les travailleurs se trouvent dans une période de transition où tout le système de production — hommes et méthodes — est infecté du legs capitaliste ; elles ne proposent pas une définition de ce système (que le salariat continue à caractériser), mais une manière de la bouleverser. Cette manière, c'est l'intervention directe des travailleurs dans le système, la création par eux de normes nouvelles d'association.

La brochure de *l'Opposition ouvrière* fait un parallèle avec la période où la bourgeoisie a conquis le pouvoir économique, qui révèle à la fois ses intentions et ses erreurs : « Imaginez seulement un moment que pendant la période de transition du système féodal fondé sur le travail servile au système de production capitaliste, avec ses ouvriers salariés industriels, dits libres, la bourgeoisie (privée à cette époque de l'expérience nécessaire à l'organisation capitaliste) ait dû appeler tous les braves, sages et experts administrateurs des propriétés féodales, habitués à s'occuper des serfs de la glèbe, et qu'on leur ait confié la tâche d'organiser la production sur les nouvelles bases capitalistes. Que serait-il arrivé ? Ces spécialistes de leur propre métier, qui comptaient sur le fouet pour augmenter la productivité du travail, auraient-ils réussi à diriger des prolétaires « libres », même affamés, libérés des tourments du travail forcé et devenus des salariés ou des journaliers ? Ces experts n'auraient-ils pas détruit complètement la production capitaliste à peine née, tout juste en développement ? Quelques surveillants des serfs de la glèbe, quelques vieux propriétaires et leurs administrateurs furent capables de s'adapter aux nouvelles formes de production, mais ce n'est pas dans leurs rangs qu'ont été recrutés les véritables créateurs et constructeurs de l'économie capitaliste bourgeoise... L'instinct de classe souffla très justement aux premiers capitalistes, lors de la première période de développement capitaliste, qu'au lieu du fouet de la chiourme, ils devaient se servir

d'un autre stimulant : la rivalité, l'ambition personnelle des travailleurs qui affrontaient le chômage et la misère. Et les capitalistes, de ce nouveau stimulant, de ce nouvel instrument de commandement du travail, furent assez sages pour le faire servir au développement des formes de production capitalistes bourgeoises, en élevant la productivité des ouvriers salariés « libres » à très haut niveau d'intensité. »

Comment les ouvriers associés n'imiteraient-ils pas la bourgeoisie rejetant les mœurs féodales ? A eux d'en finir avec les méthodes et les hommes que la bourgeoisie capitaliste utilisait à son profit, et de créer leurs propres méthodes. Toutefois, une différence subsiste, au moins pour une longue et universelle période de transition : c'est que la bourgeoisie avait appris de longue date, avant de détenir le pouvoir politique, à s'établir comme une puissance économique. Le fondement de cette puissance, c'était la propriété commerciale, financière, artisanale, industrielle. La classe ouvrière salariée ne dispose pas des mêmes atouts. La seule propriété productive dont elle peut user, c'est sa capacité de travail, force pure ou éduquée : elle s'évanouit de jour en jour. Quant à son statut, c'est la répression lorsqu'elle se soulève, la tolérance lorsqu'elle s'incline. Rien ne lui permet de faire cet apprentissage économique et social qui fournit aux premiers capitalistes les assises de leur puissance ; quand vient le jour de la victoire politique, elle doit soudain tout tirer d'elle-même.

2. La thèse des « centralistes démocratiques ».

La nature du salaire pour les « centralistes démocratiques ».

Le groupe du « centralisme démocratique », un peu plus tard, fit connaître des thèses qui ne purent jamais être publiées en U.R.S.S. (1). Ces thèses vont au fond de la question, comme on le voit par le passage suivant :

« Le socialisme se distingue du capitalisme en ce que, par la réalisation du premier, la force-travail cesse d'être une marchandise. Or, dans les conditions engendrées par la N.E.P., elle est achetée, même s'il s'agit de l'Etat prolétarien, absolument comme une marchandise ; de même, comme moyen de production, elle devient un élément du processus productif. Que cette circonstance entraîne des conséquences pratiques et

(1) Elles furent éditées à Paris : *Avant Thermidor. Révolution et contre-révolution dans la Russie des Soviets* (1928).

ne soit pas pour nous servir d'une expression employée par plusieurs jeunes boukhariniens, un simple « masque capitaliste » qui doive, pour une raison quelconque, recouvrir une entreprise socialiste conséquente, c'est ce qu'on voit dès que cette force-travail dépasse, pour une raison ou l'autre, les besoins de la production. Le travailleur devient un chômeur. Si même nous l'aidons mieux que les capitalistes, nous n'aurons pas pour autant supprimé la différence fondamentale que cela implique avec une structure socialiste. En effet, dans le socialisme, l'excédent de la force de travail entraîne la diminution du travail de chaque ouvrier et non la diminution du nombre des ouvriers. Caractériser des formes d'organisation de l'industrie où la force-travail demeure encore une marchandise comme du socialisme, même comme un mauvais socialisme, c'est enjoliver la réalité, de toute manière... »

Plus ou moins bien dite, la thèse est claire. La N.E.P. n'était pas le socialisme achevé, à peine ébauché. Il est indiscutable que la force de travail y reste une marchandise. Mais cette marchandise n'est pas échangée exactement dans les mêmes conditions que dans les rapports capitalistes, puisque l'industrie étatisée est l'épine dorsale du système économique.

D'autre part, il ne pouvait être question dans l'U.R.S.S. de 1917-1927, d'élaborer des rapports socialistes développés. Il fallait donc que la force de travail y reste une marchandise. Marx n'avait jamais considéré que du jour au lendemain, le salariat pourrait être aboli. Mais cette marchandise devait être *protégée* tout autrement que dans les rapports capitalistes. Or, c'est le contraire qui s'est produit ; elle a été malmenée, et sa valeur a été réduite au fruit d'une sorte de transaction planifiée qui l'a ramenée à une position aussi voisine que possible des *autres marchandises*, produits de consommation ou de production.

La plate-forme des « centralistes démocratiques » (Sapronov, Smirnov et autres) dénonce la liaison entre la productivité, l'intensité du travail et le niveau des salaires. Dès cette époque on s'oriente vers l'intensification du travail comme moyen le plus rapide pour accroître la productivité. En même temps, on décrète que le salaire ne peut augmenter qu'avec la productivité.

Autrement dit, le salaire s'élèvera avec le rendement, dû à l'intensification du travail plus qu'à l'accroissement de l'outillage. Ce cercle, hérité des rapports capitalistes, a duré et dure encore. Mais dans la période ultérieure, à partir de 1930-32

notamment, l'outillage russe s'est développé, renouvelé, et la productivité a pu être élevée à la fois par intensification du travail et utilisation d'un outillage plus productif. Cependant, la force de travail a continué d'être salariée en fonction de l'intensité, et le travail aux pièces est devenu la forme générale du travail dans l'industrie. Et si, dans les années récentes, il est devenu un salaire au rendement, il n'a pas changé de nature, pour la partie principale.

La planification intégrale n'a pas modifié cette structure, mais l'a renforcée, au contraire. La planification de plus en plus rigoureuse du fonds des salaires et la discipline de plus en plus stricte du travail, la fixation arbitraire des normes, etc. n'ont pas supprimé le caractère de marchandise de la force de travail. Elles l'ont seulement masqué. C'est une marchandise qui ne « circule » plus comme elle circule dans le capitalisme, mais elle circule quand même, tout comme un jeu d'écriture comptable ne supprime pas la transaction qui s'y inscrit.

Les théoriciens soviétiques ne veulent pas admettre que le caractère de marchandise ne résulte pas seulement des *formes* de la circulation, de l'échange, du produit, mais surtout de l'échange lui-même. Or le salariat implique cet échange, même si c'est l'Etat qui en décrète et contrôle les formes et l'application.

H) *Deux Epigones.*

Les épigones des thèses staliniennes officielles sont innombrables. Pour vérifier un état de leurs affirmations, tirons au hasard deux écrits de la période qui suivit la seconde guerre impérialiste, dus à Hilaire Minc (Pologne) et à G. Gak (U.R.S.S.), datés de 1947 et 1945 respectivement.

Hilaire Minc pose très bien la question dans un discours d'octobre 1947 (*La Revue Internationale*, 1948, p. 61). Minc était Ministre de l'Industrie en Pologne et membre du Comité Central du Parti Ouvrier Polonais (communiste). Il ne fait pas mystère de l'existence d'une plus-value dans l'économie socialiste (c'est-à-dire d'abord nationalisée et appartenant à l'Etat). Le régime social et économique de la Pologne à l'époque est mixte ; c'est celui du double secteur de la N.E.P. Le capitalisme classique y est encore largement représenté dans le commerce, dans l'artisanat et surtout dans l'agriculture. Il y est bridé politiquement, comme il le sera en Chine à partir de 1949 par l'Etat ouvrier. Mais son rôle économique y restait

important. Ce qui était plus important encore, c'est que *l'industrie*, où s'exploite directement la force ouvrière, y était socialisée dans l'ensemble, notamment dans l'industrie lourde, les mines, etc... ainsi que dans les transports.

Minc démontre dans son discours : 1) que la plus-value est produite par l'industrie socialiste, et 2) que l'Etat doit lutter pour qu'une partie décroissante de cette plus-value soit détournée au profit des secteurs capitalistes. La clé de l'évolution du régime mixte vers un régime socialiste d'Etat réside donc dans l'accumulation croissante, et si possible totale, de la plus-value entre les mains de l'Etat (et par suite, du moins en théorie, retournée aux producteurs pour une part qui devrait être elle aussi croissante). Pour avoir ainsi exprimé clairement et sans détour la fonction de la plus-value dans le socialisme d'Etat, Minc s'est fait donner sur les doigts, comme ç'avait été le cas pour Préobrajensky. Mais son analyse dépourvue d'hypocrisie ne peut être négligée. Il ne dit pourtant rien du fait que le capitalisme privé produit aussi de la plus-value. J'y reviens plus loin.

Voici comment Minc décrit le mécanisme : « Une industrie socialiste est une industrie où, les moyens de production appartenant à un Etat non-capitaliste, *la plus-value acquise au cours de la production revient à cet Etat*, qui la répartit selon un plan visant à améliorer les conditions d'existence des masses laborieuses, à élargir l'appareil de production, à développer l'instruction et la santé publique, à renforcer la défense nationale. » Minc ne fait ici que décrire ce qui existait depuis longtemps en U.R.S.S., du moins dans la mécanique générale. Mais pratiquement les choses se passent de la façon suivante, et se sont déjà passées ainsi durant la N.E.P. russe (et d'ailleurs, il y a encore des traces de cette situation dans l'U.R.S.S. actuelle) : « L'industrie polonaise remplit certaines de ces conditions, la première en particulier : l'industrie nationalisée est entre les mains d'un Etat non-capitaliste : la démocratie populaire. » (Minc n'ose pas parler d'un Etat socialiste ; pourtant l'U.R.S.S. de la N.E.P. était toujours désignée et analysée comme un Etat socialiste.) « Mais, fait capital et qui caractérise bien le régime d'économie marxiste, *une partie seulement de la plus-value revient à l'Etat*. Celui-ci ne récupère les frais engagés dans la production et la plus-value acquise, que sous une forme commerciale, c'est-à-dire par la vente d'articles indispensables à l'extension et à l'accroissement de cette production. » Autrement dit, la plus-value ne

peut être *réalisée* que sur un marché très fortement influencé par l'existence de producteurs et de distributeurs capitalistes privés, surtout dans l'économie agraire, artisanale et du commerce de détail. Comme dans les rapports capitalistes, il faut bien que le profit et les frais commerciaux proviennent de la plus-value du travail productif, c'est-à-dire dans ce cas que le commerce capitaliste (ou non) doit absorber une part importante de la plus-value socialiste ou socialisée.

En effet, dit Minc, « l'industrie d'Etat écoule ses produits et procède à ses achats par le truchement des éléments capitalistes. Une partie considérable de la plus-value produite par l'industrie nationalisée reste donc entre les mains de l'intermédiaire, entre les mains des marchands et des acquéreurs capitalistes. Bien plus, le même phénomène se produit parfois pour les investissements de fonds par l'Etat, ce qui constitue une véritable « décapitalisation » de l'industrie nationalisée et le transfert de valeurs matérielles dans le secteur capitaliste. Les formes qu'emprunte ce processus d'accaparement de la plus-value par le capital privé sont extrêmement variables, allant du vol et détournement aux hausses spéculatives sur les prix de vente des produits agricoles. L'interception de la plus-value est un phénomène courant dans l'industrie textile, dans l'industrie des biens de consommation, et même dans une industrie comme l'industrie minière. Le charbon est envoyé à l'étranger, mais sa valeur d'échange revient au pays sous forme d'articles de consommation [parce que les ventes de charbon polonais à l'étranger se font contre des achats de produits manufacturés chez l'acheteur de ce charbon. N.], vendus par le secteur privé. Que l'interception de la plus-value soit un phénomène général permet donc d'affirmer qu'il y a répartition de cette plus-value entre l'Etat et le marché capitaliste. »

En termes de comptabilité nationale, et non plus de valeur, c'est donc le *profit* que l'Etat est obligé de partager, ou plutôt dont il cède une petite partie, pour les grandeurs variables selon les différentes branches d'industrie, au secteur privé capitaliste. En accroissant son propre profit, l'Etat accroît automatiquement celui du secteur agraire, commercial et artisanal privé. Cette contradiction est en essence la même que celle qui conduisit la N.E.P. russe à sa crise de 1928-29. Par conséquent, conclut Minc, « *l'industrie polonaise ne deviendra pleinement socialiste qu'avec la disparition de cet accaparement* ». Plus exactement : le socialisme d'Etat ne l'emportera

complètement que lorsque le secteur commercial, agraire, etc. sera lui-même étatisé, c'est-à-dire que la quasi-totalité de la plus-value restera dans un circuit contrôlé directement par l'Etat. Mais dans les conditions de l'économie mixte, même si elle est contrôlée politiquement et socialement dans sa totalité par l'Etat et le parti des travailleurs (et aussi par leur bureaucratie), cette évolution ne peut résulter que d'une lutte, qui est en fin de compte une lutte de classe dans laquelle le pouvoir socialiste s'est assuré la position dominante.

Dans ces conditions, la lutte pour l'accaparement et la répartition de la plus-value a une signification modifiée, et c'est en ce sens qu'on peut dire que la création et l'appropriation de la plus-value n'ont plus le caractère d'une exploitation aveugle, ce qui ne l'empêche pas d'être hypocrite. Bien qu'elle constitue une charge souvent excessive pour les producteurs, la lutte autour de sa répartition prend un sens beaucoup plus clair. La difficulté vient de ce que les *profiteurs* de la plus-value en nient l'existence selon deux tendances antagonistes : les éléments capitalistes commerciaux, agraires, etc., en nient l'existence avec la même argumentation qui leur sert dans le capitalisme classique, en arguant qu'il s'agit simplement d'une « rémunération » de leur « travail », etc. et que l'industrie d'Etat n'a qu'à baisser ses prix de vente pour que les frais commerciaux et les prix agricoles baissent ; et les éléments industriels et financiers du capitalisme d'Etat, en niant que la plus-value soit « extorquée » et qu'elle soit dans une large mesure un « superprofit » des couches bureaucratiques, du circuit commercial d'Etat, de l'intelligentzia, etc. Car si l'Etat veut « accaparer » la totalité de la plus-value, c'est pour la redistribuer, en dehors du fonds social accumulé ou investi, comme salaire ou rémunération, à un grand nombre de ses agents : ceux-ci prélèvent donc aussi une partie importante de la plus-value, à titre de bureaucrates, appareil technique et commercial, militaire, etc. ; mais en effet, cette partie ne correspond pas à une exploitation, au sens de l'exploitation d'une forme de travail par un capital privé, mais à un profit plus ou moins parasitaire, plus ou moins élevé, soustrait à « l'exploitation sociale ». S'il n'y avait aucune forme de répartition « inégale » de la plus-value, il y aurait quand même « exploitation sociale », mais au sens technique où la capacité de travail aurait fourni un excédent sans passer par l'intermédiaire d'un marché (marché des produits et marché de la force de travail). On peut soutenir qu'il ne s'agit plus alors d'exploit-

tation au sens classique, et cela est vrai à condition que l'accumulation et la répartition de la plus-value comme telle soient soumises à un jugement critique public, ouvrier, et ne soient pas dissimulées comme le font les économistes de la bureaucratie qui non seulement nient l'existence d'une « exploitation » quelconque, mais nient aussi tout simplement l'existence d'une plus-value, terme auquel ils préfèrent toutes sortes de périphrases comme « différence entre coût de travail et prix de marché » et autres expressions qui sont exactement celles qu'emploie le capitalisme pour parler de ses propres profits.

Minc ne se tire pas trop bien de son explication du processus contradictoire de métamorphose de la plus-value. « *La soumission du marché au contrôle de l'Etat* ne se fera pas sans lutte, mais elle est la condition même d'une marche en avant. Un arrêt de l'évolution signifierait fatalement un retour, d'abord au capitalisme d'Etat, ensuite au capitalisme privé, avec toutes les conséquences politiques qui en découleraient. » Mais il faut préciser : la « soumission » du marché à l'Etat, qu'est-ce que cela signifie ? D'abord, cela suppose que le marché, même soumis, n'a pas disparu. Il existe toujours, avec les caractéristiques essentielles d'un *marché*, c'est-à-dire d'un domaine d'échanges réglé en dernière instance par la valeur-travail. Soumis ou non, c'est un *marché*, c'est-à-dire l'opération par laquelle s'échangent des valeurs, même si celles-ci sont simplement des prix et des salaires. En se soumettant ce marché, l'Etat est donc amené à faire jouer certains rapports entre les prix et les salaires. Il se soumet apparemment ce marché, mais ne le fait pas disparaître. Il le transforme donc seulement. *L'origine* du marché est toujours la même : il y a un marché parce qu'il y a des produits à échanger par suite de la production d'un excédent de valeur ; et s'il y a valeur, il y a survaleur, puisque la *valeur* comprend aussi la partie rémunérée de l'opération de travail qui est créatrice de plus qu'elle n'a coûté en rémunération, selon la loi de l'échange force de travail/salaire.

Un marché soumis à l'Etat est donc un marché où la forme de réalisation de la plus-value a été modifiée, altérée, transformée ; mais où cette réalisation elle-même est toujours nécessaire. Il faut d'ailleurs distinguer entre un marché (semi-capitaliste) *soumis* à ou *contrôlé* par l'Etat, et un « marché d'Etat » qui peut être réglé par un plan. Le « marché d'Etat » planifié peut n'exister que sous forme d'écritures comptables, et sa structure est liée à la dimension des unités économiques

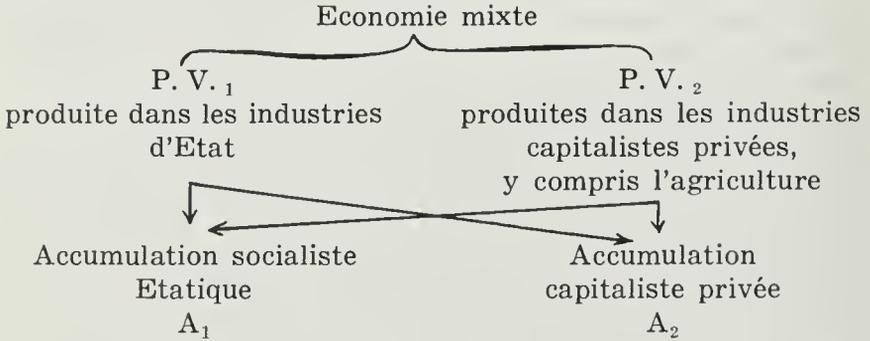
auto-rentables. Plus ces unités sont petites, plus le taux de la plus-value est inégal. Mais plus elles sont grandes, plus l'égalité est artificielle et résulte de transferts. Plus la plus-value s'approche d'une plus-value sociale, et plus l'inégalité se manifestera surtout dans la *répartition* plutôt que dans la production de la plus-value.

Cependant, Minc ajoute que la soumission du marché au contrôle de l'Etat ne signifiera pas « la liquidation des éléments capitalistes (propriété des terres, des immeubles, commerce, artisanat, petites industries). Elle doit être l'aboutissement d'une politique de contrôle basée sur une organisation économique et administrative solide. Les profits réalisés par leur intermédiaire doivent correspondre au rapport réel entre leurs valeurs, et non plus permettre l'accaparement par les paysans riches d'une partie de la plus-value produite par l'industrie nationalisée ». Et comment y arrivera-t-on ? Par des impôts, des taxes et des hauts prix industriels, du crédit cher : « L'organisation de l'appareil financier *doit faciliter le développement du marché capitaliste*, tout en le faisant participer dans de fortes proportions aux charges inhérentes à la reconstruction du pays. Et une partie des bénéfices réalisés doit être consacrée à l'amélioration des conditions d'existence de la classe ouvrière et de certaines couches paysannes restées misérables, malgré la réforme agraire. » Donc, d'un côté il faut faciliter le développement du *marché capitaliste*, c'est-à-dire faciliter la réalisation de la plus-value sur ce marché ; et de l'autre il faut agir de façon à faire rentrer la plus grande partie possible de cette plus-value dans les caisses de l'Etat, ou plutôt empêcher au maximum la plus-value produite dans l'industrie d'Etat de partir vers les capitalistes privés. De ce côté, l'Etat s'efforce donc de conserver dans la plus grande proportion possible la plus-value produite en son sein, c'est-à-dire une plus-value qui ne peut servir à l'accumulation capitaliste privée.

Mais il y a un autre processus, dont Minc ne parle pas dans ce discours : à savoir la *production directe de plus-value par les entreprises capitalistes privées*, en particulier à la campagne, dans l'artisanat et la petite industrie. Une partie considérable de la population travaillante salariée fournit une plus-value directement aux capitalistes privés et non à l'Etat ; à la campagne celle-ci se confond avec la rente foncière. Cette source de plus-value est distincte de la source étatique. Minc ne la mentionne pas, bien qu'à son propos l'Etat se fixe aussi

une tâche précise : accaparer de cette seconde somme de plus-value la plus grande partie possible (par divers moyens tels que taxes et impôts, limitation des réinvestissements, etc.). Et bien entendu, les capitalistes privés s'efforcent d'en sauver le maximum.

On pourrait alors tracer le tableau suivant (pour une économie mixte) :



Pour qu'il y ait progrès vers le socialisme d'Etat, il faut que

$$A_1 (Pv_1 + Pv_2) > A_2 (Pv_1 + Pv_2).$$

Ce processus, décrit dès l'époque de la N.E.P. par Préobrazjensky, a été suivi en Pologne, Tchécoslovaquie, etc. et plus tard en Chine. Les économistes chinois (comme les russes) refusent de parler à ce propos de plus-value, sous prétexte qu'à ce terme est associé l'idée d'exploitation, et que celle-ci a disparu du moment que la masse du surtravail reste à la disposition de la société, même si elle inégalement répartie, c'est-à-dire en fonction du travail fourni et des accaparements improductifs.

Wang-Ching-chih écrit (How China raises funds for Industrialisation, *People's China*, 16 janvier 1955, p. 5) : « Les entreprises dont l'Etat est propriétaire sont de nature socialiste. Leurs ouvriers ne créent plus de plus-value pour les capitalistes : ils créent des richesses pour eux-mêmes et pour leur pays. » Ceci laisse de côté les « fonds » créés dans l'industrie privée et dans l'agriculture, qui sont importants, ainsi que les valeurs transférées du secteur socialisé au secteur privé par le circuit commercial, car il faudrait alors admettre que le travail produit : 1. de la plus-value dans l'entreprise privée (industrielle, agricole ou commerciale) ; 2. des « richesses » dans le secteur étatique. Mais comme il y a une

circulation dans les deux sens entre 1 et 2, il faut admettre que l'*origine* des deux formes d'accumulation soit la même, et que c'est de la plus-value produite par le travail, où qu'elle soit produite. Le fait que les formes sociales de l'appropriation, de l'accumulation et de la répartition de cette plus-value soient différentes ne change rien à l'affaire. La plus-value capitaliste crée aussi des « richesses », et même des richesses sociales. Et d'autre part, la « richesse » socialiste est loin de ne créer que des richesses sociales ; elle permet aussi des accumulations privées et parasitaires (du superflu, et plus encore du gaspillage) qui, sans fonctionner comme capital d'exploitation, jouent cependant un rôle important dans la séparation des classes et catégories sociales.

Wang-Ching-chih part du point de vue suivant : l'industrie en général, fondement de toute l'économie, doit être développée à partir de « ressources domestiques », car l'Etat populaire ne peut s'adresser aux emprunts étrangers. Pourtant, elle peut bénéficier de l'aide de l'Union Soviétique, qui lui a été d'un grand secours jusque vers 1960. Mais au point de vue économique de l'accumulation, les prêts soviétiques sont analogues aux prêts capitalistes : ils sont remboursables avec intérêt, c'est-à-dire que l'Etat chinois devra prélever sur les « richesses » ou la plus-value produite la part à rembourser à l'étranger (1). Ce simple fait montre que la totalité de la plus-value ne retourne pas à la société, mais qu'une partie va à l'étranger et que par conséquent un *Etat national* particulier, obligé au commerce et aux emprunts avec des amis, des ennemis, ou des indifférents, ne peut, *par définition*, transformer complètement la plus-value en richesse sociale (c'est-à-dire qu'il n'y a pas de socialisme *achevé* dans un seul pays). En tout cas, la faiblesse des emprunts étrangers et des accords commerciaux contraint la Chine à recourir avant tout à l'accumulation intérieure.

Wang-Ching-chih affirme que l'accumulation ne peut avoir lieu aux dépens des paysans (alors que Minc laissait entendre autre chose). Les impôts prélevés sur les paysans représentaient en 1950, 29,63 % des revenus totaux, proportion tom-

(1) On peut appeler cet intérêt une « taxe d'apprentissage » que le pays arriéré doit payer au plus évolué (par exemple l'outillage étranger et celui des concessions que l'U.R.S.S. a payé aux U.S.A. lors des deux premiers quinquennats). Mais cette définition ne change rien au rapport économique et au transfert de valeur qu'il implique. A long terme, cependant, il bénéficiera au pays arriéré, s'il est socialiste.

bée à 13,43 % en 1954, environ 31 millions de millions de yuan, soit 1/5 environ des 147 millions de millions de yuan apportés au budget par les entreprises étatisées. Naturellement, ce qui est prélevé sur le revenu paysan par les impôts directs ne représente pas la totalité de ce que le revenu paysan apporte au revenu national (même comptabilisé dans le budget) ; la politique des prix industriels et des prix agricoles, les intérêts de l'endettement, etc. sont d'autres formes indirectes de prélèvement sur le revenu de l'agriculture. Les rentes et taxes sous le Kuomintang (c'est-à-dire de l'usure, des exactions, des impôts de tous genres) montaient à 70 et jusqu'à 90 % du revenu paysan total. La taxe agricole unique qui a remplacé les impôts féodaux-capitalistes était évaluée en 1951 à 17 % du revenu total, en 1954 à 12 % ; il y a des exemptions en cas de calamités. D'autre part, l'Etat investit des fonds dans l'agriculture (irrigation, forêts, semences). Mais l'important reste le système des prix. Les prix agricoles se sont beaucoup élevés, mais les prix industriels aussi (quoique certaines catégories de produits textiles et aratoires aient été fournies à de meilleures conditions). Wang-Ching-chih reconnaît que les « ciseaux » n'ont toujours pas disparu, et que par ce biais par conséquent la campagne paye tribut à l'industrie et à l'Etat (comme cela fut le cas en U.R.S.S. et dans les « démocraties populaires »).

Quant à l'industrie *privée*, elle paye son tribut à l'accumulation socialiste par le canal d'impôts qui montaient en 1955 à environ 1/5 du profit net. Mais comme l'industrie privée est en diminution, le montant de ces impôts a été en diminuant : en 1950, ils fournissent 39,92 % au budget national, et 15,4 % en 1954. Il résulte de là que l'accumulation se fait de plus en plus aux dépens de l'industrie d'Etat, de type socialiste. D'après les chiffres ci-dessus, les impôts sur la paysannerie fournissent 12 % des revenus budgétaires ; ceux de l'industrie privée 15 %, soit 27 %, un peu plus du quart, de provenance privée. Le reste doit donc provenir des impôts personnels directs et de l'industrie étatique, et c'est la plus grande partie. Il en résulte que la masse de la plus-value nationale est de plus en plus centralisée entre les mains de l'Etat. L'auteur dit en effet qu'en 1954, 63,58 % des ressources budgétaires proviennent de l'industrie nationalisée. Il faut d'ailleurs ajouter des entreprises semi-privées, qui fournissent environ

6 %. Dans ce cas, les impôts directs ne fourniraient que 4 à 5 % au budget (1).

L'auteur indique que la valeur de la production dans l'industrie de l'Etat a augmenté de 176 % entre 1951 et 1954 et ajoute : « Cet accroissement rapide des ressources provenant de l'économie étatique ne suffit pas par lui-même à rendre compte du fait que ces ressources sont devenues la source principale du capital industriel, étant donné que l'économie étatique n'est pas encore la partie dominante de l'économie nationale. » Comment expliquer ce phénomène ? D'après l'auteur, par un accroissement de la productivité, qui consiste surtout en intensification du travail : production accrue du travail humain et diminution du coût de production. Autrement dit, accroissement de la plus-value produite : « En période de construction économique à grande échelle, l'accroissement régulier de la production et la réduction continue des coûts fournissent une quantité immense de capital au pays. » En termes marxistes : l'Etat a exercé une forte pression sur le labour humain, et la plus-value a été accrue sûrement dans sa masse, et probablement dans son taux. Ce qui est donc produit, ce n'est pas de la « richesse » seulement, mais d'abord de la plus-value ; car les « richesses » sont des objets ou services, des produits. Mais il s'agit ici de *coûts*, c'est-à-dire d'un *rapport* entre la valeur des « richesses » produites et celle du travail. Les « richesses » ne sont donc pas *substituées* à la plus-value. C'est la plus-value socialisée qui engendre des « richesses », selon sa répartition.

L'auteur précise que les ouvriers chinois ont contribué aux « fonds d'Etat » grâce à la rationalisation, qui permet une diminution des coûts de production. Mais il est évident que la rationalisation et les améliorations techniques entraînent des économies qui ne peuvent pas expliquer à elles seules l'énorme accroissement de la productivité industrielle. Tous les autres facteurs que cite Wang-Ching-chih sont classiques : concentration, mécanisation accrue. En somme, il est bien obligé de conclure : « évidemment, ces fonds sont surtout créés par les efforts de la classe ouvrière, mais étant donné la façon d'obtenir ceux-ci dans la Chine d'aujourd'hui, cela ne signifie pas que les ouvriers soient finalement dans une situation pire ».

(1) Il y a aussi les *emprunts*, plus ou moins obligatoires (dont les Bons de la Reconstruction en 1954 pour 3.200.000 millions de yuan, plus l'Épargne, 15.500.000 millions de yuan en février 1954).

Dans cinq ministères industriels, les salaires ont augmenté de 84 % entre 1950 et 53, alors que les prix étaient stables.

La structure des dépenses budgétaires montre qu'en Chine comme en U.R.S.S. et dans tous les pays socialistes, la part du lion dans les investissements revient aux industries de base : 45,39 % d'investissements économiques, dont 47,8 % à l'industrie, dont 78,3 % à l'industrie lourde.

Je viens de citer des chiffres anciens. Depuis 1958, les données chiffrées sont inexistantes ou incomplètes, ou contradictoires. Pourtant, elles font apparaître trois faits essentiels : 1. la classe ouvrière salariée représente encore une faible proportion de la population active, 20 à 25 millions de personnes en y comprenant l'artisanat industriel ; 2. les formes du salaire sont, en dépit des différends politiques, très voisins de ceux de l'U.R.S.S. ; 3. la plus-value produite dans l'industrie ne suffit de loin pas à fournir les ressources de l'accumulation. Ces conditions ont amené les auteurs chinois dans une impasse, lorsqu'ils tentent une généralisation de la théorie économique du socialisme.

Revenons à un auteur stalinien, qui exprime ce que des milliers d'autres délayent (1).

« La victoire de la propriété socialiste collective, écrit Gak, qui place tous les hommes dans une situation identique par rapport aux moyens de production, transforme par-là même les relations de production en relations d'égalité, sapant par la base l'exploitation économique d'une classe par d'autres classes, excluant la possibilité de mainmise par les uns sur les fruits du travail pour lequel d'autres n'ont point reçu de salaires. »

Voyons cette phrase. D'abord il est faux que la propriété socialiste collective place « tous les hommes » dans une « situation identique par rapport aux moyens de production ». Tout au plus pourrait-on dire : par rapport à *la propriété* des moyens de production. Et encore, cela n'est pas vrai : en U.R.S.S. il y a des formes différentes de propriété collective, comme celles du kolkhoze et celles de l'industrie. Les kolkhoziens ne sont pas, vis-à-vis de la terre, dans la même position que les ouvriers vis-à-vis de l'usine et de son outillage. La terre aussi appartient en dernier lieu à l'Etat, mais juridi-

(1) G. Gak, La société socialiste et la personne humaine. *Bolchevik*, novembre 1945.

quement elle est remise en bail aux kolkhozes ; c'est donc une propriété sociale d'un type particulier. D'autre part, il existe des artisans individuels, qui sont possesseurs de leurs moyens de production (sans parler du travail personnel, surtout à la campagne, qui joue un grand rôle dans l'économie réelle). Donc, il n'est même pas vrai, en rigueur, que tous les hommes aient dans le socialisme d'Etat la même position vis-à-vis de la *propriété* des moyens de production.

Mais leur situation est encore plus différente si l'on parle des moyens de production en général, sous tous leurs autres rapports et pas seulement comme propriété. Les individus ont des positions très différentes sous le rapport de *l'usage* et des *profits* des moyens de production. La position en fonction de *l'usage*, et non plus de la propriété et du marché, est même d'autant plus importante pour la société que l'on s'éloigne des rapports purement capitalistes. Or, n'y a-t-il pas de différence entre l'ouvrier qui travaille sur une machine et le bureaucrate qui en entend parler dans les bureaux, ou le rédacteur du *Bolchevik* qui aligne des phrases creuses ? N'y a-t-il plus en U.R.S.S. de hiérarchie des occupations ? Ce n'est pas aux travailleurs russes qu'on peut le faire croire. Et d'ailleurs, la maxime officielle du régime est que le revenu doit être fonction des capacités, inégales dans leur origine, leur éducation et leurs œuvres. Comment les individus auraient-ils alors une situation « identique » vis-à-vis des produits de consommation ?

De cette prétendue identité Gak conclut que l'exploitation économique d'une classe par une autre est impossible. Belle logique ! Il vaudrait mieux dire le contraire : si toute exploitation est bannie, alors les individus ont une situation identique — ce qui n'est pas le cas. En raisonnant par simple récurrence, on voit donc qu'une certaine forme d'exploitation, ou du moins de subordination, doit exister. Mais du fait que la forme capitaliste d'exploitation a disparu (et elle a disparu dans l'ensemble) il ne s'ensuit pas que *toute* forme d'exploitation ait aussi disparu. Ce qui a en effet disparu, c'est l'exploitation de la capacité de travail des salariés par la classe capitaliste, la vieille « exploitation de l'homme par l'homme » sous la forme décrite par les saint-simoniens. Mais l'exploitation de l'homme par l'homme ne veut pas seulement dire : du prolétaire salarié par le capitaliste. Un homme n'est pas obligatoirement un capitaliste ou un ouvrier. Les rapports de classes ont été bouleversés en U.R.S.S. et la classe capitaliste privée a été détruite. Mais d'autres catégories sociales,

dérivées de la propriété d'Etat et de la gestion bureaucratique, s'y sont substituées dans une série de domaines. Il ne suffit pas d'affirmer que tous les hommes sont devenus identiques par rapport aux moyens de production (ce qui est faux), pour affirmer que toute exploitation a disparu. Car même si c'était vrai, il resterait une non-identité devant les produits de consommation et après tout, même la forme des revenus peut revêtir une signification de classe, dans un sens nouveau.

Pour compliquer les choses, Gak ajoute que cette situation exclut la possibilité de mainmise par les uns du fruit du travail pour lesquels d'autres n'ont point reçu de salaire. Qu'est-ce que ce charabia ? Les ouvriers reçoivent un salaire, dans le capitalisme comme dans le socialisme, selon la valeur de leur force de travail dépensée, et ce salaire laisse un profit, autrement dit une plus-value. Cette plus-value, c'est le fruit du travail tout comme le salaire. Mais elle n'est pas appropriée par un capitaliste individuel, ni par une classe capitaliste. Elle est appropriée par l'Etat (pas toujours directement, elle reste souvent dans le fonds du directeur, qui est ainsi un capitaliste par procuration de l'Etat, dans la mesure où il s'approprie une partie de ce fonds). Mais l'Etat la répartit inégalement, et dans cette inégalité réside une des formes modernes de l'exploitation, aussi différente de celle du capitalisme que l'exploitation chez les nomades l'est de celle-ci.

D'ailleurs, un peu plus loin, Gak reconnaît qu'il existe un surtravail et une plus-value. Mais, voyez-vous, c'est un surtravail qui profite à son propre producteur, comme le serpent se mord la queue. Voici cette extravagante dialectique : « Sous le régime socialiste, le *surtravail* profite à la société tout entière, aux travailleurs ; il ne peut être aliéné au profit des classes exploitantes, qui n'existent plus. » Bien sûr, que le surtravail ne va plus à la classe capitaliste, puisque celle-ci n'existe plus. Mais où va-t-il ? « Aux travailleurs ». Est-ce donc le droit au produit intégral du travail de Proudhon réalisé ? Il faudrait le croire ! Une partie seulement retourne aux travailleurs, à la consommation des salariés producteurs, une autre partie va au fonds d'accumulation, et une autre partie à la consommation des grands bureaucrates, les puissants, etc. D'où vient l'argent des prix Staline, les villas des fonctionnaires ? Cette dernière partie correspond à la *consommation* des capitalistes, tout comme le fonds d'accumulation sociale correspond à l'accroissement du capital dans les entreprises capitalistes.

CHAPITRE IV

LES THEORIES DE L'EXPLOITATION OLIGARCHIQUE ET BUREAUCRATIQUE

A) *L. Laurat à diverses époques.*

Il faut maintenant entreprendre l'examen de quelques théories de l'exploitation dans le régime soviétique, présentées par des auteurs qui avaient été en leur temps communistes. L'économie de l'U.R.S.S., à leurs yeux, c'est une forme originale de rapports d'exploitation — l'exploitation d'une masse salariée dépourvue de droits réels par une oligarchie bureaucratique, maîtresse de l'appareil productif. L. Laurat a élaboré peu à peu cette conception en suivant le cours des événements. B. Rizzi y est venu plus tard et a produit une conception de la « bureaucratisation du monde » que je retrouverai en m'occupant du rôle politique de la bureaucratie du socialisme d'Etat. Commençons par Laurat.

1. *Salaires et privilèges.*

Laurat écrivait en 1927, lors de la crise de la N.E.P., ce que répètent sans changement toutes les brochures de propagande aujourd'hui : « Le salaire de l'ouvrier, dans l'économie soviétique, ne constitue qu'une partie de ses ressources. Au salaire, viennent s'ajouter toutes les facilités et tous les avantages dont bénéficie la classe ouvrière, les œuvres sociales, les maisons de repos, les sanatoria, les soins médicaux gratuits, l'éducation élargie et accessible à tous les travailleurs capables. Le fonds de consommation de la bourgeoisie est devenu salaire social, se joignant pour l'ensemble de la classe ouvrière au salaire individuel touché dans les entreprises par chacun des travailleurs. » Laurat ne dit rien de l'origine contractuelle du salaire, à savoir qu'il résulte d'un échange de la force de travail contre son prix, en U.R.S.S. comme ailleurs,

et que sa grandeur est en relation avec celle de la plus-value produite ; la plus-value reste la source de toute l'accumulation.

Laurat idéalisait alors le salaire soviétique. Avec aussi peu de logique, il le transforma plus tard en *païok* d'esclave. Les deux conceptions sont fausses. En 1927, Laurat estime que ce qui différencie le salaire soviétique du salaire capitaliste, c'est que s'ajoute au salaire individuel, au prix immédiat de la force de travail, le « salaire social ». Et le salaire social, d'où vient-il ? Comme le salaire direct, de l'échange ; mais il est centralisé par l'Etat qui le répartit, très inégalement. Ce salaire social représenterait le fonds de consommation de la bourgeoisie dans le capitalisme : c'est une partie de la plus-value produite par le salarié, qui, au lieu d'aller à la consommation bourgeoise, *revient* au travailleur. Ce « *devrait* » être ainsi, mais ce n'est pas ainsi. La consommation des couches dirigeantes, de la haute bureaucratie avec ses privilèges, représentait déjà en 1927 une masse de valeur très supérieure au fonds de consommation de la bourgeoisie. Si donc il y a transfert du fonds de consommation bourgeoise vers le fonds de consommation bureaucratique, d'où proviennent les fonds du « salaire social » ? Comme dans le capitalisme, ils proviennent en partie des ressources de l'Etat, en partie des ressources des employeurs, en partie des versements des salariés eux-mêmes.

Ces différentes ressources, dans le capitalisme, sont comptabilisées à part : l'employeur (privé ou l'Etat) verse des contributions ou impôts (par exemple : pour la Sécurité Sociale), qui ne sont pas *prélevés* sur ses profits, mais sur les prix de vente, donc sur le consommateur, en particulier sur les salariés ; l'Etat lui-même dépense pour ces frais sociaux des sommes prélevées par l'impôt, dont la plus grande partie retombe sur les salariés ; et les salariés eux-mêmes font des versements directs, différés, mais qui en définitive proviennent de leur salaire (et non de la plus-value extraite en sus). En définitive, le salaire social dans les rapports capitalistes est prélevé sur les salaires des ouvriers, pour la majeure partie, et pour la plus faible, sur une partie des revenus patronaux et de la population non-salariée (par exemple : versements patronaux pour les Allocations Familiales) ; mais quand le capitaliste fait un versement, il l'impute au prix de vente, c'est-à-dire en définitive au fonds de production, à son capital de production, et non à son fonds de consommation personnelle.

En U.R.S.S., le « salaire social » ne peut provenir lui aussi que de la valeur produite par l'ouvrier. Par exemple : les frais perçus sur les parents ouvriers par les crèches d'usine leur sont directement retenus sur les salaires. Quant à tout ce qui est directement alimenté par le budget, c'est-à-dire par les Caisses d'Etat, centralisant les profits, il va de soi que la source en est la plus-value ouvrière (et non le salaire). Mais une partie de cette plus-value devient aussi fonds d'investissements et de réserve ; une autre partie devient fonds de consommation de l'appareil supérieur, d'entretien des cadres, de privilèges multiples que s'attribue la bureaucratie.

La difficulté vient ici du fait que la bureaucratie ne « consomme » pas de la même façon que la bourgeoisie : ses revenus privilégiés, pléthoriques, au lieu d'être des profits capitalistes, ont aussi la forme de salaires, d'émoluments, ou d'« avantages » ou privilèges attachés à des places, à des situations. Si un capitaliste achète une automobile pour son usage personnel, il est clair que la source s'en trouve dans la part de ses profits qu'il consacre à la consommation personnelle ; si le salarié d'un capitaliste ou de l'Etat achète une moto, il le fait avec son salaire. Un bureaucrate soviétique ne peut acheter, lui aussi, une auto, ou une maison, qu'avec un salaire, puisqu'il n'y a pas d'autre forme de revenus en U.R.S.S. (sous réserve des intérêts d'emprunts, de prix, de gratifications, et sans parler des revenus commerciaux kolkhoziens ou artisanaux). S'il a une consommation luxueuse, c'est justement la très grande différenciation des salaires qui le permet. Les très hauts salaires (*10 fois ou 20 fois plus que l'ouvrier de base*) *représentent l'équivalent social du fonds de consommation de la bourgeoisie*. De plus, certains avantages (logements, voyages, auto, bibliothèques, etc..) sont attachés à certains emplois, et leur dépense est imputée au coût de fonctionnement des services, aux frais généraux. Cette consommation ne dépend plus du salaire ; elle est imputée au budget, donc en définitive payée par les ouvriers productifs ; c'est un prélèvement sur la plus-value. Cette partie des « avantages » liés au service et au poste joue un rôle énorme pour la haute bureaucratie. Même les maisons de repos, sanatoria, etc. entrent pour une large mesure dans cette catégorie. Le « salaire social » est en définitive aussi inégalement réparti que le salaire direct. Cela se présente aussi, sous une forme beaucoup plus restreinte, dans l'Etat bourgeois, où quantité de fonctions publiques et privées comportent des avantages en nature im-

portants (logements, moyens de transports...) qui s'ajoutent aux salaires, et proviennent des budgets de collectivités publiques ou des frais généraux d'entreprises publiques ou privées.

La *formation* du « salaire social » est donc analogue à celle qui existe dans le capitalisme, mais sa *répartition* est bien différente, quoiqu'elle donne lieu aux mêmes abus, aux mêmes privilèges pratiques. Tout ceci serait facile à montrer dans le détail si les statistiques soviétiques plus fournies et particularisées des salaires étaient disponibles, ainsi que celles des dépenses et des attributions des « salaires sociaux ». Ce qui retourne aux salariés moyens et inférieurs (la masse) comme salaire social est une proportion qui ne doit guère être supérieure à ce qui leur revient dans les Etats capitalistes industriels avancés.

Laurat raisonnait encore ici comme tous les idéologues soviétiques officiels, de façon « utopique ». Il pensait que la mécanique théorique de l'économie libérale dicte les rapports sociaux réels, alors que c'est le contraire. Marx ne parlait pas d'une mécanique abstraite, mais des rapports sociaux réels. Il montrait alors que la mécanique abstraite mais profondément réelle du système était toute différente des schémas d'un Bastiat ou d'un Say.

2. *Théorie critique de la N.E.P.*

Laurat a exposé la première théorie critique sérieuse de la N.E.P. dans son livre *L'Economie Soviétique* (Paris, 1931). Laurat oscillait à l'époque entre la position de Boukharine et celle de Trotsky. Plus tard il esquissa, pour la France, une théorie du double secteur appuyée sur une évaluation nouvelle du « capitalisme organisé » (1).

Son livre de 1931 pose avec mesure certaines questions essentielles, à une époque où la N.E.P. venait d'être liquidée par la voie chaude, comme résultat de contradictions que Trotsky et l'opposition de gauche avaient signalées, mais que Boukharine et Staline avaient refusé de voir, sans parler de l'aveuglement des économistes officiels, déjà réduits depuis longtemps à la courtisanerie. Certains économistes bourgeois avaient pris la N.E.P. comme un désaveu du socialisme et un retour progressif au capitalisme. Les communistes se divisèrent en trois courants :

(1) Voir en particulier *Economie dirigée et socialisation* (1934), *La liquidation socialiste de la crise* (1934) et *Le marxisme en faillite ?* (1939).

1. Ceux qui derrière Boukharine voyaient un développement pacifique et progressif, par étapes, de l'économie mixte en économie purement socialiste.

2. Ceux (Trotsky) pour qui la N.E.P. engendrait les contradictions spécifiques, formes nouvelles de lutte de classes, qui devaient être résolues par l'action en faveur des producteurs et la liaison avec le mouvement socialiste international.

3. Ceux qui s'orientèrent vers la liquidation bureaucratique de la N.E.P. en aboutissant à la théorie du « socialisme dans un seul pays » (Staline).

Laurat se place dans la perspective de l'économie mixte déjà supplantée par la collectivisation forcée intégrale et le premier plan quinquennal. Il se demande comment les rapports économiques se sont transformés, du point de vue de la formation de valeur. Il veut « étudier les facteurs qui modifient la loi de la valeur dans l'économie soviétique, ainsi que les formes spécifiques sous lesquelles y apparaissent les catégories économiques fondamentales (valeur, prix, salaire et plus-value, profit industriel et commerce, intérêts, rente) » (p. 69). Ensuite, il examine la transfusion de valeurs entre les secteurs privé et socialiste de l'économie de la N.E.P.

Laurat rappelle les modifications qu'apportent à la loi de la valeur dans le capitalisme, d'abord la concurrence (péréquation des taux de profit), puis le monopole, qui réduit le total des valeurs dont disposent les sphères non-monopolisées par hausses des prix sur un marché contrôlé. Que se passerait-il dans le cas d'une monopolisation totale de la production (donc par l'Etat) ? Il s'agit d'un cas-limite. Dans ce cas, où la concurrence serait quasi abolie, sauf dans quelques secteurs très secondaires et limités, « la loi-de-la-valeur en subirait une modification telle que la quantité se transformerait en qualité. Au sein du monopole gigantesque embrassant la plupart des branches importantes de l'économie, reliées non plus par l'échange, mais par une direction unique traitant les différentes industries comme les ateliers d'une seule et même usine, la loi de la valeur serait pratiquement inopérante. Elle serait remplacée par le calcul des dépenses de travail, où l'achat et la vente ne voileraient plus les rapports naturels des producteurs entre eux, et entre l'ensemble des producteurs et la nature ambiante, d'autre part. Cependant, loin de la supprimer, cet état de choses ferait apparaître dans toute sa netteté la conception qui est à la base de la loi de la valeur : le fait que l'humanité ne peut arracher à la nature ses moyens

de subsistance que par son *travail*. Mais le travail, socialement nécessaire à l'acquisition de la subsistance, ne se déterminerait plus par le jeu aveugle du marché ; il ferait l'objet d'un calcul scientifique. Au lieu de s'avérer après coup sous la forme de la valeur d'échange, il *présiderait* à l'organisation de la production » (p. 78).

Ainsi décrit, le monopole serait socialiste. Ni les monopoles capitalistes, ou capitalistes d'Etat, ni le monopole soviétique, n'y correspondent. Les monopoles capitalistes n'y atteignent pas, parce qu'ils restent concurrents sur le marché mondial, et parce que le contrôle par l'Etat, de plus en plus évident depuis 1930, ne remplace pas un monopole unique, absolu et autonome. L'économie d'Etat en U.R.S.S. n'y atteint pas non plus parce que la N.E.P. suppose un secteur capitaliste ; parce que la suppression de ce secteur privé ne conduit qu'à un monopole *défensif* vis-à-vis du capital mondial, et que ce monopole trouve ensuite des « concurrents » dans de nouvelles économies socialistes (Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Chine, etc.). La valeur n'est pas *remplacée* par le calcul des dépenses de travail ; le calcul des dépenses de travail s'opère encore par l'intermédiaire de la valeur.

Dans l'économie du double secteur, c'est l'existence du secteur capitaliste qui paraît maintenir la valeur comme règle des dépenses de travail. Mais il ne faut pas perdre de vue que le *double secteur* n'existe pas seulement comme structure interne, mais aussi comme structure *externe*, c'est-à-dire dans la liaison de l'économie soviétique avec le marché mondial capitaliste ; cette seconde structure subsiste même lorsque le secteur capitaliste a disparu de l'économie soviétique (elle subsisterait encore en cas d'une N.E.P. mondiale). Par conséquent, la valeur continue à jouer, comme Léontiev s'en est soudain aperçu, même en cas de liquidation de la N.E.P. C'est sur cette liquidation que Laurat a trébuché, après avoir donné une analyse assez serrée de l'économie de la N.E.P. (quoique ressemblant à celle de Lapidus et Ostrovitianov).

Laurat note comme particularités de la N.E.P. :

1. Le maintien des échanges dans le secteur monopolisé.
2. L'importance du secteur coopératif, qui participe des deux économies.
3. Les interférences entre les différents secteurs, y compris l'économie *pré-capitaliste*, qui subsiste encore, comme les économies naturelles et coloniales dans les empires capitalistes. Il s'ensuit un *polymorphisme* de la valeur, mais dont

les aspects sont *qualitativement* différents selon les secteurs. Ainsi, dans le secteur socialiste monopolisé, les termes capital, profit, salaire, prix, marchandises, etc... définissent d'autres rapports que dans le secteur privé : « En ce qui concerne le secteur socialiste et les coopératives, on observe immédiatement l'absence de la caractéristique essentielle du capital. Les moyens de production n'appartiennent pas à une classe, mais à la collectivité, représentée par l'Etat. Les ouvriers et employés soviétiques travaillent, pour autant qu'il s'agit du secteur socialiste, dans *leurs propres* entreprises. *Les sommes apparaissant comme profit dans les bilans de ces entreprises ne sont point une plus-value capitaliste* : elles ne reviennent pas à une classe détentrice des moyens de production, mais à la collectivité, dont les organes la gèrent en opérant le partage entre la partie destinée à l'accumulation et celle destinée à la consommation. Cette dernière, qui servait avant l'expropriation à l'entretien de la classe capitaliste, s'ajoute au *salaire individuel* que chaque ouvrier touche au guichet de son entreprise, en se transformant en *salaire collectif* (œuvres sociales, maisons de repos ; soins médicaux, éducation élargie, etc...) revenant à la collectivité des travailleurs, valides et invalides » (p. 81). Ainsi, la polarité salaire/plus-value disparaît pour faire place à la division nette naturelle en produits accumulables et consommables ; ces derniers se répartissent en salaires individuels et salaires collectifs. (Laurat expliquera plus tard que cette disparition laisse pourtant aussi place à une forme nouvelle d'appropriation par l'oligarchie bureaucratique, sans parvenir à expliquer ce mécanisme.) En somme, on a :

Rapports capitalistes		Rapports dans le secteur socialiste
a)	pv ——— accumulation	« pv »
b)	pv ——— consommation	———— salaire collectif
c)	salaire	salaire individuel

Intérêt, profit et rente, changent donc aussi de nature en *a*). Le profit devient fonds de réinvestissement. L'intérêt, capitaliste dans sa forme (s'ajoutant aux avances des banques), devient fonds de roulement avancé aux entreprises par le système de crédit. La rente foncière « a été abolie par la nationalisation du sol. L'Etat perçoit certaines taxes assimilables

à la rente. Mais, là encore, la forme capitaliste recèle un tout autre contenu » (p. 83). En réalité, la rente n'est pas *abolie*, ni le profit, ni la plus-value. Ils sont *socialisés*. C'est autre chose. Ils se transforment en effet ; ils ne disparaissent pas. L'erreur de Laurat, comme celle de Bettelheim et autres, est ici de partir de « catégories » finales, et non du processus de *création*, de formation de la plus-value, c'est-à-dire des *échanges de travail*. Tant que ces échanges foncièrement inégaux d'après une mesure égale, identique, existent (source de la valeur), il y a production de rapports de dépendance inégale dans le produit et le surproduit : la forme de ces rapports change leur répartition, non leur matière : leur proportion, non leur existence. Le mécanisme de Laurat part du *marché* pour expliquer les formes de la valeur et des prix. Mais le premier marché à examiner, c'est celui de la force de travail, qui est une marchandise (ou *objet d'échange*) ; s'il a disparu, évidemment toutes les autres ont disparu. Mais Laurat fait ici comme les économistes d'U.R.S.S. : il part du *marché des produits consommables* (lequel entre dans la détermination de la force de travail, mais n'est pas son moment décisif). Voici les chiffres qu'il présente pour 1923-24 : Importance relative de l'Etat, de la coopération et du capital privé dans la production (en %), (en prix) :

	Etat	Coopération	Entreprises privées
Grande industrie (77 % de la prod. ind.)	89	4,1	6,9
Petite industrie et artisanat (23 % de la prod. industrielle)	2,2	8,1	89,7
Total : ind. + artisanat	70,3	5,0	24,7
Commerce de gros	56,2	23,7	20,1
Commerce de détail	11,8	27,8	60,4
Total commerce	29,4	26,2	44,4

Voici l'évolution de la production pour les années suivantes (d'après Lapidus et Ostrovitianov, p. 61) :

Industrie total :	1924-25	74,6	4,6	20,8
	1925-26	77	4,9	18,1
	1926-27	77,9	4,8	17,3

Agriculture total	1924-25	10,8	0,8	88,4
	1925-26	9,9	0,8	89,3
	1926-27	9,9	0,8	89,3
Total Industrie + Agriculture	1924-25	32,9	2,1	65
	1925-26	35,4	2,3	62,3
	1926-27	37	2,3	60,7

Ajoutons-y la répartition par *masse* (quantité ou poids ?), pour l'industrie et l'agriculture (toujours d'après Lapidus et Ostrovitianov) :

	1923-24	39,4	3,4	57,2
	1924-25	47,1	3,3	49,6
	1925-26	49,3	3,8	46,9
	1926-27	50,6	3,7	45,7

Donc, 1. dès 1923-24, 2/5 de la production (en prix) provient de l'Etat. Pour le commerce, sa part est en gros de 1/3. Aucun monopole capitaliste n'a la même influence dans l'Etat bourgeois.

2. Au sein de ce secteur « la péréquation du taux de profit et la loi du prix de production sont supprimées : l'Etat a substitué sa volonté consciente et prévoyante au jeu aveugle de la concurrence des capitaux ».

3. Les coopératives appartiennent au secteur privé sous l'angle de la spontanéité du marché, mais au secteur socialiste sous celui du profit. Si l'on ajoute le secteur coopératif, surtout dans le commerce, au secteur socialiste, la proportion de profit qui échappe à l'appropriation privée s'accroît. Le chiffre d'affaires passe pour la coopération de 28,2 % en 1923-24 à 44,5 % en 26-27. Dès 26-27, le secteur socialisé du profit commercial passe de 59,2 % à 78,5 % (chiffre d'affaires Etat + coopération).

4. La part de l'Etat s'accroît régulièrement dans la production *sauf dans l'agriculture*, ce qui amène à la crise de la N.E.P., à la menace Koulak : la rente foncière reste en majeure partie contrôlée par le capitalisme privé, qui n'en cède une partie que par l'impôt et les prix industriels.

Laurat conclut sur ces points : « la suppression de l'anarchie de la production et la suppression de l'exploitation capitaliste n'apparaissent pas avec une ampleur et une profondeur égales. La première est moins importante que la seconde. *L'extinction graduelle* de l'exploitation capitaliste s'effectue

au milieu des échanges, où les lois du marché se maintiennent, quoiqu'enserrées dans des limites de plus en plus étroites. Cette constatation nous mène à la conclusion que la loi de la « transformation des valeurs en prix de production » s'éteint avant la disparition de la production marchande et de la loi de la valeur en général » (p. 87). Laurat se fondait sur l'état des différents secteurs en 1923-24. Presque tous les dirigeants soviétiques raisonnent de même : l'exploitation capitaliste a disparu, la valeur est maîtrisée, mais une certaine anarchie du marché subsiste (double secteur, absence de plan d'ensemble). La valeur est déjà réduite au prix de production, et le salaire à la dépense de travail pour les branches maîtresses de l'économie ; par contre le marché continue à prévaloir, avec ses caractéristiques spontanées, où la valeur reste maîtresse. La valeur d'échange prendrait ainsi un double aspect, nouveau, dans l'ensemble de l'économie (N.E.P.). D'un côté, *elle mesure « spontanément » (ou à demi) les échanges de produits*, et de l'autre, *elle mesure consciemment l'emploi de la force de travail et la création de valeur dans les produits*. En fait, il ne s'agit pas de deux fonctions séparées de la valeur, de deux domaines distincts où elles s'exerceraient sans rapport l'une avec l'autre. La chose s'est présentée de façon encore plus nette en Tchécoslovaquie, par exemple, où l'industrie était beaucoup plus avancée dès le début. H. Minc a donné pour la Pologne une analyse plus rigoureuse. En effet, comme il y a inter-pénétration de tous les secteurs, circulation de valeurs entre eux, il en résulte que ce double aspect de la valeur se manifeste finalement comme contradiction (antagonisme) interne à l'ensemble de l'économie. C'est cette contradiction qui fit éclater la N.E.P. (comme Trotsky et Préobrajensky l'avaient parfaitement indiqué). C'est la même contradiction qui força Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, et plus tard, Chine, à entrer beaucoup plus vite que l'U.R.S.S. dans la voie du plan intégral et de la collectivisation agraire (avec des difficultés énormes pour de petits pays, ce qui pousse la Yougoslavie dans une autre voie).

La valeur ne règle pas seulement un secteur capitaliste isolé, qui en fait n'existe plus du tout. Quand on parle de secteur capitaliste, il faut entendre d'abord secteur de *production*. Les produits de ce secteur (essentiellement agraire) *s'échangent* contre des *produits de l'industrie socialisée* ; c'est donc un échange hétérogène sur un marché de structure particulière : quand le paysan privé apporte ses produits sur le

marché, il y trouve des produits industriels à des prix fixés par l'Etat, mais non arbitraires. Il y a deux types de prix en présence : donc deux types de formation de valeur. De plus l'élasticité de l'offre est très différente pour les différents types de production agricole. Les produits agricoles industriels (lin, coton, jute, bois) ne sont achetés par l'Etat qu'à des prix fixés ; comme il est monopoleur sur ce marché, ses prix sont réels. Les prix des œufs ou du beurre sont bien plus libres. Le prix du blé et des céréales est double (prix imposés et libres) — sans parler du marché noir. Ainsi, une partie des valeurs formées dans le secteur capitaliste de production sont « transvaluées », transférées au secteur socialiste de production et non au secteur privé de consommation.

A l'inverse, une partie des valeurs formées dans le secteur socialiste de production sont transférées au secteur privé (commercial, artisanal, et agraire) et surtout à la formation de profit dans ce secteur. Une partie du surproduit formé dans l'industrie socialisée, qui n'est pas de la plus-value capitaliste, redevient donc de la plus-value « capitalisée » lorsqu'elle est captée par le secteur privé. C'est dans ce circuit, ou plutôt cette transfusion réciproque, que les valeurs s'affirment encore comme valeur ; elles restent valeurs, parce qu'elles s'échangent et non parce qu'elles sont produites *pour* l'échange. Mais, qu'elles soient produites *pour* l'échange ou non ne change rien à l'affaire. *Il faut* qu'elles s'échangent, car l'industrie socialisée ne peut pas vivre en vase clos. Si elles s'échangent (selon le double processus indiqué) cela veut dire qu'au cours des échanges se déroule une lutte pour l'accaparement du surproduit, de la plus-value, lutte dans laquelle l'Etat ouvrier, heureusement pour lui, possède de puissants moyens de coercition, on l'a bien vu en 1929-30. L'accumulation de la plus-value aux deux pôles amène une rupture de potentiels. « L'enrichissement » du capitalisme agraire privé, du Koulak, ne pouvait aller indéfiniment de pair avec l'accumulation croissante de l'industrie socialiste. En définitive, ce ne sont pas le marché, les échanges, qui suffisent par eux-mêmes à entraîner le maintien de la valeur. Ils sont au contraire, l'effet de ce maintien. Pour qu'il y ait échange de valeurs, il faut que ces valeurs existent, qu'elles aient été produites. Et elles sont produites sous des formes plus ou moins « conscientes » selon les secteurs. La source des valeurs, dans la N.E.P., et finalement aussi dans « l'Etat socialiste isolé » tout entier, c'est l'échange inégal force de travail/produits. Tant que cet échange existe,

même s'il est planifié (prévu, mesuré, organisé à l'avance) il y a création de valeur, même si l'on baptise la valeur : prix ou coût de production (ce que d'ailleurs font aussi les économistes bourgeois). Pas plus dans l'économie socialiste ou semi-socialiste que dans le régime capitaliste, la clé de l'existence de la valeur ne se trouve dans le marché, bien que comme Engels et Marx l'on montré, *historiquement*, elle ait pu s'y trouver ; logiquement, non.

Laurat se demande cependant comment il se fait que la valeur comme caractéristique la plus générale de la *production marchande subsiste*. Et il ne donne pas d'explication nette, parce qu'il part du *marché* et non du travail. Il s'arrête à la question du profit moyen. Il constate que l'industrie d'Etat n'est pas obligée de répartir un profit moyen, quoiqu'elle soit obligée de faire un profit ; au fond cela veut dire que l'Etat envisage le profit dans sa *masse* et que sa redistribution n'est pas contrainte à s'opérer plus ou moins également *par entreprises*, puisque par définition, il s'agit d'entreprises qui lui appartiennent toutes. Comme monopole social, l'industrie peut maintenir les prix au niveau des valeurs. Pourtant, pour accroître ce profit (accumulation) elle peut imposer des prix de « monopole » au secteur privé et bien entendu aussi à la demande solvable de la population toute entière.

« En règle générale, à moins qu'il ne soit obligé, dans des circonstances exceptionnelles, de procéder à une transfusion de valeur du secteur privé au secteur socialiste, le monopole collectiviste se gardera de spolier la population par des prix de monopole et se contentera de réaliser sur le marché la valeur contenue dans ses produits. Cette valeur se décompose en usure des bâtiments et de l'outillage, coût des matières premières et auxiliaires, salaires individuel et collectif, fonds de réserve et d'accumulation. En écartant, pour l'instant, l'hypothèse que le fonds de réserve et d'accumulation serait prélevé sur d'autres couches de la population (mais en fait c'est ce qui s'est passé pour une partie de ce fonds) ou sur l'industrie privée, il ne reste, pour ce fonds, d'autre source que le sur-travail des salariés de l'Etat. Autrement dit, la société ne peut consommer la totalité de ses produits industriels : elle doit en affecter une partie à la reproduction élargie. » Dans ce cas, en effet, l'ensemble des profits n'est pas nécessairement réparti proportionnellement à la valeur de la production de *chacune* des branches dont il provient : les profits supérieurs de certaines branches peuvent compenser comptablement les déficits d'autres branches.

Mais ce processus de *compensation* (et non plus de *péréquation*) est-il une « loi » ? Dachkovsky (*Marché et prix dans l'économie contemporaine*, Moscou, 1925) pensait que non, car cette compensation n'empêche pas la loi du prix de production de jouer au niveau de chaque entreprise ; du moins elle *devrait* jouer. Dachkovsky écrit : « L'Etat peut apporter des « corrections » (compensations) qui n'auraient jamais été réalisées sur le marché libre... Néanmoins, les prix de vente... doivent de plus en plus se rapprocher des prix de production. » Les canalisations de profit d'une industrie à une autre ne doivent pas être considérées comme une loi ; chaque entreprise doit être rentable (au moins à long terme). C'est d'ailleurs dans ce sens qu'évolue l'industrie d'Etat surtout à partir de 1935-36. Laurat estime cependant (p. 90) que si le prix de revient reste un élément imprescriptible à l'échelle de l'entreprise, le profit moyen n'existe plus : tout le profit est centralisé, socialisé, et peu importe d'où il provient pourvu qu'il y en ait au total une masse suffisante ; c'est pourquoi « les marchandises produites par des entreprises d'Etat se vendent, dans *l'ensemble*, à leur valeur et non à un prix de production inexistant ». « L'Etat, dit-il, est intéressé à ne tolérer aucun écart sensible entre le prix total et la valeur totale de ses produits : en réalisant ceux-ci à un prix supérieur à la valeur, il risque de spolier les consommateurs ; en les réalisant à un prix inférieur, il menace de compromettre l'accumulation... Mais, il reste libre de modifier les prix et de tolérer, voire d'établir des écarts notables entre valeur et prix de tel ou tel de ses produits, dans le cadre de coïncidence du total des valeurs avec le total des prix. »

Cette thèse suppose en effet que « le consommateur n'est pas spolié ». Motylev la résume ainsi (*Prix et valeur dans l'économie capitaliste et dans l'économie de l'U.R.S.S.*, Rostov, 1926), et Laurat l'approuve : « Le fait que presque toute l'industrie se trouve entre les mains de l'Etat, donne à celui-ci la possibilité d'établir en pleine indépendance le taux de profit dans telle ou telle branche, et de fixer par-là même l'écart des prix de la valeur-travail. Voilà pourquoi la loi du prix de production ne reste pas en vigueur dans la période transitoire. » Il y a pourtant une différence entre Laurat et Motylev. Selon Laurat, les prix ne s'écarteront pas de la valeur — au moins dans le cas théorique. Pour Motylev, ils le peuvent parfaitement, mais l'écart sera « voulu », réalisé par la direction économique, au lieu d'être imposé dans chaque entreprise par l'existence du prix de production. Cela n'empêche pas Laurat

de conclure que « ni Motylev, ni Dachkovsky ne se rendent compte que l'Etat soviétique, en canalisant une partie du profit de son industrie de transformation, vers l'industrie lourde déficitaire, ne fait qu'*accomplir consciemment ce qui s'effectue tous les jours dans la réalité capitaliste par le jeu de la péréquation du taux de profit* », et il fait remarquer que la masse de la plus-value est toujours relativement faible dans les industries lourdes (sauf les industries extractives dont la composition organique est très basse). Laurat est ici dupe, comme Bettelheim, du mot « consciemment ». Que ce soit consciemment ou non, si l'industrie est *forcée* à ce transfert de valeurs, c'est que celui-ci est une nécessité objective. Et cette nécessité réside dans le fait que le prix de production concerne une valeur *aussi à l'échelle sociale*, comme on l'a bien vu pendant les quinquennats.

Le profit qui y est inclus n'est plus un profit « moyen », pas plus que dans les monopoles capitalistes. C'est du profit « réparti », et cette répartition permet des calculs de moyenne par branches, auxquels d'ailleurs s'est efforcée la direction nationale de l'industrie, surtout sous forme de lutte pour une productivité *accrue* par branches déficitaires.

Il est vrai que d'un point de vue comptable global, les valeurs ont été assimilées aux prix en U.R.S.S. C'est-à-dire qu'on peut présupposer que les prix sont fixés en fonction des valeurs produites. C'est donc en définitive la monnaie, le rouble, qui mesure les valeurs : « L'argent, dans un Etat socialiste, fonctionne surtout comme un instrument... de contrôle des dépenses de travail social », écrivent E. Bregel et A. Tsagolov (*La tâche et les fonctions de l'argent dans une économie socialiste, Planovoïe Khoziaistvo*, 1940, n° 12). Ostrovitianov soutient le même point de vue (*La planification socialiste et la loi de la valeur, Voprossi Ekonomiki*, 1948, n°1). Les économistes soviétiques penchent ainsi dangereusement vers la théorie monétaire, car il ne suffit pas que les prix et les salaires soient fixés, dans leur masse et par grandes catégories, par le plan, pour que disparaisse toute disparité entre prix et valeurs. En principe, s'il y a identité, moins un produit contient de travail social, plus son prix devrait être faible : mais en fait, il y a disparité. Granick (*Management of the industrial firm in the U.S.S.R.*, New York, 1954, p. 158) fait remarquer à ce sujet que pratiquement le système des prix ne représente pas exactement les valeurs et n'y vise pas. Une tonne de charbon peut avoir la valeur de deux tonnes de tourbe, mais on peut

encourager l'usage de la tourbe dans certaines industries (par suite de pénurie de charbon, ou pour encourager l'usage d'une forme plus complexe de carburants). Si le charbon vaut quatre fois le prix de la tourbe, leurs prix relatifs s'écarteront de leurs valeurs relatives, mais cet écart pourra aider le développement industriel à terme. Bregel et Tsagolov indiquent (*op. cit.*, p. 75) que cette séparation entre valeur et prix est souhaitable à condition qu'elle soit planifiée et orientée. La planification de l'écart ne suffit pas à abolir le fait que le coût (en monnaie) ne représente plus en ce cas la valeur, le travail social.

C'est pourquoi, depuis 1931 surtout, le plan s'est efforcé d'obliger les entreprises à renoncer aux subsides, subventions, prêts de budget d'Etat, c'est-à-dire au transfert de valeurs : les entreprises devaient devenir *individuellement* rentables, et le seul moyen d'y parvenir, c'est justement d'accroître l'écart entre prix et valeurs, c'est-à-dire de former un profit « moyen ». Les auteurs soviétiques ont d'ailleurs souligné que l'impossibilité d'établir l'équation prix = valeur était inhérente à l'existence de la plus-value créée par le travail vivant. Les salaires versés par l'entreprise ne représentent pas la valeur de la force de travail et la plus-value produite par celle-ci, mais seulement la valeur du travail nécessaire, de l'usage de la force de travail (tout au moins le salaire direct, qui reste la source principale de revenus pour la masse des travailleurs). Les salaires ne correspondent pas à la valeur totale incorporée dans les produits. C'est pourquoi l'entreprise soviétique, qui cherche à réduire le coût de production, néglige la réduction de l'emploi de travail vivant, puisque celui-ci est payé à la valeur la plus basse possible de la force de travail. Le prix des matières et produits, de leur côté, est fixé au niveau de leur valeur totale (A.I. Notkin, *Précis de théorie de la reproduction socialiste*, Moscou, 1948, et A. Emelianov, « Méthodes de définition de l'efficacité de l'usage de machines dans l'économie soviétique », *Voprossi Ekonomiki*, 1949, n° 11). Granick fait remarquer à ce sujet : « cette raison de l'imprécision de l'expression de la valeur par les prix tend à perdre de son importance si les prix de l'outillage industriel, les matières premières et l'énergie sont fixés en dessous de leur « valeur totale », et si les prix des biens de consommation sont élevés par compensation au-dessus de leur « valeur ». Comme les écarts des prix soviétiques par rapport à la valeur ont surtout lieu dans ce sens, l'argument en question (relatif au rôle de la

plus-value) paraît moins significatif, même d'un point de vue marxiste, qu'on ne pourrait le penser. »

Mais dans cette analyse Laurat veut s'en tenir à un cas théorique. Il fait alors les déductions suivantes :

les rapports entre c , v et pv deviennent :

$c > (v + pv)$ cas valable pour toutes les sociétés. L'outilillage s'accroît par rapport aux salaires et à la plus-value = accroissement de la productivité.

$c > v$, loi capitaliste, inopérante dans l'industrie socialisée, puisque si v doit être réduit, au lieu de mettre les salariés au chômage, il n'y a qu'à les transférer à d'autres branches (ou aux frais de l'Etat, les maintenir dans l'armée) ; on peut aussi les refouler vers les campagnes ou les camps de travail, la colonisation intérieure, etc...

Laurat dit que cette formule n'est plus une question économique, mais de politique économique. « Une mauvaise politique économique *peut susciter* le chômage, mais celui-ci cesse d'être lié à la *structure* économique. »

$v < pv$ perd sa raison d'être, si le profit capitaliste cesse d'exister ; il n'y a plus baisse du salaire relatif qu'indique cette loi. Le salaire collectif (ancien fonds de consommation de la classe capitaliste) s'ajoute au salaire individuel. Le rapport v/pv se réduit au rapport entre la partie consommée et la partie accumulée du revenu national.

Naturellement, ce rapport peut aussi varier. La partie accumulée peut dissimuler une part croissante de consommation improductive et oligarchique. On pourra avoir une théorie, $v < pv$. Mais, il n'y a pas de loi économique spontanée qui oblige v à être toujours plus petit que pv . C'est la politique économique qui y pourvoira.

3. Secteurs socialiste et privé. Leurs rapports.

Vu statistiquement, le problème est assez simple. Dans le développement réel, c'est tout autre chose. La dynamique de ces rapports amène inévitablement des crises, même si elles sont étouffées et réduites administrativement. L'U.R.S.S. a connu cette crise à la fin de la N.E.P. L'Est européen et la Chine les connaissent. Il est probable qu'elles seraient différentes dans des pays très industrialisés. Dans les pays agraires, le secteur privé n'est pas seulement *capitaliste* (travaillant pour le profit du marché) ; il appartient aussi à la *production marchande simple* (ne travaillant que pour la satisfaction im-

médiate des besoins par les échanges internes, surtout à la campagne). L'artisanat industriel appartient aussi au même type de production, par exemple en Chine. Les rapports du secteur capitaliste privé et du secteur socialiste ressemblent à ceux du secteur concurrentiel et du monopole dans le capitalisme. C'est le secteur socialiste qui fournit l'outillage et les matières premières (sauf l'exception des concessions au capital étranger, où c'est le contraire) par exemple les charrues. Il fournit aussi le crédit, le secteur privé n'ayant pas de banques et ne pouvant donc accumuler capitalistement. C'est donc par les échanges, la voie commerciale, le marché, que le secteur privé dépend du secteur socialiste ; mais il s'agit d'un marché à sens unique au point de vue de l'accumulation, de la formation du profit et de la circulation des valeurs. L'Etat avance des capitaux et de l'outillage et reçoit des produits, des marchandises.

Laurat écrit : « Les produits qui cheminent sur les voies tracées par la double impulsion des forces spontanées du marché et de l'action régulatrice de l'Etat finissent par atteindre le consommateur qui en acquitte le prix. Mais comment la totalité des prix ainsi réalisée se répartit-elle entre les deux agents : secteur socialiste et capital privé, qui ont coopéré à produire et faire circuler ces marchandises ? »

Dans le système capitaliste, c'est la péréquation du taux de profit qui y pourvoit, et aussi les rapports entre capital industriel, bancaire, commercial ; entre entreprises concurrentes, entre fermier et appropriateur de rente. Mais ce jeu est faussé dans le régime du double secteur contrôlé par l'Etat. Il faut donc d'abord examiner le rapport entre le *salarié* et l'employeur dans les deux secteurs. Le salaire *collectif* est aussi attribué aux salariés du capital privé, tandis que ce dernier verse une partie de ses profits à l'Etat par les taxes et l'impôt. Il y a donc transfusion de valeurs dans les deux sens. Mais cette double circulation est inégale. Elle comporte une contradiction et doit mener à une crise. Si le capital privé doit payer lui-même la totalité du salaire collectif, il ne conserve comme profit que son fonds d'accumulation ; il ne dispose plus d'un fonds de consommation personnel élargi ; si au lieu de verser lui-même ce salaire collectif il en verse l'équivalent à l'Etat, sous forme d'impôts, son fonds de consommation disparaît aussi. S'il parvient à conserver une partie de ce fonds, c'est l'Etat qui subvient en partie aux charges du capital (puisqu'il a avancé des fonds et de l'outillage). Il y a

ici une contradiction logique, que la N.E.P. a connu et qui existe en Chine. Dans les faits, cela se traduit par une lutte pour le fonds de consommation et d'accumulation du secteur privé. Mais pour que ce fonds soit disputé, il faut qu'il existe. Laurat estime donc que pour qu'il existe, il faut que le taux de profit soit plus élevé (dans l'économie mixte de transition) dans le secteur capitaliste que dans le secteur socialiste. Comment cela est-il possible ? Parce que le capital privé exploite la production marchande simple, paysanne et artisanale. Ce qui crée un deuxième conflit, car le secteur socialiste lui aussi veut puiser dans cette production, créatrice de valeur en masse dans la Russie arriérée, ou dans la Chine d'aujourd'hui.

Passons aux rapports de valeur dans *l'échange de matières premières et d'outillage* entre l'industrie des deux secteurs (marché intérieur). L'Etat est presque toujours vendeur (sauf pour des matières agricoles industrielles) ; le secteur privé est acheteur de presque tout l'outillage et de l'énergie ; l'Etat a une position de monopole dans la fixation des prix : mais comme il ne veut pas « exploiter », il vend bas les moyens de travail, et haut les produits de consommation ; donc, d'un côté, il aide la production privée, et de l'autre il tond le consommateur privé. L'Etat vend cependant ses produits, moyens de production/matières premières, produits semi-finis, outillage, moins cher aux coopératives et entreprises socialisées qu'au secteur privé. De ce côté, l'Etat parvient à retirer au secteur privé une partie considérable de son profit. Mais d'où vient le profit commercial, qui ne peut dériver que du profit créé dans la production, de la plus-value produite par le travail ? L'industrie socialiste se sert du circuit commercial privé, tandis que l'industrie privée ne recourt guère au circuit commercial étatique.

Le commerce privé a besoin de la production socialiste, car les produits du secteur privé ne suffiraient pas à l'alimenter. « Une partie des valeurs produites par le capital privé se divise ainsi sous forme de profit commercial, dans le secteur socialiste. Mais la quantité de valeur canalisée en sens inverse, parce que représentant le profit du commerce privé, réalisé sur la circulation des produits du secteur socialiste, est beaucoup plus importante, étant donné que le secteur socialiste est plus souvent obligé de faire appel au commerce privé que ne l'est l'industrie privée de recourir à l'appareil de circulation socialiste. Dans le domaine du commerce, le bilan s'établit ainsi à l'avantage du secteur capitaliste » (p. 107). Il en serait ainsi

si les rapports des deux secteurs étaient abandonnés à un jeu « spontané ». En fait, il se produit une lutte de l'Etat *contre* le circuit commercial privé, très sensible en U.R.S.S. à partir de 1930, et plus tard en Pologne (1948-53) et en Chine (1954-55). Les coopératives de distribution, ou le contrôle direct des boutiques capitalistes, des transports sous toutes les formes, etc... ont rendu inopérants les avantages théoriquement concédés au commerce privé par le régime du double secteur. En définitive, le commerce privé lui-même sert de canal au transfert de valeurs vers le secteur socialiste.

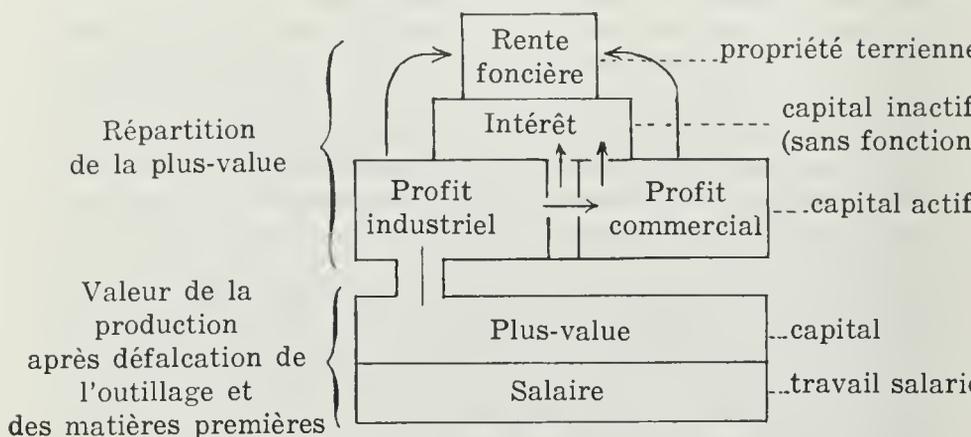
En ce qui concerne *l'intérêt*, comme le secteur privé ne dispose pas de banques, mais qu'au contraire les entreprises privées reçoivent des prêts de l'Etat et déposent leurs fonds dans ses banques, il est clair que c'est le secteur privé qui paye un intérêt au secteur socialiste, et y transfère ainsi une partie de la plus-value créée par lui.

Quant à la *rente foncière*, la question est rendue plus complexe par le statut de la terre. Même sous la N.E.P., la terre n'a cessé d'être nationalisée. Les kolkhozes ne possèdent la terre qu'à titre de bail amphythéotique. Pourtant, sur cette terre les cultivateurs peuvent agir comme capitalistes privés en employant de la main-d'œuvre salariée. Lapidus et Ostrovitianov (*Précis*, p. 265) et Staline (Discours aux marxistes agraires, 1929) ont soutenu que, la terre étant nationalisée, la rente foncière (différentielle et absolue) avait disparu. Trotsky leur a répondu qu'elle était *socialisée*, et non abolie — tout comme la plus-value. Le *Précis* admet d'ailleurs qu'une série de taxes foncières (en particulier dans les banlieues et à proximité des villes) prélevées par l'Etat, équivalent à une rente (absorbée par l'Etat, donc socialisée) (1).

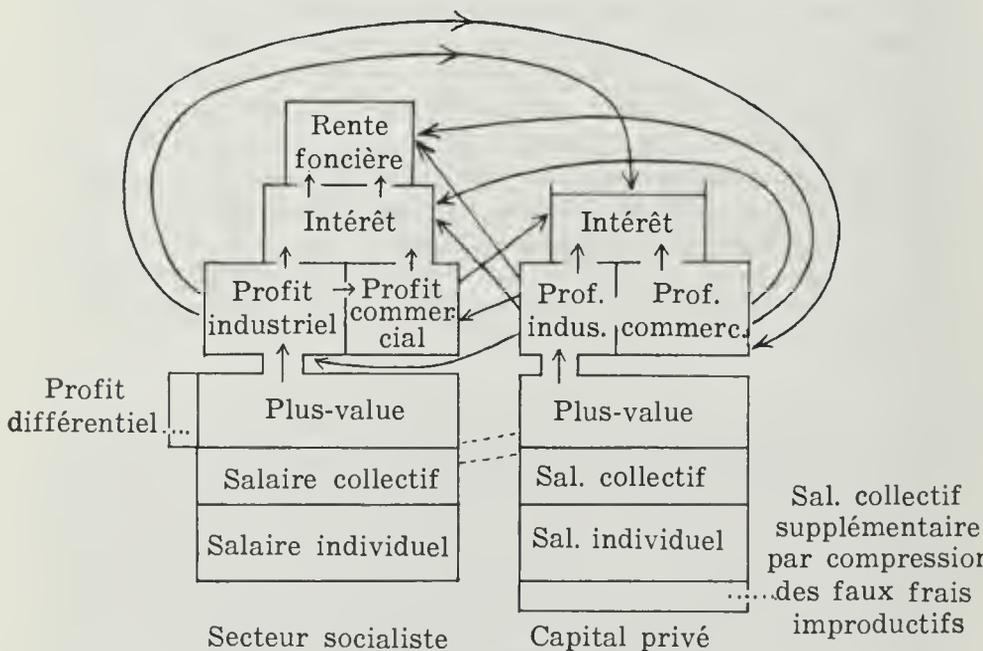
Laurat trace le tableau suivant de la circulation des valeurs :

(1) Staline déclarait : « Les lois agraires soviétiques ont aboli la rente absolue, supprimé la propriété privée de la terre et établi la nationalisation du sol ». Trotsky répond : « Etablissons d'abord que chez nous la rente absolue n'est point abolie : elle est étatisée, ce qui n'est pas du tout la même chose... Tous les critères économiques, y compris la rente absolue, se réduisent au travail humain. Dans les conditions de l'économie du marché commercial la rente foncière constitue la somme des produits de la culture. Dans l'U.R.S.S. le propriétaire de la terre est l'Etat, qui de ce fait devient détenteur de la rente foncière. On ne pourrait parler de la suppression réelle de la rente absolue qu'après la socialisation de la terre sur toute notre planète ».

ECONOMIE CAPITALISTE



ECONOMIE SOVIETIQUE



Ce qui est à souligner, c'est que ce schéma de l'économie soviétique ne représente pas un équilibre, mais une *concurrency*, et conduit très vite à une crise. Tant que le double secteur est corseté dans « un seul pays », ou dans une pluralité de « socialismes isolés », l'Etat parvient, par une politique économique coercitive, à refouler le circuit privé comme générateur de profit et d'accumulation ; mais ensuite, cette tendance réapparaît dans l'économie d'Etat elle-même, où elle reste latente, jusqu'à ce que soit résolue la question : « qui l'emportera ? », mais à l'échelle mondiale.

Quels sont ensuite *les rapports entre le secteur socialiste et l'économie marchande simple* (agraire et artisanal) ? Cette économie jouait un grand rôle en U.R.S.S. de 1921 à 1935-36, et en joue encore un considérable en Chine. Le capitalisme a exploité cette économie marchande : 1. par la violence (expropriations, pillages, invasions, etc...) ; 2. par le commerce préférentiel. C'est le principe de la colonisation. Le secteur socialiste procède-t-il de même ? Evidemment non, puisque, l'Etat s'étant attribué la propriété du sol, des grands moyens de production, d'échange et de crédit, il n'a rien à exproprier de ce côté. Il ne peut pas voler des terres sur lesquelles il a déjà la main. Par contre, par l'échange, il peut faire pression sur cette économie marchande, et la contraindre à fournir tout ce qu'elle peut au surproduit socialisé ; ce qui ne va pas non plus sans violence. Le secteur socialiste peut ruiner l'artisanat et aspirer le surproduit agraire, de la même façon que le fait la métropole capitaliste dans une colonie, ou le secteur capitaliste industriel de la métropole vis-à-vis de son propre artisanat. « Dès que les produits des fabriques accaparent sur le marché une place aussi ou plus importante que ceux des artisans de la même branche, leur valeur se rapproche du temps de travail nécessaire dans les conditions supérieures de la production mécanique, ce qui entraîne la réduction et l'extinction graduelle du bénéfice différentiel » (Laurat, p. 113). « Tant que ce superbénéfice subsiste, la sphère industrielle, vendant ses marchandises aux paysans à des prix se rapprochant de la valeur artisanale, achète à ces mêmes paysans des denrées et des matières renfermant plus de valeur que les objets vendus. La même transfusion de valeurs se produit lorsqu'une ou plusieurs grandes fermes capitalistes à rendement supérieur et prix de revient inférieur à l'exploitation paysanne vendent leurs céréales à la population artisanale. Là encore, la sphère capitaliste, qui se procure cer-

tains éléments de son capital constant chez les artisans, donne en échange contre les produits de l'économie marchande simple moins de valeurs qu'elle n'en reçoit. » Cette façon de tirer bénéfice de la sphère non capitaliste par le *capital* industriel, est une des formes de l'accumulation primitive. Ses formes les plus pillardes jointes au vol pur et simple, aux expropriations les plus diverses et les plus étendues, se trouvent aux colonies d'outre-mer ; mais aussi dans les terres limitrophes. Ainsi la Russie a pillé et « fécondé » le Caucase, la Baltique et la Finlande, l'Asie centrale, la Sibérie, etc. ; l'Angleterre, l'Irlande ; la France, l'Afrique du Nord, etc.

La forme relativement pacifique de cette concurrence et de cette exploitation existe-t-elle entre secteur socialiste et secteur privé du stade artisanal et marchand (surtout agraire) ? L'analogie au point de vue des mécanismes économiques est évidente, et c'est ce que Préobrajensky a appelé *l'accumulation socialiste primitive*. Laurat dit à ce sujet : « Ces mêmes rapports existent entre le secteur collectif de l'U.R.S.S. et la partie paysanne-artisane du secteur privé ; dans la mesure où l'industrie socialiste (et plus particulièrement l'industrie coopérative, installée exprès dans les branches où la production artisanale est importante, pour la concurrencer) s'avère supérieure. Le secteur socialiste extrait ainsi des valeurs au secteur de la production marchande simple. Les dirigeants du parti bolchéviste déchaînèrent en 1926 une véhémence campagne contre E. Préobrajensky, qui avait fait ces constatations dans son ouvrage : *Novaïa Ekonomika*, essai d'analyse le plus sérieux et le plus profond, paru jusqu'ici sur l'économie soviétique. Les faits sont cependant incontestables et l'analyse théorique les corroborent. »

La transfusion de valeurs se fait aussi par la voie commerciale (en refoulant le circuit privé), par voie du crédit (intérêt sur les prêts), et parfois par simple contrainte. Quant aux rapports entre capital privé et la production marchande simple, en U.R.S.S. ils ne se distinguent guère des rapports existants entre les deux dans les pays capitalistes. Bien entendu, l'Etat ouvrier prend assez de mesures institutionnelles, en plus de sa concurrence, pour que le réservoir agraire et artisanal n'aille pas trop grossir le capital privé survivant à côté du secteur socialisé. Cela conduit à une lutte dont on a observé plus tard les mêmes épisodes en Chine.

Les dirigeants soviétiques, pas plus que les dirigeants chinois plus tard, n'ont voulu admettre qu'il y ait au cours

de la N.E.P. une accumulation socialiste primitive. Ils ont parlé abondamment d'abord d'évolution graduelle et pacifique du paysan moyen, voire du koulak, vers le socialisme, de résorption du circuit commercial privé, de liquidation progressive des entreprises capitalistes, au cours d'une phase d'adaptation, de concurrence pacifique, etc... Pourtant, la N.E.P. a signifié tout autre chose que cette idyllique concurrence. Comme Lénine l'a répété maintes fois en 1921, la restauration d'un secteur capitaliste en U.R.S.S. entraînait une lutte de classes, au cours de laquelle c'était cette fois l'Etat ouvrier qui détenait le pouvoir. Cette lutte menait à des conflits plus ou moins ouverts. De fait, il était inévitable qu'en même temps que le secteur industriel socialiste progressait, le secteur privé se renforçait lui aussi, surtout à la campagne. Les hommes de ce secteur furent les *nepmen*, commerçants, petits industriels, spéculateurs, qui, joints à une partie des paysans moyens et aux koulaks renaissants, pouvaient mettre *politiquement* et *économiquement* le socialisme en péril. D'où la nécessité d'une politique de contrainte, une accumulation forcée, et en définitive, une crise qui alla jusqu'à la liquidation brutale de la N.E.P. et le processus accéléré de la collectivisation agraire. C'est au cours de cette crise que la bureaucratie d'Etat prit conscience de sa propre force comme instrument de contrainte « au-dessus des classes » et assit son pouvoir avec Staline en liquidant définitivement le secteur privé.

Restait à savoir si les méthodes de l'accumulation primitive n'allaient pas se poursuivre, sous une autre forme, à l'intérieur du « socialisme dans un seul pays ». Le programme que Préobrajensky avait préconisé en 1926 fut réalisé sous d'autres formes par les premiers quinquennats, et souvent par des moyens barbares. Le danger koulak souligné par Trotsky existait bel et bien. Mais il fut liquidé au profit de la bureaucratie plutôt que de la démocratie ouvrière. Le développement économique de la Chine depuis 1950 tend à prouver que l'expérience soviétique se renouvellera sous des formes voisines dans tous les pays arriérés, à forte prédominance agraire, où l'héritage du capitalisme industriel était relativement faible. La Chine aussi s'était engagée dans l'expérience d'une vaste N.E.P. et d'une forme nouvelle de lutte de classes qui a le secteur non-capitaliste et en particulier la production marchande agraire pour enjeu. L'avantage du socialisme chinois dans cette lutte, c'est l'aide que l'industrie soviétique lui a apporté dans sa phase initiale. Cependant, économiquement, il n'est pas

sûr que cette aide (équipement industriel, techniciens, crédits) ne soit pas aussi lourde sinon plus, que celle qu'apportèrent les concessions de capital étranger en U.R.S.S. lors des premiers quinquennats. Les prêts soviétiques à la Chine n'étaient pas gratuits. Ils se payent ; ils impliquent aussi transferts de valeurs — ce qui pose tout le problème des relations entre économies socialistes isolées et du socialisme international. En tout cas, il est évident qu'il ne s'agit pas de transferts bilatéraux égaux, de compensations pures et simples. Quant aux désavantages de la position chinoise par rapport à la Russie de la N.E.P., c'est la masse que représente la paysannerie arriérée. Forcer cette masse à accumuler au profit du secteur socialiste représente une tâche d'envergure colossale, et dès 1954, les dirigeants chinois ont pris des dispositions pour éviter des crises comme celle de la N.E.P. russe en 1927-28, en instaurant une extension rapide des coopératives de production (pré-kolkhozes), et, en mettant la main sur le stockage des grains et tout le circuit commercial des produits agraires. Bien entendu cette politique ne va pas sans conflit, sans luttes aiguës, qui se produisent inévitablement au cours de l'accumulation socialiste primitive ; et qui peuvent se reproduire demain aux Indes, en Indonésie, dans l'Islam, en Amérique latine.

Sauf idéalisation propagandiste, il n'y a nulle raison de nier que l'accumulation socialiste primitive représente une forme de décomposition du milieu non-capitaliste au profit du secteur socialiste ; forme qui emploie la contrainte économique et politique, qui pratiquement utilise des méthodes qui souvent n'ont rien à envier à celle des colonisateurs classiques (telles que déportations et transplantation de populations entières), mais dont l'aboutissant est tout différent, car il doit mener à l'accroissement du revenu national total et à sa répartition de plus en plus égalitaire : car le milieu non-capitaliste à « exploiter », loin d'être une nécessité permanente, comme pour l'impérialisme capitaliste, est au contraire — passées les premières étapes, où les paysans doivent nourrir d'urgence la ville et l'industrie — un fardeau, un poids intolérable (2).

(2) L'exploitation du milieu non-capitaliste n'est pas une exigence théorique du fonctionnement du capital, comme l'a cru Rosa Luxembourg ; mais historiquement, le capital n'a pu se passer de ce milieu qui a joué un rôle fondamental dans sa croissance.

Dès que l'industrie d'Etat socialiste se développe les profits dont elle est capable sont en effet bien supérieurs à ceux que permet l'accumulation socialiste primitive.

« Les bases du raisonnement de Préobrajensky, écrit Laurat, sont indubitablement conformes à la réalité. Mais l'application de ses conclusions finirait aussi indubitablement par pousser l'économie soviétique vers une catastrophe sans exemple. Cette contradiction entre la réalité des prémisses et la logique des conclusions n'est que le reflet des contradictions objectives dans lesquelles se débat l'économie soviétique. » C'est en effet cette contradiction resserrée dans un système national qui provoqua la crise de la N.E.P. et l'instauration rapide de la collectivisation intégrale, laquelle modifie à partir de 1930-31 les formes de l'accumulation socialiste ; c'est le moment où Staline découvrit que l'économie socialiste devait se développer... selon les schémas de la reproduction élargie du III^e Livre du *Capital*. Préobrajensky n'en avait pas dit autant ! En statique, bien des choses sont possibles. Mais en dynamique, la question des rythmes joue un rôle essentiel.

4. *Le salaire soviétique en 1967.*

Laurat est revenu plus tard sur la question du salaire soviétique (1). Après la mort de Staline, et depuis les années 60, l'administration russe a publié des statistiques de salaires plus conformes à la vérité, en chiffres absolus. On a annoncé qu'en 1964, le salaire nominal moyen direct était de 90,1 roubles, et de 95 roubles en 1965, par mois. Il s'agit du salaire *direct*, fruit du travail, à l'exclusion des diverses prestations sociales qui représentent environ 1/3 du salaire direct, c'est-à-dire environ 1/4 du salaire total. Déjà, en 1964, Khrouchtchev avait annoncé que le salaire moyen ne devait pas dépasser, dans le meilleur des cas, 65,5 roubles par mois (pour 50 millions de salariés de l'industrie, des travaux publics, des transports et des sovkhoz, à l'exclusion de 23 millions de salariés des « secteurs improductifs »). Laurat admet que ce chiffre est proche de la vérité et qu'il confirme les analyses faites à l'époque par S. Schwarz et lui-même : « la plupart des spécialistes occidentaux — nous compris — estiment le salaire mensuel moyen à 450 anciens roubles (45 roubles actuels) pour la période 1950-55. D'après les derniers chiffres actuels

(1) Il salario medio nell' U.R.S.S., *Critica Sociale*, 5 janvier 1967.

soviétiques (chiffres absolus, donc moins faussés) le salaire nominal moyen de 1965 dépasse de 48 % celui de 1950 et de 33 % celui de 1955. Les 65,5 roubles de Khrouchtchev dépassent de 45 % les 75 roubles de 1950-1955. La différence entre 48 et 45 est insignifiante ».

Pourtant, on annonce maintenant 95 roubles, et non 65,5. D'où vient la différence, en admettant la sincérité des données ? Est-ce parce que les 23 millions « d'improductifs » non inclus dans la moyenne, appartiennent à des catégories mieux payées ? Il est vrai qu'on y trouve de hauts salariés : directeurs de services gouvernementaux, *apparatchiks* supérieurs du parti et des administrations, savants, acteurs, écrivains, etc. Mais on y trouve aussi, bien plus nombreux, le personnel enseignant, la plus grande partie des médecins et des salariés du commerce ; la moyenne de leur salaire ne doit guère dépasser celle des « productifs » et se trouve même souvent inférieure. On peut donc admettre que 65,5 roubles par mois concernent la moyenne des 73 millions de salariés.

Laurat estime qu'il faut chercher une explication meilleure : « En Occident il s'agit de la moyenne du salaire proprement dit, et des primes. En U.R.S.S. le même terme comprend les payes, y compris les primes, des directeurs des usines et des trusts, des célébrités de l'art et de la littérature, de la science et de la technique. Un dirigeant français, américain, etc. peut gagner un traitement beaucoup plus élevé, mais les revenus qu'il tire de son capital, ses avantages, ses jetons de présence, ses intérêts et dividendes n'entrent pas dans la catégorie du salaire. Un ingénieur occidental perçoit un salaire pour le travail qu'il exécute dans son entreprise, mais les revenus supplémentaires pour sa collaboration scientifique à des revues, la vente de ses brevets ou les intérêts de ses valeurs, ne sont pas comptés dans le salaire. L'équivalent soviétique du dirigeant et de l'ingénieur occidental est le salariat pour la totalité de ce qu'il gagne ; la totalité des rémunérations inhérentes à sa fonction de nature supérieure est perçue par lui sous forme de salaire. L'identité de la forme permet ainsi d'altérer la notion de salaire. Autrement dit, le « salaire » soviétique comprend des revenus considérés en Occident comme revenus du capital, comme les dividendes, les revenus des professions libérales, etc. ; ceux-ci comprennent le revenu de la « nouvelle classe ».

Nous reviendrons sur la confusion, ou plutôt la parenté qu'établit Laurat entre différentes formes de « revenu », sans songer que cette parenté, si elle existe comme nous le croyons, doit d'abord être établie d'après sa source, c'est-à-dire selon le mode de formation de la plus-value, et non d'après son mode de représentation. Mais voyons d'abord l'essai que fait Laurat de chiffrer les gains de la « nouvelle classe ».

En 1958, *l'Annuaire Statistique* de l'U.R.S.S. publie (p. 672) une table de la *Composition de l'intelligentsia soviétique* pour 1956. (La suite de cette table n'a pas été publiée). On trouve dans cette table les catégories suivantes de personnel payé au-dessus de la moyenne (on élimine les catégories mal payées : la majorité du corps enseignant, les médecins, les étudiants et autres groupes de l'intelligentsia) :

	en millions
Chefs d'entreprises	2 240
Ingénieurs et techniciens	2 570
Agronomes	376
Travailleurs scientifiques	231
Travailleurs culturels et éducatifs (non compris le personnel enseignant des écoles primaires et secondaires, plus de 2 millions)	572
Planificateurs et personnel de la comptabilité économique	2 161
	8 150

Etant donnée la large ouverture de l'éventail des salaires, plus de 8 millions de salariés ont donc une paie *assez supérieure* à la moyenne. En 1956, on comptait 50 millions de salariés. Les catégories indiquées représentent donc 16 % du total. A la fin de 1965, on comptait 76,9 millions de salariés. En appliquant le même pourcentage à ce nombre, on obtient 12 millions de salariés de la « nouvelle classe ». De combien la rémunération moyenne de cette classe dépasse-t-elle le salaire des salariés authentiques, ceux qu'on appelle salariés en Occident ? Un tableau établi pour les années 1957-1960, en roubles, donne les chiffres suivants (1) :

(1) Voir M.E. Ruban, *Die Entwicklung des Lebensstandards in der Sowjetunion*, Berlin, 1965.

Rémunération mensuelle, 1957-60, en roubles

Ingénieurs	90 à 250
Acteurs	50 à 250
Officiers	120 à 500
Ingénieurs en chef	250 à 600
Enseignants d'Université	300 à 400
Dirigeants d'entreprises	300 à 1 000
Professeurs de Faculté, Membres de l'Académie des Sciences	500 à 1 200
Chefs de Section de Ministère	env. 700

Pour les années 1957-60 le salaire mensuel moyen officiel était de 79 roubles (95 roubles en 1965). Si l'on écarte les salaires relativement bas (ingénieurs ordinaires, acteurs ou officiers) on constate que le traitement *minimum* de toutes les autres professions dépasse de trois à six fois le salaire moyen officiel, et que le traitement *maximum* dépasse de 7 à 15 fois le salaire moyen.

D'après Laurat, on pourrait alors calculer le fonds des salaires, soit 7,3 milliards de roubles (= 77 millions de salariés gagnent en moyenne 90 roubles). Quelle est la fraction qui en revient à la « nouvelle classe » ? Admettons que le traitement mensuel moyen y soit de 300 roubles, proche des minima. En comptant 10 millions de membres ayant des taux moyens, leur fonds de salaires s'élèveraient à 3 milliards de roubles environ. Les 4,3 milliards restant (sur 7,3 milliards) pour les 67 millions de salariés ordinaires authentiques, donneraient une moyenne de 64 roubles par mois, chiffre très voisin des 65,5 roubles calculés antérieurement (par L. Laurat et S. Schwarz).

Le calcul quantitatif est sans doute assez proche de la réalité et assez révélateur du fonds croissant des improductifs en général et particulièrement des couches dirigeantes. C'est une question sur laquelle nous reviendrons plus tard (1). Mais ce n'est pas un sujet à débattre pour le moment. Ce qui est essentiel, c'est de savoir s'il y a comparaison possible entre le salaire « occidental », c'est-à-dire capitaliste, et le salaire « soviétique », c'est-à-dire socialiste d'Etat. La comparaison ne porte plus alors sur les quantités monétaires, mais sur les structures, sur les fonctions plutôt que sur les niveaux. Bien

(1) Dans la troisième partie du *Nouveau Léviathan* consacrée à la bureaucratie et à son régime.

entendu, le niveau est aussi un élément important de la comparaison, surtout s'il s'agit du salaire réel et non du salaire nominal ; la comparaison des salaires réels entre l'Est et l'Ouest (salaires/prix) est révélatrice des formes de la crise du salariat à partir de processus de transformation similaires. Mais la comparaison est beaucoup plus significative si l'on envisage les structures plutôt que les quantités.

Que faut-il entendre par structure ? Je donne ici à ce terme le sens de *composition* et en même temps de *fonction*. La composition d'une grandeur quelconque de salaire est exprimée par la source de ses différents éléments et le poids qu'ils y ont respectivement. La fonction est représentée par la signification économique de cette composition. La composition et la fonction constituent la structure d'ensemble du salariat. Au sens formel, dans des rapports capitalistes, le salaire rémunère apparemment le travail direct exécuté par le salarié pour l'entrepreneur capitaliste, par l'entreprise publique ou par l'Etat lui-même (fonctionnaire). Mais celui-ci est en pratique accru de différentes primes qui n'ont qu'un rapport indirect avec le travail exécuté (primes diverses : sécurité, santé, transports, cantines, etc.). Ce salaire supplétif est attribué aux ouvriers, mais aussi aux cadres supérieurs, aux ingénieurs, techniciens ou managers. Les salaires « de base » qui servent au calcul des prélèvements pour les retraites, ne comprennent pas ces primes. D'autre part, le salaire effectif (nominal ou réel) est en relation avec la durée du travail, dont Laurat ne tient pas compte. Cette durée est plus ou moins élastique, en raison de la législation, ou d'accords contractuels, ou de fluctuations à très court terme (heures supplémentaires). En tout cas la base en est soit horaire, soit mensuelle (ou mixte). Enfin, il existe une zone de revenus de plus en plus étendue qui concerne le salaire « social », ou salaire indirect, c'est-à-dire des moyens de consommation mis à la disposition des salariés et des non-salariés, soit comme services publics, soit comme services privés, qui proviennent des ressources de l'Etat (profits ou impôts) ou de transferts entre divers fonds publics et privés (assurances, retraites).

Ces différents éléments de la composition du salaire peuvent avoir une grandeur relative très significative du niveau et des formes de la consommation, quels que soient les rapports économiques généraux dans lesquels ils prennent place. En tout cas, cette composition évolue de façon assez voisine en U.R.S.S. et dans les pays « occidentaux ». La tendance d'en-

semble est à la diminution relative de la fraction du salaire qui rétribue directement un travail effectif, quelle qu'en soit la nature, pour une durée déterminée. Cette diminution atteint parfois à l'époque actuelle un palier inférieur, un seuil au-dessous duquel c'est la signification même du salaire qui commencerait à changer fondamentalement de sens, ou tout au moins manifesterait une transformation qualitative de la rétribution du travail.

Cette transformation est mieux comprise lorsqu'on se tourne vers la *fonction* du salaire. Celui-ci en effet, direct ou indirect, individuel ou social, rétribue, pour être exact, non « le travail », c'est-à-dire l'exécution d'une certaine tâche, mais l'exercice ou dépense d'une capacité de travail humain affectée à une certaine tâche (ou à un complexe de tâches), ce qui n'est pas la même chose. Autrement dit le salaire, si salaire il y a, est destiné à permettre l'entretien aussi régulier et aussi durable que possible de cette capacité de travail, à tous les âges et de génération en génération. Telle est la fonction du salaire. Cette fonction est elle-même en relation avec la composition du salaire. Elle aussi tend maintenant à se transformer dans un sens conforme aux changements dans la composition : à savoir que l'entretien de la capacité de travail correspond de plus en plus à la satisfaction de besoins plus ou moins extérieurs au travail, et de moins en moins aux effets directs de la dépense de capacité ou force de travail. Il y a à cela des raisons économique et technique. La raison économique tient au caractère de plus en plus collectif et concentré de la distribution des *masses de salaires* ; la raison technique tient à la productivité croissante de l'outillage, à l'autonomie de plus en plus large que lui confère l'automation et à l'étendue elle aussi croissante de l'instruction générale.

En retenant ces traits, Laurat aurait été amené à constater qu'en dépit de différences notables dans les niveaux comparés des salaires nominaux et réels en U.R.S.S. et en « Occident », la structure du salaire y est fonctionnellement du même type, ou presque. On s'en aperçoit encore mieux en constatant que les planificateurs soviétiques évaluent les fonds de salaires globaux comme capital variable, quelle qu'en soit la composition, selon la formule de Marx appliquée à l'analyse des rapports capitalistes, qu'en observant une similitude croissante dans les niveaux de salaires réels en U.R.S.S. et en Europe occidentale.

Ramenée à une expression simple, la constatation de Laurat est la suivante : le salaire soviétique couvre sous une forme ou sous une autre, la totalité des revenus des « salariés » (c'est-à-dire à l'exclusion des kolkhoziens et des personnes à charge, encore que, pour ces dernières — enfants, vieillards, invalides, femmes sans emploi, etc. — les ressources disponibles qui leur sont affectées puissent dériver d'une des fonctions du salaire social) ; le salaire « occidental », lui, ne couvre que la rétribution d'un travail direct. Mais cette différence est tout à fait imprécise et controuvée par l'analyse exacte de la structure des salaires ici et là. Elle est même franchement erronée, et incapable d'expliquer pourquoi l'évolution s'opère des deux côtés dans le même sens. La vraie différence qui existe réside ailleurs, dans le mode d'exploitation que suppose la fonction du salaire dans les relations économiques différentes, caractérisées en U.R.S.S. et autres pays de socialisme d'Etat par l'absence de propriété privée des grands moyens de production et d'échange. Cette différence est d'ailleurs elle-même de plus en plus significative d'une interférence que d'une hétérogénéité de principe.

Il faut ajouter à cela qu'un élément d'importance croissante dans le fonds de consommation social ou privé est constitué par les avantages en nature liés à la fonction (au sens professionnel et hiérarchique). Ce sont les avantages « de service », considérés psychologiquement comme des privilèges, et techniquement comme des nécessités. Ces avantages en nature tendent à se développer dans toutes les fonctions dirigeantes, aussi bien en « Occident » qu'en U.R.S.S., en Chine, ou dans le Tiers Monde.

Ces avantages ne sont pas du tout un simple parasitisme, ou une forme de corruption. Comme privilèges, ils ne sont pas liés à un statut personnel héréditaire, familial ou biologique, comme ceux que Sieyès dénonçait à la veille de la révolution française anti-féodale (1), mais dépendent des fonctions exercées quelles que soient les personnes qui les exercent. La bureaucratie se nourrit de ces avantages et travaille toujours à en faire des privilèges, sinon héréditaires, du moins acquis à vie. Au point de vue psychologique, social et politique, ils sont un ressort puissant de l'esprit de supériorité et de do-

(1) On ferait bien de relire *l'Essai sur les privilèges* (1888), dans lequel Sieyès attaque avec talent les prérogatives des castes féodales au profit des droits des classes bourgeoises et travailleuses nouvelles.

mination, mais il faut comprendre qu'ils tendent aussi, sous une forme paradoxale, à briser l'étroite connexion quantitative mesurée, établie par la bourgeoisie capitaliste entre le gain salarial et le travail exécuté. Ces avantages sont mesurés monétairement chez les capitalistes lorsqu'ils acquièrent par certaines fonctions des droits économiques (par exemple, droits de souscriptions d'actions ou jetons de présence, liberté des gains des « professions libérales », indemnités de fonctions diverses). Mais ils peuvent se mesurer sans l'intermédiaire d'aucun revenu monétaire (ni salarial, ni capitaliste), de façon purement qualitative, comme moyen de consommation et de jouissance directes, attachés à une fonction et non à un revenu. Le fonds de consommation dont dépendent ces avantages, qui ont un coût comme tout autre moyen de consommation, est bien entendu alimenté par le profit public ou privé, mais c'est un fonds affecté à la fonction et non à la personne, un « poste » et non un individu concret. C'est ce qui lui permet de prendre des dimensions inusitées dans les régimes où la fonction est plus importante que l'homme, situation qui se généralise partout.

B) *Bruno Rizzi et le « collectivisme bureaucratique ».*

Bruno Rizzi est le premier à avoir présenté une conception systématique de la « bureaucratisation » de l'économie, et par suite de l'appropriation organique du surproduit social par une classe de bureaucrates. Il a développé ce point de vue dans un livre paru en 1939 à Paris, au moment de l'éclatement de la seconde guerre mondiale. Comme j'examine ce livre dans la cinquième partie de mon ouvrage, je me limiterai ici à en résumer la thèse essentielle, et à considérer plutôt les développements qu'il lui a donnés depuis cette époque (1).

(1) Le premier ouvrage de B. Rizzi, *Dove va l'U.R.S.S. ?* (1937) est pour l'essentiel un exposé des idées développées par Trotsky dans *La Révolution trahie*. C'est après une discussion des conceptions de la IV^e Internationale qu'il formule sa propre conception, sous le nom de Bruno R., dans *La Bureaucratization du monde. Le Collectivisme bureaucratique. Quo vadis America ?*, 350 p., édité par l'auteur en 1939 (mis en vente en août à Paris, aussitôt interdit, saisi et mis au pilon). Rizzi publie ensuite *Il socialismo dalla religione alla Scienza*. I, *Potere e Proprietà* (104 p.) ; II, *Lo Stato. Metamorfosi e rivoluzione* (84 p.) ; III, *Critica marxista* (130 p.) ; IV, *Il capitale* (53 p.) ; V, *Il contratto Sociale* (93 p.) ; VI, *Socialismo e proletariato* (79 p.), Milan, Ed. Razionalista, 1947-1949. Plusieurs textes plus récents ont été réunis par Rizzi dans *La lezione dello stalinismo. Socialismo e collettivismo burocratico*. Intr. di G. Galli, Roma, 1962, 200 p. Il est revenu sur la question dans plusieurs

La thèse essentielle de Rizzi se résume très simplement dans le passage suivant de *La bureaucratisation du monde* :

« Dans la société soviétique, les exploiters ne s'approprient pas directement la plus-value, ainsi que fait le capitaliste en encaissant les dividendes de son entreprise, mais ils le font d'une manière indirecte, à travers l'Etat, qui encaisse toute la plus-value nationale, puis la répartit entre ses fonctionnaires mêmes. Une bonne partie de la bureaucratie, savoir : les techniciens, les directeurs, les spécialistes, les stakhanovistes, les profiteurs, etc... sont, en quelque sorte, autorisés à prélever directement leurs émoluments très élevés dans l'entreprise qu'ils contrôlent. De plus, ils jouissent, eux aussi, ainsi que tous les bureaucrates, des « services » étatiques payés avec la plus-value... Dans son ensemble, la bureaucratie extorque la plus-value aux producteurs directs par une colossale majoration des frais généraux dans les entreprises « nationalisées » (...). L'exploitation passe de la forme individuelle à une forme collective, en correspondance avec la transformation de la propriété. Il s'agit d'une classe en bloc, qui exploite une autre en correspondance avec la propriété de classe et qui, ensuite, par des voies intérieures, passe à la distribution entre ses membres par le moyen de son Etat à elle (on doit s'attendre à l'hérédité des charges bureaucratiques). Les nouveaux privilégiés avalent la plus-value à travers la machine de l'Etat, qui n'est pas seulement un appareil d'oppression politique, mais aussi un appareil d'administration économique de la nation... La force-travail n'est plus achetée par les capitalistes, mais est monopolisée par un seul maître : l'Etat. Les ouvriers ne vont plus offrir leur travail à différents entrepreneurs pour choisir celui qui leur convient le mieux. La loi de la demande et de l'offre ne fonctionne plus : les travailleurs sont à la merci de l'Etat. »

Cette thèse a été reprise de bien des façons depuis que Rizzi l'a exposée. Elle a d'ailleurs eu aussi des prédécesseurs. Je n'en retiens ici que la substance : la bureaucratie d'Etat est une classe exploiteuse *sui-generis*, au sens où la bourgeoisie capitaliste était et est une classe exploiteuse du prolétariat salarié (1). A cela, j'ai objecté que cette analyse su-

écrits postérieurs : « Naville e la teoria del collettivismo burocratico », *Tempi Moderni*, avr.-juin 1962, pp. 85-92 ; « Socialismo e collettivismo burocratico », *Critica sociale*, 5 mars 1964 ; « La struttura economica sovietica », *Critica sociale*, 1962.

(1) Je crois utile de signaler la genèse de cette polémique par quelques repères bibliographiques. La question a été soulevée pour la première fois au fond dans les articles suivants de la revue

perficielle laissait sans explication le mécanisme de la production et de l'appropriation de la plus-value, et même celui de la répartition des profits, considérés comme un phénomène d'exploitation d'une classe par une autre. Malgré des variations dans ses exposés successifs, Rizzi n'est jamais parvenu à expliquer ce qu'est « l'exploitation bureaucratique », sauf par des références historiques (analogie avec le servage féodal), ou des descriptions externes. Comme j'avais montré cette carence, il m'a répondu sous une forme qui met bien en lumière les défauts de sa théorie (dans l'article des *Tempi Moderni*, en 1962). C'est à cette réponse que je me réfère maintenant.

« Il s'agit au fond, écrit-il, du passage des entreprises à l'Etat, et surtout des profits. Ici, il est total, là il est partiel, et ailleurs il commence, mais c'est toujours de ce transfert qu'il s'agit et il a partout un caractère constamment en progrès. Par les expropriations, la confiscation des profits, les impôts, les participations et autres, l'Amérique, l'Allemagne, la France et l'Italie, à un rythme plus ou moins rapide, avancent, et avancent vers une économie d'Etat comme celle qui a été instaurée en Russie par la Révolution d'Octobre. »

Quatrième Internationale (n° spécial et n° ordinaire de juin 1938) : P. Naville, « Rapport sur l'U.R.S.S. au 3^e Congrès du Parti Ouvrier Internationaliste, novembre 1937 » ; Y. Craipeau, « La Quatrième Internationale et la contre-révolution russe » ; L. Trotsky, « Encore une fois : l'U.R.S.S. et sa défense » ; L. Trotsky, « Un Etat ni ouvrier, ni bourgeois ? ».

En 1939, la question a été à nouveau débattue dans le Parti Socialiste Ouvrier des Etats-Unis. Les articles de Trotsky (dont plusieurs abordent la thèse présentée par B. Rizzi) ont été réunis après sa mort sous le titre *In defense of marxism* (dont une traduction française va paraître sous le titre *Bureaucratie et marxisme*).

Après la guerre, *La Revue Internationale* a publié sous le titre général « L'avenir est-il à la classe directoriale ? » un ensemble d'études à propos de la publication en français du livre de J. Burnham, *Managerial revolution* : C. Bettelheim, « Une mystification : la « révolution directoriale » ; P. Bessaignet, « La conception américaine du plan » (n° 16, juin 1947) ; G. Martinet, « Le socialisme et les sociétés de transition (de Trotsky à Burnham) » ; J. Malrieu, « La question de l'Etat » ; P. Tautin, « Le centralisme bureaucratique » (n° 17, été 1947) ; A. Patri, « Une nouvelle classe dirigeante peut-elle exister ? » ; P. Bessaignet, « Réponse à une théorie de la bureaucratie nouvelle » ; R. Hilferding, « Capitalisme d'Etat ou économie d'Etat totalitaire » (n° 18, octobre 1947) ; P. Sweezy, « Les illusions de la révolution directoriale » (n° 19, nov.-déc. 1947) ; C. Bettelheim et G. Martinet, « Marxisme et démocratie » ; J. Marcoux, « De Burnham... à Burnham » ; R. Guihéneuf, « Remarques sur la méthode de J. Burnham » (n° 20, janv.-fév. 1948) ; P. Naville, « Le mystère des technocrates », (n° 22, avril-juin 1950).

Mais que recouvre l'expression « économie d'Etat », du point de vue de l'exploitation de classe ?

« Naville reconnaît qu'il y a entre ces régimes des *traits communs* : le plus beau, c'est que ces « traits communs » consistent dans l'identification progressive du rapport de production ; de ce qu'il y a donc de plus vital et caractéristique dans un système économique. Un jour, une entreprise passe à l'Etat, le lendemain, c'est une autre ; le surlendemain une révolution attribue en bloc un grand nombre d'entreprises à l'Etat, ailleurs un « détour », un centre-gauche, un gouvernement travailliste ou un chef africain procèdent à la soi-disant nationalisation, heureux et béats, qui en construisant le « socialisme », qui « l'Etat national », qui le « nivellement démocratique ».

Admettons en effet que ce processus soit flagrant. Mais les attributions à « l'Etat » n'ont pas partout le même sens, la même fonction, dans le cadre de rapports de production donnés. Par exemple, en Grande-Bretagne, où 80 % de la po-

Voici un extrait du texte par lequel j'ai présenté cette enquête sur « la classe directoriale », dans le numéro de juin 1947 de *La Revue Internationale* :

« Les thèses de M. Burnham, publiées aux Etats-Unis en 1940, ne peuvent avoir de prétention à la nouveauté. Par contre, elles sont présentées avec un brio et une netteté qui en rendent la discussion et la critique aisées... Les coryphées de la révolution directoriale, disions-nous, ne sont que des prophètes à retardement. Sans remonter à Saint-Simon, il suffit de rappeler les discussions qui eurent lieu aux alentours de 1925-1930 au sujet du rôle de la « technocratie » aux Etats-Unis et en Europe, puis les thèses de la synarchie qui continuent à trouver des défenseurs. Périodiquement, certains milieux capitalistes mettent en circulation des théories destinées à masquer leurs crises et leurs luttes anti-ouvrières et à chercher dans d'énormes mystifications verbales une issue à leurs troubles : ce sont toujours des appels à la vertu des « directeurs », des cadres techniques, des « administrateurs, organisateurs », etc... seuls capables, paraît-il, de promouvoir une révolution qui garantirait les droits de la « personne ». A leurs yeux, le socialisme prolétarien est une vieille et dangereuse rengaine. Ils énoncent péremptoirement de fumeuses élucubrations sur la « science du travail », la « science de l'homme » ou toute autre formule élaborée dans la clientèle d'économistes distingués, de médecins ou d'ingénieurs qui s'agitent autour des grosses affaires capitalistes. Ces messieurs ne jurent que par l'Etat (capitaliste), l'organisation (du travail des autres), les plans (destinés à tirer du profit de l'énergie ouvrière), la « collaboration des classes », etc... Aujourd'hui, ils attendent une lumière nouvelle d'outre-Atlantique et hissent sur le pavois un journaliste yankee, M. Burnham.

pulation est salariée, en Guinée où 5 % est salariée, les rapports de production fondés sur le salariat impliquent des modalités d'étatisation bien différentes. La fonction de l'Etat n'est pas une liturgie universelle ; elle est diversifiée. Sinon, l'intervention étatique peut être invoquée partout depuis qu'existent des Etats. Colbert a encouragé l'intervention de l'Etat sous la Monarchie. Bismarck sous l'Empire, comme Napoléon. Ces modalités d'intervention de l'Etat n'ont de sens que selon les fonctions capitalistes du moment, sinon il s'agit d'une généralité valable peu ou prou sous tous les régimes, et qui n'explique rien. Le capitalisme libéral *pur* est une fiction méthodologique utile. Mais « l'étatisme » pur ne peut rendre les mêmes services méthodologiques, car la formalisation politique n'est pas du même ordre que celle des rapports économiques. Il y a bien des manières de « passer à l'Etat ». Ce sont les formes de l'exploitation qui en décident.

Rizzi s'appuie sur le fait que Hitler n'a pas attribué les terres russes conquises à de grands propriétaires capitalistes privés. En fait, Hitler voulait faire contrôler la production agricole par des « corporations » qui auraient colonisé le pays. Ces corporations, cette *bauernschaft*, auraient fonctionné comme en Allemagne au profit de la grande industrie. Les circonstances militaires l'ont empêché de mettre ce plan à l'œuvre.

« Il faut ajouter que le livre de M. Burnham est la copie pure et simple d'un ouvrage de Bruno Rizzi, intitulé *La bureaucratiation du monde*, publié à Paris en 1939, qui présente d'ailleurs quelques originalités de plus. Mais les originalités de M. Rizzi, ajoutées aux platitudes de M. Burnham, ne font jamais qu'un brouet vulgaire, présenté de façon outrecaudante comme le produit *up to date* de la pensée économique américaine.

« M. Burnham est d'ailleurs un dilettante caractérisé, comme en témoignent ses divers écrits. Universitaire distingué, il entra, une fois installé dans une chaire de philosophie à New York, dans la Ligue Communiste d'Amérique qui devait adhérer à la IV^e Internationale. Il quitta celle-ci en 1939, lorsqu'il s'aperçut, dit-il dans sa lettre de démission, « qu'il n'était pas marxiste » : « Je n'accepte pratiquement aucune des convictions essentielles qui ont été traditionnellement liées au mouvement marxiste, que ce soit sous l'aspect réformiste, léniniste, staliniste ou trotskyste. Je considère ces convictions comme fausses, vieilles ou obscures. » Pour se libérer de ses « convictions » M. Burnham offre alors au monde sa « révolution directoriale », qu'il est allé voler à M. Rizzi... »

Un peu plus tard, un groupe d'universitaires a tenté de réexaminer la question, mais de façon très atténuée : cf. *Industrialisation et technocratie*, publié sous la direction de G. Gurvitch.

Mais dans le domaine industriel, il n'a pas hésité à attribuer de grandes entreprises soviétiques à des konzerns allemands, privés ou étatiques (1).

Rizzi cite la soi-disant « prophétie » de Trotsky en 1939 : si le prolétariat ne parvient pas à prendre le pouvoir à l'occasion de la guerre, et à le rétablir en U.R.S.S., alors il est possible que le système stalinien devienne le générateur d'un embryon de classe exploiteuse d'un type nouveau. Or, dit-il, la révolution n'a pas eu lieu en 1944-45. Il est donc prouvé que le prolétariat est obligé de céder la place à la bureaucratie. Mais, cet épisode ne « prouve » justement rien. De fait, le régime stalinien victorieux militairement a étendu la crise de la bureaucratie à l'Est européen, et il a suffi de dix ans, malgré les saignées atroces de la guerre, de la répression nazie, de la mise au pas stalinienne et de la dictature bureaucratique, pour qu'éclatent les révoltes de Berlin et de Poznan en 1953, de Varsovie et de Budapest en 1956, et pour que la Yougoslavie stalinienne fasse schisme en 1948. Et dès la mort du despote, un seul mot d'ordre a couru dans les peuples soviétique : à bas les bureaucrates ! En 1968, le prolétariat a changé, comme l'industrie ; il cherche de nouveaux moyens de lutte, et un nouveau programme. Il est toujours exploité sous l'égide de l'Etat, c'est vrai. Mais il mène une lutte de plus en plus consciente contre l'étatisme, tout comme les travailleurs occidentaux asphyxiés par un régime capitaliste qu'on baptise technocratie. Rizzi constate que la défaite militaire de l'Axe n'a pas empêché l'économie d'Etat de se développer partout : « L'économie d'Etat s'est intensifiée dans l'après-guerre encore plus qu'aux temps des dictateurs en Italie, France, Allemagne, et même en Amérique » (p. 89). C'est vrai. Mais il est vrai aussi que c'est ce paroxysme étatique qui entraîne les travailleurs salariés à se défendre avec une clairvoyance nouvelle, contre un ennemi nouveau, au lieu de lui abandonner la scène historique, comme le croit Rizzi.

Naville veut « attendre l'évolution complète du fascisme pour décréter marxistement qu'il est devenu anti-capitaliste... Naville a confiance dans la vitalité des capitalismes qui ont su se défaire de Hitler et de Mussolini ; il ne voit pas que, malgré cela, le secteur totalitaire a augmenté en superficie

(1) Le dossier le plus complet sur les méthodes d'asservissement économique pratiqué par les nazis en U.R.S.S. se trouve dans l'ouvrage d'Alexander Dallin, *German rule in Russia, 1941-1945. A study of Occupation politics* (London, 1957, 695 p.).

et en puissance justement parce que c'est un phénomène en expansion. » Ce que Rizzi « ne voit pas », c'est que cette poussée étatiste entraîne *nécessairement* une action des salariés exploités, et les entraîne à la résistance, sous de multiples formes nouvelles. Que ces formes ne soient pas encore clairement définies, c'est l'évidence. Mais qui pourrait nier aujourd'hui qu'on les voit se dessiner ?

J'ai dit, surtout, que Rizzi aurait dû procéder à une analyse du processus de formation de la plus-value et de la répartition des profits. Voici ce qu'il me répond :

« C'était la première fois qu'un socialiste procédait à une analyse sociale ; j'ai traité de la propriété, du rapport de production, du monde économique de l'appropriation, des classes, du régime politique, des effets moraux, et puis on vient m'objecter que je n'ai pas bien documenté la propriété des moyens de production par la bureaucratie parce que je n'aurai pas suffisamment analysé la formation et la répartition du profit. Ce n'est pas vrai non plus. J'ai consacré un chapitre à la spoliation bureaucratique : spoliation de classe et non individuelle, par la classe dirigeante en bloc qui s'approprie le *reditus* par le moyen de l'Etat dans lequel il s'est installé. Elle se taille la part du lion comme toutes les classes dirigeantes, et ce qui reste, il l'investit dans des œuvres de son choix. Devais-je spécifier combien elle conserve pour elle, combien va aux travailleurs, et combien au développement productif ? Trotsky, dans *La Révolution trahie*, a fait ce qu'il a pu en ce sens... Mais pour moi je m'intéresse *seulement* à établir l'existence d'un certain mode économique de spoliation. S'il y a appropriation, il y a aussi propriétaires, et comme la bureaucratie jouit d'une condition préférentielle très documentée, soit dans les services sociaux, soit dans la masse des roubles distribués aux consommateurs, il est mathématique que les propriétaires doivent être les bureaucrates. »

Quant à la répartition des produits, la bureaucratie tient les consommateurs à merci, parce qu'elle jouit d'un monopole : « En somme, c'est l'Etat qui encaisse les profits sociaux, mais si l'on identifie l'Etat avec la classe bureaucratique, les bénéficiaires sont les bureaucrates qui répartissent et emploient les profits selon leur bon plaisir comme toutes les classes dirigeantes. »

C'est clair en apparence, parce que c'est simple. Car Rizzi retombe dans la théorie du *revenu*, réparti en parts (*reditus*), comme l'avait fait Laurat, au lieu d'expliquer la formation

du processus de spoliation, d'exploitation, en partant de sa racine : la *production* de la plus-value. La répartition du revenu est un phénomène second puisqu'il faut d'abord avoir produit la matière de ce revenu, le profit. Or, Laurat et Rizzi perdent de vue que l'exploitation capitaliste elle aussi est une exploitation de *classe*, c'est-à-dire collective, sociale. Invoquer ce caractère collectif de la spoliation en faveur de la bureaucratie n'explique donc rien qui lui soit particulier. La structure et les fonctions de la classe dirigeante et exploitrice sont autre chose que la formation de la plus-value sociale, et la forme de l'Etat est encore autre chose. Cependant, Rizzi abat enfin ses cartes :

« Jusqu'à présent, même dans le camp marxiste, on a simplement parlé de propriété *privée* et *collective*. J'ai précisé qu'il peut y avoir des propriétés collectives de diverses sortes, que collectif ne veut pas dire socialiste, et j'ai découvert une nouvelle formule de propriété en l'appelant *propriété de classe*, un pouvoir inconnu jusque-là sur les moyens de production, pour m'entendre dire que je me limite à des vues superficielles... »

Et, reconnaissant que les analyses de *La Bureaucratisation du Monde* étaient encore élémentaires, Rizzi ajoute :

« Je suis parti de la question de la propriété à cause de la doctrine marxiste, et je suis mal parti. La propriété est un dérivé de l'économie, ce n'est pas une catégorie économique. Aujourd'hui, je sais que je devrais partir du rapport de production justement parce qu'en approfondissant l'étude, j'ai aussi amélioré la méthode ; mais je me suis alors trouvé avec une économie qui commence par les Physiocrates il y a deux cents ans, et qui s'intéresse seulement au capitalisme... Je reconnais être mal arrivé à diagnostiquer l'U.R.S.S., aujourd'hui je le ferais d'une façon plus simple et précise... Aujourd'hui je peux dire à Naville qu'il *n'existe pas de plus-value en U.R.S.S.* Il y a bien entendu toujours un surtravail, mais il ne s'exprime plus en plus-value. La spoliation s'opère au moyen d'une autre forme économique de surtravail. Le système économique russe est privé, ou à peu près, de marché ; inutile par conséquent de chercher la formation et la répartition d'une plus-value inexistante. Mais il existe également une façon de se tailler la part du lion dans le revenu et d'être propriétaire, et c'est ce que j'ai enfin réussi à démontrer. »

« ... Naville veut connaître le détail du jeu économique et comment les changements introduits dans le système économique par l'intervention de l'Etat conduisent à la formation d'une nouvelle classe spoliatrice et dominante. Je pensais plutôt que le marxiste Naville le voyait de lui-même. Dans *La Bureaucratisation du Monde*, j'ai précisé l'avènement d'une nouvelle forme de propriété pour les dirigeants russes : la propriété de classe, et j'ai tout aussi amplement traité du mode économique de spoliation spécifique à la bureaucratie soviétique. C'est autre chose, mais je m'arrête parce que Naville en aura assez pour comprendre comment l'intervention de l'Etat dans l'économie, engendrant un nouveau type de propriété et de spoliation humaine, devait aussi engendrer une classe dirigeante propriétaire et spoliatrice. Marx n'a jamais rien fait de plus : la propriété des moyens de production et l'extorsion du surtravail en plus-value étant établies, une classe spoliatrice du genre mercantile ne pouvait manquer, selon lui... Mais Naville a de la chance : je crois pouvoir lui expliquer aussi marxistement le détail.

« En vérité, le monopole de l'Etat sur l'économie engendre la venue de la nouvelle classe spoliatrice. Il est erroné de parler de capitalisme et de capitalisme d'Etat en Russie. Il n'y a, ou à peu près, qu'un seul propriétaire, un seul spoliateur : l'Etat. Celui-ci a monopolisé les moyens de production et la force de travail. Là où il y a monopole, il n'y a pas de marché, et de fait il ne se fait un peu voir que comme marché noir ou kolkhozien. Et alors, peut-on croire qu'en l'absence de marché le rapport de production puisse être le même qu'en Occident ? Evidemment non. Nous avons à coup sûr un nouveau rapport de production, du reste universellement admis, et avec lui une nouvelle classe dirigeante vu que la spoliation de l'homme par l'homme continue. Tout nouveau rapport de production comporte de nouvelles classes, de nouvelles fonctions économiques (forme) des moyens de production et des produits. »

« ... Mais comment le marxiste Naville fait-il pour ne pas voir de lui-même que le monopole des moyens de production et de la force de travail, avec l'extinction consécutive du marché, engendre une spoliation plus bestiale que la spoliation capitaliste et la classe dirigeante nécessaire qui en profite ? Le capitalisme, au moins, nous laisserait la propriété de nos bras ; le prolétariat pouvait choisir entre un capitaliste et l'autre, discuter son salaire et refuser de travailler. Si cette possibilité

manque, la pression politique du dirigeant sur son spolié *doit* être plus forte, et un régime politique comme la démocratie capitaliste est incapable soit de la garantir, soit de l'administrer.

« ... Le monopole étant établi, il en découle l'autarchie, base économique de tous les régimes féodaux ; sans marché, les marchandises disparaissent et avec elles la monnaie (le rouble est un bon de consommation). Le surtravail n'est plus extorqué comme plus-value, mais comme quelque chose d'autre, et le travailleur n'est plus un prolétaire, c'est-à-dire un vendeur libre sur le marché de la force de travail ; celle-ci lui est arrachée selon des quota arbitraires et des conditions imposées par l'Etat. Ce dernier paye ses serfs avec des bons de consommation et leur ordonne de se fournir de ce dont il dispose dans ses magasins de distribution où il leur cèdera ce qu'il veut, selon les quantités qui lui plaisent, en soumettant la chère « masse travailleuse » à une deuxième tonte de laine. Tout se fait toujours dans l'intérêt exclusif de « l'Etat ouvrier » de funeste mémoire, au nom de la dictature du prolétariat qui serait une démocratie « moderne » et pour les beaux yeux d'un socialisme créateur du servage d'Etat. »

O mânes de von Mises ! Voilà donc la découverte de Rizzi : le régime du collectivisme bureaucratique cachait le servage d'Etat pur et simple. C'est ce que Rizzi expose à grand renfort d'analyses du système féodal, depuis plus de vingt ans. Laissons pour le moment de côté cette discussion historique pour nous en tenir au prétendu « servage socialiste ». La question est la suivante : comment y a-t-il surtravail sans plus-value, s'il y a une classe exploiteuse ? Par disparition du salariat, du marché et de la monnaie. Dans ce cas, on peut décrire un régime qui tient à la fois du « despotisme asiatique » et du féodalisme européen, où le surtravail se transforme directement en rente attribuée au seigneur sous forme de prestations en nature et en travail. Mais cette description est toute imaginaire. Le mécanisme de la formation d'une plus-value sociale, par création d'un surtravail approprié étatiquement, n'est pas en U.R.S.S. celui que décrit Rizzi. La valeur d'échange y a cours, le salariat y reste un échange, monétairement apprécié. Les prix y règlent l'équilibre du plan. Encore une fois, l'erreur de Rizzi consiste à tenter une analyse du fonctionnement spoliateur de l'économie en partant de la sphère de la répartition (marché) et non de celle de la production. Bien entendu, la sphère de la répartition comporte aussi ses formes

de spoliation (notamment par la manipulation des prix), mais celles-ci dérivent de l'existence de rapports de production déterminés, que Rizzi n'analyse pas, malgré ses dires.

Voyons une brochure plus récente de Rizzi, *La lezione dello stalinismo*, notamment le chapitre intitulé « 1956 », à propos de la révolution hongroise. Rizzi s'y répète : « l'expérience soviétique a désormais largement démontré depuis des années que l'abolition de la propriété privée des moyens de production et la planification productive-distributive sont des moyens incorrects de la construction socialiste. Ils conduisent ainsi à un ordre social nettement opposé à celui que l'on espérait... Nous devons opérer sur l'économie, et de façon telle que le pouvoir sur les moyens de production devienne social, celui de tous, des consommateurs et non des producteurs. »

Finalement, la clé d'une réforme, c'est la reconstitution du marché et d'une démocratie des consommateurs, l'appareil de production étant socialisé. C'est ce que voulaient les ouvriers de Budapest, selon Rizzi. C'est le plan autoritaire qu'il faut abolir, et la concurrence qu'il faut rétablir : « Notre prétention d'abolir le marché et la concurrence était une bourde fantastique ! »

« Jamais un organe économique plus parfait et sensible que le marché n'a rationalisé la production et la distribution. C'est un thermomètre qui révèle à tous les hommes comment ils doivent régler le produire, le vendre et l'acheter. Chaque individu peut le consulter à tout moment comme on consulte un appareil scientifique. Et nous voulons le jeter à la ferraille pour lui substituer nos têtes des centrales économiques de l'Etat totalitaire ! » Et Rizzi chante les louanges du marché dans le ton le plus classique de Bastiat et de Say !

C'est enfin dans un article de *Critica Sociale* (20 novembre 1961) que Rizzi avance le programme qui découle de ses nouvelles analyses :

« Les nationalisations, planifications ou, de la même façon, interventions d'Etat, conduisent à un unique et indéniable résultat : *la mort du marché*. Le monopole capitaliste est reconnu fatal et contraire à la liberté par les soi-disant marxistes ; celui que réalise l'Etat est pire, total, exclut le marché, c'est-à-dire l'organe sur lequel est aussi fondé le capitalisme. Il est logique et marxistement mathématique que la société élevée sur la base du monopole d'Etat doit être toute différente de l'édifice capitaliste. De fait, toutes les sociétés féodales de l'histoire n'ont rien de commun avec le capita-

lisme, justement parce que leur système économique est privé de marché. Des marxistes réputés comme Bordiga considèrent la Russie comme un pays capitaliste, semblable aux U.S.A., mais c'est le résultat auquel arrivent des économistes qui ne s'aperçoivent pas de la disparition du marché en Russie, et aussi de la disparition de la monnaie. Ils ne font aucune différence entre le rouble et le dollar. Mais les U.S.A. donnent des devises extérieures contre des dollars tandis que l'Etat soviétique ne peut en faire autant, niant ainsi la qualification de monnaie du rouble. En fait, celui-ci est un bon de consommation donnée par l'Etat monopolisateur des moyens de production et de la main-d'œuvre à ceux qui lui ont fourni du travail afin qu'il puisse se maintenir en état productif-reproductif, et les convoque dans ses magasins annonaires pour leur fournir des portions arbitrairement fixées par lui. »

Dans ces conditions le travail lui-même, source de tout le reste, n'est pas une marchandise. Le marché générateur de tous les autres, celui de la capacité de travail, n'existe pas plus que les autres. Ces axiomes rizziens ont un défaut : c'est que rien ne peut s'en déduire, et qu'ils ne permettent aucune explication des faits.

« L'Etat soviétique n'achète pas la force-travail, dit-il, parce qu'il n'y a pas libre contrat entre les parties. En fait, il l'a monopolisée et s'en sert à sa guise. Les ouvriers socialistes et communistes hongrois voulaient en revenir aux conditions des prolétaires spoliés d'Occident, et ils avaient plus raison que certains théoriciens du marxisme. »

« Quand un nouveau système économique aura fait que les consommateurs aient le pouvoir sur les moyens de production, alors seulement nous pourrions dire que la propriété est socialiste, c'est-à-dire inexistante pour les individus et pour les groupes. »

En somme, il n'y aurait plus de propriété (= appropriation) mais une libre disposition des choses produites par tous pour tous, selon les besoins variables. Rizzi passe à côté du phénomène transitoire, mais réel, qui est celui de l'exploitation mutuelle socialiste. Les salariés, *échangeant* leur force de travail entre eux, s'approprient mutuellement leur plus-value sociale, inégalement et variablement, grâce à une régulation cahotante et brutale assurée par la bureaucratie ; celle-ci se sert du plan à cette fin. Le plan est l'instrument de la régulation de l'exploitation mutuelle fondée sur l'inégalité

de traitement. C'est en cela que réside sa rationalité. Et il en est ainsi parce que le régime est national et étatique. Ce n'est pas un capitalisme ; ce n'est pas un socialisme développé ; c'est un socialisme d'Etat, une sorte de collectivisme bureaucraté, juste ce que le « socialisme dans un seul pays », surtout arriéré, pouvait engendrer.

Rizzi insiste cependant, avec des à peu près plutôt faibles.

« Les travailleurs russes ne sont plus des prolétaires, surtout parce qu'ils n'ont pas la possibilité de vendre sur le marché leur force de travail comme une marchandise quelconque, et en conséquence de ce fait que les nouveaux dirigeants sociaux ne sont plus des capitalistes parce qu'ils ne l'achètent pas, mais la monopolisent. Donc, il y a deux sortes de classes nouvelles, une de travailleurs asservis à l'Etat à peu près comme les grandes monarchies féodales, et une de dirigeants d'un Etat producteur tout autant que distributeur comme dans la bureaucratie pharaonique, incaïque, romaine impériale, ou dans le mandarinat chinois. Non seulement la division de la société en classes n'est pas éliminée, mais elle est revenue à des formes plus archaïques et rétrogrades. »

Rizzi est amené à donner de la notion de rapports de production une définition nouvelle. Voyons d'abord les rapports féodaux : « le féodalisme est un contrat ou convention conclu à l'intérieur de la caste dominante, dans lequel le seigneur opère un transfert de pouvoir (sur la terre et les hommes qui l'habitent) à son propre vassal contre *consilio et auxilio*, contre des services administratifs et militaires. C'est la façon de payer les dirigeants étatiques en économie féodale... Economiquement parlant, un contractant concède des moyens de production, avec la main-d'œuvre attenante, à celui dont il reçoit le paiement en service, non en argent... Le *feudo* est le reflet juridique au sein de la caste dominante de quelque chose de bien plus important, en vigueur dans le domaine économique : le rapport entre serf de la glèbe et feudataire. » Bien. Mais il faut aller plus loin. Car sous cette forme de service-servage, ce que s'attribue le feudataire, c'est la *rente foncière*, et il resterait à expliquer comment pareil système peut s'appliquer à l'industrie.

A partir de là, dit Rizzi en sautant sur toute la période du capitalisme, on peut expliquer les rapports de production du régime bureaucraté.

« Le rapport de production se présente comme le générateur d'un type particulier de société s'il est conçu comme un complexe de relations entre les quatre éléments qui interviennent dans le cycle productif : dirigeant-travailleur-moyens de production-produits. »

On obtiendrait ainsi les séries suivantes :

Capitaliste	Prolétaire	Capital	Marchandises
Seigneur	Serf	Faveurs	Services
Etat	« Serf »	Portions	Services

Ce tableau n'a aucune cohérence. Apparemment, les deux premières colonnes concernent les hommes ou les classes, et les deux secondes les éléments des échanges productifs et exploités. Les rapports entre éléments des deux groupes de colonnes seraient les « rapports de production ». Toutefois les critères retenus sont sans consistance : l'Etat et le capitalisme appartiennent à des ordres (ou catégories dans le lexique de Marx) différents ; le capital et les portions sont des notions opposées et non homologues. D'autre part, ces notions se recouvrent largement. L'Etat, par exemple, produit aussi des marchandises sous le régime capitaliste, et le capitalisme implique aussi des services (prestations militaires en particulier). Cette double classification a donc un caractère illusoire.

Rizzi estime que c'est la forme de *l'entreprise* qui détermine celle de la *société* ; il désigne l'entreprise sous le terme d'*azienda*, qui signifie l'administration des affaires domestiques, les intérêts domestiques ; ce qui nous ramène à Aristote. L'analyse du système féodal est banal, mais ne permet pas de répondre sauf par une analogie superficielle, à la question : en quoi le collectivisme bureaucratique est-il un nouvel avatar des rapports de féodalité ? Le socialisme, dit Rizzi, « sera le fruit d'un rapport de production d'un type historique nouveau d'entreprise (*azienda*), si celui-ci prédomine dans le domaine productif-distributif ». L'exemple devrait suffire, comme pour l'essaimage des phalanstères ou des coopératives : « Il suffirait de « faire marcher » trois au quatre entreprises organisées selon le rapport de production inauguré par nous pour voir si on éviterait la spoliation humaine, si les coûts baissent et si la capacité d'achat des particuliers augmente. »

Rizzi pense abolir par ce moyen toute propriété *de classe*. Mais toutes les propriétés sont de classe, y compris la propriété privée ou individuelle : en effet, c'est en tant que *classe de propriété* qu'il y a une propriété privée ou collective. La propriété privée appartient à la classe unité ; la propriété collective (ou de groupe, d'ensemble) appartient à la classe de tous ceux qui ont cette propriété, et ce peut être le cas d'une famille, d'une entreprise ou d'un Etat. Toute propriété est du point de vue logique, caractéristique d'une classe. Une classe de propriété équivaut à une propriété de classe. Autrement dit, l'implication de la classe par la propriété est naturelle, et c'est la *suppression de la propriété* qui seule peut impliquer la suppression de la classe. Avec le plein épanouissement du marché, ou son rétablissement, même sans réglementation d'Etat et sans propriété privée des capitaux, il y a constitution de classe parce qu'il y a propriété, même collective. Rizzi ne s'embarrasse pas de tels raisonnements et chante les louanges du marché sans même avoir examiné les conceptions de Lange.

« Au lieu de préparer des plans dictés par la fallacieuse prévision humaine et d'en attendre les résultats à long terme, le marché peut être consulté à tout moment par l'entreprise la plus petite et la plus lointaine et par suite régler d'après lui ce qu'elle doit faire. » C'est l'idéal du petit commerçant qui consulte une mercuriale ou du spéculateur qui écoute à la radio les cours des matières premières ou de la Bourse !

« ... Les tares du capitalisme ne sont pas dues au marché. Celui-ci, avec sa loi de concurrence, est le seul défenseur des intérêts des consommateurs, donc de la société, et avec la liberté qu'elle exige pour les marchandises, il est le vrai déterminant des libertés humaines obtenues jusqu'ici. D'autre part, le marché est le moyen économique le plus rationnel pour la distribution, alors que le flux productif est encore inférieur aux besoins humains fondamentaux... S'il y a spoliation dans l'économie capitaliste, ce n'est pas à cause du marché, mais à cause de l'extension de la plus-value et de la formule du profit. Cette dernière consiste en une soustraction entre le prix et le coût. » Et voilà la résurrection de la théorie bourgeoise du bénéfice, dans toute sa splendeur !

« Supposez, par exemple, que les entreprises productives, distributives et des services actuelles obtiennent leur profit (pour le paiement des salaires et l'accroissement de l'entreprise) non sur la base d'une soustraction entre le prix et le

coût, mais sur la base d'un pourcentage sur la vente-encaissement, et vous verrez que le monde tournera de 180°... En ce qui concerne l'expansion de la plus-value, une entreprise qui prélève ses profits avec un pourcentage (en accord avec les organes des consommateurs) pour payer le travail et développer l'entreprise, ne spolie plus personne : une partie des profits est investie dans l'entreprise elle-même pour sa conservation et son développement, l'autre est répartie entre ceux qui ont fourni les prestations nécessaires, conformément à la qualité (estimée par le marché) et à la quantité du travail fourni. Aucun individu et aucune firme n'encaisse de profits. »

Qu'est-ce que cette salade ? Ou bien c'est un « bon capitalisme » néo-kéneysien dont doit rêver Mme Robinson, ou c'est ce qui se passe en Yougoslavie, et même en U.R.S.S., au dire de leurs nouveaux théoriciens !

« Quand l'Etat est seul ou quasi-seul entrepreneur, le profit n'est pas privé, mais de classe », répète Rizzi. Mais ce que Rizzi ne comprend pas, c'est que le profit est *privé* (formé par une firme particulière) parce que c'est celui d'une *classe capitaliste*. L'autonomie de l'entreprise ou de la firme (même monopolistique) est un mythe. Le profit est toujours social, donc *de classe*. Dans ce cas il s'agit d'une *classe de propriétaires privés*. Quand il s'agit de l'Etat, c'est une classe singulière, représentée par la bureaucratie. Que l'*appropriation* des moyens de production soit privée ou d'Etat, elle donne un profit parce qu'elle résulte de l'existence d'une classe. Il y a une relation entre les deux termes. On peut alors parler de capitalisme d'Etat, ou de socialisme d'Etat, mais pas de collectivisme bureaucratique fondé sur le servage.

« C'est un fait que la prétendue contradiction capitaliste immuable entre les « forces productives », la production collective et l'appropriation privée, s'est révélée inexistante. » Et pourquoi ? Parce que l'économie capitaliste s'est développée aux U.S.A. Mais pourquoi des contradictions ou antagonismes s'opposeraient à une croissance, c'est ce que Rizzi n'explique pas.

« Le dépassement quasi-naturel de l'économie capitaliste à celle du « travail associé » prévu par Marx comme base du devenir socialiste est une autre erreur fondamentale. » Cela ne peut s'envisager que par un retour à l'économie de marché où les rapports de production se définissent à partir de l'entreprise :

« A tout rapport de production, c'est-à-dire à tout type historique d'entreprise, correspond l'avènement d'un édifice social déterminé. » « L'entreprise est le principe vital de la société humaine, elle en est la cellule constitutive, et c'est conformément à la nature de l'entreprise que la société doit s'organiser morphologiquement, politiquement, juridiquement et moralement pour défendre son principe de vie. »

« Avec le concept de *rapport de production* ou de type historique d'entreprise, je me réfère à un ordre économique particulier qui régit l'entreprise productive ou distributive. La technique n'y entre pas. La manufacture est exactement un capitaliste comme le producteur unique d'entreprise du siècle passé ou comme les *managers* des actuelles sociétés anonymes ; vues de l'extérieur, ces trois entreprises semblent très diverses, mais économiquement elles sont identiques parce que le cycle de production y est identique : quelqu'un débourse de l'argent pour acheter des moyens de production et du travail-marchandise, s'approprie totalement des produits et les vend sur le marché : telle est la position économique du manufacturier, du capitaliste individuel et du capitaliste collectif. »

Les régimes sociaux et économiques se sont toujours développés par extension de types d'entreprises particulières, prétend Rizzi, « et pourquoi le socialisme, c'est-à-dire le prochain type de société progressive, ne devrait-il pas être engendré, lui aussi, par la généralisation d'un nouveau type historique d'entreprise ? ». Mais s'il ne le peut pas, c'est parce que, s'il est vrai qu'il existe une relation (de formes bien diverses d'ailleurs) entre le type (ou genre) d'entreprise et la structure générale d'un système économique, cette relation s'est altérée peu à peu : des villas proto-féodales aux réseaux productifs du marché mondial impérialiste et des Etats socialistes, il y a une transformation où la technique tient une place grandissante, à tel point qu'aujourd'hui l'entreprise, et en particulier l'entreprise d'Etat, est indissociable du système économique dont elle constitue l'armature continue. C'est justement pour cela que la constatation suivante de Rizzi est valide en dépit de son analyse erronée :

« Toutes les entreprises d'Etat sont passibles de socialisation immédiate, et l'administration communale elle-même pourrait être socialisée : si chaque certificat avait un coût et un prix payé par qui le demande et si les employés jouissaient sur l'encaisse d'un pourcentage qui serait le paiement de leur

travail, on ne verrait plus de queues devant les guichets, et il ne faudrait pas attendre pendant des mois le réveil du bureau-crate... »

Quant aux entreprises déficitaires, elles seraient éliminées, tout comme le préconisent aujourd'hui certains économistes yougoslaves et même russes.

« Si un groupe de travailleurs a la charge de pourvoir à un service social déterminé, et s'il gagne d'autant plus qu'il est plus habile à servir le consommateur en cherchant à réduire les coûts et à améliorer les produits, il est clair qu'à la place de un ou de quelques capitalistes, tous les travailleurs seront naturellement aiguillonnés à rechercher des moyens et systèmes qui satisfassent leur égoïsme sacré ».

Ces enfantillages sur une économie socialiste sans valeur mais où l'on calcule les coûts et où l'on « gagne d'autant plus », ne découragent par Rizzi. Il nous vante aussi le crédit nouveau style :

« Le crédit socialiste n'a pas pour fin la spéculation bancaire. Il veut seulement servir à la fonction finale du crédit. Son taux vise uniquement à couvrir les dépenses. La banque socialiste fait crédit au mérite, non aux détenteurs de la richesse... La garantie la plus sûre réside non dans l'évaluation financière du débiteur, mais dans sa capacité et sa moralité ».

« Les futures banques socialistes devront savoir évaluer la prise en considération mercantile de « l'esprit d'initiative » des producteurs socialistes et leur correction. Ils le feront consciencieusement parce qu'en faisant crédit ils gagnent, et en le faisant mal ils perdent... Le socialisme multiplie l'initiative privée, il ne la détruit pas ».

« Le problème théorique du socialisme est nettement d'ordre économique. Il s'agit de trouver le type d'entreprise qui évite la spoliation humaine, en réduisant les coûts, en perfectionnant les produits et en augmentant les rétributions. Il faut surpasser l'entreprise capitaliste, qui est ce que l'économie a donné de mieux jusqu'à présent. Et cela ne peut se faire qu'en réalisant une plus grande capacité d'achat, à travers quoi il est possible d'enrichir la société et de rendre les hommes plus libres. C'est seulement avec le renforcement ininterrompu du marché que nous parviendrons à la saturation des besoins et à l'élimination du marché lui-même ».

Et de citer Owen comme exemple de la marche à suivre !

Si l'entreprise est la cellule économique et sociale dont la multiplication sur une aire quelconque doit permettre la propagation d'un régime socialiste de marché, il est évident que les limites de l'Etat ne posent aucun problème particulier. Le socialisme dans un seul pays ne pose aucune question : « la qualité d'une économie ne dépend pas de son étendue ». On pouvait faire du vrai socialisme en U.R.S.S. ou ailleurs. Rizzi confond ainsi l'extension d'une économie concrète et le type théorique ou modèle d'un système économique. Il est possible de faire abstraction des limites d'un Etat déterminé pour élaborer un modèle ; mais il est illusoire de mener une politique économique concrète déterminée en faisant abstraction de l'Etat. Rizzi considère l'économie mondiale actuelle comme une sorte de continuum neutre, dans lequel des noyaux d'entreprises socialistes peuvent prendre leur essor comme s'ils n'étaient pas eux-mêmes soumis à des lois qui les dépassent. Il nous ramène ainsi à Cabet, à Proudhon ou à Fourier, sinon à Morus et aux Sévarambes. Pour l'analyse du collectivisme bureaucratique, ce n'est vraiment pas un progrès (1).

(1) Récemment Rizzi essaye une fois de plus de préciser sa conception d'un marché non capitaliste (Lettre à *Critica Sociale*, 5 juin 1969) : « Penser qu'une économie socialiste doit se servir du marché est juste parce que je ne localise pas dans cet organe économique la source des tares capitalistes... J'ai pu constater historiquement que les diverses formes d'aliénation sont dûes aux rapports de production, et dans l'époque mercantile elles ne sont pas imputables au marché dont se sont servies les économies esclavagistes, artisanales et capitalistes, mais des *rapports productifs différents*. Je suis bien persuadé que l'élimination de la spoliation humaine, la garantie des libertés civiles et la réduction des coûts de production (condition *minima*, à mon avis, d'une économie socialiste) ne peuvent être atteintes que sur la base du marché, mais avec un rapport de production différent et plus efficient que celui du capitalisme... Proposer le marché au socialisme pour retrouver le capitalisme est une « gymnastique » que je peux éviter. Mais si Gallí et beaucoup d'autres, y compris les bordigistes, font du marché et du capitalisme une seule et même chose, ce n'est pas mon avis... Le marché est seulement un organe distributif dont la Société a accouché récemment après au moins un million d'années de vie. Selon moi, c'est d'autant mieux si la mère nature l'a mis au monde dans le champ social, et je me garderai bien d'en priver le système économique socialiste, qui devrait, selon moi, s'appuyer sur le marché comme d'autres sociétés, mais dont les caractéristiques *non aliénantes* doivent provenir du rapport de production socialiste tout comme les caractéristiques *aliénantes* décrites par Marx proviennent du rapport de production capitaliste et *non du marché*. » Cette affirmation n'ajoute rien aux précédentes.

CHAPITRE V

LES « ULTRA-GAUCHE » : LE PROFIT DU CAPITALISME D'ÉTAT

A) *Les thèses de G. Munis.*

La thèse qui identifie l'économie stalinienne et le capitalisme a été développée par G. Munis (*Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial*, Mexico, 1946). Gluckstein, Dunayevskaya, Bordiga, et une pléiade d'autres l'ont reprise sans trop y regarder de près (1). Dans cette théorie, on a les équations : bureaucratie = bourgeoisie ; propriété d'Etat (bureaucratique) = propriété privée capitaliste. Le moteur de la vie économique reste la recherche des profits maximum : « aujourd'hui [la bureaucratie] contemple sa gestion économique comme une fonction de ses intérêts particuliers, ce qui fait qu'elle agit essentiellement comme une bourgeoisie quelconque, c'est-à-dire animée par le bénéfice ». L'intérêt privé, particulier, de la bureaucratie empêche l'af-

(1) La définition du régime économique de l'U.R.S.S. comme « capitalisme d'Etat » est aussi ancienne que la révolution d'octobre. Elle a été affirmée avec force dès 1921, lors du tournant de la N.E.P., en particulier par les « ultra-gauches » allemands (Korsch, Katz, Scholem, Rosenberg) et le groupe du K.A.P.D. (Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne). En 1932, A. Rosenberg écrit : « Pour que la Russie soviétique fut un Etat véritablement socialiste, il eût fallu qu'elle satisfît au moins à trois conditions : l'industrie aurait dû être organisée en grandes entreprises librement administrées par les travailleurs eux-mêmes ; l'agriculture aurait dû être organisée d'une manière analogue, et enfin la production réglée d'après les besoins réels des consommateurs et non d'après les intérêts du marché et du commerce... Une économie réglée sur les besoins n'existe pas plus dans l'industrie d'Etat que dans les kolkhozes. Ici aussi règnent le commerce et le marché des cours. Et nous ne tenons pas compte des fluctuations du marché capitaliste mondial qui se font sentir quotidiennement sur l'U.R.S.S.... La Russie soviétique appartient aujourd'hui encore au même type social qu'en 1921 : c'est un pays d'ouvriers et de paysans, régi par le capitalisme d'Etat et où la bureaucratie régnante maintient la cohésion nécessaire entre les deux classes de la société. » (*Histoire du Bolchevisme*, 1932).

fermissement du « collectivisme bureaucratique », qui serait, même despotique, un intérêt général : « qui oserait soutenir que Staline et sa caste de parasites sont aussi fermement enracinés dans la propriété socialiste ? Et s'il n'en est pas ainsi, à quoi mène l'identification des intérêts de la bureaucratie avec ceux de la planification ? A moins de nier avec nous cette identification, elle aboutit à l'idée essentielle, soutenue par la théorie du « collectivisme bureaucratique ».

En effet, selon les défenseurs de celle-ci (Rizzi), « la bureaucratie technique et politique est intéressée à développer l'étatisation et la planification de l'économie, elle se fond avec elles et en tire les caractéristiques d'une classe ». Munis estime au contraire que la bureaucratie est intéressée à la destruction de la planification et de la propriété collective-étatique, justement parce qu'elle est une classe fondée sur des intérêts *privés*, particuliers, opposés à ceux de la collectivité. Il est vrai que les chefs staliniens n'ont pas de « titres de propriété sur les moyens de production » ; cependant, la propriété collective de ceux-ci n'est elle aussi qu'une « fiction juridique de plus en plus éloignée de la réalité sociale » ; la bureaucratie alors est engagée dans un « processus d'appropriation... unique voie possible d'un retour complet à la propriété privée ». D'ailleurs, comme le capitalisme mondial est en décadence, la classe exploitrice russe elle aussi est entraînée dans la même décadence, qui ouvre la porte à la révolution expropriatrice (1).

Recourons alors au modèle de Marx, en l'absence de données statistiques et fonctionnelles convenables relatives à la formation, à l'accumulation et à la répartition de la plus-value sociale en U.R.S.S. Dans les rapports capitalistes, le produit social est : $c + v + pl$, et v ne peut s'accroître que si c augmente plus rapidement. Au contraire, dans une société planifiée, « l'accroissement de c dépend uniquement des nécessités de v , qui comprend la totalité de la population, et de la grandeur pl . Mais, pl cesse d'être la plus-value à proprement parler, c'est-à-dire le bénéfice des capitalistes, [et devient] du surtravail à la disposition de la société pour l'accroisse-

(1) On doit attribuer à la bureaucratie « les caractères particuliers... d'une classe dont la structure définitive se trouve encore en voie de cristallisation et qui, pour se cristalliser entièrement, doit étouffer la révolution prolétarienne là où elle apparaît et s'intégrer aux formes décadentes qu'adoptera le capitalisme mondial ». La bureaucratie serait ainsi une classe *constituante*, non encore *constituée*.

ment du capital constant et de la reproduction élargie conformément à ses nécessités. En d'autres termes, dans la société planifiée *les moyens de production nécessaires sont déterminés par les moyens de subsistance nécessaires, la consommation préside à la capitalisation*, tandis que dans la société capitaliste, les deux sont dominés par la plus-value réalisée et n'existent que dans la mesure où ils satisfont les intérêts particuliers de la classe propriétaire » (p. 15).

Ainsi, la planification, (avec abolition de la propriété privée productive et de la classe capitaliste) doit faire passer le centre de gravité économique de pl à v , autrement dit de la plus-value à la consommation, des besoins des capitalistes (comme extracteurs de surtravail, consommateurs et investisseurs privés) aux besoins des travailleurs, des salariés, qui constituent désormais, en principe, toute la population active. Du même coup, les rapports des deux sphères de la production et de la consommation (sections I et II de Marx) se renversent : Marx « fait partir la reproduction élargie, sous le capitalisme, des nécessités de la section moyens de production, tandis que dans une économie planifiée elle doit naître des nécessités de la section moyens de consommation. La différence est essentielle et implique tout le concept de *planification pour la consommation...* Tout calcul d'élargissement de la production devra avoir pour raison et pour but l'élargissement de la consommation. Dans le cas contraire, il ne peut pas y avoir de société de transition vers le socialisme » (p. 17). Ce qui est juste ici repose pourtant sur une analyse inexacte ; nous le verrons plus loin. Examinons d'abord les arguments que Munis apporte en sa faveur.

Admettons que le produit social fourni par une production planifiée et socialisée demeure : $c + v + pl$. Cela implique une structure sociale de base analogue à celle que Marx décèle dans le capitalisme. Les économistes staliniens acceptent cette identité de structure, comme Munis, mais donnent à chacun de ses termes un sens nouveau, et jusqu'à un certain point arbitraire. Le « produit » total est considéré, selon la formule, comme une somme : c , v , et pl s'additionnent. Dans le système capitaliste, cette somme recouvre pourtant des *oppositions* (ou incompatibilités) qui manifestent des rapports variables. Les grandeurs respectives de c , v , et pl dépendent l'une de l'autre. Marx a précisément analysé ces variations : les changements relatifs de grandeurs proviennent de l'opposition qui se manifeste entre elles. En tant que grandeur

globale la formule $c + v + pl$ donne donc le *résultat* d'une opération, et non l'opération elle-même. Cette opération est un échange, et l'opposition se manifeste dans l'échange lui-même. Il ne faut pas être dupe de la simplicité de la formule algébrique du produit social. Celle-ci symbolise seulement le produit social comme quantité globale finale ; elle ne révèle pas la mécanique qui règle les rapports de ses parties, et moins encore la cause des variations de ce rapport, qui réside dans une série de contradictions objectives : v diminue relativement devant c , dans la reproduction élargie capitaliste, parce que v s'oppose, pour le capitaliste, à c , et est engendré par lui ; v et pl s'opposent entre eux aussi : cette opposition n'est pas simple exclusion mutuelle (ou incompatibilité logique). Tout au contraire, elle est aussi implication mutuelle. La grandeur de pl dépend de la grandeur de c et de v .

Le renversement du centre de gravité de ces rapports dans le socialisme n'est évidemment pas une simple affaire de comptabilité, car les hommes (et par eux les instruments et toutes les fabrications et services) sont des producteurs actifs. Les économistes staliniens se bornent à un renversement comptable. Ils reprennent terme par terme les éléments de l'analyse du capitalisme effectuée par Marx, et leur affectent un signe positif en les baptisant socialistes. C'est pourquoi ils ont un « capital constant » socialiste, un « salaire » socialiste, un « profit » socialiste, et une « plus-value » sociale, nommée aussi fonds d'accumulation, par pudeur. Finalement, $c + v + pl$ devient une formule socialiste ou capitaliste du produit social, à volonté. Il suffit d'en décider par voie d'autorité. Munis, sans y prendre garde, en conclut qu'il faut débarasser cette formule de son faux nez socialiste, et l'on retrouve alors une simple formule capitaliste, caractéristique de l'économie de l'U.R.S.S. et des pays semblables.

Or, les économistes staliniens ont tort dans les deux sens : d'un côté, les formules schématiques de Marx n'expliquent pas entièrement les rapports réels dans l'économie du socialisme d'Etat ; et de l'autre ce socialisme d'Etat n'est pas le socialisme développé, tel que Marx l'envisageait. C'est justement en quoi ce régime est un régime de transition (disons aussi que le capitalisme lui-même n'est pas aujourd'hui directement réductible aux schémas ; nous verrons cela dans la partie suivante de cet ouvrage).

Quel caractère Munis attribue-t-il aux trois termes de la formule, tels qu'ils devraient être dans une société socialiste ? Pour c , le capital constant, il devient propriété de la « communauté ». Il doit être considéré « comme la mine d'où la population extrait la richesse nécessaire à l'organisation de la société communiste. Il n'est plus régi par les capitalistes de pl mais par les travailleurs de v ». De fait, dans le socialisme d'Etat en U.R.S.S., c est la propriété d'Etat, ou la propriété kolkhozienne, semi-coopérative, la terre étant propriété d'Etat remise à bail aux coopérateurs. Autrement dit, les moyens de la production sont *nationalisés*, et non socialisés. La nationalisation étatique fonde une propriété qui reste *privée* dans la mesure où les fonctionnaires, la bureaucratie d'Etat en disposent (même s'ils se considèrent comme une délégation du peuple tout entier), mais qui a des traits *collectifs* dans la mesure où les droits de cette propriété s'exercent par une *planification nationale* (ou fédérale). Le capital constant n'est plus mis en œuvre par des capitalistes privés ou collectifs, mais par l'Etat. Il ne dépend pas non plus de v , le fonds national des salaires représentant ici la consommation ouvrière, c'est-à-dire la classe ouvrière salariée, car v dépend à la fois de pl et de c . Autrement dit, la grandeur du fonds des salaires, du fonds de consommation des salariés, est fonction en même temps de la grandeur de pl , plus-value nationale, et de c , c'est-à-dire de la productivité permise par l'appareil de production. En ce sens les rapports fondamentaux entre c , v , et pl sont les mêmes que sous le capitalisme.

Toutefois, la *variation* de ces rapports peut se présenter autrement, car elle ne subit pas la loi du marché capitaliste. Et *il ne saurait en être autrement tant que le produit social répond à la formule structurelle $c + v + pl$* , car cette structure est par définition celle de rapports capitalistes (même s'il s'agit d'un capitalisme monopoliste) où les travailleurs sont des salariés. Pour s'exprimer de façon encore plus générale, il suffit de dire que c'est la fonction de la valeur qui détermine, dans le socialisme d'Etat comme dans le capitalisme, la structure du produit social comme $c + v + pl$. Tant que subsiste cette loi, il est impossible que le produit social soit considéré comme autre chose que la somme totale des créations du travail : valeur des instruments de travail et produits matériels de toute sorte (y compris le service de ces matériels) servant à la production, valeur des biens consommés, et valeur du surproduit consommé par les non-productifs (exploit-

teurs inutiles ou individus utiles) ou investi dans la reproduction ; de plus cette somme est la détermination structurelle d'un échange entre valeurs-échange lui-même nécessité par l'opposition dialectique qui existe entre elles.

Si le plan de production est régi par des travailleurs de v , c'est que la loi de la valeur aura cessé d'être impérative. Mais du même coup, v ne sera plus du « capital variable », du salaire. Les répartitions et les échanges seront directs, en ce sens qu'ils n'auront plus lieu par l'intermédiaire de la valeur. Mais, du même coup aussi, c ne sera plus du « capital constant » ; l'opposition entre constant et variable s'efface. Les travailleurs ne sont plus des salariés et le capital constant ne sert plus à les « employer ». En somme, ils ne sont plus des prolétaires ; il n'y a plus d'oppositions de classes, ni entre eux et les employeurs (privés ou d'Etat), ni entre eux-mêmes. La formule $c + v + pl$ sera remplacée par d'autres formules, dont nous parlerons dans la deuxième partie, des modèles de type stochastique, d'où sera banni tout déterminisme mécanique et extérieur, sauf celui que maintiendront certaines conditions naturelles.

En effet, Munis explique que v « cesse de représenter des travailleurs salariés ou du capital variable proprement dit. Il comprendra la consommation de la totalité de la population puisque les catégories qui ne sont pas strictement incluses dans ce terme (bureaucrates, soldats, policiers, instituteurs, écrivains, malades, incapables de travailler, etc...) recevraient leur pouvoir d'achat du produit total de v directement ou par l'intermédiaire de l'organisation sociale. Le fait que v ait cessé de représenter du travail salarié signifie que si, sous le capitalisme, les nécessités (besoins) de la population disparaissent entre c et pl , — c'est-à-dire entre les moyens de production, propriété d'une catégorie sociale, et les bénéfices de cette dernière —, dans la planification v apparaît en dominant et combinant c et pl , se prenant lui-même comme mesure des deux autres termes. Lorsque v perd cette qualité déterminante et se transforme de nouveau en travail salarié, la planification s'embrouille, fait marche arrière et tout développement économique progressif devient impossible » (p. 17).

Quant à pl , la plus-value, Munis reprend l'indication de Marx : « elle cesse d'être la plus-value d'une catégorie de la population qui la réinvestit ou la dépense selon ses intérêts ou ses velléités. Elle n'est plus que le surtravail avec lequel

compte la société pour envisager la reproduction élargie, elle est intégralement à la disposition de v pour le développement de c et pour sa propre consommation. La dépersonnalisation de pl est la condition la plus indispensable pour la conservation et le développement de la planification socialiste » (p. 17).

Munis assimile la fonction réelle de pl en U.R.S.S. à sa fonction capitaliste parce qu'au lieu d'être « dépersonnalisée », pl est appropriée par la bureaucratie (quel que soit le mécanisme de cette appropriation). « Derrière pl il y eut..., comme sous le capitalisme, un groupe d'hommes ; pl récupérerait ainsi son caractère de plus-value dans la mesure même où la bureaucratie affirmait sa domination. On ne dit rien de nouveau en affirmant que, dans la planification russe, les intérêts de la bureaucratie ont toujours été présents. Mais nous avons le plus impérieux devoir de reconnaître toutes les conséquences découlant du fait que $c + v + pl$ n'était pas régi par v , chose indispensable dans un système de production pour la consommation, mais par une catégorie sociale embusquée derrière pl » (p. 19). De plus, si la production bureaucratique a pour fin la plus-value créée dans le processus de production, la planification cesse d'être socialiste : ce n'est qu'une organisation, à l'échelle nationale, de l'exploitation des ouvriers et salariés par la bureaucratie :

« Dès que la reproduction élargie, $c + v + pl$, trouve dans le terme pl non véritablement un solde de surtravail social indispensable au progrès social, mais une catégorie de la population qui se l'approprie et l'administre, il devient impossible de parler de planification. Pour un révolutionnaire, planifier ne signifie pas projeter un plan quelconque de production... mais un plan qui combine les investissements en c avec les nécessités de v . Des trois termes de la formule, c est continuellement passif, qu'il s'agisse du capitalisme, ou de la société de transition. La reproduction peut seulement reposer sur v ou sur pl . Si elle repose sur v , les produits cessent d'être des marchandises et se répartissent entre v , consommation immédiate, et c capitalisation pour l'augmentation subséquente de la consommation d'accord avec les intérêts de la majorité de la population. Si elle repose sur pl , ni c , ni v ne peuvent croître à moins d'affirmer et d'augmenter les possessions économiques de la minorité qui transforme le surtravail social en sa propriété. Les produits deviennent de nouveau des marchandises, empêchant l'accroissement normal de c , et le système de production entre en contradiction avec les intérêts du prolétariat et de l'humanité.

« Sans qu'on puisse fixer une date exacte, c'est ce qui s'est passé en Russie. Pour affirmer le contraire, il faudrait démontrer que l'*intelligentsia* ne s'est pas constituée *propriétaire de la plus-value*. Parler aujourd'hui de planification en Russie est une ironie sanglante pour les masses et une concession aux tendances décadentes du capitalisme mondial. Sous le stalinisme, il n'existe qu'un plan déterminé par une minorité accaparant *pl*, plan tout aussi en contradiction avec les intérêts du progrès historique que l'économie anglaise ou américaine » (p. 22).

Si l'on avait à faire à des relations socialistes, c'est *v* qui devrait « se prendre lui-même comme mesure des deux autres termes » (*c* et *pl*). Sans doute, cela signifie simplement que les besoins des travailleurs, leur capacités de consommation (et même leurs désirs) doivent être définis et satisfaits prioritairement, et par eux-mêmes, donc que *v* devient la variable indépendante, tandis que *c* et *pl* sont les variables dépendantes. Mais *v*, dans une société socialiste (ou plutôt communiste, car c'est de cela qu'il s'agit ici, et les Académiciens de l'U.R.S.S. affirment qu'on « y bâtit le communisme » depuis 1960 !) ne représente plus du « capital variable », ni un fonds des salaires, puisque l'échange capacité de travail-salaire, réglé par la valeur, a disparu par définition. Il n'y a pas transposition d'un *v* capitaliste à un *v* socialiste. Il y a métamorphose d'une masse de salaires (résultant de l'échange, proportionnellement à la valeur, entre force de travail et moyens de consommation salariés) en une masse de moyens de consommation produite *directement* pour la société par tous et pour tous. Cette masse de moyens de consommation, ne peut être un simple substitut de *v* (comme c'est le cas en U.R.S.S.). C'est une *autre* catégorie, qui ne *dépend* plus de *c*, ni de *pl*, ou plutôt dont les relations avec *c* et *pl* ont changé du tout au tout parce que *c* et *pl* se sont eux aussi métamorphosés.

Bref, nous n'avons plus une masse de salariés face à un groupe d'employeurs (et à des moyens de production) qui leur sont devenus étrangers, même s'ils sont issus de leurs propres rangs. Les anciens salariés seraient devenus des travailleurs associés et libres (libres parce qu'ils ont rompu la dépendance capitaliste de *v* par rapport à *pl* et à *c*). Au cours de cette métamorphose disparaît aussi la séparation sociale entre travaux improductifs et productifs, car cette séparation n'est introduite que par la nécessité de produire *pl*. La thèse

de Marx doit être sur ce point suivie à la lettre : le travail productif est le travail productif de pl , accaparé par les capitalistes. Les trois ordres d'activités que l'on peut distinguer naturellement (productives, improductives-utiles, et improductives-stériles ou parasitaires) se concentrent en deux types d'activité : utile et inutile (qui peut être pur luxe, ou même dissipation, gaspillage), qui sont tous deux débarrassés de tout lien avec la valeur, et par conséquent aussi avec son équivalent monétaire, et ne peuvent faire l'objet d'échanges que dans un sens tout nouveau : il ne s'agit plus d'échanges équilibrés (par la valeur) donc inégaux, mais de permutations, de répartitions et de donations. On ne donne plus quelque chose *contre* quelque chose. On procède librement à des répartitions perpétuellement remaniées.

Il ne suffit plus alors d'affirmer que dans la relation $c + v + pl$, c'est la grandeur de v qui doit commander la grandeur de c et de pl . *C'est cette relation elle-même qui doit disparaître*, car aucun de ses termes ne se maintient avec ses caractéristiques antérieures. On pourrait dire que la seule relation qui subsiste est la suivante : fonds de consommation $>$ fonds de production. Mais ce ne serait même pas juste à la rigueur, puisque la création du produit social n'est plus fondée sur l'échange de valeurs.

En effet, tous les rapports quantitatifs établis par le capitalisme se ramènent à des rapports de grandeurs ; structurellement, ces grandeurs restent des quantités. Ainsi, le « produit social » est défini par la formule $c + v + pl$, dans laquelle $c > v$, et $v > pl$. Mais chacune de ces grandeurs doit s'exprimer pratiquement en prix, en valeurs monétaires et ceci en U.R.S.S. comme ailleurs. Si $V =$ unité de valeur, on doit écrire : Produit social = $Vc + Vv + Vm$. La relation quantitative entre ces valeurs s'établit par le moyen de l'échange. Si l'échange fondé sur l'équivalence des valeurs est supprimé, la structure du produit social ne s'établit plus de la même façon. Dans le cas de v , il devient évident que la disparition de la distinction *économique* entre travail productif et travail improductif (de pl) transforme la nature du salaire. Les moyens de subsistance d'un improductif (par exemple d'un enfant en bas âge) ne sont imputables au « salaire » ni directement, ce qui va de soi, ni *indirectement*, car c'est l'ensemble social qui *se distribue* à lui-même les moyens de consommation, aussi bien à celui qui est productif qu'à celui que ne l'est pas. Ces

conditions, — les seules où l'on puisse vraiment parler de communisme — n'existent évidemment pas dans le « socialisme d'Etat ».

Munis démontre simplement que les formules de Marx, déduites de l'analyse structurelle du capital, ne s'appliquent pas à des relations communistes encore inexistantes. Il ne s'ensuit pas que si les économistes soviétiques les appliquent, c'est que leur économie est purement et simplement capitaliste. Car ils les appliquent, pour une large part, tout aussi à tort qu'ils affirment simultanément se trouver déjà en « régime communiste ». Ils sont tout simplement dans un état pénible de transition plein de contradictions, sans vouloir l'admettre, qui est celui du socialisme d'Etat.

Les choses sont tout aussi claires en ce qui concerne *pl*, la plus-value. Par le nom même que les classiques, puis Marx, lui ont donné : *plus-value* (ou survaleur, *mehrwert*, *surplus-value*, etc...) il s'agit toujours d'une valeur exprimable et exprimée en unités monétaires. Les marginalistes et keynesiens ne l'envisagent pas autrement. Le « produit net » des physiocrates s'évaluait de la même façon. Les quantités physiques n'ont une fonction économique que si elles sont ramenées à un étalon de valeur, à un « équivalent général », qui est l'argent. Les sociétés mercantiles et marchandes, capitalistes ou socialistes (d'Etat) ne peuvent considérer autrement la plus-value.

La comptabilité d'Etat russe estime la plus-value comme une valeur monétaire, et finalement comme un capital sans capitalistes ; pour se faciliter la tâche, elle confond d'ailleurs en pratique valeur et prix, et prix et salaires, considérés globalement. Peu importe que cette plus-value soit formée et appropriée d'une façon ou d'une autre, par exemple qu'elle soit nationalisée et appropriée par l'Etat, par voie budgétaire. Ce qui est décisif, c'est qu'elle soit considérée comme une valeur et soumise à sa loi. Les autres conséquences découlent de là. Munis dit : si l'on a des rapports socialistes (ou communistes) réels *pl* n'est plus une fraction de valeur appropriée par les capitalistes à leur profit, mais une fraction de travail (du surtravail) appropriée par tous les salariés (*v*), et à leur disposition immédiate. Si les choses ne se passent pas de cette façon en U.R.S.S., c'est que la plus-value y conserve ses caractéristiques capitalistes à l'échelle de l'Etat. Pour qu'une planification socialiste soit possible, il faut que *pl* soit « impersonnelle », c'est-à-dire ne puisse être

appropriée par une catégorie sociale (ici la bureaucratie) au détriment des autres. Mais ce raisonnement n'est qu'à moitié juste, bien qu'il soit fondé sur des faits réels.

En effet, « l'impersonnalisation » de l'appropriation de pl ne suffit nullement à résoudre la question. Cette formule implique une contradiction interne. En un sens, l'accaparement de pl par l'Etat (ou par ses représentants du parti et de la bureaucratie) équivaut à sa dépersonnalisation. Même s'il est un « capitaliste collectif », l'Etat ne l'est pas de la même façon que le capitaliste privé, monopoleur ou non. La dépersonnalisation ne suffit pas à supprimer l'exploitation dans un système réglé par la loi de la valeur : le jeu des catégories économiques capitalistes essentielles y est modifié, transformé (et à certains égards aggravé) ; mais ce n'est plus tout à fait celui qui s'exprime dans le capitalisme ; en tout cas ce ne peut être encore l'équivalent d'une situation où la valeur ne réglerait plus l'ensemble des échanges.

Sur ce point comme sur les autres, Munis voit clairement que les rapports économiques en U.R.S.S. ne sont nullement socialistes ou communistes ; mais il refuse, aveuglé par les faits d'exploitation et d'oppression brutale, de remarquer deux choses : l'une c'est que si des rapports communistes existaient en U.R.S.S. (ce qui est d'ailleurs impossible pour une raison plus générale : parce qu'il s'agit d'un « Etat pris à part », ou de plusieurs « Etats pris à part » si l'on envisage le pseudo-« camp socialiste ») la structure même du produit social ne répondrait plus au schéma $c + v + pl$, et qu'il ne suffirait donc plus d'y chercher un simple changement de signe de ces éléments ; l'autre, c'est que dans la situation d'évolution contradictoire qui est celle de l'U.R.S.S., les schémas capitalistes eux-mêmes ne s'appliquent qu'à travers des distorsions de tout genre (introduits par l'étatisation et la planification) qui doivent être analysés. Ce que Munis ne voit pas, les économistes staliniens ou khrouchtcheviens refusent aussi de le voir, mais d'un point de vue opposé, celui des oligarques profiteurs et souvent parasites.

Pour que pl cesse d'être pl , il est nécessaire :

1. que la valeur ne soit plus la règle des échanges,
2. que le salariat soit aboli,
3. que de nouveaux critères de l'usage et de l'utilisation se soient établis,

4. que des étalons de mesure différentiels nouveaux (en quantité physiques intrinsèques et générales telles que le temps) soient établis pour s'appliquer à toutes les formes planifiées de la vie économique et sociale, et à celles-là seulement,

5. que la technique ait amené la productivité physique à un niveau très élevé par rapport à ses normes actuelles les plus avancées,

6. que les rapports politiques de domination aient disparus.

Ces conditions sont tout autre chose que l'affirmation que pl doit être à la disposition de v , c'est-à-dire que les salariés doivent conserver directement la disposition de la sur-valeur produite par eux. Cette dernière formule signifierait en effet que pl a cessé « d'exister » puisque pl n'existe précisément que parce que v existe, et réciproquement.

B) *Cliff-Gluckstein.*

Cliff est aussi de ceux pour qui l'économie de l'U.R.S.S. est simplement celle du capitalisme d'Etat. Sur ce point, il est d'accord avec Munis, Bordiga et autres. Pourtant, il n'admet ni que ce capitalisme soit l'équivalent d'un « collectivisme bureaucratique » (selon Rizzi), ni qu'il soit un régime bourgeois-bureaucratique (Munis). Dans son livre *Stalinist Russia, a marxist analysis* (1955), il apporte sa contribution en expliquant pourquoi la bureaucratie — qu'il considère comme une classe organique — ne s'approprie pas la plus-value de la même façon que la bourgeoisie, problème que Rizzi avait été incapable de résoudre autrement qu'en faisant appel à la *puissance*.

Cliff admet que la régulation de l'activité économique par l'Etat, et même par des monopoles capitalistes, est une « négation partielle de la loi de la valeur » (p. 137). La propriété privée, le marché, les investissements, trouvent leur limite dans certains domaines. La valeur de la force de travail marchandise est aussi altérée dans le capitalisme d'Etat et monopoliste, puisque le salarié peut cesser d'être libre de contracter son échange. Mais l'altération de la loi de la valeur n'équivaut pas à sa disparition. Tout au contraire, elle en aggrave les effets globaux et prépare des crises plus violentes que dans le capitalisme classique. Dans « l'Etat ouvrier » de la dictature du prolétariat, la loi de la valeur subit des distorsions conscientes, destinées à amener l'affaiblissement progressif de ses effets, tandis que dans le capitalisme d'Etat dominé

par la bureaucratie, les distorsions en exagèrent les caractéristiques sans préparer sa disparition concertée. « Tandis que dans le capitalisme d'Etat, écrit Cliff, le salaire du travail est partiellement nié en ce sens que l'ouvrier n'est pas libre de choisir son employeur (1), dans la dictature du prolétariat, le salarié est partiellement nié en ce que les ouvriers, comme collectivité, cessent d'être « libres » par rapport aux moyens de production. En même temps, dans un Etat ouvrier le salaire cesse d'être une marchandise. La « vente » de la force de travail est différente de la vente de cette force sous le capitalisme parce que dans un Etat ouvrier, les ouvriers comme l'individu ne vendent pas leur force de travail, mais la mettent à leur propre service en tant que collectivité. La force de travail cesse d'être une marchandise, puisqu'ici l'échange a lieu entre les ouvriers comme individus, et ces mêmes ouvriers comme collectivité, et non entre deux entités, totalement indépendantes l'une de l'autre sauf par l'échange ».

A vrai dire, ce n'est pas un *échange* proprement dit de quanta de capacité de travail entre individus qui caractérise des rapports socialistes développés. La *relation d'échange*, qu'elle ait lieu entre individus égaux vis-à-vis de la propriété (c'est-à-dire soit tous propriétaires, soit tous non-propriétaires), ou entre individus inégaux vis-à-vis de la propriété (capitalistes et salariés, ou artisans et capitalistes, etc...), reste caractérisée par l'existence d'un étalon de valeur. Autrement dit, il n'y a pas d'échange sans valeur d'échange, ni par conséquent sans équivalent général de la valeur. Si la fonction de la valeur doit disparaître, c'est parce que la fonction *d'échange* dans son sens classique doit disparaître aussi. C'est là une des vérités que l'histoire de l'économie de l'U.R.S.S. ne cesse de rappeler, et que pourtant même les critiques les plus acerbes du régime stalinien négligent.

Mais en U.R.S.S. il n'y a évidemment ni suppression de l'échange (des capacités de travail, des produits et des services), ni disparition de la fonction capitaliste de régulation par la loi de la valeur. Pourtant, si la bureaucratie domine ces

(1) Ce qui n'est pas exact en toute rigueur. Il faut distinguer l'employeur *final* (l'Etat) de l'employeur *immédiat* (l'entreprise), de même que le sous-traitant de l'entreprise ou de la firme dans le capitalisme. En U.R.S.S., la mobilité interentreprise est plus grande que dans les pays capitalistes, bien que *finalement* le seul employeur soit l'Etat. Cette mobilité peut résulter d'allocations forcées mais il est évident qu'elle découle la plupart du temps d'une volonté des salariés.

échanges, ce n'est pas en s'appropriant *légalement* la plus-value, parce ce n'est pas elle, d'après Cliff, qui est propriétaire de l'appareil de production. Cette différence n'empêche cependant pas l'exploitation d'être flagrante ; elle s'opère seulement d'une façon nouvelle, surtout juridiquement.

« En Russie, l'Etat apparaît comme l'employeur, les bureaucrates ne sont que les managers. Il y a séparation complète entre la fonction de propriété et celle de gestion (management). Toutefois, cela n'est que formel. Dans son essence, la propriété est entre les mains des bureaucrates comme collectivité ; elle est impliquée par le statut de la bureaucratie. Mais le fait que le manager individuel paraît ne pas posséder les moyens de la production, et que l'appropriation de sa part du revenu national prend la forme d'un salaire, peut induire en erreur en faisant croire qu'il reçoit seulement la rémunération de sa force de travail, de la même façon que l'ouvrier est rémunéré pour la sienne. De plus, comme le travail de gestion est nécessaire dans tout processus de production sociale, et n'a rien à voir, comme tel, avec les rapports d'exploitation, la différence entre la fonction de l'ouvrier et celle du manager est obscurcie parce que tous deux sont inclus dans le processus social de production. Des relations de classe antagonistes *apparaissent* ainsi harmonieuses... L'Etat paraît se tenir au-dessus du peuple, comme personnification de la propriété, tandis que les bureaucrates qui dirigent le processus de production, et sont par conséquent, historiquement, la personnification par essence du capital, apparaissent comme des travailleurs, et comme tels, producteurs de valeurs par *leur travail même*.

« Il est pourtant clair que le revenu de la bureaucratie est dans un rapport (taux) direct avec le travail des ouvriers, et non avec son propre travail. Le volume de ce revenu suffit à lui seul à révéler la différence *qualitative* entre le revenu de la bureaucratie et les salaires des ouvriers. S'il n'y avait aucune différence qualitative entre eux, il faudrait dire, par exemple, que Lord McGowan, qui reçoit le salaire de directeur le plus élevé en Grande-Bretagne, ne fait que vendre sa force de travail. En outre, l'Etat, qui est l'employeur et semble s'élever au-dessus du peuple, est en réalité l'organisation de la bureaucratie comme collectivité ». Ces affirmations, fondées sur des faits réels, sont erronées comme généralisation théorique. Aussi Cliff essaye-t-il de répondre ensuite à la seule

question vraiment importante : « Qu'est ce qui détermine la division de la plus-value entre l'Etat et les bureaucrates comme individus ? » — de la façon suivante :

« Alors que la division *quantitative* de la valeur totale produite entre salaires et plus-values dépend de deux éléments *qualitativement* différents — force de travail et capital — la division de la plus-value entre la bureaucratie comme collectivité (l'Etat) et les bureaucrates individuels ne peut être fondée sur aucune différence qualitative entre eux. On ne peut donc parler de lois générales, *exactes*, de la division de la plus-value entre l'Etat et la bureaucratie, ou de la répartition de la part de la bureaucratie entre les différents bureaucrates. De même, on ne peut parler de lois générales exactes réglant la répartition du profit entre profit d'entreprise et intérêts, ou entre les propriétaires des différentes sortes de parts dans les sociétés capitalistes.

« Il serait cependant erroné d'admettre que c'est l'arbitraire absolu qui gouverne cette division. Les *tendances* peuvent être généralisées. Elles dépendent de la pression du capitalisme mondial qui exige une accélération de l'accumulation, au niveau matériel que la production a déjà atteint, à une tendance du taux de profit à décliner qui diminue relativement les sources de l'accumulation, etc. Si l'on tient compte de ces circonstances, on peut voir pourquoi une partie croissante de la plus-value est accumulée. En même temps, la bureaucratie qui administre le processus d'accumulation ne néglige pas la satisfaction de ses propres désirs personnels, et la quantité de plus-value consommée par elle s'élève absolument. Ces deux processus ne sont possibles que s'il y a accroissement constant du taux d'exploitation des masses, et si l'on trouve constamment de nouvelles sources de capital. (Cela explique le processus de l'accumulation primitive qui a permis le pillage de la paysannerie russe et des pays de l'Europe orientale) » (p. 149).

C'est de ce point de vue que Cliff écrit aussi : « La bureaucratie russe, comme négation partielle de la classe capitaliste traditionnelle, est en même temps la plus véridique personnification de la mission historique de cette classe » (p. 147). En définitive l'Etat qui remplit ce rôle est « un capitalisme d'Etat bureaucratique » et non un simple capitalisme d'Etat issu de monopoles privés, ni un « collectivisme bureaucratique ». Ce dernier serait une formation « quasi-progressive » (selon Rizzi et Burnham), tandis que la forme russe est absolument régressive.

Il faut faire ici les observations suivantes :

1. Cliff critique les modalités concrètes, pratiques, de la formation et de la répartition de la plus-value en les comparant au modèle théorique élaboré par Marx dans *le Capital*. Cette façon de faire n'est pas plus légitime que celle des économistes bourgeois qui déniaient toute vérité à ce modèle au nom des particularités de procédures telles que les capitalistes les élaborent eux-mêmes ; elle ne vaut pas mieux non plus que celle des économistes staliniens : ceux-ci prétendent à l'inverse que les procédures pratiquées en U.R.S.S. expriment exactement le modèle de Marx baptisé « socialiste » pour la circonstance. Dans les trois cas, il y a une méconnaissance de la signification des modèles théoriques de Marx, (et par suite de tout modèle, par exemple celui de Keynes), méconnaissance qui se trouvait déjà à la racine des critiques adressées par Rosa Luxembourg à Marx. La vérité ou l'erreur d'un modèle (surtout s'il est exprimé sous forme mathématico-logique, ou quasi-algébrique, comme chez Marx) ne dépend pas de la valeur numérique des éléments qui entrent dans sa composition, mais uniquement des relations et de la structure des termes qu'il implique. C'est pour cela que le recours à l'opposition *quantité-qualité* ne peut servir ici de preuve. La structure est définie par l'ordre, beaucoup plus que par la qualité, sans parler de la quantité. La critique d'un modèle structurel est donc avant tout une critique interne, portant sur la validité des connexions et rapports qui en élucident le fonctionnement.

C'est précisément ce que fit Marx dans son exposé et sa critique du modèle de Quesnay : en discutant ce modèle Marx ne procède pas à la critique concrète de l'économie française au milieu du XVIII^e siècle (critique qui peut parfaitement se passer d'un modèle général) : il cherche si, étant donnés les éléments de composition du Tableau (classes productrices et stériles, revenu net, avances, etc.) certaines lois de cohérence interne sont respectées (1). Aujourd'hui, il ne sert pas à grand chose de dire que les données chiffrées, en U.R.S.S., ne « respectent » pas le modèle de Marx, pas plus que de proclamer qu'ils le confirment. Il n'est pas difficile de faire apparaître l'une ou l'autre conclusion. D'assez simples manipulations, statistiques et classificatoires, y suffisent. Par exemple, la

(1) Consultez : J. Bénard, « Marx et Quesnay », in *François Quesnay et la Physiocratie*, Tome I, pp. 105-130 (1958), et M. Dowidar, *Les Schémas de reproduction et la méthodologie de la planification socialiste* (Alger, 1964).

référence au modèle de Marx ne permet nullement de décider entre trois affirmations exclusives chacune des deux autres : que les gestionnaires de l'économie sont des salariés comme les autres ; qu'ils sont des propriétaires-exploiteurs et non des salariés ; qu'ils ne sont ni des salariés, ni des capitalistes, mais des « bureaucrates collectivistes ». Les schémas du modèle de Marx ne peuvent servir à déterminer ces fonctions économiques individuelles, concrètes, et encore moins à déterminer ces fonctions par des critères quantitatifs.

Quand Cliff écrit que « le *volume* du revenu (de la bureaucratie) suffit à lui seul à révéler la différence *qualitative* entre le revenu de la bureaucratie et les salaires des ouvriers », il se borne à un fade rappel à la formule hégélienne de la transformation de la quantité en qualité, aussi vague qu'impropre ici, sans compter qu'il ne parvient pas à chiffrer convenablement ce volume. Ce volume, aussi grand soit-il (absolument ou relativement) ne peut servir d'indice de la *fonction* de la bureaucratie (en supposant que celle-ci soit postulée, en tant que classe, comme facteur du modèle), pas plus que le volume du revenu (consommation privée) de la bourgeoisie ne peut servir d'explication de son rôle dans le système capitaliste. Dans certaines relations formelles, un élément de faible valeur peut jouer un rôle déterminant, mais en général les éléments quantitatifs sont subordonnés.

Il va de soi qu'un salaire dix fois plus élevé qu'un autre suppose une consommation solvable, et par conséquent un genre et un niveau de vie, un pouvoir, et même des attitudes politiques et sociales, qui peuvent être différentes et même opposées dans les deux cas, ce qui ne veut pas dire dix fois plus « fortes » dans un cas que dans l'autre. Dans la vie concrète des individus, ces différences peuvent être essentielles, vitales, déterminer tout le comportement et susciter des conduites sociales et politiques les plus diverses, et les plus opposées. Mais cela ne change rien au fait que la structure théorique (modèle) de la société fait des uns et des autres, des gros et des petits salariés — des salariés, et rien d'autre. La question de savoir si les bureaucrates (fonctions d'administration et d'autorité) sont une classe exploiteuse ou salariée — au sens capitaliste, ne relève pas exclusivement de l'examen du modèle de Marx ; elle dépend de la construction d'un modèle qui rende compte de la situation contradictoire et transitoire dans laquelle se trouvent les sociétés soviétiques, en admettant qu'on puisse valider un tel modèle pour des sociétés que l'on peut définir aujourd'hui comme *inorganiques*.

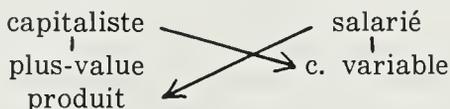
La même difficulté apparaît dans ce que Cliff écrit (comme Munis et beaucoup d'autres) au sujet de *l'échange*. Le modèle de Marx étant celui d'une société échangiste, plus exactement marchande, est donc essentiellement fondé sur des *relations d'échange* (de marchandises). Or, il est impossible d'élaborer un modèle quelconque de l'économie de l'U.R.S.S. sans recourir à l'échange.

On pourrait donc en induire une certaine homologie entre les deux modèles. Encore faut-il examiner jusqu'où elle s'étend, et en particulier savoir si l'échange force de travail-salaire (échange fondamental de la société capitaliste et, par hypothèse, du « socialisme d'Etat ») a lieu dans les deux cas selon un mécanisme identique. Une supposition est en tout cas exclue : c'est que le modèle soviétique ne comporterait *pas d'échanges gouvernés par la loi de la valeur*. Or, seule la disparition de tels échanges pourrait valider un modèle complètement socialiste, c'est-à-dire communiste. Cliff, absorbé, comme les économiste staliniens, mais en sens opposé, par le modèle de Marx, juge de tout par référence à ce modèle dont le ressort est par définition l'échange de marchandises. En régime socialiste (« Etat Ouvrier »), dit-il, « la force de travail cesse d'être une marchandise, puisqu'ici l'échange a lieu entre les ouvriers comme individus, et ces mêmes ouvriers comme collectivité, et non entre deux entités totalement indépendantes l'une de l'autre, sauf par l'échange ». Cliff conserve ainsi le schéma de l'échange tiré du modèle de Marx, bien qu'il suppose la disparition des marchandises (à commencer par la force de travail, qui est la principale de toutes).

Il est vrai que le schéma échangiste de Marx est encore valide dans le socialisme d'Etat sous des formes embarrassées de placenta capitaliste, car c'est un socialisme marchand. Il ne cesserait d'être vrai que pour des relations qui ne seraient plus réglées par la valeur, comme seraient des relations communistes entre êtres humains, débarrassées de tout caractère marchand (1). Cliff commet la même erreur que Munis en prolongeant la validité du schéma d'échange de Marx (convenable pour des rapports capitalistes) dans des rapports communistes. Prenons sa formule au pied de la lettre. On peut écrire :

(1) Nous laissons pour le moment de côté la question de savoir ce que signifient les échanges débarrassés de leur caractère marchand. Il s'agit évidemment de relations d'un autre ordre, pour lesquelles il faudrait trouver un autre mot. Nous en parlerons dans la seconde partie du *Nouveau Léviathan*.

Echange capitaliste =



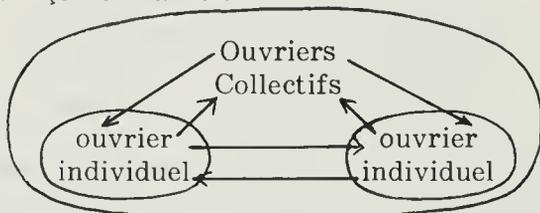
Echange pseudo-capitaliste =



Dans le premier cas, il y a échange du capital variable contre le produit (dont la vente sur le marché permet la réalisation de pl). Dans le second, il y a échange de capital variable contre capital variable et de produit contre produit. Mais les proportions de cet échange restent réglées par la valeur. La valeur règle donc des échanges inégaux entre fractions inégales de v et de produits, même si le statut contractuel ou non des partenaires, tous salariés, est semblable ou même identique. C'est en quoi ce système comporte un élément d'exploitation mutuelle, d'autant plus qu'il se consolide socialement par la formation de classes de consommation et d'ailleurs aussi de production. De véritables relations communistes entre associés (tous avec tous, et non quelques-uns contre les autres) doivent entraîner une suppression de l'échange lui-même (quelque chose *contre* quelque chose), et lui substituer des distributions fondées sur des permutations d'usage, et rien d'autre.

Lorsque Cliff affirme que la force de travail « cesse d'être une marchandise puisqu'ici l'échange a lieu entre les ouvriers comme individus, et ces mêmes ouvriers comme collectivité, et non entre deux entités totalement indépendantes l'une de l'autre sauf par l'échange », il se borne à décrire des rapports dont il nie qu'ils existent en U.R.S.S. tandis que les Bastiat soviétiques prétendent qu'ils y sont établis. Mais la formule est fautive à la fois comme modèle théorique et comme expression pratique. Pratiquement, la capacité de travail ne cesse pas d'être une marchandise parce qu'elle s'échange sous d'autres formes que dans le capitalisme pur (elle s'échangeait aussi, comme marchandise, dans les rapports économiques préexistants au capitalisme développé). De plus, dans le

capitalisme, c et v ne sont pas « deux entités totalement indépendantes » ; au contraire, elles sont solidaires et opposées. Dans la formule socialiste de Cliff, elles restent solidaires et opposées, mais sous une forme nouvelle associée à des contradictions en partie nouvelles. Théoriquement (comme modèle), la formule n'est pas plus juste, pour autant qu'elle cherche à expliquer des relations communistes. En effet, on pourrait l'écrire de la façon suivante :



Mais comme ces relations ne sont pas des relations d'égalité, on ne peut pas écrire :

$$Ox = Oy \text{ et } Oc = Ox + Oy$$

Ce qui serait la formule d'un communisme égalitaire, rationnaire, fondé sur l'identité supposée des besoins et des capacités, de la production et de la consommation. Dans un communisme développé, fondé sur l'abondance et la croissance, on a au contraire les séries d'inégalités :

$Oc > Ox, Ox > Oy \vee Oy > Ox...$ Mais ces inégalités ne seraient plus réglées par l'étalon de la valeur-travail. Elles n'auraient comme ressort que l'inégalité des besoins et des capacités. Plus exactement à l'égalité ou l'inégalité se substitueraient la diversité et la libre répartition des travaux et des produits disponibles. Aux relations purement quantitatives de grandeurs, soumises à l'étalon commun, succéderaient des relations d'ordre aléatoire. Dans ces relations seulement le travail cesserait d'être une marchandise, ou tout simplement un objet d'échange pour n'être plus qu'une activité créatrice, comportant d'ailleurs ses ratés. Les économistes soviétiques en conviennent depuis quelque temps, dans leurs moments de bon sens, où la police n'étouffe plus les remords.

A) Bordiga et l'achèvement du capitalisme d'Etat.

C'est sous la plume de Amadeo Bordiga (1) que l'identification de l'économie nationale de l'U.R.S.S. au capitalisme

(1) Bordiga est l'un des fondateurs du Parti Communiste Italien, et à l'époque, son principal théoricien. Il se sépara de la ligne des dirigeants de l'Internationale Communiste dès 1922 et élabora une plate-forme « de gauche », qui différait en plus d'un point

sous sa forme suprême est présentée de la façon la plus rigoureuse et la plus logique, et en quelque sorte sous la forme la plus « marxiste ». Voyons son *Dialogue avec Staline*, en réponse à la brochure de Staline sur *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*

Comme on sait, Staline a essayé dans cette brochure, avec sa grossièreté coutumière, de parer à deux dangers : celui qui vient des gens qui prétendent que la *valeur d'échange* n'existe plus en U.R.S.S. et qu'il n'y a plus du tout, par conséquent, de production de *marchandises* (et par suite de marchés) en U.R.S.S. ; et celui qui vient des théoriciens qui, au contraire voient dans la persistance d'une économie marchande réglée par la loi de la valeur l'augure d'un développement capitaliste, ou tout au moins d'un hybride qui ne ressemble que de très loin au socialisme. Bordiga reprend ces réfutations ambiguës de Staline ; il y découvre en sous-œuvre la description d'un processus purement capitaliste, dominé par l'Etat. Pour que ses intentions soient parfaitement claires, je citerai d'abord les huit thèses qui concluent le *Dialogato con Stalin*. Je reviendrai ensuite sur l'argumentation qui les justifie ; elle est parmi les plus nettes qui aient été fournies — d'un point de vue marxiste, s'entend — et tout critique doit les examiner de près sous la forme rude et catégorique que Bordiga leur a donnée, bien qu'on les trouve exposées de

de celle de l'Opposition « bolchevik-léniniste » (Trotsky). Arrêté et déporté par Mussolini en 1924, il fut assigné à résidence en Italie en 1929. Il fut exclu du Parti Communiste en 1930 par Togliatti (Ercoli) alors que Gramsci, également hostile à la nouvelle direction de P.C. italien, était emprisonné. Ingénieur, Bordiga reprit une activité professionnelle sans cesser de suivre l'action de ses partisans dans le mouvement communiste.

Après 1945, Bordiga vécut à Naples et rédigea plusieurs brochures, publiées anonymement. C'est de ces brochures, d'une belle vigueur de ton, que nous occuperons ici. Ce sont : *Dialogato con Stalin* (Milan, Ed. Prometeo, 1953, 67 p.) et *Dialogato coi Morti, Il XX Congresso del Partito Comunista Russo* (Milan, Ed. Il programma Comunista, sept. 1956, 152 p.). *Programme Communiste* a publié en français dans son numéro 8 (juillet-septembre 1959) l'essentiel du « Dialogue avec Staline ».

On vient de publier en Italie plusieurs recueils des articles, études et rapports de Bordiga et de son groupe dans le parti socialiste avant 1914, pendant la guerre entre 1915 et 1918, puis lors de la fondation du P.C. Italien. Bordiga a publié aussi récemment une histoire politico-économique de la révolution russe et de l'Etat Soviétique, qui complète les brochures dont je m'occupe ici. (*Struttura economica e sociale della Russia d'oggi*. Vol. I. Milano, 1966, 571 p.).

façon plus ou moins floue, incertaine et inquiète chez de nombreux analystes occidentaux de l'économie soviétique. Voici ces thèses (écrites en 1952) (1) :

« 1. Le processus économique en cours sur le territoire de l'Union russe se définit essentiellement comme l'implantation du mode de production capitaliste, sous sa forme et avec sa technique les plus modernes, dans les pays à économie arriérée, rurale, féodale et asiatique-orientale.

« 2. L'Etat politique est né d'une révolution, où le pouvoir féodal a été défait par des forces où primait le prolétariat, où la paysannerie venait en second lieu, et où une véritable bourgeoisie était presque absente ; mais il s'est consolidé comme organe politique du capitalisme, par suite de la faillite de la révolution politique prolétarienne en Europe.

« 3. Toutes les manifestations et les superstructures d'un tel régime, avec les différences dues au temps et au lieu, coïncident au fond avec celles de toutes les formes du capitalisme jaillissant et progressant dans son cycle initial.

« 4. Toute la politique et la propagande des partis qui, dans les autres pays, exaltent le régime russe se sont vidées du contenu de classe et révolutionnaire et représentent un complexe d'attitudes « romantiques », dépassées et sans vie dans le développement historique de l'occident capitaliste.

« 5. L'absence actuelle confirmée en Russie d'une classe bourgeoise statistiquement définissable ne suffit pas à contredire les thèses précédentes, car c'est un fait constaté et prévu bien avant la révolution par le marxisme, la puissance du capitalisme moderne étant définie par les formes de production, et non par des groupes nationaux d'individus.

« 6. La gestion de la grande industrie par l'Etat ne contredit en rien les thèses précédentes, car elle survient sur la base du salariat et de l'échange marchand interne et externe, et elle est un produit de la technique moderne industrielle, appliquée d'une façon identique en Occident, dès que l'obstacle des rapports pré-bourgeois de propriété en Russie fut tombé.

« 7. L'absence d'une forme de démocratie parlementaire ne dit rien contre les thèses précédentes ; celle-ci, là où elle existe, n'est qu'un masque de la dictature du capital ; elle est dépassée et tend à disparaître là où la technique productive due aux inventions ultérieures se fonde sur des réseaux d'ensemble et non sur des installations autonomes ; tandis que d'autre part la dictature ouverte a été adoptée par tout capitalisme naissant, dans sa phase « d'adolescence ».

(1) Non reproduites dans l'édition française.

« 8. Cela n'autorise pas à dire que le capitalisme russe est « la même chose » que celui de tout autre pays, car il y a une différence entre la phase pendant laquelle le capitalisme développe les forces productives et en étend l'application au-delà des vieilles limites géographiques, en complétant la trame de la révolution mondiale socialiste, et celle dans laquelle s'épanouissent les mêmes forces sous une forme seulement parasitaire, tandis qu'elles ont déjà atteint et dépassé depuis un certain temps le niveau qui permet de les consacrer à « l'amélioration des conditions du travail vivant », ce qui n'est possible qu'à une forme économique qui ne soit plus fondée sur le salaire, le marché et la monnaie, propre à la *seule* forme *socialiste*. »

Ces thèses fort simples peuvent être prises par certains à la légère, et négligées. Toutefois, comme elles sont non seulement explicites dans la « gauche communiste » italienne, mais latentes chez de nombreux économistes bourgeois qui considèrent aussi, *in petto*, que l'économie russe d'aujourd'hui est un capitalisme *sui-generis* affublé de vieux oripeaux « marxistes », il faut s'y arrêter et examiner l'argumentation de l'ancien chef communiste italien, d'autant plus qu'il prend son point de départ dans l'analyse à la fois grossière, duplice et rusée de Staline, sur laquelle ses anciens fidèles font maintenant le plus profond silence.

La querelle de termes est de peu d'intérêt. Ne soyons pas nominalistes. Appeler capitalisme ce qu'un autre appelle socialisme, et inversement, ne signifie rien, si les structures décrites et expliquées sont les mêmes dans les deux cas. Ce qu'on a appelé « capitalisme », du temps de Marx, ou « impérialisme » plus tard, ce sont des rapports économiques et sociaux déterminés ; ce n'étaient pas des noms hypostasiés, comme on en use aujourd'hui couramment, ce qui évite de dévoiler les choses derrière les noms. Si j'appelle « socialisme d'Etat » le système économique qui prévaut aujourd'hui en U.R.S.S. et dans les pays qui lui ressemblent, c'est parce que ce système me paraît dépendre de structures dont l'équivalent ne se retrouve ni dans le schématique modèle marxien du socialisme, ni dans les réalités présentes du capitalisme ; ce n'est pas parce qu'il nous faut un nom pour qualifier la réalité russe, ou polonaise, ou chinoise. C'est parce qu'un système commun aujourd'hui à de vastes régions du globe, et étroitement relié au système capitaliste tel qu'il s'est développé depuis un siècle, prend une figure où se dessine une évolution

imprévue dans l'analyse du *Capital* de Marx. Bordiga, pour sa part, tranche la question d'une façon simple, mais si l'on peut dire trop syllogistique : une économie marchande est aujourd'hui capitaliste ; or, l'économie russe est marchande ; donc l'économie russe est capitaliste...

Staline, il faut l'admettre, lui faisait la partie belle. On ne peut évidemment prendre pour une analyse honnête la série de versets pseudo-économiques qu'il débite à son auditoire, ni les remontrances qu'il administre à quelques malheureux compères de service. Mais enfin, ses oukases avaient force de loi, de son vivant ; on ne pouvait les enfreindre qu'au péril de sa vie. Il fallait donc les prendre *au sérieux*. Le cas de Staline méritera d'ailleurs à cet égard un traitement tout particulier, car il est unique. C'est celui d'un homme devenu le maître politique d'un immense pays et qui a le pouvoir d'imposer un credo économique par la violence, la torture et la mise à mort. Cela ne s'était jamais vu. Sully, Vauban, Colbert ou Turgot pouvaient déplaire au prince, et se voir démis ; mais ils n'étaient pas obligés de vanter les conceptions économiques de Rois qui n'en avaient pas et qu'ils servaient. Hitler lui-même laissait aux doctes nazis et aux financiers le soin de formuler des thèses économiques. Il revient à Staline d'avoir *fait la loi* dans ce domaine, avec d'autant plus d'outrecuidance que son ignorance était crasse.

Qu'est-ce qu'une « loi économique », pour Staline ? Ce sont les directives que donne le pouvoir (le parti, c'est-à-dire lui-même), appliquées à des exigences considérées comme objectives, c'est-à-dire aux limites de l'arbitraire. Il en distingue de « générales », de « particulières », et d'autres « intermédiaires » ; O. Lange l'a imité. Le panorama ne vaut pas grand'chose. En tout cas, il fait bon marché de toutes les discussions ouvertes depuis le début du XIX^e siècle, et surtout de celles qu'a tout de suite entraînées la révolution d'Octobre (1). Peu importait au tyran. Il lui suffit, pour justifier l'existence d'une économie marchande en U.R.S.S., *c'est-à-dire d'un mode quel qu'il soit d'exploitation du travail d'autrui*, d'affirmer que la loi de la valeur régissait les rapports socialistes comme les rapports capitalistes, à une modification près :

(1) Et qu'a opportunément rappelées Nicolas Spulber, *Soviet Strategy for Economic Growth*, 1964, en particulier le ch. 2 : « The Soviet Economy and Economic Law ». Cet excellent petit ouvrage sert de préface à un recueil remarquable des textes économiques soviétiques de 1924 à 1930 : *Foundations of Soviet strategy for Economic Growth : Selected Soviet Essays*.

la propriété d'Etat des grands moyens de production industriels. Bordiga part de là pour conclure que le système économique de l'U.R.S.S., c'est le capitalisme — et un capitalisme encore jeune qui fait surgir un vaste marché national dont le privait la semi-féodalité tzariste, sous-produit paradoxal d'une révolution prolétarienne réussie là-bas, mais avortée dans l'Europe industrielle.

Toutefois, Bordiga établit d'abord une distinction justifiée entre *théorie*, *loi* et *programme*. Le programme — logiquement postérieur à l'établissement des lois et à l'élaboration de théories — c'est tout bonnement l'effort pour « transformer le monde » ; c'est la politique économique et les buts qu'elle s'assigne, à court ou long terme ; bref, c'est ce qui distingue la politique socialiste du « laissez-faire, laissez-passer » du libéralisme bourgeois et de son équilibre spontané fondé sur l'exploitation des salariés par le capital. En ce sens, les *programmes* sont des éléments centraux du marxisme, contre le pouvoir ou avec le pouvoir (en ajoutant que la formulation d'un programme est incompatible avec l'interdiction d'en discuter contradictoirement). La programmation est tout autre chose que la simple fixation d'objectifs de production. Le capitalisme en décomposition a eu lui aussi cette révélation.

Quant aux *lois*, leur définition relève d'une épistémologie générale aux sciences sociales, et Bordiga peut en effet, en première approximation, se contenter de dire : « une loi est l'expression précise d'une certaine relation entre plusieurs (et en particulier *deux*) séries de faits matériels, relation constamment vérifiée et qui, en tant que telle, permet de calculer des rapports inconnus ». Une *théorie* est quelque chose de plus ambigu : c'est « une présentation des processus réels et des relations qu'ils soutiennent entre eux, visant à faciliter la compréhension générale d'un certain domaine. La prévision et la modification de ces processus ne viennent qu'ensuite ». Bordiga précise encore : « La théorie est quelque chose de général ; la loi quelque chose de particulier et de bien délimité. La théorie est généralement qualitative et définit certaines entités ou grandeurs. La loi est quantitative et vise à les mesurer. » Aujourd'hui, ces distinctions sont largement diversifiées. On les retrouve tout de même sous les termes de système, de modèles, de corrélations — et même tout bêtement de lois. Mais ce qu'il faut bien se mettre en tête, c'est qu'une loi n'est formelle qu'au sens où elle définit des conditions de relations générales pour une situation déterminée. La loi

(scientifique, non juridique) est vérifiée pour un objet, un champ de relations particuliers. Les lois sont donc valables dans certains domaines et non d'autres, ce qui pose le problème épineux, toujours remis en question, de la compatibilité entre différentes lois, aussi bien en physique et en mathématique, qu'en sociologie et en économie. On est ainsi conduit à la recherche d'axiomatiques.

Or, la loi centrale dont il s'agit ici est celle de la valeur. On l'appelle couramment « loi », bien qu'il s'agisse plutôt d'une théorie légitimée par plusieurs lois. L'une de ces lois, c'est qu'en effet lorsqu'il y a échange de biens ou de services entre deux ou plusieurs partenaires, il faut que ces valeurs soient mesurées par un équivalent. Cette mesure est ce dont le socialisme d'Etat hérite du capitalisme. Les lois, au sens propre, qui dérivent de l'existence d'échanges mesurés par un étalon commun (comme le mètre l'est pour des mesures métriques) sont plutôt les rapports quantitatifs précis qui mesurent, pour des cas déterminés, la valeur « métrique ». Mais l'existence d'un principe équivalent de tous les échanges appartient plutôt en lui-même à la théorie. En effet, le marginalisme utilitariste, depuis Condillac, Jevons et Walras, s'en est passé, ce qui ne l'a pas empêché de procéder à des calculs de valeur. J'ajoute que la théorie moderne, en appelant les échanges des « flux », ne modifie pas la chose, car ces flux peuvent eux aussi être présentés en valeurs (d'échange).

Bordiga écrit : « D'après le texte de Staline, la « loi de l'échange entre valeurs équivalentes » se concilierait aussi bien avec sa « théorie » qui dit : il existe des formes mercantiles en économie socialiste, qu'avec la théorie que nous revendiquons modestement comme nôtre et qui affirme : « Là où l'on trouve la grande production et les formes mercantiles, on a affaire au capitalisme ». Vérifier la loi est facile : il suffit d'aller en Russie et de constater que l'échange se fait en roubles, à des prix déterminés, comme dans n'importe quel bazar. Donc, la loi de l'échange entre équivalents est en vigueur. Savoir maintenant quelle théorie est la vraie est un peu plus compliqué. Notre conclusion à nous est qu'en Russie le régime est pleinement, nettement, authentiquement capitaliste. Staline, lui, fabrique une théorie (justement les théories s'inventent, tandis que les lois se découvrent !) affirmant, en défi au vieux Marx, que certains phénomènes économiques du socialisme obéissent normalement à la loi de l'échange (dite loi de la valeur) ».

Bien entendu, l'échange ne concerne pas seulement les produits ou les services, c'est-à-dire les *effets* de l'application d'une certaine capacité de travail au processus matériel de production. Il s'étend à l'échange qui détermine logiquement les autres (quoi qu'il paraisse en être la conséquence) : l'échange entre l'application de la capacité de travail et le salaire, la « force de travail » étant, elle aussi, une marchandise. « [On] va jusqu'à dire que tout est marchandise et qu'il n'existe pas d'autre cadre économique possible que l'échange mercantile et, par voie de conséquence, l'achat de la force de travail salariée, même dans les grandes entreprises d'Etat. Et, en effet, les moyens de subsistance, où donc l'ouvrier d'usine les trouve-t-il ? C'est le kolkhose qui les lui vend par l'intermédiaire de marchands privés ou encore qui les cède à l'Etat à qui il achète de l'outillage, des engrais, etc... L'ouvrier va se ravitailler dans les magasins d'Etat et paye en monnaie. L'Etat peut-il distribuer directement à ses ouvriers les produits dont il est propriétaire ? Certainement pas, étant donné que le travailleur (surtout russe) ne consomme pas de tracteur, d'automobile, de locomotives et encore moins de... canons et de mitrailleuses. Les vêtements et l'ameublement sont évidemment produits par ces entreprises petites et moyennes, auxquelles l'Etat n'a pas touché. L'Etat ne peut donc faire autrement que de donner un salaire en monnaie à ceux qui dépendent de lui et qui, avec cet argent, achètent ce qu'ils veulent (formule bourgeoise qui signifie : le peu qu'ils peuvent). Le fait que le patron qui distribue les salaires soit un Etat qui, « idéalement » ou « légalement », représente les ouvriers eux-mêmes, ne change rien tant que cet Etat n'a même pas pu *commencer* à distribuer quoi que ce soit de numériquement appréciable en dehors du mécanisme mercantile. »

De tout cela — indiscutable en première approximation — rapprochons d'autres affirmations de Bordiga qui montrent la complexité de l'analyse nécessaire. D'un côté, il estime que *l'Etat* est le seul maître de la société russe, en tant qu'il est en la possession d'une seule classe (la bureaucratie d'Etat). Mais de l'autre il estime que cet Etat n'a encore que peu de pouvoirs économiques, comparé aux anciens Etats bourgeois. « Non seulement nous ne sommes pas dans la première phase du socialisme, mais nous n'avons même pas atteint au capitalisme d'Etat intégral, économie où toute la production composée de marchandises circulant au moyen de l'argent, où

chaque produit, sont à la disposition de l'Etat, si bien que celui-ci peut fixer centralement tous les rapports d'équivalence, y compris celui de la force de travail et du salaire. Un tel Etat fonctionnerait au service du capital devenu anonyme et souterrain, et la classe ouvrière ne pourrait ni le contrôler économiquement et politiquement, ni le conquérir ; mais de toute façon, on en est encore loin ; tout ce qu'on y trouve est l'industrialisme d'Etat postérieur à la révolution anti-féodale. Grâce aux investissements de l'Etat dans de vastes travaux publics, ce système permet le développement et l'extension rapide de la mécanisation et du capitalisme. Il accélère donc la transformation de l'économie agraire et des rapports juridiques de la campagne dans le sens bourgeois ; mais les entreprises agricoles « collectives » n'ont rien d'étatique ni, c'est bien clair, de socialiste... L'Etat industriel obligé de négocier l'achat de vivres à la campagne sur le terrain du « marché libre » maintient la rémunération de la force et du temps de travail au même niveau que l'industrie capitaliste privée. On peut même dire que, du point de vue de l'évolution économique, l'Amérique, par exemple, est plus proche que la Russie du capitalisme d'Etat intégral. Car, en fin de compte, alors que l'ouvrier russe consacre peut-être les 3/5 de son salaire à l'achat de produits alimentaires, l'ouvrier américain, lui, les destine aux produits industriels ; en outre, les produits alimentaires eux-mêmes lui sont livrés bien souvent par l'industrie sous forme de boîtes de conserve... »

En fin de compte, « malgré l'existence d'usines immenses et de gigantesques travaux de constructions publiques, la République qui se dit socialiste et soviétique n'a en main et ne contrôle que peu de choses, en somme ; et bien peu a été véritablement étatisé et nationalisé. L'importance de la propriété d'Etat relativement à l'ensemble de l'économie est peut-être plus grande dans certains pays bourgeois ».

Bordiga fait table rase. Il se facilite ainsi les perspectives : aujourd'hui, un seul système économique, celui des relations capitalistes, régit le monde, accomplissant ainsi les prévisions de Marx sur l'universalité de ces relations. Les niveaux atteints par les relations capitalistes peuvent être plus ou moins avancés ici ou là, selon l'état de la technique, des ressources en capitaux et matières premières, de la densité des populations, etc... Elles culminent en certaines régions — dont l'U.R.S.S., l'Est européen, la Chine, etc. — dans un capitalisme d'Etat dont Marx et Engels, et plus tard Boukha-

rine, ont donné très clairement la formule. Il résulte de tout cela que les travailleurs salariés, eux aussi exploités à des degrés divers, sous des formes plus ou moins savantes et barbares, et qui constituent l'immense majorité de la population planétaire, n'ont aujourd'hui comme hier qu'une fonction unifiée et radicale — débarrasser l'économie mondiale des relations d'échange que matérialise le capitalisme (1).

Bordiga abuse du syllogisme, et surtout du caractère axiomatique de la majeure de celui-ci. L'échange de valeurs mesurées par un étalon commun est une forme des rapports capitalistes lorsque ceux-ci sont pleinement développés comme économie monétaire. Marx, dans les séquences $A - M - A'$ et $M - A - M'$, part de là. Mais cette forme est une forme achevée. L'équivalence des valeurs et les économies marchandes ont précédé de loin les rapports capitalistes purs, et lui survivent aussi : elles se prolongent indubitablement dans le socialisme d'Etat, sous des formes nouvelles, à une époque où les relations capitalistes elles aussi altèrent les formes classiques de l'échange libre — ce qui fait la particularité de notre époque. Tous les économistes soviétiques reconnaissent aujourd'hui qu'en U.R.S.S. comme en Chine, en Pologne, etc... existent des relations marchandes régies par un système d'équivalence des valeurs ; leurs différences ne viennent que de l'appréciation des limites entre lesquelles joue ce système. Certains d'entre eux en sont venus à interpréter ces limites dans un sens néo-marginaliste (c'est le cas de Kantorovitch ou de Lange). D'autres pensent que l'échange équivalent passe de l'actuel au virtuel lorsqu'on passe des transactions sur les produits aux transferts sur les services ; ou des relations entre entités non-socialistes (kolkhozes, secteurs agraires et artisanaux coopératifs, semi-privés et privés) et entités nationales ou d'Etat ; ou des formes de l'échange des produits aux transactions planifiées des entreprises. Ces

(1) Bordiga n'ignore pas qu'une *transition* est pourtant nécessaire ; il n'en donne cependant pas le schéma. « Pour sortir de la définition de « systèmes immobiles », et donc abstraits, dit-il, et nous placer sur le terrain historique, disons dès maintenant que la thèse centrale de notre doctrine est la suivante : le passage du capitalisme au socialisme ne se fait pas d'un seul coup, mais par un long processus. Nous admettons donc que pendant une période assez longue des secteurs d'économie privée pourront coexister avec des secteurs d'économie collective, et des secteurs capitalistes (ou précapitalistes) avec des secteurs socialistes. Mais nous précisons dès maintenant, que tout domaine ou tout secteur qui reçoit ou qui vend des marchandises (y compris la force de travail de l'homme) relève de l'économie capitaliste. »

différences n'intéressent pas Bordiga : s'il y a échange de valeurs équivalentes, il y a capitalisme ; et si l'Etat est propriétaire des moyens de production des produits échangés, il y a capitalisme d'Etat, d'ailleurs imparfait. Cela lui suffit.

Bordiga inclut bien entendu dans les échanges celui qui détermine l'existence de tous les autres : l'échange entre force de travail et salaire, car c'est précisément celui qui crée et détermine toutes les valeurs échangées, non seulement génétiquement, mais métriquement. Mais c'est sur ce point — les formes de l'échange travail/salaire — que continue à régner une grande obscurité, à la fois chez les économistes soviétiques, chez les économistes « libéraux bourgeois », et chez les critiques comme Bordiga qui assimilent l'économie soviétique au capitalisme pur et simple. Cette triple dérobade s'explique d'ailleurs fort bien. Les économistes soviétiques, « révisionnistes » ou non, staliniens ou néo-staliniens, ont tout intérêt, dans la mesure où ils cherchent à justifier l'organisation politico-bureaucratique de l'Etat, à justifier ainsi une dichotomie insoutenable : valeur et échange — oui ; exploitation du travail — non. Quant aux économistes bourgeois, comment comprendraient-ils les mécanismes de l'échange valeur-travail/salaire en U.R.S.S., où n'existe plus de classe capitaliste privée, alors qu'ils ne les ont jamais compris dans leur propre régime, où domine cette classe ? Il ne leur reste qu'à se rabattre sur l'analyse des *effets* : large éventail des salaires, absence de négociations paritaires, etc... en négligeant la structure qui les manifeste. Enfin, les critiques qui simplifient les choses, comme Bordiga, ne s'arrêtent pas non plus sur ce phénomène, pressés qu'ils sont d'affirmer axiomatiquement que le salaire russe est un salaire capitaliste, et qu'il suffit pour en connaître les caractéristiques de consulter *le Capital*.

Pourtant, c'est justement l'analyse des formes spécifiques de l'échange travail/salaire qui peut nous révéler aussi les formes spécifiques de la création et de la répartition de la plus-value dans le socialisme d'Etat. Le socialisme d'Etat, tel qu'il se développe depuis cinquante ans, reste une économie échangiste, non seulement parce qu'il comporte toujours certains éléments de type capitaliste (propriété privée, coopérative, étatique), mais parce qu'il ne peut en être autrement dans une économie d'Etat, non « sociale », où le travail rémunéré reste une contrainte économique. La généralisation progressive du salariat y tend à un système d'exploitation assez

différent de celui du schéma capitaliste, que j'appelle exploitation mutuelle, qu'arbitre la bureaucratie à son profit. Les thèses de Lurat ont le mérite que n'ont pas celles de Bordiga, de tenter une explication de la « spoliation oligarchique ». Mais ni l'un ni l'autre — et moins encore, bien entendu, les économistes bourgeois et soviétiques — ne sont en mesure de répondre à la question cruciale : comment l'échange travail/salaire, sur la base de la loi de la valeur, est-il explicable à partir du moment où une collectivité étatique ou sous-étatique (municipale, d'entreprise, ou même coopérative) est l'offreur de travail et s'approprie la plus-value créée tout en assurant aux masses salariées l'équivalent nécessaire à la « reproduction de la force de travail » ? L'explication n'est possible que si l'on admet qu'une exploitation reste inévitable dans ce cas, que cette exploitation a un caractère mutuel, en créant l'inégalité de l'échange, que la productivité insuffisante l'entretient, que les limites nationales de l'étatisme l'imposent et la perpétuent, et que ce régime est bel et bien un socialisme d'Etat, et non un capitalisme, ni bien entendu un communisme (ou un socialisme intégral, comme on voudra, le nom importe peu ici) qui serait un régime où *n'existerait plus de salariat*, c'est-à-dire où la capacité de travail n'aurait pas plus de valeur d'échange que les produits.

Ce régime n'existe nulle part, et n'est pas près de voir le jour, d'autant moins que l'irruption du « tiers-monde » dans la vie économique internationale a jeté sur le marché du travail des masses immenses qui se précipitent à allure accélérée vers les formes exploitrices du socialisme d'Etat, sans compter l'exploitation qu'elles subissent dans leurs rapports avec les grands pays industriels où domine le capitalisme pur doublé d'un capitalisme d'Etat de plus en plus impérieux. Bordiga rappelle qu'un « stade de transition est inévitable ». Au cours de ce stade, dit-il, « le prolétariat a conquis le pouvoir et doit mettre les classes non prolétariennes hors la loi, justement parce qu'il ne peut pas les « abolir » d'un seul coup. Cela signifie que l'Etat prolétarien contrôle une économie dont une partie, il est vrai décroissante, connaît la distribution mercantile et même des formes de disposition privée du produit et des moyens de production (que ceux-ci soient concentrés ou éparpillés). Economie non encore socialiste, économie de transition. » C'est cette économie de transition que j'appelle « socialisme d'Etat ». Que signifie « transition » ? Passage d'un état à un autre. Mais ce passage, on en convien-

dra, doit lui-même, surtout si la transition est lente, s'effectuer sur une structure déterminée des relations économiques. Du fait même de la transition, il ne s'agit plus du capitalisme — mais du socialisme d'Etat ; forme incongrue, je le veux bien, décevante étant donné le mythe créé autour du mot socialisme, mais réelle et explicable en théorie.

Quant au communisme, on peut bien admettre les définitions que Bordiga en donne. Elles serviront au moins à nous rappeler que ce qui existe en Chine ou en U.R.S.S. n'en est ni la caricature, ni la préfiguration, mais seulement le mythe à l'usage du parti bureaucratique dirigeant. Premier stade : « La société est déjà parvenue à la *disposition* des produits en général et elle les a *assignés* à ses membres au moyen d'un plan de « contingentement ». L'échange et la monnaie ont cessé d'assurer cette fonction. On ne peut concéder à Staline que l'échange simple sans monnaie, mais toujours selon la loi de la valeur, puisse être une perspective d'acheminement au communisme. Cela représenterait au contraire une sorte de rechute dans le système du troc. L'assignation des produits part au contraire du centre et s'effectue sans équivalents en retour. Exemple : lorsqu'une épidémie de malaria éclate, on distribue de la quinine gratis dans la zone intéressée, mais à raison d'un seul tube par habitant. A ce stade, outre que l'obligation du travail subsiste, l'enregistrement du temps de travail fourni et le certificat attestant cette fourniture, c'est-à-dire le fameux *bon de travail* si discuté depuis un siècle, sont nécessaires. Le bon possède la caractéristique de ne pouvoir être accumulé, si bien que toute tentative de le faire entraîne la perte d'une certaine quantité de travail sans restitution d'équivalent. La loi de la valeur est enterrée. »

Deuxième stade : « La productivité du travail est devenue telle que ni la contrainte, ni le contingentement ne sont plus nécessaires (sauf cas pathologiques) pour éviter le gaspillage des produits et de la force humaine. Liberté de prélèvement pour la consommation à tous. A chacun liberté de prélèvement pour sa consommation. Exemple : les pharmaciens distribuent gratuitement et sans restriction la quinine. Et si quelqu'un en prenait dix tubes pour s'empoisonner ? Il serait évidemment aussi stupide que ceux qui confondent une infecte société bourgeoise avec le socialisme... »

J'ajoute, pour mémoire : cette *société* n'est évidemment concevable que lorsque les forces économiques dominantes de la planète seront en mesure de l'assurer. Pas de « communisme dans un seul pays », c'est-à-dire dans un seul *Etat* !

CHAPITRE VI

LA CRITIQUE NEO-MARGINALISTE DU SALAIRE SOCIALISTE

A) *L'avatar de Schumpeter.*

Schumpeter, parlant d'un « organigramme socialiste » possible, où il combine la forme pratique du plan du modèle soviétique avec les préoccupations des néo-mercantilistes socialistes comme Lange ou Lerner, ainsi qu'une idéologie travailliste britannique, s'est heurté à la question des salaires. Pour lui (qui n'a jamais admis l'essentiel de la théorie de la valeur de Marx), le salaire reste un « revenu » comme les autres. Si alors des théoriciens du socialisme ou de la planification lui affirment que dans « le socialisme », le salaire n'est plus le prix du « travail nécessaire », mais une simple part individuelle du revenu national, il conclut tout naturellement qu'il n'y a pas grande différence, à ce point de vue, entre l'économie de marché capitaliste et l'économie socialiste ; on peut bien alors passer de l'une à l'autre si d'autres considérants y invitent (notamment l'*efficacité* des monopoles et même de la bureaucratie comme moteurs de l'accumulation des profits).

Cette analyse prouve simplement que Schumpeter (et de nombreux « sympathisants » du communisme ou socialisme d'Etat national) ne comprend pas la nature réelle du salaire dans le capitalisme, et qu'il ne la comprend pas non plus dans le socialisme national. Cette double incompréhension est la seule base de son équation.

Suivons son raisonnement. (*Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, trad. franç., 1951, p. 228) (1) :

(1) Schumpeter était, comme Von Mises, un élève de Böhm-Bawerk. Sur le tard, il paraît s'être amusé à prendre le contre-pied de Mises, en particulier dans ce livre, qui est une réponse masquée au *Socialisme* de Von Mises. Schumpeter, marginaliste désabusé, comme l'est aussi Joan Robinson, constate « la réussite » de

« Le socialisme n'est pas forcément égalitaire ; néanmoins, l'on ne saurait raisonnablement s'attendre à ce qu'une société socialiste puisse tolérer un degré d'inégalité des *revenus* suffisamment accentué pour réaliser le taux d'investissement que la société capitaliste réalise sur la moyenne des phases cycliques. Les inégalités capitalistes elles-mêmes n'y suffisent pas et leur effet doit être renforcé par ceux de l'accumulation des revenus par les sociétés et de la « création du crédit bancaire... » Pour atteindre un taux d'investissement réel croissant, il faudra donc recourir à d'autres sources que l'*épargne* (considérée ici comme l'excédent sur le revenu salarial, sur la consommation salariale immédiate) à savoir aux *profits* accumulés, et au *crédit*. En somme il faudra faire comme le capitalisme, qui mobilise pour ses investissements l'épargne directe (emprunts, dépôts bancaires, etc.), puis une partie des profits capitalistes (« réserves des sociétés ») consacrés à l'élargissement de la production, investissements qui gagent eux-mêmes des crédits à plus ou moins longs termes.

Schumpeter, se bornant à cette description, en retrouve les grands traits dans le socialisme d'Etat : là aussi, et avec une efficacité infiniment plus grande, l'épargne, les profits et le crédit, peuvent être mobilisés. *Donc*, sans beaucoup modifier l'essence de la dynamique économique, le socialisme offre un grand avantage sur le capitalisme concurrentiel, ou monopoliste.

Mais pour être consistante, cette analogie doit aller beaucoup plus loin. D'où viennent en effet les fonds accumulés, soit comme épargne, soit comme profits, soit comme crédit ? Ils proviennent de *sources socialement différentes*, ce dont Schumpeter ne peut pas convenir puisqu'il rejette toute l'analyse de Marx, et que pour lui toutes les formes de gains sont simplement des « revenus ». L'épargne provient du fonds de consommation, c'est un « surplus » non consommé, soit chez les salariés, soit chez les petits producteurs, travailleurs, artisans, ou commerçants individuels, soit comme partie non con-

l'économie stalinienne. Mais pas plus que sa critique antérieure, son ironique et cynique apologie ultérieure n'est fondée.

Dans un article de *L'Observateur* (15 janvier 1953), j'écrivais : « Schumpeter, gloire classique de l'économie de la chaire, est l'un des fruits les plus curieux de ce retard de l'économie sur la société. Son ouvrage : *Capitalisme, socialisme et démocratie* est un testament. Paru en 1940 aux États-Unis, il connut une certaine vogue au cours des années de la Grande Alliance. C'est un livre facile à lire, plein de fausse naïveté, parsemé de sarcasmes et assez propre à irriter même les économistes. En deux mots Schumpeter y

sommée du fonds de consommation des capitalistes (par exemple, dividendes des actions). Mais les « réserves des sociétés », c'est tout autre chose : il s'agit là d'une partie des profits capitalistes, sur lesquels se fonde l'auto-financement. Cette partie-là n'est pas déduite des fonds de consommation, mais provient directement de la plus-value. Le salaire n'y contribue nullement. Quant au crédit, s'il s'agit d'un crédit à la production (investissements productifs) ce n'est qu'une anticipation à différents termes sur les profits escomptés. Si cette division subsiste dans le socialisme d'Etat, c'est que celui-ci conserve encore la division entre profits et salaires, et que ce n'est donc nullement le socialisme développé ; mais une forme rudimentaire, transitoire, qui emprunte des traits essentiels aux rapports capitalistes.

En effet, voulant justifier le socialisme, Schumpeter ne fait que révéler ce qu'il y a encore de capitaliste dans le socialisme d'Etat, même intégralement planifié. Voici, en effet, comment il poursuit : « Si donc, une société socialiste [alors qu'il faudrait dire : un *Etat socialiste séparé*] désire réaliser un taux similaire, sinon plus élevé, d'investissement réel — rien ne l'y oblige, évidemment — elle devra recourir à d'autres méthodes qu'à celles de l'épargne. La formation de réserves prélevées sur des « profits » que l'on pourrait laisser se matérialiser au lieu de les maintenir à l'état virtuel ou encore, comme suggéré ci-dessus, une technique analogue à celle de la création de crédits, serait parfaitement praticable. Toutefois, il serait beaucoup plus expédient de s'en remettre au Conseil Central ou au Parlement qui pourraient régler la question d'un commun accord dans le cadre du budget social : alors que le vote portant sur la partie « automatique » des opérations économiques de la société aurait un caractère purement formel ou servirait peut-être à des fins de contrôle, le vote portant sur le chapitre investissements ou tout au moins, sur son montant — impliquerait une décision réelle et prendrait rang à côté du vote des dépenses militaires et des autres dépenses d'intérêt collectif ».

expose ceci : les idées de Marx sociologue, économiste et professeur (*sic*) sont toutes fausses ; mais toute l'évolution récente du capitalisme lui donne raison. C'est assez comique. Avec un luxe d'analyses à retardement, Schumpeter montre le déclin de la fonction d'entrepreneur, la paralysie qu'engendrent les monopoles, l'hostilité croissante du salariat généralisé, etc... Il y explique ensuite que le socialisme peut parfaitement fonctionner — ce dont on commençait à se douter — et conclut sur un appel, qui ne laissera personne insensible, aux droits de la démocratie dans le cadre

En somme, c'est ce qui se passe en U.R.S.S. Les profits centralisés dans le budget de l'Etat (avec le montant de l'impôt et de l'épargne mobilisés), sont réinvestis par décision centrale de la Commission du Plan, c'est-à-dire par décision du Parti (le plan est ratifié par celui-ci). Or, cette centralisation des profits suppose un calcul similaire des fonds de consommation (salaires), car les salaires sont en relation avec la quantité de plus-value susceptible d'être transformée en profits, et il est clair que la grandeur absolue et relative des investissements ne peut être calculée que si les profits le sont, donc, aussi les salaires, qui sont en relation directe avec la plus-value produite. Cette fixation étatique des fonds des salaires (et par suite du taux de plus-value escomptée), Schumpeter l'appelle simplement répartition centralisée des *revenus* et par suite des emplois : « En dehors d'une exception éventuelle en ce qui concerne les heures supplémentaires, je n'ai pas laissé aux camarades, pris individuellement, la faculté de fixer la quantité de travail à accomplir par eux, étant d'ailleurs entendu que, en leur qualité d'électeurs, et par d'autres procédés [on voudrait bien savoir lesquels ?] ils peuvent exercer sur cette décision autant d'influence qu'on en exerce sur la répartition des revenus, etc... [c'est-à-dire à peu près aucun !]. Je ne leur ai pas non plus concédé, pour ce qui est du choix de leur emploi, davantage de liberté que le Conseil Central ne peut et ne veut leur en accorder, compte tenu des exigences de son plan général. On peut se représenter une telle organisation en se référant au service militaire obligatoire. Un tel plan se rapprocherait beaucoup de la formule : « à chacun selon ses besoins, chacun doit contribuer selon ses aptitudes » [bizarre formule ! En tout cas, il ne peut s'agir ici d'un « à chacun selon ses besoins », mais à chacun selon son *travail* ; mais Schumpeter ne veut pas le dire parce qu'il n'accepte pas l'analyse de Marx]. Ou tout au moins, on pourrait, moyennant quelques modifications secondaires, l'adapter à cette for-

du socialisme (et cette partie, esquissant les critères d'un droit démocratique nouveau fondé sur la non-disposition « apparente » des personnes, est peut-être la plus curieuse).

« Mais voyez de quel ton cela nous est dit : avec amertume, avec cynisme même. Schumpeter fait penser à Tocqueville, à ces monarchistes d'Ancien Régime que la révolution a convaincus, parce qu'ils ne sont pas sots et qu'une certaine noblesse de nature les inspire, mais que le monde nouveau n'enchantait pas. Tocqueville admettait qu'on ne puisse revenir sur 1793, mais il n'eut pas touché avec des pincettes Robespierre ou Blanqui. Schumpeter reconnaît la viabilité du socialisme (du système économique développé en U.R.S.S.), mais ni Marx, ni Lénine n'auraient jamais fait partie de

mule. Cependant, alternativement, nous pourrions également laisser à chaque camarade le soin de décider combien de travail et quel genre de travail il se propose d'accomplir [Nous y voilà ! « A chacun selon son travail ! »]. En pareil cas, l'autorité devrait essayer de réaliser l'affectation rationnelle de la main-d'œuvre au moyen d'un système d'incitation — des primes étant à nouveau offertes, non seulement pour les heures supplémentaires, mais encore pour tous les travaux, aux fins d'obtenir en tous lieux une « offre » de main-d'œuvre de tout genre et de toute qualification qui soit adéquate à la structure de la demande des consommateurs et au programme d'investissement. Une relation évidente s'établirait entre les primes et le caractère attrayant ou fastidieux de chaque emploi ainsi que l'habileté à acquérir pour le remplir : elles présenteraient donc une certaine similitude avec le barème de salaires d'une société capitaliste. Bien qu'il ne faille pas pousser trop loin l'analogie existant entre un tel barème, et le système socialiste des primes, il n'est pas défendu de parler, dans le dernier cas, d'un « marché du travail »... »

Schumpeter envisage ainsi deux variantes :

a) assignation planifiée des emplois et participation au revenu social en fonction des besoins et des aptitudes ;

b) recherche libre des emplois, en fonction du travail rémunéré en salaires différentiels.

Dans les deux cas, la fixation du taux des salaires et de leurs variations dépend de l'autorité centrale. Dans le cas a) l'aspect de marché s'efface derrière le plan ; dans b) la mobilité de l'emploi rappelle celle d'un marché. En fait ces deux cas sont combinés dans le plan soviétique, mais c'est seulement en *apparence*, comme fiction comptable, que le salaire y apparaît comme « part du revenu national » ; en fait, il s'agit du prix du travail nécessaire. D'autre part, il ne suffit nullement

sa galerie de portraits. Comment se fait-il que Marx, avec des idées fausses, ait mieux prévu le développement de la société depuis un siècle que ses adversaires ? Schumpeter ne nous l'apprend pas. Pourtant, s'il avait mieux compris les principes d'analyse de Marx, il n'eût pas attendu la fin de sa vie pour se faire une idée plus juste de ce qui se passait sous ses yeux. Il eût tenté de projeter dans l'avenir ses vues sur le présent. Au lieu de donner en fin de compte un livre où il explique avec un grand retard ce que nous savons depuis longtemps déjà, il aurait tenté de collaborer au travail qui attend maintenant les analystes de l'avenir. Que dirions-nous d'un physicien attardé à justifier de nos jours l'électromagnétique de Maxwell, alors qu'elle est passée depuis longtemps dans le domaine public, et que bien d'autres problèmes plus avancés attendent le savant ? »

de l'octroi de primes ou salaires différentiels élevés pour « orienter » la main-d'œuvre ; il y faut la pression du besoin (misère) et celle de l'autorité (parti, administration et police) ; c'est ce que Schumpeter reconnaît plus loin.

« *Les « revenus » que nous avons initialement assignés aux camarades ne sont pas des salaires.* En fait, ils sont composés, comme le révélerait l'analyse, d'éléments économiques disparates dont l'un seulement pourrait être relié à la productivité marginale de la main-d'œuvre. Les primes que nous avons introduites ultérieurement présentent davantage d'analogies avec les salaires de la société capitaliste. Néanmoins, l'équivalent de ces derniers n'existe en réalité nulle part, sinon dans les livres du Conseil Central, où il consiste à nouveau dans un simple barème (ou index) de référence associé, pour des fins d'allocations rationnelles, à chaque type et qualification de travail — index dont s'est évaporé tout un groupe d'attributs qui n'ont de sens que dans un monde capitaliste. Nous pouvons observer, en passant, que rien ne nous empêche de désigner à notre convenance les unités au moyen desquelles sont libellés les bons représentant les droits de chaque camarade à une certaine quantité de biens de consommation ; nous pouvons aussi bien les baptiser « heures de travail ». Et comme le nombre total de ces unités n'est rien moins qu'arbitraire (dans des limites fixées par des considérations d'ordre pratique), nous pouvons l'égaliser au nombre des heures effectivement assurées, en ajustant, à la mode de Ricardo-Marx, tous les types et intensités de travail à quelque qualité-étalon. Enfin, notre communauté peut, tout comme un autre régime peut le faire, adopter le principe d'après lequel les « revenus » doivent être proportionnels au nombre des heures de travail-étalon effectuées par chaque camarade. Dans ces conditions, nous aurions établi un système de billets (monnaie) travail. Or, le point intéressant à souligner à cet égard, c'est que, en laissant de côté certaines difficultés techniques... un tel système pourrait parfaitement fonctionner. *Mais il est facile de voir que, même dans ce cas, ces « revenus » ne seraient pas des « salaires ».* Il est non moins évident que la possibilité de faire fonctionner une telle organisation ne prouve rien en faveur de la théorie de la valeur-travail ».

Cette assez peu discrète apologie des conceptions de Staline, au nom de la bourgeoisie monopoliste décadente, est pleine de sens, si l'on se réfère à ce que Schumpeter décrit plus loin (p. 335) : « ...pas besoin d'extrapoler jusque dans

un avenir très lointain pour imaginer des situations dans lesquelles *le socialisme pourrait être le seul moyen de restaurer la discipline du travail...* Les instruments de discipline dont pourra user la gestion socialiste seront beaucoup plus variés que ceux qui sont encore à la portée d'une gestion capitaliste... ». Et de nous faire la description d'un baigne « socialiste », où le pouvoir fait régner la discipline du travail en affamant, terrorisant, déportant, etc. l'ouvrier que l'on a privé de tout autre « alternative ». Schumpeter voit cela réalisé en U.R.S.S., avec une forte accumulation planifiée ; en somme, le rêve pour les monopoles bourgeois à bout de course ! Cela se baptise socialisme ? Peu lui importe ! L'essentiel c'est que l'ouvrier travaille sans regimber. On comprend du même coup pourquoi Schumpeter trouve que tout cela « ne prouve rien » en faveur de la théorie de la valeur-travail : comme selon lui, cette théorie n'est pas valable pour le capitalisme, elle ne l'est pas non plus, *a fortiori*, pour son « socialisme » imité de celui de Staline ; c'est pour la même raison que, le « salaire » n'étant pas pour lui le salaire au sens marxiste dans le capitalisme, il ne l'est pas non plus dans le socialisme d'Etat. Or, comme l'école stalinienne nie que le salariat (au sens marxiste) existe encore en U.R.S.S., cette négation fait très bien les affaires de Schumpeter. La seule différence ici, par rapport à la réalité, c'est que Staline mentait sciemment, en soutenant que le salariat avait disparu, tandis que Schumpeter prolongeait seulement le mensonge social objectif dans lequel il rêvait au sein du capitalisme. Schumpeter dit : le salaire ni la plus-value n'ont jamais existé comme le croyait Marx. Les staliniens disent : le salaire et la plus-value n'existent *plus* en U.R.S.S., alors qu'ils existaient dans le capitalisme. Les deux affirmations, inégalement fausses, se conjuguent.

D'où les cabrioles de Schumpeter, cette lumière de l'économie bourgeoise décadente et désabusée, pour démontrer que dans le socialisme d'Etat, le travailleur touche seulement, par l'intermédiaire d'un « bon de travail », la part du revenu national à laquelle il a contribué. Mais tout cela est tiré par les cheveux. Cela se résume à la vieille affirmation : le salaire n'est pas le prix du travail nécessaire, simple partie variable de la valeur créée par le travailleur productif ; il est le prix de marché du travailleur marginal employé. Schumpeter « étatique » tout simplement cette dernière formule : dans l'Etat socialiste (il dit : la société), le salaire est le revenu marginal du travailleur employé, *fixé par l'organe économique central.*

Le marché disparaît comme régulateur du niveau de ce revenu ; ou plutôt, le plan s'y substitue. Voilà en quoi le prix du travail ne serait plus un « salaire » ; voilà la différence essentielle, en matière de travail, entre le capitalisme et le socialisme. Le travailleur touche ainsi des bons, à valoir sur la consommation nationale, au prorata du travail fourni, prorata fixé à l'avance par l'autorité centrale pour les différentes catégories et formes de travail. Quand Schumpeter ajoute que *cette* « organisation » ne prouve rien en faveur de la théorie de la valeur-travail, on peut l'approuver. Elle ne prouve rien en sa faveur, pour la bonne raison que cette théorie est justement la *critique* d'une telle organisation. Schumpeter aurait pu s'en apercevoir, sinon à l'analyse du système soviétique, du moins en relisant ce que Marx a écrit contre Proudhon, Gray, Bray, Lassalle et bien d'autres.

La position de Schumpeter, qui approuve une planification de type stalinien à cause de son efficacité, n'est possible que parce qu'il n'accepte pas les prémisses de l'analyse marxiste. Il lui arrive donc ce qui arrive à tous les économistes bourgeois qui « sympathisent » avec les théories staliniennes : il approuve le système russe dans ce qu'il a encore de capitaliste, et se refuse à sa critique nécessaire *du point de vue marxiste*. D'où ses paradoxes et son cynisme qui cachent mal une faillite complète. Si Schumpeter admettait le point de vue de Marx, c'est-à-dire la critique sociale du capitalisme, autrement dit s'il considérait le salaire comme le prix du travail nécessaire prélevé sur la valeur totale créée par l'ouvrier (l'autre partie étant la plus-value), il lui serait beaucoup moins facile de le transformer en simple « revenu », sans plus se soucier de la plus-value créée.

B) *La critique de Von Mises et son interprétation.*

Von Mises rejette la possibilité même d'un salaire dans le socialisme d'Etat (il ne faut pas perdre de vue que Mises traite expressément de « l'Etat socialiste isolé », ce qui était, à l'époque où il écrivait son livre — 1922 — prévoir l'évolution de l'U.R.S.S.) parce que le calcul marginal y est impossible (1). Paradoxe apparent : von Mises, comme les économistes

(1) Je cite l'ouvrage de Ludwig von Mises, *Le Socialisme* (préfacé par F. Perroux), dans l'édition de 1952 de la traduction française. Il a développé les mêmes idées dans *Nationalökonomie, Theorie des Handelns und Wirtschaftens* (1940), ouvrage entièrement réécrit sous le titre : *Human action. A treatise on Economics* (1949) ; cf. particulièrement dans cette dernière version, ch. XXI, Work and Wages, et ch. XXVI, The impossibility of economic calculation under socialism.

staliniens, estime que dans l'économie socialiste (étatique) *il ne peut pas y avoir de salaire*. Leurs raisons sont opposées, mais la conclusion est la même. Pour Mises, il n'y a pas de salaire, mais une part *arbitrairement* dévolue au travailleur sur le produit national, puisque le calcul marginal est impossible, le marché libre n'existant plus. Pour les Bastiat staliniens, il n'y a pas non plus à proprement parler de salaire : l'ouvrier perçoit seulement la part du produit social net qui « lui revient », mais cette part n'est pas arbitraire : elle est proportionnelle à la quantité et à la qualité du travail fourni par l'ouvrier, par rapport à la grandeur du produit global. Pour un produit social croissant, le fonds des salaires croît, inégalement d'ailleurs. Ce n'est pas le calcul marginal qui règle cette proportionnalité, c'est le calcul du coût de production et de la rentabilité à l'échelle sociale. Ni l'un, ni l'autre ne rapporte le salaire à l'échange, et moins encore au profit (et par conséquent, au taux d'accumulation et d'investissement), pour des raisons différentes mais qui se rejoignent dans leurs conclusions. C'est que Mises et les staliniens ont un point commun : ils analysent *l'apparence* du système, ses relations de surface. De cette illusion, chacun peut alors tirer ce qu'il veut. Il se trouve qu'ils tirent une conclusion semblable : pas de salaire — ce qui, pour Mises, signifie qu'il n'y a pas d'économie, mais *despotisme* économique, social et politique, et pour les Bastiat staliniens, que tout est pour le mieux dans la meilleure des harmonies non-capitalistes. Le salaire n'existant pas, impossible à l'ouvrier de lutter pour l'améliorer. Selon Mises, l'autorité l'en empêche, puisque la fixation de la rémunération est absolument arbitraire ; pour les bureaucrates socialistes, seule la quantité de travail fourni peut accroître la part de chacun dans le revenu net ; c'est donc le travail, et non la revendication, qui peut améliorer les choses — raisonnement classique de l'entrepreneur capitaliste.

La déduction de Von Mises est grossière, mais rigoureuse. Elle est même syllogistique. Pas de marché, pas de prix ; pas de prix, pas de salaire. Ce type de logique montre bien les embarras où sont conduits les marginalistes lorsqu'ils ont à faire à une société réelle, à autre chose que des axiomes.

Les marginalistes raisonnaient dans ce domaine en s'écartant de la théorie du « fonds des salaires » (à laquelle les staliniens sont revenus sous une nouvelle forme). Au lieu de concevoir la masse des salaires comme une quantité fixée par les investisseurs capitalistes, ils y voient une fonction de

demande plus ou moins élastique, correspondant à une offre elle-même très élastique. La demande de travail doit donc plutôt dépendre du produit escompté du travail, que d'une décision préalable des capitalistes relative aux investissements possibles. La masse des salaires et leurs taux sont ainsi deux flux variables, et non un fonds plus ou moins fixe. Ces flux sont commandés en fin de compte par la productivité du travail (quels qu'en soient les facteurs) : celle-ci croissant, attire les capitaux, d'où demande accrue et élévation de la masse et du niveau des salaires versés dans la branche à haute productivité considérée (1). Telle est la différence de Mises à Mill.

Le concept d'élasticité chez les fondateurs du marginalisme dérive pour une large part des premières applications du calcul différentiel à des grandeurs économiques et sociales : ils pensaient par voie d'accroissement infinitésimaux, d'incrémentés ajoutés ou soustraits à la marge d'une grandeur (1). A la fin du siècle, la notion de *limite* était devenue essentielle à l'analyse et Marx lui aussi, dans ses tentatives pour s'assimiler le calcul différentiel et intégral, avait tenté de s'appuyer sur la notion de limite pour étudier certaines variations. Mais les grandeurs dont s'occupent les marginalistes sont des « utilités », des formes d'usage. Les prix dérivent de l'utilité à la marge, constatée par le croisement d'une courbe d'offres et d'une courbe de demandes sur cette marge. Le salaire, considéré par eux comme prix du travail, obéit à la même dynamique. Le travail est bien une marchandise (c'est ce que les marginalistes retiennent des classiques), mais son prix, le salaire, s'explique alors comme celui des autres marchandises : par l'utilité marginale qu'il présente pour son acheteur, le capitaliste. Mais le travail se présente : a) comme lié à la personne du travailleur, b) comme moyen de produire (et non

(1) Cette conception restait tout de même reliée, involontairement, à la conception classique du fonds des salaires. « Bien que l'on ait reconnu les vérités de « l'économie des hauts salaires », plus d'un corollaire de l'ancienne doctrine en fut renforcé plutôt qu'affaibli. Par exemple, cela impliquait que si la demande de travail était élastique, la tendance à élever les salaires au-dessus de leur « niveau naturel » (à moins qu'elle se soit doublée d'une productivité accrue) aurait le résultat plus défavorable de provoquer une restriction réelle du fonds consacré à l'emploi de travail, au lieu de laisser simplement ce fonds inchangé. » M. Dobb, *Wages*, 1952, p. 114.

(1) Marx, lui aussi, avait pensé à utiliser le calcul infinitésimal pour analyser les accroissements, les différenciations et les intégrations de grandeurs en mouvements. Il n'eut pas le temps de faire aboutir ses essais dans ce sens.

directement comme produit). Par conséquent d'un côté, c'est le travailleur (ou l'heure-homme) qui sera marginal, et non le travail lui-même ; et de l'autre, il faut que ce travailleur exerce son activité et satisfasse le consommateur (marché) par l'intermédiaire d'un produit. Le salaire dépend ainsi à la fois du marché du travail et du marché des produits : double domaine de calcul interdit au système socialiste, d'après Von Mises, et bien d'autres.

Soit une offre déterminée de travail ; son prix sera fixé par celui du produit additionnel que créera le travail additionnel de l'unité marginale de cette offre. L'employeur achète le produit que lui apporte cette main-d'œuvre : il décide par exemple de payer 10 travailleurs supplémentaires en calculant combien ceux-ci ajouteraient au produit de son usine. C'est cette valeur de produit additionnelle, considérée comme « produit net », déduction faite des frais additionnels en matière première, énergie, etc. qui détermine à ses yeux le *prix de demande*, le salaire qu'il est prêt à payer pour ces 10 ouvriers. L'écart entre ce prix et le prix antérieur mesure l'élasticité de cette demande. Comme tous les employeurs sont en concurrence (et c'est la condition essentielle de la théorie), pour une certaine offre globale de travail, le salaire aura tendance à s'égaliser autour de ce produit net que l'emploi d'unités marginales de l'offre a ajouté au produit total. Si les salaires s'élèvent au-dessus de ce coût, des unités marginales resteront sans emploi, puisqu'elles coûteraient plus qu'elles ne « valent » ; ce qui ferait rebaisser ces salaires. Pour une grandeur (en valeur) donnée du capital fixe, usure et équipement, le produit additionnel créé par le travail additionnel serait en général, d'après les marginalistes, d'autant plus petit que sera grande la masse de travail déjà employée. Par exemple : 10 ouvriers ajoutés à une entreprise de 5 ou 10 000 ouvriers n'apporteront qu'un produit supplémentaire infime, tandis que 10 ajoutés à un atelier de 10 ouvriers en modifient toute la structure. Au-delà d'un certain point, qui peut varier considérablement d'une industrie à l'autre, le travail additionnel obéit à la loi des « rendements décroissants ». L'élasticité dépend donc de la structure morphologique de l'entreprise autant que de facteurs de marché. En tout cas, une entreprise pourrait toujours déterminer une marge optima d'emploi ; et il en serait de même à l'échelle de l'industrie ou de la nation, pour une quantité de capital actif et de ressources données. En définitive, la conception marginaliste est la suivante :

« Etant donné l'offre de capital (ou pour prendre un stade antérieur, étant donné le taux d'intérêt sur leur capital demandé par les investisseurs), étant donné l'offre de ressources naturelles, et étant donné l'état de la technique et de la productivité du travail, le niveau des salaires auquel quiconque peut trouver un emploi se trouve rigidement déterminé » (M. Dobb, *Wages*, p. 116) (1).

Nous ne nous étendons pas ici sur tous les postulats qu'implique cette doctrine où le travail est un facteur de production et non une marchandise échangeable. Dans le cas présent, la principale ambiguïté tient à ce qu'il faut appeler *productivité*. Le taux du salaire correspondant en définitive à la productivité marginale, c'est le coût de celle-ci qui est décisive. Mais comment ce coût peut-il être établi si le coût en salaire n'est pas déjà une grandeur prévue et prévisible ? La simple théorie de l'offre et de la demande ne suffit plus ici. Comme le dit Dobb, cette théorie, à l'instar de toutes les théories fondées sur la demande, c'est-à-dire sur l'existence du marché très élastique du travail, ne permet pas de dire comment l'offre de travail est déterminée, c'est-à-dire quelle masse et taux de salaire l'employeur est prêt à offrir avant de connaître la productivité marginale qui peut résulter d'une offre additionnelle. On est obligé de la considérer comme une grandeur donnée pour déterminer le produit net marginal du travail ; mais donnée comment ? On ne sait rien non plus sur les conditions de l'offre de capital. A la rigueur, la théorie pouvait expliquer les fluctuations marginales, mais non les quantités fondamentales sur lesquelles elles se manifestent, c'est-à-dire sur les facteurs essentiels de la productivité globale. Marshall lui-même dénonçait cette faiblesse de la façon suivante : « La doctrine selon laquelle les gains d'un ouvrier tendent à être égaux au produit net de son travail n'a par elle-même aucun sens réel ; étant donné que pour estimer le produit net il faut prendre en compte les dépenses de production de la marchandise à laquelle il travaille, autres que son salaire. » (*Principles of Economics*, p. 518, cité par Dobb, p. 117).

Autrement dit, le volume et le taux des salaires ne sont que les signes de valeur de certains rapports : ces *rapports* impliquent l'échange — et le plus essentiel, capital contre

(1) Il existe de nombreuses définitions assez variables. Les néo-marginalistes ont raffiné. Cf. F. Perroux, *La Valeur* ; J. Hicks, *Valeur et prix*.

travail, *quelle que soit l'offre de travail*. L'offre de travail (et à l'inverse la demande) est liée à l'offre d'autres « facteurs de production », c'est-à-dire à d'autres échanges. Lorsque la main-d'œuvre est relativement rare, tandis que le capital actif et les ressources abondent, le produit marginal net du travail sera élevé, ainsi que le taux du salaire. Sur un territoire non exploité à très faible développement technique et avec une population clairsemée, les colons peuvent accroître leurs produits considérablement par le travail de peu de mains ; mais avec l'accroissement de la population et des ressources disponibles, des quantités additionnelles croissantes de capital deviendront nécessaires, et les salaires baisseront, s'il n'y a pas de résistance des travailleurs ; mais si le capital actif est rare, cher, et si la population cherchant du travail est nombreuse, le produit marginal net du travail faiblira, et le niveau des salaires aussi.

Les formes *techniques de la productivité* jouent en même temps un rôle de plus en plus important. A un certain degré de développement, ce sont mêmes elles qui déterminent directement la quantité de travail humain qui sera demandée pour une unité de production et une quantité de produits donnés. L'accroissement de l'équipement mécanique et automatique, c'est-à-dire la forme du capital constant (fixe et circulant, outillage et matière traitée) tend à introduire un facteur de rigidité croissant dans le coût en salaire qui peut être imputé « à la marge ». Ce n'est plus l'efficacité intrinsèque du travail humain, sa productivité propre, qui est l'élément décisif ; c'est la productivité de l'entreprise globale ou de la branche d'industrie, où le travail humain a une part décroissante, et l'outillage une part croissante. Dans l'industrie automatisée la plus récente l'emploi peut même devenir quasi-inélastique pour un outillage et un flux de produits donné, rendant tout calcul à la marge impossible. Un outillage fonctionnant 24 heures sur 24 (sauf interruptions pour réfections et entretien), avec une main-d'œuvre entrant pour 5 à 10 % dans le coût de la production, cas limite mais réel qui est la tendance entraînée par l'automation, permet l'emploi d'une quantité de travail incompressible, où la productivité ne dépend plus d'une addition de travail, et où une soustraction est impossible, la productivité étant calculée pour des périodes moyennes ou longues peu susceptibles de variations. Le salaire devient alors un coût quasi-fixe, incorporé par l'entrepreneur aux « frais généraux ». Le travail du gardien ne se différencie presque plus de celui du surveillant de tableaux de contrôle.

De plus, l'atelier et l'entreprise automatisés développent le travail d'*équipe* sous une forme beaucoup plus intégrée qu'auparavant, au détriment du travailleur isolé, indépendant, ou interdépendant, qui prédominait dans l'atelier à machine-outil de naguère (1). En fabrication comme dans les services d'entretien, la structure des équipes prend une forme rigide, prévue dans son détail et qu'il n'est pas possible de modifier sans dommage, ni danger, sauf parfois en période assez longue de mise au point ou de transformation. Un élément manquant ou additionnel dans l'équipe, c'est toute celle-ci, et par suite, tout le fonctionnement des chaînes de production, qui est stoppé. La productivité obéit ici à une loi de « tout ou rien », et non à celle d'un incrément marginal. Il y a d'ailleurs lieu de remarquer que la conception marginaliste s'est développée à l'époque du développement rapide de la *machine-outil individuelle* et du *moteur électrique individuel*, c'est-à-dire aussi de l'ouvrier individuel, d'où l'élasticité considérable du rendement individuel pour ces raisons techniques. Ces faits joints à l'existence d'un sous-emploi chronique ont fourni leur base aux raisonnements marginalistes.

Ce que les économistes soviétiques opposent au marginalisme, ce sont des arguments tirés des *rigidités introduites par le plan* beaucoup plus que des arguments tirés de l'inexistence des salaires comme prix d'une marchandise, étant donné que pour eux, comme pour les marginalistes, le calcul d'un salaire de marché est impossible dans le socialisme d'Etat. Ces rigidités sont celles qu'introduisaient les grands objectifs du plan : taux d'investissement, d'accumulation, de productivité, fonds des salaires, prix, etc. Dans ce cadre, fonctionnent une série de mécanismes compensateurs, les uns prévus, les autres spontanés et mêmes « illégaux ». Ce n'est pas le lieu

(1) « On peut prendre comme exemple le terme « produit marginal net » d'un ouvrier quelconque, défini comme équivalant à la différence qui résulterait dans le produit total de l'industrie dans laquelle il est employé si son travail, et seulement le sien, était supprimé. D'ordinaire, cette quantité est exprimée en termes de valeur économique du produit qui a été produit par le travail d'un homme. Dans une usine automatique, par suite du travail en équipes très intégrées, si l'on supprimait le travail d'un homme il est vraisemblable que l'usine entière devrait être fermée et que rien ne serait produit. » L.L. Goodman, *Man and Automation*, 1957, p. 217. La valeur marginale n'est pas seulement effacée par le travail d'équipe, mais aussi par le petit nombre relatif du personnel par rapport à l'outillage, et à la forme automatique de son fonctionnement même si cet automatisme est flexible (car cette flexibilité est de plus en plus étroitement calculée).

ici d'examiner comment le principe du marché corrige à l'instar des planificateurs les rigidités du plan. Ces rigidités sont d'une nature assez différente de celles qu'introduit le capitalisme de monopoles et le développement technique lui-même. Pourtant, dans la mesure où le niveau technique du socialisme d'Etat est semblable à celui qu'a atteint le capitalisme (ce qui est le cas de certaines branches de production en U.R.S.S., en Tchécoslovaquie, et en République Démocratique Allemande), des rigidités techniques du même ordre se présentent : ce sont celles qui sont propres à l'industrie entièrement automatisée. L'emploi, et par conséquent le fonds et le niveau des salaires, sont dictés par des conditions semblables dans une usine automatique aux U.S.A. et en U.R.S.S., indépendamment de l'existence d'un *plan* de production national ; car il existe un *plan d'entreprise* ou de firmes, où les rapports du capital employé, des salaires, des prix et des profits, ne sont pas susceptibles d'être expliqués par la productivité marginale nette.

Je ne sais si c'est ici qu'il faut faire intervenir une objection, d'ailleurs tirée des classiques et de Marx : c'est que l'outillage, automatique ou non, les bâtiments, la construction, les transports, etc. sont eux-mêmes le produit du travail. Le travail humain s'y est incorporé, incarné, et y repose, comme mort. Le travail mort s'oppose ainsi au travail vivant dans une entreprise donnée, mais lui-même est le fruit d'un travail vivant, et le travail vivant qui met à son tour en œuvre ce travail mort (devenu alors capital) deviendra lui aussi, soit du travail mort, soit du travail détruit comme objet de consommation. Le travail mort représente des salaires antérieurement versés. Le coût de l'outillage pour l'acheteur de la section II représente donc une masse de salaire généralement supérieure à celle que représente l'utilisation de cet outillage. Le calcul de la production marginale serait repoussé à ce stade du processus de production. M. Dobb dit à ce sujet (p. 126) : « S'il en est ainsi, une augmentation des salaires n'aura-t-elle pas sur le coût de l'outillage un effet semblable à celui qu'elle aura sur le coût du travail déplacé, de sorte qu'il n'y aura aucun transfert dans l'attrait relatif des deux courants qui entraînent le flux de capital ? Cette objection est fondée au cas où le taux de l'intérêt (qui contribue pour une part importante au coût de l'outillage) ne baisse pas par suite des changements dans les salaires... Il suffira de dire que dans le passé les économistes semblent avoir considéré comme admis qu'il en

serait ainsi, et que l'outillage, ou travail stocké, aurait alors un avantage sur le travail direct ou vivant comme objet d'investissements. »

La naïveté de Mises lorsqu'il traite des principes du salaire n'a d'égale que celle, plus suspecte, des économistes staliniens. Mises en est toujours aux « facteurs de production ». (*Le Socialisme*, p. 64) : « quelle part de la valeur du produit [valeur marginale, nous le savons] doit-on attribuer à chacun des facteurs ? C'est une question à laquelle l'homme qui dirige une exploitation répond tous les jours, à toute heure. L'explication scientifique n'a été donnée que ces derniers temps, d'une manière provisoirement suffisante, en attendant une solution définitive. Des prix étant établis par le marché pour tous les facteurs de production, à chacun est attribué l'importance qui lui revient pour sa collaboration au résultat de la production. Chaque facteur de production reçoit dans le prix le produit de sa collaboration. *Avec son salaire, l'ouvrier reçoit le produit intégral de son travail.* Ainsi, à la lumière de la doctrine subjective des valeurs, la revendication socialiste d'un droit au produit intégral du travail apparaît comme un non-sens, ce qu'elle n'est pas. Ce sont seulement les mots dans lesquels elle s'enveloppe qui sont incompréhensibles pour notre pensée scientifique moderne ; ils témoignent d'une conception qui voit seulement dans le travail la source de la valeur d'un produit. Celui qui, pour la théorie des valeurs, adopte ce point de vue, doit forcément considérer la revendication de l'abolition de la propriété privée des moyens de production comme revendication connexe à celle de produit intégral du travail pour l'ouvrier. »

Avant d'examiner cette conception du « produit intégral de travail » (qui n'est d'ailleurs pas accepté par tous les marginalistes), voyons encore comment Von Mises se représente le salaire socialiste. La solution simple, dit-il, nous ramenant ainsi aux discussions vieilles d'un siècle, c'est « que pour chaque heure de travail effectué le citoyen reçoit un jeton qui lui donne droit à un produit représentant une heure de travail (déduction faite d'une contribution aux charges de la collectivité, telles que l'entretien de ceux qui sont incapables de travailler, dépenses culturelles, etc...). Chacun peut aller chercher dans le magasin à provisions pour les employer à sa propre consommation, les biens d'usage ou de consommation, à condition qu'il puisse offrir une compensation pour le temps de travail qui a été employé à leur production ». Au lieu de

confronter cette vue théorique avec la pratique en U.R.S.S., par exemple, Mises déduit simplement qu'elle est « impraticable », toute économie non fondée sur le marché libre étant en général impraticable ou aberrante. Sur les raisons de cette impraticabilité, Mises ne dit rien de plus que ce que Say, Bastiat, ou Böhm-Bawerk ont si souvent répété (p. 183) : « le travail ne représente pas une grandeur toujours constante et identique. Entre divers travaux effectués, il y a une différence qualitative, qui fait varier l'offre et la demande pour les produits de ces travaux, et influe sur l'estimation de la valeur du travail elle-même. On ne peut pas augmenter l'offre de tableaux sans que la qualité de la production en souffre. On ne peut accorder à un ouvrier qui a effectué une heure de travail de manœuvre le droit de consommer le produit d'une heure de travail qualifié. Dans la communauté socialiste, il est absolument impossible d'établir une liaison entre l'importance d'un travail effectué pour la société et sa participation au rendement de la production sociale. La rémunération ne peut y être qu'arbitraire ; elle ne peut, comme dans l'économie commerciale libre reposant sur la propriété privée des moyens de production, être fondée sur le calcul économique du rendement... Les faits économiques imposent des limites très nettes au pouvoir de la société, qui ne peut fixer à sa guise la rémunération des ouvriers : *en aucun cas, le total du salaire ne pourra dépasser à la longue le revenu social.* A l'intérieur de ces limites la direction de l'économie peut agir librement. Elle peut décider que tous les travaux seront considérés comme ayant la même valeur, et qu'ainsi, pour chaque heure de travail, sans distinction de qualité, il sera accordé la même rémunération. Elle peut aussi décider le contraire. Mais dans les deux cas, il lui faudrait se réserver le droit exclusif de disposer de la répartition des produits du travail. La direction de l'économie ne pourrait jamais décider que celui qui a effectué une heure de travail ait par-là même le droit de consommer le produit d'une heure de travail, même en faisant abstraction de la différence dans la qualité du travail et de ses produits, même en admettant en outre qu'il fût possible d'établir la quantité de travail incluse dans chaque produit. Car, pour les différents biens économiques, on doit considérer aussi, outre le travail, les dépenses matérielles qu'ils ont coûtées. Un produit pour lequel on a employé plus de matière première ne peut pas être mis sur un pied d'égalité avec un produit pour lequel il a fallu moins de matière première. »

La pauvreté de ces considérations traditionnelles a à peine besoin d'être soulignée, et les économistes bourgeois se répètent là-dessus avec une étonnante monotonie. Lorsqu'ils en sortent pour étudier le salaire soviétique réel, comme Schumpeter, c'est pour affirmer que ce salaire reste capitaliste dans son essence, ou bien que le salaire dans les rapports capitalistes d'aujourd'hui (monopole et étatisme) ne correspond plus lui non plus aux conditions d'un marché « libéral », et qu'il n'est plus l'effet d'un prix de marché.

C) *Les données de A. Bergson.*

1. *Parenté du salaire capitaliste et du salaire socialiste.*

A. Bergson fait partie de l'école qui essaye de donner une interprétation des « salaires socialistes » (soviétiques) du point de vue de l'économie bourgeoise néo-marginaliste, et plus ou moins keynésienne. Dans cette école il est du côté de ceux qui, comme Schumpeter, « justifient » le salaire soviétique, mais parce qu'ils l'interprètent à la façon bourgeoise et non dans le sens critique inspiré de Marx. Son point de vue est exposé dans *The structure of soviet wages. A study in socialist economics*. Ch. II, « Principles of socialist wages », p. 8 (1946).

Bergson déclare que les principes soviétiques (staliniens) des salaires « ne sont rien d'autre que les principes généralement appliqués aux salaires capitalistes » ; rien n'empêche que ceux-ci soient appliqués aussi bien aux salaires socialistes, et il ajoute même que c'est ce qu'avait prévu Marx (dans l'interprétation que donnent ces auteurs de la lettre sur le programme de Gotha).

Il commence par poser le principe que l'administrateur socialiste cherche à faire produire le maximum de valeur aux ouvriers, d'où une politique des salaires conformes à ce but, facilitée par le plan : « L'administration socialiste cherche à tirer des ressources qu'elle commande un produit de valeur aussi élevé que possible. Des administrateurs qui ne sont pas des Jupiter seront toutefois grandement aidés dans leur tâche si l'on établit un système de relevés comptables par les différentes unités de production dans lesquelles la communauté est organisée. Pour être utilisables, ces relevés comptables doivent être établis dans une unité de compte quelconque, la production de chaque entreprise étant évaluée

à des prix établis, et les intrants de travail ainsi que les autres ressources relevés à des salaires et prix déterminés ».

Mais ici, Bergson, au lieu de chercher quels rapports se cachent derrière cette nécessité comptable, opère comme lorsqu'il analyse le salaire capitaliste, qui pour lui n'est que le prix d'un des facteurs de production, une fraction du coût. Le manque de critique des rapports capitalistes conduit au manque de critique du socialisme d'Etat.

La chose est bien simple — et même tautologique — si « l'administrateur socialiste » (le planificateur) dispose à son gré de la force de travail totale. Mais le résultat est pratiquement le même que l'effet du « marché du travail » capitaliste. C'est-à-dire que le plan peut aboutir aux mêmes effets que l'offre et la demande en marché capitaliste (avec plein emploi par hypothèse dans les deux cas). Mais pourquoi en est-il ainsi ? Pourquoi les conditions de minimisation du capital variable, et la distribution de ce capital variable selon les catégories de salaires et d'emplois, se présentent-elles de même façon dans le plan socialiste et dans le marché capitaliste ? Bergson répond à cette question que le plan ne fait que pousser à sa logique finale les règles du progrès de la productivité capitaliste, tant que l'on demeure en régime de rareté relative ; dans ces conditions, on doit retrouver la même fonction du salaire, qui est de correspondre au coût minimum (marginal) compatible avec l'emploi par catégories.

Bergson s'intéresse surtout à la différenciation ou valeur relative des catégories de salaires, et non à leur formation. C'est pourquoi il découvre une conformité apparemment inattendue entre le salaire soviétique et le salaire capitaliste, tel que l'analyse le néo-marginalisme. Il a trouvé chez O. Lange une théorie qui peut le satisfaire à cet égard. Sans compter qu'il interprète à sa façon la critique du *Programme de Gotha* et son affirmation que la rémunération sera encore proportionnelle aux dépenses de travail dans les rapports socialistes primitifs. Montrer que le salaire varie en fonction des mêmes facteurs dans les deux régimes, cela suffit à l'économiste néo-marginaliste ; à l'économiste russe, il suffit de soutenir l'inverse : qu'en dépit de l'identité des variations, les sources sont tout à fait hétérogènes selon les systèmes. Or, ils ont tort tous deux, et raison en même temps. Mais, pour s'en apercevoir, il faut rétablir l'unité et le mouvement entre le mode de formation du salaire (valeur d'échange de la force de travail) et les facteurs de variation de sa grandeur relative.

La comptabilisation du travail en salaires suppose une unité comptable en rapport avec la production, c'est-à-dire un rapport déterminé entre prix et salaires. D'où Bergson conclut : « On peut supposer... que les prix auxquels la sortie des différents produits est évaluée dans les livres de compte de l'Etat indiquent les taux auxquels les administrateurs socialistes seraient prêts à substituer un produit à un autre dans le revenu réel de la communauté, s'il fallait faire un choix. »

Deux conditions devront alors être satisfaites pour que les ressources en travail de la société soient utilisées efficacement : 1. La masse totale des salaires (pour une catégorie de salaires donnée) nécessaire pour produire un produit de valeur donnée, *doit être* minimum. Les salaires sont ici considérés comme coûts de production qu'il faut économiser. 2. Les taux de salaires réels doivent être tels que, pour un produit de valeur donnée, le nombre des différentes catégories d'ouvriers nécessaires pour opérer au coût minimum égale respectivement les nombres des différentes catégories d'ouvriers disponibles pour l'emploi.

Autrement dit : « pour un taux donné des salaires, il doit y avoir plein emploi de la main-d'œuvre disponible ». En résumé : l'offre de main-d'œuvre doit couvrir exactement la demande, et réciproquement selon des proportions déterminées et à un coût minimum. Le coût doit être minimum pour la raison exprimée plus haut : parce que les prix des produits à la consommation devraient indiquer à quel niveau il deviendra avantageux à l'administration socialiste de substituer un produit à l'autre dans le revenu réel de la société, en supposant que des choix soient possibles. En somme, le niveau des prix et des salaires, et leur rapport, *par branches de production*, doit être tel qu'il corresponde à *une structure fluide de la demande solvable*. Bien entendu, on n'y arrivera que par approximation.

On le voit, ce que Bergson décrit ainsi, c'est l'épure du marché du travail, selon le néo-marginalisme. En effet, ajoute-t-il, « bien qu'il n'y ait aucune implication relative aux procédures administratives ou de marché qui servent dans les conditions pratiques, celles-ci sont logiquement équivalentes aux conditions d'offre et de demande qui déterminent les salaires capitalistes sur un marché concurrentiel. Dans la mesure où ces conditions sont satisfaites, d'ailleurs, les salaires comptables des différents types de travail dans l'Etat socialiste doivent être proportionnels et dans les limites fixées

par la productivité — la « valeur de productivité marginale », en termes techniques » — des différents types de travail. » Ce principe du salaire capitaliste découle de la minimisation du coût en salaires, car si les salaires ne sont pas proportionnels à la productivité, la substitution d'ouvriers dont les salaires sont bas par rapport à la productivité, à des ouvriers dont le salaire est élevé par rapport à celle-ci, réduirait toujours les coûts.

Il faut remarquer ici : 1. Qu'il faudrait comparer l'offre et la demande de travail entre le cas des *monopoles* et celui de l'Etat (socialiste), et non entre l'Etat et le marché concurrentiel, qui n'est plus qu'un cas restreint et subordonné du rapport prix/salaire. 2. Que la proportionnalité des salaires avec la productivité subit dans le cadre du plan des distorsions considérables qui « faussent » le jeu de la « valeur de productivité marginale », dont les économistes soviétiques donnent maints exemples, et qu'ils s'efforcent d'ailleurs de réduire en modifiant les formes des investissements (1).

Il est pratiquement plutôt que logiquement significatif, dit Bergson, de remarquer que dans une position où les ressources disponibles sont totalement employées, on peut atteindre la position optimum même si les salaires ne sont pas proportionnels à la productivité, *pourvu que* la disposition soit semblable dans tous les emplois des différentes catégories de

(1) Il suffit de rappeler la définition de la productivité marginale d'une catégorie quelconque de travail, que donne Bergson (p. 10) pour s'apercevoir qu'elle est loin d'être respectée en U.R.S.S., pas plus que par les monopoles capitalistes. Elle est, dit-il, pour une unité de production particulière, « l'incrément de produit associé à l'emploi du dernier ouvrier (final) de ce type dans la production en question. La productivité-valeur marginale est simplement la valeur de l'incrément de produit. On admet d'ordinaire qu'à la fois avant et après l'addition d'un nouvel ouvrier, toutes les ressources de la production doivent être employées aussi efficacement que possible. »

Si les entreprises soviétiques avaient dû fonctionner selon ce principe au cours des premiers quinquennats, la plupart d'entre elles n'auraient jamais vu le jour. La prise en considération de la valeur marginale des produits, et de leur coût en salaire, pour une unité de production donnée, n'est possible qu'*après* constitution de l'outillage approprié ; c'est-à-dire sans tenir compte de l'intérêt, ni même la plupart du temps de l'amortissement simple, ce qui fausse les calculs de productivité. On a tendu à remédier à cet état de choses dans le sixième plan quinquennal, sur la base d'un rétrécissement relatif de la demande de travail, c'est-à-dire du nombre des travailleurs employés (dans l'industrie), et d'une utilisation plus complète de l'outillage existant — ce qui peut conduire à l'étude plus serrée de la « productivité marginale ». Mais on est encore loin de cette situation.

travailleurs, c'est-à-dire pourvu que les ouvriers ne soient pas incités à rechercher des emplois là où le salaire est relativement le plus élevé par rapport à la productivité. Mais comme cette *égalité des disproportions* est impossible à réaliser autrement que sur le papier, il est vraisemblable que les différences de productivité par branches auront des effets différentiels sur la valeur des salaires, et par suite un effet d'attraction variable sur les ouvriers, ce qui accentuera la fluidité de la main-d'œuvre (qui est en effet bien plus grande en U.R.S.S. que dans les Etats capitalistes). A l'échelle de l'ensemble (Etat), le problème ne se pose plus, puisque par définition le plan ajuste l'offre et la demande globales, ajustement manifesté par l'équation du fonds national des salaires et du fonds de consommation. Cependant, comme le dit Bergson : « les ouvriers ne s'alimentent pas avec des catégories comptables », et les principes capitalistes des salaires applicables aux salaires comptables dans le socialisme sont loin de s'appliquer à la valeur relative des salaires réels.

L'opportunité administrative et des exigences politiques, dit Bergson, amèneront les administrateurs socialistes à répartir la demande de biens de consommation selon le salaire comptable (valeur nominale, ou demande solvable). « Mais l'utilisation efficace des ressources en travail disponibles n'implique rien en ce qui concerne le mécanisme économique de cette répartition. Dans le cas de la terre et de l'outillage, il est clair qu'aucune revendication personnelle en échange d'un revenu réel ne peut être enregistrée dans l'Etat socialiste pour des sommes inscrites à la comptabilité de l'Etat en vue d'un tel emploi. Quoique l'intérêt et la rente subsistent comme catégories comptables, il n'est plus nécessaire qu'ils soient des catégories du revenu des consommateurs. *S'il en est ou non ainsi en ce qui concerne aussi le travail, c'est une question qui reste à préciser.* »

Bergson estime que cette conclusion sur la détermination des salaires comptables dans l'Etat socialiste dérive des conclusions plus générales d'O. Lange relatives à la détermination des prix des facteurs de production (ainsi que de la position de Dickinson, *Economics of Socialism*, 1939 ; ch. III). Nous verrons plus loin ce qu'il en est de Lange. Mais l'ambiguïté de Bergson réside en ceci : il raisonne comme les néo-marginalistes bourgeois, en termes de « facteurs de production », tous de fonction analogue. Il constate alors que le capital (intérêt, rente) et le travail (salaire) existent toujours

comme facteurs de production, mais n'ont plus qu'une existence comptable, fictive dans le cas d'une propriété d'Etat, puisque par exemple le consommateur (ou plutôt le producteur, l'entrepreneur) ne peut acheter du capital ou de la terre c'est-à-dire avoir à payer un intérêt ou une rente (1). Dans les faits, la catégorie des biens consommables finaux est réduite à la consommation personnelle, et toute épargne et accumulation personnelle qui viennent en excédent doivent être épongées et absorbées par l'Etat d'une façon ou d'une autre, étant assimilées à une inflation (les surplus des entreprises étant absorbés directement). Pourtant, dans la régulation *comptable* de l'équilibre économique, intérêt ou rente existent bien, mais camouflés sous d'autres rubriques (prélèvements sur les bénéfiques, et impôts de diverses sortes). Bergson se demande alors s'il en est de même pour le travail, qui pour lui n'est qu'un facteur de production comme les autres, c'est-à-dire une variable que l'on peut rendre indépendante. D'après nous, la réponse est évidente, car le capital dérive du travail, et il n'y aurait ni rente ni intérêt, et en général pas de profit, s'il n'y avait pas de plus-value, c'est-à-dire de sur-travail, même lorsque la propriété des moyens de production est sociale.

Bergson peut dire que « l'utilisation efficace des ressources en travail disponible n'implique rien en ce qui concerne le mécanisme économique de cette répartition », c'est-à-dire que la forme réelle, pratique, d'appropriation et de répartition et de rémunération des forces de travail est indépendante des formules comptables dans lesquelles elle s'exprime. Si c'est cela que Bergson veut dire, c'est exact en ce sens que *la théorie économique soviétique* laisse le problème en suspens, ou même le masque, tout comme la théorie économique bourgeoise masque le processus réel d'appropriation et de répartition du travail. Or, c'est ce processus réel qui nous intéresse, et pour le comprendre, il faut en revenir à l'échange de valeur qui reste à la base du socialisme d'Etat. En l'écartant, Bergson peut conclure que, au point de vue comptable (il veut dire dans l'équilibre en valeur du plan écono-

(1) En fait, le cas se présente pour des entreprises, au moins sous une forme comptable ; elles s'empruntent et se prêtent des capitaux ; l'Etat agit aussi sur ce point comme un monopole du crédit. De même les kolkhozes payent une rente à l'Etat qui leur a concédé la jouissance de la terre. Mais, il s'agit ici d'un entrepreneur éventuel individuel.

mique), la valeur des salaires représente toujours la consommation de l'ensemble des individus (consommation solvable). La grandeur est prédéterminée par le plan, tandis que « en réalité » la valeur du salaire est déterminée par le coût marginal de ce facteur de production (salaires) — comme dans le capitalisme. Or, la vérité, c'est que la grandeur absolue et relative du salaire dépend, dans les deux cas, de la grandeur de la plus-value et des profits (qu'on peut appeler excédents sur le fonds de consommation ou autrement, peu importe).

En ce qui concerne le salaire comme « revendication du consommateur », Bergson écrit ceci : « Si... l'offre de différents types de travail était fixée (centralement par le plan) le problème de la distribution dans le socialisme serait au point de vue économique un problème tout à fait distinct de celui de la production. En fait, la distribution ne serait en aucune mesure un problème économique. Cela resterait vrai si l'offre de différents types de travail était variable, sans que cette variation soit soumise à un contrôle administratif, ou si l'offre pouvait être modifiée par une action administrative sans qu'intervienne un coût social quelconque qui pourrait être évité sans cela [c'est-à-dire si les variations de la distribution n'entraînaient jamais de majoration du coût social en travail]...

Mais pour la plupart des types de travail la situation devant laquelle se trouvent placés les administrateurs socialistes est différente : l'offre de travailleurs peut être influencée par l'action administrative ». De sorte que la répartition socialiste est en effet un problème.

Dans la solution de ce problème, beaucoup dépend de la façon dont on déterminera les coûts de ces variations dans l'offre des différents types de travail. « Le procédé le plus simple consiste à déterminer ces coûts d'après les propres préférences des ouvriers pour les différents types de travail. Dans ce cas, le coût du passage d'un ouvrier d'un emploi à un autre (qu'il soit aussi capable de remplir) est simplement la prétention aux biens de consommation nécessaires pour compenser en faveur de l'ouvrier tout risque, apprentissage, pénibilité, ou effort mental et physique additionnels qu'impliquerait le changement d'emploi. Le coût de l'emploi d'un ouvrier additionnel dans un emploi plutôt que dans un autre, s'établirait de la même manière ». Autrement dit, il faudra payer plus cher l'ouvrier marginal (pour la même catégorie d'emploi) ou celui que l'on veut changer d'emploi.

Bergson remarque que si les choses se passent ainsi, il en va comme dans le capitalisme (au moins dans sa sphère concurrentielle) — du moins, ajouterons-nous, en ce qui concerne la *variation* des salaires de *certaines catégories de travailleurs*, à savoir ceux des industries nouvelles ou en expansion, ou en cas de pénurie (plein emploi, guerre). Cependant, la liberté de choix et la détermination des coûts d'après les préférences des individus ne sont pas des choses identiques. La liberté individuelle du choix de l'emploi peut être maintenue dans le cadre de coûts prévus par le plan, c'est-à-dire en U.R.S.S. de fonds de salaires alloués par entreprises (et alloués en fonction de profits, et de quantité de production prévus). « On peut concevoir, si les administrateurs socialistes sont suffisamment au courant des préférences des différents ouvriers, qu'un marché du travail libre sur lequel les ouvriers exprimeraient leurs préférences ne soit pas nécessaire pour autant qu'il s'agisse de la détermination des coûts. A l'inverse, on peut accorder aux ouvriers la manifestation de leurs préférences sur un marché libre, sans que le calcul administratif tienne compte de celle-ci » (1).

Autrement dit, on peut supposer deux cas : 1. Les bureaux de planification connaissent les préférences des ouvriers, en tiennent compte à l'avance dans la détermination des coûts. (Par exemple, sachant que les ouvriers préfèrent travailler dans la construction électrique que dans les mines, on oriente les salaires dans ces deux branches en fonction du coût minimum recherché). 2. Les bureaux déterminent les fonds de salaires et les tarifs par branches de production et catégories d'emploi (pour obtenir le coût minimum) sans tenir compte

(1) La conception bourgeoise des « préférences » ressemble à sa conception de la liberté et du choix. On suppose toujours un consommateur indifférent, mais placé devant un nombre fini de possibilités. Keynes parle par exemple de « préférences » pour la liquidité (de l'épargne), etc... Les préférences sont des facteurs indiscutables de la structure particulière d'un marché de consommation, surtout de consommation immédiate, comme l'alimentation, les vêtements, l'ameublement, la lecture, le tabac, etc... Mais en matière de demande de travail, la préférence s'identifie plutôt à la « désirabilité », c'est-à-dire au minima de sacrifices supportables (minima qui peuvent voisiner zéro, comme on l'a vu dans les cas de pénurie et de détresse extrême, dans les camps de concentration, c'est-à-dire aller jusqu'à l'estimation d'une « préférence » plus ou moins grande pour la vie pure et simple. Le même cas se présente à la guerre). Sur le marché du travail, la préférence se réduit à des choix plus ou moins inconscients et contrôlés entre désutilités, c'est-à-dire à une acceptation plus ou moins bien consentie de contraintes diverses.

des préférences, mais en laissant les ouvriers choisir sur un marché libre. En pratique, dit Bergson, on peut discuter si, dans le cas où les possibilités de choix seraient assez larges et permanentes, les coûts continueraient à correspondre à la préférence individuelle, ou non. L'expérience soviétique ne permet pas de trancher, parce que le cas n'a jamais été clair ; un ajustement approximatif des coûts en travail, estimés par les bureaux, aux évolutions d'alternatives d'emploi par les travailleurs eux-mêmes, paraît être inhérent à l'économie socialiste (de type soviétique). C'est au fond ce que Lange appelait l'ajustement « par essais et erreurs », qui lui paraît caractéristique du marché capitaliste tout aussi bien que du « marché socialiste » (1). En effet, c'est ainsi que procède pratiquement l'économie soviétique, compte tenu en outre d'impératifs politiques très puissants, qui orientent le choix avec force (par exemple dans le recrutement de « volontaires » pour les défrichements dans les territoires d'Asie Centrale, comme le Kasakstan en 1955, sans parler de l'emploi de la main-d'œuvre pénale pure et simple). Il en résulte que la résistance ouvrière et l'opposition aux mesures administratives réglant le marché du travail prennent souvent le même caractère en U.R.S.S. que dans les pays capitalistes, bien qu'elles rencontrent un employeur beaucoup plus difficile à atteindre.

« Si les coûts en travail dans le socialisme sont fixés de la façon indiquée, la politique socialiste de distribution (répartition du fonds de consommation) se trouve immédiatement restreint. Car il s'ensuit que la communauté (l'Etat) gagnera à tout transfert d'un emploi à un autre pour lequel les prétentions additionnelles nécessaires pour compenser le transfert des travailleurs seront inférieures à l'accroissement de la valeur du produit social entraîné par ce transfert. Les transferts d'emplois qui entraîneront une valeur additionnelle moindre que les revendications additionnelles provoqueront une perte. La conséquence, si les prétentions payées aux ouvriers dans les différents emplois diffèrent en plus ou en moins de la productivité du travail dans ces emplois, un changement dans ces prétentions jusqu'au point où productivité et prétentions accrues coïncideront entraînera toujours un gain

(1) A noter sur ce point que Lange considère la description du monopole du marché, décrit par J. Robinson et Chamberlin, comme un tableau plus réel du capitalisme actuel, mais moins utile à une comparaison du socialisme et du capitalisme que l'analyse de Marshall et de Walras sur le processus d'ajustement du marché par essais et erreurs.

social aussi longtemps que l'offre de travail dans les différents emplois sera altérée par le changement (ce qui suppose toujours liberté du choix sur le marché du travail) ; si les revendications des consommateurs diffèrent, plus ou moins, de la productivité, l'offre de travail ne s'ajustera pas pleinement aux possibilités offertes par l'économie d'acquérir un revenu ». Ce qui permet à Bergson de conclure par l'équation suivante : « une utilisation efficace des ressources dans la communauté socialiste exige que les différences entre les exigences payées aux ouvriers, selon les différents types de travail, égalent les différences dans la contribution des divers types de travail à la valeur du produit social. *Une fois de plus, le principe socialiste est aussi un principe capitaliste* ».

Cette conclusion n'est que formellement analogue à celle de Lange. Il est clair alors, que si les taux et la masse des salaires inscrits dans la comptabilité socialiste doivent mesurer exactement les coûts en travail, les salaires comptables ne doivent différer — s'ils en diffèrent — de la compensation des revendications de l'ouvrier par des biens consommables, que d'une somme fixée en bloc — « impôt » sur les salaires ou « dividendes », comme on voudra, — qui sera le même pour tous les ouvriers. Il s'ensuit que les salaires, qui ne sont plus alors de simples salaires comptables, ne doivent pas être seulement *proportionnels*, mais *égaux* à la productivité, si l'on veut utiliser les ressources sociales aussi efficacement que possible.

De là, Bergson conclut que les socialistes « égalitaristes » doivent être bien déçus, et s'appuie pour cela, comme tant d'autres bourgeois à qui Staline a tendu la perche, sur les déclarations de la *Critique du Programme de Gotha*. Il ajoute cependant : « la détermination des salaires socialistes selon des principes capitalistes *n'implique pas que les éléments différentiels socialistes doivent être les mêmes que les éléments différentiels capitalistes* ». D'abord, parce que la politique « monopoliste » des syndicats, notamment en faveur des ouvriers qualifiés, n'est plus en état de jouer contre l'employeur. Au contraire, c'est celui-ci (l'Etat) qui a le plus grand intérêt à accroître les salaires différentiels en fonction de l'accroissement de la productivité, avec des moyens bien plus puissants que ne peuvent réunir les syndicats dans le capitalisme, l'aristocratie ouvrière acquérant ainsi des privilèges politiques et pas seulement économiques. Ensuite, l'éducation générale et technique plus largement répandue et

moins coûteuse pour le salarié, permet de briser les cloisons entre catégories ouvrières qu'entretiennent la rareté et le coût privé de l'apprentissage dans le capitalisme.

D'où une fluidité qualitative plus grande de l'ensemble de la main-d'œuvre (et pourtant, la qualification moyenne est encore moins élevée en U.R.S.S., et la préparation des ouvriers qualifiés est moindre dans la population active). Enfin, les considérations de prestige et de puissance (« honneur ») jouent en U.R.S.S. un rôle peut-être plus important que dans les pays capitalistes, puisque le salariat permet directement d'y atteindre à des positions dominantes (au moins à titre de fonctionnaire d'Etat), ce qui est bien plus rarement le cas dans le capitalisme. Nous avons finalement de cette façon une apologie de la pratique stalinienne de la politique des salaires, assimilée assez cyniquement à un capitalisme amélioré (c'est-à-dire débarrassé des ennuis dus à la concurrence).

Bergson rejoint ainsi les nombreux staliniens ou néo-socialistes d'Etat, sans parler des économistes bourgeois décadents, ou clairvoyants (Sweezy, Schumpeter, Robinson, etc...) pour qui en définitive, un socialisme d'Etat un peu « corrigé » serait plus « efficace » que le capitalisme monopoliste déchiré par la concurrence, et assurerait tout aussi bien l'exploitation du travail comme base d'une accumulation en accroissement constant (assimilée alors à la richesse sociale). Les seuls problèmes qui se poseraient seraient désormais relatifs à la *répartition*, à l'inégalité de laquelle on chercherait quelques palliatifs partiels à long terme (1). De toute façon, le système exclurait toute marche automatique ou concertée vers le *communisme*, c'est-à-dire l'égalité dans la possibilité de satisfaire des besoins inégaux et variables, qui supposent la disparition de tout marché (privé ou d'Etat) (2). Certains, moins paradoxaux (ce sont surtout quelques néo-keynesiens) renversent seulement la conclusion : si les principes capitalistes des salaires sont valables dans le socialisme (d'Etat,

(1) Bergson reconnaît que même l'égalitarisme (*uralinovka*) soviétique, combattu par Staline, n'a rien d'utopique (n'étant pas moral mais fondé sur une péréquation progressive des échanges de valeurs grâce à l'extension du salaire social et des services gratuits), et « ne représente pas un abandon du principe capitaliste des salaires, mais tout au plus une application tendancieuse de celui-ci » (p. 204). Bergson ne se demande même pas pourquoi il en est ainsi.

(2) Plutôt qu'égalité, il faudrait dire « *identité de position* ».

dans un seul pays), alors autant conserver le capitalisme, qui jusqu'à nouvel ordre a permis d'atteindre les niveaux de productivité les plus élevés que l'humanité ait jamais connus, en éliminant certains de ses défauts.

2. *Salaire social et services gratuits.*

Bergson considère encore sur deux points que le socialisme n'a pas de raison de modifier les principes capitalistes de la différenciation des salaires : en ce qui concerne la fonction de la *désutilité* (c'est-à-dire la grandeur des sacrifices à consentir, pénibilité, saleté, mauvaises conditions d'hygiène, hostilité, etc...) ; et en ce qui concerne le « *salaire social* » (les services publics plus ou moins gratuits).

La désutilité des tâches n'est nullement un facteur général d'accroissement relatif des salaires. Les travaux sales, pénibles, dangereux sont au contraire en général les moins payés. Ceci reste vrai en U.R.S.S. Pour Bergson, c'est une anomalie. Beaucoup de moralistes pensent ainsi, et se heurtent à un fait patent mais durable, à tel point que les gens bien intentionnés parlent de *supprimer* les emplois à forte désutilité (notamment par des inventions techniques) plutôt que de chercher en vain à les payer mieux, ce qui ne supprimerait pas la nécessité de les voir remplis par quelqu'un. Il faut d'ailleurs distinguer, ce que ne font pas les économistes bourgeois, différentes formes de « désutilité », selon que celle-ci joue comme facteur différentiel sur un emploi plus ou moins qualifié.

Autrement dit, la désutilité est en relation avec le degré d'apprentissage ou d'expérience préalable nécessaire à l'emploi. Les primes de « désutilité » sont fréquentes, mais elles viennent en supplément à un taux de salaires fixé par référence à la qualification de l'emploi. L'offre et la demande n'interviennent qu'en dernier lieu, et la désutilité du travail n'est jamais l'élément essentiel du niveau moyen du salaire par type d'emploi. Par exemple, le caractère dangereux ou malsain du travail d'un chirurgien, d'un couvreur, ou d'un éboueur, pourront comporter une nuisance de même ordre, ou équivalente, même si sa nature diffère essentiellement d'un emploi à l'autre. Mais la prime qu'elle représente pour le chirurgien ou le couvreur s'ajoutera à un salaire supérieur à celui que l'éboueur pourra atteindre, même avec une prime de nuisance. En définitive, l'apprentissage constitue donc un

facteur de différenciation des salaires, bien plus fondamental que la « désutilité ». D'ailleurs, l'apprentissage d'un métier plus qualifié suppose justement une sélection en vue d'emplois comportant en moyenne une désutilité inférieure.

Bergson fait l'hypothèse de possibilités d'apprentissage également et généralement réparties, de telle façon que celui-ci s'annulerait ou du moins s'atténuerait comme facteur de différenciation du revenu ; ces différenciations « voisineraient alors de plus près les différences dans la désutilité du travail ». Ce serait vrai si justement c'était le cas (en U.R.S.S.), de telle sorte que ce soit *le défaut* d'apprentissage qui apparaîtrait lui-même comme une désutilité, un handicap ; cas exceptionnel, rare. Or ce défaut est encore suffisamment répandu, et de toute façon les différences de possibilités d'éducation et d'apprentissage à un niveau supérieur sont encore assez nettes pour que la pénalisation qui en découle soit générale. Mais cette forme de pénalisation ne peut avoir d'effet positif sur la différenciation des salaires, puisque c'est justement l'apprentissage qui est le facteur spécifique de valorisation. Que l'on considère donc ou non le défaut d'apprentissage comme une pénalisation, il ne peut être un facteur de différenciation positif, mais négatif. Il ne valorise pas, mais dévalorise. Or, ce qui revient au même, l'apprentissage valorise *relativement* à l'inéducation. Apprentissage et désutilité sont en corrélation, mais négative, malgré les cas subordonnés où la désutilité peut corriger partiellement de façon positive la valeur d'emplois très qualifiés comme d'emplois de manœuvre.

Quant au *salaire social*, il est clair que sa fonction, qui devrait être croissante dans le socialisme, ne diffère guère pour le moment de ce qu'elle est dans le capitalisme (1). Cette catégorie de salaire groupe toutes les formes de jouissance en nature qui sont concédées gratuitement ou à tarif égal à la population, indépendamment des formes et de la grandeur de son revenu — population inactive comprise. En géné-

(1) Le *Manuel d'Economie Politique* soviétique ne parle pas de « salaire social » et se contente de dire que « les sommes toujours croissantes dépensées pour ces mesures par l'Etat socialiste (baisse des prix, faible charge des loyers, assurances, mesures sociales et culturelles) constituent un *appoint très important au salaire individuel en argent*... Le salaire réel... se trouve de ce fait augmenté d'environ 1/3 par rapport à ce qu'ils reçoivent chaque année sous forme de salaire individuel en argent » (pp. 507-8). Mais on ne dit rien de l'inégalité de participation à ces mesures.

ral, ce salaire social est fait de l'usage de services publics et culturels, quelquefois d'avantages particuliers applicables à la personne (par exemple des soins en cas de maladie). On l'appelle salaire social ou complément de salaire (individuel), et si on l'ajoute au salaire individuel, le total représente la « ressource totale garantie », le « revenu total », etc... Les économistes bourgeois ne considèrent pas cette « ressource totale » autrement que les économistes soviétiques ; ils ne polémiquent que sur sa grandeur et ses modalités de perception. Cette notion de salaire social et de ressource totale est aussi équivoque en U.R.S.S. qu'ailleurs, pour plusieurs raisons déjà bien connues sous le capitalisme. D'abord, jusqu'où s'étendent les formes du salaire social ? Si l'on y inclut tous les services publics, dont l'usage peut profiter à l'individu d'une façon ou d'une autre, il faudra y compter toutes les dépenses budgétaires qui ne sont pas consacrées à des salaires, des traitements de personnel : services de santé et médicaux, éducation, ponts et chaussées, transports et communications diverses, eaux et forêts, parcs, divertissements, etc. ; il faudra y ajouter les dépenses de défense nationale, qui pourtant ne représentent que pour une part infime des consommations possibles.

Ces besoins de la vie sociale sont loin d'être tous gratuits pour les individus, mais ils peuvent tous le devenir. Les droits de péage sont rares sur les routes, mais il faut encore payer sa place en chemin de fer. Divers systèmes d'assurances sociales rendent les soins médicaux peu chers, et gratuits dans certains domaines, surtout préventifs. L'usage gratuit des routes, par exemple, ou des dispensaires médicaux, peut-il être considéré comme une consommation en nature qui vient s'ajouter à la part du fonds de consommation couverte par le salaire individuel ? Les individus ont tendance à considérer ces divers usages selon l'utilité qu'ils ont pour eux. Celui qui n'a pas d'automobile préférerait voir baisser le coût des transports ferroviaires (toute la concurrence rail-route est fondée là-dessus). Les dépenses des collectivités pour « usage public » peuvent constituer ainsi un salaire social, il n'est pas certain qu'elles soient en U.R.S.S. proportionnellement supérieures à ce qu'elles sont en Occident. En tout cas, si une partie d'entre elles est considérée partout comme supplément au salaire (par exemple les dépenses d'hygiène, santé, scolarisation, vacances, transports, loisirs), d'autres peuvent être contestées (par exemple, la défense

nationale, certaines festivités somptuaires, etc...). En définitive, ce qui importe, c'est de savoir comment sont réparties les ressources qui permettent la distribution de ce salaire social, et quel est leur degré d'utilité dans la consommation générale, *pour autant que cette consommation sera aussi égalitaire que possible*. (Et de ce point de vue, la politique suivie en U.R.S.S. ne diffère pas sensiblement de celle que suivent les pays capitalistes avancés).

En effet, dans l'hypothèse de la liberté de choix sur le marché de consommation (c'est-à-dire, dans l'Etat socialiste comme ailleurs, d'une échelle des prix garantissant la répartition des choix selon la demande solvable), il est évident que l'Etat n'a pas intérêt à détruire le rôle de ce marché par une extension des services gratuits à des objets de grande consommation et de grande valeur. C'est pourquoi les services gratuits affectent plutôt des *services* que des biens, services dont la *probabilité d'usage* par les différents citoyens peut être très variable, et pour beaucoup d'entre eux voisine de zéro. Ce ne sont pas, au fond, des raisons techniques ou des considérations morales qui guident l'extension des services gratuits ou à très bas prix, et par suite la *nature* du « salaire social » en tant que consommation. « Consommer » une visite médicale, l'usage d'un trottoir ou d'un pont, ou une heure d'enseignement, ce n'est pas du tout la même chose que consommer du pain ou un vêtement. Ces derniers sont des produits de beaucoup plus de valeur d'usage que les services.

Ce qui fait la limite des services gratuits, et par suite de l'extension du salaire social, c'est donc la valeur — utile et d'échange — qu'ils sont susceptibles de contenir. Il est évident qu'en s'engageant dans la voie d'une extension des services gratuits aux biens de consommation indispensables à tous et de grande valeur (par exemple, distribution d'alimentation, de vêtements ou de meubles) l'Etat franchirait les bornes que l'existence de la valeur comme base des échanges assigne au fonctionnement du système. Comme cette distribution a par définition un caractère égalitaire (dans la limite de besoins moyens), puisqu'elle ne résulte plus d'un échange de valeur (biens contre salaires, eux-mêmes mesurés par le travail fourni), c'est tout l'équilibre du marché — aussi bien du marché d'Etat — qui serait compromis, et une voie directe ouverte vers une socialisation authentique de la répartition. C'est le salaire individuel, proportionnel à la productivité du travail, qui deviendrait peu à peu l'accès-

soire, de sorte que le travail fourni cesserait finalement d'être la mesure des consommations. On toucherait ainsi à la véritable « égalité » communiste, et le salaire proprement dit s'évanouirait (1).

Est-il sûr que les services gratuits touchent des produits de moindre *valeur* que les autres ? Cette question est mal élucidée par les économistes soviétiques. Leur tendance est de faire entrer le maximum d'activités dans la sphère *productive* (de valeurs) quand il s'agit d'analyser le revenu national et sa distribution, et le moins possible lorsqu'ils évaluent la productivité du travail. La productivité, par branches d'industrie ou entreprise, n'est calculée que par rapport au nombre d'ouvriers productifs (production matérielle). Par contre, dans l'évaluation du revenu social, presque toutes les activités sont considérées comme productives à un degré quelconque. Tous les services, en effet, dans un Etat où n'existent théoriquement dans la population active que des salariés (ou des coparticipants à des coopératives du type kolkhozien) concourent plus ou moins à la production. Autrement dit, toutes les activités rémunérées sont en principe socialement utiles, étant admis par hypothèse qu'il n'existe ni exploités privés, ni oisifs. Dans ces conditions, les services publics gratuits sont une distribution de valeurs nées d'un travail productif comme les autres. Par exemple, recevoir un enseignement, c'est recevoir une portion de valeur qui permettra à l'activité de l'élève d'accroître la valeur de sa propre activité. Cependant, plus la production de biens s'accroît, et avec elle le niveau des besoins de la culture et de la civilisation, plus les services directement productifs ou « improductifs », qui y concourent s'étendent aussi, comme le montre le développement des « tertiaires », aussi manifeste en U.R.S.S. que dans les Etats capitalistes (1). En multipliant les services

(1) Bergson, *loc. cit.*, p. 19 : « L'étendue des services sociaux peut très bien s'accroître dans une communauté socialiste, mais la force de l'argumentation égalitaire qui prône ce genre de répartition s'est bien affaiblie. En vérité, la tentative faite par les administrateurs socialistes d'égaliser substantiellement les revenus réels grâce à la généralisation des services sociaux se détruira très vraisemblablement elle-même. L'inégalité dans la répartition des biens restants achetés sur le marché des biens de consommation devra rester assez forte pour attirer les ouvriers dans les différents métiers en proportions convenables. »

publics plus ou moins gratuits, l'Etat redistribue donc, selon une tendance à la péréquation, des *valeurs* qui font partie du produit social. Mais cette tendance atteint très vite une limite, puisque des valeurs ainsi distribuées sont pour ainsi dire *dérivées* et dépendent de la production directe de valeurs fondamentales, c'est-à-dire de *biens de production (et de consommation) immédiats*. Si les services (gratuits ou non) se développent trop, si leur proportion s'accroît dans la production sociale au-delà d'une certaine limite, *sans que la productivité s'élève à proportion*, il y a dévalorisation du produit.

L'économie soviétique montre parfaitement que le socialisme d'Etat n'échappe pas non plus à cette tendance : la pléthore d'improductifs, au sens relatif, y est sans cesse dénoncée ; l'inflation bureaucratique, les dépenses inutiles, y sont constamment analysées comme facteur d'abaissement du niveau de la productivité sociale. Une partie excessive du fonds des salaires peut être alors considérée comme consommation improductive, de sorte que l'on cherche à la réduire, et ceci surtout du côté des services gratuits. Naturellement, on cherchera surtout à réduire les services les moins productifs (l'administration en particulier) en accroissant au contraire les plus utiles (enseignement, santé, transports et communications). Mais ces fluctuations et cette recherche d'un équilibre restent fondées comme dans le capitalisme, sur une même réalité : le fait que la productivité réelle, c'est-à-dire la création de valeurs aussi élevées que possible par individu, signifie un taux aussi élevé que possible de production de *plus-value*, de surplus accumulable.

Marx a longuement insisté sur le fait que la productivité du travail, dans un régime échangiste de valeurs, ne dérive pas en définitive de *l'utilité* des biens produits, mais de la production de valeurs d'échange au coût minimum, c'est-à-dire de la formation de plus-value, et en fin de compte de capital (fonds d'accumulation en U.R.S.S.). Ce rapport fondamental est aussi lié à l'utilité relative des différentes productions et services, mais ni plus ni moins que la valeur d'échange est en général liée à une valeur d'usage. Il n'y aurait pas de valeurs d'échange s'il n'y avait pas de valeur d'usage ; mais la réciproque n'est pas vraie. Or, le marché existe dans

le socialisme d'Etat, bien qu'il soit contrôlé autrement que dans le capitalisme ; et l'échange de valeurs impliquant tendance à l'accroissement constant du surplus social marque donc la limite dans laquelle peuvent être étendues les distributions gratuites ou à bon marché, et leur fonction d'égalisation des revenus. En ce sens, le « salaire social » ne joue pas un rôle très différent de ce qu'il est aujourd'hui dans le capitalisme.

La question est encore plus claire lorsqu'on examine directement la *source* du « salaire social » dans n'importe quelle société productive de valeurs. Si une fraction du fonds de consommation, ou même une fraction en nature des produits de consommation, est distribuée à titre de salaire social indépendamment de la quantité de dépense de travail de l'individu, et en fonction de caractéristiques indépendantes ou semi-indépendantes du travail direct (par exemple : selon la dimension de la famille, l'âge, la simple qualité de citoyen, etc...) l'ensemble de ces distributions équivaut à une *redistribution* d'une partie du surproduit social. Cette redistribution suit des règles d'opportunité sociale et politique très différentes de la distribution résultant de la dépense en travail qui se présente comme salaire individuel. Mais il est évident que la part du surproduit social consacrée à cette redistribution, qui a un sens correctif et égalitaire, ne peut pas dépasser une certaine proportion du fonds de consommation social sans mettre en danger le système fondamental des échanges, et par suite, les rapports de production essentiels de la société. C'est toujours la plus-value sociale et étatisée, c'est-à-dire le travail productif, qui la supporte. La propriété étatique des moyens de production ne change rien à cette relation fondamentale, tant que la productivité sociale n'a pas atteint un niveau beaucoup plus élevé que celui du capitalisme, et que ses effets sur la redistribution n'ont pas un caractère général, c'est-à-dire mondial (car la limitation de la propriété sociale à *des Etats isolés* est justement en relation avec le niveau insuffisant de la productivité).

Les économistes soviétiques divisent le revenu national (qui est le solde du produit social total après défalcation du fonds de reconstitution des moyens de production consommés) en fonds d'accumulation et fonds de consumma-

tion. Ce dernier est fractionné en fonds des salaires individuels, directs, selon la production, en fonds culturels (enseignement, santé, arts), en fonds de sécurité sociale, en fonds de l'administration (les fonds consacrés à l'armée font partie à la fois des fonds d'accumulation et de consommation, mais ne comportent pas de rubrique spéciale). C'est une règle connue, établie empiriquement, que 75 % environ du revenu national sont consacrés à la consommation (mais c'est loin d'être prouvé) ; il est vraisemblable que le fonds de consommation *réel* ne peut être mesuré par simple déduction du fonds d'accumulation (environ 25 %) sur le revenu national. Les fonds consacrés à la guerre, les pertes, gaspillages, parasitismes divers, qui restent considérables, doivent représenter une proportion qui diminue d'autant les deux autres. Si le fonds de consommation directe atteint 60 %, on doit être plus près de la réalité.

3. *Travail social et appropriation privée.*

Pourquoi la théorie du salaire soviétique de Bergson ne va-t-elle pas plus loin qu'une traduction en langage marginaliste de la pratique soviétique ? Et pourquoi les affirmations des économistes soviétiques ne font-elles qu'effleurer la nature des choses ? Cela permet à propos de la même réalité, à l'un de déclarer que les principes du salaire socialiste sont semblables à ceux du salaire capitaliste, et aux autres d'affirmer qu'ils sont radicalement différents. La vérité est que les *formes* du salaire socialiste (d'Etat) diffèrent des formes du salaire capitaliste, car si ces salaires répondent tous deux à des rapports d'échange de capacités de travail, la modalité de ces échanges est différente ; en U.R.S.S., elle opère dans le cadre d'un monopole d'emploi. Cette différence de formes n'est pas une « apparence » ; c'est une réalité. La structure des rapports d'échange a une forme différente introduite par la propriété d'Etat des moyens de production et la centralisation planifiée par l'Etat de toute l'économie. Les économistes soviétiques ne veulent voir que la différence introduite par cette propriété sociale (ou d'Etat), qui d'après eux transforme automatiquement le salaire-échange en une simple part proportionnelle sur le revenu national. Les économistes bourgeois comme A. Bergson con-

sidèrent au contraire cette différence comme simplifiant seulement des rapports existants dans le capitalisme, puisqu'existent toujours en U.R.S.S., la valeur, une économie marchande, un marché de consommation libre, et un marché du travail libre, bien qu'ils soient contrôlés par le plan d'Etat.

On ne comprendrait pas en effet, comment les principes du marché seraient toujours valides *pour toutes les valeurs sauf la force de travail*. Car si le marché des produits existe (même s'il n'a à un certain niveau, et pour certains secteurs, qu'un rôle comptable et apparemment « fictif », s'il n'est qu'un « jeu d'écriture ») *c'est parce que les produits ont été produits* ; et ils n'ont pu l'être que par des capacités de travail humaines. S'ils ont été produits comme valeurs marchandes (bien que ces valeurs soient contrôlées tout autrement que sur le marché capitaliste concurrentiel, mais dans une certaine mesure comme sur les marchés capitalistes monopolisés), *c'est parce que l'élément créateur est encore lui-même une valeur marchande*. C'est même une valeur qui est *obligée* de s'intégrer au marché du travail, et de s'échanger pour ce qu'elle est capable de faire (= salaire). Si cette relation de valeur entre la force de travail et les produits était totalement rompue, il faudrait supposer une scission radicale entre la sphère des rapports de production et la sphère de la circulation : la valeur jouerait seulement dans la seconde et non dans les premiers. Ou bien, il faudrait supposer que si la force de travail reste attachée à la valeur, *c'est seulement en tant que valeur d'usage, utile* ; c'est-à-dire une valeur qu'il faudrait mesurer autrement, alors que le salaire la mesure parfaitement comme valeur d'échange. Comment la force de travail, créatrice de valeur (d'échange et d'usage) parviendrait-elle à s'isoler à ce point de tous les rapports sociaux ?

Les économistes soviétiques ne voient pas cette contradiction parce qu'ils ne veulent pas admettre qu'il existe dans le socialisme d'Etat aussi une « exploitation », au sens de mise en valeur de la force de travail d'autrui. Ils masquent les faits derrière des affirmations sans preuves et l'absence d'analyse. Bergson les masque aussi, mais pour d'autres raisons : parce que pour lui ne se pose pas le problème de la valeur, qu'il ne peut pas reconnaître en U.R.S.S. pour la raison qu'il ne le reconnaît pas dans les rapports capitalistes,

et qu'il lui suffit par conséquent de traiter les salaires ici et là comme les prix marginaux du travail. Bergson n'admet pas la valeur-travail (d'échange). Comme tous les néo-marginalistes, il ne retient que l'utilité, la valeur d'usage ; le travail (salaires) n'apparaît dans le coût de production que comme l'un des facteurs mesurés par l'utilité à la marge. En transposant ce schéma dans l'économie soviétique, il lui suffit donc aussi de considérer la valeur d'usage de la capacité de travail ; et c'est paradoxalement ce qui le rapproche des économistes soviétiques. En somme, ni les uns ni les autres ne veulent reconnaître la valeur d'échange dans le travail, bien que ce soit pour des raisons directement opposées. Pour les staliniens, elle a disparu ; pour Bergson et les néo-marginalistes, elle n'a jamais existé. De toutes façons, on ne la trouve plus. Mais comme elle existe pourtant, ils ont tort les uns et les autres.

Le *Manuel d'Economie Politique* soviétique donne une autre définition de la structure du fonds de consommation (à la fois pour le « secteur d'Etat », et pour le secteur kolkhozien) en disant que le revenu national se décompose en deux parties principales : « Celle qui représente le *produit pour soi*, créé par les travailleurs de la production matérielle » (salaires directs des ouvriers et employés des entreprises d'Etat), et celle qui constitue le « *produit pour la société* », ou revenu net (p. 571). C'est du produit « pour la société » qu'est défalqué le « salaire social redistribué dans la population ». L'expression « produit *pour soi* » ne doit pas être prise dans le sens de la philosophie hegelienne, ce qui voudrait dire que ce produit est créé pour lui-même, constituant sa propre fin. Elle doit être prise au sens littéral : c'est le produit que chaque individu crée pour soi-même, c'est-à-dire pour sa propre consommation directe, grâce au salaire. L'autre partie est créée « pour la société », c'est-à-dire en théorie pour la collectivité, et en fait d'abord pour l'Etat qui ne lui est nullement identique. Cette division reflète l'ambiguïté du socialisme d'Etat, où l'on affirme d'un côté que tout le travail effectué est du travail social direct, exécuté directement pour la société, c'est-à-dire *pour tous* ; et de l'autre que le travail « pour la société » ne représente qu'une partie du produit social et du revenu national. Que signifient ici : travail direct et travail indirect (social) ? Sous une forme

nouvelle, il est indiscutable que cette distinction suppose encore certaines contradictions sociales, de classes. Car cette distinction et ces contradictions existaient déjà dans le capitalisme, et l'économie socialiste d'Etat rudimentaire les possède encore et les possédera toujours tant que l'Etat ne disparaîtra pas.

C'est justement déjà une caractéristique du capitalisme développé que le travail y est devenu social, « abstrait », du travail en général ; et Marx a suffisamment insisté sur la mise en valeur de cette caractéristique par les physiocrates et par Smith et Ricardo (caractéristiques que Hegel avait pleinement assimilées). Le travail est devenu social d'abord, par suite de la division sociale des travaux et de leur connexion interne qui fait que plus personne ne travaille seulement « pour soi », ni ne produit plus ou moins complètement ce qui est nécessaire à sa propre existence, mais que chacun coopère à un ensemble de travaux dont la division ramifiée a été poussée très loin ; ensuite, grâce à l'extension du marché mondial et enfin par suite de la réduction possible de tous les travaux complexes et parcellaires à du « travail simple ». Le travail de chacun est ainsi devenu du travail social. Mais à la forme sociale du travail *s'oppose la forme privée de son appropriation*, par suite de la forme dominante de la propriété des moyens de production. De sorte que le travail n'est plus qu'*indirectement* social. En ce sens, l'appropriation sociale des produits du travail par l'Etat donne bien une forme directe au travail social, mais non pas une *forme directe pour tous et pour chacun* ; c'est une forme directe pour l'Etat.

Personne ne travaille « pour soi », pas plus que dans le capitalisme. Cependant, le travail n'est pas « directement social » sous toutes ses formes (production, circulation et consommation) parce que *l'appropriation* n'est pas encore directement sociale, sans pour autant être privée : elle est étatique. Le travail est « directement étatisé ». La participation différentielle du fonds de consommation en fonction du travail fourni prouve que la consommation reste soumise à des règles de distribution qui confirment que le travail n'est « directement social » qu'à sens unique en quelque sorte. Une contradiction subsiste entre la forme ou le mode de production, et la forme de l'appropriation. Si l'on veut, il y a encore

appropriation, et non *réappropriation*. On pourrait dire la même chose en rappelant que le travail, ou plus généralement qu'une dépense de travail *quelconque* ne donne pas droit à une consommation *quelconque* (autrement dit il n'y a pas de rapport *indifférent* entre la production et la consommation individuelle, comme cela doit être par hypothèse dans le communisme).

Cette contradiction (ou opposition) n'est pas identique à celle qui oppose la forme de la production et celle de l'appropriation (et par suite de la consommation) dans le capitalisme. Néanmoins elle existe, et elle ne fait que confirmer ce que Marx a soutenu à bon droit : à savoir que la forme de la consommation dépend toujours de celle de la production et non l'inverse. Si la production était « directement sociale » au sens plein, la consommation le serait aussi en quelque manière. C'est-à-dire qu'il n'existerait pas d'*intermédiaires* entre le producteur et le consommateur (qui seraient en relations bi-univoques). L'appropriateur aurait disparu. Mais en U.R.S.S., l'appropriateur subsiste, et c'est l'Etat. Et sa fonction est nécessaire puisque la consommation dans le socialisme d'Etat reste dans une large mesure « pour soi », c'est-à-dire qu'elle est répartie au prorata de la dépense de travail, et non selon les besoins. La distribution différentielle du fonds de consommation suffit à révéler le caractère indirect de la consommation sociale, et elle répond en effet au mode de production qui est *directement étatique*, et non directement *socialiste*.

Que signifient donc au fond les expressions : *directe* et *indirecte* ? Cela dépend de ce qu'on appelle *social*, *individuel*, et *classe*. Social n'est pas identique à collectif, et encore moins à étatique. Au point de vue économique, « la société » prend des formes déterminées, et ces formes sont avant tout une structure de classes et d'Etat. Il en est ainsi dans le socialisme d'Etat, en U.R.S.S., où les classes capitalistes ont disparu dans leur ensemble, mais non l'Etat, ni les classes travailleuses, bien que celles-ci se délimitent quelque peu autrement que dans le régime bourgeois. Le travail de l'ensemble actif des travailleurs peut être appelé social, mais à condition de définir la forme que prend « la société » dans ces rapports économiques déterminés. Que veut-on dire en disant

que le travail en U.R.S.S. est *directement* social ? Les économistes soviétiques veulent dire qu'aucune classe particulière ne se l'approprie, et que ce sont les producteurs eux-mêmes qui se *l'approprient* : en ce sens il serait directement social, totalement réapproprié ; mais dans ce cas, pourquoi la partie du produit social consommable est-elle divisée en deux parts, dont l'une est dite l'équivalent du « travail pour soi » et l'autre du « travail pour la société » ?

Cette dichotomie ne devrait pas exister si le travail était directement social, et si par suite la répartition était aussi directement sociale. Si tout le travail est social, tout le travail doit être exécuté « pour la société ». Dans ce cas, « pour soi », et « pour la société » devraient signifier exactement la même chose. Puisque les formes de la production moderne supposent une division et une intégration des tâches de plus en plus complexes et mouvantes, travailler pour soi comme individu ou groupe social devrait donc être exactement la même chose que travailler pour la société, et inversement : c'est en travaillant pour la société que l'on travaillerait pour soi, non fallacieusement, comme c'est le cas dans le capitalisme, par suite de l'appropriation privée des moyens de production, mais réellement. C'est alors que l'on pourrait parler à bon droit de rapports sociaux « transparents » : il n'y aurait plus d'intermédiaires. C'est en cela que consiste le *communisme*. Pourquoi alors divise-t-on pratiquement le produit social consommable en une partie « pour soi » (salaires directs) et une partie « pour la société » (salaires indirects) ? Ou cette division n'a aucun sens et n'est qu'un artifice comptable utile, ou elle voile certains rapports qui montrent que la totalité du travail (production et consommation) n'est pas devenue directement sociale. Or, il est invraisemblable que cette dichotomie soit pur artifice. Elle a un sens social. Et le sens profond n'en est pas difficile à déceler : c'est le fait que la *valeur* régit encore les rapports économiques et sociaux et que l'Etat, appropriateur suprême, règle le fonctionnement de la valeur par le plan ; de sorte que c'est justement le travail « pour soi » qui représente la fraction essentielle du travail social. On évalue le travail « pour la société », répartie en fonds de consommation, à quelque 20 % du salaire « pour

soi ». Bref, le travail n'est pas dans sa totalité directement social, parce qu'il y a valeur, Etat et salaire, choses qui vont toujours ensemble.

Nous avons souligné ce principe : que la forme sociale de la consommation ne peut être essentiellement différente de celle de la production. On pourrait alors se demander pourquoi il y a malgré cela certaines contradictions entre elles dans le capitalisme comme dans le socialisme d'Etat. Bien entendu, il s'agit de contradictions dialectiques, d'une polarité d'effets, et non d'une incompatibilité logique élémentaire. Le nœud de cette contradiction (son principe d'unité interne) c'est la forme de l'appropriation. La forme de l'appropriation privée crée une opposition spécifique entre la forme de la production et celle de la consommation. L'appropriation collective (par l'Etat) crée une autre forme d'opposition. Mais cette opposition n'existe que parce qu'il y a communauté des formes plus générale entre production, distribution et consommation. L'opposition est *interne* à un système d'ensemble. Autrement, il y aurait simplement hétérogénéité, ce qui est inconcevable en ce qui concerne les rapports économiques essentiels de la société.

L'opposition est aussi accentuée par des facteurs historiques, des éléments hérités du passé économique. Même dans le capitalisme le plus développé, on trouve des formes de production et de consommation plus ou moins archaïques, comme l'artisanat, ou la traite commerciale, les prestations, le travail forcé, etc... dans le secteur colonial. Ces éléments archaïques ne font pas défaut dans l'économie soviétique, et moins encore dans l'économie chinoise. Des formes arriérées de la circulation commerciale, de la rétribution coopérative, etc. voisinent avec des formes socialistes plus évoluées. La productivité, dans certaines industries et dans l'agriculture, est beaucoup plus basse que dans le capitalisme. L'impôt en nature est encore largement répandu sous des formes diverses, etc. Tous ces éléments entretiennent et élargissent certaines oppositions sociales, par exemple entre la ville et la campagne, de sorte que c'est justement l'inachèvement de la forme socialiste de la distribution qui témoigne de l'inachèvement de la forme socialiste de la production : l'opposition persiste dans l'homogénéité de l'ensemble des systèmes.

4. *La répartition des salaires en U.R.S.S.*

Bergson a montré (ch. IV et X) que la distribution des salaires était approximativement la même en Russie pour 1914, 1928 et 1934. Ce résultat est extrêmement important puisque cela donne une comparaison entre la Russie capitaliste, l'U.R.S.S. à la veille des plans quinquennaux et l'U.R.S.S. entièrement « socialisée », avec des différences considérables dans le volume de l'emploi salarié. Les économistes soviétiques et leurs critiques bourgeois ont l'habitude de présenter soit des salaires moyens, soit les écarts extrêmes de l'échelle des salaires. Mais ces mesures ont beaucoup moins de signification sociale que les mesures de dispersion portant sur la masse des salaires. La dispersion présente une structure de l'inégalité que laissent échapper la moyenne ou les écarts extrêmes (marge maxima). Bergson adopte comme mesure, étant donné l'insuffisance des chiffres de base, *le rapport du salaire de l'ouvrier dont les gains sont plus élevés que ceux de 25 %, et plus bas que ceux de 75 % des ouvriers, au salaire de l'ouvrier dont la position dans la distribution de fréquence est opposée* (1). Autrement dit, on considère le rapport des 1^o et 3^o quartiles de la distribution de fréquence des salariés. Ce rapport est un coefficient de dispersion (ou de variation) des fréquences, et il sert bien mieux à éclairer la structure des salaires que les salaires moyens ou les marges. Il a d'ailleurs aussi une valeur intuitive, en particulier par ses formulations graphiques. Des mesures de dispersion plus raffinées pourraient être utilisées (1), mais on peut les ramener au rapport interquartile.

(1) Plus exactement, il s'agit du *salaire*, au point de vue de la distribution de fréquence, qui satisfait à la condition indiquée, plutôt que du salaire de l'*ouvrier* qui y satisfait.

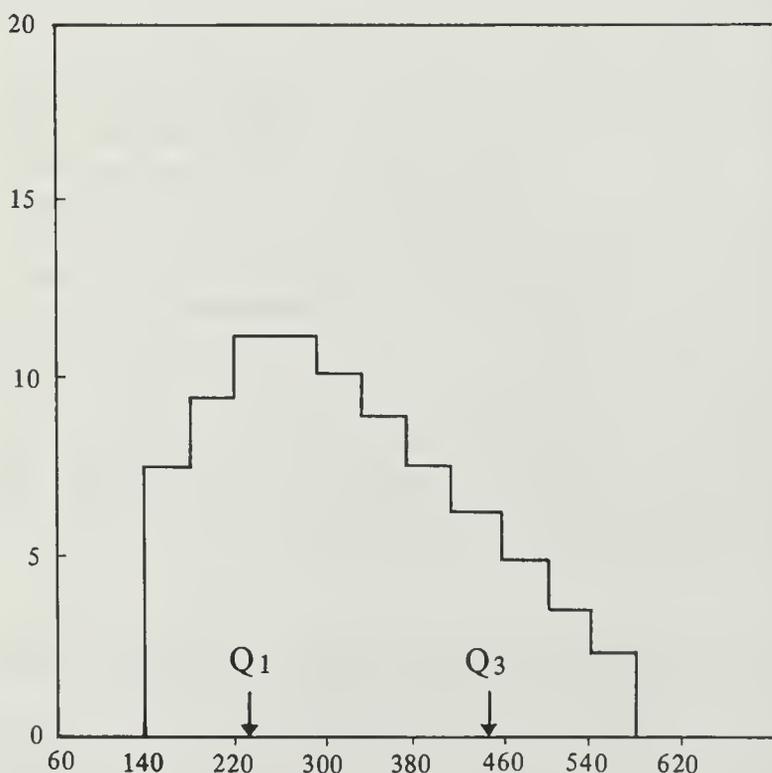
(1) La formule d'interpolation utilisée pour calculer les quartiles est $l + (h/f) c$, où l est la limite inférieure de la classe contenant le quartile ; $h = 25$ (ou 75) moins le % d'ouvriers dont les salaires sont inférieurs à l ; f est la proportion d'ouvriers dont les gains sont entre les limites de la classe quartile ; et c est l'intervalle de classe.

Bergson note que les coefficients plus complexes peuvent être ramenés au rapport interquartile. Par exemple, le Pr. Bowley écrit ce rapport : $(1 - Q)/(1 + Q)$. Le coefficient mesure de l'inégalité élaboré par Pareto peut aussi y être ramené, pour toute distribution qui obéit à la loi de Pareto (cf. notamment la discussion sur la mesure de l'inégalité chez Pareto dans Bresciani-Turoni, *Journal of the Royal Statistical Society*, vol. C, part. III, 1937, p. 421).

Exemple : diagramme de la distribution de fréquence des salaires des ouvriers, en métaux, mécanique et équipement industriel, U.R.S.S., mars 1928 (fréquence inférieure à 140 non indiquée = 6,82 %, et au-dessus de 580 = 8,52 %).

% des ouvriers

Diagramme de la distribution de fréquence des salaires des ouvriers dans l'industrie métallurgique, de machines et d'équipement, U.R.S.S., mars 1928.



Salaires quotidiens en Kopeks.

Fréquence inférieure à 140 Kopeks non indiquée, 6,82 % ;
supérieure à 580, 8,52 %.

L'aire rectangulaire entre deux points quelconques est

proportionnelle au nombre d'ouvriers dont les gains tombent entre ces valeurs.

La valeur du rapport interquartile n'est évidemment pas modifiée par un changement dans la position de l'un quelconque des percentiles de la distribution, sauf le 25° et le 75°. Des distributions très variées peuvent donc être traduites dans le même rapport interquartile. La simplification qu'introduit ce rapport donne en tout cas une image frappante des distributions de fréquences par grandes classes. Nul doute que si Marx avait disposé de statistiques plus détaillées, et de l'instrument d'analyse adéquat, il s'en serait servi, et cela l'aurait conduit à approfondir certains aspects du rapport entre masse et taux de la plus-value, de la structure différentielle de la composition organique du capital, de la mécanique de la baisse des salaires. On aurait d'ailleurs retrouvé les lois générales qu'il a dégagées. Aujourd'hui, le maniement des distributions est devenu essentiel, notamment en U.R.S.S. où les fonds de salaires sont planifiés, non seulement dans leurs masses, mais aussi dans leur distribution de fréquence (malgré des fluctuations énormes dans la pratique).

Les rapports interquartiles pour certaines catégories ouvrières (2 sexes), Russie 1914 et U.R.S.S. 1928, sont les suivants (Q1 et Q3 en %) :

Industrie	Juin 1914	Mars 1938
1. Produits de coton	57,8	63,5
2. Produits de toile, filés	51,6	61,1
3. Scieries, bois travaillé, meubles, produits en bois	48	56,5
4. Produits en laines et filés	44,5	55,5
5. Produits en métal, mécanique et équipements	43	51,7
6. Papier, impressions	40	51
7. Cuirs, chaussures	38,5	53,7
8. Produits de caoutchouc, extraction et raffinage du pétrole, produits chimiques, allumettes	54,2	52,7

L'inégalité de la distribution est en général *inférieure* en 1928. L'ordre des rapports Q est le même pour 6 sur 8 des industries. L'une des raisons, c'est évidemment qu'en 1928 la tendance à l'égalisation, très forte entre 1918 et 1925, n'avait encore pu être nettement renversée.

En ne considérant que les salaires des *hommes adultes*, les rapports interquartiles sont un peu inférieurs, c'est-à-dire que l'inégalité de la distribution est plus grande. L'emploi des femmes et la distribution de leurs salaires tend donc à diminuer l'inégalité. Ces rapports sont, pour le premier groupe d'industries (hommes adultes) :

	Juin 1914	Mars 1928
1.	54,7	62,2
2.	54,8	61,8
3.	55,8	58,2
4.	50,4	57,9
5.	48	56,4

Bergson conclut : « La similitude frappante des valeurs relatives des rapports interquartiles dans différentes industries en Russie (1914) et en U.R.S.S. (1928) peut difficilement être attribuée à une erreur statistique ou à une coïncidence. La seule explication plausible est celle que nous avons déjà suggérée..., que les principes des salaires appliqués en Union soviétique ont été des principes capitalistes, et que la procédure soviétique, comme les salaires de la Russie d'avant-guerre, ont varié systématiquement selon la productivité des différents ouvriers. »

L'inférence de Bergson est illégitime : il remonte de la forme de la distribution à ses causes (ou facteurs). On pourrait tout aussi bien dire : la forme de la distribution est caractéristique des principes du socialisme (d'Etat, primitif), à savoir le salaire proportionnel à la productivité ; nous avons montré plus haut pourquoi.

Les variations du rapport interquartile (distribution de fréquence des gains) entre 1928 et 1934 sont les suivantes :

Industrie	Mars 1928	Octobre 1934
1. Produits en caoutchouc	68,9	67,7
2. Tabac	66,5	64
3. Produits en coton	64,2	61,6
4. Allumettes	63,6	62,5
5. Produits en toile	63,4	62,6
6. Spiritueux	62,8	64,6
7. Confection	61,9	60,9
8. Porcelaines	57,9	55,9
9. Scieries, bois façonné	57,3	51,1
10. Energie électrique	55,6	49,4

11. Produits chimiques de base	55,1	52,2
12. Produits, laines, filés	54,9	57,4
13. Papier	54,2	53,5
14. Cuir	53,8	55,1
15. Métallurgie non ferreuse	53,8	54,6
16. Produits métaux, mécaniques et équipements	53,6	50,5
17. Métallurgie ferreuse	53,5	50,9
18. Chaussures	52,1	52,6
19. Impressions	50,9	51,3
20. Charbon	50,1	46,1
21. Extraction, pétrole, raffinage	62,5	54
22. Meunerie (milling)	55	44,2
23. Ameublement	53,4	43,5
24. Vêtements	56,1	63,2
25. Panification (baking)	54,1	59,9
26. Verre	41,9	47,5

Cette fois on observe un *accroissement de l'inégalité dans la distribution*, mais faible (différence moyenne de 3,5 %) d'une année à l'autre. Le mouvement est inverse pour les industries nos 26, 25 et 24, ces trois industries étant celles qui se sont le plus mécanisées par rapport au passé, et où les ouvriers qualifiés plus nombreux ont amené une égalisation plus grande des salaires.

Une fois de plus, Bergson conclut que « si l'égalisation recherchée avant 1928 était un écart par rapport aux principes capitalistes de rémunération, les administrateurs socialistes n'ont sûrement pas perdu de temps pour réparer leur erreur ».

Nous concluons plutôt que derrière ce constat statistique intéressant, il fallait chercher ce que ni Bergson ni les économistes soviétiques ne veulent admettre : que la répartition différentielle des salaires exprime derrière une parenté d'effets, une parenté de source, à savoir le fait que la rémunération de la capacité de travail continue à être gouvernée par la loi de la valeur, c'est-à-dire que celle-ci s'étend à la production, et non seulement à la répartition. Des effets d'exploitation en résultent, mais ils sont différents dans le socialisme d'Etat, où il s'agit de ce qu'il faut appeler « l'exploitation mutuelle ».

A. Bergson, dix ans plus tard (*The economics of soviet planing*, 1964), n'a pas modifié son jugement. Il note que les directions d'entreprises n'ont toujours pas le droit d'agir directement sur l'emploi, c'est-à-dire de modifier le volume et la structure de l'emploi pour minimiser les coûts en salaires. Seules des autorités le peuvent, en fonction des plans qu'elles ont élaborés. Quant à la différenciation des salaires dans une branche donnée, le degré de correspondance des offres et les besoins particuliers dépendent en théorie de la mesure dans laquelle la différenciation se conforme aux « productivités marginales » relatives, et pour les ouvriers à la marge des choix entre besoins particuliers, aux « prix d'offre ». Quand un effort exceptionnel de production est nécessaire quelque part, la relation des différenciations au prix d'offre est mise en question (s'il y a liberté de choix pour le salarié).

Bergson constate toutefois qu'il est loin d'en être ainsi, autrement dit que les salaires relatifs sont loin d'assurer une correspondance entre offre et demande proportionnelle aux productivités marginales. En théorie, dit-il, « ce ne pourrait être le cas que si, cherchant à économiser les coûts, les employeurs considéraient les taux de salaires comme des « données » ou « paramètres » ; autrement, ces employeurs doivent limiter leurs besoins en différentes sortes de travail, et dépriment les salaires par rapport aux productivités marginales ». Comme il le dit plus loin, ce que Bergson cherche surtout à montrer ici, c'est qu'en définitive la rétribution du travail « selon la quantité et la qualité du travail fourni », *principe capitaliste* toujours considéré comme valide en U.R.S.S., ne serait pas mieux pratiqué « si la théorie marginaliste avait servi de point de départ, plutôt que la théorie de la valeur-travail » ; il met ainsi le doigt sur une des contradictions de la théorie économique soviétique.

En somme, la théorie de la valeur-travail serait une des sources de l'inefficacité du système. Même les réformes qui ont commencé à être appliquées à partir de 1963 (semi-autonomie de l'entreprise, prise en compte des critères de profit et d'intérêt, libre recherche du client) n'ont rien changé d'essentiel : « la théorie de la valeur-travail n'a pas été exprimée comme elle aurait dû l'être à la lumière de l'analyse occidentale contemporaine, mais plutôt comme elle l'était depuis longtemps par Marx. Et ce qui est le plus important, elle a été présentée sans pouvoir bénéficier de la notion fonda-

mentale de valeur marginale... Quand on s'est écarté de la théorie de la valeur-travail, l'alternative a été quelquefois, mais pas toujours, la théorie occidentale contemporaine, car le plus souvent l'alternative à la théorie de la valeur-travail a été pas de théorie du tout ».

D) *Joan Robinson et le néo-keynesianisme.*

Joan Robinson s'est elle aussi fait une réputation en invitant les économistes marxistes à abandonner ce qui, dans la théorie de la valeur-travail, contredit ou limite la portée des conceptions marginalistes et keynesiennes. Aussi son livre *An Essay on marxian economics*, publié en 1942, a-t-il servi d'aide-mémoire à toute une génération de « réformateurs » du marxisme. J'en examinerai ici quelques points qui concernent directement notre sujet. Au fond, les idées de Mme Robinson ne sont guère plus originales que celles de Schumpeter ou de Von Mises, ou de moindres éminences, mais elles méritent d'être relevées, car il est indiscutable que leur côté « empirique » les a fait considérer avec quelque intérêt par une partie des réformateurs soviétiques récents, pour qui la combinaison des conceptions de Lange et de Marx, par exemple, pourrait expliquer, sinon orienter réellement, le caractère *mixte* de l'économie présente du socialisme d'Etat.

Son mérite, toutefois, par rapport aux autres, consiste à examiner ce que signifie l'élimination de la théorie de la valeur pour une explication du phénomène de *l'exploitation*, explication devant laquelle reculent aussi bien les marginalistes bourgeois et technocrates que les administrateurs soviétiques.

La valeur d'une marchandise, rappelle Robinson, « réside dans le temps de travail nécessaire pour le produire, y compris le temps de travail nécessité par la marchandise subsidiaire qui entre dans sa production » — définition qu'elle accepte justement parce qu'à ses yeux il s'agit simplement d'une question de définition. Ce qui compte, ce sont les faits relatifs à la correspondance supposée entre valeur et prix, à la différenciation des taux d'exploitation par branches, empiriquement relevés. De cette manière, la concordance supposée entre théorie de la valeur et théorie des prix se ramènera à un conflit « entre mysticisme et bon sens ». Le Livre III du *Capital*, c'est le bon sens qui y triomphe « en dépit du tribut qu'il doit payer du bout des lèvres au mysticisme dans

ses formulations verbales » ; point de vue défendu en France par J. Marchal et J. Lecaillon, pour qui le Livre III, considéré comme « empirique », peut être utilisé, contrairement au Livre I (alors que les critiques de l'époque précédente faisaient l'inverse).

J. Robinson met le doigt sur la question essentielle lorsqu'elle écrit : « Le fait de l'exploitation rend le profit possible, mais il n'y a pas de raison pour que le taux d'exploitation soit traité, du point de vue logique ou historique, avant le taux de profit. Logiquement, ce qui est important est la quantité de surplus que le système capitaliste parvient à acquérir au profit des classes possédantes, et il n'y a aucune vertu spéciale à diviser ce total par la quantité de travail employé pour trouver le taux d'exploitation, plutôt qu'à le diviser par la quantité de capital pour trouver le taux de profit. »

Historiquement, il est naturel de supposer que les différentes industries se sont développées avec des taux d'exploitation très variables, divers taux de profit, et des rapports variables entre revenus du capital et du travail. « Les chocs de la concurrence tendent alors à établir un taux de profit commun tel que les différents taux d'exploitation sont ramenés à des niveaux qui débordent les différences dans le rapport entre capital et travail. Le mouvement à partir d'un taux d'exploitation égal vers un taux de profit égal n'est pas un processus du développement du capitalisme, mais un processus du développement de l'analyse économique à partir de la théorie de la valeur-travail primitive, vers une théorie de l'interaction entre demandes relatives et coûts relatifs. » En somme Marx évoluerait vers... Keynes.

Il y a ici plusieurs confusions entre : 1. Le rapport logique entre taux d'exploitation et taux de profit. 2. La déduction logique des deux taux et les procédures pratiques d'établissement et d'égalisation de ces taux.

J. Robinson estime qu'on pourrait laisser tomber la théorie de la valeur, pour retenir celle des prix, et reconstruire la théorie du taux de profit (et même d'exploitation) à partir des relations entre prix et salaires. A la rigueur, on peut les décrire, et c'est tout.

Marx fonde l'existence des rapports capitalistes sur l'existence d'une classe salariée (sans propriété des moyens de production), c'est-à-dire, rappelons-le, sur des *rapports sociaux*, et pas seulement sur des rapports économiques. La

possibilité de l'exploitation dépend alors, d'après Robinson, de l'existence d'une *marge* entre le produit total net et le minimum de subsistance des ouvriers. Robinson trouve cela simple et acceptable. Mais ce n'est pas l'analyse de Marx. C'est une traduction du phénomène essentiel dans une expression superficielle. Que le profit tiré du travail salarié suppose une *différence* entre les salaires payés par l'entreprise et le prix de vente du produit, c'est en somme une banalité. Toutes les théories bourgeoises « modernes » s'arrêtent là : le profit est une *différence*. Mais Robinson aurait pu s'apercevoir que cette « différence » existe dans n'importe quel régime de production et pas seulement dans le capitalisme. L'existence d'un surplus par rapport aux biens consommables et consommés est une donnée élémentaire dans tous les régimes qui dépassent le niveau de la cueillette et de la chasse quotidiennes, comme ceux qu'on trouvait il y a encore quelques dizaines d'années au Brésil central ou en Australie (et encore ! les meilleurs chasseurs nomades font de petites provisions à très brève échéance, jours ou semaines). Ce n'est donc pas *cela* qui caractérise le régime capitaliste salarial. Sa caractéristique, c'est la nature de *l'échange capacité de travail-salaire*, fondé sur la propriété privée des moyens de production. Dans le rapport capital-capacité de travail, chaque quantum trouve sa propre réalité dans la réalité de l'autre élément. C'est cet échange spécifique qui crée la forme spécifique du profit capitaliste. Robinson n'en veut rien savoir sous prétexte qu'on peut *décrire* ce profit comme une différence entre un salaire et un prix de vente. Mais une description n'est pas une explication, et moins encore une transformation.

Robinson admet que pour Marx « seul le travail est productif » (1) mais elle ajoute encore : « En soi, il ne s'agit que d'une question de termes... On peut choisir de dire que le capital est productif, mais cela n'a pas grande importance ». Bagatelles ! Pourtant, les conclusions seront différentes selon le choix de l'expression : si le capital n'est pas lui-même productif, alors on peut le supprimer sans inconvénient (le supprimer en tant que capital, c'est-à-dire comme possession

(1) Encore qu'elle devrait ajouter : *productif de valeur*. Ce qu'on pourrait écrire aussi : *est valeur ce qui est produit par le travail vivant*. Ce n'est pas une simple convention. On peut associer le prédicat productif à bien d'autres modes d'activité. Les forces naturelles sont aussi productives à leur manière, mais pas de *valeurs*, ou plus précisément encore, de valeurs capitalistes.

du travail, qui ne peut rien sans lui). En fait, Robinson croit à la productivité du capital au sens le plus traditionnel, comme on le voit dans sa conception keynesienne de l'intérêt, qui est pour elle le prix payé pour disposer de capital avant d'être une fraction du profit tiré du travail grâce à ce capital.

Elle admet seulement que ce qui est important, c'est que « *la propriété* du capital n'est pas une activité productive ». Cela, nous le savons, et Marx a longuement développé la différence entre capital en fonction, capital de prêt et thésaurisation. Mais cette distinction (dialectique, car c'est le même capital, en dehors de la thésaurisation et de l'épargne stérilisée, qui est capital de prêt pour le capitaliste pur, le prêteur, et capital en fonction pour l'entrepreneur qui l'a emprunté) Marx peut la faire parce qu'il ne perd pas de vue que le capital ne se met à fonctionner comme tel que *lorsqu'il s'incarne dans du travail humain*, et que *v* s'échange contre *t*, le temps de travail nécessaire, mais non contre *t'*, sur-travail (c'est la fameuse « différence »). Mais pour Robinson ce ne devrait être qu'une assertion « sans importance », elle aussi. Il est en effet sans signification de dire qu'une *propriété* n'est pas une activité, productive ou non ; car ce n'est pas non plus une activité improductive. La propriété n'est que la *possibilité* d'une activité (et cette activité prendra alors la *forme* revêtu par la propriété). Donc, affirmer que le capital est productif, mais que sa simple propriété n'est pas productive, c'est parler comme un prospecteur de banque : confiez-moi vos capitaux inactifs ! Et là nous voyons apparaître le magicien Keynes, qui propose simplement de « dégeler » une épargne réticente, de ramener dans le circuit des investissements (c'est-à-dire de la productivité du capital) des capitaux que leurs propriétaires, particuliers, monopoles ou Etats, conservent inactifs. Ainsi, dit-elle, « une formulation qui nous oblige à dire que le capital (par opposition à la propriété du capital) n'est pas productif, obscurcit plutôt la question. Il est plus approprié de dire que le capital, et l'application de la science à l'industrie, sont immensément productifs, et que les institutions de la propriété privée développées en monopole sont destructrices, précisément parce qu'elles nous empêchent de disposer d'autant de capital, et du genre de capital, dont nous avons besoin ».

Cela, c'est exactement Keynes ; mais elle ajoute : « cette conception est inhérente à l'analyse de Marx » ! Marx a en effet montré que le monopole, la concentration des moyens de production, et la « socialisation du travail » croissante,

entraient en contradiction avec les rapports capitalistes traditionnels et la fonction de l'entrepreneur privé. Cela, Sombart ou Veblen aussi le voyaient bien. Robinson en conclut que la substance de la position de Marx est valide, mais qu'elle devient incompatible avec son expression « verbale ». Pourquoi : verbale ? Il s'agit de la substance de l'analyse et non des mots. D'ailleurs, pour Marx, le monopole n'a pas seulement (parfois) un pouvoir « malthusien » de restriction sur l'emploi de l'épargne de capital et les investissements. Il contribue aussi à développer formidablement les investissements. Comme A. Sauvy et de nombreux néo-Keynesiens, J. Robinson veut surtout voir les effets restrictifs du monopole. Mais ces effets ne se manifestent pas sur n'importe quel terrain. Le monopole se soumet (et souvent tarit) le petit entrepreneur traditionnel, et en ce sens tue l'ancienne forme d'initiative ; il pratique un contrôle des investissements, une politique de rareté relative, une politique de prix élevés et de surprofits, et une politique « récessive » de l'emploi ; il rançonne le consommateur tout autant ou même plus qu'il exploite les producteurs. Mais c'est *parce qu'il* concentre son expansion sur des secteurs choisis. Ce qui l'amène à *entreprendre* conjointement avec l'Etat des investissements d'une ampleur jamais connue, amenant des profits jamais égalés. Le deuxième effet est plus important pour les contradictions et crises du système que le premier. Et c'est sur lui que Marx a concentré l'attention (1). Ce n'est pas une question de mots, mais d'évolution réelle. C'est pourquoi Lénine parlait aussi à sa manière du *capitalisme d'Etat* comme d'un *progrès*.

Continuons. « La méthode de Marx pour mesurer la production en termes de *valeur* court-circuite le problème des nombres-indices (quoiqu'il laisse irrésolu le problème de la désignation du travail de différents degrés de qualification en termes d'unité de « travail simple »). Mais comme la production réelle est un concept important, il faut traiter ce problème, et non simplement l'ignorer. Tant que les heures-

(1) Marx a montré qu'étant donné la tendance à la baisse du taux de profit, un accroissement du capital investi et de la *masse* du profit est nécessaire : si la masse du profit restait invariable, le capital devrait augmenter proportionnellement à la baisse de son taux. Mais si la masse doit croître, il faut que le capital augmente dans une proportion supérieure à la baisse du taux de profit. Il s'ensuit que plus la productivité du travail s'accroît, plus la masse des capitaux nécessaires doit s'accroître en vue d'occuper la même force de travail, et encore plus pour occuper une force de travail additionnelle. (*Le Capital*, livre III, 1^{re} partie, chapitre 13.)

hommes de travail d'une intensité donnée sont constantes, la valeur totale créée par unité de temps est constante. La valeur des marchandises décline de façon constante, et aussi longtemps que les salaires réels restent constants, la valeur de la force de travail décline aussi. Le pouvoir d'achat d'une valeur donnée de capital variable dépassant la valeur-travail s'accroît donc. Le problème de trouver une mesure du produit réel — mesure qui, étant donné la nature de l'affaire, doit contenir un certain élément arbitraire — n'est pas résolu si on le traite de valeur, car le taux d'échange entre valeur et produit le modifie constamment. » Robinson préfère remplacer la *valeur* « par un taux horaire de salaire-argent », ce qui est extraordinaire, puisque le salaire n'est jamais fixé à la valeur réelle de la force de travail (bien que les économistes soviétiques identifient les deux, sous prétexte que Marx aurait admis que dans le socialisme, valeur et prix sont identiques) (1).

D'autre part, la force de travail a une valeur, et transmet celle-ci au produit. Mais le produit a aussi un prix (de vente) qui comprend le profit. Si l'on réduit la valeur-travail et le produit à des prix (salaires et prix de vente), *pl* n'est plus qu'une « différence » et toute *l'opposition* que contient le système s'évanouit. Il n'y a plus d'élément (valeur) à partir duquel se créent les autres catégories, et plus rien de commun entre les systèmes pré- et post-capitalistes et le capitalisme, ni non plus entre le capitalisme et le socialisme d'Etat. Faire disparaître l'opposition sociale entre possesseurs de moyens de production et salariés, est bien le but poursuivi par Robinson, comme le montre la suite où elle qualifie cette opposition d'argument polémique, suggestif, politique, moral, et non scientifique. D'après elle, alors : « Si les salaires horaires réels sont constants, les prix seront aussi constants (en supposant que les prix du salaire-bien (de consommation) ne changent pas par rapport aux prix en général. Comme la production réelle fournie par une quantité donnée de temps de travail s'accroît, un taux de création de valeur ($v + pl$) sera représenté par un accroissement total en argent, et la valeur de l'unité monétaire décroîtra. Le taux d'exploitation croissant s'exprime alors par un v constant et un pl croissant, en termes monétaires. Alternativement, la *valeur* d'une unité monétaire peut être considérée comme constante. Les salaires et les prix en argent bais-

(1) Thèse adoptée par la Comptabilité nationale de l'U.R.S.S., mais contestée par Stroumiline et autres.

seront alors avec l'accroissement de la productivité ; $v + pl$ est constant, et le taux d'exploitation croissant s'exprime par la chute de v ».

C'est entendu ; mais cela revient à décrire le mouvement *relatif* des salaires et du profit (v et pl), autrement dit, indépendamment des *prix en monnaie*. Rendre les prix et les salaires *constants*, par hypothèse, tandis que la productivité varie, c'est annuler leur expression monétaire, et ne plus considérer que leur *valeur relative*. C'est comme cela que l'on peut *décrire* la variation (comme le fait Marx) mais non supprimer le substrat social de toute l'opération.

Dans le premier cas, on a : prix (salaires et biens de consommation) constant, productivité croissante = $(v + pl)$ croissant, dit-elle. Mais en fait, seul pl s'accroît, puisque v est constant par définition. Ce n'est donc pas la « création de valeur ($v + pl$) » qui s'accroît, c'est pl , donc la *survaleur* et non la valeur. Voilà l'erreur que l'on commet en identifiant valeur et prix, et en soutenant qu'alors on peut tout aussi bien parler de prix et non de valeur.

Dans le second cas : valeur (en argent) constante, productivité croissante = $(v + pl)$ constant. Comme le taux d'exploitation s'accroît aussi, c'est v qui baisse. Quelle est la différence avec le cas précédent ? Aucune. Si v baisse ou reste constant en argent, cela n'a aucune importance. Ce qui compte, c'est son rapport avec pl , c'est-à-dire sa grandeur relative, sa valeur relative. La grandeur totale absolue du produit $c + v + pl$ n'a d'importance que pour la comptabilité de l'entrepreneur, pour savoir s'il est un grand ou un petit capitaliste. Ce qui est important pour la société, c'est le rapport de ces trois grandeurs, qui ne peut pas descendre au-dessous d'un certain taux. Si pl tend vers 0, l'entreprise n'a qu'à fermer, ou chercher un acheteur plus puissant : résultat qui n'est pas purement comptable, puisque les ouvriers risquent d'être mis sur le pavé. C'est que ce rapport cache une opposition sociale, que Robinson ne veut pas voir, ou du moins dont elle ne reconnaît pas le caractère radical. C'est pourquoi Marx dit que la formule pl

— (taux d'exploitation) exprime le fait réel qui est l'exclusion v

du travailleur de son produit : la grandeur du salaire v est en relation avec la totalité de la plus-value, pl exprimant la propriété du capitaliste sur les moyens de travail et sur le produit entier. On pourrait écrire

$$\frac{pl}{v} = \frac{\text{propriété des moyens de prod. et produit}}{\text{propriété force de travail}} ;$$
 cette relation exprime une opposition sociale.

Si on écrit $\frac{pl}{pl' + v}$, comme le font les économistes bour-

geois, on inclut dans le revenu du travailleur une partie ou un supplément de pl , c'est-à-dire qu'on considère le profit comme un élément commun au capitaliste et au salarié. Comme le dit Marx, cette formule « présente la fausse apparence d'une association, dans laquelle le travailleur et le capitaliste divisent le produit proportionnellement aux différents éléments qui contribuent respectivement à sa formation ». Il n'y a plus de travail non payé, ni de profit réservé uniquement au capitaliste. C'est cette formule qui est à la base de toutes les théories modernes et anciennes de « contribution des facteurs » et de « participation aux bénéfices », par exemple à la distribution d'une partie des bénéfices aux ouvriers de la Régie Renault, et toutes les formes analogues « d'intéressement à la production ».

Là on peut parler de jeu de mots, car l'entrepreneur peut faire passer une fraction de pl au numérateur et l'associer à v s'il lui plait, mais ce faisant il ne change rien à l'origine de cette fraction de pl , ni à la séparation que suppose le rapport entre lui et ses salariés. En écrivant $pl/pl' + v$, il ne fait pas réellement passer une partie de pl au dénominateur, et il écrira en réalité dans sa comptabilité $pl/v' + v$: cette soi-disant fraction du profit ristournée au salarié est en réalité une fraction du salaire. La preuve, c'est que les économistes bourgeois, qui prétendent considérer une participation *ouvrière* aux bénéfices comme une ristourne sur le profit créé (en partie, selon eux) par les salariés, lorsqu'il s'agit du rôle de ceux-ci dans l'entreprise, découvrent soudain qu'il s'agit de salaires lorsque l'on considère la même fraction à l'échelle sociale ; ils l'appellent alors salaire social, salaire ressource complémentaire, ressource totale garantie, ou autrement. Comme ristourne sur le revenu de l'entreprise *privée* une fraction du profit net attribuée aux salariés est appelée profit ou bénéfice ; comme ristourne sur le revenu *national* net, cette fraction est qualifiée de salaire (1).

(1) En supposant, pour simplifier, l'ensemble de l'économie composée uniquement de capitalistes et de salariés.

C'est donc vraiment un jeu de mots, mais le jeu de mots ou d'écriture ne change rien au fait que la totalité du profit de l'entreprise ou du profit social est créée par la force de travail salariée : qu'elle lui soit retournée sous une forme ou sous une autre, et quelle qu'en soit la grandeur, il s'agit de salaires, d'un revenu salarial. Le jeu de mots ne peut cacher l'opposition sociale que décèle le rapport en question, et au contraire le révèle. Car dans la grande entreprise *privée* (même en régie ou nationalisée dans le régime capitaliste) il est difficile de reconnaître que les ouvriers sont propriétaires, ou copropriétaires de l'entreprise, ce qui serait bouleverser les rapports de production capitalistes et commencer à abolir le salariat. Il faudra donc appeler pl une partie de v (d'ailleurs minime), et parler de « participation aux bénéfiques ». A l'échelle nationale le même inconvénient n'existe pas, car ni l'Etat ni la société entière ne sont propriétaires de l'appareil de production ; dans ce cas, on a tout intérêt à baptiser franchement v' de salaire, puisque par définition les salariés ne peuvent avoir comme tels que des revenus salariaux. Par-dessus le marché, on inclura indûment le « revenu » salarial dans le « revenu » national.

On voit donc l'importance de la *valeur* : impossible de transférer des valeurs d'une classe à l'autre sans mettre en cause des rapports sociaux. Tandis que le jeu du simple rapport des prix et des salaires permet de ne pas tenir compte de ces rapports et de tout transformer en « facteurs ».

Rien d'étonnant alors si Robinson conclut que rien, dans ce qui reste valable à ses yeux de la théorie de Marx, « ne dépend de la théorie de la valeur-travail » ; alors qu'il est clair que tout en dépend. Robinson ne fait ici que reprendre la tentative antérieure de Graziadei et même celle de Lange. Il est vrai que Graziadei (*Prix et Surprix dans l'Economie capitaliste*) concluait que l'abandon de la théorie de la valeur n'empêchait nullement de marcher au socialisme ; mais peut-être que Joan Robinson ne refuserait pas non plus cette conclusion (qui est aussi celle de Lange). En tout cas, on se demande ce que deviendrait l'analyse de l'économie de l'U.R.S.S. et plus encore la critique de cette économie sans conception marxiste de la valeur.

Voyons donc ce qu'en dit Joan Robinson dans l'appendice intitulé : « La valeur dans une économie socialiste » (texte remanié de l'édition de 1952). Marx estimait qu'en régime socialiste la théorie de la valeur-travail serait reconnue pour elle-

même : « c'est seulement lorsque la production sera soumise au contrôle conscient et préarrangé de la société, que la société établira un rapport direct entre la quantité de temps de travail social employé dans la production d'objets déterminés et la quantité de la demande que la société en fait... L'échange ou vente de marchandises à leur valeur est la voie rationnelle, la loi naturelle de leur équilibre. » (*Le Capital*, Livre III, ch. 10, « Compensation du taux moyen de profit par la concurrence »). Citant un cas où 10 quarts de blé, dont le coût, non compris la rente, est de 240 Sh., sont vendus 600 Sh., Marx ajoute : « Si l'on imagine que la forme capitaliste de la société est abolie et que la société est organisée comme une association consciente et systématique, alors les 10 quarts représentent une quantité de travail indépendant, égale à celle contenue dans 240 Sh. Dans ce cas, la société n'achètera pas ce produit du sol deux ou trois fois le temps de travail qu'il contient. La base de la classe des propriétaires fonciers sera ainsi détruite. Cela aura le même effet qu'une baisse [du prix] du produit du même montant due aux importations de l'étranger. » (Livre III, ch. 39 : « Première forme de la rente différentielle »). Et encore : « Dans le cas d'une production socialisée... les producteurs pourraient recevoir en fait des chèques en papier, grâce auxquels ils retireraient de l'offre sociale de moyens de consommation une part correspondant à leur temps de travail » (Livre II, 3^e partie, ch. 18, Introduction § 2, « Le rôle du capital-argent »).

« Après l'abolition du mode capitaliste de production, mais avec la production sociale encore existante, la détermination de la valeur continue à prévaloir de telle façon que la régulation du temps de travail et la répartition du travail social parmi les différentes branches de production, et par conséquent la tenue des comptes en rapport, deviennent plus essentielles que jamais. » (Livre III, ch. 49, « Contribution à l'analyse du procès de production ».)

Les deux postulats sont donc dans ce cas : 1. L'abolition de la propriété privée des moyens de production. 2. La répartition du produit social par individus proportionnellement à leur propre contribution à ce produit. Mais ces postulats en supposent d'autres : 1. Que les moyens de production appartiennent à « la société » et non à l'Etat, c'est-à-dire à tous et à personne, et non à une délégation. 2. Que tous les individus capables de produire soient mis *également* en situation de

pouvoir produire. Ces nouveaux postulats introduisent des complications, abordées dans la *Critique du Programme* de Gotha, que Robinson ne cite pas.

Dans le système socialiste, valeur et prix seront donc strictement équivalents (le prix marqué sur le bon étant la forme numérique d'une fraction de valeur). Dans ce cas, répète Robinson, pourquoi ne pas se passer de la valeur, et s'en tenir aux prix ? Question de langage et de convention ? Les économistes soviétiques raisonnent à peu près de la même façon : les prix *devraient*, disent-ils, être équivalents aux valeurs ; on *supposera* donc dans la comptabilité nationale qu'ils le sont, bien qu'en fait *ils ne le soient pas*. (C'est cette situation qu'ils expriment autrement en disant que la *valeur* sert alors d'instrument de contrôle, manipulé consciemment, au lieu d'être le régulateur inconscient d'échanges inégaux). On pourrait d'ailleurs à meilleur droit leur poser la question inverse : pourquoi encore parler de *prix*, puisqu'il ne s'agirait plus du simple équivalent d'une demande solvable (toute la demande étant par définition solvable) ? Pourquoi ne pas parler directement de *valeur* ? Mais nous verrons que c'est parce que dans le cas russe la monnaie continue à jouer un rôle tout différent d'un « certificat de travail », et qu'elle est encore un régulateur du marché en même temps que sa mesure. En fait, c'est aussi que l'économie de l'U.R.S.S. est *nationale* et dépend de l'économie *mondiale*.

La *valeur du produit* contient non seulement le temps de travail, mais aussi la dépréciation du capital, car l'usure de l'outillage est un coût réel en statique comme en dynamique, et le prix du produit doit égaler son coût social réel (l'usure n'est pas seulement du *temps*, puisqu'elle suppose le remplacement des objets usés, c'est-à-dire un coût en travail). Dans le cas le plus simple, dit Robinson, « si tous les revenus dérivés du surplus sont abolis, les prix seraient réglés par le coût en salaires plus la dépréciation ». Ce serait correct si l'investissement cessait parce qu'aucun accroissement du capital n'aurait d'utilité sociale, et si tout le revenu était consacré à et dérivé de la consommation courante. Les néo-marginalistes diraient alors que le capital a cessé d'être un « facteur rare de la production » et la « théorie orthodoxe des prix reviendrait au même que la théorie de la valeur-travail ».

Mais que se passe-t-il si l'on développe les investissements ? Admettons qu'il n'y ait pas d'épargne privée dans le socialisme, que l'investissement en biens capitaux soit re-

cherché et que les services comme l'éducation, les transports, soient fournis gratuitement à la communauté. Les débours en investissements et services gratuits entraînent un pouvoir d'achat en excédent sur le coût de la production consommable, dit Robinson. Mais pourquoi donc ? Les services étant gratuits ne créent pas d'offre, mais une demande additionnelle (salaires versés au personnel des services). Il en va de même pour les investissements. Entendu ! Mais cet « excédent » du pouvoir d'achat n'en devient un que lorsque la productivité n'est pas assez élevée pour jeter dans la consommation l'excédent de production, et non parce que les investissements nouveaux et les services improductifs créent du pouvoir d'achat en excès : c'est une sous-production, et par suite une sous-consommation. C'est ce qui se passe en U.R.S.S., à Cuba et ailleurs, où les progrès de la production consommable traînent toujours derrière les revenus, la demande solvable, et d'ailleurs freinent celle-ci. Cette situation tient-elle aux conditions de l'U.R.S.S., ou au système ? Aux deux sans doute. D'un côté la progression de la productivité en U.R.S.S. est freinée par la bureaucratie, les disproportions introduites dans le plan, l'arriération agraire, etc... ; de l'autre, le système prévoit un accroissement tel de la Section I que la Section II reste en retard. Robinson fait remarquer qu'on peut alors éponger l'excédent de pouvoir d'achat par les impôts, directs ou déguisés (c'est ce qui a lieu en effet). Les prix sont alors égaux (en moyenne) aux coûts, mais les revenus de consommation sont inférieurs aux coûts. On peut aussi taxer les achats : les prix dépassent alors les coûts. C'est ce que font aussi les Russes.

Comment seront assis ces impôts ? « Si les prix doivent correspondre aux *valeurs*, au sens ordinaire de Marx, l'impôt doit être proportionnel au coût en salaires. La situation serait alors la même qu'avec un taux d'exploitation égal dans chaque industrie et des services gratuits, qui apparaissent comme l'équivalent socialiste de la plus-value. L'impôt s'ajouterait au coût en travail à chaque étape de la production, y compris l'entretien de l'outillage ; il entrera donc dans le coût du capital constant pour chaque entreprise socialiste — à savoir ses matières premières et l'amortissement de l'outillage. Tous les prix seront par suite élevés au-dessus des coûts de production dans la même proportion, et l'effet équivaldra à un impôt *ad valorem* sur la vente de toutes les marchandises aux consommateurs finaux. » La *valeur* « apparaîtra alors justifiée comme guide de la fixation des prix dans le socialisme ».

Pourtant, ne voit-elle pas que cela équivaut justement à *écarter* les prix de la valeur ? C'est qu'elle confusione sur la valeur, et qu'on ne sait pas exactement ce qu'elle appelle *coût de production* (est-ce le prix de revient, le prix de production ? etc...). Elle considère ensuite que cette équivalence n'est justifiable que si chaque industriel travaille à *rendement constant*, de sorte que pour chaque accroissement proportionnel des dépenses on ait un accroissement proportionnel égal du produit. En effet, dans ce cas, les valeurs sont proportionnellement augmentées, et voilà tout. Mais que se passe-t-il si les rendements (en profit) ne sont pas constants ? Robinson reprend là-dessus l'exemple de Marx (production de blé, en supposant que tout le coût de production est fait de salaire, et en supposant un *rendement décroissant*). Premier aspect du problème : l'intensité convenable de culture de terres de qualités différentes. « Le produit maximum est obtenu par un nombre de gens employés quand la *productivité marginale* du travail — le produit additionnel qu'entraîne un travailleur additionnel — est égal sur chaque terre. Ce serait du gaspillage d'employer le travail de telle sorte que sa productivité moyenne soit égale, à moins que les productivités moyenne et marginale soient proportionnelles ».

Supposons deux terres, 25 hommes étant disponibles.

	Hommes employés	Blé produit	Production moyenne par homme
1 ^{re} terre	10	100	10
	15	120	8
2 ^e terre	10	80	8
	15	105	7

Pour que la *valeur* du blé soit égale sur la première et la deuxième terre, il faudrait attribuer 15 hommes à la première et 10 à la seconde. Le produit total serait 200, la production par homme 8. Mais on pourrait obtenir un total de 205 avec le même nombre d'hommes si on en affecte 10 à la première et 15 à la seconde. Le produit moyen par homme sera supérieur sur la première à celui de la deuxième terre, et les deux lots de blé différeront en *valeur*. « Dans ce cas, le critère de la valeur ne parvient pas à donner les meilleurs résultats. »

Mais peut-on raisonner ainsi ? En fait, l'auteur raisonne *comme si* la valeur devait être le *prix* de *chaque objet* (chaque quantum de blé). Elle *présuppose* que *chaque x* de blé a une *valeur propre*. On peut alors aussi bien demander : comment faire pour que le travail appliqué à deux terres de qualités différentes donne même valeur à deux gerbes de blé poussées sur ces terres, etc... ? On peut faire *x* aussi petit qu'on voudra. Robinson perd toujours de vue que la valeur *v*, d'un produit déterminé n'est qu'une fraction de *v*, valeur de la *production sociale*, et non une quantité *sui-generis*. Et il faut avoir recours à cette grandeur sociale qui n'implique pas nécessairement la *totalité* de la société (= toute l'humanité) parce que *la valeur d'un produit déterminé n'est que la matérialisation d'une chaîne complète d'échanges sociaux* ($V =$ valeur d'échange globale). Dans ces conditions, pourquoi s'en tenir à la *moyenne* (qui suppose cet ensemble) lorsqu'il s'agit de 2 terres, soit 25 hommes ?

Robinson pourrait tout aussi bien demander : comment évaluer la *valeur* du travail de *deux individus de capacité différente* ? Impossible ; il faut donc avoir recours à leurs prix (salaires) marginaux pour connaître leur « valeur » différentielle. (C'est d'ailleurs ce qu'elle fait.) Elle retombe ainsi sur l'argument classique de l'incomparabilité de deux travaux de qualité différente (1). Qu'il s'agisse de deux travailleurs individuels, ou de deux groupes de travailleurs appliqués à deux pièces de terres, le rapport est le même. La valeur du blé sur chaque terre sera déterminée par sa grandeur moyenne sur deux ou *x* terres. Elle différera évidemment du *prix de produit* sur chaque terre. Robinson a pris l'exemple de la terre comme moyen de production. Mais la rente étant la forme propre de *pl* pour ce moyen de production, la rente différentielle (par rapport à la moins bonne terre), donnera, à égalité de prix et de valeur moyenne, un bénéfice différentiel au propriétaire de la meilleure terre. De plus, le rendement dépend, outre du travail, de l'outillage (qui contient la valeur du travail qu'a nécessité sa production). Enfin, la théorie des rendements décroissants n'est pas acceptable dans sa forme marginaliste. Finalement, la valeur de *la masse* de la production agricole

(1) Il est assez curieux de constater que l'économiste soviétique Novochilov recourt à ce raisonnement pour justifier la différence de valeur de différentes capacités de travail (c'est-à-dire une échelle de qualification). Cf. W. Novochilov, « Théorie de la valeur travail et mathématiques », *Cahiers d'Etude des Sociétés Industrielles et de l'Automation*, n° 8, 1967.

sera déterminée, comme celle de la production industrielle, par la quantité sociale et moyenne de travail qui y est contenue. Tout ceci se vérifie fort bien en U.R.S.S., où une partie de la rente est étatisée, où la différence de rendement des terres différentes est *considérable*, et où les planificateurs estiment la valeur de la masse de la production agricole au total des *prix fixés*, qui s'écartent beaucoup de la valeur, introduisant ainsi une ambiguïté qui prouve par la négative l'erreur de Robinson.

Deuxième question : le *prix* du blé. Dans l'exemple de Marx, pour 10 quarters, le coût marginal d'un quarter est de 60 sh. le quarter, « et Marx suggère que ce serait la politique correcte ». Mais, dit Robinson, il serait plus raisonnable de dire : ce produit rapporte une plus-value, en sus de son coût en travail, de 360 sh. lorsqu'on le vend à son coût marginal. Quel est le meilleur usage que l'on puisse faire de ce surplus ? Subventionner le prix du blé, semble-t-il. « Mais, même si le blé devrait être subventionné, il n'y a aucune raison particulière pour que le meilleur taux de subvention soit justement celui qui comble précisément la différence entre coût marginal et moyen. Un taux plus faible ou plus élevé pourrait être préférable. Et l'on pourrait juger préférable de subventionner quelque autre bien ou quelque autre service comme l'enseignement. Ce serait par un accident peu vraisemblable que le prix de vente du blé à son coût moyen conduirait aux meilleurs résultats, de sorte que suivre le critère de la *valeur* conduirait à un gaspillage inévitable et à une mauvaise répartition des ressources sociales entre différents usages. »

Encore une fois, si la vente du blé à son coût (marginal ou non) rapporte une plus-value, c'est-à-dire si le prix de vente dépasse bien son coût en travail (et même, bien entendu son prix de revient et même son prix de production) — ce qui est l'évidence, que faut-il faire de cette plus-value ? La question est oiseuse. Lorsque c'est la société (ou plutôt l'Etat) qui distribue le revenu net (dérivé de *pl*), il est clair que la forme de distribution a été prévue, dans ses grandes lignes, par le plan. Il se peut que l'on subventionne le prix du *pain* (et non du blé), ou que l'on juge plus utile d'affecter cette ressource à autre chose. Par exemple, en 1956, le plan soviétique n'a pas prévu une baisse des prix, les sommes qui *auraient servi* à cette baisse ayant été affectées à l'accroissement des pensions de retraite. Donc, plutôt que de *baisser*

le prix du pain, on préfère *élever* le taux des retraites. Économiquement, les deux opérations ne sont pas équivalentes (1). On pourrait dire que c'est une décision politique. Mais, comme toutes les décisions politiques en matière de prix et de salaires, celle-ci est conditionnée par une situation économique et des rapports de classe : on a dû céder à une pression de travailleurs industriels arrivant en nombre croissant à l'âge de la retraite, on a refusé de faire de l'inflation en baissant les prix tout en réajustant les salaires inférieurs, etc...

Il est clair que toutes ces manipulations des prix et des revenus n'expriment pas *directement* la formation et la distribution de valeurs. Mais il est tout aussi vrai qu'elles ne sont possibles que parce que la valeur est la seule base des équations internes de la production (heure de travail pour heure de travail), dont l'effet dans le socialisme d'Etat est encore *indirect*. Ce n'est pas le critère valeur qui conduit aux gaspillages et à la mauvaise distribution des ressources sociales entre différents usages. Le rapport est inverse : ces gaspillages et distorsions (dysharmonies) proviennent de ce que le critère de la valeur ne peut être appliqué rigoureusement (quant à savoir s'il *pourrait* l'être, c'est à voir dans un socialisme beaucoup plus développé, où le comportement humain par rapport à la valeur serait l'usage d'un simple instrument de mesure, et non un jugement heuristique).

Dernière conclusion de Robinson : la question du choix des investissements neufs entre branches de la production socialisée. Si, dit-elle, les autorités se font une idée nette du besoin social de ces différentes branches, elles peuvent allouer les investissements de façons correspondantes, sans se guider sur le système de prix. Mais, une fois que cela sera fait pour l'essentiel, « il pourrait être convenable pour les entreprises travaillistes de prélever un taux d'intérêt sur tout capital qui leur serait alloué, de façon à s'assurer que les demandes ordinaires d'investissements de l'une ne soient pas satisfaites avant les demandes plus urgentes d'une autre. Si l'on a recours à ce système, le dernier lien avec la théorie de la valeur est rompu ». Encore une fois, étrange conclusion ! Il est vrai que dans l'économie soviétique *l'intérêt* existe, et joue d'ailleurs un rôle croissant dans la rentabilité des entreprises particu-

(1) Boulganine fournit des chiffres, cf. *Discours sur le 6^e plan*, 1953. L'accroissement du taux des retraites exige dans l'immédiat un prélèvement plus faible sur le produit social que la baisse des prix, c'est-à-dire une augmentation proportionnelle moindre du pouvoir d'achat distribué.

lières. Dans les années 1923-55, il ne pouvait jouer qu'un rôle très effacé, étant donné la grandeur considérable des investissements nouveaux à fonds perdus par rapport aux investissements courants (entretien et renouvellement de l'outillage existant). De même l'amortissement jouait un rôle secondaire pendant cette période de construction. Aujourd'hui il joue un rôle croissant, bien mis en lumière par le 6^e plan quinquennal et par les suivants, étant donné l'ampleur de l'appareil de production mis debout et les problèmes posés par son entretien et sa transformation selon des techniques nouvelles. L'intérêt est lié aux amortissements. Mais pourquoi l'intérêt ferait-il disparaître le rôle de la valeur ?

C'est le contraire qui est vrai : avec une disparition de la valeur, dans une phase très avancée du socialisme que ni l'U.R.S.S. ni aucun autre Etat ne peut atteindre *isolément*, disparaîtraient aussi des formes de répartition du surplus comme l'intérêt. Déjà, l'intérêt n'a plus en U.R.S.S. la *forme* d'un coût du risque, d'une rémunération d'un prêt fait par le propriétaire privé de capital pur. Le capital de prêt est passé dans les fonds d'investissement de l'Etat. Mais ceci ne peut se comprendre que si l'on s'en tient à la conception marxiste de l'intérêt, qui est une déduction sur le profit total, au bénéfice du prêteur, dont le taux dépend surtout de l'offre et de la demande. Comme le profit dérive de la survaleur, il est aussi

évident qu'il dépend de la valeur (ou du rapport $\frac{p}{v}$), au lieu

d'être indépendant. Il est vrai que Robinson rejette le point de vue de Marshall (intérêt comme prix de l'attente, différente de l'épargne proprement dite), mais elle accepte le point de vue de Keynes, pour lequel le taux de l'intérêt est finalement une grandeur indépendante (des prix et des valeurs) et règle en partie le cycle des affaires, ce qui n'est pas entièrement faux d'un point de vue descriptif, mais n'apporte aucune explication de structure. L'existence de l'intérêt des capitaux investis ne « brise le dernier lien avec la théorie de la valeur » que si ce lien est nié à l'avance.

J. Robinson traite à peu près tous les sujets de la façon que je viens d'examiner. Par exemple à propos de la distribution, du commerce et de la nature du profit commercial, le commerce ne produisant pas de valeur, contrairement aux transports, elle écrit : « L'industrie et les transports sont nécessaires à la société dans un sens où l'activité de recherche

d'acheteurs ne l'est pas, et à notre époque de publicité, la distinction entre coût de production et coût de vente est encore plus significative que du temps de Marx. » Cependant, Marx pose une question inutile, dit-elle, en se demandant d'où viennent les salaires et les profits commerciaux. Pour elle, c'est une question formelle. L'industriel achète des services commerciaux comme tout autre. « Le capitaliste industriel n'est pas intéressé à acquérir de la *valeur*, mais à gagner de l'argent, ou plutôt un pouvoir d'achat de marchandises et de travail, et il est prêt à rétribuer le capitaliste commercial et, indirectement, le travail commercial qui l'aide à réaliser son surplus, c'est-à-dire à vendre ses marchandises. La question de la quantité de *valeur* est purement formelle. Si nous choisissons de considérer le travail commercial comme productif, la valeur totale créée est d'autant plus grande, et la valeur moyenne des marchandises est plus élevée à proportion, toutes choses égales d'ailleurs. Il est évidemment quelque peu arbitraire de tracer la limite ici ou là, et plus on comptera de travail productif, plus sera élevée la *valeur* moyenne des marchandises. »

En somme, peu importerait la structure du *prix de vente* ; on a toujours : prix de revient \rightarrow prix de production \rightarrow prix de vente (gros, détail, etc.) formé des grandeurs scalaires

a, b, c,

la grandeur de *c* par rapport à *a* et *b* est secondaire (c'est le prix que l'industriel consent aux services de vente dont il a besoin). Pourtant le rapport entre a, b et c traduit dans le capitalisme une opposition de classe entre profit commercial et profit industriel. Il y a opposition parce qu'il y a contestation sur la *source* globale, *pl.* Il est donc important de connaître cette source qui, encore une fois, se rapporte à la valeur. Il suffit d'admettre que le commerce proprement dit ne *crée* pas de valeur pour reconnaître qu'on ne peut l'apprécier qu'en rapport avec le travail qui en crée ; ce n'est donc pas un rapport formel, mais social, réel. Pour preuve la lutte constante pour réduire les frais commerciaux, l'industrie qui crée ses propres services de vente, etc. Dans des rapports socialistes on peut concevoir ces rapports comme formels au niveau de la formulation du *plan*, mais non autrement. En U.R.S.S. comme ailleurs, la réduction des frais commerciaux, des services de distribution, est à l'ordre du jour de l'industrie productive. Les transformations techniques des travaux traditionnels du commerce contribuent d'ailleurs maintenant

à intégrer à l'industrie de production elle-même le plus grand nombre possible d'opérations d'emballage, de conditionnement et de livraison ; parallèlement, les centres de distribution commerciale tendent à fonctionner avec une main-d'œuvre réduite (*self-service*, débits automatiques, etc.). Si vraiment les opérations commerciales ne faisaient qu'ajouter de la valeur, donc une survaleur, au travail productif de l'industrie, on ne comprendrait pas pourquoi on s'efforce de le réduire, en dépit de sa tendance naturelle à proliférer.

Dans son essai sur l'économie marxiste, J. Robinson a consacré quelques pages à la concurrence imparfaite, c'est-à-dire au régime des oligopoles et monopoles, qui résumant des développements plus amples de son livre *The economics of imperfect competition*. Examinons d'abord ce qu'elle dit dans le chapitre 25 de cet ouvrage, qui porte sur l'exploitation monopolistique du travail.

La comparaison entre demande de travail en concurrence parfaite et en monopole lui paraît de peu d'intérêt pratique, mais peut éclairer les formes récentes « d'exploitation » du travail.

Considérons le cas d'une industrie unique, et à part la possibilité d'éliminer l'exploitation dans une industrie. On fera les hypothèses que l'emploi peut croître ou diminuer dans cette industrie sans effet sur d'autres industries, que le niveau général des prix n'en sera pas modifié, et que par suite un changement dans le salaire nominal des groupes d'ouvriers entraîne un changement équivalent dans le salaire réel. En somme, la valeur du salaire croîtra en fonction directe de l'emploi.

« On dit couramment que *l'exploitation* (c'est-à-dire une rémunération du travail inférieure à son juste salaire), provient de l'inégalité dans la puissance de marchandage entre employés et employeurs ; on pourrait y remédier par l'action des syndicats, ou de l'État, qui permettent aux ouvriers de négocier à égalité avec les employeurs. La force de négociation est importante en bien des cas... mais *la cause fondamentale de l'exploitation réside dans le manque d'élasticité parfaite dans l'offre de travail, ou dans la demande de marchandises.* »

Arrêtons-nous à ces définitions. Que signifie : une rémunération du travail inférieure à son juste salaire (exploitation) ? Si c'est une mesure, elle nous renvoie à la grandeur du « juste » salaire, qui est indéterminable, puisque pour l'em-

ployeur, le salaire juste (= justifié) est celui qu'il paye réellement. En outre, il faut préciser ce que l'on paye : le travail, ou les travailleurs, c'est-à-dire leur capacité de travail ? (1). L'action des syndicats et de l'Etat ne porte pas sur le taux du « juste salaire », mais sur : 1. le salaire réel minimum, dit vital, et 2. les accroissements différentiels par qualités. La conception du juste salaire peut s'expliquer en cas de concurrence parfaite (ou d'élasticité parfaite du marché du travail) mais non autrement. De toute façon, le rôle des syndicats et celui de l'Etat sont bien différents ; ils sont même directement opposés dans le cas où l'Etat est lui-même l'employeur (administrations, services publics, secteur nationalisé). Le rapport de force entre les protagonistes ne peut être ramené à une « justice », à moins de considérer tout simplement comme juste ce qui résulte de l'équilibre dû à la concurrence, auquel cas il n'y a ni injustice, ni exploitation. C'est précisément ce que pense J. Robinson. Le « *proper wage* », le « juste salaire », c'est celui qui découle de la concurrence parfaite, c'est-à-dire de l'élasticité parfaite du marché du travail. Et c'est la concurrence imparfaite (les monopoles) qui introduit l'injustice.

J. Robinson ne se pose pas la question qu'elle devrait se poser, au moins comme critique des conceptions de Marx : comment le salaire (minimum et les différentiels) est-il déterminé, à la suite de quel *échange* ? Voilà la vraie question. Au lieu d'échange, comme source de l'exploitation, Robinson voit la « différence » comme expression de celle-ci. Et cette différence est due au manque « d'élasticité parfaite dans l'offre de travail, ou dans la demande de marchandises », ce qui, dans le langage de tout un chacun, veut dire que s'il y avait toujours plein emploi, et que la demande solvable couvre la totalité du produit consommable, il n'y aurait pas d'exploitation. Le terme d'exploitation est alors privé de toute signi-

(1) Barbara Wootton, elle aussi, appartient à l'école du « juste salaire » (*The social Foundation of Wage Policy*, 1955). C'est qu'elle ne considère que le niveau relatif et les fluctuations des salaires, et non leur source. Ce qu'elle attaque, c'est leur différenciation « exagérée », et non leur existence. Elle reproche à la théorie marginaliste de les fonder sur un équilibre à la limite qui ne tient pas compte de la pression syndicale, c'est-à-dire de l'action des salariés pour modifier la quotité relative de leurs salaires. Mais elle-même n'oppose à cette théorie qu'une vague sociologie tendant à une péréquation plus poussée des salaires, par rétrécissement de leur éventail. (En anglais on dit *proper wage*, ce qui veut dire salaire « convenable » autant que « juste »).

fication particulière. Il résulte aussi de là qu'en U.R.S.S., et en théorie, il ne peut y avoir exploitation ; conclusion qui ne peut que réjouir les administrateurs soviétiques.

On dit « qu'un *facteur de production est exploité s'il est employé à un prix inférieur à sa productivité marginale nette* ». Prix veut dire ici coût. Facteur de production s'entend de n'importe quel élément du circuit. Exploiter veut dire tout simplement « mauvais emploi », mauvaise utilisation, supérieure au coût de la productivité marginale. On en revient toujours ainsi à une « *différence* » : « Il serait de l'intérêt de chaque employeur de se servir d'une quantité de chaque facteur telle que son coût marginal pour lui soit égal à sa productivité nette marginale pour lui... Si le marché est parfait pour un facteur, de sorte que son coût marginal pour l'employeur individuel soit égal à son prix, l'intérêt propre des employeurs individuels (pourvu qu'ils ne soient pas sous l'influence d'un sentiment de loyauté envers leur classe) assurera que le facteur reçoive une rémunération égale à sa productivité marginale nette pour l'employeur individuel. La liberté absolue pour l'ouvrier individuel de quitter une firme pour l'autre obligerait les employeurs à enchérir l'un sur l'autre dans l'offre de travail, jusqu'à ce que le salaire soit égal à la productivité marginale nette de la quantité de travail employée, et la liberté du marché suffirait, au lieu des organisations ouvrières, à assurer aux ouvriers un salaire juste. » Mais comme Robinson fait abstraction de la pression de l'armée de réserve, même virtuelle, la mobilité parfaite dont elle parle ne suffit pourtant pas à garantir un salaire « juste » (même défini comme ci-dessus).

« Si le marché du travail est parfait, poursuit-elle, de sorte que le coût marginal d'emploi d'un ouvrier additionnel soit égal au salaire qu'il recevra, il est impossible pour une industrie concurrentielle, que le salaire soit inférieur à la productivité marginale nette du travail pour la firme, car s'il était inférieur, il serait payant pour les employeurs d'embaucher d'autres ouvriers jusqu'à ce que la productivité marginale nette du travail vienne à égalité avec le salaire. Selon cette définition l'exploitation est donc impossible sauf si l'offre de travail à la firme individuelle est inférieure à une offre parfaitement élastique, de sorte que le salaire soit inférieur au coût marginal en travail pour la firme. Ainsi, la fonction des syndicats ou d'une loi de salaire minimum pour écarter l'exploitation ne réside pas tant dans le fait qu'ils améliorent la

puissance de négociation des ouvriers que dans le fait qu'ils reproduisent artificiellement, par l'effet d'une règle commune, les conditions d'élasticité parfaite de l'offre de travail pour les employeurs individuels. »

« Si l'on veut simplement dire, en parlant d'exploitation, que le salaire est inférieur à la productivité marginale nette du travail pour l'employeur individuel, celle-ci ne peut jamais se produire tant qu'il y a concurrence parfaite dans l'achat du travail. Mais cette définition est trop étroite sans nécessité. En fait, ce que l'on entend d'ordinaire par exploitation, c'est que le salaire est inférieur au produit physique marginal du travail évalué à son prix de vente (selon la définition de Pigou, *Economics of Welfare*). De ce point de vue, le caractère imparfait du marché des marchandises, comme celui du marché du travail, peut engendrer une exploitation quand le marché de vente est imparfait, la productivité marginale nette de la firme individuelle est le produit physique marginal de la firme multiplié par le revenu marginal de la firme, et le revenu marginal est inférieur au prix. De sorte que même si les salaires étaient égaux à la productivité marginale nette de la firme, il y aurait encore exploitation. »

En résumé : l'exploitation est l'existence d'une différence entre salaires et prix ; les salaires et les prix n'ont pas besoin d'être conçus pour cela en termes de productivité marginale, mais tout simplement comme indices comparés. La différence entre le coût en travail et le prix de vente du produit constitue l'exploitation. Et cette différence est inévitable à cause du caractère imparfait du marché. Vouloir la faire disparaître en modifiant le produit du travail marginal (coût en salaires) ou le prix des produits « pourrait altérer à la fois le produit physique marginal du travail et le prix des marchandises, et l'on verrait, aussi paradoxal que cela paraisse, que la disparition de l'exploitation ne serait pas toujours bénéficiaire pour les travailleurs concernés. » En somme, il faudrait s'en tenir à la définition suivante : « un groupe d'ouvriers est exploité lorsque leur salaire est inférieur au produit physique marginal qu'ils produisent, évalué au prix auquel il est vendu ».

Une vraie résurrection de Proudhon ! Tant de science pour réaffirmer que l'exploitation consiste pour l'entrepreneur capitaliste à vendre un produit plus cher qu'il ne lui a coûté en salaires ! Et d'où vient cette différence ? Là est la drôlerie : de la structure du marché — non pas du marché du travail

(échange de la force de travail contre un salaire), mais du marché des produits. C'est là un des traits curieux des « adaptateurs » néo-Keynesiens de Marx. Ils ne nient plus « l'exploitation », mais en donnent une définition qui nous ramène à Proudhon. Seulement, ils n'en tirent pas la même conclusion, qu'il faut restituer au producteur le produit intégral de son travail, en abolissant aussi l'exploitation, tout en respectant le marché du travail. Non. Ils ont appris (de Marx) que même les socialistes considéraient inévitable dans tout régime de production sociale, une « différence » entre salaire et valeur totale du produit social. Qu'on appelle cette différence exploitation ou non a peu d'importance. Comme le dit Robinson, « une situation donnée reste la même, que l'on choisisse de l'appeler exploitation ou non ». Encore une fois, « c'est simplement une question de mots ». Le fait est que le salarié producteur ne peut retrouver dans son salaire l'équivalent exact de ce qu'il a produit. Répéter cela en 1933, ce n'était évidemment pas une grande trouvaille.

L'innovation, c'était de chercher une explication au phénomène de l'exploitation dans la situation de « concurrence imparfaite ». N'entrons pas ici dans le détail de son analyse, qui n'importe pas au problème central examiné ici (1). L'essentiel, c'est que, rejetant la théorie de la valeur-travail, elle réduit les phénomènes d'exploitation à une inadéquation entre coût en travail et prix des produits et revenus, inadéquation manifestée « marginalement », et qui se réfère en fait à une rationalité ou « justice » impossible à atteindre dans une économie de monopole. Exploitation signifie dans ce cas, en définitive, utilisation injustifiée, ou irrationnelle, des facteurs de production, parmi lesquels le travail, ou plus exactement le coût en salaires. Pourquoi alors parler d'exploitation ? C'est justement ce que lui reproche E.H. Chamberlin, pour qui le monopole ne s'oppose pas à la concurrence (parfaite ou imparfaite), mais la suppose, tout au moins dans l'économie réelle et non dans les schémas. Mrs. Robinson, écrit-il (1),

(1) Une analyse fort détaillée se trouve dans l'ouvrage de Pierre Maurice, *Les théories modernes de l'exploitation du travail. Essai d'analyse critique*, 1960. P. Maurice expose en même temps les conceptions socialistes, mais sans toucher au cas de l'U.R.S.S. Il esquisse une conception des critères de la mesure de l'exploitation, fondée sur les déficiences du « coût de l'homme ». Cette conception échappe à la fois aux thèses néo-marginalistes et à celles de Marx.

(1) *La théorie de la concurrence monopolistique*, Paris, 1953, p. 237.

« définit « l'exploitation » comme un salaire plus bas que le produit marginal physique du travail, évalué à son prix de vente, et elle consacre des passages étendus à comparer, à partir de ce critère les résultats de la concurrence imparfaite et du monopsonne. Elle montre qu'inévitablement le travail n'obtient pas cette rémunération, puisqu'il est payé au produit marginal multiplié par le revenu marginal, ce qui est inférieur au produit marginal multiplié par le prix. Mrs. Robinson en conclut évidemment que d'une façon très générale, le travail est « exploité » suivant cette définition ». A quoi Chamberlin ajoute que ce n'est pas seulement le travail qui peut être exploité en concurrence monopolistique, mais « toutes les rémunérations.. (qui) sont inférieures à l'équivalent du marché de leur produit physique marginal ; la raison en est que le raisonnement que l'on fait pour le travail s'applique aussi à tous les autres facteurs, et que la somme des revenus des facteurs composant une entreprise, calculée selon le critère concurrentiel de la productivité marginale, est plus grande que le revenu total de l'entreprise. Le fait qu'un facteur reçoive moins que son produit marginal, ne signifie donc pas que d'autres reçoivent plus (ce qui serait le cas en concurrence pure) ; tous les facteurs reçoivent moins, parce qu'ils sont tous payés suivant un principe différent ». L'exploiteur, dans ce cas, peut être l'entrepreneur, mais non l'entreprise, distinction qui revient à dire qu'un *mauvais* entrepreneur peut mener une politique discriminatoire qui équivaut à une exploitation, mais que l'entreprise, comme organisme, n'exploite pas : elle se borne à calculer des différences.

J. Robinson a toutefois remarqué, dans *l'Essai sur l'économie marxiste*, que la part relative des salaires et des profits, dans le revenu national, ne varie guère en longue période et elle conclut finalement qu'il n'est pas facile de décider ce qui explique ce fait statistiquement démontré : « la théorie marxienne peut invoquer l'explication que le développement de la puissance syndicale a été juste assez rapide pour empêcher le taux d'exploitation de s'élever avec la productivité du travail, tandis que la théorie académique suggère que la montée séculaire des monopoles a été juste compensée par une baisse relative des prix des matières premières. Les deux explications sont quelque peu boiteuses, et le mystère des parts relatives subsiste comme un reproche à la théorie académique ».

Cette conclusion mélancolique n'a toutefois pas empêché J. Robinson de renouveler ses attaques contre la théorie de la valeur-travail, qui continue à offrir le seul fondement cohérent à une théorie de l'exploitation.

Vingt ans après.

Vingt ans plus tard, en effet, elle a repris la question sans faire un pas de plus (1). Cette fois, ce n'est plus une « question de mots » : la théorie de la valeur-travail est une « métaphysique ». Dans le style britannique de l'analyse (terme qui veut dire outre-Manche : empirisme) elle lui oppose une théorie du coût en salaires dans la production par entreprises. D'après Mme Robinson, les idées de Smith, de Ricardo et de Marx auraient pu fournir une « hypothèse scientifique », mais on en a fait un dogme métaphysique. Les relations entre taux d'accumulation, emploi et variation des prix peuvent donner lieu, même chez Marx, à une hypothèse vérifiable (et c'est ce que fera Keynes à sa manière). Mais la façon dont Marx la met en œuvre est erronée : « La théorie métaphysique a été transformée [chez Keynes] en hypothèse scientifique — l'hypothèse que sous le capitalisme les taux du salaire réel n'augmentent pas. Cela semblait très plausible à l'époque, mais s'est montré faux. En vérité, c'est la preuve de son caractère scientifique. Une croyance métaphysique, comme la *loi de la valeur*, ne peut être fausse, et c'est le signe qu'elle ne nous apprend rien » (p. 40). Mme Robinson admet que Böhm-Bawerk, dans sa critique, n'a pas su faire cette distinction ; ses arguments ne sont que de « joyeuses railleries ».

A son avis, le seul problème intéressant est celui de l'établissement du prix de production, où le coût en salaire varie relativement. Mais c'est justement ce que Marx a étudié en détail sous la notion de la composition organique du capital (dans l'entreprise) ; elle n'y fait aucune allusion. « Pour autant qu'il s'agit de la marche générale des industries, écrit-elle (au moins jusqu'à présent, — l'automation peut amener un changement d'accent) l'élément prédominant déterminant des différences de coût est la production par heure/homme des travailleurs employés. La différence de prix entre une tasse de thé et une automobile, où même entre une Austin

(1) Dans *Economic Philosophy*, 1962. Je cite l'édition de Pelican Books, 1964.

et une Rolls-Royce, s'explique surtout par des différences dans le montant des salaires payés pour la production d'une unité de chacune d'elles. (C'est cette « théorie salariale de la valeur », projetée rétrospectivement dans des conditions primitives, qui a donné lieu à la théorie mythique de la valeur-travail d'Adam Smith.) Cela n'est pas vrai des biens naturels (quoique Marx ne l'aurait jamais admis). La différence en prix entre une tonne de platine et une tonne de plomb est plus grande que l'inverse des différences en productions par tête ; il en est ainsi de la différence en prix entre une livre de raisin de table et une livre de groseilles. Mais pour l'industrie manufacturière, chacun accordera certainement, d'une part que les différences en prix sont plus ou moins proportionnelles au coût en travail, et d'autre part qu'elles ne sont pas exactement proportionnelles, par suite des différences dans les niveaux de travail employé, dans le capital par homme, et dans l'échelle à laquelle il faut faire des investissements » (p. 42).

Le vrai, c'est qu'il est de moins en moins possible « d'accorder » tout cela. Mme Robinson fait d'ailleurs une réserve prudente : l'automation peut modifier la fonction économique des salaires, *dans l'entreprise* ou la firme. Mais qu'est-ce que l'automation ? De ce point de vue, c'est une tendance inscrite dès l'origine dans l'industrie capitaliste, qui se précipite maintenant en vraie mutation. Cependant, si la composition organique du capital *dans l'entreprise* modifie, par suite d'une automatisaion étendue, les rapports de grandeur dont elle résulte, la fonction du salaire n'est pas transformée pour autant à l'échelle nationale. Il faut alors procéder à une nouvelle analyse de la composition organique du *capital social*, qui trouve sa limite dans l'Etat national.

Mme Robinson se demande enfin « ce que la loi de la valeur, inventée pour éclairer les déguisements du capitalisme, devient dans une économie socialiste ». D'abord, la valeur-travail y serait complètement inutilisable comme unité de mesure du Revenu National : « on ne peut pas estimer la *valeur* totale des biens produits en une année en additionnant simplement les heures de travail qui y ont été consacrées ». Et pourquoi ? Primo, il est impossible de distinguer, dans l'analyse pratique, entre travaux productifs et travaux improductifs ; il faut s'en remettre à une distinction entre produits matériels et services : un chapeau entre dans le revenu national, mais non une coupe de cheveux. La croissance de la pro-

ductivité s'analyse assez bien lorsqu'il s'agit d'un produit matériel (malgré la difficulté de mesurer la qualité du produit) ; moins aisément lorsqu'il s'agit d'apprécier le coût d'un service. « Mais d'un point de vue philosophique la distinction entre travail producteur de *valeur* et le reste n'est pas très facile à comprendre ». Secundo : la qualification des ouvriers. « Les différences dans les salaires sont supposées mesurer des différences dans les *valeurs* des forces de travail, c'est-à-dire le coût de l'entretien et de la formation des ouvriers, et non des différences dans la *valeur créée* » (p. 44). Tertio : la *valeur* n'est pas le produit des heures de travail dépensées sur un poste déterminé, mais du temps de travail socialement nécessaire ; mais comment pourrait-on fixer, demande naïvement Mme Robinson, « le chiffre exact du temps de travail socialement nécessaire pour chaque branche de production ? » Enfin, la *valeur* d'une production annuelle est celle du travail effectué dans l'année, plus celle transférée des moyens de travail antérieurement créés au nouveau produit ; mais comment calculer l'usure qui se produit au cours de ce transfert ? Il est étonnant de voir répéter pour la millième fois ces objections par une personne si savante.

Mais admettons, dit Mme Robinson, que l'on surmonte ces difficultés : l'unité-valeur demeurerait superflue car elle ne mesure pas « ce qui intéresse les mesureurs ». En effet, « la productivité et la croissance du Revenu National sont conçus comme des flux de produits et biens ; ce qu'il faut observer, ce sont précisément les changements dans la production physique par heure/homme. En termes de *valeur*, une heure est une heure. Une quantité constante de temps de travail, année après année, produit la même *valeur*. Mais qui s'en soucie ? Ce que l'on veut savoir, c'est combien de *substance* est produite. En pratique, les économistes socialistes doivent totaliser leurs Revenus Nationaux en termes monétaires, et ils affrontent exactement les mêmes problèmes au sujet des indices, les mêmes complications relatives à l'alternative entre coût historique et de remplacement, la même tendance à faire dire aux chiffres plus qu'ils ne peuvent dire, que leurs collègues capitalistes. La théorie de la valeur ne les aide en rien. »

« Comme théorie des salaires réels, la *valeur* de la force de travail n'a évidemment aucune place dans une économie socialiste. Le plan qui règle la production ne vise pas à extraire un surplus pour lui-même, mais à prélever ce qui est néces-

saire pour financer l'investissement, la défense, les services sociaux et les frais généraux de la société. Une théorie keynésienne des salaires réels est alors celle qui convient, la relation entre les prix et les salaires en argent étant gouvernée par le rapport de l'investissement à la consommation » (p. 45) (1).

Tout cela n'est guère à l'honneur du professeur d'Oxford ; ce sont des expédients. Sa méthode, tout d'abord, est en cause. En bonne empiriste, ici fidèle aux canons de Bacon plutôt qu'à l'artillerie keynésienne, elle ne conçoit pas la différence entre le *modèle* des relations capitalistes (élaboré par Marx) et la *pratique concrète* du mouvement économique, et bien des économistes soviétiques font à leur façon la même confusion. Elle élude les changements, les transformations. Les prix sont le moyen commode d'assurer une comptabilité de l'équilibre ; voilà qui suffit. Le Ministère des Finances de l'U.R.S.S. fait parfois la même objection : à quoi bon une comptabilité en valeur-travail, c'est-à-dire un *modèle social* des mécanismes originels de la vie économique ? Pour justifier cette incompréhension, ou cette résistance, Mme Robinson ressort l'arsenal centenaire des objections à toute mesure de la dépense de capacité de travail ; inutile d'y répondre une fois de plus. Les administrateurs capitalistes s'en chargent tous les jours à leur manière. Les économistes soviétiques aussi. Plus leurs statistiques sont détaillées, précises et fidèles (même quand elles ne sont pas rendues publiques), plus elles confirment la validité des analyses fondamentales de Marx. Ce sont des empiristes, eux aussi, mais non des philosophes. Ils savent, en pratique, distinguer les travaux productifs des travaux improductifs. La distinction n'est pas toujours claire, ni évidente ? C'est pourquoi elle fait l'objet de mesures variables et variées, mais constantes, et efficaces.

Quant aux différences de qualité des travaux individuels, l'industrie se charge elle-même de découvrir leur commun dénominateur, selon deux voies convergentes : d'une part en détruisant l'idiotisme du métier et en transférant la qualification opératoire aux machines et outillages, surtout en cas d'automatisme poussé ; d'autre part en établissant des salaires

(1) Ces dernières affirmations sont d'ailleurs contredites quelques lignes plus bas : « objectivement considérés, les capitalistes étaient dans le schéma de Marx un organe ou une société dont la fonction était d'assurer l'accumulation, *tout comme le sont les planificateurs socialistes.* »

minima (ou de base) légalement définis, comme le Salaire Moyen Interprofessionnel Garanti en France. Les échelles de salaires sont alors fondées sur des multiples du salaire de base : l'élasticité des salaires n'est pas la modalité d'une structure, mais l'effet statistique de facteurs techniques et d'arbitrages au cours de conflits. En outre, on constate que l'entrepreneur capitaliste et étatique se préoccupe de plus en plus, pour les raisons susdites, de la *masse* des salaires, plutôt que de sa répartition différentielle dans l'entreprise : celle-ci devient un instrument de politique du personnel plutôt qu'un instrument de mesure économique. Le rapport entre la masse des salaires et les profits escomptés, voilà ce qui intéresse le « mesureur », quel qu'il soit. Quant à la mesure de l'amortissement (valeur usée, ou de remplacement), elle fait l'objet de multiples procédés, contestés et variables ; mais c'est justement parce qu'elle est possible. Les Russes, après l'avoir oublié, l'ont appris à leur dépens du jour où il leur fallut renouveler la vieille industrie stalinienne.

Les planificateurs soviétiques apprendraient aussi à Mme Robinson qu'en dépit des difficultés signalées, qui font l'objet de discussions constantes et de controverses, on peut parfaitement mesurer le produit social (Revenu National) en quantité de travail. Les Tableaux Intrans-Extrans de l'économie de l'U.R.S.S., établis en temps de travail en 1961, globalement et par branches, en donnent la preuve pratique. La théorie de la valeur-travail sort de tout cela comme l'unique fondement d'une explication sociale de l'évolution, et plus encore de la révolution économique. Au fond, la vraie question est la suivante : qui sont les *mesureurs*, et qui sont les *mesurés* ?

En termes modernes, on dira que la valeur (d'échange) est la mesure d'un *input*, un intrant (dépenses de capacité de travail pendant un temps déterminé), alors que le prix mesure un *extrant*. C'est probablement là qu'est le principe de la différence. Le salaire est la forme que prend le prix payé pour l'exercice d'une capacité de travail pour autrui, qui produit quelque chose. Il est donc à la fois l'évaluation d'un objet, et l'évaluation d'une équivalence dans un échange (avec des variations dues à différents facteurs, comme pour les autres marchandises), mesurée essentiellement par le temps. Le salaire est ainsi à la fois *valeur* parce qu'il mesure un travail qui s'exécute (intrans), et *prix* parce que ce travail s'exécute dans des conditions de marché (extrant, travail salarié). Si

l'on considère que le travail ne peut être mesuré qu'en prix, et non en valeur, comme toutes choses selon Mme Robinson, il ne serait pas non plus possible de mesurer les travaux non salariés, c'est-à-dire toutes les formes économiques extérieures au salariat. De même, tous les produits non commercialisés, ne pouvant être évalués en prix, n'auraient pas non plus de valeur (il en découlerait entre autres qu'il n'existe en U.R.S.S. ni prix ni valeur, comme le croient Rizzi et Von Mises). En somme, la valeur est une notion plus générale que le prix, et si l'on ne maintient pas la distinction, comment s'expliquer l'économie de transition soviétique ?

E) *Remarques de P. Barton.*

La plupart des économistes bourgeois ne formulent aucune théorie du salaire, mais simplement une théorie de la *grandeur* du salaire, ou plutôt de sa valeur relative aux prix des produits consommables, c'est-à-dire de ses mouvements calculés en monnaie ou en pouvoir d'achat (le salaire étant pour eux un prix comme un autre, le prix du travail). De nombreux auteurs ne se donnent même pas la peine d'aller si loin et se bornent à décrire les fluctuations sur la base de relevés périodiques et de statistiques, en procédant à des analyses particulières et empiriques (par exemple sur la forme de dépense du salaire, etc.). On comprend l'intérêt que les économistes bourgeois ont à voiler la nature réelle du salaire, puisque ce sont les rapports sociaux du capitalisme eux-mêmes qu'elle met en cause. La théorie marxiste du salaire est liée à celle de la plus-value, et, révéler l'un, c'est révéler l'autre. Les néo-marginalistes n'ont guère fait autre chose que d'assimiler le salaire à un coût de facteur, déterminé de façon plus ou moins complexe par des courbes d'offre et de demande, en écartant la valeur-travail, et par suite la source de la plus-value.

Il semble que les économistes de l'U.R.S.S. ne fassent guère mieux. Ils ne craignent pas de dévoiler la nature du salariat capitaliste, mais le salaire soviétique reste tabou. Une fois qu'ils ont affirmé que le salaire soviétique n'est que la part proportionnelle qui revient au travailleur sur le revenu national (ou plutôt sur la part réservée aux salaires, sur le fonds des salaires planifiés) ils se considèrent comme satisfaits bien qu'ils n'aient ainsi guère dépassé Stuart Mill. Quant à la grandeur du salaire et à ses variations, ils se bornent à

affirmer que le salaire réel s'accroît régulièrement avec l'accroissement du revenu national (confondant la masse, le taux, et la distribution statistique), et que les échelles ou différences entre les différents niveaux de salaires répondent tout simplement au principe « à chacun selon ses œuvres », sans s'occuper de vérifier des principes par des faits. Pourtant, que le salaire ne répond pas à un principe, et que c'est plutôt le principe qui justifie a posteriori des rapports réels, c'est ce que les Bastiat soviétiques refusent de voir parce qu'ils seraient amenés à fournir une théorie marquant clairement les limitations du socialisme d'Etat. D'autre part, ils ne produisent même pas les descriptions statistiques et relevés détaillés des salaires que présentent en masse les économistes bourgeois, parce que ces descriptions mettraient sur la voie d'une analyse plus approfondie.

En U.R.S.S., c'est le matériel empirique qui révélerait une situation masquée par les théories. Dans le capitalisme, c'est ce matériel qui offusque la lumière faite par la théorie de Marx. Si bien que les uns et les autres sont incapables de discerner comment évolue la structure du salariat soviétique. Les communistes déclarent qu'il faut « abolir » le salariat (dans l'Etat bourgeois). Comme le socialisme d'Etat est une réalité, ils y estiment le salaire aboli, bien que la force de travail y soit encore payée par ce qui s'appelle un salaire : carpe, je te baptise lapin. Pourtant, le salariat soviétique exige une analyse particulière, diamétralement opposée à celle que font les capitalistes. Ceux-ci d'ailleurs se bornent à dire : 1. que le socialisme d'Etat n'a pas aboli le salaire, contrairement à ses prétentions, et que 2. le niveau des salaires réels y est inférieur à ce qu'il est dans le système capitaliste. Les deux questions ne sont d'ailleurs pas liées positivement, car il peut exister (et il a existé avant le développement capitaliste) des situations où le salariat généralisé n'existe pas, et où le niveau de vie, c'est-à-dire le pouvoir de consommation réel de la population travaillante, est en même temps inférieur à celui du système capitaliste ; c'est d'ailleurs là-dessus qu'est fondée toute la politique de décomposition des sociétés agraires primitives par le capitalisme : contraindre les populations auto-consommatrices à venir chercher un salaire dans les centres urbains ou dans les plantations, salaire qui représente un pouvoir de consommation plus élevé que celui qui dérive de l'économie agraire primitive. La formation de grands centres urbains trouve là une de ses origines.

Les critiques les plus violentes et les plus stupides des économistes bourgeois ne les ont pas rapprochés de la vérité ; ils ont parlé à propos de l'U.R.S.S. de retour au servage, à l'esclavage, etc. Certains se sont bornés à dire que le salaire soviétique est l'équivalent économique du salaire capitaliste, moins la liberté. Aucun n'a tenté d'approfondir la nature du contrat de travail (du rapport de travail) dans l'Etat soviétique. Pourtant, on trouve chez Barton des remarques intéressantes (Paul Barton et A. Weil, *Salariat et contraintes en Tchécoslovaquie*, Paris, 1956). Cet ouvrage est fondé sur une antinomie erronée, parce qu'il affirme simplement que le contrat de travail libre a été supplanté par le contrat d'entreprise sous contrainte, ce dernier étant appelé par abus un contrat, puisque la contrainte étatique est justement l'abolition du rapport contractuel. C'est une antinomie erronée parce que la liberté du contractant (ouvrier) dans le salariat capitaliste est conditionnée et limitée (mais protégée aussi dans la mesure où la classe ouvrière agit à cet effet), et que le contrat — par exemple dans les conventions collectives — consacre un rapport de forces en même temps que la liberté juridique du contractant ; et parce que le contrat d'entreprise, même obligatoire, suppose aussi la prise en compte de certains rapports de forces variables, c'est-à-dire certaines formes de défense et de « liberté de choix » chez les salariés. En tout cas, ni dans les rapports capitalistes, ni dans ceux du socialisme d'Etat, on ne peut fonder une interprétation seulement sur des rapports *juridiques*. Les réformes introduites en U.R.S.S. et dans l'Est Européen dans la législation du travail et pénale, depuis la mort de Staline, prouvent que les rapports de contrainte ne sont pas plus formels ou absolus que les rapports de liberté, et qu'on ne peut fonder une théorie du salaire soviétique sur des considérations passagères ou juridiques. Il ne suffit pas d'établir qu'il n'y a plus de *contractants*, au sens du droit libéral, pour établir que le salariat obligatoire s'est tout simplement substitué au salariat libre, car l'une et l'autre qualité sont relatives à des règles d'échange et de partage qui sont la clé de la question.

Marx estimait (avec les classiques anglais, Sismondi, etc.) que la condition du capitalisme privé développé, la raison d'être de l'entrepreneur capitaliste, c'est l'existence d'hommes sans propriété autre que leur capacité de travail sur un marché libre, à savoir sur lequel chaque acheteur ou vendeur est *libre d'acheter ou de vendre*, c'est-à-dire de choisir, de déci-

der, s'il achètera ou non, et vendra ou non. Mais Marx ajoute aussitôt qu'il n'en va pas de même de ce marché comme de celui des produits « objectifs », car justement la demande de travail n'y est pas libre, mais *obligatoire*, puisque le demandeur n'a que ce moyen de subsister. Le marché « libre » du travail est donc celui où s'exerce une *demande obligatoire de travail*, dont l'équilibre avec l'offre s'effectue selon la plus ou moins grande nécessité qu'ont les protagonistes de réaliser l'échange, vu le coût des quantités offertes et demandées. Les termes « libre » et « obligatoire » semblent se contredire. Et en effet, ils contiennent une opposition, mais non une incompatibilité logique. Car l'homme démuné de propriété (moyens de travail) *privé* (*privatus*) et libre, en ce sens que sa propre nature ne le lie pas par destination personnelle ou sociale à une forme déterminée d'emploi, de travail, comme dans l'esclavage ou le servage, doit *transformer cette absence de propriété en l'exercice d'un autre type de propriété, qui est celle d'être capable de fournir un certain travail*. Cette transformation particulière dicte les conditions spécifiques du marché du travail capitaliste. Ces conditions sont plus ou moins élastiques, subissent des fluctuations, des restrictions, etc... Et le *contrat* précaire conclu sur ce marché entre demandeur et offreur n'est ni plus ni moins nécessaire que la règle établie pour une certaine période d'équilibre entre des forces ou intérêts antagonistes.

Depuis vingt ans, le marché du travail et les contrats qui en dérivent ont connu des transformations corrélatives à celles des monopoles. La concurrence monopolistique s'étend aussi au travail, quand cela ne serait que parce que les offreurs sont souvent des monopsones de main-d'œuvre. La pratique des contrats collectifs de travail conclus entre les représentants des ouvriers (les syndicats) et les chambres et associations patronales, introduit vis-à-vis de la liberté de l'emploi, c'est-à-dire des *conditions de l'emploi* (salaires, congés, etc.) des limitations, des garanties qui mettent sur la voie de ce qui existe en U.R.S.S. L'Etat capitaliste devient lui aussi employeur, notamment des fonctionnaires, dont le nombre est croissant sous les formes les plus diverses. Finalement, l'*obligation* du salariat existe aussi dans le capitalisme : 1. parce que le prolétaire sans moyens de production est obligé de chercher un emploi sur le marché du travail, c'est-à-dire auprès des propriétaires des moyens de travail, 2. parce que les conditions de l'emploi individuel sont réglées par des conventions

collectives ou par l'Etat, 3. parce que le plein emploi, lorsqu'il est réalisé, crée sur le marché du travail une obligation d'emploi ; en effet, le plein emploi exprime une offre toujours légèrement supérieure à la demande (puisqu'il faut tenir compte des inaptes, du *turnover*, des vieillissements, etc...), 4. parce qu'en l'absence de plein emploi le chômage crée la limitation inverse à la liberté (possibilité) de l'emploi. Dans ces conditions, la liberté du contrat de travail réside surtout dans le droit individuel de changer d'emploi à tout moment. Droit qui a lui-même ses côtés négatifs et positifs, dûs à la structure plus ou moins rigide des multiples marchés dont est fait le marché général du travail (négatif étant donné la résistance de l'employé au changement de lieu et de profession, à la rigidité des formes d'emploi, aux règles d'avancement, aux droits à retraite, etc. ; et positif parce qu'il permet de faire varier l'emploi proportionnel comme celui des investissements sans modifier son volume total, ou en l'accroissant ou en le diminuant). Et ce droit est comme tout droit, limité par ce qui le nie, c'est-à-dire par les forces variables qui lui assignent une limite ; l'affrontement de ces forces ou intérêts instaure un certain équilibre, un « état de la société » et de ses règles.

Quelle que soit la nature du contrat de travail (ou du contrat d'entreprise dans l'organisation socialiste), elle résulte toujours d'un *échange*. S'il n'y avait pas d'échange, il n'y aurait pas besoin de contrat, fictif ou non. Certaines formes du travail obligatoire, de la contrainte pure et simple, existent dans le socialisme comme dans le capitalisme. Mais ces formes (répressives ou non, exceptionnelles ou permanentes) sont elles-mêmes amenées à se régler, et parfois à prendre une allure semi-contrainte, comme dans le service militaire ou la rémunération de la main-d'œuvre pénale. Si le travail social normal est salarié, ces formes restent marginales, et ne peuvent devenir la forme normale du travail social. Or, le travail salarié suppose toujours que la force de travail s'échange contre quelque chose, donc qu'il y a un marché. L'erreur de Barton et de bien d'autres consiste à croire que l'essence du marché est la liberté de choix des échangistes individuels, des contractants. Cette liberté n'est qu'une limite, même dans le capitalisme libéral d'il y a cent ans. *L'essence du marché, ce n'est pas la liberté des échanges, c'est l'échange lui-même.* Or, l'échange existe toujours en U.R.S.S. pour la force de travail comme pour les produits et les services. Mais la forme de l'échange est profondément modi-

fiée par la structure de la propriété sociale et privée. Pour une part décisive, c'est un échange planifié, qui s'exerce sur un marché d'Etat, marché qui respecte la loi de la valeur (d'échange, bien entendu). On trouve aussi en U.R.S.S. toute une échelle de formes d'emploi et de non-emploi, depuis les fonctionnaires jusqu'aux ouvriers saisonniers, aux vagabonds, et bien entendu aux oisifs, aux parasites et aux spéculateurs. Il est douteux si le contrat d'entreprise, qui lie l'entreprise au plan national, comporte vis-à-vis de la main-d'œuvre à employer des contraintes économiques plus fortes que celles qui lient le patron et l'ouvrier dans le contrat de travail capitaliste. Bien entendu, il faut prendre ici la nature économique des choses, et non leur forme politique ou répressive, qui est également importante à d'autres points de vue.

La législation répressive d'exception en matière de stabilité sur le lieu de travail, de déplacements, de pénalités en matière de production, etc. malgré son caractère de coercition barbare, ne peut modifier les rapports économiques essentiels ; pas plus que le travail forcé, les prestations obligatoires, le service militaire, etc., ne modifient la nature du salariat dans le capitalisme concurrentiel. L'U.R.S.S. est d'ailleurs en train de modifier cette législation depuis 1956 (abolition des pénalités en matière d'abandon d'emplois, liquidation d'une grande partie de la main-d'œuvre pénale, etc...) sans pour autant modifier les rapports de travail essentiels, et même en les renforçant. Barton et d'autres raisonnent comme si la liberté du travail consistait en ceci que le demandeur peut accepter ou refuser une offre de travail à son gré, dans n'importe quelle limite. Juridiquement, il en est ainsi (encore une fois avec des limitations prévues par la loi et le droit). Mais en fait, le demandeur n'est pas libre de refuser *longtemps* l'offre, puisqu'il lui faut un gain pour vivre (et supposé qu'il n'ait pas d'autres ressources à offrir que sa capacité de travail). On peut observer dans les populations d'origine coloniale, à demi engagées dans le salariat, des situations de ce genre, où le salarié se contente par exemple de travailler 100 ou 150 jours sur 365, et refuse l'offre pendant de longues périodes où il vit sur des réserves, sur une épargne en nature assez maigre. Mais précisément cette situation n'est compatible qu'avec un bas niveau de consommation et quelques revenus annexes d'origine agraire, qui ne lui sont pas personnels (ressources de la famille, du clan) ; et d'ailleurs, les offreurs capitalistes

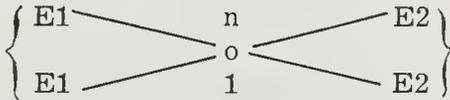
s'acharnent à ruiner ces demandeurs nonchalants à coup d'im-pôts, et de brimades de toutes sortes, à leur créer des besoins nouveaux pour les obliger à venir chercher un salaire correspondant.

De sorte qu'en définitive, la liberté sur le marché du travail est restreinte *aux conditions de l'emploi, et non à l'emploi lui-même* : le contrat enregistre l'*emploi réalisé* (donc par définition, dès que le contrat est signé, librement ou non, le demandeur n'est déjà plus libre de choisir), et ce que le demandeur et l'offreur ont débattu, c'est la *grandeur relative* du salaire, des congés, etc., c'est-à-dire ce qui résulte d'un certain rapport de forces, d'un équilibre momentané, garanties institutionnelles comprises ; autrement dit, ils ont débattu de la mesure ou proportionnalité de l'échange, plutôt que de l'échange lui-même ; c'est la proportionnalité de l'échange qui est variable (libre), mais l'échange reste nécessaire. La liberté de l'emploi (c'est-à-dire du droit d'accepter ou de refuser à tout moment une offre de travail salarié) est donc sous-tendue par la nécessité d'aller chercher un salaire sur le marché. Liberté et nécessité ne sont ici que deux formes complémentaires, polarisées, d'un même état de choses. C'est un rapport qui n'est lui-même ni libre, ni nécessaire. Comme tout rapport, c'est une réalité abstraite, formalisée à un certain degré. Dans l'échange, l'intuition et l'économie vulgaire ne veulent voir que les produits qui changent de main, *qui s'échangent, et non l'échange lui-même* ; les objets du marché, et non le marché.

Pourtant, comme Marx l'a bien montré, chaque échangiste étant réciproquement offreur et demandeur, ce qui reste constant dans l'opération, ce n'est pas la fonction d'offreur ou de demandeur, ni les produits échangés, c'est l'échange lui-même. Dans l'échange de produits (marchandises), l'échange est matérialisé, et intuitivement perçu dans le produit, l'objet. Cela, les économistes bourgeois veulent bien le voir. Avec l'échange de services, la chose est déjà moins claire : l'objet de l'échange se dédouble, et pour le saisir il faut recourir à ses effets dérivés, c'est-à-dire au terme final du service, qui est toujours une opération sur des objets. Quant à la capacité de travail, on l'assimile à un service. Mais si on la considère comme capacité de travail en général, de travail abstrait, l'objet de l'échange devient lui-même abstrait, puisque c'est seulement un *pouvoir* général de faire, une possibilité indifférenciée. De plus, cette possibilité est identique avec le corps, la personne,

et ne peut en être détachée, tandis que l'employeur cède un salaire indépendant de sa personne et ne donne rien de lui-même. Comme il cède l'équivalent d'un objet (l'argent du salaire) il croit recevoir en échange un autre objet (fabriqué par la capacité de travail du salarié) alors qu'il a échangé la capacité elle-même, la source de l'opération, tandis que l'objet lui appartenait par avance puisque les matières premières et l'outillage étaient déjà sa propriété.

Les échangistes sont :



$\left. \begin{array}{l} n \\ o \\ 1 \end{array} \right\}$ est ici l'échange de deux objets, ou de plusieurs.

Nous avons affaire à une *permutation*. L'économiste soviétique vulgaire annule cette permutation sous prétexte que les échangistes individuels ont cessé d'exister (au moins dans le secteur tout à fait socialisé, bien qu'ils existent toujours sur le marché kolkhozien, et dans certaines opérations commerciales). Il perd de vue l'échange lui-même, et sa fonction abstraite, qui subsistent et sont réglés par la valeur. Que l'on substitue les grandeurs sociales, c'est-à-dire des ensembles, à des échangistes individuels, modifie les formes de l'échange, mais n'abolit pas l'échange lui-même. Que le salaire individuel soit conçu comme une fraction variable d'un fonds global alloué à l'entreprise, lui-même déterminé à l'avance (et sujet à des fluctuations) ne fait pas disparaître l'échange, auquel il correspond. Car ce salaire n'est encore que le prix d'une capacité de travail déterminée ; le pouvoir de consommation reste encore lié au pouvoir de production tel qu'il résulte de l'échange. En ce sens, la société soviétique reste une société « mercantile », mais l'élément du marché y est aussi différent de celui du capitalisme libéral que celui du capitalisme de monopole de celui de l'économie semi-féodale.

La preuve que cette fonction de l'échange, née dans les rapports capitalistes, subsiste dans le socialisme d'Etat primitif, c'est que la *structure* des salaires évolue de la même façon dans les deux rapports : le salaire de base représente en fait le « minimum vital » pour chaque catégorie, et les primes qui vont parfois jusqu'à 40 % et 60 % du salaire global, permettent des variations en fonction du temps, de

l'effort, de la qualification, de désirabilités diverses. On échange donc des valeurs égales selon les proportions inégales, ou si l'on veut des valeurs inégales selon une mesure égale. En définitive, la forme de la contrainte et de la liberté dans le contrat de travail se modifie dans le socialisme d'Etat sans altérer fondamentalement sa nature, déterminée par un échange de valeurs.

Le sociologue ou le syndicaliste, comme Barton, peut bien dire que cela importe peu, et que le point décisif pour l'individu travailleur est la façon concrète dont son travail est requis ; et qu'à cet égard le socialisme d'Etat connaît des contraintes inconnues dans le système capitaliste, même en période de guerre et de mobilisation. C'est vrai, mais il est vrai aussi que l'abolition ou l'atténuation de ces contraintes spécifiques laissent à nu un type de rapports qui ressemblent beaucoup plus aux rapports de « liberté » capitaliste que ne l'estime Barton. Son erreur est symétrique de celle des Bastiat soviétiques, pour qui, en principe, il n'existe plus de salariat sous prétexte que les salariés échangent leur travail « entre eux » et non plus avec un capitaliste privé. Or, c'est justement dans ce « eux », devenu l'Etat, que réside la transformation, et non l'abolition du salariat, qui ne peut survenir que lorsque les échanges ne se feront plus selon la valeur, c'est-à-dire lorsqu'il n'existera plus à proprement parler des *échanges*, mais seulement des communications, des coopérations et des répartitions en fonction de besoins.

En fixant son attention sur la législation répressive en matière de travail, Barton laisse croire qu'il suffirait d'abolir ou d'amender cette législation pour ramener l'ouvrier à une condition de salarié « libre », c'est-à-dire telle qu'elle existe, d'après lui, dans le système capitaliste, assortie de garanties sociales croissantes. Or, c'est autrement que la logique des rapports sociaux doit évoluer, *si le cadre de la propriété sociale doit subsister*. Cette propriété serait abolie elle aussi par un retour au salariat « libre » de type capitaliste. Par contre, si elle se maintient (comme les socialistes le souhaitent), la conquête de la démocratie ouvrière, l'abolition de la législation répressive en matière de travail, etc., entraînera la participation croissante des ouvriers à la gestion des entreprises où ils travaillent, *et aux autres* ; participation que rend pour toujours impossible le maintien de la propriété capitaliste privée sur les moyens de production, surtout à l'époque des monopoles.

Barton critique la politique du « fonds des salaires » sans s'apercevoir que c'est justement une formalisation à l'échelle sociale de la mécanique capitaliste que les staliniens ont réalisé. Le fonds global des salaires, note-t-il, en citant certaines déclarations de Bettelheim, représente tout simplement la masse consommable mise à la disposition des consommateurs. Le rapport entre cette masse (évaluée en prix et en monnaie) et la population active donne le salaire moyen. Ce schéma, qui est celui de St. Mill, permet aux Bastiat soviétiques d'affirmer que le salaire représente simplement la part des travailleurs dans le produit social consommable, autrement dit que ce n'est plus un salaire véritable, puisqu'il ne résulte plus d'un « débat » entre l'employeur et l'employé. Ce qui dicte alors la grandeur du salaire moyen, c'est le volume et la valeur des objets de consommation, et le nombre des travailleurs employés. Ce schéma apparent n'est pas discutable, mais ce n'est pour le socialisme d'Etat, comme pour le capitalisme, que l'aspect superficiel de la question ; et critiquer ce rapport, c'est encore laisser subsister le type d'échange qui fonde l'*existence* d'un salaire (et pas seulement sa grandeur ou sa valeur). Dans des régimes pré-capitalistes, et dans des secteurs pré-capitalistes qui subsistent toujours dans des pays à prédominance agraire liés à des rapports économiques archaïques, on ne trouve pas de salaires comme forme générale de rétribution d'un travail, et pourtant la consommation individuelle moyenne ne peut y être aussi qu'un rapport entre le fonds de consommation et le nombre des participants à ce fonds. La famille de l'artisan ne peut répartir que son fonds de consommation, proportionnellement au nombre de membres de la famille.

En reprenant la théorie du « fonds des salaires », telle que la formulait Mill, les économistes soviétiques ne font justement que voiler la réalité du salaire soviétique, et en s'attaquant à cette théorie, Barton n'enfoncé qu'un moulin à vent. Car, dans le système capitaliste, il en va de même : le fonds de consommation sociale des salariés dépend de la valeur des produits consommables qu'il permet de couvrir. Autrement dit, c'est le salaire réel, comme pouvoir d'achat, qui importe et non sa valeur monétaire. On sait bien que l'inflation est prompte à annuler les dépassements de la capacité d'achat des salaires sur le fonds de consommation *achetable*. Autrement dit, le fonds des salaires réel, c'est une partie de la demande solvable. Que cette demande ne puisse toujours couvrir la

production consommable, c'est ce que montrent les crises de surproduction, où la tendance à de telles crises, dûes aux disproportions propres à la reproduction des deux sections de la production sociale (production et consommation). Or, Marx montre que le fonds de consommation de la classe ouvrière (v , les salaires) ne peut jamais atteindre toute la production consommable, parce que l'employeur tend à baisser la valeur du salaire minimum, tandis que la productivité croissante jette sur le marché un volume croissant de produits, qui ne parviennent à être absorbés qu'à cause d'une rotation de plus en plus rapide des capitaux, à un amortissement et une usure accélérés, bref à des besoins de renouvellement de plus en plus précipités, qui finissent par faire de la *consommation immédiate* le prototype de toutes les consommations.

Si Barton envisageait, ainsi que le faisait Marx, la production et la consommation comme des *grandeurs sociales*, liées à l'existence de *classes* (ou si l'on veut à des groupes ou ensembles sociaux de divers types) il constaterait que les économistes soviétiques décomposent le produit social total exactement comme Marx le faisait, transposant ainsi l'analyse du capitalisme à celle du socialisme d'Etat : $c + v + pl$, où v représente toujours le fonds de consommation, identique à la masse des salaires. Le problème est de savoir comment et contre quoi s'échange cette masse : 1. en tant qu'échange réciproque de force de travail contre salaire, 2. en tant qu'échange salaire/produits de consommation. Barton serait alors obligé de convenir que la modification de la proportion du fonds de consommation doit intervenir dans le cadre de la propriété sociale, en fonction de mesures sociales, c'est-à-dire selon un plan (souple, sujet à révision) et non par un retour au jeu aveugle de l'équilibre capitaliste. De ce point de vue devraient, en effet, être considérés les rapports entre Sections I et II, rapports qui sont au fond de la politique économique soviétique ; ces rapports devraient en effet être étudiés et appréciés par les intéressés (la collectivité des travailleurs), ce qui n'est pas le cas. Seuls les dirigeants, la bureaucratie, en discutent, dans le secret des bureaux. Mais ils ne pourraient être modifiés par simple débat entre l'ouvrier *individuel* et l'employeur *individuel* sans que l'on retombe dans les rapports capitalistes classiques, et une sorte de proudhonisme sans issue.

Enfin, il faut noter que les grandeurs sociales ne décident pas de tout, surtout en politique et dans la vie sociale

immédiate. Ces grandeurs sont presque toujours présentées comme des *moyennes simples*, c'est-à-dire rapportées à un cas individuel. En écrivant Σx , on estompe la valeur réelle des composantes de $N = n_1 + |n_2| + \dots + n_n$. Les économistes soviétiques parlent du salaire moyen, de la durée moyenne du travail, etc., et présentent des chiffres dépourvus alors de toute signification personnelle, car ils masquent la *distribution réelle des ensembles*. La détermination des fonds de salaires par entreprises et branches d'industrie (calcul qui d'ailleurs entre aussi de plus en plus comme coût fixe et facteur de rigidité dans la grande entreprise capitaliste et les monopoles privés ou d'Etat) n'empêche pas ce fonds de se différencier, de telle sorte que les salaires des catégories les plus élevées sont 10, 20 ou 50 fois plus élevés que ceux des catégories les plus basses, que les femmes restent dans l'ensemble confinées aux catégories inférieures, etc. Autrement dit, le fonds des salaires est une masse rigide à l'échelle sociale, mais non à l'échelle individuelle (ou de petits groupes), en quoi il ressemble dans le socialisme d'Etat à ce qu'il est dans le capitalisme : c'est-à-dire la part *proportionnelle* du travailleur dans le produit consommable (identique par définition à sa consommation solvable si le fonds des salaires a été fait égal à la consommation prévue).

Barton parle à peine de cette question. D'après lui, la différenciation dépend seulement du rendement, ce qui est loin d'être vrai dans tous les cas. « Comment s'établit l'accord entre les prescriptions relatives au salaire individuel, écrit-il, et celles qui se rapportent au fonds des salaires, étant donné que celles-ci se basent sur la quantité des objets consommables et leurs prix, alors que celle-là tiennent compte de la masse de travail nécessaire et des tarifs humains ? Le point d'interrogation n'en est plus un. L'inconnue de l'équation c'était l'intensification du travail imposée à l'ouvrier par les révisions de normes. Toute disproportion entre la quantité de travail prévue et les tarifs horaires d'un côté, et de l'autre, la quantité de biens consommables et leurs prix, doit être liquidée par l'intensification du travail ». A son avis, c'est le rôle que jouait la doctrine de Taylor dans le capitalisme : « l'employeur enlève d'abord une commande, puis calcule ce qu'il peut dépenser en matière de salaire pour s'en tirer avec profit, et ensuite le chronométrateur invente des artifices pour que les salaires ne dépassent pas la somme prévue ; les « méthodes scientifiques » aboutissent ainsi à fixer les temps eu égard au

profit bien plus qu'à la quantité de travail qu'une opération exige réellement ». Pour que cette affirmation soit vraie, il faut la compléter. Les pratiques dérivées du taylorisme consistent en effet à obtenir le rendement maximum de l'organisme humain pour un temps-standard, soit par simple accélération des rythmes opératoires, soit par combinaison de cette accélération avec une adaptation et une complication technique de l'outillage. Mais ce que l'entrepreneur obtient ainsi, c'est un accroissement de la productivité, et par suite du profit, grâce à la concurrence ouvrière. La pression qui en résulte sur le salaire moyen n'a pas de rapport direct avec la masse des salaires versés, c'est-à-dire avec l'emploi total.

Une intensification très forte du travail peu fort bien s'accompagner d'un accroissement de l'emploi et de la masse des salaires versés. En U.R.S.S., cette masse représente théoriquement la *totalité* des revenus de la population active, laquelle ne cesse de s'accroître, ainsi que le fonds des salaires correspondants, ce qui n'empêche pas l'intensification du travail de s'accroître aussi, très inégalement d'ailleurs, selon les branches industrielles, et les différentes catégories de salaires de se différencier. L'intensification relative du travail à l'intérieur d'une entreprise particulière, permet donc d'en accroître la productivité et de différencier les salaires selon le rendement (à partir de normes). Mais le processus d'ensemble ne se présente pas tel que le décrit Barton. L'entrepreneur capitaliste, dit-il, peut faire démarrer son programme de fabrication *lorsqu'il a* des commandes, c'est-à-dire *après* s'être assuré un débouché ; mais ce n'est pas la situation générale, c'est le cas particulier du secteur « protégé », d'industries produisant en grande série pour des monopsones (par exemple, fabrication d'avions, d'usines atomiques, de vêtements militaires, de production de guerre et de grands travaux, en général). Ordinairement, l'entrepreneur privé fabrique et cherche en même temps ou après son débouché, c'est-à-dire ses commandes. Par exemple, l'industrie électronique (postes récepteurs de radio et de télévision) ne s'est pas développée parce qu'elle avait des commandes en poche, mais l'inverse.

Il est évident que la construction d'un paquebot transatlantique, par exemple, est aujourd'hui une commande ferme, garantie par l'Etat (en France). Mais c'est le cas d'un ensemble énorme de travaux qui doivent être conçus en bloc, et pour lesquels des investissements adéquats, rentables, doivent être prévus. Dans ce cas, il y a commande *avant* la fabri-

cation, c'est-à-dire que le débouché est prédéterminé, ou plutôt *escompté*. Mais c'est justement le cas dans lequel les salaires sont les plus élevés ; d'abord par ce qu'il s'agit la plupart du temps de fabrications nécessitant une main-d'œuvre qualifiée, ensuite parce que l'assurance du débouché tend à faire céder l'entrepreneur sur les salaires et les coûts de production (d'où les dépassements constants dans ce genre de commandes). Mais le cas-type de l'entrepreneur est au contraire l'industriel qui prépare et lance une fabrication sans marché *garanti*. (Il est vrai que la politique des monopoles tend de plus en plus à garantir un marché, y compris celui de la main-d'œuvre. Cf. les « études de marché » de plus en plus détaillées.)

Le marché soviétique représente un cas extrême de monopsonie, c'est indiscutable, mais c'est justement un des points sur lequel l'économie soviétique diffère le plus du marché capitaliste, au moins dans sa structure d'ensemble, car le marché soviétique (intérieur et extérieur, et sections I et II) se fragmente en sous-marchés dont l'élasticité va croissant de façon inversement proportionnelle à la taille. De même pour le marché du travail. A l'échelle globale, le fonds national des salaires couvre en principe les biens et services produits et consommables (compte tenu d'une marge très élastique de stockages, de gaspillages, de variations dans le pouvoir d'achat réel local, et d'inflations locales et temporaires). Mais à l'échelon de groupes restreints, cette couverture est très inégale, car les individus et les familles participent très inégalement en fonction de leurs « ressources complètes », de leurs revenus totaux, au partage du produit social. Le rendement n'intervient comme facteur d'inégalité du partage qu'à l'intérieur de catégories assez délimitées (en particulier dans les secteurs très différents de l'industrie, des transports, de l'administration, du commerce, etc..).

On peut avoir une série d'équations du genre suivant :

$$(1) \text{FSn} = x + y + \dots n = 100$$

$$(2) \text{FSn} = 2x + \frac{y}{2} + \dots 2n = 100$$

$$\text{et } \text{FSn} = 2x + y + \dots n = 200$$

$$\text{ou } \text{FSn} = x + 2y + \dots n = 200, \text{ etc...}$$

la composition des fonds des salaires est tout autre chose que sa *somme*, sa grandeur totale.

En résumé, Barton définit le salaire soviétique comme « salaire forcé », qu'il oppose à salarié libre, sans voir que la différence ne tient pas tellement à la contrainte, qu'à la forme et à la grandeur relative de l'échange et de la répartition. D'après Marx, le salarié libre est celui qui a « la liberté de disposer de sa propre force de travail », et qui est en même temps « libre » de toute propriété de capital (de production) : or, dans le socialisme d'Etat, le salarié n'est toujours pas propriétaire du capital, et ne serait plus libre au premier sens. J'ai montré ci-dessus, l'équivoque où se meut cette liberté : l'ouvrier « dispose » bien de sa force de travail, mais en ce sens qu'il est *contraint d'en disposer* ; voilà l'essentiel. En fait, s'il en dispose, c'est parce que cette force ou capacité *ne peut être détachée* de sa personne ; elle ne peut que s'objectiver dans un acte et un produit.

Il en va de même pour le salarié soviétique. Ce qui change, c'est la structure de l'employeur (propriétaire des moyens de production) qui est maintenant l'Etat. Indiscutablement, les moyens de production appartiennent à l'Etat. La loi tchèque, par exemple, précise : « l'Etat établit les entreprises nationales en tant que personne juridique autonome. *Le propriétaire de l'avoir de l'entreprise nationale est l'Etat* ; cet avoir est confié à l'entreprise nationale pour gestion ». Inutile de préciser que l'Etat n'est pas identique à la société, ni aux diverses collectivités de personnes (travailleurs). Mais Barton ne fait qu'embrouiller la question en faisant intervenir ici Hegel, à propos de la libre disposition de la capacité de travail. Hegel disait (répétant d'ailleurs Ricardo, Sismondi et beaucoup d'autres) que le salarié vend l'usage partiel et temporaire de ses capacités, et non « la propriété de la chose elle-même » (c'est-à-dire son corps, sa personne). Telle est la distinction essentielle entre salariat et esclavage (ou servage, dans la mesure où la propriété de la personne est liée à celle de la terre). Barton estime que « l'interdiction d'abandonner un emploi sans l'assentiment des organes de l'Etat-patron » équivaut à l'abolition de *cette* liberté d'emploi, c'est-à-dire du contrat de vente partiel et temporaire portant sur des capacités. S'il était logique, il devrait alors dire que c'est un retour à un servage industriel. En fait, l'U.R.S.S. a commencé à abandonner en 1956 la législation pénale sur l'abandon de l'emploi ; le turnover est plus élevé en U.R.S.S. que dans les pays capitalistes, etc... sans pour autant que le type de salariat qui y prédomine soit modifié (salariat monopolisé ou

d'Etat). Le salarié n'est lié par le contrat d'entreprise que pour *le temps* où il y travaille, soit 7, 8, 9 ou 10 heures par jour. En dehors de ce temps, il dispose de sa personne (économiquement, car il est vrai que politiquement et culturellement, l'Etat dispose de lui sous des formes très prégnantes et bien plus longtemps).

La différence réside ici plutôt dans la *nature de l'employeur*, qui est en effet l'Etat (ou ses organismes). Mais si Barton opposait à cette situation celles des marchés monopolisés, surtout en cas de plein emploi, et non l'épuration des rapports dans le capitalisme libéral théorique, il verrait que le salarié « libre » du capitalisme est lui aussi contraint de renouveler le contrat de travail dans des conditions de plus en plus voisines de celles qui régissent le contrat d'entreprise d'Etat. On assiste même dans le capitalisme au renversement de la tendance à la « libre disposition », sous formes des résistances à la mobilité de l'emploi, de la recherche de garanties de stabilité d'emploi, de primes d'ancienneté, et même de la fonctionnarisation — bref, de la sécurité de l'emploi : le salarié libre, craignant le chômage, en vient à exiger que l'employeur soit *contraint à l'employer*. En U.R.S.S., l'Etat s'oblige à employer le travailleur, et n'y parvient pas toujours convenablement (en allant jusqu'à des moyens barbares, tels que les camps de travail, comme dans les colonies les réquisitions remplacent le salariat libre dans certaines conditions).

Barton reconnaît d'ailleurs l'ambiguïté de la situation, en ajoutant : « les staliniens ne se font pas d'illusions au sujet de l'efficacité de la contrainte extra-économique, dont ils se servent si abondamment : tout en transformant le salarié en salarié forcé, ils cherchent à le placer dans une situation dans laquelle ses propres intérêts économiques le pousseraient dans la même direction par la contrainte. C'est à cela au fond, que veut aboutir la fiction du contrat d'entreprise ». C'est reconnaître que l'Etat socialiste cherche à placer le salarié dans une position de plus en plus voisine de celle qui prévaut dans le capitalisme, par une politique des salaires adéquate : différences de catégories, primes au rendement, avantages différentiels, élasticité du temps de travail.

Et cette politique n'est possible que dans la mesure où le salarié est toujours « libre », c'est-à-dire obligé pour accroître son salaire d'engager ses capacités de travail pour une durée et un effort accrus. Modifier cet état de chose, ce ne serait donc pas briser un « esclavage », mais transformer le

salariat (et l'abolir) tel qu'il est issu des rapports capitalistes qui persistent dans l'Etat socialiste. Barton dit que l'Etat (et sa police) « doit procéder à l'application des peines prévues aux hommes qui refusent de vendre leur capacité de travail à l'Etat-patron *ou qui au moins refusent d'accepter les conditions qu'il leur propose* ». Cette restriction est d'importance, car elle situe exactement le caractère des luttes ouvrières en U.R.S.S. : le salarié ne peut pas plus en U.R.S.S. qu'aux Etats-Unis refuser de vendre sa capacité de travail ; encore une fois, le salariat, quelle que soit sa forme, est caractérisé par la *nécessité de vendre sa capacité de travail*, ou plus exactement de *l'échanger* (par un contrat avec l'entrepreneur, ou par un contrat de louage mutuel dans l'Etat). Seuls, peuvent s'y refuser ceux qui peuvent vivre de leur travail appliqué à une petite propriété personnelle (artisans, petits paysans, petits commerçants), sans parler des parasites, oisifs, ou des déclassés, vagabonds, etc., et bien entendu sans parler de ceux qui offrent en vain leur capacité de travail (chômeurs), quand il y en a.

En U.R.S.S., les salariés classiques sont proportionnellement moins nombreux que dans les Etats capitalistes industriels, une grande partie de la population agricole étant rémunérée selon la forme semi-coopérative des kolkhozes. Néanmoins, leur statut reste l'offre de capacité de travail plus ou moins éduquée et qualifiée (devant correspondre à une demande prévue par le plan économique). Les économistes russes objectent à cela qu'il n'y a ni offre, ni demande puisque le plan prévoit justement l'adéquation de la production à la consommation, et qu'il s'agit seulement de répartition et de partage entre associés. Mais cette fiction ne tient pas, et recouvre un authentique marché matérialisé par des contrats de travail, des salaires différentiels, des mouvements de main-d'œuvre, des retraites, bref toute une législation du travail qui suppose contrat et échanges, dans des conditions déterminées. La réalité, c'est que le travailleur soviétique doit *échanger* sa capacité de travail, et qu'il est donc un salarié. Ce n'est pas en définitive *cet échange* que contestent les travailleurs soviétiques, parce que la forme sociale, et même d'Etat, de la propriété des moyens de production devrait leur permettre d'en retirer des parts de consommation de plus en plus égales *par rapport à leurs besoins*. Ce qu'ils contestent, c'est justement d'être contraints d'accepter *les conditions de l'échange* fixées en dehors d'eux, par le moyen d'une

représentation inadéquate (syndicats, parti, Etat) qui n'est pas l'expression optima de leurs *besoins*. D'où la conduite propre au stalinisme, et les camps de concentration, qui sont plutôt un instrument politique qu'un élément économique (armée de réserve potentielle, d'après Barton).

Barton souligne ainsi ce qui fait la différence entre l'*esclave* et le forçat (des camps de concentration) : « l'esclave (dans sa définition économique classique) est une marchandise. Quiconque veut se servir d'un esclave, doit l'acheter. Cela entraîne certaines limites de l'exploitation. Quand le patron aura épuisé toutes les forces de son esclave, il devra en acheter un autre. La somme totale des profits qu'il tire graduellement du travail de son esclave actuel, devra donc atteindre d'ici là au moins la somme nécessaire pour l'achat d'un remplaçant : les conditions de travail ne doivent pas dépasser les limites permettant à l'esclave de travailler pendant le temps nécessaire... Ces limites n'existent pas pour l'exploitation d'un forçat. L'entreprise qui l'emploie ne l'achète pas, elle le loue comme un salarié. Si elle lui impose des conditions si dures que ses forces sont épuisées, au bout d'un bref délai, tant pis pour le forçat. L'entreprise, elle, ne fera qu'en louer un autre. L'Etat qui cède le forçat à l'entreprise, lui non plus ne l'acquiert pas par l'achat. Il l'arrête. Son acquisition ne coûte rien. Quand on aura épuisé ses forces, on en recrutera d'autres par la même voie ». En tout cas, en U.R.S.S., « l'exploitation du forçat ne doit pas s'écarter de celle du salarié normal à un point où tous les rapports entre leurs conditions respectives seraient rompus » (à un niveau inférieur, bien sûr).

Il y a du vrai dans cette description, mais : 1. dans l'esclavage aussi, à l'origine, il y a une violence physique mêlée de marchandages comme dans la traite des nègres). L'esclave ne devient une propriété mobilière et moyen de production ambulante ayant une valeur d'échange qu'une fois introduit dans le système mercantile, et même capitaliste, quand il s'agit de l'esclavage dans l'époque moderne. Il ne faut pas confondre l'esclavage antique (ou asiatique) avec l'esclavage développé dans l'époque moderne, après ou pendant l'abolition du serfage, aux colonies. Cette dernière forme, déjà très combattue, est une exception dans les métropoles, due aux formes de la colonisation impérialiste. L'esclave antique n'est pas considéré comme un capital à proprement parler. Il peut se rache-

ter. En tout cas, il est toujours à l'origine butin de guerre, comme dans les tribus primitives ; il devient marchandise lorsqu'il a été approprié comme la terre.

Le forçat, lui, n'est jamais approprié. On ne peut vendre sa personne, même en U.R.S.S., seulement la louer ; ainsi, le salarié-forçat est le degré inférieur, infernal, du salarié d'Etat, réduit à ce sort par les exigences politico-économiques et non purement économiques (exemple des Koulaks, des populations de Crimée, Tchétchènes et autres déportés en masse par Staline, et la main-d'œuvre pénale de toutes les « démocraties populaires » et socialismes d'Etat). Ce n'est pas par hasard que les luttes sociales qui ébranlent périodiquement les bureaucraties de ces pays commencent par une rébellion contre le statut du salarié-forçat, pour s'étendre ensuite aux conditions normales de travail et de vie du salarié d'Etat.

CHAPITRE VII

LES NOUVEAUX ECONOMISTES SOCIALISTES

A) *Un initiateur : A. Graziadei et la théorie de la valeur de Marx.*

Les discussions entraînées en U.R.S.S. par la permanence de la loi de la valeur comme régulateur de l'économie (et de la vie sociale), ainsi que les discussions sur la fonction des prix, ne sortent pas du néant. Elles résultent, bien entendu, des conditions empiriques dans lesquelles s'est développée l'économie de l'U.R.S.S. (et celle des autres socialismes d'Etat) ; mais elles ressuscitent aussi bien des controverses sur la théorie, antérieures ou postérieures à la révolution d'Octobre.

Parmi ces controverses aujourd'hui oubliées, on devrait signaler celle qu'Antonio Graziadei ouvrit après la seconde guerre mondiale. Le cas est d'autant plus intéressant que Graziadei était un communiste italien actif, et marxiste. Graziadei tenta de concilier plusieurs choses que beaucoup de réformateurs soviétiques s'essayent aussi à concilier aujourd'hui : la théorie marxiste du surtravail et la conception marginaliste de la valeur et des prix, ce qui l'entraîne à modifier la signification de la survaleur, ou plus-value. La tentative de Graziadei n'eut aucun succès. Elle fut condamnée dans le mouvement communiste, sans appel (1). Pourtant, on la voit réapparaître aujourd'hui, bien que sous les oripeaux d'arguments beaucoup plus savants, et sous le coup de nécessités inéluctables. C'est pourquoi il n'est pas inutile d'y jeter un coup d'œil rapide ici.

(1) L'exposé le plus complet de Graziadei se trouve dans *Le prix et le surprix dans l'économie capitaliste*, Paris, 1925. Cet ouvrage, paru en Italie en 1923, a été complété par *La conception du surtravail et la théorie de la valeur*, Paris, 1926, et par *Le prix et le surprix dans leurs rapports avec les consommateurs et les travailleurs*, Rome, 1925. La réfutation en règle de Graziadei se trouve dans R. Rudas, « Graziadei, ein Oekonom und Kommunist von Gottes Gnaden », *Unter dem Banner des Marxismus*, 1926, nos 3 et 4.

La thèse de Graziadei est simple et part d'une dissociation entre *surtravail* et *survaleur*. Il y a surtravail lorsque le producteur fournit un travail dont le fruit *ne lui revient pas directement*, par exemple dans la corvée ou dans une prestation obligatoire de l'esclavage, ou dans une production auto-consommatrice de groupe (famille paysanne primitive). Dans ces cas le surtravail ne serait pas une survaleur (plus-value), car il ne peut y avoir de valeur que lorsqu'il y a échange, marché (Ricardo - Marx). Ainsi, valeur d'usage et valeur d'échange, au lieu d'être deux formes des mêmes rapports, sont deux réalités différentes. D'où la thèse de Graziadei, qu'il peut y avoir et qu'il y a surtravail, sans qu'il y ait *survaleur*, même dans le système capitaliste. Le surtravail étant un fait « naturel », est indépendant des survaleurs échangées et n'est pas sa cause ou source. Il serait alors possible d'expliquer les survaleurs, non par le surtravail, mais par le surprix résultant des conditions des échanges capitalistes, notamment sous un régime de monopoles. Et l'étude de la politique des prix le ramène à une conception marginaliste de la valeur-prix.

La valeur, de ce point de vue n'est qu'un « jugement de valeur », parce qu'elle est établie par des rapports entre hommes sur un marché. Ce jugement s'établit par l'intermédiaire des courbes d'offre et de demande, et dans ce cas, le prix exprime la valeur, tandis que le surprix exprime la survaleur ou plus-value. Toutes les luttes sociales auront pour enjeu le surprix, et non le prix, c'est-à-dire une plus-value illégitime que s'attribuent des monopoles et des entreprises concurrentielles, et non l'équivalent monétaire de la valeur des produits.

« Pour Marx., écrit Graziadei, comme le travail est en même temps la cause, dans la mesure où il dépend de l'homme, des produits, et la cause et la mesure de la valeur d'échange, dire que le surtravail est la cause des produits qui formeront l'objet de la plus-value, cela revient à dire nécessairement que le surtravail est aussi la cause et la mesure de la survaleur. Pour nous, au contraire, comme le travail ne constitue ni la cause, ni la mesure de la valeur d'échange (prix), la théorie du surtravail peut être vraie, non certes en tant qu'elle représente le surtravail lui-même comme la cause et la mesure de la plus-value (surprix), mais seulement en tant qu'elle le représente comme la cause — en même temps que les éléments techniques, — de la part de la masse totale de tout produit qu'on peut considérer comme un surproduit partiel (c'est-à-dire

constitué par un seul produit), et qui, dans des conditions de marchés données, est en état de se transformer en un surprix.

« ...Une fois que [le surtravail] a donné vie à cette partie déterminée de tout produit total particulier, sa fonction est terminée, et elle ne peut se renouveler, sauf s'il s'agit d'en tirer une autre part égale. Entre le fait grâce à quoi le surtravail est la cause, avec les instruments techniques, d'une certaine quantité de produits, et les conditions logiques et historiques complexes qui président à la détermination du prix et de ses variations, il s'étend un espace qui ne peut être comblé en faisant toujours appel à un seul phénomène, et qui le plus souvent concerne, comme l'un de ses éléments, la production seule » (pp. 243-244) (1).

La tentation de scinder radicalement la théorie de la valeur-travail et la théorie des prix n'est pas une invention récente, on le voit. Bernstein et autres l'avaient déjà faite. Elle avait déjà eu sa vogue en Italie (Loria, Pantaleoni, Ferrara). B. Croce l'avait réfutée car, pour sa part, il s'en tenait à la conception de la plus-value comme *différence* (les oppositions n'étant en général pour lui que des *distincts*, selon son expression). Aussi bien n'est-il pas inutile de dire deux mots de cette polémique italienne (2).

Croce fait remarquer à Graziadei que son erreur fondamentale est de ramener *valeur* et *travail* à la notion de *produit*. Le profit ne naîtrait alors ni du surtravail, ni de la survaleur, mais du *surproduit*. Mais qu'est-ce qu'un surproduit, au point de vue économique, si ce n'est une valeur ? « Evidemment, le capitaliste qui paie un salaire en nature et qui, en reprenant les biens anticipés par lui, s'approprie aussi l'autre partie du produit (surproduit), peut, au lieu de mettre celle-ci sur le marché, la consommer directement... Mais que le produit ne soit pas mis sur le marché ne veut pas dire qu'il n'a pas de valeur d'échange : tant il est vrai que le capitaliste l'a obtenu grâce à *un échange entre lui et le travailleur*, et l'a par suite évalué d'une façon quelconque. »

(1) Graziadei avait esquissé les mêmes opinions dans un premier écrit, *La produzione capitalistica*, 1899, et même antérieurement dans un article de 1894 (publié dans la *Critica Sociale*) dont nous parlerons plus loin.

(2) Voyez *Materialismo storico ed economia marxistica*. Je cite la 8^e édition revue de 1946.

Il est clair qu'un produit, c'est-à-dire un objet matériel ou un service rendu aux personnes ou aux objets, peut être analytiquement subdivisé comme on le veut (selon divers critères techniques, psychologiques, ergonomiques ou physiologiques). Mais, au point de vue *économique*, il ne peut être subdivisé en deux parties (produit et surproduit) que si son ensemble (et l'ensemble de tous les ensembles semblables) entre dans un circuit analytique d'un autre ordre, qui est celui de l'échange, ou même simplement du *partage*, qui est une forme préparatoire de l'échange, ou consécutive à celui-ci. Même lorsqu'un possesseur procède avec le serf ou le fermier à un partage du produit de leur travail, il leur concède le droit de produire ce qu'ils conserveront en échange de ce qu'ils lui livrent. Dans des relations capitalistes développées, le propriétaire des moyens de production donne, en échange du produit tout entier, un salaire. Cet *échange* fait entrer tous les produits dans un rapport de valeur. Si l'on admet que le salaire n'est pas égal au prix de vente sur le marché (« différence » qui, pour Croce et bien d'autres, explique l'écart entre valeur et prix), on peut dire que la survaleur est l'équivalent d'un surproduit. Mais, ce qui importe, c'est que valeur, prix, et produit sont solidaires, et que c'est la valeur qui en est la forme la plus générale.

La chose curieuse, c'est que certains économistes soviétiques ne sont pas loin, aujourd'hui, de considérer la valeur, le prix et le produit comme des grandeurs quasi-indépendantes, pour des raisons non plus théoriques, mais pratiques. La difficulté qu'il y a à intégrer dans des calculs ces grandeurs hétérogènes, pousse les uns à préférer les bilans en quantités, c'est-à-dire en produits ; d'autres à considérer les prix comme seules unités utiles à l'échelle d'une comptabilité nationale ; d'autres encore, à voir dans la valeur (mesurée par le temps de travail) l'élément fondamental de l'analyse sociale. Bien des controverses actuelles sur la conversion de ces grandeurs les unes dans les autres, proviennent de cette incapacité à les intégrer. Et cette incapacité résulte de la faiblesse des analyses concernant les modes et rapports de production dans le socialisme d'Etat. Quel est le type d'économie marchande qui y prévaut ? Quelle est la fonction réelle des prix (et s'agit-il vraiment de prix) ? Quelle est la nature du profit, au regard des formes du rapport salaire/profit ? Etc... La dissociation

que Graziadei envisageait entre surtravail et survaleur, n'est-elle pas observée en pratique chez les économistes de l'U.R.S.S., mais pour des raisons empiriques ?

Ces questions peuvent d'ailleurs se poser sous une autre forme encore si l'on se réfère à l'hypothèse émise par Graziadei en 1894 : « On peut très bien imaginer une société, écrit-il, dans laquelle le profit existe non seulement avec le *surtravail*, mais aussi *sans aucun travail*. Si, en pratique, *tout le travail* exécuté aujourd'hui par l'homme se trouvait remplacé par l'opération des machines, celui-ci, avec une quantité de marchandises relativement très petite, en produirait une quantité considérablement plus grande. Dès lors, dans un cadre capitaliste de la société, ce fait technique donnerait une base au fait social que la classe dominante, pouvant jouer pour elle seule de la différence entre le produit et la consommation de la machine, en viendrait à disposer d'un excédent de produits sur la consommation des *travailleurs*, c'est-à-dire d'une surproduction, c'est-à-dire aussi d'un profit beaucoup plus considérable que ce que pouvait concourir à produire la faible force musculaire de l'homme. »(1)

Croce se moque de cette hypothèse en demandant ce que deviendraient les travailleurs, et un profit tiré du travail, dans une société hypothétique fondée sur le *non-travail* et où *tout le travail*, jusque-là exécuté par l'homme, serait réalisé par des machines. Mais ce n'est pas là la bonne façon de répondre à Graziadei, car précisément, les sociétés d'industrie moderne posent des problèmes de ce genre, que le socialisme d'Etat est en train d'affronter à sa manière.

L'hypothèse de Graziadei, à la limite, revient à dire qu'un ensemble de techniques nouvelles pourrait permettre de *produire* sans intervention humaine, et que la différence entre l'alimentation des dispositifs techniques et leur produit donnerait un profit qui ne serait pas le résultat d'un travail humain. Preuve, selon Graziadei, que le surproduit, le surprofit et la survaleur peuvent être, dans des conditions sociales données, indépendants du surtravail. L'hypothèse peut être considérée comme gratuite dans les circonstances actuelles, car il n'existe ni société, ni technique de ce genre. Ce qui permettrait tout au plus de l'entrevoir, c'est la haute productivité automatique obtenue dans certains domaines à partir d'une dépense de travail humain très faible. On peut dire que l'agriculture intensive à très haut rendement, ou l'automatisation presque intégrale de certains processus de production

(1) C'est une hypothèse faite par V.K. Dmitriev en 1904 (*Essais Économiques*, Paris, 1968).

industrielle, présentent déjà quelques caractéristiques des conditions évoquées par Graziadei. Les dépenses en travail nécessaire y sont parfois réduites à un minimum presque incompréhensible d'opération, d'entretien et de surveillance. Mais cette haute productivité, obtenue en particulier par l'opération en continu (24 heures sur 24), n'est pas une « surproductivité ». Sans quoi on pourrait dire que la nature toute nue, par sa simple existence et abstraction faite de tout ce que les hommes peuvent en tirer pour eux-mêmes, est en soi une sorte de « surproduction » ; ce qui n'aurait aucun sens. Une production entièrement industrielle, dont la main de l'homme serait tout à fait absente, deviendrait ainsi une seconde nature ; ce qui, dans les circonstances présentes, n'a pas plus de sens. Ce qui est totalement indépendant, dans son existence même, de l'action de l'homme, ne relève ni d'une notion sociale d'incrément, ni même d'une notion de différence. Les quantités naturelles et les quantités sociales ne sont pas du même ordre, bien que les secondes aient des rapports déterminés et variables avec les premières.

De plus, il est évident que tout système de production « autonome » et automatique n'est qu'un élément dans une chaîne qui peut comporter d'autres systèmes autonomes, mais qui, à un moment déterminé exige l'intervention de l'action humaine. Autrement dit, le travail mort reste toujours tributaire du travail vivant. L'hypothèse de Graziadei est donc invérifiable dans l'état actuel des choses.

Pourtant, il y a dans l'erreur de son raisonnement un élément de vérité sur le fond de la chose, et c'est lui qui mérite d'être retenu parce qu'il agite inconsciemment les économistes soviétiques. En effet, en dissociant la notion de survaleur ou plus-value de celle de surtravail et de surproduit, Graziadei rappelle que selon les conjectures de Marx et d'Engels, l'une d'entre elles, la notion de valeur d'échange, est destinée à disparaître dans un ordre communiste. La supposant disparue (et par suite celle de prix et de surpris), que devient l'autre ? Comment considérer, dans ce cas, le *surproduit*, c'est-à-dire la fraction du produit social non consommé pour le renouvellement du processus des productions (biens, services, et êtres humains et animaux) ? Peut-on même alors parler de surproduit ? L'idée de produit « disponible » ne vient-elle pas à l'esprit ? Et les discussions engagées à ce sujet ne proviennent-elles pas précisément de l'amorce, prématurée dans les

faits, mais toujours latente, d'une scission possible entre valeur et produit ? Il suffit ici de poser la question. C'est elle qui rend l'analyse de Graziadei, quoique fausse pour le présent, intéressante pour l'avenir.

B) *Oskar Lange et Z. Morezka.*

1. *Les lois de l'économie socialiste et la valeur.*

Les tentatives d'Oskar Lange pour rénover l'analyse marxiste des premières formes du socialisme d'Etat sont bien connues. On ne lui retirera pas le mérite d'avoir limité l'orthodoxie dans ses prétentions à l'omniscience. Avant comme après la révolution polonaise (ou plus exactement l'implantation d'une transformation économique par l'armée russe en 1945), il a soulevé avec un certain courage les questions théoriques dans lesquelles se débattent aujourd'hui, et pour longtemps, les économistes de l'U.R.S.S. et d'ailleurs. Pourtant, il a eu la faiblesse de considérer la brochure de Staline, *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.* comme un document essentiel, même après la mort du potentat, bien qu'il n'en tire absolument rien d'essentiel pour sa propre analyse, sauf des erreurs (1). Il est vrai qu'il n'a pas non plus tiré grand chose en pratique de ses propres conceptions exposées alors qu'il était professeur d'économie politique aux États-Unis et citoyen américain (*La théorie économique du socialisme*). Ce sont d'ailleurs peut-être ces incertitudes qui lui ont ouvert l'esprit, et en font un des plus intéressants économistes staliniens de transition, qui ne s'est jamais abaissé ni aux flagorneries, ni aux platitudes des staliniens de l'orthodoxie, restés muets sur son compte.

(1) Lange déclare en 1957 : « La première tentative importante comme généralisation théorique des expériences de l'économie soviétique a été fournie dans la fameuse brochure de Staline sur *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, puis dans le *Manuel d'Economie Politique* publié par l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. ». Et ceci : « Le fait même que Staline insiste fortement dans son dernier livre, *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, sur l'existence persistante de lois économiques objectives est un témoignage impressionnant du fait que de telles lois existent et ne peuvent être négligées ». Un témoignage impressionnant ! (*Problèmes de l'économie politique du socialisme*, Varsovie, 1959 ; trad. anglaise à New-Delhi, 1962. Les passages cités plus loin proviennent de l'étude de O. Lange, « L'Economie politique du socialisme », qui figure en tête de ce recueil.)

a) *Les lois de l'économie socialiste et la valeur.*

Lange est intéressant parce qu'il a envisagé l'économie politique du socialisme pratiqué depuis 1917 en U.R.S.S., et après 1945 dans une série de pays est-européens, comme une économie de *transition*, et qu'il en a rattaché les principes à ceux qu'avaient établis la N.E.P. soviétique, et en deçà les principaux théoriciens de la social-démocratie allemande (dont Lénine, il faut le rappeler, partageait entièrement les vues sur ce terrain) (1). Toutefois, il présente les choses un peu autrement. Les axiomes de base de l'économie politique du socialisme ne résideraient pas dans les principes de la N.E.P. (double secteur), mais dans les conditions qui ont rendu cette N.E.P. nécessaire et l'ont justifiée : l'un, c'est que le socialisme a été rendu possible (grâce à la prise du pouvoir par un parti marxiste) d'abord dans les pays où l'économie non-industrielle et non-capitaliste était encore considérable et essentielle (U.R.S.S., Est-européen et balkanique, Chine) ; l'autre, c'est qu'une époque de transition au cours de laquelle les éléments extérieurs ou marginaux à l'économie capitaliste hautement développée se maintiendraient quelque temps et ne disparaîtraient peu à peu que dans le développement de rapports entièrement socialistes, avait toujours été prévue par les « classiques » du marxisme (sans compter Marx et Engels eux-mêmes). La N.E.P. n'aurait fait que fournir un modèle adapté à l'U.R.S.S. (après l'expérience forcée du communisme de guerre), fondé sur ces deux axiomes.

Au point de vue méthodologique, la position n'est pas irréprochable. En effet, si l'on veut formaliser les lois de l'économie politique du socialisme, ce qui est l'ambition avouée de Lange, comment s'en tirer en partant d'une économie de

(1) Lange écrit : « sans juger ici-bas des idées politiques de la social-démocratie, il est possible de déclarer que ses vues originales sur la période de transition sont fondamentalement semblables à celles qui furent plus tard cristallisées dans la littérature marxiste dans une variante ou une autre. Ceci concerne avant tout le premier travail de Kautsky en 1902, en ce qui concerne la première étape : l'expropriation du capital et la transformation socialiste graduelle de l'agriculture par la coopération. Dans la littérature ultérieure, dont Kautsky a aussi été l'un des auteurs (pendant la période des révolutions allemande et autrichienne), deux éléments essentiels manquaient : 1) la nécessité politique d'exproprier les classes exploiteuses existantes, et 2) le besoin d'une dictature du prolétariat. Cette littérature ne dit rien non plus sur l'industrialisation socialiste : car les auteurs s'attendaient à ce que l'économie capitaliste hautement développée soit graduellement transformée en une économie socialiste. »

transition qui n'est ni celle qui est concrètement issue du capitalisme le plus développé (Europe occidentale, Etats-Unis) ni celle de chacun des pays insuffisamment développés au moment de la révolution ? S'il est juste de considérer les économies des Etats socialistes comme des économies de transition, ce ne peut être exactement dans le même sens où l'on peut envisager une économie de transition à partir d'une économie de capitalisme monopoliste, et même étatique, hautement développée. Sinon, ou bien l'on admet que les deux théories générales et hétérogènes sont possibles simultanément, ou bien l'on tente de formaliser les voies de développement solidaire de ces deux niveaux du développement économique. En fait, Lange n'est pas sorti de cette équivoque, et ce qu'il présente comme « économie politique du socialisme » est en définitive l'économie de différents Etats socialistes en transition (et en crise), dont l'U.R.S.S. de la N.E.P., déformée par la bureaucratie stalinienne, lui fournit tout de même l'exemple caractéristique.

Les préliminaires de Lange sont les suivants : 1. Il existe dans une société socialiste des lois économiques objectives, et 2. ces lois comportent leurs propres contradictions, bien que celles-ci soient « non-antagonistes », pour reprendre l'expression de Lénine et de Mao-Tsé-Toung.

Réglons d'abord le second préliminaire. Si les contradictions ne sont pas antagonistes, dit Lange, c'est parce qu'elles ne se manifestent pas entre classes sociales, mais entre couches ou strates sociales : « Tandis que les classes sociales sont fondées sur les rapports de production, les couches sociales ont leur base économique dans la forme particulière de la superstructure de la société. Exemple : dans une société capitaliste, les capitalistes forment une classe, mais les banquiers, les commerçants, les légistes, les prêtres, les fonctionnaires gouvernementaux forment des couches sociales. En termes de la source de leurs revenus, les « classes » reçoivent leur revenu par le processus de la répartition primaire du revenu, tel que salaire et plus-value, tandis que les « couches sociales » reçoivent leur revenu d'une répartition secondaire. Ainsi, les fonctionnaires gouvernementaux tirent leurs revenus des impôts ; les prêtres, des dons ; les commerçants et banquiers d'une partie de la plus-value consacrée à rémunérer les activités non-productives (mais nécessaires dans le cadre capitaliste) ».

Cette thèse, très répandue dans la sociologie polonaise et même russe aujourd'hui (comme en Chine), a une apparence de vérité parce qu'elle distingue, dans les rapports capitalistes comme dans les rapports socialistes, différentes formes de groupements sociaux, impliquant divers modes de subordination. On peut d'ailleurs en dire autant de n'importe quel régime social et économique. Mais dans le cas qui nous occupe, cette constatation fort banale ne dispense pas de répondre à plusieurs questions beaucoup plus épineuses : la première est la suivante : si les revenus (en acceptant pour le moment ce terme) des « couches sociales » sont secondaires, c'est-à-dire dérivées d'une source primaire, comment la forme des revenus primaires ne se transmettrait-elle pas aux revenus secondaires ? Autrement dit, il doit exister une solidarité entre la forme (et la quantité) des revenus secondaires et primaires, puisque tous deux ont la même origine. Les couches ou strates sociales, et même les groupes plus restreints ou plus indécis qui en dérivent aussi, sont donc fixés aux classes sociales (forme primaire de revenu) et dépendent de celles-ci. Lange fait abstraction de cette liaison, qui est aussi une subordination, et ne retient que ce qui est spécifique pour chaque groupement qu'il distingue : la source *immédiate* de son revenu, et non son caractère général.

Deuxième question : si les couches ou strates ont des revenus différents par leur origine, leur forme et leur nature de ceux des classes, comment peut-on comparer les uns et les autres, et quel est le sens de la distribution faite ? Si les « couches sociales » ont un revenu secondaire, la *forme* de ce revenu devrait avoir aussi un caractère secondaire ; mais d'où vient cette forme ? Pourquoi les « fonctionnaires gouvernementaux », par exemple, ou les « prêtres », en tant qu'ils représentent une strate sociale — ce que l'on peut très bien contester, d'ailleurs — perçoivent-ils un revenu tiré de l'impôt pour les uns et de contributions volontaires pour les autres ?

De toute évidence, la forme du revenu est liée, pour des groupements sociaux de ce genre, à la nature de leur fonction, à des caractéristiques professionnelles, sociales, culturelles ou religieuses, qui n'ont pas toujours de rapport immédiat avec leur source économique et leur coût en travail. Quant aux classes sociales fondamentales ou « primaires » (capitalistes et salariés dans l'analyse de Marx), il est clair que leur revenu a une forme beaucoup moins phénoménologique, moins liée à la nature concrète des fonctions qui leur valent ce

revenu. En somme, les « couches », si l'on s'en tient à la distinction de Lange, seraient plutôt des groupes concrets, tandis que les classes seraient des groupes formels : les revenus secondaires seraient l'équivalent de gains concrets dans leur forme, tandis que les revenus primaires seraient de forme générale ou abstraite. Méthodologiquement, ils ne seraient pourtant pas comparables sans précaution, parce qu'il n'y a pas d'homéomorphisme entre eux. Et de fait, ce que montre l'analyse (à commencer pour celle de Marx), c'est que cette différence de forme exprime la complexité concrète des modes de revenus pour tous les groupes, sous-groupes, catégories sociales, par comparaison avec les grandes formes générales abstraites que prennent les *sources* de revenu (et non les revenus eux-mêmes).

C'est dans le même sens que Marx distinguait entre travail abstrait et travail concret : dans la société il existe aussi des groupes concrets et des groupes abstraits, ces derniers pourtant qualifiés de « classes sociales ». C'est pour cela que la phénoménologie sociale et la sociographie, si en honneur aujourd'hui, se refusent à étudier les relations sociales qui n'apparaissent pas immédiatement comme concrètes, au détriment des relations formelles et abstraites. D'où le mélange constant des deux catégories. Dans la vie courante, on remarque en effet les combinaisons les plus diverses de formes de revenus concrets, chez un même individu, sans que cela altère la vérité abstraite des grandes divisions de revenus (ou plutôt : sources de revenus) primaires. Autrement dit : le fonctionnaire, par exemple, est payé sur le budget de l'Etat alimenté par l'impôt, mais cela n'empêche pas l'impôt d'être prélevé lui-même, à sa source, sur les salaires pour l'essentiel et les profits capitalistes en second lieu.

Si Marx avait raisonné, analysant les rapports capitalistes, à la façon de Lange, il n'aurait pas fait dériver les profits commerciaux ou l'intérêt de la plus-value. Il se serait contenté de constater que les « couches » commerçantes ou financières, c'est-à-dire le groupe des commerçants et des banquiers, n'étaient pas des « classes » parce qu'elles encaissent un revenu « secondaire ». C'est précisément un raisonnement de ce genre qui a poussé les sociologues et les économistes petits-bourgeois à mettre en vedette des groupes au détriment des classes. La confusion entre la phénoménologie des groupes et l'analyse structurelle des classes constitue une sérieuse erreur de méthode.

Troisième question : supposons que la distinction entre couches et classes, au sens large, soit justifiée. Elle ne peut l'être que dans les rapports capitalistes, puisque les deux classes fondamentales (donnant lieu à des revenus primaires) sont justement les capitalistes et les salariés. Dans ce cas, que subsiste-t-il, dans des rapports socialistes (même de transition, imparfaits, etc.), de cette distinction ? Par définition, dit Lange en même temps que tous les économistes staliniens, les classes ont disparu ; il ne reste que des couches ou catégories, dont les intérêts immédiats peuvent d'ailleurs être en effet souvent opposés. Mais si ces couches perçoivent des revenus *secondaires* (puisque c'est la définition de telles couches), de quels revenus ceux-ci dérivent-ils ? Quel est le revenu général, primaire, dont dérive le leur ? En tout cas, notons tout de suite que cette situation rompt l'analogie par dissemblance que l'on pouvait observer entre rapports capitalistes et rapports socialistes. En effet, en bonne règle, on ne peut tirer d'un modèle élaboré pour le capitalisme (rapport entre revenus primaires et secondaires) un modèle où n'existent plus de revenus primaires (= classes sociales). Il ne reste donc qu'à répondre, comme le fait implicitement Lange, que toutes les couches sociales dérivent leur revenu secondaire d'une seule source primaire (et non de deux sources primaires antagoniques), qui est le « revenu social », le fonds d'accumulation et de consommation de la société (ou plutôt de l'Etat).

Dans ce cas, il faut alors poser une nouvelle question, et c'est précisément celle à laquelle nous avons tâché de répondre : si les couches sociales constituant l'ensemble de la société (ou des citoyens de l'Etat), ne touchent comme revenu que ce qui dérive du revenu de l'Etat, cela ne veut-il pas dire qu'ils reçoivent tout simplement ce qu'ils ont eux-mêmes produit, immédiatement ou à terme ? Mais, si c'est le cas, quel est le sens des contradictions observées entre ces couches ? En quoi n'ont-elles pas un caractère antagonique ? Et l'absence d'antagonisme, si c'est le cas, entraîne-t-il absence d'exploitation ? Et par suite, en quoi ces couches ne sont-elles pas des classes ? Lange ne répond pas à ces questions, pour une raison qui ressemble à une dérobade. Il ne veut pas, dit-il, « s'étendre sur les perspectives ultérieures de ce qui arrivera aux couches sociales dans la transition au communisme. On ne peut rien dire à présent au sujet de cette étape sans aban-

donner la méthode scientifique, étant donné que les faits empiriques concernés n'existent pas encore ».

Par malheur, l'U.R.S.S., la Pologne, la Chine et bien d'autres Etats sont des « faits empiriques » parfaitement observables, et leurs théoriciens affirment qu'ils sont déjà sur la voie du communisme.

Dernière question : est-il vrai que dans des rapports socialistes (ceux des Etats existants, U.R.S.S., Pologne, etc...) l'ensemble des « couches sociales », diverses au point de vue du revenu secondaire mais homogènes au point de vue du revenu primaire, ne tirent ce revenu primaire que d'une seule source, ce qui suffirait par définition à abolir tout antagonisme de classes ? Cette question se pose inévitablement puisque Lange identifie ici « processus de répartition primaire des revenus » et source unique de ces revenus. En effet, comme en théorie il n'existe plus de classes exploiteuses (bourgeoise capitaliste), ce processus primaire ne crée pas deux formes opposées de revenus (salaires et profit) en ce qui concerne les individus ou groupes d'individus (familles). Néanmoins, il en crée aussi deux, mais d'un autre genre : le revenu distribué en salaires aux personnes et aux familles, et le revenu accumulé par l'Etat, c'est-à-dire l'ensemble des entreprises, et des administrations, pour être réinvesti en dépenses productives ou de consommation sociale comme services. Même si l'on s'en tenait à cette distinction entre processus de répartition primaire et secondaire, il faudrait convenir qu'elle prend une forme inédite dans le socialisme d'Etat, et que par conséquent elle aussi, d'après les critères de Lange, peut donner naissance à des couches sociales et à des classes, dont l'une serait détenteur et contrôleur de l'emploi de la plus-value sociale, répartie par voie planifiée.

Nous voilà donc ramenés à un problème plus fondamental, car c'est lui qui décide de tout, mais que Lange évite de traiter lui-même (nous verrons plus loin comment Morecka l'aborde) : comment la plus-value, ou le surproduit, est-elle produite avant d'être distribuée ? Il est évident que la forme de la répartition du surproduit et des salaires a des effets caractéristiques sur le fonctionnement de l'économie et le comportement des groupes sociaux. Mais ces effets sont aussi caractéristiques dans d'autres systèmes économiques (capitalisme, féodalisme, mode asiatique), et ils doivent l'être dans un système socialiste. Aussi bien, si l'on veut aller au fond des choses comme Marx l'a fait en son temps, il faut remonter

en deçà de la répartition du produit et du surproduit pour atteindre la sphère économique où le produit et le surproduit *se constituent, se produisent* ; cette sphère est celle des rapports de travail et de la fonction du salaire. Or, cette sphère même est en relation avec l'existence d'une loi fondamentale : la loi de la valeur. Si la valeur d'échange, si des rapports marchands, règlent encore l'équilibre entre production et répartition du produit et du surproduit économiques, alors il est inévitable que l'exercice d'une capacité de travail (ou dépense de la force de travail selon le vocabulaire marxien) demeure elle aussi sous l'empire de cette loi. C'est à partir de cette constatation, à la fois théorique et empirique, que peuvent être abordés les problèmes de la répartition des revenus. Les « revenus » en effet, pour autant qu'il s'agit d'un salaire, ont une caractéristique particulière, c'est que leur valeur crée plus de valeur qu'elle n'en a elle-même reçu comme équivalent, ce qui confère à la capacité de travail humain une propriété semblable à celle du capital productif d'intérêt, qui est de créer à partir d'elle-même plus de valeur qu'elle n'en possède, pour autant qu'elle s'incarne dans du travail vivant. C'est ce que Marx a nettement affirmé, et c'est ce qui est d'une grande importance pour l'analyse économique du socialisme d'Etat. Lange n'aborde pas ce problème directement, mais indirectement, lorsqu'il analyse la nature des lois économiques dans des rapports socialistes, et en particulier la loi de la valeur.

Ce que Lange dit de la nature de ces lois, ne sort pas d'affirmations très superficielles. Contre les « volontaristes », selon qui dans une société socialiste il n'y a plus de lois économiques « objectives », mais des plans déterminés par la volonté humaine, il estime que « la différence essentielle dans l'opération des lois économiques dans une société socialiste est qu'elles n'y opèrent pas d'une façon élémentaire (spontanée). La société organisée façonne de façon consciente, intentionnelle, les circonstances qui déterminent leur opération. On peut ainsi amener les lois économiques à fonctionner en accord avec la volonté humaine exactement comme l'homme utilise les lois de la nature dans la technologie moderne et les fait fonctionner conformément à sa volonté ». De ce point de vue, Lange distingue quatre types de lois, selon leur rapport avec le mode socialiste de production. La loi de la valeur serait du troisième type, celui des lois « intermédiaires ».

Avant d'examiner cette typologie, disons un mot de cette vieille discussion, horriblement obscurcie par les philosophes, sur le caractère « objectif » des lois économiques. Les économistes classiques, même bourgeois, ont toujours soutenu qu'il existait dans la société qu'ils analysaient des lois économiques objectives, et c'est ce que Marx avait admiré dans leurs travaux. Mais ce qu'il y critiquait, c'est l'idée que ces lois avaient pour eux un caractère absolu et éternel alors qu'elles caractérisent une forme temporaire de l'économie, celle du capitalisme. Il y a donc des lois objectives de type différent, toutes réelles, bien que successivement ou partiellement, ou en combinaison. La façon dont les hommes associés et antagonistes découvrent les lois, les formulent et s'en servent peut elle aussi varier en fonction de la nature de ces différentes lois, à différentes époques ou dans des lieux et des conditions différentes.

Ce qui peut caractériser une société socialiste, ce n'est donc pas le fait que les hommes associés utiliseront les lois économiques objectives en général, mais qu'ils se serviront des lois propres au nouveau système économique *et social*. J'ajoute : *et social*, car une des caractéristiques des relations socialistes où l'exploitation de l'homme par l'homme aurait disparu, c'est que l'« économie », dont la bourgeoisie a fait la source imprescriptible des déterminations sociales (en la dissimulant derrière le voile de Maya de ses idéologies spiritualistes) ne sera plus autonome, séparée des relations sociales, et ne se les subordonnera plus, mais qu'au contraire, ce seront des relations sociales et personnelles nouvelles qui influenceront sur les forces économiques — essentiellement le calcul des coûts. Ce qui est donc en cause, même dans une société étatique de transition, c'est le rapport *particulier* qui s'établit entre les intentions, désirs et volonté des hommes et le jeu des lois économiques, rapport qui s'institue sous tous les régimes, mais sous des formes variables. Lorsqu'un agriculteur sédentaire primitif sème et récolte, ou qu'un homme quelconque manie un outil aussi élémentaire qu'un bâton, il met des lois physiques et biologiques naturelles, dont il ignore les formes que lui donne notre science, à son propre service. Du contrôle de cet outil au lancement de satellites artificiels de la terre, des planètes ou du soleil, il y a une différence, mais qui ne tient pas au principe du rapport essentiel entre la détermination humaine et les lois scientifico-techniques. Cette différence réside surtout dans l'ampleur, la complexité

et la précision des mécanismes connus et utilisés ; ceux-ci sont eux-mêmes sous la dépendance des rapports sociaux qui en rendent l'utilisation possible. Tout cela est élémentaire. Quant aux phénomènes économiques, les lois qui les régissent, contestées et contestables, ne le sont guère plus, si l'on y regarde d'un peu près, que la plupart des lois de la physique et de la biologie dont la véracité ne s'établit peu à peu qu'à travers des discussions et des querelles incessantes. La volonté humaine y décèle des contraintes qu'il est souvent plus difficile de définir correctement que dans le domaine physique ; encore n'est-ce pas sûr. Mais en principe aucune différence essentielle ne peut exister entre le domaine des relations entre les choses et celui des relations entre les hommes, qui sont apparentées par nature.

La seule conclusion qu'on puisse en tirer pour notre sujet, c'est qu'il est capital avant de savoir quelles sont les « lois » objectives du socialisme, de comprendre quelles sont les relations sociales qui caractérisent les sociétés humaines qualifiées dès aujourd'hui de socialistes.

Les premières lois sont générales « en ce sens qu'elles opèrent dans tout système socio-économique » : ce sont les lois de la production et de la reproduction : processus de travail, coopération et division du travail ; travail vivant et travail mort ; consommation, accumulation et remplacement. Cela fait beaucoup de choses ! Lange déclare que ce type de lois s'applique « à n'importe quel mode de production, qu'il soit socialiste, capitaliste, féodal ou tout autre » ; autant dire qu'il s'agit de lois économiques *naturelles*, au sens où il existe une nature sociale. Ceci admis, il faut tout de même considérer deux choses importantes : l'une, c'est qu'il ne s'agit pas à proprement parler de *lois*, du moins lorsqu'on les formule de façon aussi générale. On parlerait à meilleur droit de principes, ou même de postulats ou d'axiomes. Si l'on dit, par exemple, que pour consommer, il faut produire, ou que tout ce qui sert s'use, on ne fait qu'exprimer des postulats sur lesquels est fondée l'économie politique de tous les régimes décrits, mais qui ne sont pas eux-mêmes des lois. On peut en effet observer des circonstances où ces postulats, ou une partie d'entre eux, ne sont pas appliqués, ou le sont sous une forme si primitive qu'on hésite à parler de forme économique sous peine de tomber dans quelque robinsonnade. Dans une société de cueilleurs-chasseurs, le rapport production-consommation (cueillette-chasse-alimentation) est si

rudimentaire et si direct en dépit de raffinements liés aux formes particulières de cette vie en groupe, que l'on doute s'il exprime une loi économique : on est au niveau des contraintes élémentaires de la vie biologique tout autant que de la vie sociale. Sans cette précaution analytique, comment éviter des truismes aussi plats que de dire : pour pêcher des poissons, il faut pénétrer dans une étendue d'eau ?

Autre remarque plus sérieuse : cet ensemble de pseudo-lois générales est si étendu qu'on se demande s'il n'embrasse pas toute la structure de l'économie. Dans ces conditions, on devrait dire qu'il existe un système économique, quel qu'il soit, à partir du moment où l'ensemble des postulats indiqués est posé. C'est autre chose que d'affirmer : un certain nombre de lois — comme celles-là — sont « générales » par rapport à d'autres. C'est alors dans un agencement, une structure particulière des conséquences de ces postulats que se résume un système économique, un mode de production déterminé. Ces postulats élémentaires existeraient bien partout, mais pour qu'ils forment un système déterminé il leur faut se combiner de manière spécifique, *en fonction de certaines lois* qui leur soient propres. En somme, nous n'avons pas affaire à une collection de lois, dont certaines sont valables sous certains régimes et d'autres non, mais à des combinaisons de facteurs dont certaines lois et non d'autres rendent compte globalement.

Lange estime qu'un second type de lois est caractérisé par le régime de propriété et les finalités du système de production qui en dépendent : « le rapport de production détermine les stimulants qui gouvernent l'activité économique humaine, étant donné que la propriété des moyens de production détermine dans quel but on usera des moyens de production. Ainsi, la propriété sous le capitalisme existe au profit de ces propriétaires ; sous le socialisme, la propriété existe pour la satisfaction des besoins de la Société ».

Cette platitude, répétée *ad infinitum* par les économistes soviétiques, est sans valeur. Inutile de nous y étendre ici ; nous l'avons traitée ailleurs. Il suffit de rappeler quelques principes qui réduisent l'efficacité de cette prétendue loi. D'abord, la relation entre système de propriété et rapport de production est une implication, et non une loi, ce qui a son importance au point de vue méthodologique. Cette implication est d'ailleurs imparfaite. Les rapports de production, selon les termes de Marx, sont les rapports entre détenteurs

(juridiquement propriétaires) des moyens matériels de production, et détenteurs des moyens humains de travail. Dans des rapports capitalistes purs, ces détenteurs sont respectivement les capitalistes et les salariés. Il en est donc ainsi dans un modèle général, et non dans la réalité concrète. Les formes de la propriété et les rapports de production sont deux faces du même phénomène, et non une cause et son effet. La classe détentrice des grands moyens de production utilise ceux-ci pour créer un profit, dérivé de la plus-value, engendrée par le travail des salariés.

Mais cette finalité n'est pas simple, car la classe capitaliste doit en même temps assumer la création des moyens de production et de consommation utiles dans des proportions convenables, indépendamment de savoir si cette création permettra de réaliser un profit, ou plutôt un bénéfice net. La société capitaliste ne se borne donc pas à chercher un profit grâce à la propriété des moyens de production ; elle couvre aussi des besoins sociaux, inégalement d'ailleurs, et c'est cette double finalité qu'exprime la forme double de la valeur : valeur d'usage et valeur d'échange. L'implication est ici limitée de deux côtés : par la nécessité pour le système de faire un profit (de type capitaliste), et par la nécessité d'assurer la couverture des besoins sociaux.

Il en va de même dans le socialisme d'Etat : satisfaire les besoins individuels et sociaux n'y est possible que si cette satisfaction s'accompagne, à l'échelle globale, d'un profit net, d'une accumulation élargie et non d'une désaccumulation. Les économistes soviétiques se heurtent journallement à cette implication en recherchant l'équilibre optima entre satisfaction des besoins et création d'un surproduit. C'est le problème de la « proportionnalité » des investissements, qui doit garantir à la fois la couverture des besoins et la rentabilité des « fonds d'accumulation » investis.

Lange nomme donc ici : loi spécifique au mode de production socialiste une implication existant déjà dans le capitalisme et que *la propriété d'Etat* en U.R.S.S. et ailleurs oblige à reposer en termes nouveaux. A cela il faut ajouter que ni en U.R.S.S., ni en Pologne, ni en Yougoslavie ou en Chine il n'existe un seul type de propriété. Celui qui prédomine, c'est la propriété *d'Etat*, bien autre chose que la propriété sociale, qui peut prendre une forme coopérative, communale, d'entreprise ou « kolkhozienne », et se combiner avec divers modes

de propriétés individuelles mêmes productives. Il en est d'ailleurs ainsi dans le système capitaliste, où la propriété privée capitaliste ne domine pas sans partage.

Lange énumère alors des lois qu'il nomme « intermédiaires », qui ne sont ni générales ni spécifiques : c'est le cas des lois qui « résultent de la production de marchandises, telles que la loi de la valeur », ainsi que les lois élémentaires de la circulation monétaire qui en découlent. Cette fois, il s'agit en effet d'une vraie loi, car le jeu de la loi de la valeur règle tout le fonctionnement du système économique. A ce titre, elle a une signification centrale, non seulement dans le système capitaliste, mais aussi dans les économies féodales et esclavagistes, ou dans le mode asiatique. Et comme l'admettent maintenant tous les économistes soviétiques, cette loi règle aussi les rapports du socialisme d'Etat, ou économie de transition. Dans ces conditions, il ne s'agit pas d'une loi « intermédiaire », mais d'une loi fondamentale, qui cesserait d'être opératoire si, et seulement si, toute économie marchande était éliminée, c'est-à-dire dans des rapports sociaux dont l'économie soviétique et polonaise ne donnent même pas encore l'aperçu.

Lange est ici plus clair et formel que tant d'autres. « Sous le capitalisme, dit-il, toute production prend la forme de la production marchande et est soumise aux lois de la valeur et aux lois de la circulation monétaire. Dans une économie socialiste, la loi de la valeur continue à opérer parce que la production continue à être une production marchande. Les raisons pour lesquelles la production, dans une économie socialiste est une production de marchandises (et par suite soumise à la loi de la valeur) est l'existence d'une *multiplicité de propriétaires de produits dans une société socialiste*. Cette multiplicité de producteurs résulte de deux éléments d'une société socialiste. Premièrement, l'existence de diverses formes de propriétés sociales des moyens de production a pour conséquence qu'il n'existe pas un propriétaire unique des moyens de production ; il y en a plusieurs. Deuxièmement, la méthode de répartition du produit dans une société socialiste transfère directement à la propriété privée des consommateurs les produits du processus de production socialiste ». Cette multiplicité de types de propriété sociale, a, selon Lange, des raisons historiques ; elle résulte des conditions concrètes où se déroule dans les différents pays le passage du capitalisme au socialisme.

Que penser de cette analyse, beaucoup plus franche en tout cas que celle des économistes soviétiques ? A vrai dire, elle ne fait qu'effleurer le problème, et tente de résoudre en quelque sorte *a posteriori*. Nous allons voir ensuite qu'en l'abordant *a priori* Lange n'est pas plus heureux. Lange ne va pas au fond des choses : il en reste au niveau des rapports de propriété, au sens juridique du terme, alors qu'il faut s'en prendre *au mode d'appropriation*, ce qui n'est pas la même chose. La forme de la propriété est la résultante du *mode d'appropriation*, et c'est ce qui compte avant tout, car ce mode est en rapport très variable avec les catégories juridiques de la propriété ; et comme nous l'avons déjà indiqué, c'est le mode d'appropriation (des moyens de travail, du produit et du surproduit) qui conditionne les normes juridiques de propriété de l'Etat, de groupements sociaux ou de particuliers. La nomenclature des types de propriété, avec les caractéristiques de ceux-ci, ne suffit pas à nous éclairer sur la permanence de la loi de la valeur. Car cette loi s'applique d'abord non à des catégories juridiques, mais à des rapports d'usage et d'échange, c'est-à-dire à des modes d'appropriation. Propriété et appropriation ne sont pas synonymes, bien que leur implication mutuelle soit étroite. Par exemple, la propriété du maître et possesseur sur le produit du travail de l'esclave, du serf ou du prolétaire salarié peut être individuelle, ou collective, ou étatique, tandis que l'appropriation peut ne pas avoir lieu de façon correspondante. Il y a bien entendu transfert constant d'une forme à l'autre, avec les combinaisons les plus complexes et les plus instables. Mais ce qui importe ici c'est surtout le fait que la propriété donne lieu à une catégorie juridique définie abstraitement, alors que l'appropriation est un processus lié aux formes concrètes du travail, même si elle dépend des formes juridiques du droit de propriété. Cette distinction est essentielle car *ce n'est pas par le droit de propriété que se forme la plus-value, mais par le processus d'appropriation du travail vivant*. Or c'est la formation de la plus-value qui signale l'existence de la loi de la valeur. Si cette loi ne jouait plus, il n'y aurait ni appropriation, ni propriété, même sociale.

Lange soupçonne apparemment la vérité, mais la présente de façon erronée, par l'absurde. « Même s'il n'y avait qu'une seule forme de propriété socialiste des moyens de production, écrit-il, par exemple nationale, le simple fait que la répartition transfère les produits à la propriété individuelle des consom-

mateurs suffirait à donner à la production socialiste le caractère d'une production marchande et à faire agir la loi de la valeur. » En admettant que propriété « nationale » signifie propriété d'Etat, et en tout cas limitée à une nation, cette proposition — qui n'est admise ni par Boukharine ou Préobrajensky, ni même par Staline et ses épigones — va beaucoup plus loin que ne le croit Lange. D'une part, elle implique, puisqu'il s'agit d'une nation (Etat), que ce type de propriété exclut les propriétés collectives, communales ou coopératives qui ne soient pas des émanations de l'Etat. Elle implique en même temps que les échanges extérieurs (à l'Etat), par définition indispensables, entrent dans le cadre des échanges mercantiles en général. D'autre part, elle suppose que la propriété « nationale » ne change rien aux relations marchandes, c'est-à-dire au mode de réalisation et — par récurrence — de production de la plus-value. Lange tente alors de généraliser cette situation ambiguë, qui est exprimée dans ses fondements par la théorie du « socialisme dans un seul pays », d'une façon qui permet peut-être de toucher le fond du problème.

« Les produits deviennent des marchandises et deviennent sujets à l'action de la loi de la valeur lorsqu'ils changent de propriétaires. Cela se produit, comme nous l'avons vu, dans une économie socialiste. Mais on pourrait poser la question : comment faut-il considérer les produits qui sont « échangés » entre unités du secteur nationalisé de l'économie ? S'ils sont échangés entre coopératives, ils passent évidemment d'un propriétaire à un autre. Mais les moyens de production qui passent d'une unité de secteur national à une autre ne changent pas de propriétaires. J'appelle ces produits des *quasi-marchandises*. La loi de la valeur opère ici indirectement au moyen de l'imputation. Etant donné que les produits finaux sont vendus aux consommateurs ou aux coopératives, aux municipalités ou à qui que ce soit, ce sont des marchandises. Cela communique par imputation une sorte de caractère marchand aux moyens de production qui ont servi à produire les marchandises finales. Les valeurs des marchandises finales sont rétrospectivement transmises par un processus comptable quelconque aux moyens de production qui ont servi à les produire ».

Ces quasi-marchandises ont tout l'air de reposer sur un quasi-raisonnement. L'essentiel c'est que Lange admet que dans une économie socialiste nationale, il existe une solidarité théorique de tous les éléments du système, même s'il n'y a

qu'une seule forme de propriété juridique. Les marchandises ou services finaux, étant *vendus* aux consommateurs, une économie monétaire existe. Evidemment, l'économie monétaire ne suppose pas seulement un échange physique d'argent sur un lieu de marché : des virements par jeux d'écriture suffisent à le nationaliser. Le capitalisme lui aussi en use à haute dose, notamment entre secteur public et Etat. Les produits ou services qui font l'objet de ces compensations ou quasi-échanges (j'aimerais mieux dire échange tout court) tombent donc sous l'empire de la loi de la valeur. Mais sont-ils la cause ou l'effet de cette loi ? Plus exactement, qu'est-ce qu'explique ici cette loi ? A première vue, Lange se borne à constater la présence simultanée d'une économie d'échanges et d'une régulation des échanges par un étalon-valeur. Jusque-là, il n'ajoute rien aux principes des plus anciens classiques du capitalisme, Petty et Smith, ni au constat récent des économistes de l'U.R.S.S. Ce qu'il ajoute, ce sont les raisons pour lesquelles ce système, présumé spécifique aux rapports capitalistes, paraît toujours fonctionner dans le socialisme (d'Etat), d'où la propriété privée des moyens de production est exclue. Il estime que la raison n'en est point dans les statuts variés de la propriété, puisqu'il déclare que même si *tout* moyen de production (biens et services) et la plupart des moyens de consommation sont propriété nationale, il y a cependant échange ou quasi-échange par l'intermédiaire de la valeur (prix et monnaie). Il estime de même que l'absence de transaction monétaire « libre » et concrète n'efface pas le principe marchand. Pourtant la multiplicité de formes de propriété dans le socialisme d'Etat réel (U.R.S.S., Pologne) et les échanges mesurés en valeur, indispensables de l'un à l'autre, jouent un rôle, mais qui n'est ni suffisant, ni nécessaire, puisque même en cas de forme unique de propriété (d'Etat) l'échange-valeur a lieu.

Lange avance alors sa dernière raison : la loi de la valeur est nécessaire pour régler la répartition des produits *aux consommateurs finaux*, c'est-à-dire pour faire passer des produits ou services de la propriété nationale à la propriété privée du consommateur. D'où cet axiome déjà cité : « les produits deviennent des marchandises et deviennent sujets à l'action de la loi de la valeur lorsqu'ils changent de propriétaire ». On voit tout de suite que cet axiome, quoique consistant avec l'explication proposée, ne l'est pas avec une explication marxiste ni même keynésienne ou néo-marginaliste ; il apparaît plutôt comme un axiome de circonstance, où l'on

prend une apparence juridique pour une évidence économique. Lorsqu'il y a échange, en effet, et quelle qu'en soit la forme, il peut se présenter deux cas : ou bien l'échange est équivalent par l'intermédiaire d'un étalon (et c'est le cas du capitalisme et du socialisme l'Etat), ou il ne l'est pas (nous laissons de côté les cas de « correction » de l'équivalence par divers moyens artificiels). S'il ne l'est pas, il s'agit d'une nouvelle forme d'échange non mercantile, qui échappe à la loi de la valeur, et qu'on peut appeler *échange d'usage* (1).

Ce type d'échange existe à l'état virtuel dans toutes les sociétés, soit dans des relations interpersonnelles ou de groupes, où lorsque des situations d'alarme grave incitent les citoyens à des prestations volontaires entre eux, qui soient extérieures à toute compensation de valeur. Mais il ne sert jamais de régulateur de l'ensemble du système économique, pas plus dans le socialisme d'Etat que dans le capitalisme privé ou d'Etat, malgré les dithyrambes occasionnels en l'honneur du dévouement, de la générosité et des dons. C'est lorsque s'établiront des rapports sociaux d'ensemble sans référence à la loi de la valeur, dans un socialisme développé, non étatique ou national, que l'échange d'usage ou mieux : la répartition de moyens selon l'utilité, en fonction des besoins, deviendra le mode de comportement social normal. Mais nous en sommes encore loin. Il faut donc raisonner sur le cas où l'échange est réglé par la loi d'équivalence. Mais dans ce cas, pourquoi l'échange selon la valeur subsiste-t-il, même en l'absence de propriétaires privés des moyens de production ? Lange répond : parce que les produits sont transmis à des *consommateurs privés*, et il qu'il y a ainsi changement de propriétaire, et changement de la nature du propriétaire, ce qui est la caractéristique d'une économie marchande ; et pour que cet échange-là soit possible, il faut un équivalent monétaire c'est-à-dire une valeur et un prix, puisque le propriétaire des moyens de production (Etat) *vend* le produit au consommateur privé, et que celui-ci *l'achète*.

Là encore, Lange prend un état de choses évident dans tous les socialismes d'Etat existants pour une explication de cet état de choses. D'abord, il est inexact que toute la consommation soit privée. Dans le socialisme d'Etat comme dans le capitalisme d'aujourd'hui, une partie considérable de la con-

(1) Nous traiterons largement cette question dans la quatrième partie de cet ouvrage.

sommation est *publique*, collective et indifférenciée. Telle est précisément la caractéristique des « services publics ». Les biens de consommation, les produits physiques transférés matériellement à l'acheteur individuel (privé), c'est-à-dire « la propriété individuelle des consommateurs », selon l'expression de Lange, ne représentent qu'une partie de la consommation des individus et de groupes ou communautés sociaux divers. Une autre partie est constituée par des services et parfois des biens, mis à la disposition des individus *sans pour autant passer sous leur propriété*. Il peut arriver que le même produit ou service passe ou non à la propriété personnelle. Une route, par exemple, ou un pont, peuvent être mis à la disposition publique gratuitement, sans changer de propriétaire. La visite d'un musée peut être gratuite ou payante, sans que le musée change de propriétaire. La forme de la production de plus en plus sociale et collective, influe de plus en plus sur la forme de la répartition et de la consommation, qui tendent aussi à prendre un caractère collectif et social, de telle sorte que l'usage, ou même l'échange notamment par location, indemnité d'usage, gratification, privilèges réciproques, etc..., n'entraîne pas un changement de propriétaire.

Si donc la loi de la valeur reste liée à l'échange équivalent, ce n'est pas du côté du mode de propriété qu'il faut en rechercher l'explication, mais à la racine du phénomène qui est la source aussi bien des rapports de production que des modes de propriété, à savoir les rapports de travail qui engendrent une plus-value, expression d'une forme quelconque d'exploitation. *Le premier échange sur lequel tous les autres sont fondés n'est pas l'échange de produits, mais l'échange d'une capacité de travail contre une rétribution*. C'est-à-dire en définitive, l'échange de capacités de travail mesurées par le temps, entre elles. Si la loi de la valeur est toujours manifeste dans l'économie socialiste d'Etat, c'est parce que dans cette économie le travail, ou plutôt l'usage de la capacité de travail, reste l'enjeu d'un échange, d'un marché. Et pour cette marchandise particulière, peu importe, comme pour les produits (biens et services), que les propriétaires en soient la nation entière en tant qu'offreur de travail et les individus en tant que demandeurs d'emploi, et peu importe même que la nation ou l'Etat se confondent avec l'ensemble des individus : même dans ce cas, il y a échange par équivalence de temps de travail inégaux, entre les uns et les autres, c'est-à-dire en définitive une exploitation mutuelle, et non une exploitation de

classe. Mais Lange n'a pas poussé son investigation jusque-là et c'est bien pourquoi, en définitive, il demeure tributaire, à quelques variantes près, de l'économie politique stalinienne et non de l'économie politique socialiste d'aujourd'hui (1).

Pour se convaincre de l'impasse où se trouvent ces économies il suffit de se référer à la théorie du salaire socialiste exposée sous l'égide de O. Lange, par Z. Morecka, qui ne diffère d'ailleurs guère de tous les exposés similaires de l'économie stalinienne. Nous toucherons alors du doigt le sens réel de la crise de la pensée théorique du socialisme, car avec le salaire il s'agit précisément de la valeur du travail, c'est-à-dire de l'échange essentiel tant dans les rapports capitalistes que dans ceux du socialisme d'Etat.

b) *La théorie du salaire en Pologne.*

Je prends l'étude de Zofia Morecka comme exemple de bonne foi aveugle (1). Morecka envisage les salaires horaires rétribuant un travail productif, et nous pouvons la suivre sur ce terrain bien que ce soit une facilité, la distinction entre travail productif et improductif dans le socialisme d'Etat actuel étant des plus difficiles à établir. D'ailleurs on s'apercevra que l'analyse de Morecka, fidèle dans son ensemble aux prototypes soviétiques, concerne en fait toute rétribution d'un travail producteur de surprofit, ce qui nous suffit pour le moment.

« La catégorie salaire, dit-elle, est une des formes du revenu de consommation personnel. La prémisse la plus grande de son apparition est donc le caractère individuel de la consommation. » « Une condition particulière de l'origine de salaires comme forme spécifique du revenu de consommation personnel est la différenciation entre détention (*ownership* ; on pourrait aussi dire « propriété » au sens de *eigenschaft*) de la force de travail et propriété des moyens de production. C'est ce qui a constitué durant tout le développement de la société humaine jusqu'à aujourd'hui la base des formes spécifiques

(1) Je ne m'arrête pas sur le quatrième type de lois distinguées par Lange. Il s'agit de mécanismes partiels ou secondaires dérivés de lois plus générales, par exemple, de systèmes de crédit, de procédures bancaires, ou de la « loi de Gresham » dans le cas d'une économie monétaire.

(1) « Wages in socialist economy », in *Problems of political economy of socialism*, Varsovie, 1959.

de mise en relation du travail vivant et du travail matérialisé sous la forme de location de travail, ainsi que du salaire qui en est inséparable. Le caractère différent de la propriété des moyens de production a déterminé le contenu du travail loué et les lois qui gouvernent le niveau des salaires ».

En abolissant la propriété privée des moyens de production, le socialisme transforme ceux-ci en « propriété sociale » : toutefois « comme le travail vivant se présente sous forme potentielle — la forme force de travail — il conserve son caractère individuel, non socialisé... L'inclusion du travail vivant dans le processus de production sociale nécessite d'abord la « désindividualisation » (aliénation) de la force de travail, placée à la disposition de la société. Cela se produit par l'intermédiaire des *formes de location* de la force de travail ; la sphère des obligations, les heures de travail, ses conditions et sa rémunération étant fixées d'en haut. Et l'utilisation de la force de travail n'a lieu qu'après conclusion d'un contrat de travail, après détermination des conditions de l'échange de travail potentiel contre des salaires. Le processus de travail lui-même a lieu sous la direction de quelqu'un, dans des entreprises qui ne sont pas la propriété directe des producteurs, ceux-ci n'encourant aucun risque personnel. D'un point de vue formel, comme disait Lénine, chacun est alors un employé d'Etat ». Morecka ajoute en note que cette forme, « conditionnée par la différenciation entre la détention de force de travail individuelle, et la détention collective des moyens de production, ne peut être considérée comme un phénomène négatif de l'économie socialiste. Au contraire, elle joue un rôle important dans l'organisation et le contrôle de la répartition des ouvriers individuels dans le processus de travail, étant donné particulièrement l'immense étendue de la propriété d'Etat. Dans la propriété collective d'une moindre étendue — la propriété coopérative — le travail ne prend pas les formes d'une location et le revenu n'y assume pas la forme du salaire. » Retenons cette dernière indication, à laquelle nous allons revenir.

« La détention *sociale* des principaux moyens de production ne signifie pas que ceux-ci soient la propriété individuelle ou collective d'un sujet économique quelconque sauf de la *totalité* des ouvriers dont la société est composée. Chacun d'eux, en contact avec le processus de production sous forme de son travail, fait partie de la détention collective des moyens de production de la même façon que tous les

autres moyens constituant la propriété d'Etat... Les contradictions entre facteurs de production individuels disparaissent par suite de la fusion de la détention sociale des moyens de production et de la détention de la force de travail dans la même classe — quoique la première soit collective et la seconde individuelle. Au lieu de se subordonner le travail, le capital est subordonné aux éléments productifs réels dans l'intérêt des producteurs directs — les détenteurs de forces de travail et les co-détenteurs des moyens de production. L'aliénation du travail, le rôle limité de la classe ouvrière dans la gestion de la production, disparaissent dans la mesure où mûrissent les rapports de production socialistes, selon l'extension de la croissance de leur activation sociale. La force de travail reste une marchandise, tandis que la production et la répartition sont semblables à certains égards au travail dans leurs propres grandes entreprises. Les ouvriers remplissent cette fonction — directement ou indirectement par leurs représentants — de co-organisateurs de la production, de donneurs d'ordre et de contrôle de la production sociale, de participants dans les décisions relatives à la production et à la répartition — matériellement reliés aux résultats positifs et négatifs de leur propre travail et de celui de leurs concitoyens. Dans ces conditions, la catégorie valeur de la force de travail disparaît. Le coût nécessaire de reproduction de la force de travail est par suite la limite objective inférieure d'un fonds de salaire donné ; il n'est pas aliéné ; toutefois, il ne prend pas la forme de valeur — le sujet d'un échange entre ouvriers et « donneurs de travail ». La dynamique salariale signifie avant tout des changements dans la grandeur du revenu national, et non les conditions de la reproduction de la force de travail. Les salaires qui apparaissent superficiellement comme l'équivalent monétaire — et par suite comme le prix — du travail, ne sont donc plus les valeurs de la force de travail, mais les valeurs de biens nouvellement produits. L'entreprise planifiée, sur la base d'une analyse des exigences d'une loi de reproduction de la force de travail et du coefficient de production brute de l'équivalence de travail

I

———, définit la part des salaires dans le revenu national.

$I + m/v$

Ce sont les formes fondamentales aux niveaux global et individuel. »

Et l'auteur résume cet incroyable tissu de contradictions de la façon suivante : « les salaires, dans un système socialiste, ne sont pas les prix de la force de travail, quoique celle-ci continue à être une marchandise ; le double caractère des salaires et leur rôle comme « prix du travail » est cependant maintenu dans l'économie nationale. Le double caractère des salaires consiste dans le fait qu'ils sont simultanément des formes concrètes d'un *revenu personnel* et les éléments des coûts de production » (1).

Comme on voit qu'en effet l'économie politique a changé de sens dans le socialisme d'Etat ! Chez Marx il s'agissait d'une *critique* de l'économie politique, c'est-à-dire de l'état de choses existant ; chez Morecka et tant d'autres, c'est une *apologie*. Peut-être les conditions du socialisme d'Etat n'appellent-elles aucune critique ? Que l'économie politique, tout comme le roman et la poésie, ne peut y être que positive ? L'administration peut voir ainsi les choses, comme l'ont toujours fait les classes et groupes dirigeants ; mais le peuple salarié les observe d'un autre œil, comme on s'en est aperçu en 1953 à Berlin, en 1956 à Budapest, Poznan, Varsovie et ailleurs. Là, le salarié socialiste a opéré une critique de l'Etat de choses existant, de l'économie politique socialiste officielle. Marx était de son côté ! On comprend mieux pourquoi en examinant les affirmations comme celles de Lange et de Morecka, qui n'ont pas même l'avantage de se tenir debout formellement.

D'abord, qu'est-ce que décrit l'auteur ? La réalité polonaise ou soviétique ? Des textes administratifs officiels ? Une théorie générale ? Une philosophie économique ? Ni l'un, ni l'autre de tout cela, il me semble, de sorte qu'il faut d'abord savoir ce que représente cette analyse courante. L'auteur dit qu'elle parle du salaire chez l'ouvrier productif, c'est-à-dire du salaire horaire direct de l'ouvrier industriel. Mais en même temps, elle se réfère à des déterminations très générales et abstraites, telles que « détention collective », « propriété indi-

(1) Je m'en tiens à ces affirmations, bien que Z. Moreska se contredise encore un peu plus loin en écrivant que la stabilité du coefficient d'échange travail/salaire et sa différenciation, ainsi que le double caractère du salaire « font que les salaires jouent dans une certaine mesure le rôle de prix du travail même dans une société socialiste ». Ces incertitudes sont bien révélatrices de l'impasse où se trouvent ces théoriciens, contraints à justifier l'état réel de la société où ils vivent et en même temps à respecter des définitions rendues intangibles par le pouvoir d'Etat.

viduelle », « échange », etc.. Ou bien Morecka décrit les rapports concrets de salariat dans l'entreprise, ou bien elle présente une formalisation des rapports de salariat dans une économie socialiste ; en fait, elle mélange les méthodes, ce qui accentue les contradictions qu'elle révèle. Essayons de débrouiller cela.

D'abord, Morecka constate une différence entre le mode de propriété sur les moyens de production et sur la force de travail, c'est-à-dire sur l'outillage et sur les personnes des travailleurs. Juridiquement, il en est ainsi, quoique pour une partie seulement des moyens de travail (la production agricole et artisanale restant largement en dehors de la propriété nationale). Mais ni pratiquement, ni théoriquement, les choses ne sont telles. Les moyens de production non-privés appartiennent à l'Etat, et non à la « collectivité », les ouvriers d'une entreprise n'étant pas propriétaires de celle-ci, ni même ses « autogestionnaires ». Or l'Etat, comme entité juridique, n'est pas identique à l'ensemble des individus citoyens de l'Etat, même par l'intermédiaire d'organismes administratifs et politiques supposés représentatifs. L'Etat se constitue comme forme juridique stable et intangible justement pour échapper aux incertitudes des répartitions et fluctuations des individus ou groupes d'individus particuliers, et pour que les uns y soient dominés par les autres. C'est tout aussi vrai pour une collectivité où n'existent pas deux grandes classes économiquement antagonistes, du moment que cette collectivité ne peut se passer d'un Etat (qu'on suppose précisément devoir *disparaître* si le socialisme s'épanouit) ; « l'Etat de tout le peuple » n'échappe pas lui non plus à cette règle, à supposer que cette nouvelle formule ait un sens. Ainsi, dire que le travailleur salarié est propriétaire des moyens de production en tant que membre de l'Etat, c'est ne rien dire. C'est l'Etat et non chaque salarié, qui est propriétaire. En outre, de nombreux citoyens ne sont pas salariés : femmes mariées, en grand nombre, enfants, vieillards, malades et invalides, internés (pénaux et psychiatriques) ; pourtant ils vivent de quelque chose, bien ou mal. Si le travailleur participe à la propriété des moyens de production, ce n'est donc pas en tant que citoyen de l'Etat, *mais en tant qu'il reçoit un salaire*, c'est-à-dire une rémunération pour un travail exécuté, grâce aux moyens de production dont dispose l'Etat.

Z. Morecka, d'ailleurs, admet que le salarié reçoit un salaire non seulement comme co-participant à la propriété de l'Etat,

mais surtout comme détenteur personnel de sa force de travail, qu'il loue. En effet la capacité de travail est, vue superficiellement et à sa source, une *qualité* personnelle de l'individu, quelque chose qui lui est propre et ne peut pas être détaché de lui. C'est pourquoi il ne peut pas la vendre comme un objet extérieur à lui, mais ne peut que la louer pour un temps déterminé et dans des conditions déterminées, sauf lorsqu'il en use directement à ses propres fins. Et il la loue pour qu'elle ait des effets. Ces effets sont les produits et services appropriés par lui-même ou par d'autres et destinés à l'échange. Ces productions peuvent alors devenir la propriété juridique d'autrui. Mais ces caractéristiques particulières de la force ou capacité de travail ne concernent que cette capacité *brute*, même *potentielle* ou virtuelle. Ce que tout individu détient naturellement, c'est seulement la *possibilité* d'user de ses capacités et de son comportement dans une activité que l'on appelle travail ; cette possibilité dépend en principe de sa propre décision et de son choix ; c'est seulement dans cette mesure que l'on peut dire que la capacité de travail est une propriété personnelle, alors que les moyens de travail matériels (outillage) sont une propriété d'Etat ou sociale.

Car en société les choses se présentent autrement : les capacités individuelles et naturelles ne deviennent opératoires, d'usage efficace, que si elles sont éduquées, et engagées dans un processus de production qui les socialise immédiatement. Autrement dit, la capacité de travail ne peut être mise en œuvre dans des relations techniques précises que si elle a déjà subi l'empreinte de la société par l'intermédiaire d'une éducation et d'un apprentissage. Elle est le fruit des entreprises familiales, de groupes, scolaires, collectives et étatiques. De génération en génération, elle perd son caractère naturel pour être immédiatement socialisée, chez l'enfant et l'adolescent, dans des rapports capitalistes comme dans des rapports socialistes ; elle est affaire sociale, collective, et non individuelle.

Il subsiste bien entendu, quelque chose d'ambigu dans cette situation, car si la capacité de travail est devenue un objet social et collectif par son mode de formation et d'entretien, elle reste attachée à une propriété personnelle, corporelle, qui est la volonté de choisir son mode d'emploi. Mais cette volonté, que l'on prend volontiers pour un comportement naturel, n'est elle-même que la résultante de la constitution sociale capitaliste, qui a fait les individus juridiquement libres de louer leur

capacité de travail à qui bon leur semble : dans l'esclavage antique ou moderne, dans le servage classique, l'individu ne pouvait louer ses capacités brutes ou éduquées car il n'en avait pas la libre disposition ; toute sa personne avait un propriétaire, était elle-même un objet échangeable, bref était un élément collectif de l'économie.

En somme, le socialisme d'Etat développe sur ce point les mêmes relations que le capitalisme : le salariat y subit des contraintes analogues, et entraîne les mêmes crises. Morecka reconnaît en outre que les individus sont entraînés dans des rapports de salariat pour les mêmes raisons que sous le régime de l'employeur privé capitaliste : parce qu'il y trouve le seul moyen de louer ses forces, et que celles-ci sont la seule valeur d'échange qu'il y ait à offrir pour avoir accès au marché de consommation. De sorte que la nationalisation totale des moyens de production accentue encore l'obligation où se trouve l'individu de devenir un salarié, puisqu'il ne peut « s'établir à son compte » sur un marché totalement contrôlé et qu'il ne trouve devant lui qu'un seul type d'employeur, l'Etat (1).

Il n'y a donc pas une opposition radicale entre le caractère étatique de la propriété des moyens de production et le caractère personnel de la propriété des forces de travail. De toutes façons dans les relations socialistes ou capitalistes, les uns et les autres sont socialisés, mais cette socialisation, au sens formel et profond du terme, ne modifie pas le caractère

(1) Morecka écrit assez franchement : « on peut dire que toute personne normale et saine éprouve le besoin d'employer son énergie vitale à un certain âge, mais cela ne doit pas nécessairement prendre la forme d'un travail rémunéré dans un emploi. Bon nombre de femmes, par exemple, se trouvent très bien chez elles, les intellectuels fuient les obligations organisées, etc. En négligeant certains emplois particulièrement désirables, ou l'entraînement social, il est nécessaire d'affirmer qu'une majorité appréciable des membres de la société se mettent au travail en général (dans n'importe quelle sorte d'emploi) sous la pression de l'obligation économique. Celle-ci agit comme elle le faisait parmi le prolétariat de l'époque capitaliste, quoique sous une forme atténuée due à la construction sociale, car elle est en même temps tout à fait universelle. Car le travail, consistant avec les concepts économiques du socialisme, est le seul titre à obtenir une part du fonds de consommation. « Celui qui ne travaille pas, ne mange pas » est l'un des principes cardinaux du socialisme.

Par suite de la survivance dans les conditions du socialisme de la consommation privée, organisée sur une base familiale, l'obligation économique agit avec une force particulière sur le principal chef de famille qui « gagne le pain ». En pratique, il n'a pas à choisir : travailler ou ne pas travailler ; il doit travailler pour entretenir lui et sa famille ».

essentiel du salariat qui est d'être une relation d'échange. Et c'est là qu'en effet, l'absence d'une classe de propriétaires privés modifie les relations d'échange, mais nullement dans le sens qu'imaginent les économistes qui suivent O. Lange ou l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S.

Morecka affirme ici que le travail est le « sujet d'un échange entre l'ouvrier et la société », mais que cet échange ne se produit pas selon la valeur. Il résulterait de là que la valeur n'est pas liée à l'échange, mais tout simplement au *partage* ou répartition du revenu national net. C'est cet imbroglio théorique qui entraîne les principales confusions que nous venons d'examiner.

Que signifie un échange entre l'ouvrier et la société dans le cas du salaire ? Nous supposons ici une « société socialiste » où n'existeraient absolument que la propriété d'Etat ou nationale et une population active « salariale ». D'abord, si « la société » — ou l'Etat ou la nation, peu importe l'étiquette pour notre analyse — signifie l'ensemble des individus qui la composent, y compris les individus non rémunérés, l'échange a lieu entre l'ouvrier et l'ensemble ou chacun des autres citoyens. Supposons même que « la société » ne soit composée que de travailleurs rémunérés pour un travail direct quelconque, productif ou improductif. L'échange aura lieu, par définition, entre chaque ouvrier et chaque autre ouvrier, ou l'ensemble des autres ouvriers. Il y aura donc une relation d'échange en théorie individuel, mais pratiquement entre classes d'échangistes. « La société » n'est pas une classe que l'on puisse contraposer à chaque individu ou sous-ensemble d'individus, si elle est constituée de l'ensemble des individus. Ce qui peut se produire, ce sont des échanges entre parties d'un même ensemble ou entre deux ensembles. Cet ensemble est celui des individus non-propriétaires des moyens de production, et propriétaires d'une capacité d'échange. Tel est le cas théorique. Mais dans ce cas, quel est le sujet dont la propriété des moyens de production est l'objet ? Si ce n'est pas chaque individu, ni l'ensemble constitué par leur somme, ce doit être soit un sous-ensemble particulier de cet ensemble, soit une entité transcendant l'un et l'autre, et acceptée comme telle, soit une combinaison des quatre éléments (l'individu, le sous-ensemble, l'ensemble, l'entité).

Selon Morecka, c'est « la société », l'ensemble des individus, qui possède l'appareil de production et en dispose. Mais chaque individu ne peut en disposer, économiquement

parlant, que pour une part de son produit, qui est le salaire individuel. Chaque ouvrier ne serait ainsi qu'un co-proprétaire, et non un propriétaire. Dans la mesure où il ne détient même pas cette part du produit matérialisé par le salaire, il est un non-propriétaire ; dans ce cas, il n'a pas à proprement parler d'existence : « qui ne travaille pas, ne mange pas ». Ce que crée cette situation, ce ne serait pas, à strictement parler, un échange ; ce serait un *partage*, répartition d'un produit. En somme, parler d'un échange entre l'individu et la société constitutif du salaire, c'est une expression vague et trompeuse, et il vaudrait mieux dire qu'il s'agit de la part qui revient à chacun sur un produit social. Cette théorie, comme je l'ai déjà signalé, a d'ailleurs un ancêtre dans l'économie politique capitaliste libérale, notamment celle de Stuart Mill (1). Le salaire de l'individu n'est que la quote-part qui lui revient sur la *valeur* du produit social, au prorata de sa quantité et de sa qualité de travail, défalcation faite de la rémunération des capitaux, de dépenses sociales, etc...

Pourtant, même dans une économie socialiste théorique, il s'échange quelque chose d'individu à individu, de groupe à groupe, d'individu à groupes, et de groupes à individus. Lorsqu'il s'agit des produits, ou de services, il n'est pas trop difficile de tracer le graphe des échanges possibles. Après tout, ces échanges existent, sous les formes les plus diverses, dans tous les systèmes économiques, même les plus rudimentaires ; et l'échange se substitue au don, à la prestation et au partage direct à mesure que l'on élève dans la complexité des systèmes socio-économiques jusqu'au capitalisme et au socialisme d'État. Du point de vue de la gestion empirique du système, même sous une forme consciemment réglée, il est toujours possible, sinon aisé, de formuler les règles juridiques ou coutumières, de ces échanges. C'est en somme ce que font les Bastiat soviétiques et même polonais, qui décrivent les mécanismes économiques de leurs États dans le lexique du capitalisme, et même du capitalisme à son extrémité, à l'époque où il se désintègre. Mais ces descriptions ne donnent pas l'explication qui se trouve à la racine de toutes les autres : à savoir comment l'échange de produits à leur valeur se trouve réglé par l'échange spécial qui est celui de l'exercice d'une capacité de travail ou d'une dépense de force de travail, contre un salaire.

(1) Voir dans *La classe ouvrière et le régime gaulliste* l'étude sur « l'accord Renault est-il un « contrat social » ? » (1954).

Le salaire représente une part variable du fonds de consommation. Mais avant d'être convertie en consommations, il faut qu'elle ait été créée, produite, et elle n'a pu l'être qu'à travers un échange d'un type particulier, qui est l'échange travail/salaire. Mais cet échange lui-même n'a pas de réalité économique fondamentale, ni dans des relations capitalistes, ni dans celles du socialisme d'Etat, car cet échange à quantités supposées égales (une quantité de dépense de travail = une quantité de salaire) est l'illusion derrière laquelle se cache l'autre, essentielle dans toute économie, marchande, capitaliste, ou socialiste d'Etat : l'échange que fait le détenteur des moyens de travail entre la valeur (ou prix) des *produits* échangés sur le marché, et la valeur du *salaire* qui rémunère la production de ces produits. Or, cet échange est manifeste dans le socialisme d'Etat, comme dans le capitalisme, bien qu'il n'y ait plus de propriétaires privés des moyens de production.

L'échange, c'est-à-dire un marché, implique strictement la valeur d'échange, et toutes les affirmations contraires témoignent simplement d'un refus de voir les choses en face. L'échange équivalent n'est donc pas une particularité propre à la circulation des marchandises destinées à la consommation ; c'est une loi dont la validité s'étend à, ou plutôt prend racine dans l'échange qui crée la valeur des marchandises produites, c'est-à-dire celui qui s'établit entre le détenteur de capacité de travail et l'employeur de cette capacité ; même si cet employeur est l'Etat et même si l'on définit l'Etat comme l'ensemble des citoyens, y compris les travailleurs, du pays tout entier.

Tout ceci devient beaucoup plus clair lorsque Z. Morecka explique que c'est la « reproduction de la force de travail », qui est la modalité sous laquelle apparaît le salaire, moyen direct de reconstituer la partie personnelle et corporelle de la capacité de travail (l'autre partie étant la contribution de l'Etat à l'éducation, la santé, les loisirs, les transports, etc... contribution qui dérive de la partie de la plus-value appelée « salaire indirect » ou « social »). Cette reproduction doit avoir lieu en tenant compte de deux contraintes :

1. L'existence nécessaire d'un salaire minimum vital destiné à l'entretien de la capacité de travail des individus et de leur famille.

2. La caractéristique du salaire comme coût de production dans l'entreprise qui doit être minimisé par rapport au coût des autres facteurs de production et à la valeur du produit total.

La limite inférieure d'un salaire s'explique toute seule : l'ouvrier, même socialiste, doit rester vivant. Quant au coût, Z. Morecka s'explique ainsi : « la tâche principale des entreprises socialistes est la maximisation du produit social pour un intrant donné de travail vivant et matérialisé... » L'un des rôles du salaire direct, c'est celui d'un coût, « dont la réduction doit être d'autant plus forte que son poids est fort dans la structure de coût des entreprises, ou des produits. Abstraitement parlant, on peut obtenir cette réduction soit en diminuant l'intrant en travail par unité de produit, soit en réduisant les salaires par unité. Il me semble que les réalités des conditions socialistes permettent l'application de la seconde méthode, pourvu qu'elle soit liée à une augmentation simultanée du pouvoir d'achat de la monnaie, qui garantira en fin de compte que les unités de travail se maintiennent à leur niveau réel. L'expérience nous apprend cependant que des changements dans le niveau des salaires nominaux entraînent des réactions affectives beaucoup plus fortes que des changements dans le mouvement des salaires réels. C'est pourquoi le désir de diminuer les coûts en travail par réduction des taux doit être exclu en principe dans la gestion de l'économie socialiste ».

Cette dernière affirmation se passe de commentaires. Les réactions des salariés ouvriers montrent précisément ce qui leur importe en tant que salariés : que la valeur de leur travail direct soit estimée au maximum, car c'est la seule dont ils ont la disposition immédiate, alors que la valeur du salaire « réel » dépend d'une manipulation des prix, qui leur échappe. Autant dire que l'ouvrier salarié socialiste comprend fort bien ce que l'économiste socialiste fait semblant de ne pas comprendre. Et s'il ne veut pas le comprendre, c'est parce qu'il ne veut pas admettre que la lutte pour l'appropriation de la plus-value reste dans une économie de transition que peut être le socialisme d'Etat, l'enjeu le plus chèrement disputé d'une lutte de classes à l'intérieur de la nation et internationalement, quoique les classes en question ne soient pas la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat. C'est cette crainte qu'expriment, comme Z. Morecka, tous les économistes officiels du socialisme d'Etat : « la propriété sociale des moyens de pro-

duction fondamentaux et le statut universel comme ouvriers des membres de la société socialiste, signifient la liquidation des divisions de classes et de groupes sociaux des entrepreneurs privés qui considèrent les salaires exclusivement du point de vue de la production (pour le profit privé). La contradiction entre l'attitude envers les salaires comme revenu et leur considération comme coût, se transforme d'une manifestation de lutte entre classes en un conflit interne à chaque niveau de la gestion ». Mais comment y aurait-il « conflit interne », à défaut de « lutte entre classes », si l'enjeu n'en était pas la valeur d'échange inscrite dans le travail et dans les produits du travail, c'est-à-dire en définitive dans la grandeur de la plus-value extraite du travail ouvrier dont la maximisation est l'objectif de l'industrie d'Etat comme de l'industrie privée ?

En reconnaissant cela, les économistes du socialisme d'Etat auraient pu approcher la signification de l'exploitation mutuelle, caractéristique de ce régime. Mais il leur faudrait pour cela se livrer à une critique d'un régime dont ils se font par crainte ou naïveté les apologistes, et que les révoltes ouvrières n'ont pas encore réussi à ébranler — jusqu'à présent.

c) *Les conceptions initiales de O. Lange.*

Les opinions de O. Lange examinées plus haut résultent de son activité comme membre de la direction économique de l'Etat polonais après 1945. Mais ces opinions plongeaient leurs racines dans les idées qu'il avait émises dès 1936, aux U.S.A. (1). Il avait été stimulé par Von Mises, qui démontrait que le « calcul économique » était impossible en l'absence d'un marché et d'un système de prix fondé sur le marché. Lange répond que le calcul est tout à fait possible dans un système socialiste fondé sur la propriété d'Etat des grands moyens de production, à trois conditions : que les salariés aient le libre choix de l'emploi ; que les consommateurs aient le libre choix d'accès aux produits et services ; que les prix planifiés soient calculés à la marge par essais et erreurs, selon les règles d'un quasi-marché ; toutes conditions qui lui paraissent réunies dans le seul socialisme d'Etat d'alors, celui

(1) Dans « On the economic theory of socialism », *Review of economic studies*, oct. 1936 et févr. 1937.

de l'U.R.S.S. Les difficultés ne pourraient venir, à son avis, que du côté social : une bureaucratie dont dépendrait le calcul de l'allocation des ressources risquerait de se tailler une part trop belle, et elle pourrait être incompétente (2).

Les textes de Marx, d'Engels, de Kautsky, de Trotsky, et même de Staline, cités par Lange, prouvent suffisamment, à son avis, « que les auteurs principaux de l'école marxiste ont été et sont parfaitement conscients de la nécessité d'un système de prix dans une économie socialiste. Il est par conséquent très exagéré de dire que les socialistes marxistes n'ont pas vu le problème et n'y ont pas proposé de solution. La vérité, c'est qu'ils n'ont vu et résolu le problème que dans le cadre de la théorie de la valeur-travail, ce qui les a soumis à toutes les limitations de la théorie classique. Mais il faut noter qu'en Italie, sous l'influence de Pareto, les écrivains socialistes se sont beaucoup plus avancés dans ce domaine. La différence entre la position marxiste traditionnelle dans ce problème et la position moderne n'est qu'une différence dans la technique appliquée. Seule la technique offerte par l'école moderne de l'analyse marginale permet de résoudre le problème de façon satisfaisante. Le défi du Pr. Mises a eu le grand mérite d'inciter les socialistes à chercher une solution plus satisfaisante, et il n'est que trop vrai que nombre d'entre eux n'ont découvert sa simple existence qu'après ce défi ».

Dès cette époque, par conséquent, Lange a tenté de combiner une conception « marxienne » de l'allocation des ressources, par l'intermédiaire d'un système des prix à la marge, dans un système socialiste, avec la « technique » marginaliste d'analyse des prix, c'est-à-dire aussi du prix du travail, à savoir le salaire. Il n'a pas trop de peine, pas plus que plus tard Schumpeter, Taylor ou Dickinson, à montrer qu'un système des prix, résultant d'échanges sur un marché ou un quasi-marché, opérant par essais et erreurs, est concevable. Mais il n'y parvient qu'en laissant tomber une question fondamentale, qui est celle de l'exploitation de la force de travail dans un

(2) « Pour être exact il faudrait comparer ces fonctionnaires publics avec les fonctionnaires de sociétés anonymes dans le capitalisme, et non avec les petits entrepreneurs privés. L'argument perdrait alors beaucoup de sa force. La discussion de cet argument appartient au domaine de la sociologie plutôt qu'à celui de la théorie économique, et nous ne le retiendrons donc pas ici. Mais en l'écartant nous ne voulons cependant pas nier sa grande importance. En vérité, nous estimons que le *vrai danger qui menace le socialisme est celui de la bureaucratisation de la vie économique*, et non le problème de l'allocation des ressources. » *L. c.*

tel système. Le marché dont parle Lange est celui où s'échangent des produits et où coopèrent des « facteurs de production ». Le travail n'est qu'un de ces facteurs, et le salaire la rémunération de ce facteur. Dans ces conditions, il ne se pose pas la question essentielle, qui résulte de la distinction fondamentale entre la marchandise-capacité de travail et les marchandises-produits et services. Or, cette distinction introduit deux éléments essentiels : l'un, c'est que le marché du travail est *logiquement antérieur* au marché des produits, celui-là commandant celui-ci ; l'autre, c'est que le premier marché fonde une distinction de classe, qui est l'essence des rapports capitalistes. Si ces deux éléments sont présents, il existe une forme quelconque d'exploitation, même dans le cadre d'un socialisme d'Etat.

Lange écarte cette question parce qu'il considère que la théorie de la valeur travail ne présente qu'une « différence dans la technique appliquée » avec la théorie marginaliste. Il a maintenu, beaucoup plus tard, cette appréciation, tout en estimant que l'on pouvait greffer une analyse marginaliste du prix de marché du travail sur une analyse des coûts du travail en valeur. Mais, qu'il s'agisse d'une « différence dans la technique » d'analyse ou d'une combinaison de deux conceptions, le problème de l'exploitation et de la signification du salaire reste entier. C'est d'ailleurs dans une autre voie que sont entrés les réformateurs économiques de l'U.R.S.S. Lorsque Lange élabore une expression mathématique des schémas de la reproduction simple et élargie de Marx, applicable aux relations socialistes, on se demande s'il se rend compte du genre de conversion que cela suppose. Car Marx analyse précisément des relations capitalistes, dans lesquelles pl , la plus-value, résulte d'une frustration foncière. Et il ne suffit pas d'appeler la plus-value « profit social » ou autrement, à l'intérieur de schémas homologues, pour faire disparaître la fonction elle-même (1). Mais il suffit de considérer que « le problème

(1) « Dans la littérature soviétique, le terme pl s'appelle souvent : produit pour la société (terme utilisé par J. Staline dans son livre *Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*). Cependant, pour conserver une terminologie monolithique au terme pl dans le processus productif, aussi bien dans le système capitaliste que dans le système socialiste, nous l'appellerons : valeur du produit supplémentaire. » (*Teoria reprodukci i akumulacji*, Varsovie, 1961. Trad. en espagnol, *Teoria dela reproduccion y de la acumulacion*, La Havane, 1967. Voir également *Introduction to econometrics*, 1959, et *Economie Politique*, tome I, Problèmes généraux, Paris, 1962).

économique est un problème de choix entre alternatives », à la façon de Pareto ou de Robbins, pour que s'évanouisse le lien essentiel qui lie l'économie politique et les rapports de classe, c'est-à-dire le phénomène de l'exploitation.

Ce que Von Mises répondit à Lange ne relève évidemment pas de cette critique, mais des principes du capitalisme concurrentiel. Le critère du succès dans l'allocation des ressources, c'était et cela reste le profit en capital, c'est-à-dire la plus-value maxima que le capital peut tirer du travail des salariés. Le calcul économique, de ce point de vue, n'est pas une affaire de gestion, mais de libre emploi des capitaux, ce qui suppose pour Von Mises la propriété du capital. « La question, dit-il, est la suivante : dans quelles branches la production devrait-elle être accrue ou restreinte ? Dans quelles branches l'objectif de production doit-il être modifié ? Quelles nouvelles branches doivent être ouvertes ? A ces sujets, il est vain de citer l'honnête gestionnaire de société et son efficacité éprouvée. Ceux qui confondent la fonction d'entrepreneur et la gestion ferment les yeux sur le problème économique. Dans les conflits du travail, les parties ne sont pas la gestion et les travailleurs, mais l'entrepreneur (et son capital) et les employés salariés » (1). Si ces conditions sont abolies dans un système socialiste, tout calcul économique réel, et tout système de prix réel sont impossibles.

On pourrait conclure cet aperçu en faisant la remarque suivante : ni Lange, ni Mises ne mettent le doigt sur le problème réel. Lange transfère à des relations socialistes d'État supposées rationnelles les mécanismes de l'exploitation capitaliste (rationnels à leur façon), ce qui laisse pendant le problème *social* de la transition ; il décrit donc comme pleinement socialiste un régime qui ne l'est pas. Quant à Mises, il nie l'efficacité du calcul économique socialiste (c'est-à-dire soviétique), mais c'est parce qu'il ne peut admettre qu'à un système d'exploitation s'en est substitué un autre. Ni l'un ni l'autre ne nous font pénétrer dans les vrais ressorts actuels des socialismes d'État.

C) Kantorovitch et le retour à Pareto.

On pourrait énoncer une sorte de théorème de la façon suivante : plus on s'écarte de la conception de la valeur-travail (Marx), plus on se rapproche de la théorie de l'utilité

(1) *Human action*, 1949, p. 704.

optima des facteurs (Pareto). C'est précisément le chemin que sont en train de parcourir certains rénovateurs de la théorie économique soviétique. Toute idée que l'utilisation optima des facteurs recèle et a toujours recélé un phénomène d'exploitation, de spoliation, leur échappe, du moins en ce qui concerne l'U.R.S.S. Ils l'admettent lorsqu'il s'agit des rapports capitalistes (concurrentiels), mais non dans le Socialisme d'Etat. Pourtant, c'est justement Pareto qui a montré que l'allocation des ressources dans le collectivisme intégral où n'existe pas de propriété privée des moyens de production et d'échange, se ramène au cas de la concurrence, ou s'effondre. Pareto est pour le marxisme un beaucoup plus rude adversaire que Von Mises ; et pour répondre à Von Mises, O. Lange s'est justement inspiré de Pareto, comme l'a fait plus tard Kantorovitch.

Les réformateurs de l'économie soviétique, ou plus exactement de la planification en U.R.S.S., ne s'inspirent pas tous de ce nouveau « marginalisme soviétique », loin de là. Toutefois, ce qui est intéressant pour nous c'est de constater que les uns et les autres s'inspirent *de modèles excluant radicalement tout phénomène d'exploitation*. Il vaut donc mieux examiner la position de ceux qui vont jusqu'au bout de leur pensée, comme Kantorovitch, en notant dès à présent les deux points suivants :

1. Tous les économistes réformateurs de l'U.R.S.S., aussi différents que Liberman, Kantorovitch et Stroumiline, estiment que leurs méthodes de planification sont compatibles avec la théorie de la valeur-travail de Marx ; aucun ne remet en cause la propriété de l'Etat sur les grands moyens de production et sur la terre.

2. Nombreux sont les observateurs de l'économie bourgeoise ou capitaliste qui estiment que la programmation par optimisation des facteurs remet en cause la validité de la théorie de la valeur-travail (1).

(1) Par exemple : « ... Compte tenu des réformes en cours, n'est-il pas évident que des sources importantes d'inefficience doivent se démontrer transitoires ? Ainsi, les russes ne se sont-ils pas déjà libérés en quelque mesure de l'emprise de la théorie de la valeur-travail, et n'est-il pas vraisemblable qu'ils continueront à le faire ? La tendance croissante à se servir des techniques mathématiques et d'ordinateurs les plus modernes ne signifie-t-elle pas que le processus de décision central deviendra plus rationnel ? Et n'est-il pas possible que le processus de décision soit substantiellement décentralisé ? ». A. Bergson, *The economics of Soviet planning*, 1964, p. 356.

3. Aucun économiste de l'U.R.S.S. ou des pays capitalistes n'estime que la théorie de la valeur-travail implique nécessairement, en U.R.S.S. comme ailleurs, une forme quelconque d'exploitation.

C'est cette situation étrange qu'il faut essayer d'expliquer.

Kantorovitch, pour sa part, écrit dans l'avant-propos de son livre (2) : « ...Un système d'évaluations de la production, correspondant aux conditions concrètes et défini objectivement par la situation générale de l'économie, est un instrument efficace d'analyse économique lorsqu'on recherche la meilleure utilisation des ressources. Ces évaluations répondent aux dépenses *totales* en travail social nécessaire, dans le plan optimal, pour assurer la production d'une unité des divers biens économiques... Il convient... de préciser le sens économique des nouveaux indices et d'établir leurs liens avec les catégories économiques habituelles. Puisque ces indices apparaissent lors des recherches quantitatives objectives des phénomènes économiques ils doivent s'intégrer dans le corps de la théorie de la valeur-travail. » De façon encore plus nette, Kantorovitch écrit : « Sur le plan des principes, l'auteur suit la théorie économique de K. Marx et fonde son analyse sur le caractère objectif des lois économiques du socialisme. Son intention n'est pas de procéder à une analyse des catégories économiques de la société socialiste. Son dessein, à la fois plus limité et plus pratique, est d'élaborer une méthode de calcul économique permettant de dresser des plans se rapprochant, autant qu'il est possible, du plan optimal et de dégager une méthode de résolution des questions d'ordre économique, afin de mieux utiliser nos possibilités et accroître ainsi le volume de la production » (p. 8).

(2) Le livre de L.V. Kantorovitch a été traduit en français : *Calcul économique et utilisation des ressources* (Paris, 1963). On trouve des commentaires de son orientation dans R. Bordaz, *La nouvelle économie soviétique, 1953-1960*, Paris, 1960, (notamment le ch. 2 de la deuxième partie : « Le débat sur la valeur et les prix ») ; H. Denis et M. Lavigne, *Le problème des prix en Union Soviétique*, Paris, 1965, qui donne un exposé complet de la question ; H. Denis, « Planification et Socialisme », et J. Marzewski, « Réponse à H. Denis », in *Annuaire de l'U.R.S.S. 1967*, Paris, 1968. Voir également : V.S. Nemtchinov : « Méthodes de détermination de la valeur et des écarts prix-valeur », in *L'U.R.S.S.*, tome II, Paris, 1964 ; W. Novochilov, « Théorie de la valeur-travail et mathématique », *Cahiers d'Etude des Sociétés Industrielles et de l'automatisation*, n° 8, 1966-1967 ; C. Bettelheim, *La transition vers l'économie socialiste*, Paris, 1968 (ch. 6, « Le problème des prix dans les pays socialistes d'Europe. Quelques réflexions à propos d'un débat récent ») ; M.L. Lavigne, *Le capital dans l'économie soviétique*, Paris, 1961.

Apparemment, Kantorovitch ne considère qu'un problème : celui de la rentabilité maxima du système économique, à partir d'un calcul d'optimisation portant sur l'utilisation la plus rationnelle des facteurs de production. La définition quantitative de ces facteurs est appelée « évaluation objectivement déterminée » (c'est-à-dire évaluation du coût objectif), par opposition à l'évaluation a priori, considérée comme arbitraire (1).

En ce qui concerne le travail, « l'évaluation objectivement déterminée » est une mesure de temps : le volume d'heures de travail par produit, groupe de produits, ou opérations complexes, et c'est en ce sens que Kantorovitch estime qu'il reste fidèle à la conception de Marx, et qu'il part d'une appréciation des faits concrets de la production, et non des prix, qui ne peuvent être que des résultantes : « Les évaluations o.d. ont avant tout un caractère concret ; elles sont définies par la situation concrète et sont établies en relation étroite avec toutes les conditions du problème : assortiment de la production, nombre d'entreprises de chaque type, capacités de production pour chaque article » (p. 35). « Un secteur donné de l'économie nationale (entreprise, branche, région économique) dispose, pendant la période considérée, de ressources définies en facteurs de production de base (main-d'œuvre, équipement, capacités de production, matières premières, produits semi-finis, énergie électrique, ressources naturelles). » Ainsi, la main-d'œuvre, comme travail vivant, est un facteur de production comme les autres, même si elle est évaluée en temps de travail, ce qui est le point de vue bourgeois classique sur la question, et non spécifiquement marxiste.

En outre, Kantorovitch classe ces facteurs de production d'une façon qui s'écarte encore plus de l'analyse de Marx :

(1) « Les évaluations o.d. sont définies par la mesure de l'intégralité des dépenses nécessaires de production, dans les conditions données. Il nous paraît justifié d'employer le terme « évaluation », et non pas « valeur » ou « prix », car les évaluations retenues possèdent, dans une certaine mesure, un caractère limité et local puisque nous procédons à l'analyse des dépenses et à la construction du plan, non pas pour l'économie nationale (de la société socialiste) dans son ensemble, mais seulement dans les limites du complexe d'entreprises considéré... L'expression « dépenses nécessaires » (de travail) nous apparaît mieux appropriée, dans le cas considéré, que l'expression « socialement nécessaire », car l'analyse des dépenses n'est pas effectuée ici pour la société dans son ensemble... »

1. Les facteurs *proportionnels*, dont la dépense dépend de la structure du produit (par exemple les pneus pour une automobile) ;

2. Les facteurs à dépenses *constantes*, dont le volume est indépendant du volume de la production (par exemple le gardiennage ou le chauffage) ;

3. Les facteurs *illimités*, ou surabondants (l'eau ou certains équipements) ;

4. Les facteurs *variables*, en quantité limitée, dont la dépense par unité de produit dépend du choix des moyens de production, mais supposée indépendante du volume de la production. Ces facteurs sont les plus importants et sont : la main-d'œuvre, la capacité de production par type d'équipement, l'énergie, les locaux, certaines matières premières, etc. A noter qu'ici Kantorovitch analyse les dépenses d'heures de travail en divisant celles-ci en temps-machine et temps-homme : « heure de travail de la main-d'œuvre affectée aux machines, temps d'utilisation des machines-outils elles-mêmes, de graissage, de montage et d'autres services » (1).

Que signifie cette analyse des facteurs ? Que la dépense de travail est ramenée au rang de facteur limité, variable et proportionnel, dans un ensemble qui vise à la programmation optimale d'un complexe de production et de produits. Cette conception est tout simplement celle des économistes bourgeois « modernes ». Elle ignore complètement le fait que le travail est lié au surtravail, et qu'il est la source de la valeur de tous les autres facteurs. Kantorovitch ne retient de la valeur qu'une équivalence avec une « évaluation objectivement déterminée », c'est-à-dire seulement avec un temps de travail déterminé, sans considérer le rapport entre valeur et survaleur, c'est-à-dire la liaison qui crée l'existence d'une plus-value, quel que soit le niveau d'optimisation de la combinaison des

(1) Kantorovitch estime même qu'il faut choisir les combinaisons de moyens de production en se guidant sur « le principe du minimum de dépenses (et de la plus grande rentabilité). Pour cela, il convient d'évaluer les dépenses en partant des temps-machine nécessaires à la réalisation d'une unité physique des différentes catégories de travaux et aussi des évaluations o.d. des machines. » (p. 49). J'ai fourni une analyse de cette dichotomie des temps, caractéristique de l'industrie moderne, semi-automatique et automatique dans *L'automatisme et le travail humain*, et *Vers l'automatisme social ?*, de 1959 à 1963.

facteurs de production. C'est la raison, d'ailleurs, pour laquelle il est hostile à l'analyse des matrices intrant-extrant du modèle Léontiev, sur laquelle je reviendrai plus loin, et s'en tient à la programmation linéaire analogue à celle qui est pratiquée dans l'industrie et l'économie capitaliste et étatique moderne.

Voyons d'un peu plus près comment Kantorovitch conçoit la concordance entre son analyse du facteur-travail et celle de Marx (1). « Le travail dit-il, est *dans une certaine mesure* (2), la seule source de la valeur créée » (3). Ce « dans une certaine mesure » veut dire que *d'autres* facteurs interviennent, outre la dépense de capacité de travail, dans la constitution de la valeur (et bien entendu aussi de la plus-value) : « en fait, dit Kantorovitch, nous avons considéré d'autres facteurs de production en même temps que le travail, mais plusieurs d'entre eux ne sont que le produit matérialisé du travail (matières, combustible, amortissement de l'équipement, transports), c'est-à-dire qu'ils renvoient au travail comme source ; d'autres facteurs (capacité de production, terre et autres ressources naturelles) ne sont pas par eux-mêmes des sources de valeur ; celle-ci n'est créée que sous l'influence d'une main-d'œuvre productive ». Ainsi l'auteur hésite sur ce qu'il doit faire entrer dans la source de la valeur, étant donné que la valeur lui paraît demeurer le régulateur fondamental de l'économie socialiste. D'ailleurs, il conçoit le calcul optimal de la production de valeur sous une forme quasi-concurrentielle (4).

(1) A cet égard, Kantorovitch a semé son ouvrage de remarques qui paraissent tantôt un coup de chapeau tiré aux « doctrines officielles », tantôt des naïvetés, tantôt la croyance sincère qu'il « modernise » Marx dans les conditions du socialisme. Ce qui pour lui est l'essentiel du socialisme, c'est « l'unité de l'économie nationale », à savoir l'absence supposée d'antagonismes d'intérêts économiques et sociaux dans l'ensemble du système.

(2) Souligné par moi.

(3) Cf. le chapitre II, sect. 3, « Emploi rationnel et évaluation du travail de la main-d'œuvre qualifiée », p. 71 et sqq.

(4) Il écrit, p. 288 : « Le processus de recherche du plan optimal reproduit un processus analogue à celui de la « lutte concurrentielle » entre les moyens technologiques avec les « oscillations de prix » qui font apparaître les moyens dont l'emploi est le plus rationnel dans les conditions données. Cette lutte ne s'accomplit ici qu'au cours du processus de calcul et elle n'entraîne pas les grandes pertes qui accompagnent inévitablement la lutte réelle dans les conditions de la Société capitaliste. » Kantorovitch appelle cette méthode : « correction des multiplicateurs ». Elle ressemble aux « essais et erreurs » de Lange.

Quant au facteur travail lui-même, Kantorovitch souligne que sa mesure (évaluation) présente des difficultés en raison de « l'extraordinaire diversité des multiples aspects du travail de l'homme », notamment du fait que la production dépend de la position dans le processus productif, de la qualification acquise, des formes du salaire, de l'éducation, etc... Il admet que l'étude de ces questions présente « des difficultés de taille et exige des recherches particulières ». Mais il est intéressant d'examiner comment il suggère une façon d'évaluer le facteur travail. Dans l'évaluation du travail simple, il faudra choisir « dans le plan optimal, celui qui demande le temps de travail *le plus faible* par unité de produit », l'heure servant d'unité. Kantorovitch dit que cela correspond à ce que Marx nommait « le temps de travail socialement nécessaire, avec cette différence que ce temps ne se rapporte qu'au secteur de production considéré. Et, la loi de la valeur ne jouant dans le cas considéré que sous la forme la plus simple, les rapports des évaluations objectivement déterminées ne diffèrent pas des rapports de valeur ».

Pourtant, il est bien évident que cette analyse ne correspond pas du tout à celle de Marx, et, de plus, que celle de Marx, à laquelle Kantorovitch croit se référer, concerne le mode capitaliste de production, et non le mode socialiste. Marx considère que le temps de travail socialement nécessaire est un temps *moyen*, et non *minimum*, sous réserve de ce qu'il faut définir ici comme moyenne ; par suite, il considère que la mesure horaire de chaque travail individuel (ou de groupes restreints) ne fonde pas à elle seule un rapport de valeur, car la valeur doit être considérée comme une masse de travail social, et le « rapport de valeur » est celui qui s'établit entre la valeur du produit sur le marché et la valeur du salaire, c'est-à-dire la plus-value. Kantorovitch prend une simple mesure (d'ailleurs déterminée par Petty et Ricardo bien avant Marx) pour un rapport. Il appelle « rapport de valeur » ce qui n'est qu'une série de mesures de temps, considérée comme un facteur de production parmi d'autres. Son erreur est encore plus évidente lorsqu'il examine le cas des différences de qualité ou de qualification du travail, c'est-à-dire du « travail complexe ». Il dresse le tableau suivant de trois catégories de main-d'œuvre et de cinq séries de travaux, ainsi que les normes de temps de travaux (p. 74) :

Catégories de main-d'œuvre		A	B	C
Temps de travail (en heures)		80.000	190.000	123.000
Travaux	Volume des travaux (en unités)	Normes de temps, par unité, pour les divers genres de travaux (en heures)		
I	10.000	10	20	—
II	2.000	50	—	40
III	50.000	—	2,5	1,5
IV	10.000	3	—	—
V	20.000	2	2	2

Le plan optimal (dont nous ne rapporterons pas ici la méthode de calcul) est alors le suivant :

Catégories de main-d'œuvre					
Travaux	Unités	A	B	C	Total
I	heures	50.000	100.000	—	
	unités	5.000	5.000		10.000
II	heures	—	—	80.000	
				2.000	2.000
III	heures	—	50.000	45.000	
	unités	—	20.000	30.000	50.000
IV	heures	30.000	—	—	
	unités	10.000	—	—	10.000
V	heures	—	40.000	—	
	unités	—	20.000	—	20.000
Total heures		80.000	190.000	125.000	

Le plan est optimal parce que si l'évaluation, par exemple, est de 1 pour l'heure de travail de la main-d'œuvre de la catégorie B, de 2 pour A et de 0,67 pour C, les dépenses de main-d'œuvre pour les moyens utilisés dans ce plan (toutes les autres étant supposées égales) sont minimales. La durée de réalisation de ce plan est de 125 jours ouvrables (1.000 h, 8 h par jour).

D'après Kantorovitch, ces évaluations signifient que l'heure de travail de la main-d'œuvre A a la même productivité que 2 h de travail de la main-d'œuvre B. Pourtant *elles ne doivent en aucun cas être rattachées aux niveaux des salaires*. Par exemple, s'il y a pénurie de soudeurs et abondance de manœuvres, les évaluations de leur travail peuvent être

dans un rapport de 8 à 1 : « cela ne signifie pas que les soudeurs doivent être payés 8 fois plus, mais qu'il doit être tenu compte de ce rapport dans l'organisation de la production ». C'est ce que Kantorovitch considère comme une évaluation *concrète*.

Ces affirmations montrent que Kantorovitch ne conçoit la valeur-travail que comme unité de mesure (ou « évaluation objectivement déterminée ») utile au calcul d'optimisation d'un facteur, mais nullement comme fondement d'une politique des salaires, ou plus généralement d'une action sur le rapport entre capital variable et plus-value, *c'est-à-dire sur le taux d'exploitation*. C'est pourquoi son point de vue s'écarte tout à fait, quoi qu'il en dise, de celui de Marx : « Le calcul d'une évaluation nationale des diverses catégories de travail, résume-t-il, fondé sur l'analyse de l'efficacité des besoins et des ressources, est tout à fait possible. L'existence d'évaluations correspondant à la situation concrète doit s'avérer très utile : elles permettraient la répartition et l'utilisation rationnelle du travail d'après ses catégories. L'utilisation de ces évaluations est également essentielle pour l'analyse économique de la rationalité du développement de la production, dans un lieu donné, par des mesures successives de mécanisation et d'automatisation des processus de fabrication » (p. 76). Il s'agit ici du travail *concret*, c'est-à-dire de l'exercice d'une capacité de travail déterminé, affectée de certaines caractéristiques spécifiques, celles d'un poste ou d'un groupe de postes de travail particuliers, et non du travail *abstrait*, selon la terminologie de Marx. C'est ce dernier qui est créateur de valeur, car c'est lui qui permet les échanges, dont la mesure étalon est une unité de temps (1).

Cette définition utilitaire du travail concret ressort bien de la suite. « Pour stimuler la répartition correcte du travail en intéressant les entreprises et les ouvriers eux-mêmes, ces évaluations doivent se refléter dans une certaine mesure dans les salaires et dans les bilans bien que, comme nous l'avons déjà rappelé, nous ne pensions pas que les salaires doivent correspondre exactement aux évaluations nationales du travail » (p. 77). En somme, l'évaluation telle qu'elle est nécessaire aux calculs d'optimisation, est sans rapport déterminé

(1) J'ai redit ce qu'il fallait en redire dans le tome I de cet ouvrage (*De l'aliénation à la jouissance*, p. 399)

avec la valeur, puisqu'elle n'est que la mesure quantitative d'un facteur plus ou moins indépendant de la fluctuation des salaires (1).

Kantorovitch a d'ailleurs bien dû sentir cette difficulté lorsqu'il a voulu s'expliquer plus précisément dans un paragraphe consacré au « calcul des dépenses nécessaires en travail moyen » (2). « La question qui se pose, écrit-il, est de savoir si nous n'entrons pas ainsi en contradiction avec la théorie de la valeur-travail selon laquelle, dans les conditions de la société socialiste, la valeur de la production doit être définie par les dépenses de travail socialement nécessaires. Il faut dire que la question du calcul des dépenses sociales de travail dans les conditions de la société socialiste est loin d'être simple et même, dans les cas les plus complexes (qui surgissent constamment dans les conditions de la production actuelle), le sens qu'il convient d'attribuer à cette notion n'est pas toujours très clair. »

Ce qui n'est pas clair du tout, c'est l'affirmation selon laquelle dans une société socialiste, définie par la planification et « l'unité de l'économie » (entendez : la propriété d'Etat et l'absence de capital de production privé), *la valeur de la production doit être définie par les dépenses de travail socialement nécessaires*. En effet, le produit social n'est pas « défini » seulement par les dépenses de travail, ce qui voudrait dire que le volume des prix égale le volume des salaires. Il résulte des dépenses de travail et de surtravail, c'est-à-dire des salaires et de la plus-value. Même si Kantorovitch, comme tous ses collègues de l'U.R.S.S., ne veut pas parler de plus-value, il faut au moins qu'il parle de fonds d'accumulation ou de fonds de surplus social — ce qui pour nous est la même

(1) C'est ce qui fait la différence entre Stroumiline et Kantorovitch. Stroumiline préconise une politique des prix fondée sur le coût de la production ramené à la valeur-travail, et non sur une évaluation des facteurs conduisant à un calcul d'optimisation. C'est pourquoi certains auteurs bourgeois pensent que la position de Stroumiline rejoint celle de l'économie capitaliste classique (telle que Marx l'a analysée après Ricardo), mais non celle du marginalisme. M. Bordaz écrit : « Par un curieux paradoxe, le fait d'admettre un critère objectif pour la fixation de la valeur — et par suite des prix — peut modifier profondément le régime communiste et le rapprocher, dans une certaine mesure et dans certaines limites, des régimes occidentaux. » *La nouvelle économie soviétique*, 1960.

(2) Pp. 261-265, dans l'annexe I : « Exposé mathématique du problème de la planification optimale ».

chose —, mais dans ce cas le calcul d'optimisation ne peut pas rendre compte de la valeur, car la valeur (d'échange) n'existe pas sans survaleur.

Kantorovitch propose la méthode de calcul qui suit : « Dans les conditions de la production planifiée et unifiée socialiste (en tout cas en ce qui concerne la production d'Etat) et en accord avec la théorie marxiste de la valeur-travail, on peut partir des prémisses suivantes pour le calcul des dépenses sociales : a) *toutes* les dépenses de travail de la Société qui entrent dans une production donnée doivent être comptées ; b) les conditions *concrètes* dans l'état donné des forces de production, doivent être prises en considération ; c) les dépenses prises en compte sont les dépenses du *plan optimal*, c'est-à-dire des dépenses *nécessaires* ; d) le calcul doit porter sur le *travail moyen*, c'est-à-dire sur le travail répondant aux conditions sociales moyennes ». On voit qu'il s'agit ici des mesures concrètes d'un ensemble de travaux ou d'opérations, ramenées à du travail simple, et qu'on peut ramener à un volume d'heures de travail.

Le modèle admet une totalité économique isolée, dont les facteurs de production sont le travail et les facteurs accroissant la productivité du travail (capacité de production, équipement, ressources avantageuses) et la seule source de valeur est le travail.

On a : dépenses de travail vivant : — x_1 unités ; dépenses des autres facteurs : — x_2 , — x_3 ... — x_m ; quantités produites des différents biens : X_{m+1} , X_{m+2} ... X_{m+n} . A chaque bien correspond une évaluation bien définie C_{m+j} . L'évaluation totale des biens sera (en unités conventionnelles)

$$\sum_{j=1}^n C_{m+j} X_{m+j}$$

de sorte qu'on dépensera en unités de travail :

$$\frac{-x_1}{\sum_{j=1}^n C_{m+j} X_{m+j}}$$

Le bien ($m + j$) étant évalué C_{m+j} sa production nécessite une dépense de :

$$\tilde{C}_{m+j} = \frac{x_1}{\sum_{j=1}^n C_{m+j} X_{m+j}} C_{m+j}$$

unités de travail moyen, en sorte que les évaluations C_{m+j} des biens sont proportionnelles aux dépenses de travail \tilde{C}_{m+j} . Jusque-là, il s'agit d'un modèle classique tout aussi valable, comme mesure de productivité, dans une unité de production capitaliste.

Un accroissement de productivité nécessitera à son tour un accroissement proportionnel des facteurs de production. En outre, les dépenses nécessaires en travail moyen peuvent être obtenues à partir des dépenses directes de travail, en multipliant celles-ci par un coefficient de réduction qui permet de ramener ces dépenses à celles qui sont nécessaires dans les conditions moyennes. On peut faire aussi ce calcul en tenant compte des dépenses de travail indirect. Kantorovitch convient que ces calculs se heurtent « à des difficultés sérieuses ».

Mais ces modèles expriment-ils vraiment la valeur ? Kantorovitch admet que pour définir les dépenses de travail dans les limites de la totalité économique, il est parti « de leur mesure naturelle », c'est-à-dire du travail *concret* ; il ajoute : « dans des conditions plus complexes, les dépenses sociales de travail ne peuvent être exprimées qu'en valeur » (p. 265). Qu'est-ce à dire ? Si la mesure « naturelle », autrement dit le simple volume d'heures de travail utilisées (heures-hommes), suffit à définir la nature de ce facteur pour un plan optimum théorique (c'est-à-dire simplifié et « isolé »), comment se fait-il que dans des conditions « plus complexes », qui sont les conditions réelles, ce critère ne suffise plus, et qu'il faille exprimer le facteur travail en valeur ? Est-ce parce que valeur signifie ici prix, et par suite échange ? Kantorovitch répète tout au long de son livre que les « évaluations objectivement déterminées » sont l'équivalent de la détermination de la valeur par le temps de travail. Cependant, il en arrive à considérer ces évaluations comme de simples quanta de

travaux lorsqu'il s'agit d'une unité économique isolée (atelier, entreprise ou branche), mais comme des valeurs lorsqu'il s'agit de la société entière.

Cette séparation entre la « mesure naturelle » et la « valeur » exprime son incompréhension des relations entre la forme double du travail : *concrète* et *abstraite*. Si le socialisme était vraiment réalisé en U.R.S.S., le travail abstrait aurait disparu au profit d'une mesure des travaux concrets, ce qui veut dire que la valeur d'échange aurait disparu, ou serait en voie de disparition. Mais le recours à cette valeur, en dépit de l'expression mathématique optimale des combinaisons de facteurs, démontre que l'économie mercantile subsiste, même dans l'industrie d'Etat. C'est d'ailleurs ce que Kantorovitch reconnaît assez nettement : « le processus de recherche du plan optimal reproduit un processus analogue à celui de la « lutte concurrentielle » entre les moyens technologiques avec des « oscillations de prix » qui font apparaître les moyens dont l'emploi est le plus rationnel dans les conditions données. Cette lutte ne s'accomplit ici qu'au cours du processus de calcul et elle n'entraîne pas les grandes pertes qui accompagnent inévitablement la lutte réelle dans les conditions de la société capitaliste » (p. 228). Malgré cette affirmation, il est certain que les « pertes » en question sont bien plus élevées dans le système de la concurrence par le calcul, que dans celui de la lutte réelle. C'est que les capitalistes (privés ou d'Etat) ont tout intérêt à réduire les « pertes » pour assurer le maximum de plus-value destinée à l'accumulation, tandis que le socialisme d'Etat accumule cette plus-value centralement en jouant de la différenciation des salaires, et en négligeant les faux-frais. Les méthodes d'optimisation, préconisées par Kantorovitch comme par Lange, tendent précisément de réduire ces faux-frais en simulant une économie concurrentielle. Malgré leur caractère « moderne » et l'utilisation des mathématiques, elles ne visent qu'un but : l'accroissement des niveaux de production dans des conditions réelles données. Ces conditions réelles, Kantorovitch les identifie à un socialisme réel, où n'existent ni exploitation, ni classes privilégiées, ni valeur d'échange, ni plus-value, et qui n'existe que dans son imagination mathématicienne. Ce système formel n'a pas plus de contenu que celui de la concurrence pure et privée, et c'est la raison pour laquelle tant d'auteurs ont rapproché Kantorovitch de Pareto.

On peut examiner ce que Kantorovitch dit du profit, de la rentabilité et de « l'efficacité normale des investissements », et l'on aboutira aux mêmes conclusions. Ce qui s'appelle ici efficacité normale des investissements, c'est le choix rationnel (méthode d'optimisation) des investissements qui procurent, pour un ensemble donné d'autres facteurs de production, la productivité optima (ce qui veut en fait dire maxima) (1). Là encore, Kantorovitch confond l'expression pratique des méthodes de calcul qu'il propose et les conditions « idéales » du socialisme qu'il suppose réalisé en U.R.S.S. « L'efficacité normale, écrit-il, est d'une nature toute autre que la norme de bénéfices dans la société capitaliste, bien que toutes les deux interviennent de façon similaire dans le calcul des efficacités. Les calculs donnent des résultats radicalement différents, selon qu'ils sont effectués à partir de la norme de bénéfices ou bien de l'efficacité normale. Pour un même degré de développement économique, la norme de bénéfices dans la société capitaliste est inférieure à l'efficacité normale, laquelle est liée aux possibilités illimitées de développement des forces de production dans la société socialiste » (p. 197). Cette conclusion fait ressortir à la fois la confusion déjà signalée et l'ambition fondamentale des techniciens de la bureaucratie de l'U.R.S.S. (et des autres socialismes d'Etat). Ils estiment que le socialisme d'Etat devrait permettre de faire des bénéfices (« efficacité normale ») supérieurs à la norme des bénéfices dans la société capitaliste. Mais bénéfice, ou profit net, par rapport à quoi ? Evidemment par rapport aux salaires, c'est-à-dire pour parler simplement, taux de profit plus élevé.

Pourquoi « l'efficacité normale », dans ce cas-là, est-elle d'une nature tout autre que la norme de bénéfice dans la société capitaliste, si « toutes deux interviennent de façon similaire dans le calcul des efficacités » ? L'explication n'est pas claire du tout. Kantorovitch considère l'efficacité normale avant tout comme un critère de l'optimalité du plan : « ce critère est révélé par l'analyse des conditions de la production dans l'économie planifiée socialiste. Cette production n'atteint son volume maximum, et les forces de production leur croissance la plus rapide, que sur la base de l'efficacité normale.

(1) « Le principe du calcul de l'efficacité normale est parfaitement clair. Celle-ci est définie par l'économie (accroissement de la productivité du travail) procurée dans le plan optimal par l'unité d'investissement. » (p. 225).

Ce critère est lié organiquement et de façon continue au système des indices définis par le plan optimal, qui donnent la mesure, aux diverses périodes, des différentes dépenses... Dans notre interprétation, le principe de l'efficacité normale n'est pas indépendant, mais dérivé : il joue un rôle auxiliaire. Le plan perspectif n'est nullement défini par ce critère, mais, tout au contraire, les indices fondamentaux de critère (efficacité normale, dynamique des évaluations) sont définis par la situation et les problèmes résolus par le plan optimal » (p. 217).

Pour parler simplement, Kantorovitch veut dire que la norme d'efficacité (des capitaux investis) doit résulter de la combinaison optima des facteurs de production, et non servir d'objectif et de guide à cette combinaison. La norme d'efficacité comme objectif, c'est le Capitalisme. Cette norme comme effet, c'est le Socialisme. Cependant, dans un cas comme dans l'autre, on peut la faire entrer dans un calcul de même type. Kantorovitch ne se rend pas compte que les firmes capitalistes modernes raisonnent précisément de la même façon que lui : peu importe le procédé par lequel on atteint la norme d'efficacité maxima ; effet ou objectif, c'est une résultante inévitable dans le capitalisme ou dans le socialisme d'Etat.

Combattant les économistes soviétiques qui n'acceptent pas son point de vue, il accuse ceux-ci de fonder la recherche du profit en U.R.S.S. sur les mécanismes capitalistes analysés par Marx. « Il n'est pas clair, dit-il, pourquoi la loi de la valeur sous sa forme modifiée, formulée pour le capitalisme, pourrait être transposée mécaniquement à la société socialiste. Le fait de désigner la production destinée à la société par la même lettre m (1) que la plus-value ne les rend pas identiques pour autant, et ne donne pas le droit de poser que le surplus soit proportionnel à l'investissement des capitaux » (p. 217). Il n'admet pas non plus que les prix soient fixés d'après les prix de production ou les prix de revient, car « cette solution n'est pas suffisamment fondée du point de vue théorique car elle conduit, pour l'essentiel, à une transposition mécanique du mode de formation des prix du régime capitaliste au régime socialiste... Les calculs d'efficacité ne seront améliorés d'une façon satisfaisante que lorsque les prix seront établis, non sur la base des prix de revient, mais d'après les dépenses sociales totales telles qu'elles sont définies par le plan optimal » (pp. 222-223).

(1) m , mehrwert = plus-value.

Ainsi, Kantorovitch qui croit que ses procédés d'analyse concordent avec la théorie marxienne de la valeur-travail (pour la raison fallacieuse qu'il accepte — comme l'école classique bourgeoise — de ramener tous les travaux à leur mesure en temps de travail) accuse ses rivaux, qui pensent aussi être en accord avec la théorie de la valeur-travail, de raisonner comme de simples capitalistes ! Cette querelle illustre bien le paradoxe des réformateurs de l'économie du socialisme d'Etat, incapables les uns et les autres de sortir des « méthodes de calcul » pour s'en prendre aux rapports de production, c'est-à-dire à des rapports de classe (internes et externes). Les uns et les autres montrent ainsi qu'ils sont étrangers aux luttes sociales qui se poursuivent en U.R.S.S. comme dans les autres socialismes d'Etat.

W. Novochilov, proche de Kantorovitch, a lui-même insisté sur le fait que l'emploi des mathématiques pour un calcul d'optimisation ne « réfute nullement la théorie marxiste de la valeur, mais la confirme une fois de plus » (1). Dans le plan optimal, dit-il, « on minimise, sur la base de la loi de la valeur, la valeur globale du produit final de la société. Le revenu national au contraire, est maximisé. On y parvient grâce aux prix qui sont dérivés du minimum global de dépense de travail et du maximum du revenu national. L'application des mathématiques à la théorie de la valeur-travail permet de distinguer exactement entre le coût de production réel et les moyens employés à leur minimisation d'ensemble, de déterminer avec précision la dépense de travail socialement nécessaire, et de résumer les différentes formules de formation des prix (la valeur et sa forme transformée) en une formule générale ». Ici aussi, la valeur n'est considérée que comme un étalon de mesure, et nullement comme une fonction de la société d'échange, de l'existence d'un marché. Cette mesure (en temps différentiel des travaux) est simplement introduite dans une combinaison optima de facteurs, sans relation directe avec l'autre mesure qui y est liée, ou plutôt qui y est coextensive : celle de la plus-value, c'est-à-dire de la dépense de travail non payée au travailleur. Le surplus (baptisé « produit pour la société ») ne dépend alors que des prix, eux-mêmes fixés d'après les « normes d'efficacité » qui résultent de la combinaison de facteurs optima. C'est en fin de compte, comme

(1) Cf. « Théorie de la valeur-travail et mathématiques », *Cahiers d'Etude des Sociétés Industrielles et de l'Automation*, n° 8, 1967, pp. 63-83.

le reconnaît Kantorovitch, utiliser les mêmes méthodes que le grand capitalisme moderne, bien que dans un contexte général différent (propriété d'Etat, planification centrale obligatoire). Et comment en serait-il autrement si la valeur d'échange reste la mesure et le régulateur de tous les emplois ?

Kantorovitch fait un sort particulier à Stroumiline. L'approche de celui-ci, dit-il « se distingue par un dualisme particulier... Transposant à l'économie socialiste la théorie de l'économie de marché de K. Marx, il suppose constante la part du surplus (produit pour la société, dans la composition de la valeur). Pour l'essentiel, cela se ramène à supposer que la valeur est proportionnelle au prix de revient, et il apparaît bien évident qu'aucun calcul d'efficacité ne peut être édifié sur cette base. Cependant, S.L. Stroumiline réintroduit l'efficacité artificiellement, par un chemin détourné, lorsqu'il tient compte de la dépréciation des investissements résultant de l'accroissement de la productivité du travail. En effet, cela revient à compter une efficacité égale à la croissance de la productivité du travail » (p. 226).

Ainsi, Stroumiline comme Kantorovitch se revendiquent de la théorie de la valeur-travail. Mais l'un et l'autre en font des « applications » différentes, en partant d'ailleurs des mêmes prémisses générales, qui sont : 1^o) il existe en U.R.S.S. un régime socialiste ; 2^o) dans ce régime il n'existe pas de classes sociales ; 3^o) l'économie nationale est unifiée et planifiée, il ne peut y avoir d'exploitation du travail. Kantorovitch voudrait qu'un calcul d'optimisation (par programmation linéaire) indique la meilleure combinaison des facteurs, à tous les niveaux. Stroumiline veut faire dépendre la rentabilité d'un calcul des profits fondé sur les coûts de production. Mais tous deux estiment que la théorie de la valeur-travail reste le pivot d'une économie socialiste. Ils « appliquent », l'un à la manière néo-marginaliste et l'autre à la manière néo-classique, l'analyse critique du système capitaliste faite par Marx, à la planification analytique non-critique du socialisme d'Etat dans leur pays.

Il faut remarquer que Kantorovitch n'accepte pas la technique des matrices intrant-extrant du type Léontiev, un peu pour les mêmes raisons qui lui font repousser les modèles de Stroumiline. Il admet (cf. pp. 251-253) que pour n produits et un facteur de production (dépenses de force de travail) avec des moyens technologiques ne permettant que l'élaboration d'un seul produit et des ressources en travail limités, il

existe toujours un plan pour lequel toutes les productions sont positives. Dans ce cas, le plan optimal peut être calculé pour toute structure de la production, c'est-à-dire pour toutes les valeurs des facteurs, mais le choix des moyens technologiques employés et la valeur des « évaluations » (multiplicateurs) ne dépendent pas des ressources du facteur de production et de la structure de la production.

Si toutes les évaluations sont ramenées à des unités de travail, ce qui est le cas des matrices intrant-extrant en quantités de travail d'après le modèle de Léontiev (1), Kantorovitch estime que le modèle donne « une approximation peu satisfaisante des conditions réelles de la production ». Pourquoi ? Parce qu'il faut tenir compte, outre du travail (qui du reste ne devrait pas à son avis être considéré comme un seul facteur parce qu'il se divise en catégories hiérarchisées), de nombreux autres facteurs disponibles en quantités limitées telles que les ressources naturelles les plus avantageuses et des capacités de production. En outre, la matrice ne tient pas compte des productions complexes. Enfin — et d'après Kantorovitch — ces matrices ne peuvent s'appuyer sur les évaluations de la production (en partant des situations concrètes), mais présentent des dépenses moyennes de chaque secteur et de produits d'autres secteurs. « Au lieu de moyens de production réels, on considère les caractéristiques moyennes de larges secteurs, et, partant, les résultats obtenus dépendent du mode adopté de découpage de l'activité économique en secteurs différents. Par suite, les évaluations de la production obtenues ne sont pas conformes aux rapports réels d'équivalence » (p. 253).

Cette critique porte donc sur les méthodes d'estimation différentielle des valeurs (quantités) qui doivent entrer dans le calcul, et non sur le fait que ces valeurs sont toutes réductibles à une dépense de travail, actuel ou passé. Autrement dit, chacune de ces techniques d'analyse et de planification prétendent s'appuyer sur la théorie de la valeur-travail, et chacune utilise celle-ci de façon différente ; mais toutes deux n'en considèrent qu'un élément, qui est celui de sa substance, définie par une dépense de capacité de travail pendant une durée déterminée, en disjoignant la survaleur ou plus-value

(1) Cf. M. Edelman, « La balance interbranche des dépenses de travail et sa signification économique en U.R.S.S. », *Cahiers d'Etude des Sociétés Industrielles et de l'automation*, n° 6, 1964.

de la valeur, de sorte qu'en définitive l'existence de la plus-value se ramène à une différence entre prix de vente et coût de production (1).

V.S. Nemtchinov a présenté de la façon la plus claire les difficultés soulevées par Kantorovitch. On le voit dans sa propre analyse mathématique de la valeur-travail, mais aussi dans la critique qu'il adresse directement à Kantorovitch (2). Cette critique part d'une appréciation restrictive de la signification des « évaluations objectivement déterminées » qui servent de fondement au calcul d'optimisation. D'après Nemtchinov, Kantorovitch donne de ces évaluations « une interprétation trop large et prête à son système de calculs une portée qu'il ne peut avoir ». Ce système permet seulement, tenant compte de la limitation ou du déficit des facteurs de production (rareté), de fournir une ou plusieurs variantes d'exploitation assurant la réalisation de programmes maximaux pour des ressources données de ces facteurs. Dans ce cas, les calculs ne peuvent porter que sur des aires limitées de production, et fournissent des évaluations de répartition, et non de conditions de production : « elles ne peuvent pas être considérées comme des critères de production et, en aucun cas, être assimilées à des dépenses ».

(1) De nombreux économistes mathématiciens de l'U.R.S.S. estiment qu'il faut, en fin de compte, adopter pour le socialiste d'Etat des catégories différentes de celles qu'utilisait Marx. A. Konyus, par exemple, écrit : « La théorie de la valeur-travail qui pour les économistes soviétiques est la base d'une analyse mathématique, fut élaborée par les classiques du marxisme-léninisme avant tout par référence au capitalisme. Son principal rôle consistait à l'époque à permettre de formuler les racines de la lutte des classes, et par conséquent à éclairer surtout les questions politico-économiques importantes. » (in V.S. Nemtchinov (éd.), *Matematitcheskii analiz Rastchirennogo Vosproizvodstva*, 1962.) Konyus en conclut qu'il faut reconsidérer la validité de cette loi puisqu'en U.R.S.S., d'après lui, il n'y a pas de conflits de classes. Mais au vrai, si la loi de la valeur sert encore de régulateur dans le socialisme d'Etat soviétique, c'est justement parce qu'il subsiste une lutte de classes, quoique sous une nouvelle forme. D'ailleurs, comme je l'ai déjà souvent dit, on peut constater que les fondateurs de la théorie classique de la valeur-travail (Petty-Smith-Ricardo) ne croyaient pas non plus qu'une lutte de classe fut liée à cette théorie. Comme les économistes-mathématiciens russes aujourd'hui, ils considéraient surtout celle-ci comme un instrument de mesure destiné à permettre d'établir des équivalences. C'est dans le même sens que pour Pareto, le « facteur » travail peut être introduit dans les calculs aussi bien en cas de concurrence parfaite qu'en cas d'étatisation totale.

(2) Cette critique figure dans la préface qu'il a mise au livre de Kantorovitch, reproduite dans l'édition française.

Cette distinction entre dépenses de travail et conditions de travail est évidemment fondamentale. Les « conditions de travail » peuvent être ramenées directement à des mesures de travail disponible, c'est entendu, mais non à des dépenses de travail nécessaire, et encore moins (mais Nemtchinov ne dit rien là-dessus) aux dépenses de surtravail, c'est-à-dire de la source même d'une plus-value. Les ressources existantes « caractérisent les conditions de travail, mais ces conditions ne peuvent être considérées à l'égal des dépenses de travail. L'ignorance de ce fait conduit l'auteur à inclure au nombre des dépenses, non seulement la *dépense* des moyens de production, mais aussi leur simple possession. Dans la formulation mathématique du problème, L.V. Kantorovitch introduit les dépenses des facteurs accroissant la productivité de la main-d'œuvre (différents genres d'équipement, ressources naturelles, etc...) comme étant de même nature que les dépenses de travail et les dépenses des moyens de production ».

Il est bien certain, en effet, que dans ce cas les évaluations objectivement déterminées « ne sont que des critères permettant une évaluation numérique de la limitation imposée à la production, de la limitation des ressources, de la charge de l'équipement, des déséquilibres des programmes. [Elles] ne caractérisent pas autre chose ». Kantorovitch, par exemple, considère la rente différentielle du sol comme le résultat d'une application différentielle de travail. Mais ce n'est pas cette application qui crée la valeur, c'est la dépense de travail elle-même, quelles que soient ces conditions d'application. La rente (absolue ou différentielle) est un phénomène social qui dépend du régime de propriété du sol et non des formes du travail qui y est appliqué. Le propriétaire s'attribue sous forme de rente une partie de la plus-value créée, par la dépense de travail, quelle que soit la nature du sol, parce qu'il en est propriétaire et non parce qu'un travail déterminé y a été appliqué. Comme le dit Nemtchinov, « on ne saurait considérer la rente différentielle du sol comme une dépense sociale de travail, car les conditions d'application du travail ne créent pas de valeur. La rente n'est qu'une partie du surproduit créé par la dépense de travail socialement nécessaire. Elle n'est libérée que dans le processus de la répartition des revenus et, dans ce cas, la méthode de calcul économique fondée sur les évaluations objectivement déterminées peut se révéler utile pour la définition de la rente en tant que surproduit ».

Autrement dit, Kantorovitch substitue aux catégories de l'analyse de Marx quelque chose qui ressemble aux analyses capitalistes fondées sur les répartitions optimales dans un rapport offre/demande et sur le calcul marginal de l'efficacité des facteurs.

Nemtchinov relève que Kantorovitch tente d'éviter cette conclusion en reliant ses « évaluations » non à la catégorie de la demande, mais à la théorie de la valeur-travail, comme on l'a vu. « Il s'efforce de donner aux évaluations objectivement déterminées, un sens économique réel en essayant de jalonner le chemin qui conduit des évaluations objectivement déterminées à la valeur de tous les biens par la totalité du travail socialement nécessaire dépensé à leur production, en accord avec la conception marxiste de la valeur. Cependant, quoiqu'il se désolidarise des conceptions de l'économie capitaliste, ses évaluations objectivement déterminées dépendent, dans une certaine mesure, de la demande dont le rôle n'est toutefois pas totalement élucidé par l'auteur. » En somme, le calcul d'optimisation, « dans le cadre de directives prédéterminées et de la structure imposée de la production » peut servir à définir « non ce qu'il faut produire, mais comment il faut produire. En d'autres termes, ces évaluations ne peuvent régler la répartition du travail social entre les principaux domaines de l'activité économique ».

Nemtchinov s'aperçoit bien que les méthodes de Kantorovitch ne sont pas applicables en utilisant les catégories fondamentales de l'analyse marxienne, et que ce n'est pas sans raison qu'on peut lui imputer un glissement vers les positions théoriques de Pareto. Aussi tente-t-il lui-même une analyse qu'il considère plus proche des données fondamentales de Marx à un système défini comme socialiste.

Dans l'étude citée, Nemtchinov établit plusieurs points qui permettraient d'échapper au côté empirique du calcul d'optimisation. 1^o) D'abord, il souligne que la valeur est créée non pas sur la base de « valeurs individuelles » dont on prendrait la moyenne, mais sur la base de la valeur sociale, globale. « Il est impossible de définir la valeur individuelle sans connaître la valeur de tous les objets et moyens de travail dépensés dans le processus de production... Aucune usine ne peut déterminer le prix de revient de sa fabrication sans connaître celui des matières premières, du combustible, des matériaux qu'elle se procure à l'extérieur. Cela s'explique par

le fait que la valeur de n'importe quel article se compose non seulement de valeur ajoutée, mais aussi de valeur transférée. Ainsi la valeur est créée à l'échelon macro-économique ; il n'est possible de définir la valeur (tout comme le coût) que si l'on part de ce niveau. » A ceci, il faut ajouter que si l'interdépendance des productions, et par suite des travaux, manifeste l'existence de la valeur générale, c'est aussi parce que ces productions et ces travaux *s'échangent* et que subsiste une économie de marché même contrôlée par l'Etat.

2°) Ensuite, il faut, pour qu'il y ait formation de valeur, que certains rapports, développés dans le capitalisme, persistent dans le socialisme (d'Etat). Dans ce cas, que devient la catégorie de la plus-value ? Nemtchinov reprend ici les termes classiques en U.R.S.S. : « Dans ces conditions nouvelles (du socialisme et du passage au communisme) la loi de la plus-value, en vertu de laquelle le travail se dépréciait relativement à mesure de la hausse de la force productive du travail, est abandonnée, mais le produit additionnel est conservé comme fonds d'accumulation et de reproduction élargie et comme fonds d'entretien de la sphère improductive. De la circulation de marchandises sont exclues non seulement la force de travail, mais aussi les ressources matérielles (terre, forêts, sous-sol) et les équipements fixes des entreprises et administrations ».

Nous allons voir ce qui est erroné dans cette suite d'affirmations ; voyons tout de suite les conclusions auxquelles aboutit l'auteur : « Même dans ces conditions nouvelles, subsistent deux stades essentiels du processus de formation de la valeur : 1°) la formation des dépenses socialement nécessaires de travail, dont on peut isoler le travail indispensable et additionnel ; 2°) la formation de la valeur monétaire du produit indispensable et additionnel (la création de la forme monétaire de la valeur)... Avec l'achèvement du premier stade de l'étape de la formation de la valeur, apparaît le volume global des dépenses socialement nécessaires de travail, d'où l'on peut définir *la proportion macro-économique fondamentale : le rapport du travail indispensable au travail additionnel*. Au second stade de la formation de la valeur, se détermine la mesure monétaire de la valeur tant du produit indispensable que du produit additionnel. Cette forme monétaire de la valeur apparaît tant globalement, pour tout le produit social, que pour chaque produit du travail pris isolément ».

Tout tourne ici autour de « la proportion macro-économique fondamentale : le rapport du travail indispensable au

travail additionnel ». Ce rapport $\frac{v}{pl}$, c'est le taux de la plus-

value, ou rapport du capital variable (travail nécessaire, ou salaires nécessaires à la reproduction de la capacité de travail) au travail supplémentaire (non rétribué). Telle est la définition fondamentale de Marx. Elle caractérise un rapport d'antagonisme entre classes, le travail supplémentaire étant la partie appropriée par l'entrepreneur capitaliste. Dans le socialisme d'Etat, on appelle travail additionnel ce travail supplémentaire, et l'on suppose, axiomatiquement, qu'il n'exprime aucun antagonisme de classe, sans examiner : 1^o) si l'appropriation par l'Etat ne se substitue pas, sous certaines formes, à une appropriation privée, et 2^o) si l'appropriation et la redistribution partielle par l'Etat ne supposent pas des inégalités et des antagonismes à l'intérieur et à l'extérieur de la classe salariée unique, supposée constituer l'ensemble de la population active.

Qu'est-ce que la « proportion macro-économique fondamentale » si on ne la définit plus comme taux d'exploitation ou taux de plus-value ? Qui décide de cette proportion ou de ce taux ? Et selon quels critères, puisqu'ils sont supposés planifiés, c'est-à-dire ne s'imposant pas « spontanément » ? En fait, ce taux est connu, et c'est lui qui commande, au niveau de la planification centrale, les masses de salaires distribués aux salariés, les masses de « fonds d'accumulation » réinvestis dans la production, et les masses de fonds « improductifs ». Ces masses, définies monétairement, représentent des valeurs dans la mesure où elles sont engagées dans des échanges de densité et de volume croissants. Si l'on peut mesurer leur rapport, ce que font les tableaux économiques, ce n'est pas seulement parce qu'on peut mesurer les dépenses de travail par unités de temps, ou par quantités de produits, c'est parce que ces dépenses peuvent être ramenées au rapport entre temps de travail nécessaire et temps de travail « additionnel » ou surtravail.

Plus loin, Nemtchinov explique de la façon suivante le processus de transformation de la valeur en valeurs d'échange-prix : « Toutes les proportions économiques fondamentales, qui se forment au niveau macro-économique, restent inchangées (en valeur-travail comme en valeur monétaire) ; mais avec

la redistribution de la valeur du produit additionnel se prolonge le processus de transformation de la valeur des productions des différentes branches. Cependant, cette transformation est limitée par le cadre strict tant de la valeur globale du produit social final que de celle du produit indispensable et additionnel ». Le processus de formation de la valeur pourrait être alors reconstitué, d'après lui, par un modèle produit-travail de la sphère de production matérielle, où l'économie est représentée sous la forme d'un espace tri-dimensionnel : a) produits du travail (i) ; b) production (j) ; c) modes technologiques de production (s). On est ainsi conduit à un calcul de programmation qui minimise la somme des temps de travail par unité de produit j avec des contraintes caractérisant les capacités productives et les possibilités offertes par chaque mode technologique de production.

Ce qu'on peut remarquer ici, c'est que ce schéma fait état — selon l'analyse de Marx — de la redistribution de la valeur du produit additionnel, c'est-à-dire de la plus-value, sans qu'on sache ce qui détermine sa grandeur, et encore moins comment cette grandeur doit ou peut évoluer. Nemtchinov a sur Kantorovitch l'avantage de concevoir les catégories économiques à l'échelle sociale, au lieu de les faire reposer sur les unités économiques de base. Mais il réduit tout comme celui-ci la « valeur du produit additionnel », comme grandeur sociale, à une quantité dont le rapport à la valeur du « produit indispensable » reste incertain. Si le produit additionnel n'est que l'accumulation nécessaire à la reproduction élargie, il ne s'agit que du profit réinvesti. Mais qu'est-ce qui règle alors la grandeur de la valeur du produit nécessaire, dans la mesure où il s'agit des salaires ? Nemtchinov ne répond pas plus que Kantorovitch à la question. Il apporte toutefois une série d'affirmations pures et simples et non une démonstration, lorsqu'il parle des modifications apportées au schéma par le « socialisme ». Voici ces affirmations :

1°) « Dans les conditions du socialisme, le processus de redistribution de la valeur du produit additionnel, et, en conséquence, celui de la transformation de la valeur, ont subi des changements fort importants, puisque les fonds fixes, la terre et le sous-sol ont cessé d'être du capital. Le fonds de salaire a également cessé d'être du capital de roulement en mouvement. Les prix de production, dans les conditions nouvelles, ne peuvent plus représenter le processus de transformation de la valeur. Cependant ce processus existe objecti-

vement dans les conditions nouvelles ; il s'est approfondi et est devenu plus différencié. Dans les conditions nouvelles le processus de transformation de la valeur est lié avant tout au processus de planification de la rentabilité de la production et à celui du remboursement des dépenses de la société pour le fonds social de consommation. »

2°) « La transformation de la valeur, dans les conditions nouvelles, revêt des formes très différentes (des conditions du capitalisme). L'une de ces formes — majoration sur les salaires — a depuis longtemps acquis droit de cité dans notre pratique économique. L'autre forme de transformation de la valeur — les majorations sur fonds fixes et circulants — exige de plus en plus instamment sa législation. On commence à reconnaître de façon générale que dans le cours objectif de la vie économique l'utilisation des fonds fixes et circulants est liée à d'importantes dépenses sociales pour la formation du fonds d'accumulation productive (investissements et accroissement des stocks productifs). Dans le cours de la reproduction élargie, ces dépenses sociales doivent être remboursées pour chaque production sous la forme de majoration sur les fonds fixes et circulants. »

3°) Il est nécessaire de rappeler que dans son analyse de l'économie capitaliste, Marx distinguait deux formes transformées de la valeur — les prix de production et les valeurs de marché. Celles-ci ont chez Marx la forme des prix de production ; elles se déterminent cependant non point pour toute l'économie nationale, mais pour des marchés différents plus ou moins fermés.

« Dans les conditions du socialisme on trouve également deux formes transformées de la valeur. Outre les dépenses macro-économiques, existent des valeurs zonales, définies selon la formule des dépenses macro-économiques, mais pour des zones particulières de production-consommation.

« Ainsi, le processus de transformation de la valeur consiste dans la redistribution de la valeur du produit additionnel, compte tenu des conditions de la reproduction élargie (majoration sur fonds fixes et circulants) et des conditions zonales naturelles de production (taux zonaux de rente). »

De la sorte, selon Nemtchinov, « pour parler en langage cybernétique, dans le prix sont codés deux signaux sociaux —

valeur et valeur d'usage. Marx écrivait que le support de la valeur est la valeur d'usage. Le prix reflète ces deux catégories » (1).

Si l'on s'en tient à cette série d'affirmations, on voit bien l'embarras de l'auteur, et cet embarras est celui de l'économie de l'U.R.S.S. elle-même. D'un côté, il admet qu'il y a transformation (*métamorphose*, selon le terme indiqué par Marx à son traducteur français Roy) de la valeur, c'est-à-dire création de survaleur, et du même coup formation de prix monétaires et de salaires monétaires. Ce processus « existe objectivement », dit-il. Mais en même temps ce processus se déroule autrement que dans les rapports capitalistes, car ni les moyens de production ni la terre ne sont des « capitaux » (fixes ou circulants), ni les salaires ne sont des capitaux variables. Les capitaux sont devenus des calculs d'optimisation relatifs à leur emploi. Mais encore une fois, en admettant que de tels calculs soient possibles et efficaces, ce qui est vraisemblable, ils dissimulent tout de même le problème des critères utilisés, tous les critères possibles au point de vue de la direction politique et sociale étant ramenés à un *optimum souhaitable*.

Si c'est le critère d'optimisation qui prédomine — et c'est en fin de compte la position commune à Kantorovitch, Nemtchinov et Novochilov, on ne voit pas en effet comment la théorie nouvelle ne rejoindrait pas les thèses initiales de Pareto. C'est d'ailleurs bien ainsi que l'ont interprété la plupart des auteurs extérieurs, même de formation marxiste, qui l'ont examiné de près, mais qui entre-temps se sont eux-mêmes ralliés à une sorte de néo-marginalisme. La loi de l'égalisation des productivités marginales pondérées, écrit H. Denis, « a été redé-

(1) Plus précisément, ajoute-t-il, « les prix, en langage de programmation mathématique, sont les *points-selle* de l'espace économique tridimensionnel ; la valeur s'exprime par le maximin et la valeur d'usage par le minimax dans la solution du problème dual économique de base de la détermination des évaluations économiques. » Une pareille traduction des catégories de Marx dans le langage de la théorie des jeux et de la programmation linéaire est très discutable. Les modèles de jeux supposent en particulier des joueurs qui sont plus assimilables à des concurrents (capitalistes) qu'aux partenaires solidaires que suppose le plan. Il laisse pour le moment de côté ce problème essentiel de la méthodologie socialiste, que nous retrouverons dans le dernier volume de cet ouvrage (Théorie des relations). O. Lange l'a abordé d'une façon qui ne me paraît pas satisfaisante. En particulier, il faut craindre que le « langage cybernétique » ne soit pas suffisamment général, malgré les apparences, pour se substituer aussi simplement au langage des catégories issues de Marx.

couverte en Union Soviétique peu de temps avant la seconde guerre mondiale » (1). Mais il estime aussi que cette loi n'implique pas la prétendue souveraineté du consommateur, telle que la conçoit le capitalisme concurrentiel. « Le principe de l'optimisation du plan, écrit-il, tel que l'a dégagé Kantorovitch, implique que le rendement marginal du capital investi *dans la production* soit le même dans tous les secteurs, car c'est de cette façon que la production est maxima, *étant donné l'assortiment* de biens que l'on veut réaliser. Pour obtenir ce résultat on fixera donc pour les biens vendus par les entreprises productrices des prix tels que les rentabilités des capitaux dans les divers secteurs de production soient approximativement égales. Par contre, les marges commerciales (impôts compris) pourront être très différentes, parce que les prix de vente aux consommateurs seront fixés en fonction de la manière dont on estime souhaitable d'orienter la consommation » (2). Ainsi se trouverait « complétée sur un point essentiel la pensée de l'auteur qui a fait franchir l'étape décisive à la théorie de l'optimum économique, Vilfredo Pareto ».

Au cours d'un débat récent, H. Denis a été plus explicite encore : « Kantorovitch s'ingénie à présenter ses propositions à l'aide d'un vocabulaire scientifique ; nous sommes en 1939, il ne faut pas avoir l'air de copier des économistes occidentaux ; pourtant il est absolument certain que ce qu'expose Kantorovitch correspond à l'ensemble des règles posées par Pareto en 1907, qui définissent une situation économique optimale, soit dans un système capitaliste concurrentiel, soit dans un système socialiste planifié. La théorie économique soviétique va donc être engagée sur la voie de Pareto ; c'est évidemment politiquement gênant, étant donné que Pareto est aussi un sociologue dont la doctrine est proprement fasciste. Pourtant Pareto est un des dix grands économistes peut-être qui comptent dans l'histoire depuis que l'économie politique existe. Il vaut mieux le savoir quitte à prendre ses précautions quand on manie l'instrument dangereux qui s'appelle Vilfredo Pareto. Si on veut avoir une idée de ces règles relatives à la réalisation d'un optimum de production, je pense qu'il vaut mieux se servir carrément des concepts utilisés par Pareto plutôt que des notions nettement plus compliquées que pré-

(1) *Le problème des prix en Union Soviétique*, 1965, p. 138.

(2) « Planification et Socialisme », in *Annuaire de l'U.R.S.S.* 1967, p. 214.

sente Kantorovitch ; en particulier, je crois qu'il faut utiliser tout simplement le vocabulaire utilisé par les économistes occidentaux et qui repose sur la notion de produit marginal d'un facteur de production » (1). Marx ou Pareto, voilà en effet l'un des dilemmes de la théorie économique et sociale en U.R.S.S., aujourd'hui.

D) *Quelques compagnons de route : Baran et Sweezy. La théorie du surplus et de son bon usage.*

1. P. Baran.

P. Baran est le type même du pseudo-marxiste académique. Il a présenté une théorie du « surplus économique », qui soulève l'enthousiasme de Bettelheim, mais qui ne vise rien moins qu'à remplacer la conception originelle de la plus-value. Cette théorie a pour effet de baptiser socialisme une simple lutte contre le gaspillage, qui permettrait d'envisager une « société plus rationnellement ordonnée ». Sous-entendez que cette société est réalisée, au moins en principe, en U.R.S.S. Mais comme Baran préfère ne rien dire des « gaspillages » gigantesques qui se pratiquent en U.R.S.S., il s'appesantit surtout sur ceux qui sont flagrants dans les pays capitalistes et qui ont leurs reflets souvent grotesques dans le Tiers Monde. Il se borne donc à évoquer un régime planifié non spécifié où toutes les ressources seraient tellement bien utilisées à leur optimum que le surplus disponible ferait vraiment un pays de Coccagne. Sous-entendez cette fois que la plus-value extorquée aux salariés serait bien plus importante que dans le capitalisme. La poigne de Staline avait du bon.

On voit tout de suite que cette façon de voir a de quoi séduire les économistes « réformateurs » en U.R.S.S., et qu'elle peut en même temps allécher certains technocrates du capitalisme. C'est pourquoi il faut l'envisager à propos des courants divers qui s'efforcent de « réformer » les idées fondamentales de Marx sous couleur de les améliorer, de les dépasser ou de les adapter aux circonstances nouvelles.

Voici comment Baran présente les choses en 1953 (2). « Ce que l'on peut appeler le surplus économique planifié

(1) *Les problèmes de la planification socialiste*. Dans une étude de *Science and Society* (U.S.A.) : « Economic progress and economic surplus », reprise plus tard dans *The political economy of growth*.

(2) Centre d'Études Socialistes, janvier 1966.

ne peut être envisagé qu'avec une planification économique compréhensive sous le socialisme. C'est la différence entre le produit « optimum » que la société peut atteindre dans un contexte technologique planifié « optimal » de toutes les ressources productives disponibles, et d'un volume « optimum » choisi de consommation. Les conditions de sa réalisation sont à tous égards différentes de celles qui appartiennent à la fois au surplus réel et potentiel. D'abord, cela ne présuppose *pas* un produit maximum qui devrait être atteint dans un pays à un moment donné. Quoique cela doive impliquer une *rationalisation* très étendue de l'appareil de production (liquidation des unités de production inefficientes, économie d'échelle maximale, etc.), l'abolition de toutes sortes de travaux improductifs (maîtres d'hôtel et légistes, prédicateurs et courtiers), et l'élimination d'une grande partie de la consommation en excès, cela peut s'associer à un produit inférieur au produit maximal envisagé, à une journée de travail volontairement raccourcie, avec une conservation des ressources naturelles, ou à un désintéret conscient pour certains types de production nuisibles (les mines de charbon, par exemple). Le surplus économique planifié n'entraîne pas non plus une réduction de la consommation au seul niveau de ce qui est essentiel ; il peut bien aller de pair avec un niveau de consommation considérablement plus élevé que ce que peut impliquer le critère de ce qui est « essentiel ». La question essentielle, c'est qu'il ne sera pas engendré par le mécanisme de la maximisation du profit, mais sera déterminé par un plan social et dépendra de ce que la société décidera consciemment de produire, de consommer et d'épargner à un moment donné. Il peut donc être plus grand ou plus petit que le surplus économique réel sous le capitalisme, ou peut même être nul si la société choisissait de restreindre l'investissement net. »

Que d'innocence ! Naturellement, en conclusion de ce rêve, Baran ajoute que si les pays de l'Est européen et la Chine ont de grands succès dans les investissements, ce n'est pas par suite d'une « maximisation des profits », mais par une mobilisation efficace de leur surplus économique potentiel. Que ce surplus soit la plus-value, et que cette plus-value, si elle retourne en partie en investissements, doit passer par la forme profits (même s'il s'agit du profit nationalisé), Baran n'en a cure. Il parle de surplus « économique » parce qu'il n'ose pas parler de *surtravail*, qui est la forme originelle de toutes les formes de surplus « économique ». D'après lui, les sources de

ces surplus et investissements sont surtout les suivantes : élimination de la consommation excédentaire des anciennes classes dirigeantes, transfert de nombreux ouvriers improductifs à des tâches socialement désirables, vastes nationalisations de l'appareil de production, réalisation de grandes économies, disparition des fuites de capitaux, de transferts d'intérêts et dividendes à l'étranger, application du principe des avantages comparatifs.

En U.R.S.S., tout est encore plus simple ; mais le surplus économique réel ne peut quand même pas y être complètement égalé au surplus potentiel. Cette équation, après laquelle il n'y aurait vraiment plus une goutte de plus-value à tirer de l'ouvrier, n'est d'ailleurs ni possible ni désirable, admet Baran, car nous ne sommes qu'au début. C'est seulement dans le socialisme intégral, dit-il, que cette équation se posera. L'idée qu'un « surplus » n'aura pas de sens en régime de très haute productivité et de disparition de la valeur, ne lui est pas venue.

Baran est un progressiste stalinien tardif, un compagnon de route américain. La critique des monopoles aux U.S.A. est une tâche si lourde pour ces théoriciens formés à l'économie académique, qu'ils s'en reposent en jetant des regards attendris sur la planification de l'U.R.S.S., qu'ils idéalisent assez sottement, à la façon dont Bastiat ne voyait qu'harmonie dans le capitalisme. Baran, Sweezy et autres ne sont pas franchement marxistes, mais font plutôt partie des gens qui abordent l'économie soviétique comme une terre promise où finiraient leurs soucis au pays des potentats du dollar.

Baran décrit ainsi un Etat idyllique où il n'y a plus de faux frais, de gaspillage, d'improductifs, d'oisifs, d'erreurs de pronostics et où les fonds d'investissements, le « surplus économique » comme il dit élégamment pour ne choquer personne, proviennent... du plan, et non des profits, c'est-à-dire du surtravail. Cette découverte remarquable, il faut le dire, met Baran bien en arrière des praticiens soviétiques eux-mêmes, qui ont au moins le mérite réaliste et brutal de chercher à maximiser les fonds d'investissements, c'est-à-dire les profits socialisés. Qu'il y ait une différence sérieuse dans la formation et la répartition de ces profits entre un Etat capitaliste et le socialisme d'Etat soviétique, pas de doute. Mais cette différence suppose une similitude, et c'est justement cette dialectique qu'il faudrait étudier, calculs à l'appui. Baran analyse le « surplus économique » socialiste selon son bon

cœur, non selon la réalité. La raison en est qu'il veut substituer à la notion de plus-value, dont le sens est bien établi pour les rapports capitalistes, celle de « surplus économique », expression vague en usage depuis des siècles et dont les économistes américains les plus fanatiquement attachés au capitalisme s'accoutument fort bien.

Il faudrait tout simplement être aveugle pour ne pas s'apercevoir qu'en effet le *développement* de la société n'est possible, depuis toujours, que parce que la totalité de ses produits n'est pas consommée immédiatement (ou annuellement si l'on veut), qu'une partie sert à la consommation improductive, mais qu'une autre partie croissante est accumulée, soit réservée, soit investie à plus ou moins court terme. Mais ce surplus réinvesti, d'où vient-il et comment se répartit-il ? Baran n'en dit rien. C'est la plus-value, qui provient du travail. Ce n'est pas un « surplus économique », mais un *surplus-travail*, selon l'expression dont Marx se servait. Ce n'est pas le fruit de rapports techniques, mais de rapports sociaux, humains, entre salariés et entrepreneurs capitalistes. De cela Baran ne dit rien. Mais ce n'est pas seulement parce qu'il n'ose le dire (ou y croire vraiment), c'est aussi parce que cela lui permet une transition facile au « surplus économique planifié », débarrassé de toute trace de rapports sociaux antagoniques. Passer de l'un à l'autre, ce n'est plus alors que l'affaire d'une simple modification technique, d'organisation : l'instauration du plan. On voit percer ici l'oreille bouchée du progressiste qui pense ainsi faire mieux avaler la pilule, en escamotant la révolution sociale.

Mais tel est pris qui croyait prendre. Baran, à son jeu, se prend, et en vient à développer une théorie de l'origine du surplus qui nous ramène presque aux bons Pères de l'Eglise et aux théoriciens des économats de monastère. Si les théoriciens depuis Stewart, Petty, les physiocrates, Smith, etc... ne s'étaient pas interrogés sur la nature du « surplus économique », qui est un simple *phénomène* visible à l'œil nu, ils n'auraient jamais ouvert la voie où Marx s'est engagé plus tard. Les chefs de tribus, les légats romains, les gestionnaires de monastères savent tous très bien distinguer le « surplus » des unités économiques qu'ils contrôlent, mais ils se soucient fort peu de rechercher le mécanisme de sa production ; il leur suffit qu'il soit là, pour qu'on le répartisse, avec privilège pour les classes, castes ou groupes dominants, ou pour l'Etat lui-même. Les pseudo-économistes staliniens font de même,

avec cette différence qu'ils sont pour cela obligés d'*interdire* toute investigation scientifique et libre sur le mécanisme de production du surplus dans le socialisme d'Etat. Baran leur emboîte le pas. Il « constate » ce surplus, et cela lui suffit. Mais il est tout de même amené par l'habitude à chercher les causes de ce surplus ; il sert alors au lecteur cette théorie : la croissance économique, c'est l'accroissement par tête, pour un même temps, de la production de biens et de services. Il s'agit donc de la *productivité*, qui est le critère distinctif du progrès social, mais non du « progrès économique » en général, car il peut y avoir productivité stagnante avec extension quantitative de la production (par accroissement de la population active, des terres cultivées, etc.).

D'autre part, la productivité n'est pas identique à la plus-value, celle-ci pouvant être considérable dans les entreprises à faible productivité (c'est même une raison de la stagnation de certaines industries à outillage vieilli, qui font cependant des profits énormes). Mais la plus-value n'intéresse pas Baran. Il décrit comme source de l'accroissement de la productivité : 1. des transformations dans l'outillage, ou son usage plus complet ; 2. des transformations dans l'emploi de la main-d'œuvre ; il cite ici, mais sans y insister, l'allongement de la journée de travail. En somme il effleure à peine la question. Derrière les transformations de l'outillage et les « mesures d'organisation », il y a l'exploitation accrue de la force de travail en quantité et *qualité*, par accroissement des rythmes d'efforts, c'est-à-dire le *rendement* accru.

La productivité de *l'entreprise* et le *rendement* de l'ouvrier sont deux choses différentes, mais l'une est impossible sans l'autre, du moins à l'échelle sociale. Même une usine entièrement automatisée, où la main-d'œuvre directement productive est réduite à quelques unités, n'a une très haute productivité que grâce à la construction des machines qui la composent dans d'autres entreprises où la main-d'œuvre productive est beaucoup plus importante. Plus que jamais, le processus de production doit être considéré dans son intégration à l'échelle nationale ; on verra alors que c'est la capacité de travail ouvrière qui est l'ultime source des rendements et de la productivité accrus, et par suite du « surplus ». Mais ce surplus n'est pas seulement un surplus en produits ; c'est un surplus en capital, une *survalueur*. Si l'appareil de production fournit plus que les besoins solvables, le marché n'absorbe pas ce surplus, qui se transforme alors en une source de perte pour

l'entrepreneur. Mais s'il est vendu sur le marché, le surplus apparaît sous sa forme définitive, comme *accumulation de capital*.

Passant alors à l'économie soviétique, Baran aurait dû se demander ce qu'y devenait ce mécanisme. Au lieu de cela, il nous informe que le *plan* change tout. On a un « surplus économique planifié » — il aurait fallu dire : « une plus-value étatisée ». Et ce surplus planifié, Baran l'explique exactement comme les économistes bourgeois l'expliquent depuis Say, comme une différence entre la production et la consommation. Ce qui sépare, avec cette façon de voir, le socialisme du capitalisme, c'est que la consommation et la production sont dans des rapports de volume planifié, de telle sorte qu'il subsiste une différence. Quelle est la fonction du travail dans la production socialiste, on ne nous en dit rien. Comment cet équilibre planifié est-il atteint ? Tout simplement par ce que « la société doit *consciemment* décider de produire, de consommer et d'épargner à un moment donné ». Ce n'est pas plus difficile que cela... Toute l'histoire économique réelle de l'U.R.S.S. et des autres pays socialistes est là pour montrer ce que devient cette « conscience » lorsqu'elle affronte les déterminations propres au mécanisme. Baran verrait alors que « consciemment », c'est encore la recherche d'un profit national maximum qui oriente la politique de production. A quoi il faut ajouter que cette recherche consciente du profit maximum ou optimum n'est pas suivie d'une accumulation et d'investissements *privés*, mais *planifiés*, ce qui en effet modifie beaucoup de données du problème.

Baran a développé ces conceptions un peu plus tard, en 1957 (1). Mais c'est dans un ouvrage publié avec P.M. Sweezy en 1966 qu'il a apporté quelques compléments d'information plus précis (2). Comme l'objet de ces auteurs, dans ce livre,

(1) Dans *The political economy of growth* (cf. le chapitre 2, « The concept of economic surplus »).

(2) *Monopoly capital. An Essay on the american economic and social order*. Il y a aussi des choses curieuses dans A. Loria, *La synthèse économique* (traduction française en 1911). Loria, étudiant le rapport entre les formes d'association de travail et les formes de revenu, appelle « revenu indistinct » celui qui est formé par une collectivité co-active, où le produit supplémentaire est approprié indépendamment de la propriété personnelle et du travail personnel de chaque travailleur. De sorte que l'association des producteurs, après avoir été imposée par la famille et le clan, peut l'être « par l'Etat, comme dans les grands empires asiatiques et africains » (p. 113). Le surplus obtenu selon le « mode de production asiatique » mériterait en effet examen.

est d'analyser la façon dont le plus puissant Etat monopoliste (capitaliste) réalise et utilise le surplus qu'il accumule, il leur fallait préciser la définition à laquelle ils se tiennent : c'est « la différence entre ce que la société produit et les coûts de cette production ». C'est pourquoi « nous préférons le concept « surplus » à la traditionnelle « plus-value » marxienne, étant donné que celle-ci s'identifie probablement dans l'esprit de la plupart des gens familiers avec la théorie économique marxienne, avec la somme des profits + intérêts + rente. Il est vrai que Marx démontre — dans divers passages du *Capital* et des *Théories de la plus-value* — que la plus-value comprend aussi d'autres éléments tels que les revenus de l'Etat et de l'Eglise, les dépenses de transformation des marchandises en argent et les salaires des ouvriers non-productifs. En général, il traite cependant ceux-ci comme des facteurs secondaires et les exclut de son schéma théorique fondamental. Nous prétendons que sous le capitalisme de monopole, cette procédure n'est plus justifiée, et nous espérons qu'un changement de terminologie facilitera la modification nécessaire dans la position théorique ». Cela équivaut tout simplement à rejeter la position de Marx et à adopter le point de vue de l'économie progressiste vulgaire pour qui le capitalisme est simplement un système « irrationnel » qu'il convient d'épurer en éliminant les gaspillages et dépenses inutiles qu'il entraîne. On obtiendrait ainsi, en planifiant la production du surplus, une masse optima de biens et de services à distribuer. Ce capitalisme « rationnel » ressemblerait ainsi étrangement à l'idée que Baran et Sweezy se font d'une U.R.S.S. idéale.

Baran et Sweezy pourraient répondre qu'ils ne cherchent pas quelles sont les *sources* du surplus, ou les modes de production de la plus-value ; qu'ils se bornent à analyser les formes de son emploi et à rechercher si ces formes ne sont pas souvent parasitaires. Mais dans ce cas, pourquoi prétendre remplacer la théorie de la plus-value établie par Marx, qui concerne aussi bien sa production que sa répartition, par une prétendue « théorie du surplus » qui n'est que description journalistique de quelques moyens par lesquels l'Etat et le capitalisme monopolistique moderne s'assurent des surprofits ? A cette question je ne vois qu'une réponse à faire. Ces auteurs « progressistes », d'une part ne veulent pas choquer le public américain, d'autre part veulent faire croire que l'économie planifiée (celle de l'U.R.S.S. « socialiste ») obvie facilement

aux « irrationalités » du capitalisme de monopole (américain). Ce faisant, ils s'interdisent tout simplement d'appliquer les catégories marxistes à la fois aux U.S.A. et à l'U.R.S.S.

Aux affirmations de Baran on peut opposer plusieurs remarques :

1. Si la plus-value « traditionnelle » (c'est-à-dire le profit qui représente le surtravail des salariés productifs) ne représente pas tout le surplus, la partie supplémentaire étant considérée comme « parasitaire », ou « abusive », la partie traditionnelle est-elle légitime ? Si oui, cela équivaldrait à envisager un socialisme fondé sur la pérennité des mécanismes du marché capitaliste, devenu rationnel.

2. Il est inexact que la plus-value, au sens de Marx, soit la *somme* des profits industriels, de l'intérêt et de la rente. Ces éléments résultent au contraire de la répartition ou *division* de la plus-value. La découverte de Marx (et il en était assez fier) est précisément d'avoir montré que la plus-value est une forme générale du fruit de l'exploitation des travailleurs salariés, *logiquement antérieure* à sa répartition en profit, intérêt et rente. En particulier, Marx n'aurait pu imputer l'intérêt à la plus-value s'il avait seulement cherché comment constituer une somme (ou agrégat) d'éléments apparents, au lieu de rechercher comment une forme générale, non appréhendée comme telle par les entrepreneurs capitalistes, se subdivisait ensuite en éléments apparents.

3. Si le « schéma théorique fondamental » de Marx exclut, ou du moins néglige, toute une série de formes réelles et secondaires des profits et revenus des classes possédantes et dominantes, c'est précisément parce qu'il est un schéma théorique et non une description, un modèle et non un discours.

La nouveauté de Baran a pourtant été considérée comme intéressante par Bettelheim, qui a tenté de lui trouver une forme plus convenable (1).

Bettelheim rappelle que selon Marx le surplus économique « est constitué par la fraction du produit social net appropriée par les classes non travailleuses, ceci quelle que soit la forme sous laquelle ces classes utilisent le surplus... ». Admettons cette définition, quoi qu'elle soit fautive à la rigueur. En effet, ce que Marx appelle plus-value (et non surplus économique)

(1) Voyez : « Le surplus économique, facteur de base d'une politique de développement », dans *Planification et croissance accélérée*, 1964.

est la fraction du produit social net *résultant de l'exploitation des salariés* par les capitalistes. En tout cas, partant de là, Bettelheim propose plusieurs notions qu'il substitue à celle de Baran (et bien entendu à celles de Marx) : le surplus économique courant ; le surplus courant disponible pour le développement ; le surplus utilisé au développement.

Comment se combinent-elles ? Un tableau résultera de la description du surplus que l'on trouve présentée analytiquement dans l'étude de Bettelheim, et qui raffine les généralités de Baran :

$$\text{PSB} \left\{ \begin{array}{l} \text{PSD} \left\{ \begin{array}{l} \text{PSN} \left\{ \begin{array}{l} \text{SEC} \left\{ \begin{array}{l} \text{SCDD} \\ \text{CP} \end{array} \right\} \\ \text{FGF} \rightarrow \text{FGE} \end{array} \right\} \\ \text{R} \end{array} \right\} \\ \text{Am} \end{array} \right\} \\ \text{CNR} \end{array} \right\} \left\{ \begin{array}{l} \text{SUD} \left\{ \begin{array}{l} \text{FINp} \\ \text{FINd} \\ \text{DD} \\ \text{CPd} \\ \text{SHd} \end{array} \right\} \\ \text{SND} \left\{ \begin{array}{l} \frac{\text{FINs}}{\text{SCP s}} \\ \frac{\text{SFGEs}}{\text{Hs}} \end{array} \right\} \end{array} \right.$$

(En italiques les surplus non consacrés au développement.)

où

PSB = Produit social brut.

PSD = Produit social disponible.

R = Renouvellement nécessaire.

PSN = Produit social net.

Am = Amortissement.

SEC = Surplus économique courant.

CP = Consommation des producteurs.

SCDD = Supplément économique courant disponible pour le développement.

FGF → *FGE* = Frais généraux d'une année sur l'autre.

CNR = Consommation nécessaire à la reproduction simple.

SUD = Surplus utilisé au développement.

FINp = Fonds d'investissements de production nouveaux.

FINd = Fonds d'investissements improductifs nouveaux servant au développement.

DD = Dépenses de développement (recherche, éducation).

CPd = Augmentation des gains individuels des producteurs entraînant augmentation de la production.

$S H d$ = Augmentation des stocks entraînant développement.

$S N D$ = Surplus non utilisé au développement.

$F I N s$ = Investissements en services non productifs.

$S C P s$ = Gains non liés à accroissement de productivité.

$S F E s$ = Frais généraux sociaux sans effets de développement.

$H s$ = Stocks inutiles.

Comme on le voit, ces grandeurs s'emboîtent très simplement. Chacune est obtenue par déduction de la précédente. Mais que nous apprend cet emboîtement ? Qu'une fois donné le produit social brut (P S B), un plan permet de classer des masses de fonds productifs et improductifs selon divers critères d'investissements. Rien de plus. Il ne nous apprend rien sur la source des surplus consacrés au développement (productifs), sur la dynamique de la production du surplus, qui conditionnent sa répartition. Dans ces conditions, ce genre d'analyse, plus « pratique » que celui de Baran (qui a pourtant le mérite d'essayer de chiffrer quelques grandeurs, comme on le voit à l'appendice de *Monopoly Capital*), n'atteint pas le niveau « théorique » auquel il prétend. Il s'agit d'un schéma de la répartition des surplus potentiels et disponibles, sans qu'on sache dans quelles conditions sociales et économiques ceux-ci seront obtenus. Pour Baran, il semble que l'affectation optima du surplus soit l'effet d'une réforme du capitalisme de monopoles (devenu rationnel en éliminant les gaspillages et parasitismes), entraînant une modification des modes de développement des pays « en voie de développement », selon un modèle peu ou prou en vigueur dans les « économies planifiées » (considérées comme socialistes).

Bettelheim paraît rallié à la même thèse (1). Dans la conclusion de l'article cité, il écrit que la croissance économique et sociale, abstraction faite d'une croissance « autonome »,

(1) J'écris « paraît », parce que Bettelheim modifie parfois quelque peu son opinion, à retardement. En 1966, il déclare que le « modèle réel » de l'économie soviétique, caché par un « modèle explicite » (entendez tout simplement que les déclarations officielles ne correspondent pas aux faits en U.R.S.S.), « conduit à généraliser l'irresponsabilité, le gaspillage et à rendre difficile ou impossible un vrai calcul économique et donc, aussi, un vrai contrôle social. A la limite, on aboutit à rendre illusoire la planification elle-même » (*La transition vers l'économie socialiste*, 1968, p. 195). Mais Bettelheim ne se demande pas d'où vient ce caractère presque « illusoire » du contrôle social et de la planification. Il lui aurait fallu mettre en cause les rapports de production réels.

dépend de deux facteurs : « un facteur matériel, représenté par des investissements (eux-mêmes considérés comme ce qui est ajouté à la richesse existante), et un facteur purement *économique*, représenté par le surplus économique et ses différentes utilisations possibles, dont l'une est de financer le processus d'investissement et dont l'autre est d'assurer les autres dépenses de développement... Le surplus économique représente finalement cette fraction du produit annuel de la société que celle-ci est libre d'utiliser selon des fins qu'elle *choisit*, du moins lorsque le processus économique est réellement dominé par la *planification*. Tandis que la partie du produit annuel dépensée en vue de couvrir ce que j'ai appelé le « coût de la reproduction simple » a déjà un usage déterminé, le surplus économique est *disponible*, son affectation est libre ».

Ces expressions, vagues et superficielles, laissent un doute, bien ancien, sur la façon dont l'auteur comprend les termes *d'économique* et de *liberté* (1). En quoi un investissement déterminé n'est-il pas une fonction *économique* ? Comment un « facteur purement économique » peut-il être utilisé plus « librement » qu'un autre ? D'où vient cette assimilation de l'économique et de la liberté ? N'est-ce pas plutôt le facteur social — à supposer qu'on puisse dans les sociétés « planifiées » actuelles le distinguer du facteur économique — qui pourrait être un vecteur de « liberté » ? Mais la *liberté de choix* elle-même n'est-elle pas conditionnée, déterminée, de maintes façons qui la réduisent à une simple marge assignée ? Et peut-on dire, économiquement et socialement parlant, que les choix seront libres tant que la loi de la valeur gouvernera les échanges fondamentaux de la société ? A toutes ces questions, l'auteur n'apporte guère de réponses. Il semble que son obstination néo-stalinienne l'ait conduit, tout en révérançant la lettre des écrits de Marx, à substituer à leur esprit quelque chose qui en est bien éloigné : la substitution de la théorie du « surplus économique » à celle de la plus-value ; à refuser d'étudier les conditions de l'exploitation dans la planification « de transition » ; et à refuser aux contradictions sociales une importance qu'aucune invocation à l'autorité « politique et idéologique » ne peut effacer.

(1) Le lecteur peut se reporter aux réponses que je lui ai faites il y a déjà une quinzaine d'années. Cf. au volume précédent : « Réponses à C. Bettelheim ».

2. P. Sweezy.

Pour P. Sweezy, comme pour Baran, le socialisme n'est qu'une sorte de capitalisme d'Etat mis au point, efficient, rationalisé, sans chômage ni crise. L'économie soviétique leur en paraissait le modèle, au moins jusqu'à l'époque des « réformes » des années 1960. Il est d'autant plus curieux d'observer leur point de départ.

Voici quelques affirmations de principe de Sweezy (1).

I. « Les socialistes prétendent qu'à mesure que le capitalisme mûrit, il perd la capacité de faire un usage effectif de ces motifs (l'espoir de gains plus élevés dans un emploi donné et d'une promotion à un emploi meilleur ; la peur des sanctions, du déclassement et du renvoi ; l'espoir de gains poussant à l'effort ; la peur des pertes tendant au contrôle de la qualité et au maintien de la discipline) ; que le socialisme... peut utiliser les mêmes motifs et peut le faire plus scientifiquement que le capitalisme n'y est jamais parvenu ; et finalement que certains des facteurs les plus importants qui déterminent la quantité et la qualité du travail disponible résident en même temps hors du domaine des motivations individuelles et ne peuvent agir que dans une société d'où ont été éliminées la propriété privée et la domination de classe qui l'accompagne. »

II. « Bien entendu, il est vraisemblable que le niveau des gains monétaires soit l'élément le plus important dans les deux systèmes (capitalisme et socialisme), mais il y a une pénalité très importante à laquelle le socialisme renonce délibérément, la crainte du chômage. Un ouvrier, sous le socialisme, peut être déclassé, peut même être congédié, mais tant qu'il y a situation de plein emploi — et un système socialiste peut non seulement maintenir un état de plein emploi mais a tout intérêt à le faire — il sera toujours capable de trouver un autre emploi. Ce fait peut compliquer sérieusement, en particulier au cours des premières étapes du développement socialiste, le problème du maintien de la discipline de travail. Il ne peut toutefois pas rendre le problème insoluble. »

(1) Voyez *Socialism*, 1949. P. Sweezy a publié également un ouvrage sur la *Theory of capitalist development*, qui montre qu'il comprend beaucoup mieux la mécanique du capitalisme que celle du socialisme d'Etat, sans parler du socialisme tout court.

III. « Sous le socialisme, les unités économiques seront des versions rationalisées des grandes sociétés (*corporations*), avec des dirigeants salariés et des spécialistes qualifiés occupant les positions *manageriales* décisives, les fonctions du bureau des directeurs étant entre les mains d'autorités publiques dûment constituées. La différence cruciale, bien entendu, sera que l'objectif de l'unité socialiste sera la réalisation de sa part du plan général, alors que l'objectif de la firme capitaliste est la maximation du profit de la société (*corporation*). »

Ces extraordinaires naïvetés méritent à peine un commentaire. Fussent-elles de simples épures, on se contenterait de constater qu'il s'agit de formes vagues, et nullement caractéristiques. Mais lorsqu'on sait que ce que Sweezy décrit ici comme « socialisme », c'est dans son esprit ce que nous avons et avons sous les yeux dans l'U.R.S.S. de Staline, de Khrouchtchev et de Kossyguine, on se demande ce qui l'emporte, de la naïveté ou de la duplicité...

FIN